DEPARTEMENT DE L'ISERE (38)

COMMUNE DE MIZOEN (38142)

ELABORATION
DE LA CARTE COMMUNALE



1.RAPPORT DE PRESENTATION

Approbation par délibération en conseil municipal le : …./…./……..	Alpicité Urbanisme, Paysage, Environnement SARL Alpicité – Av. de la Clapière, 1, Rés. la Croisée des Chemins 05200 Embrun Tel : 04.92.46.51.80. Mail : contact@alpicite.fr
Approbation par arrêté préfectoral le : …./…./……..	

SOMMAIRE

Sommaire 3
Introduction 9
Chapitre 1 : Document d'urbanisme et cartes communales 11
1. Évolution législative 11
2. Les objectifs poursuivis par les cartes communales 13
3. Le contenu de la carte communale 14
3.1. Le rapport de présentation 14
3.2. Les documents graphiques 15
3.3. Les annexes 16
Chapitre 2 : Rappel de la procédure d'elaboration de la carte communale 16
Partie 1 : diagnostic territorial 17
Chapitre 1 : contexte géographique, administratif et règlementaire 19
1. Contexte géographique et accessibilité 19
2. Contexte administratif 20
2.1. La région Auvergne-Rhône-Alpes 20
2.2. Le département de l'Isère 21
2.3. La communauté de communes de l'Oisans 21
3. Contexte règlementaire territorial 22
3.1. Les documents supra-communaux 22
Absence de schéma de cohérence territoriale (SCOT) 22
La loi Montagne n° 85-30 du 9 janvier 1985 24
La loi Barnier 25
Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes 26
La charte du parc national des Ecrins 31
Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée 33
Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Drac Romanche 35
Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRi) du bassin Rhône-Méditerranée 39
Le Schéma régional des carrières 40
3.2. Les servitudes d'utilité publique 42
3.2.1. Servitude AC2, relative aux sites inscrits et classés 42
Servitude AR6, relative au périmètre autour des champs de tir 43
Servitude EL 7, relative à l'alignement des voies publiques 43
Servitude EL 10, relative à la protection des parcs nationaux 43

Servitude I2, relative à l'utilisation des canalisations hydraulique.....43
Servitude I4, relative aux ouvrages de transport et de distribution de l'électricité 43
Servitude Int 1, relative à la protection des cimetières 43
Servitude PT1, relative à la protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques 44
Servitude PT2, relative contre les obstacles des centres d'émission et de réception radioélectrique 44
Chapitre 2 : dynamique démographique, économique et immobilière : analyse comparative..... 46
1. Dynamique démographique 46
1.1. Évolution démographique 46
1.2. Structure de la population 48
2. Composition des ménages 50
3. Population active, chômage et formation..... 51
3.1. La population active..... 51
3.2. Formation 52
4. Habitat et logement..... 53
4.1. Parc de logement et typologie dominante..... 53
Caractéristiques du parc de logements 53
Résidences principales selon la période d'achèvement..... 54
Typologie du parc de logements..... 55
Taille des logements 55
4.2. Statut d'occupation..... 56
4.3. Les logements locatifs sociaux 56
4.4. Le marché immobilier 57
5. Économie locale..... 58
5.1. Dynamique entrepreneuriale..... 58
5.2. Le commerce 58
5.3. Les activités artisanales et libérales 59
5.4. Le tourisme 59
Les activités touristiques au sein de la commune de Mizoën 59
Les activités touristiques à proximité de Mizoën..... 60
Hôtellerie, hébergement 61
5.5. Les activités agricoles..... 61
Etat des lieux de l'activité agricole en 2012..... 62
6. Les équipements et services publics..... 63
7. Le tissu associatif 64
Chapitre 3 : Déplacements 65

Partie 2 : Etat initial de l'environnement 74
Chapitre 1 : l'environnement naturel 76
1. Caractéristiques environnementales 76
1.1. Topographie 76
1.2. Géologie 77
1.3. Réseau hydrographique 81
❖ La Romanche 81
❖ Le Lac de Chambon 81
1.4. Climat 82
Le climat actuel de Mizoën 82
Le changement climatique à l'échelle globale 83
Les évolutions du climat attendues à moyen terme à l'échelle de l'ancienne région Rhône-Alpes 87
1.5. Risques naturels 92
Inondation 96
Mouvements de terrain 96
Retrait-gonflement des argiles 98
Le radon 99
1.5.1. Avalanche 100
Séismes 102
2. Occupation des sols 103
2.1. Caractéristiques générales 103
2.2. Les espaces forestiers 107
2.3. Les espaces agricoles 109
3. Analyse écologique 111
3.1. Zonages écologiques d'intérêt 111
Les zones d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) 111
3.1.1. Les zones humides 117
3.1.2. Les tourbières 120
3.2. Zonages écologiques contractuels 122
3.2.1. Sites Natura 2000 122
3.3. Zonages écologiques réglementaires 130
3.3.1. Arrêté préfectoral de protection du biotope 131
3.3.2. Parc national des Ecrins 132
3.4. Habitats et milieux naturels 133
3.5. La flore 137
3.5.1. Espèces patrimoniales 137

3.5.2. Espèces végétales exotiques envahissantes 144
3.6. La faune 144
3.6.1. Espèces patrimoniales 144
3.6.2. Synthèse des espèces faunistiques à enjeu et statut de protection 148
3.7. Les continuités écologiques 149
3.7.1. TVB au niveau régional (SRCE) 150
3.7.2. TVB au niveau du territoire de l'Oisans 151
3.7.3. TVB au niveau local 152
3.8. Synthèse des enjeux écologiques 155
Chapitre 2 : l'environnement humain 158
1. Organisation urbaine et typologie architecturale 158
1.1. Histoire de l'urbanisation de la commune 158
1.2. Analyse typo morphologique du tissu urbain 160
1.3. Le patrimoine bâti et le petit patrimoine 167
2. La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers 171
2.1. Interprétation de la loi montagne 171
2.2. Analyse de la consommation d'espaces 174
Les parties actuellement urbanisées 174
La consommation d'espaces : méthodologie 175
La consommation d'espaces loi climat : 2011-2021 176
La consommation d'espaces loi ALUR : 2014-2024 178
2.3. Le potentiel constructible au sein des parties urbanisées 178
3. Analyse paysagère 181
3.1. Inscription de Mizoën dans le grand paysage 181
3.2. Les paysages et sites naturels remarquables de Mizoen 185
3.3. Les entrées de villes et espaces publics 187
3.4. Synthèse paysagère 189
Chapitre 3 : Réseaux, énergies, nuisances 191
1. Gestion et protection de la ressource en eau 191
1.1. Alimentation en eau potable 191
Les schémas directeurs 191
Les captages 191
Les ouvrages 192
Le réseau 194
Les équipements de réseau 196
Bilan des besoins/ressources 197
Programme d'actions 198

1.2. Défense incendie 200
1.3. Gestion des eaux usées 203
Le schéma directeur 203
L'assainissement collectif 204
L'assainissement autonome 206
1.4. Gestion des eaux pluviales 206
2. Énergies 208
2.1. La consommation/production énergétique dans l'Oisans 208
2.2. Potentiel de développement des énergies renouvelables 209
Potentiel solaire 209
Potentiel éolien 211
Potentiel hydro-électrique 212
Bois-énergie 212
Géothermie 213
Le biogaz 214
3. Réseaux de communications numériques 215
4. Gestion des déchets 215
5. Pollutions et nuisances 217
5.1. Qualité de l'air 217
5.2. Nuisances sonores 219
5.3. Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) 222
5.4. Sites et sols pollués 222
Partie 3 : Prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique 224
Chapitre 1 : Prévisions de développement démographique 225
1. Rappel des données de cadrage 225
2. Postulat 225
3. Le point mort démographique 225
4. Le scenario retenu : un taux de croissance annuel moyen de +0.5% 226
Chapitre 2 : Projets d'équipements et prévisions de développement economique 227
Partie 4 : Explication des choix retenus pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées 228
Partie 5 : Les choix de la carte communale et ses incidences sur l'environnement et la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur. 232
Chapitre 1 : Les Perspectives de l'évolution de l'environnement 234
1. les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur la consommation d'espace 234
1.1. Adéquation des surfaces consommées avec les objectifs communaux 234
1.2. Bilan de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers 238
1.3. Modération par rapport aux dix dernières années : 239

1.4. Inscription dans les objectifs de la loi climat et résilience – ZAN 239
2. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les espaces naturels 241
2.1. Effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les zonages d'intérêt écologique 241
2.2. Effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les habitats naturels 242
3. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les espèces végétales et animales 243
3.1. Espèces patrimoniales 243
3.2. Espèces exotiques envahissantes 244
4. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les continuités écologiques 244
5. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur la ressource en eau 246
5.1. Alimentation en eau potable 246
5.2. Assainissement 246
6. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les paysages 248
7. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les déchets 249
8. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur la pollution de l'air 250
9. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur la pollution des sols et sous-sols 250
10. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur la pollution sonore 250
Chapitre 2 : Les incidences notables probables de la mise en œuvre de la carte communale sur l'environnement 251
1. Evaluation des incidences sur les habitats naturels et les espèces 251
2. Evaluation des incidences Natura 2000 252
2.1. Rappel des enjeux des sites Natura 2000 253
2.2. Application de la carte communale sur les sites et le réseau Natura 2000 254
2.3. Mesures complémentaires prises pour éviter et réduire les incidences sur les sites Natura 2000 255
Chapitre 3 : Les motifs de la délimitation des secteurs au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement 256
Partie 6 : Articulation avec les autres documents de renag supérieur 257
1. Compatibilité de la carte communale 257
2. prise en compte par la carte communale 291

INTRODUCTION

CHAPITRE 1 : DOCUMENT D'URBANISME ET CARTES COMMUNALES

1. ÉVOLUTION LEGISLATIVE

La loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) du 13 décembre 2000 traduit la volonté de promouvoir un développement des aires urbaines plus cohérent, plus durable et plus solidaire. Pour répondre à cet objectif, la loi a apporté dans les domaines de l'urbanisme, de l'habitat et des déplacements, des réformes profondes.
Elle invite notamment les municipalités et les organismes de coopération intercommunale à intégrer dans leurs politiques de développement les notions de ville durable et de démocratie participative. Afin de mieux concilier le développement urbain, la prise en compte des besoins de la population, l'utilisation économe de l'espace et une meilleure cohérence entre planification urbaine spatiale, environnement, économie, déplacement et habitat, le Code de l'urbanisme est rénové en profondeur. L'agglomération est placée au cœur des politiques urbaines.
Dans cette logique, afin de donner aux élus des documents d'urbanisme plus riches et plus concertés permettant de définir les priorités et de mettre en cohérence les différentes politiques, la loi a substitué les Plans Locaux d'Urbanisme (PLU) aux Plans d'Occupation des Sols (POS) issus de La Loi d'Orientation Foncière promulguée en 1967.

La loi Urbanisme et Habitat du 2 juillet 2003, qui se veut une loi de simplification de la loi SRU considérée comme trop contraignante par de nombreux acteurs et élus locaux, a clarifié le contenu du PLU. Elle simplifie et clarifie les procédures applicables aux documents d'urbanisme en réformant les conditions d'utilisation des procédures de modification et de révision. La modification devient la règle générale. Néanmoins, les principes généraux définis par la loi SRU ne sont pas remis en question.

Ces objectifs sont renforcés par l'application de **la loi Grenelle II ou loi ENE** (engagement national pour l'environnement) du 12 juillet 2010. Concrètement, la loi cherche à verdir, simplifier ou mettre en cohérence les outils d'urbanisme en groupant les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales. La loi fixe des objectifs environnementaux à introduire dans les SCOT, PLU et cartes communales, qui doivent intégrer les enjeux d'effet de serre, de maîtrise de l'énergie, de production énergétique propre et sûre à partir de sources renouvelables, de qualité de l'air, de l'eau et des sols, de restauration et protection de la biodiversité (via notamment la restauration d'espaces naturels, forestiers et des continuités écologiques), avec une répartition « géographiquement équilibrée » et économe en espace de l'emploi, l'habitat, du commerce et des services et du rural et de l'urbain.

Plus récemment, **le 26 mars 2014, la loi ALUR (accès au logement et à un urbanisme rénové) ou loi Duflot,** vise à produire des villes et logements plus soutenables; moins énergivores et construits en répondant aux besoins, en limitant l'étalement urbain par la densification urbaine des quartiers pavillonnaires, et en limitant l'artificialisation des derniers milieux naturels et agricoles périurbains y compris par les implantations commerciales et leurs parkings très consommateurs d'espace.

La loi ELAN, pour l'évolution du logement, de l'aménagement et du numérique n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 précise notamment les dates de prise en compte de la consommation d'espace pour l'élaboration des SCoT et des PLU et inscrit la lutte contre l'étalement urbain dans les principes généraux fondant le droit de l'urbanisme.
Concernant les cartes communales, la loi ELAN permet l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant en dehors de la zone constructible.

La **loi ASAP, en faveur de l'accélération et de simplification de l'action publique** n°2020-1525 du 7 décembre 2020 ajoute, par son article 40, les PLU à la liste des plans et programmes définies à l'article L.104-1 du code de l'urbanisme, devant faire l'objet d'une évaluation environnementale systématique.
D'autre part, cette loi vise à simplifier les démarches administratives des particuliers et des entreprises en accélérant les procédures administratives à l'aide de la dématérialisation.

La loi Climat-Résilience du 22 août 2021, a pour objectif de limiter l'artificialisation des sols. Pour ce faire, cette loi dispose de plusieurs moyens et impose des échéances. La limitation de l'urbanisation passe par deux moyens principaux : la diminution du rythme de l'urbanisation et la renaturation des sols pour améliorer la fonctionnalité des sols. La loi prévoit des échéances à court et moyen terme. L'artificialisation des sols doit être réduite de 50% chaque décennie pour finalement arriver à l'objectif d'absence de toute urbanisation nette des sols en 2050. La loi climat-résilience impose un profond changement des documents d'urbanisme, car elle fixe la mise en œuvre des objectifs de limitation de l'artificialisation dans les schémas régionaux d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), puis dans les schémas de cohérences territoriaux (SCoT), puis dans les plans locaux d'urbanisme (PLU) et cartes communales (CC). Le SRADDET doit ainsi fixer les objectifs de réduction du rythme de l'artificialisation à moyen et court terme. L'évolution du SRADDET devra intervenir dans les 2 années qui suivent la promulgation de loi, soit avant le 22 août 2023 (calendrier modifié par la loi 3DS, voir suivant). Ensuite, le SCoT doit aussi faire figurer les objectifs de la réduction du rythme de l'artificialisation des sols et le document d'orientation d'objectif (DOO) peut décliner ces objectifs. Le SCoT devra être modifié au plus tard, dans les 3 années qui suivent la modification du SRADDET, soit dans les 5 années qui suivent la promulgation de la loi, soit avant août 2026 (modifié par la loi 3DS). Puis le PLU devra lui aussi traduire cet objectif de réduction du rythme de l'artificialisation. Le PLU devra être modifié une année après le document d'urbanisme qui lui est supérieur (SRADDET ou SCoT).

La **loi 3DS du 21 février 2022** relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale vient assouplir le calendrier d'intégration des objectifs de limitation de l'artificialisation des sols prévu par la loi Climat et Résilience. Elle accorde un délai supplémentaire de six mois aux SCOT et allonge d'autant le délai imparti aux régions pour intégrer les objectifs dans les SRADDET. En revanche, les délais pour décliner les objectifs régionaux dans les SCOT, PLU et cartes communales sont maintenus. Cette loi affiche d'autres objectifs, en permettant par exemple à ce que les PLU puissent autoriser, dans le périmètre des secteurs d'intervention des opérations de revitalisation du territoire, des dérogations pour contribuer à la revitalisation du territoire, faciliter la mutation des zones urbanisées…
NB : si les objectifs du ZAN ne sont pas intégrés dans les cartes communales à partir du 22 février 2027 pour les territoires couverts par un SCoT approuvé, et 22 février 2028 pour les territoires non couverts par un SCoT approuvé.

Enfin, la loi du 20 juillet 2023 visant à **faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux** est venue notamment accorder des délais supplémentaires pour intégrer les objectifs de réduction et d'artificialisation dans les documents d'urbanisme locaux. Les SRADDET devront ainsi intégrer la loi Climat-Résilience avant le 22 novembre 2024.

Ainsi, le nouveau contexte juridique vise particulièrement le principe de mixité en exprimant la volonté d'un renouvellement urbain, accompagné d'un développement urbain maîtrisé dans le respect des principes du développement durable.

2. LES OBJECTIFS POURSUIVIS PAR LES CARTES COMMUNALES

L'**article L.161-4 du code de l'urbanisme** (modifié le 10 mars 2023) définit les objectifs de la carte communale :

I.-La carte communale délimite les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception :

1° De l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ainsi que de l'édification d'annexes à proximité d'un bâtiment existant ;

2° Des constructions et installations nécessaires :

a) A des équipements collectifs ;

b) A l'exploitation agricole ou forestière, à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production ;

c) A la mise en valeur des ressources naturelles ;

d) Au stockage et à l'entretien du matériel des coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Les constructions et installations mentionnées au 2° ne peuvent être autorisées que lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels ou des paysages.

Les constructions et installations mentionnées aux b et d du même 2° sont soumises à l'avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Pour l'application du présent article, les installations de méthanisation mentionnées à l'article L. 111-4 sont considérées comme des constructions ou des installations nécessaires à l'exploitation agricole au sens du b du 2° du présent article.

Dans les communes non couvertes par un schéma de cohérence territoriale, la carte communale peut délimiter les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables arrêtées en application de l'article L. 141-5-3 du code de l'énergie.

II.-La carte communale peut délimiter des secteurs dans lesquels est soumise à conditions l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables, dès lors qu'elles sont incompatibles avec le voisinage habité ou avec l'usage des terrains situés à proximité ou qu'elles portent atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la qualité architecturale, urbaine et paysagère, à la mise en valeur du patrimoine et à l'insertion des installations dans le milieu environnant.

Dans les communes des départements pour lesquels a préalablement été arrêtée une cartographie des zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de production d'énergies renouvelables en application de l'article L. 141-5-3 du code de l'énergie et lorsque l'avis du comité régional de l'énergie a estimé, dans les conditions prévues au même article L. 141-5-3, que les zones d'accélération identifiées par ladite cartographie sont suffisantes pour l'atteinte des objectifs régionaux établis en application de l'article L. 141-5-1 du même code, la carte communale peut également délimiter des secteurs où est exclue l'implantation d'installations de production d'énergies renouvelables, dès lors qu'elles sont incompatibles avec le voisinage habité ou avec l'usage des terrains situés à proximité ou qu'elles portent atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la qualité architecturale, urbaine et paysagère, à la mise en valeur du patrimoine et à l'insertion des installations dans le milieu environnant.

Les secteurs délimités en application du présent alinéa sont applicables uniquement aux projets dont la demande d'autorisation auprès de l'autorité compétente est déposée après l'approbation de la carte communale délimitant de tels secteurs. Les secteurs délimités en application du présent alinéa ne sont pas applicables aux procédés de production d'énergies renouvelables en toiture ou aux procédés de chaleur à usage individuel. »

L'**article L. 101-2 du code de l'urbanisme** (modifié le 18 décembre 2023) précise que :

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
e) Les besoins en matière de mobilité ;
2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;
3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, notamment les services aux familles, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;
4° La sécurité et la salubrité publiques ;
5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;
6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;
6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;
7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;
8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales.»

3. LE CONTENU DE LA CARTE COMMUNALE

Le contenu du dossier de la carte communale est fixé par les articles L161-1 et suivants du Code de l'urbanisme. La carte communale comprend un rapport de présentation, un ou plusieurs documents graphiques ainsi que des annexes.

3.1. Le rapport de présentation

D'après l'article **R. 161-2 du code de l'urbanisme**,
« Le rapport de présentation :
1° Analyse l'état initial de l'environnement et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ;
2° Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 101-1 et L. 101-2, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées et justifie, en cas de révision, les changements apportés, le cas échéant, à ces délimitations ;
3° Evalue les incidences des choix de la carte communale sur l'environnement et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur. »

L'article **R 161-3 du code de l'urbanisme** précise :

« Outre les éléments prévus par l'article R. 161-2, lorsque la carte communale doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, le rapport de présentation :
1° Décrit l'articulation de la carte avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 et L. 131-6 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;
2° Analyse les perspectives de l'évolution de l'environnement en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre de la carte ;
3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption de la carte sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;
4° Expose les motifs de la délimitation des secteurs, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique de la carte ;
5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement ;
6° Rappelle que la carte fera l'objet d'une analyse des résultats de son application, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation ou de sa révision. Il définit des critères, indicateurs et modalités qui devront être retenus pour suivre les effets de la carte sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.
Le rapport de présentation est proportionné à l'importance de la carte communale, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.
En cas de révision de la carte communale, le rapport de présentation est complété, le cas échéant, par l'exposé des motifs des changements apportés.
Le rapport de présentation peut se référer aux renseignements relatifs à l'environnement figurant dans d'autres études, plans ou documents. »

3.2. Les documents graphiques

Article R.161-4 du code de l'urbanisme :
« Le ou les documents graphiques délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne peuvent pas être autorisées, à l'exception de celles mentionnées à l'article L. 161-4. L'avis prévu à l'article L. 161-4 est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai d'un mois à compter de la saisine par l'autorité compétente en matière d'autorisations d'urbanisme. »

Article R. 161-5 du code de l'urbanisme :
« Le ou les documents graphiques peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités, notamment celles qui sont incompatibles avec le voisinage des zones habitées. »

Article R.161-6 du code de l'urbanisme :
« En zone de montagne, le ou les documents graphiques indiquent, le cas échéant, les plans d'eau de faible importance auxquels il est décidé de faire application du 2° de l'article L. 122-12. »

Article R.161-7 du code de l'urbanisme :
« Le ou les documents graphiques délimitent, s'il y a lieu, les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisée. »

3.3. Les annexes

Article R161-8 du code de l'urbanisme (modifié le 29 mars 2024) :
Doivent figurer en annexe de la carte communale :
1° Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et appartenant aux catégories figurant sur la liste annexée au présent livre ;
2° Le plan d'exposition au bruit des aérodromes, établi en application de l'article L. 112-6 ;
3° Les secteurs d'information sur les sols en application de l'article L. 125-6 du code de l'environnement ;
4° Les périmètres des secteurs concernés par des obligations de débroussaillement ou de maintien en état débroussaillé résultant des dispositions du titre III du livre Ier du code forestier. »

CHAPITRE 2 : RAPPEL DE LA PROCEDURE D'ELABORATION DE LA CARTE COMMUNALE

Ce chapitre a pour but de présenter la procédure à suivre lors de l'élaboration d'une carte communale.

La procédure d'élaboration et de révision de cartes communales est réglementée par le code de l'urbanisme (articles R. 163-3 à R.163-6).

Article R. 163-3 du code de l'urbanisme :
« En application de l'article L. 163-4, la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers rend son avis au plus tard deux mois après la transmission du projet de carte par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent. A défaut, cet avis est réputé favorable ».

Article R. 163-4 du code de l'urbanisme :
« *Le projet de carte communale est soumis à enquête publique par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent.*
Le dossier soumis à l'enquête publique est composé des pièces mentionnées à l'article R. 123-8 du code de l'environnement et comprend, en annexe, les différents avis recueillis dans le cadre de la procédure.
Il peut, en outre, comprendre tout ou partie des pièces portées à la connaissance de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune par le préfet. »

Article R. 163-5 du code de l'urbanisme :
« La carte communale est approuvée par le conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et transmise, pour approbation, au préfet ».

Article R. 163-6 du code de l'urbanisme :
« *A compter du 1er janvier 2020, la mise à disposition du public de la carte communale approuvée s'effectue par publication sur le portail national de l'urbanisme prévu à l'article L. 133-1 selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'urbanisme* »

Jusqu'à l'approbation de la carte communale de Mizoën, le règlement national d'urbanisme est applicable.

PARTIE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL

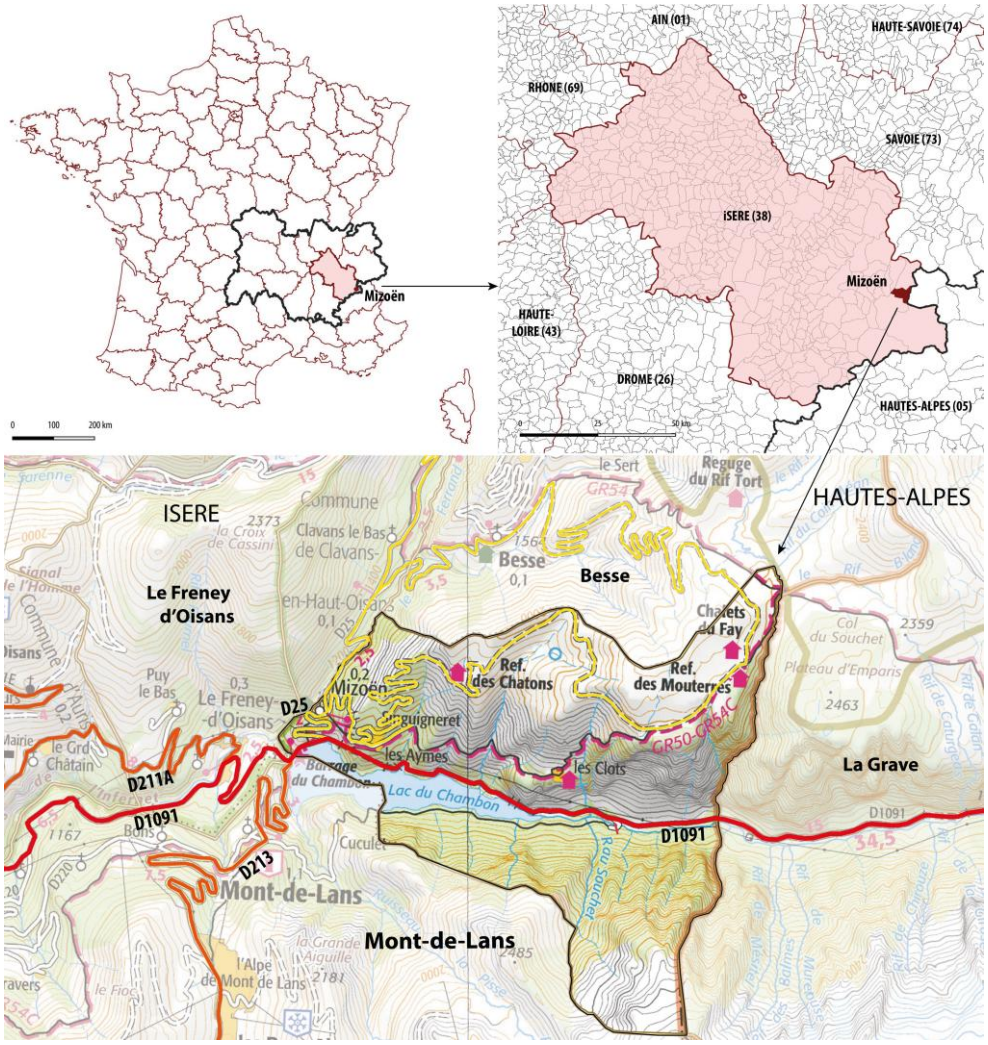
CHAPITRE 1 : CONTEXTE GEOGRAPHIQUE, ADMINISTRATIF ET REGLEMENTAIRE

1. CONTEXTE GEOGRAPHIQUE ET ACCESSIBILITE

La commune de Mizoën se localise en Oisans, à la frontière entre l'Isère (38) et les Hautes-Alpes (05), à 65 kilomètres de Grenoble (soit 1h11 par la route RD1091) et 54 kilomètres de Briançon (soit 1h10 par la route RD1091). Mizoën fait partie de la zone d'adhésion du Parc National des Ecrins.

Située en surplomb du lac du Chambon, la commune appartient à la Communauté de Communes de l'Oisans (CCO) qui comporte les 19 communes de la vallée de l'Oisans pour plus de 10500 habitants.

Mizoën s'étend sur 20,6 kilomètres carrés à une altitude moyenne de 1200 mètres. Son point le plus bas se localise au niveau du barrage du Chambon (940 m au pied du barrage) et son point le plus haut à la Roche Pourrie, sur le glacier de Mont-de-Lans (2891 m). De nombreux autres sommets culminent à plus de 2000 m en face adret, tel que le Clot du Berlioux. Le Nord-Est de la commune est notamment situé sur le plateau de l'Emparis, site classé.



La situation géographique de la commune

Les principales voies de communication sont :

- La Départementale 1091 (anciennement RN91) reliant Vizille à Briançon. Enterrée au niveau du lieu-dit « La Berche » grâce au tunnel du Chambon, la voie d'accès avait été impraticable de2015 à 2017 du fait de mouvements et glissements de terrain qui avaient fissuré le tunnel. Le Grand tunnel du Chambon (qui comporte désormais une dérivation de 500m par rapport à l'initial) a été ouvert en décembre 2017, rouvrant ainsi la RD1091 ;
- La Départementale 25 partant du lac du Chambon à la commune de Besse et desservant Mizoën et Clavans;
- ~~La Départementale 211A du Freney d'Oisans à Auris et D213 vers Mont-de-Lans et les 2 Alpes.~~

Mizoën est relativement proche de communes importantes ou à fort potentiel touristique. Plus précisément, les communes de l'Oisans – principalement des stations – sont facilement accessibles. Mizoën est également proche de communes des Hautes-Alpes telles que Gap et Briançon.

	Distance	Temps de trajet
Mont-de-Lans	4,7 km	8 min
Le Bourg d'Oisans	16,7 km	21 min
Huez	24,7 km	32 min
Briançon	53,7 km	1h01
Grenoble	65 km	1h11
Gap	112 km	2h06

Distance et temps de trajet entre Mizoën et les communes alentours (Source : Google Maps)

2. CONTEXTE ADMINISTRATIF

2.1. La région Auvergne-Rhône-Alpes

La région Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) est une région du centre-est de la France, dont le chef-lieu est Lyon ; elle a été créée par la réforme territoriale de 2015 à la suite de la fusion des anciennes régions Auvergne et Rhône-Alpes. D'une superficie de 69 711 km2, elle compte 7 948 287 habitants en 2017 soit environ 12% de la population de France Métropolitaine. La région Auvergne-Rhône Alpes est la deuxième région la plus peuplée de France après l'Île de France.

Elle est constituée de 12 départements :
Ain (01) / Allier (03) / Ardèche (07) / Cantal (15) / Drôme (26) / Isère (38) / Loire (42) / Haute-Loire (43) / Puy-de-Dôme (63) / Rhône (69) / Savoie (73) / Haute-Savoie (74)

Les compétences spécifiques de la région déterminées par la loi sont :

- La construction, la réhabilitation, l'entretien et le fonctionnement, l'accueil, la maintenance et la restauration scolaire dans les lycées ;
- La formation professionnelle, y compris les formations des travailleurs sociaux, des infirmières et des infirmiers, l'apprentissage ;
- Le développement économique ;
- Le transport des voyageurs ;
- L'aménagement du territoire.

Concernant l'aménagement du territoire, la région a notamment à charge l'élaboration d'un Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET).

2.2. Le département de l'Isère

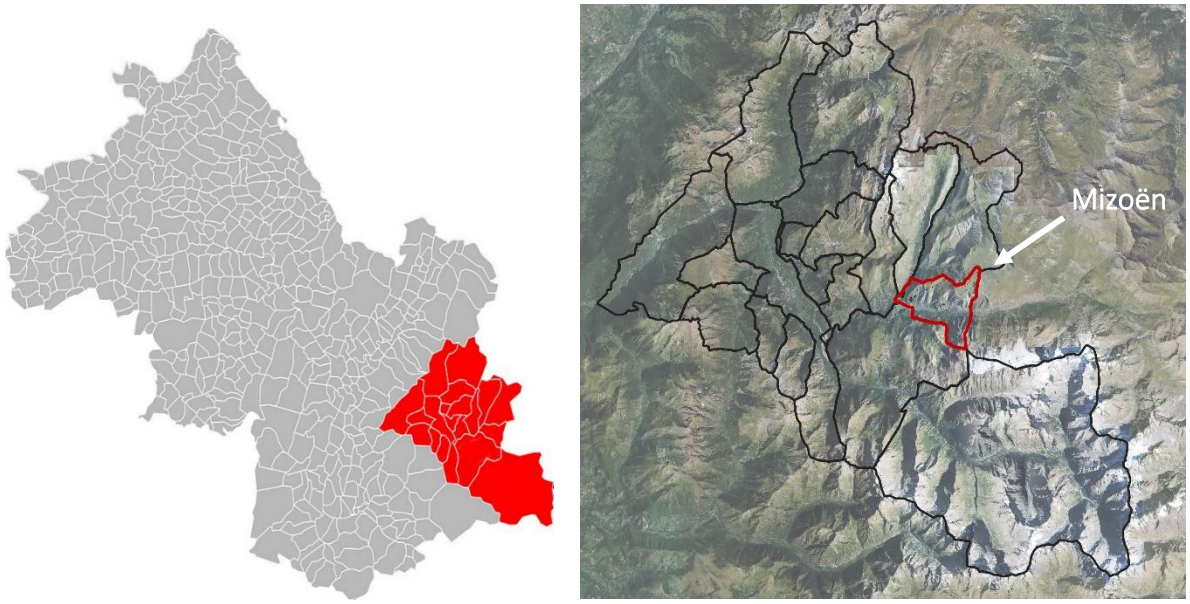
Le département de l'Isère s'étend sur 7 431 km2. Département de montagne, majoritairement rural, son chef-lieu est Grenoble. Les compétences du conseil départemental sont les suivantes :

- compétences obligatoires :
  - L'action sanitaire et sociale (protection de la mère et de l'enfant, revenu de solidarité active, allocation personnalisée d'autonomie, prestation de compensation du handicap…),
  - La gestion et la construction des collèges,
  - La culture (valorisation du patrimoine, gestion des musées départementaux…),
  - Les déplacements (transports interurbains et scolaires des élèves et étudiants en situation de handicap)), :
  - La gestion durable du territoire (aménagement touristique, …),
  - La gestion des routes (équipements, voirie, pistes cyclables …),
  - La sécurité incendie (financement du Service Départemental d'Incendie et de Secours/SDIS).

- autres compétences :
  - Le soutien à l'entretien et la construction d'écoles maternelles et primaires,
  - La protection et valorisation des espaces naturels sensibles (ENS),
  - Le développement économique dans l'industrie, la recherche, le commerce et l'agriculture
  - L'aménagement du territoire et la réduction des fractures territoriales,
  - Le soutien au sport et au tourisme.

2.3. La communauté de communes de l'Oisans

La commune de Mizoën fait partie de la Communauté de Communes de l'Oisans. Territoire de haute montagne, l'Oisans est historiquement un territoire agricole qui s'est ensuite développé grâce à l'industrialisation et à son potentiel en matière de production d'énergie à travers la houille blanche et les nombreuses centrales hydroélectrique. Le tourisme est aujourd'hui un des principaux moteurs de l'économie avec la présence de stations de renommée internationale : L'alpe d'Huez et les Deux Alpes.



Périmètre de la communauté de communes de l'Oisans ; source : http://www.ccoisans.fr

La communauté de commune de l'Oisans compte 19 communes accueillant près de 10 409 habitants en 2021. Le siège de l'intercommunalité se situe à Bourg-d'Oisans.

Les compétences obligatoires :

- Aménagement de l'espace (SCOT) ;
- Actions de développement économique (Création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme, ...) ;
- Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- Collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations

Les compétences optionnelles :

- Politique du logement et du cadre de vie ;
- Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ;
- Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire ;
- Action sociale d'intérêt communautaire ;
- Création et gestion des maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12/04/2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

Les autres compétences :

- Action de soutien aux acteurs locaux dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la santé, du sport et de la culture dès l'instant que leur action concerne la totalité du territoire communautaire ;
- Aménagement, gestion et entretien de la Maison Médicale de l'Oisans ;
- Aménagement, gestion et entretien des abattoirs ;
- Aménagement et entretien des itinéraires de promenades et de randonnées (PDIPR – Oisans Sentiers) ;
- Renouvellement d'équipements de diffusion et poteaux télévision ;
- Contractualisation avec la Région et le Département en matière de développement du territoire ;
- Acquisitions foncières, aménagement et accès des nouveaux collèges de l'Oisans ;
- Réseaux et services locaux de communications électroniques.

3. CONTEXTE REGLEMENTAIRE TERRITORIAL

3.1. Les documents supra-communaux

Absence de schéma de cohérence territoriale (SCOT)

La commune n'est pas couverte par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

La Communauté de Communes de l'Oisans dispose de la compétence « SCOT » depuis la loi ALUR du 27 mars 2014, qui l'a imposée à tout Etablissement Public de Coopération Intercommunale.

L'élaboration du SCoT de l'Oisans a été prescrite par délibération du conseil communautaire de la CCO le 20 décembre 2012. Après deux arrêts non aboutis, le SCoT de l'Oisans a été de nouveau arrêté le 28 janvier 2025. Etant donné cet état d'avancement, il sera fait le choix de vérifier la compatibilité de la

carte communale avec les grands principes dégagés par le document d'orientation et d'objectifs du SCoT au jour de son arrêt.

A ce jour, la commune n'est donc pas couverte par un SCoT approuvé. Cette situation a deux conséquences notables :

- ✧ *Constructibilité limitée*

L'article L142-4 du Code de l'urbanisme précise que « *dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable* :
1° Les zones à urbaniser délimitées après le 1er juillet 2002 ainsi que les zones naturelles, agricoles ou forestières d'un plan local
d'urbanisme ou d'un document en tenant lieu ne peuvent être ouvertes à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution d'un document d'urbanisme ;
2° Les secteurs non constructibles des cartes communales ne peuvent être ouverts à l'urbanisation à l'occasion de l'élaboration ou d'une procédure d'évolution de la carte communale ;
3° Les secteurs situés en dehors des parties urbanisées des communes non couvertes par un document d'urbanisme ne peuvent être ouverts à l'urbanisation pour autoriser les projets mentionnés aux 3° et 4° de l'article L. 111-4 ;
4° A l'intérieur d'une zone ou d'un secteur rendu constructible après la date du 4 juillet 2003, il ne peut être délivré d'autorisation d'exploitation commerciale en application de l'article L. 752-1 du code de commerce, ou d'autorisation en application des articles L. 212-7 et L. 212-8 du code du cinéma et de l'image animée.
Pour l'application du présent article, les schémas d'aménagement régional des collectivités de l'article 73 de la Constitution mentionnés à l'article L. 4433-7 du code général des collectivités territoriales, le schéma directeur de la région d'Ile-de-France prévu à l'article L. 123-1, et le plan d'aménagement et de développement durable de Corse prévu à l'article L. 4424-9 du code général des collectivités territoriales ont valeur de schéma de cohérence territoriale.».

Des dérogations sont cependant possibles conformément à l'article L142-5 du Code de l'urbanisme : *« Il peut être dérogé à l'article L. 142-4 avec l'accord de l'autorité administrative compétente de l'Etat après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers prévue à l'article L. 112-1-1 du code rural et de la pêche maritime et, le cas échéant, de l'établissement public prévu à l'article L. 143-16. La dérogation ne peut être accordée que si l'urbanisation envisagée ne nuit pas à la protection des espaces naturels, agricoles et forestiers ou à la préservation et à la remise en bon état des continuités écologiques, ne conduit pas à une consommation excessive de l'espace, ne génère pas d'impact excessif sur les flux de déplacements et ne nuit pas à une répartition équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services. »*

L'article L142-5 précise qu'il est possible de déroger à cette règle sous conditions, avec l'accord du préfet et après avis de la CDPENAF.

- ✧ *Compatibilité de la carte communale en l'absence d'un SCOT*

En vertu de l'article L131-6 du Code de l'urbanisme, « *en l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme (…) sont compatibles, s'il y a lieu, avec les documents énumérés aux 1 ° à 10 ° de l'article L. 131-1 et prennent en compte les documents énumérés à l'article L. 131-2 (…)* ».

En application des articles L131-1 L131-2, L131-4 et L131-6 et L131-7 du Code de l'urbanisme, la carte communale de Mizoën doit donc être compatible avec :

- les dispositions particulières aux zones de montagne ;
- les règles générales du fascicule du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) AURA ;

- Les objectifs de protection et les orientations de la **charte du parc national des Ecrins ;**
- les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux **(SDAGE) Rhône Méditerranée ;**
- Les objectifs de protection définis par le schéma d'aménagement et de gestion des eaux **(SAGE) Drac Romanche ;**
- les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le **plan de gestion des risques d'inondation (PGRI**) du bassin Rhône-Méditerranée,
- le schéma régional de carrières **(SRC),**
- le schéma régional de cohérence écologique **(intégré au SRADDET).**

Elle doit également prendre en compte :

- Les objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires **(SRADDET) AURA.**

La loi Montagne n° 85-30 du 9 janvier 1985

La loi Montagne n° 85-30 du 9 janvier 1985 reconnaît la spécificité des zones de montagne et des difficultés des conditions de vie. Le texte vise à ~~d'~~établir un équilibre entre le développement et la protection de la montagne afin de :

- faciliter l'exercice de nouvelles responsabilités par les collectivités et les organisations montagnardes dans la définition et la mise en œuvre de la politique de la montagne et des politiques de massifs ;
- engager l'économie de la montagne dans des politiques de qualité, de maîtrise de filière, de développement de la valeur ajoutée et rechercher toutes les possibilités de diversification ;
- participer à la protection des espaces naturels et des paysages et promouvoir le patrimoine culturel ainsi que la réhabilitation du bâti existant ;
- assurer une meilleure maîtrise de la gestion et de l'utilisation de l'espace montagnard par les populations et collectivités de montagne ;
- réévaluer le niveau des services en montagne, assurer leur pérennité et leur proximité par une généralisation de la contractualisation des obligations.

En France, la loi Montagne définit les zones de montagne comme étant des communes ou parties de communes où l'utilisation de l'espace implique des investissements onéreux dus :

- soit à des conditions climatiques très difficiles dues à l'altitude ;
- soit à la présence, à une altitude moindre, dans la majeure partie du territoire, de fortes pentes telles que la mécanisation ne soit pas possible ou nécessite l'utilisation d'un matériel très onéreux ;
- à la combinaison des deux facteurs.

Chaque zone est délimitée par un arrêté ministériel. La loi reconnaît 7 massifs en France : Jura, Vosges, Alpes du Nord, Alpes du Sud, Corse, Massif central et Pyrénées. Différents dispositifs de la loi Montagne participent à la protection du patrimoine naturel et culturel :

- en définissant une spécificité naturelle et culturelle propre à chaque massif et en la valorisant ;
- en maîtrisant l'urbanisme : construction en continuité ou en hameau nouveau intégré, non-constructibilité dans certains cas ;
- en maîtrisant et en contrôlant le développement touristique grâce à la création d'UTN (Unité Touristique Nouvelle).

La commune de Mizoën est ainsi soumise à la loi Montagne. Les principes d'application de la loi Montagne sur la commune sont les suivants :

- la préservation des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales et forestières ;
- la préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard ;
- l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages et hameaux.

En cas d'étude démontrant la compatibilité de l'urbanisation avec les grands objectifs de protection (agriculture, paysage, milieux naturels et risques), une exception à la règle de continuité peut être admise.

L'interprétation de la loi Montagne est réalisée dans la partie 2 chapitre 2 paragraphe 2.1. « Erreur ! Source du renvoi introuvable. **».**

La loi Barnier

La **route départementale 1091 (RD 1091)** traverse la commune de Mizoën au sud du territoire. Cette route départementale est classée axe de grande circulation par le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation[1]. Elle est donc concernée par la loi Barnier (loi n° 95.101) du 2 février 1995 et par l'amendement Dupont (article L 111-6 et suivants du code de l'urbanisme).

La loi Barnier est une loi relative au renforcement de la protection de l'environnement et l'amendement Dupont est une mesure qui vise à mieux maîtriser le développement urbain le long des voies les plus importantes, afin d'éviter une multiplication anarchique de bâtiments sans qualité.

L'article L.111-1-4 du code de l'urbanisme (dit amendement Dupont), stipule :
« En dehors des espaces urbanisés des communes, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de l'axe des autoroutes, des routes express et des déviations au sens du code de la voirie routière et de soixante-quinze mètres de part et d'autre de l'axe des autres routes classées à grande circulation. […]
Cette interdiction ne s'applique pas :

- *Aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières,*
- *Aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières,*
- *Aux bâtiments d'exploitation agricole,*
- *Aux réseaux d'intérêt public.*

Elle ne s'applique pas non plus à l'adaptation, la réfection ou l'extension de constructions existantes.
Le plan local d'urbanisme, ou un document d'urbanisme en tenant lieu, peut fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article lorsqu'il comporte une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.
Dans les communes dotées d'une carte communale, le conseil municipal peut, avec l'accord du préfet et après avis de la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites, fixer des règles d'implantation différentes de celles prévues par le présent article au vu d'une étude justifiant, en fonction des spécificités locales, que ces règles sont compatibles avec la prise en compte

[1] Le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation définit les routes à grande circulation comme :
a) Les routes nationales définies à l'article L. 123-1 du code de la voirie routière et mentionnées par le décret du 5 décembre 2005 susvisé ;
b) Les routes dont la liste est annexée au présent décret [modifié par le Décret n° 2010-578 du 31 mai 2010] ;
c) Les bretelles reliant entre elles soit deux sections de routes à grande circulation, soit une section de route à grande circulation et une autoroute. On entend par « bretelle » une voie assurant la liaison entre deux routes qui se croisent à des niveaux différents.

des nuisances, de la sécurité, de la qualité architecturale, ainsi que de la qualité de l'urbanisme et des paysages.
Il peut être dérogé aux dispositions du présent article, avec l'accord du préfet, lorsque les contraintes géographiques ne permettent pas d'implanter les installations ou les constructions au-delà de la marge de recul prévue au premier alinéa, dès lors que l'intérêt que représente pour la commune l'installation ou la construction projetée motive la dérogation. »

En tout état de cause, aucune zone urbaine ni aucune construction n'est envisagée au sein des marges de recul posées par la loi.

Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes

Le schéma régional d'aménagement, de développement et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le conseil régional lors de sa session des 19 et 20 décembre 2019 et a été approuvé par arrêté du préfet de région le 10 avril 2020.

A noter qu'il est en cours de modification afin d'intégrer la loi Climat et Résilience.

Il intègre et se substitue aux documents suivants :
- Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) ;
- Le schéma régional climat air énergie (SRCAE) ;
- Le plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) ;
- La planification régionale de l'intermodalité (PRI) ;
- La planification régionale des infrastructures de transport (PRIT) ;
- La Stratégie de cohérence pour l'aménagement numérique (SCORAN).

Le SRADDET est composé de :
- Un rapport consacré aux objectifs du schéma illustrés par une carte synthétique ;
- Un fascicule regroupant les règles générales organisé en chapitres thématiques ;
- Des documents annexes :
    1. Le rapport sur les incidences environnementales établi dans le cadre de l'évaluation environnementale du schéma ;
    2. L'état des lieux de la prévention et de la gestion des déchets dans la région constitué des éléments et la prospective de l'évolution tendancielle des quantités de déchets produites sur le territoire ;
    3. Le diagnostic du territoire régional, la présentation des continuités écologiques retenues pour constituer la trame verte et bleue régionale, le plan d'action stratégique et l'atlas cartographique prévus par les articles R. 371-26 à R. 371-29 du code de l'environnement (schémas régionaux de cohérence écologique) ;
    4. Tout autre document, analyse, évaluation et autres éléments utilisés pour élaborer le schéma que la région estime nécessaire de présenter à titre indicatif.

❒ Les objectifs du SRADDET

Le SRADDET définit 10 objectifs stratégiques regroupés en 4 objectifs généraux. Les objectifs définis par le SRADDET sont les suivants :

- Objectif général 1 : Construire une région qui n'oublie personne
    - Objectif stratégique 1 : Garantir, dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous

1.1. Redynamiser les centres bourgs, les centres villes et les quartiers en difficulté ;
1.2. Répondre à la diversité et à l'évolution des besoins des habitants en matière d'habitat ;
1.3. Consolider la cohérence entre urbanisme et déplacements ;

1.4. Concilier le développement des offres et des réseaux de transport avec la qualité environnementale ;
1.5. Réduire les émissions des polluants les plus significatifs et poursuivre celle des émissions de gaz à effet de serre aux horizons 2030 et 2050 ;
1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières ;
1.7. Valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables et ordinaires de la région ;
1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés ;
1.9. Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique.

- Objectif stratégique 2 : Offrir l'accès aux principaux services sur tous les territoires

2.1. Couvrir 100 % du territoire en Très Haut Débit (THD) et diviser par deux les zones blanches de téléphonie mobile ;
2.2. Agir pour le maintien et le développement des services de proximité sur tous les territoires de la région ;
2.3. Répondre aux besoins de mobilité en diversifiant les offres et services en fonction des spécificités des personnes et des territoires ;
2.4. Simplifier et faciliter le parcours des voyageurs et la circulation des marchandises ;
2.5. Renforcer l'attractivité, la performance et la fiabilité des services de transports publics ;
2.6. Renforcer la sécurité des déplacements pour tous les modes ;
2.7. Renforcer la sûreté pour les voyageurs dans les transports collectifs et dans les lieux d'attente ;
2.8. Développer une offre de santé de premier recours adaptée aux besoins des territoires (infrastructures, attraction des professionnels de santé) ;
2.9. Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale.

- Objectif général 2 : Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires
  - Objectif stratégique 3 : Promouvoir des modèles de développement locaux fondés sur les potentiels et les ressources ;

3.1. Privilégier le recyclage du foncier à la consommation de nouveaux espaces ;
3.2. Anticiper à l'échelle des SCoT la mobilisation de fonciers de compensation à fort potentiel environnemental ;
3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face aux impacts du changement climatique ;
3.4. Faire de l'image de chaque territoire un facteur d'attractivité ;
3.5. Soutenir spécifiquement le développement des territoires et projets à enjeux d'échelle régionale ;
3.6. Limiter le développement de surfaces commerciales en périphérie des villes en priorisant leurs implantations en centre-ville et en favorisant la densification des surfaces commerciales existantes ;
3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergie renouvelable en accompagnant les projets de production d'énergie renouvelable et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à + 100 % à l'horizon 2050 ;
3.8. Réduire la consommation énergétique de la région de 23 % par habitant à l'horizon 2030 et porter cet effort à -38 % à l'horizon 2050 ;
3.9. Préserver les espaces et le bon fonctionnement des grands cours d'eau de la région.

  - Objectif stratégique 4 : Faire une priorité des territoires en fragilité ;

4.1. Désenclaver les territoires ruraux et de montagne par des infrastructures de transport et des services de mobilité adaptés ;

4.2. Faire de la résorption de la vacance locative résidentielle et touristique une priorité avant d'engager la production d'une offre supplémentaire ;
4.3. Accompagner les collectivités à mieux prévenir et à s'adapter aux risques naturels très présents dans la région ;
4.4. Préserver les pollinisateurs tant en termes de biodiversité qu'en termes de filière apicole ;
4.5. Préserver la ressource en eau pour limiter les conflits d'usage et garantir le bon fonctionnement des écosystèmes notamment en montagne et dans le sud de la région.

- Objectif stratégique 5 : Interconnecter les territoires et développer leur complémentarité

5.1. Promouvoir une organisation multipolaire qui renforce les complémentarités des territoires et qui favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle locale ;
5.2. Identifier les itinéraires d'intérêt régional pour un maillage cohérent et complémentaire des infrastructures de transport tous modes ;
5.3. Veiller à la cohérence des aménagements pour la connexion des offres et services de mobilité au sein des pôles d'échanges ;
5.4. Veiller à une performance adaptée des infrastructures de transport en réponse au besoin d'échanges entre les territoires ;
5.5. Inciter à la complémentarité des grands équipements portuaires et d'intermodalité fret ;
5.6. Inciter à la complémentarité des grands équipements aéroportuaires ;

- Objectif général 3 : Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes
  - Objectif stratégique 6 : Développer les échanges nationaux source de plus-values pour la région

6.1. Développer des programmes de coopération interrégionales dans les domaines de la mobilité, de l'environnement et de l'aménagement ;
6.2. Soutenir les grands projets de liaisons supra régionales (infrastructures, équipements, services) renforçant les échanges est-ouest et nord-sud ;
6.3. Exploiter le potentiel des fleuves dans une logique interrégionale.

- Objectif stratégique 7 : Valoriser les dynamiques européennes et transfrontalières et maîtriser leurs impacts sur le territoire régional

7.1. Renforcer les échanges transfrontaliers ;
7.2. Renforcer la mobilité durable à l'échelle du Grand Genève ;
7.3. Développer et renforcer une vision commune de l'aménagement du territoire du Genevois français afin de permettre des échanges équilibrés et des coopérations constructives au sein du Grand Genève et du territoire lémanique ;
7.4. Valoriser le corridor Rhône-Saône et renforcer la performance des ports pour les échanges intercontinentaux et l'ouverture maritime de la région ;
7.5. Faire une priorité du maintien de la biodiversité alpine, en préservant et restaurant les continuités écologiques à l'échelle des Alpes occidentales, en lien avec la Région Sud PACA et les régions italiennes (Val d'Aoste, Ligurie, Piémont).

- Objectif général 4 : Innover pour réussir les transitions (transformations) et mutations
  - Objectif stratégique 8 : Faire de la Région un acteur des processus de transition des territoires ;

8.1. Animer, encourager ou accompagner les processus innovants des territoires ;
8.2. Accompagner les collectivités dans leur PCAET et dans le développement des solutions alternatives, la sensibilisation du public et la mobilisation des professionnels pour amplifier les changements (comportement, production, ingénierie, etc.)

8.3. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes une région leader sur la prévention et la gestion des déchets ;
8.4. Assurer une transition équilibrée entre les territoires et la juste répartition d'infrastructures de gestion des déchets ;
8.5. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la région de l'économie circulaire
8.6. Affirmer le rôle de chef de file climat, énergie, qualité de l'air déchets et biodiversité de la Région ;
8.7. Accompagner les mutations des territoires en matière de mobilité

- Objectif stratégique 9 : Préparer les territoires aux grandes mutations dans les domaines de la mobilité, de l'énergie, du climat et des usages, en tenant compte des évolutions sociodémographiques et sociétales ;

9.1. Accompagner l'autoconsommation d'énergie renouvelable et les solutions de stockage d'énergie ;
9.2. Mobiliser les citoyens et acteurs sur le changement climatique et l'érosion de la biodiversité en soutenant et diffusant les bonnes pratiques ;
9.3. Développer le vecteur énergétique et la filière hydrogène tant en termes de stockage d'énergie que de mobilité ;
9.4. Expérimenter, déployer et promouvoir les innovations technologiques, organisationnelles et les initiatives privées et publiques pour la mobilité

- Objectif stratégique 10 : Développer une relation innovante avec les territoires et les acteurs locaux

10.1. Permettre les coopérations interrégionales voire internationales pour développer un réseau de bornes d'avitaillement en énergies alternatives pour les transports
10.2. Encourager des initiatives de coopération entre les acteurs de l'aménagement, de la mobilité et de l'environnement à l'échelle des bassins de vie
10.3. Encourager de nouvelles formes de mutualisation de l'ingénierie territoriale
10.4. Repenser le positionnement de la Région comme acteur facilitant l'action des acteurs locaux

La carte communale doit prendre en compte ces objectifs.

❒ Le fascicule des règles

Le fascicule des règles et composé de 43 règles, regroupées selon les thèmes suivants :
- Aménagement du territoire et de la montagne ;
- Infrastructures de transport, d'intermodalité et de développement des transports ;
- Climat, air, énergie ;
- Protection et restauration de la biodiversité ;
- Prévention et gestion des déchets ;
- Risques naturels ;

La première règle indique que « dans une volonté de subsidiarité permettant de prendre en compte les spécificités locales, les SCoT, les PLU(i), les chartes de PNR et d'une façon générale tous les documents devant s'inscrire en compatibilité avec le fascicule des règles, devront décliner quantitativement, dans la limite de leurs compétences, à l'échelle de leur périmètre, et en cohérence avec ceux voisins, l'ensemble des objectifs du SRADDET ».

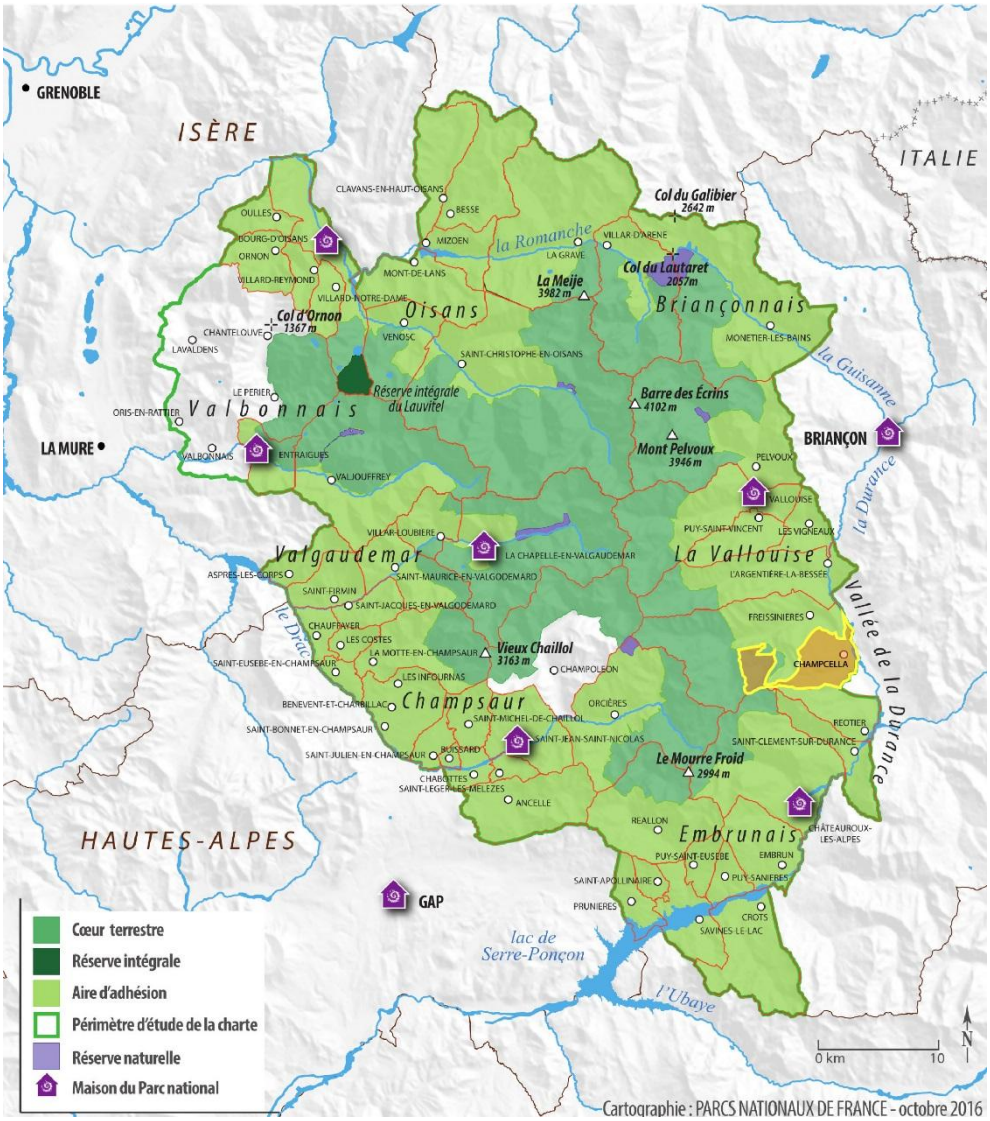
Les 43 règles sont les suivantes :
1. Règle générale sur la subsidiarité SRADDET / SCoT
2. Renforcement de l'armature territoriale
3. Objectif de production de logements et cohérence avec l'armature définie dans les SCoT
4. Gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière
5. Densification et optimisation du foncier économique existant
6. Encadrement de l'urbanisme commercial

7. Préservation du foncier agricole et forestier
8. Préservation de la ressource en eau
9. Développement des projets à enjeux structurants pour le développement régional
10. Coordination et cohérence des services de transport à l'échelle des bassins de mobilité
11. Cohérence des documents de planification des déplacements ou de la mobilité à l'échelle d'un ressort territorial, au sein d'un même bassin de mobilité
12. Contribution à une information multimodale voyageurs fiable et réactive et en temps réel
13. Interopérabilité des supports de distribution des titres de transport
14. Identification du Réseau Routier d'Intérêt Régional
15. Coordination pour l'aménagement et l'accès aux pôles d'échanges d'intérêt régional
16. Préservation du foncier des pôles d'échanges d'intérêt régional
17. Cohérence des équipements des Pôles d'échanges d'intérêt régional
18. Préservation du foncier embranché fer et/ou bord à voie d'eau pour la logistique et le transport de marchandises
19. Intégration des fonctions logistiques aux opérations d'aménagements et de projets immobiliers
20. Cohérence des politiques de stationnement et d'équipements des abords des pôles d'échanges
21. Cohérence des règles de circulation des véhicules de livraison dans les bassins de vie
22. Préservation des emprises des voies ferrées et priorité de réemploi à des fins de transports collectifs
23. Performance énergétique des projets d'aménagements
24. Trajectoire neutralité carbone
25. Performance énergétique des bâtiments neufs
26. Rénovation énergétique des bâtiments
27. Développement des réseaux énergétiques
28. Production d'énergie renouvelable dans les zones d'activités économiques et commerciales
29. Développement des énergies renouvelables
30. Développement maîtrisé de l'énergie éolienne
31. Diminution des GES
32. Diminution des émissions de polluants dans l'atmosphère
33. Réduction de l'exposition de la population aux polluants atmosphériques
34. Développement de la mobilité décarbonée
35. Préservation des continuités écologiques
36. Préservation des réservoirs de biodiversité
37. Préservation des corridors écologiques
38. Préservation de la trame bleue
39. Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité
40. Préservation de la biodiversité ordinaire
41. Amélioration de la perméabilité écologique des réseaux de transport
42. Respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets
43. Réduction de la vulnérabilité des territoires vis-à-vis des risques naturels

La carte communale doit être compatible avec les règles du fascicule.

La charte du parc national des Ecrins

La carte communale de Mizoën doit être compatible avec la charte du Parc National des Écrins (PNE).



Périmètre du parc national des Écrins
Source : parcs nationaux de France

Quelques dates clés : le PNE est créé le 27 mars 1973 ; il est alors le 5e parc national en France. En 1978 est lancé le premier programme d'action en faveur de l'accueil touristique dans les Écrins en s'appuyant sur le dispositif OGATER (opération groupée d'accueil touristique en espace rural) dans le cadre de la mission "zone périphérique".

Le 14 avril 2006 intervient la réforme de la loi des parcs nationaux français qui prévoit notamment

- L'écriture d'une charte à laquelle les communes pourront adhérer. En Mai 2011, le projet de charte du PNE est voté à l'unanimité par le Conseil d'administration et le 28 décembre 2012 la charte est approuvée par décret en Conseil d'État.

Les 59 communes de l'aire optimale d'adhésion, pressenties pour faire partie du Parc national ont été sollicitées pour adhérer librement à la charte. Le projet a été soumis à leur approbation en 2013 et 46

d'entre elles, dont Bourg d'Oisans, ont alors délibéré en faveur de l'adhésion. Les 13 communes qui n'avaient pas adhéré pouvaient encore le faire avant la fin de l'année 2015. Au total, le parc national compte 53 communes adhérentes, soit un taux d'adhésion de 90 %.

- La distinction du cœur de parc et de son aire d'adhésion

Le cœur est le territoire soumis à une réglementation spécifique, forte et pérenne, et qui justifie le label, où l'établissement a une mission de protection et de gestion conservatoire. Les objectifs prévus dans la charte concernant le cœur sont au nombre de 7 :

- Faire du cœur un espace de référence en matière de connaissance
- Préserver le patrimoine culturel du cœur
- Préserver et requalifier les éléments du patrimoine construit du cœur
- Faire du cœur un espace d'éco-responsabilité (notamment pour les refuges, la fréquentation, les pratiques sportives)
- Conserver les paysages, les milieux et les espèces du cœur
- Renforcer la gestion des ressources agropastorales et forestières
- Organiser la découverte du cœur

Leur mise en œuvre repose sur trois niveaux d'intervention :

⇨ Des mesures contractuelles prévues pour l'aire d'adhésion et applicables dans le cœur ;

⇨ Des mesures contractuelles spécifiques au cœur

⇨ Des modalités d'application de la réglementation dans le cœur, prises en application du décret n° 2009-448 du 21 avril 2009. Elles sont au nombre de 30. L'on peut noter notamment :

- Des règles particulières pour les travaux non soumis à autorisation spéciale, qui valent servitude d'utilité publique, concernent notamment : Travaux d'entretien normal ; Travaux de grosses réparations, pour les équipements d'intérêt général ; Travaux, constructions ou installations soumis à autorisation du directeur ou du conseil d'administration, mentionnés à l'article 7 du décret du 21 avril 2009.
- Des travaux soumis à autorisation du directeur : réalisation de captage d'eau potable, travaux courant nécessaire à l'exploitation agricole ou forestière et identifiés dans la charte (écobuage, labour de prairies naturelles…), travaux ayant pour objet l'aménagement et l'entretien des espaces, sites et itinéraires destinés à la pratique des sports et loisirs de nature non motorisés ;
- Les activités agricoles et pastorales existantes à la date de publication du décret et régulièrement exercées sont autorisées (liste annexe III de la charte) ; les exploitations nouvelles sont soumises à autorisation du directeur
- Interdiction de circulation et stationnement des véhicules motorisés, sauf sur les voies existantes. La charte indique qu'elles ne sont pas déneigées en hiver.

L'aire d'adhésion est définie sur la base de la charte. Ce projet de territoire construit sur 15 ans, définit la politique et le partenariat du PNE avec l'Etat et les collectivités locales, autour de l'objectif d'assurer la cohérence et la solidarité écologique entre les deux aires distinctes. L'établissement public du parc n'a pas de pouvoir réglementaire en aire d'adhésion.

Ce partenariat repose sur quatre axes :

- Pour un espace de culture vivante et partagée : connaissance et partage d'informations sur le territoire ; appui aux actions culturelles, à l'éducation pour l'environnement, à la culture montagne ; prise en compte de l'environnement dans les projets
- Pour un cadre de vie de qualité : cet axe traite notamment de la valorisation et préservation des ressources naturelles et du patrimoine bâti ; de la circulation motorisée dans les espaces naturels ; de l'éco-responsabilité y compris en matière énergétique.
- Pour le respect des ressources et des patrimoines, et la valorisation des savoir-faire : les orientations concernent ici les pratiques agricoles, la gestion des alpages (appui à la mise en place de mesures agro-environnementales), le soutien à la filière bois-forêt la préservation de

la ressource en eau, des milieux naturels et des espèces, le maintien des paysages remarquables.

- Pour l'accueil du public et la découverte du territoire : cet axe développe plus particulièrement la question de l'offre touristique et du partenariat avec les stations touristiques.

La charte a été approuvée en Conseil d'Administration le 9 mars 2012. Elle est mise en œuvre concrètement au travers des programmes d'actions triennaux définis par l'ensemble des partenaires. Les actions identifiées correspondent aux missions fondamentales du Parc dans la zone cœur et aux projets définis avec les collectivités et autres acteurs de l'aire d'adhésion pour les 3 années à venir.

Les documents d'urbanisme (PLU, cartes communales, SCOT…) doivent être compatibles avec les objectifs et les orientations des chartes des Parcs Nationaux. La commune de Mizoën est située, dans son intégralité, dans l'aire d'adhésion du parc. Il conviendra donc de s'appuyer auprès de l'établissement public gestionnaire dans le cadre de l'élaboration de la carte communale et de vérifier sa compatibilité.

Le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée

En adoptant le 23 octobre 2000 la directive-cadre sur l'eau (DCE), l'Union européenne s'est engagée à donner une cohérence à l'ensemble de la législation dans le domaine de l'eau ave des politiques communautaires globales.
Créé par la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) est un document de planification élaboré à l'échelle de chaque grand bassin hydrogéographique français. Il constitue un outil de gestion prospective et de cohérence qui définit les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau à leur échelle, les objectifs de quantité et de qualité des eaux conformément à la directive-cadre sur l'eau ainsi que les aménagements à réaliser pour les atteindre. Révisé tous les 6 ans, le SDAGE est un document règlementaire opposable à l'État, aux collectivités locales et aux établissements publics, dont les décisions et les programmes doivent lui être compatibles.

La commune de Mizoën est concernée par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2022-2027 adopté par le comité du bassin le 18 mars 2022 et approuvé le 21 mars 2022. Sa carte communale devra être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par ce dernier.



Mise en œuvre du SDAGE
Source : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027

Le bassin Rhône-Méditerranée est constitué de l'ensemble des bassins versants des cours d'eau s'écoulant vers la Méditerranée et du littoral méditerranéen. Il couvre, en tout ou partie, 8 régions et 28 départements. Il s'étend sur 127000 km², soit près de 25 % de la superficie du territoire national. Les ressources en eau

sont relativement abondantes comparées à l'ensemble des ressources hydriques de la France (réseau hydrographique dense et morphologie fluviale variée, richesse exceptionnelle en plans d'eau, forte présence de zones humides riches et diversifiées, glaciers alpins, grande diversité des types de masses d'eau souterraine). Cependant, de grandes disparités existent dans la disponibilité des ressources selon les contextes géologiques et climatiques.

La carte communale se doit de respecter les 9 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques édictées par le SDAGE :

0. S'adapter aux effets du changement climatique.
1. Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité.
2. Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradations milieux aquatiques.
3. Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux et assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement.
4. Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau.
5. Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé.
6. Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides.
7. Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir.
8. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.

Les documents d'urbanisme devront permettre les objectifs environnementaux exprimés par le SDAGE :

- L'atteinte du bon état des masses d'eau ;
- L'atteinte des objectifs des zones protégées ;
- La réduction des émissions de substances dangereuses ;
- Les objectifs de la directive-cadre de stratégie pour le milieu marin.

La commune de Mizoën appartient au bassin versant « Romanche – ID_09_07 » du bassin « Isère Drôme». La Romanche est repérée dans le SDAGE 2022-2027 comme un étang qui subit quatre pressions significatives, une mesure est identifiée pour chaque pression significative afin d'en réduire significativement l'impact :

Romanche - ID_09_07		
Pression dont l'impact est à réduire significativement		**Objectifs environnementaux visés**
Pollutions par les nutriments agricoles		
AGR0401	Mettre en place des pratiques pérennes (bio, surface en herbe, assolements, maîtrise foncière)	ZPN
Altération du régime hydrologique		
RES0303	Mettre en place les modalités de partage de la ressource en eau	BE
Altération de la morphologie		
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0602	Réaliser une opération de restauration d'une zone humide	BE
MIA0701	Gérer les usages et la fréquentation sur un site naturel	BE
Altération de la continuité écologique		
MIA0202	Réaliser une opération classique de restauration d'un cours d'eau	BE
MIA0204	Restaurer l'équilibre sédimentaire et le profil en long d'un cours d'eau	BE
MIA0301	Aménager un ouvrage qui contraint la continuité écologique (espèces ou sédiments)	BE

Mesures relatives aux eaux superficielles du bassin versant de la Romanche ; Sources : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 – mesures territorialisées.

Alluvions du Drac et de la Romanche sous influence pollutions historiques industrielles et sous l'agglo grenobloise jusqu'à la confluence Isère - FRDG372	
Mesures pour atteindre les objectifs de bon état	
Pression à traiter :	Pollution ponctuelle par les substances (hors pesticides d'origine agricole)
IND0601	Mettre en place des mesures visant à réduire les pollutions des "sites et sols pollués" (essentiellement liées aux sites industriels)

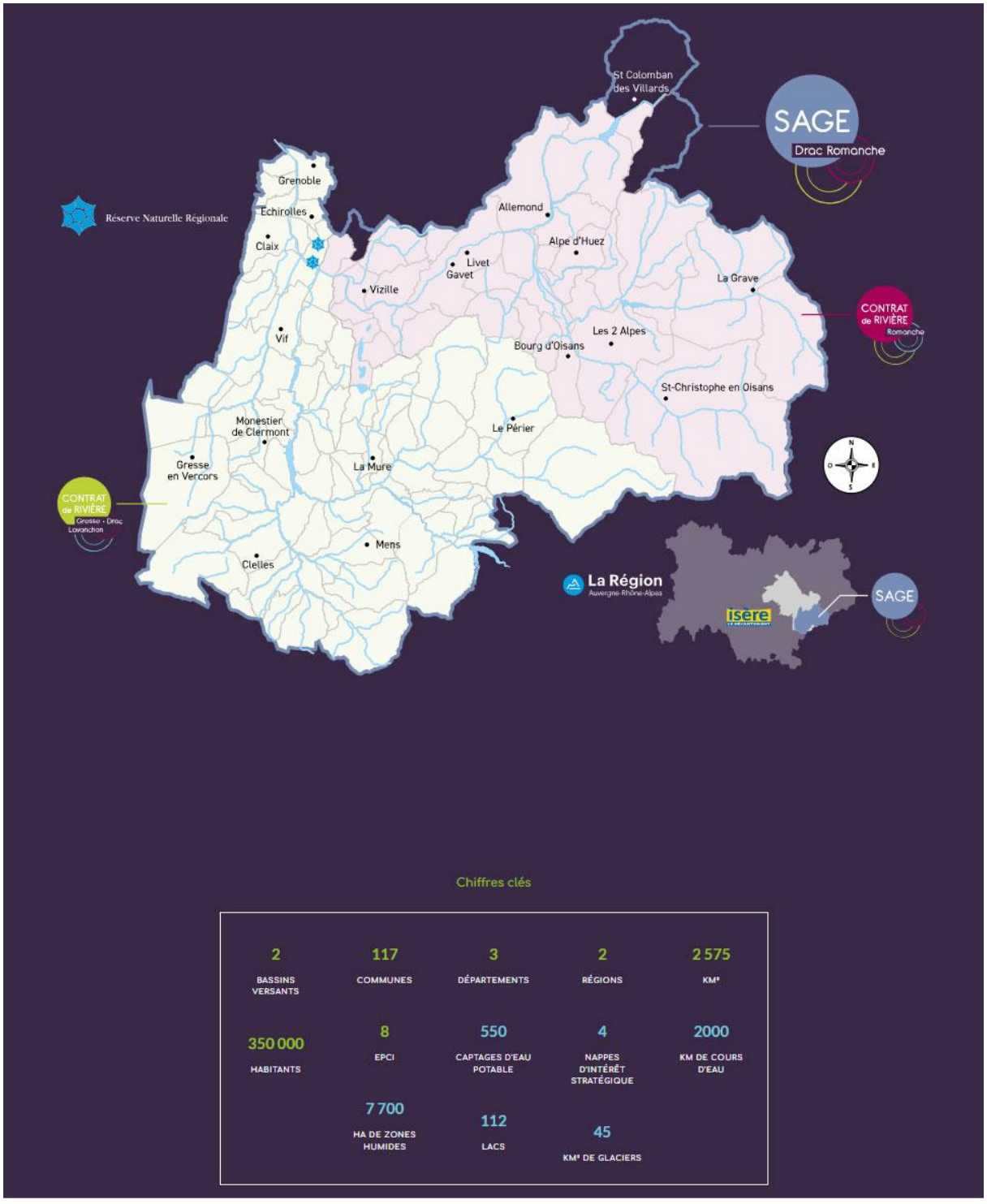
Mesures relatives aux eaux souterraines du bassin versant de la Romanche ;
Sources : SDAGE Rhône-Méditerranée 2022-2027 – mesures territorialisées.

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Drac Romanche

Le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) est un document de planification qui fixe, à un niveau local, des objectifs généraux d'utilisation, de mise en valeur, de protection quantitative et qualitative de la ressource en eau. Il doit être compatible avec le SDAGE. Le périmètre et le délai dans lequel il est développé sont déterminés par le SDAGE; à défaut, ils sont arrêtés par le ou les préfets, le cas échéant sur proposition des collectivités territoriales intéressées. Le SAGE est établi par une commission locale de l'eau représentant les divers acteurs du territoire, soumis à enquête publique et est approuvé par le préfet. Il est doté d'une portée juridique : le règlement et ses documents cartographiques sont opposables aux tiers et les décisions dans le domaine de l'eau doivent être compatibles ou rendues compatibles avec le plan d'aménagement et de gestion durable de la ressource en eau.

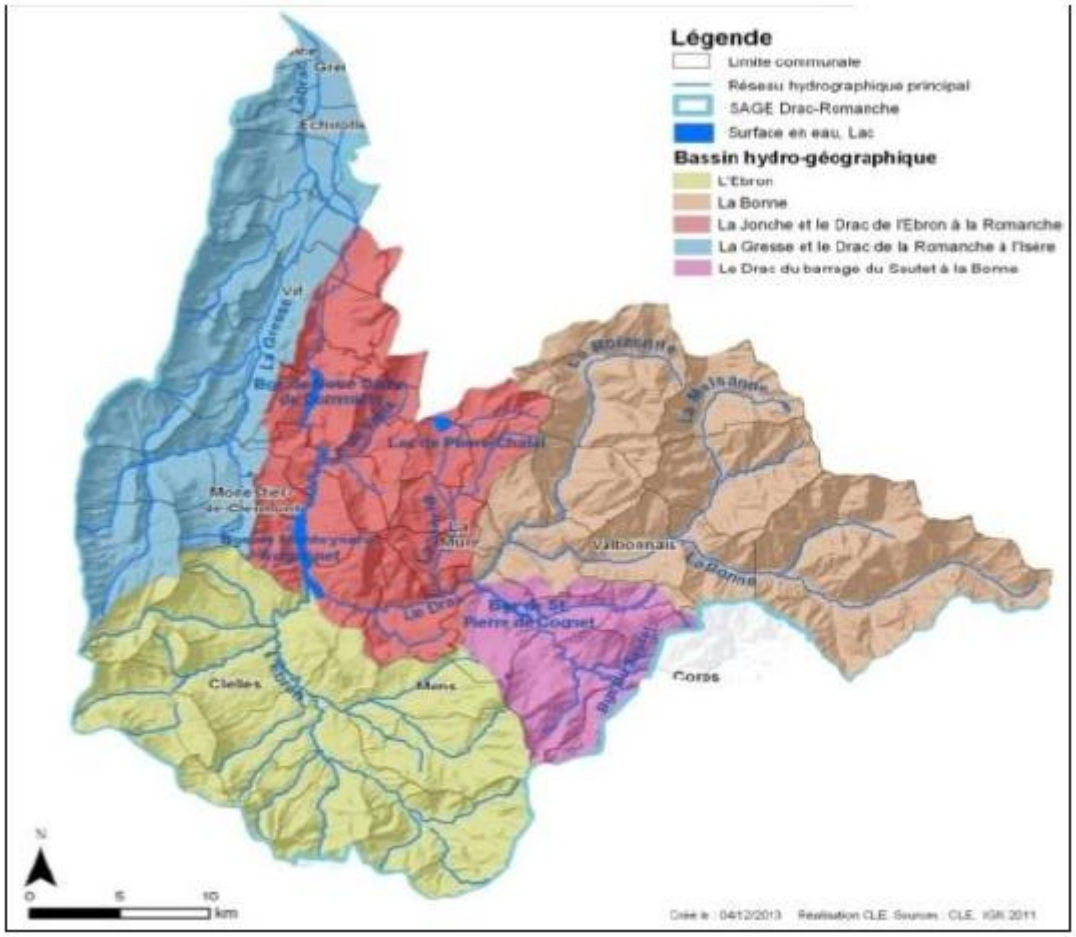
La carte communale de Mizoen doit être compatible avec les objectifs de protection définis dans le SAGE Drac Romanche au sein de son le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD).

Ce dernier a été révisé récemment : le SAGE révisé a été voté le 10 décembre 2018 par la commission locale de l'eau (CLE). Aujourd'hui, le SAGE Drac Romanche est approuvé par arrêté inter-préfectoral en décembre 2018 (Isère), janvier 2019 (Hautes-Alpes) et février 2019 (Savoie).



Périmètre du SAGE Drac Romanche ; source : drac-romanche.com

Couvrant une superficie de près de 2 575 km², le SAGE Drac Romanche concerne les principales vallées du Drac et de la Romanche. Il intègre 117 communes, dont 113 dans le département de l'Isère, 2 dans les Hautes-Alpes et 2 en Savoie, réparties en 5 sous-bassins : la Jonche et le Drac de l'Ebron à la Romanche, la Gresse et le Drac de la Romanche à l'Isère, l'Ebron, la Bonne, et le Drac du barrage du Sautet à la Bonne.



Les bassins hydrogéographiques du SAGE Drac Romanche ; source : SAGE Drac Romanche

Concernant le SAGE révisé, la CLE a souhaité poursuivre son travail dans le prolongement du premier SAGE, voté en 2007. 7 enjeux ont été définis, et portent sur :

1. La qualité de l'eau
2. Le partage de l'eau – la quantité
3. La ressource en eau potable
4. La préservation des milieux et l'organisation de la fréquentation
5. La prévention des inondations et des risques de crues
6. La gestion locale de l'eau : entre aménagement du territoire et gestion de l'eau
7. L'adaptation au changement climatique

Des orientations stratégiques ont été définies en fonction de chaque enjeu :

- **La qualité de l'eau**

Orientation 1 : Connaître la qualité de l'eau

- OBJECTIF 1. Suivre la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines

Orientation 2 : Traiter les rejets domestiques sur l'ensemble du bassin versant

- OBJECTIF 2. Supprimer les rejets domestiques directs dans le milieu en mettant en place des systèmes d'assainissement adaptés
- OBJECTIF 3. Améliorer, pour les eaux usées domestiques, le rendement des STEP et des réseaux existants en fonction des exigences du milieu récepteur
- OBJECTIF 4. Encadrer les nouveaux rejets et anticiper les évolutions

Orientation 3 : Lutter contre les pollutions par des substances dangereuses

- OBJECTIF 5. Identifier, suivre et si possible résorber les pollutions issues des activités industrielles et artisanales (compte tenu des meilleures techniques disponibles et à un coût acceptable)
- OBJECTIF 6. Identifier, suivre et si possible résorber les pollutions issues des décharges et sites et sols pollués (compte tenu des meilleures techniques disponibles et à un coût acceptable)

Orientation 4 : Limiter les perturbations de la qualité de l'eau dues à divers usages

- OBJECTIF 7. Concilier les pratiques agricoles avec la protection des eaux et des milieux
- OBJECTIF 8. Concilier les pratiques des collectivités et des particuliers avec la protection des eaux et des milieux

Orientation 5 : Gérer les eaux pluviales en milieu urbain en secteurs sensibles

- OBJECTIF 9. Améliorer la connaissance sur la gestion des eaux pluviales, anticiper et réduire les pollutions par temps de pluie

◆ Le partage de l'eau – la quantité

Orientation 6 : Concilier l'usage de l'hydroélectricité avec les autres usages et les objectifs de quantité

- OBJECTIF 10. Assurer un suivi de la gestion des lacs et des retenues hydroélectriques pour améliorer la qualité de l'eau des milieux et la satisfaction des autres usages
- OBJECTIF 11. Accompagner la mise en place du projet Romanche-Gavet et suivre l'évolution de l'état physique de la Romanche
- OBJECTIF 12. Améliorer la connaissance hydrologique pour réduire l'impact de l'hydroélectricité sur le potentiel piscicole et sur l'environnement

Orientation 7 : Concilier l'activité économique, touristique et sociale avec les objectifs de quantité et de qualité du milieu

- OBJECTIF 13. Améliorer la connaissance et avoir une vision sur l'évolution des prélèvements (micro-hydroélectricité, neige de culture, agriculture, exportation de la ressource)
- OBJECTIF 14. Concilier les usages et les prélèvements urbains

◆ La ressource en eau potable

Orientation 8 : Garantir la pérennité de la qualité et de la quantité des ressources patrimoniales

- OBJECTIF 15 : Garantir les conditions hydrauliques et qualitatives nécessaires à l'alimentation pérenne des nappes stratégiques exploitées ou destinées à l'AEP notamment en conciliant avec l'usage hydroélectrique et garantir la qualité des eaux distribuées
- OBJECTIF 16 : Préserver les nappes stratégiques pour l'alimentation en eau potable notamment au regard de l'accroissement de l'urbanisation, du développement des installations et des infrastructures autour de l'agglomération grenobloise

Orientation 9 : Aboutir à une gestion équilibrée de la ressource notamment en améliorant la coordination des acteurs de l'eau

- OBJECTIF 17 : Définir la destination à 20 ans des nappes de l'Eau d'Olle, de la Plaine de l'Oisans, de la Basse Romanche et du Drac aval

Orientation 10 : Garantir et sécuriser la distribution d'une eau potable de qualité

- OBJECTIF 18 : Améliorer la sécurisation de l'alimentation en eau potable des 450 000 habitants de l'agglomération grenobloise (maillage des réseaux...)
- OBJECTIF 19 : Mieux connaître la ressource en eau potable et mieux la gérer (schéma directeur, interconnexions, ...)
- OBJECTIF 20 : Améliorer et sécuriser la qualité de l'eau distribuée dans les communes de l'amont (traitement, travaux autour des périmètres de protection…)
- OBJECTIF 21 : Mutualiser le personnel et les moyens financiers pour gérer les ressources en eau potable

◆ La préservation des milieux et l'organisation de la fréquentation

Orientation 11 : Préserver et mieux gérer les milieux aquatiques

- OBJECTIF 22 : Préserver le potentiel écologique des lacs matheysins

- OBJECTIF 23 : Poursuivre une gestion concertée et durable des zones humides et de leurs fonctionnalités pour permettre leur préservation, leur valorisation et leur restauration
- OBJECTIF 24 : Maintenir ou restaurer les ripisylves et les habitats associés et limiter la propagation des espèces végétales invasives
- Objectif 25 : Assurer durablement la préservation de la faune associée aux milieux aquatiques et humides
- OBJECTIF 26 : Concilier les usages sur la plaine de l'Oisans

Orientation 12 : Améliorer le potentiel écologique et piscicole du Drac, de la Romanche et de leurs affluents

- Objectif 27 : Améliorer le potentiel écologique et piscicole sur le Drac aval en poursuivant la restauration de la continuité hydraulique du Drac et en maîtrisant la fréquentation
- Objectif 28 : Définir, préserver et si possible redonner un espace de bon fonctionnement aux cours d'eaux (Drac aval, Vénéon), notamment dans les zones endiguées (Gresse, Romanche)
- Objectif 29 : Rétablir les continuités écologiques naturelles des rivières (biologiques et sédimentaires)

Orientation 13 : Améliorer la gestion du transport solide

- Objectif 30 : Améliorer le transit sédimentaire et coordonner l'intervention des acteurs sur les hauts bassins versants

Orientation 14 : Organiser la fréquentation des rivières

- Objectif 31 : Favoriser l'accès à la rivière, organiser la fréquentation des cours d'eau, des plans d'eau et de leurs abords

◆ La prévention des inondations et des risques de crues

Orientation 15 : Renforcer la prévention, protéger et agir contre les inondations en Drac et en Romanche

- OBJECTIF 32. Améliorer la connaissance
- OBJECTIF 33. Améliorer l'intégration du risque inondation dans l'aménagement et les documents d'urbanisme
- OBJECTIF 34. Protéger et gérer les ouvrages
- OBJECTIF 35. Améliorer la gestion de crise
- OBJECTIF 36. Planifier et mettre en oeuvre les actions

◆ La gestion locale de l'eau : entre aménagement du territoire et gestion de l'eau

Orientation 16 : Assurer l'animation et la coordination du SAGE

- OBJECTIF 37. Renforcer l'efficacité de la gestion locale dans le domaine de l'eau

Orientation 17 : Veiller au respect du SAGE

- OBJECTIF 38. S'assurer de la mise en compatibilité des documents d'urbanisme avec le SAGE

◆ L'adaptation au changement climatique

Orientation 18 : Définir une politique d'adaptation du bassin versant au changement climatique

- OBJECTIF 39. Améliorer la connaissance sur les effets du changement climatique et éviter la « mal adaptation »

Le plan de gestion des risques d'inondation (PGRi) du bassin Rhône-Méditerranée

Élaboré à l'échelle des bassins hydrauliques ou groupements de bassins, le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) vise à prévenir et gérer les risques d'inondation en définissant les priorités stratégiques à l'échelle de grands bassins hydrographiques. Il fixe des grands objectifs en matière de gestion des risques d'inondation et les objectifs propres à certains territoires à risque d'inondation important (TRI).

Le Préfet coordonnateur de bassin a arrêté le 3 mars 2022 le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée. Il a été approuvé le 21 mars 2022 pour la période 2022-2027.

Les cinq grands objectifs de ce document sont actuellement les suivants :

- Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation.
- Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.
- Améliorer la résilience des territoires exposés.
- Organiser les acteurs et les compétences.
- Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation.

Mizoën ne fait pas partie de territoires à risque : de ce fait, la commune n'est pas concernée par des objectifs et dispositions pour les TRI (partie opposable aux stratégies locales).

Le Schéma régional des carrières

Le schéma régional des carrières (SRC) définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. La loi ALUR n°2014-366 du 24 mars 2014 a confié au préfet de région l'élaboration et l'approbation du schéma régional des carrières (SRC). Ce schéma définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région (article L515-3 du code de l'environnement).

Le SRC de la région Auvergne-Rhône-Alpes a été approuvé par arrêté préfectoral 2021-520 le 8 décembre 2021.

Les 3 objectifs de ce document sont les suivants :
1. Approvisionner durablement la région en matériaux et substances de carrières, en soutien aux politiques d'accès au logement et à la relance des filières industrielles françaises. Tout en favorisant les approvisionnements de proximité, un politique de sobriété et d'économie circulaire, le schéma doit sécuriser l'accès aux importants volumes de ressources neuves qui restent malgré cela nécessaires.
2. Viser l'excellence en matière de performance environnementale, en exigeant des projets de carrières exemplaires sur la réduction des nuisances et des impacts. Cela se traduit par l'exigence de projets exemplaires sur la réduction des nuisances et impacts sur les riverains, les milieux aquatiques, la biodiversité, les paysages, le foncier, notamment voué à l'agriculture...
3. Ancrer dans les stratégies territoriales de planification la gestion des ressources en matériaux, en particulier par la compatibilité des Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) avec le schéma.

Sobriété **Recyclage** **Gisement**	**I - Limiter le recours aux ressources minérales primaires** **III - Préserver la possibilité d'accéder aux gisements dits "de report " et de les exploiter : hors zones de sensibilité majeure (voir orientation VII) ; hors alluvions récentes (voir orientation X) ; hors gisements d'intérêt national ou régional (traités à l'orientation XII)** **VI - Ne pas exploiter les gisements en zone de sensibilité rédhibitoire** **VII. Éviter d'exploiter les gisements de granulats en zone de sensibilité majeure (…)** **X - Préserver les intérêts liés à la ressource en eau** **XII - Permettre l'accès effectif aux gisements d'intérêt national et régional**
Production locale **Logistique**	II - Privilégier le renouvellement et/ou l'extension des carrières autorisées IV - Approvisionner les territoires dans une logique de proximité V - Respecter un socle commun d'exigences régionales dans la conception des projets, leur exploitation et leur remise en état VIII - Remettre en état les carrières dans l'objectif de ne pas augmenter l'artificialisation nette des sols
	IX - Prendre en compte les enjeux agricoles dans les projets XI - Inscrire dans la durée et la gouvernance locale la restitution des sites au milieu naturel VII. Éviter d'exploiter les gisements de granulats en zone de sensibilité majeure (…) X - Préserver les intérêts liés à la ressource en eau

Orientations et mesures du SRC - 2021

3.2. Les servitudes d'utilité publique

« Les servitudes d'utilité publique constituent des limitations administratives au droit de propriété. Elles sont instituées par une autorité publique dans un but d'intérêt général. […] Elles sont créées par des lois et règlements particuliers, codifiés ou non et ont un caractère d'ordre public interdisant aux particuliers d'y déroger unilatéralement » (source : Cerema).
Les servitudes sont annexées à la carte communale, conformément à la réglementation en vigueur. La commune est concernée par les servitudes d'utilité publique suivantes :

Catégorie	Libellé	DUP
AC2	Servitude relative au site inscrit ou classés : - Plateau d'Emparis	Site classé le 10 septembre 1991
Ar6	- Abords des champs de tir : Champ de tir Galibier – Grandes Rousses	Décision 4985/3 du 26 octobre 1954
EL 7	- Alignement des voies publiques	AP 26 mai 1879
EL 10	- Protection des parcs nationaux : Parc des Ecrins	Décret 73-378 du 27 mars 1973
I2	Servitude relative à l'utilisation de canalisations hydraulique : - Chute en service : barrage du Chambon (barrage, retenue, limniphone Chambon amont) - Chute de service : chutes du Ferrand et de Saint Guillerme II avec périmètre des servitudes - Chute en service : adduction du Ferrand (barrage, conduite d'amenée et cheminée d'équilibre). - Chutes désaffectées : chutes du Chambon et de Saint Guillerme I (centrale du Chambon galerie d'amenée à l'usine de Saint Guillerme I, prive d'eau du Ferrand, galerie de dérivation du Ferrand et cheminée d'équilibre).	Décret de concession du 19 mars 1926 et avenants Décret de concession du 13 janvier 1981 Décret de concession du 1er aout 1929, et avenant du 8 novembre 1955.
I4	Lignes de transport électrique moyenne et haute tension > à 50Kv : (63Kv, 90Kv, 225Kv, 400Kv) réseau RTE - HT 63 kV : Saint-Guillerme – Mizoën – Oche - MT diverses	AM du 19 mars 1981
Int1	Voisinage des cimetières	
PT1	Protection des centres de réception radioélectrique contre les perturbations électro-magnétiques : TDF Mont-de-Lans II – Mizoën (CCT n°38.13.164).	
PT2	Protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception radioélectrique : TDF Mont-de-Lans II – Mizoën (CCT n°38.13.164)	Décret du 20 novembre 1978

Liste des servitudes d'utilité publique de Mizoën
Sources : département de l'Isère

3.2.1. Servitude AC2, relative aux sites inscrits et classés

La servitude AC2 relative aux monuments naturels et aux sites méritant d'être protégés d'un point de vue artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque entraine, sur les terrains compris dans les limites fixées, l'obligation de ne pas procéder à des travaux autres que ceux d'exploitation courante pour les fonds ruraux et d'entretien normal en ce qui concerne les constructions. En site classé ou inscrit, tous les travaux susceptibles de modifier l'état ou l'aspect du site ne peuvent être réalisés qu'après autorisation spéciale. La mise en œuvre de cette législation relève de la responsabilité de l'État. Les sites inscrits présentent suffisamment d'intérêt pour être surveillés de très près sans qu'il soit nécessaire de recourir au classement. Conformément à l'article L.341-1 du code de l'environnement, les travaux y sont soumis à déclaration auprès de l'architecte des bâtiments de France (ABF) 4 mois avant leur lancement. L'ABF dispose d'un simple avis consultatif sauf pour les permis de démolir où l'avis est conforme. Les sites classés sont les sites parmi les plus remarquables. Leur caractère, notamment

paysager, doit être rigoureusement préservé. Les travaux y sont soumis, selon leur importance, à autorisation préalable du·de la préfet·e ou du·de la ministre chargé·e des sites. Dans ce dernier cas, l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) est obligatoire.. Cette servitude sur Mizoen concerne l'ensemble du plateau d'Emparis, site classé depuis le 10 septembre 1991.

Servitude AR6, relative au périmètre autour des champs de tir

Cette servitude, relative à la protection aux abords des champs de tir, interdit la circulation et le stationnement dans ces zones pendants l'exercice des tirs. Elle concerne le secteur Galibier – Grandes Rousses à la limite nord-est de la commune.

Servitude EL 7, relative à l'alignement des voies publiques

Les servitudes de catégorie EL7 concernent les servitudes d'alignement des voies publiques. L'alignement est la détermination par l'autorité administrative de la limite du domaine public routier au droit des propriétés riveraines. Il est fixé soit par un plan d'alignement, soit par un arrêté d'alignement individuel. Il constitue, pour l'autorité en charge de la voirie concernée, un moyen de protection contre les empiétements des propriétés.

Cette servitude s'applique à la traverse de Mizoën.

Servitude EL 10, relative à la protection des parcs nationaux

Cette servitude s'applique sur les parcs nationaux, sous la responsabilité de la direction régionale de l'environnement. La zone périphérique du parc national des écrins sur l'ensemble de la commune fait l'objet de cette servitude. Sur la commune, cette servitude concerne le parc national des Ecrins.

Servitude I2, relative à l'utilisation des canalisations hydraulique

Servitude relative à l'utilisation de l'énergie des marées, lacs et cours d'eau en faveur des concessionnaires d'ouvrages déclarés d'utilité publique – aqueduc submersion et occupation temporaire sous la responsabilité de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement. Cette servitude concerne le Barrage du Chambon (décret du 29/03/1926 et avenants). les chutes du Ferrand et de saint Guillerme II, l'adduction du Ferrand. Les chutes désaffectées du Chambon et de St Guillerme sont également objet de cette servitude.

Servitude I4, relative aux ouvrages de transport et de distribution de l'électricité

La servitude relative aux ouvrages de transport et de distribution d'électricité permet la mise en place de deux types de servitudes :

- Les servitudes d'ancrage, d'appui, de surplomb, de passage et d'abattage d'arbres,
- Servitude au voisinage d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts.

Sur la commune, la servitude concerne la ligne aérienne HT 63 kV-Saint Guillerme – Mizoën – l'Oche 1.

Servitude Int 1, relative à la protection des cimetières

Une servitude est instaurée dans le voisinage des cimetières dans un rayon de 100 mètres autour des nouveaux cimetières transférés hors des communes.

Dans ce rayon :

- Nul ne peut, sans autorisation, élever aucune habitation ni creuser aucun puits ;
- Les bâtiments existants ne peuvent être ni restaurés ni augmentés sans autorisation ;

- Les puits peuvent, après visite contradictoire d'experts, être comblés par arrêté du préfet à la demande du maire.

Cette servitude n'a pas pour effet de rendre les terrains compris dans ce rayon inconstructibles mais seulement d'imposer l'obtention d'une autorisation préalable délivrée par le maire en application de l'article R. 425-13 du code de l'urbanisme.

Cette servitude concerne le cimetière situé au sud-ouest du village, à proximité de l'église.

Servitude PT1, relative à la protection des centres de réception radioélectriques contre les perturbations électromagnétiques

La servitude PT1, relative aux transmissions radioélectriques, concerne la protection des centres de réception contre les perturbations électromagnétiques. Elle interdit la production ou la propagation des perturbations, ainsi que la mise en service de matériel susceptible de perturber les réceptions radioélectriques du centre. Sur la commune, elle concerne les stations hertziennes TDF-Mont-de-Lans II-Mizoën.

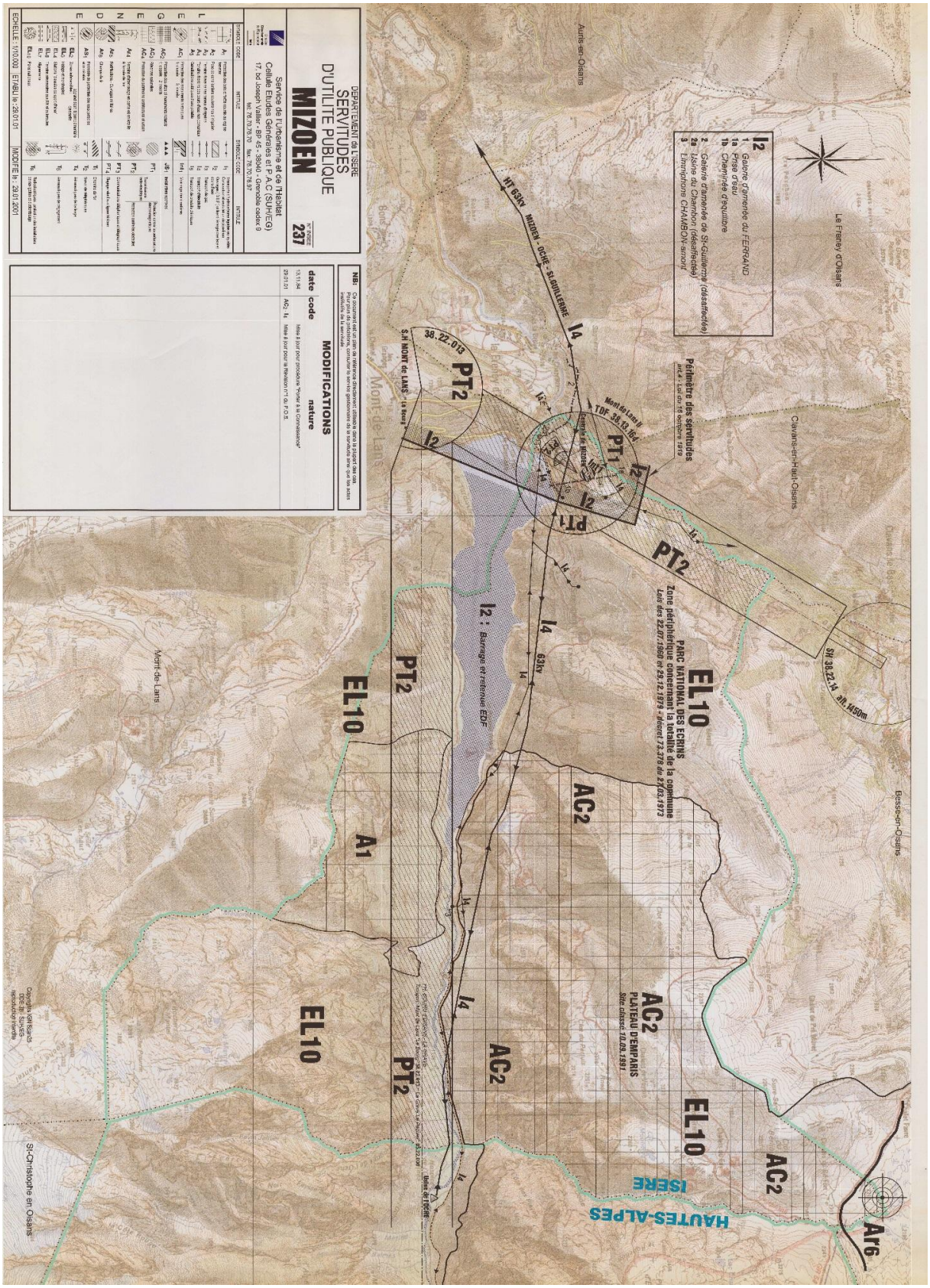
Servitude PT2, relative contre les obstacles des centres d'émission et de réception radioélectrique

La servitude PT2 relative aux transmissions radioélectriques concerne la protection contre les obstacles physiques susceptibles de gêner la propagation des ondes.

La servitude a pour conséquence :

- L'obligation, dans toutes ces zones, pour les propriétaires de procéder si nécessaire à la suppression ou la modification de bâtiments. A défaut d'accord amiable, l'administration pourra procéder à l'expropriation de ces immeubles ;
- L'interdiction, dans toutes ces zones, de créer des obstacles fixes ou mobiles dont la partie la plus haute excède les cotes fixées par le décret de servitudes sans autorisation du ministre qui exploite ou contrôle le centre ;
- L'interdiction, dans la zone primaire de dégagement :
  - D'une station de sécurité aéronautique ou d'un centre radiogoniométrique, de créer ou de conserver tout ouvrage métallique fixe ou mobile, des étendues d'eau ou de liquides de toute nature pouvant perturber le fonctionnement de cette installation ou de cette station ;
  - D'une station de sécurité aéronautique, de créer ou de conserver des excavations artificielles pouvant perturber le fonctionnement de cette station.
- L'interdiction, dans la zone spéciale de dégagement, de créer des constructions ou des obstacles situés au-dessus d'une ligne droite située à 10 mètres au-dessous de celle joignant les aériens d'émission et de réception, sans cependant que la limitation de hauteur imposée à une construction puisse être inférieure à 25 mètres.

Sur la commune, elle concerne : la FH Bourg d'Oisans/La Grave sur le tronçon Mont de Lans Le Bourg à La Grave Le Paquier ; FH Bourg d'Oisans /Besse en Oisans sur le tronçon Mont de Lans à Besse en Oisans ; TDF Mont de Lans II-Mizöen.



Localisation des servitudes d'utilité publique sur la commune de Mizoën
Source : Département de l'Isère (38)

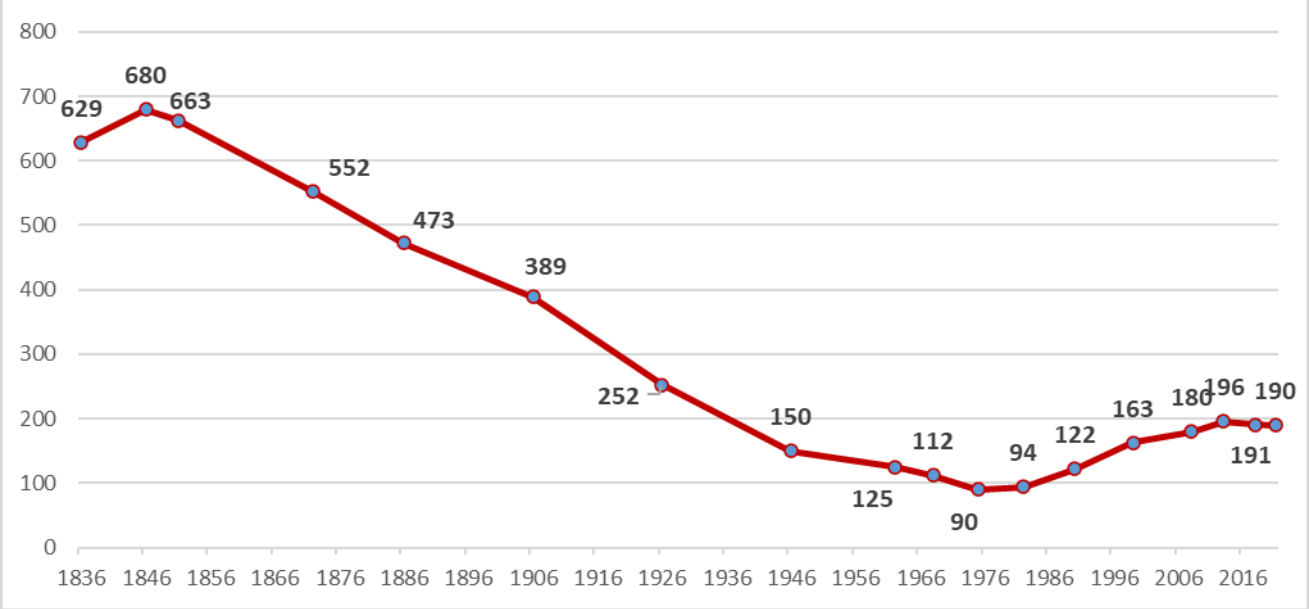
CHAPITRE 2 : DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE, ECONOMIQUE ET IMMOBILIERE : ANALYSE COMPARATIVE

1. DYNAMIQUE DEMOGRAPHIQUE

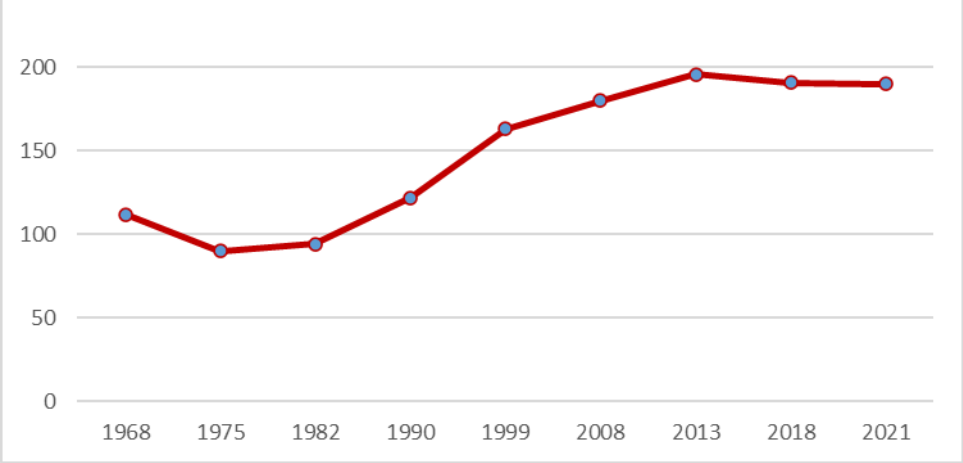
L'analyse démographique de la commune de Mizoën est fondée sur les résultats des recensements de l'INSEE depuis 1968. En date d'élaboration du diagnostic, les données les plus récentes publiées par l'INSEE portent sur l'année 2021.

1.1. Évolution démographique

Sources : INSEE.



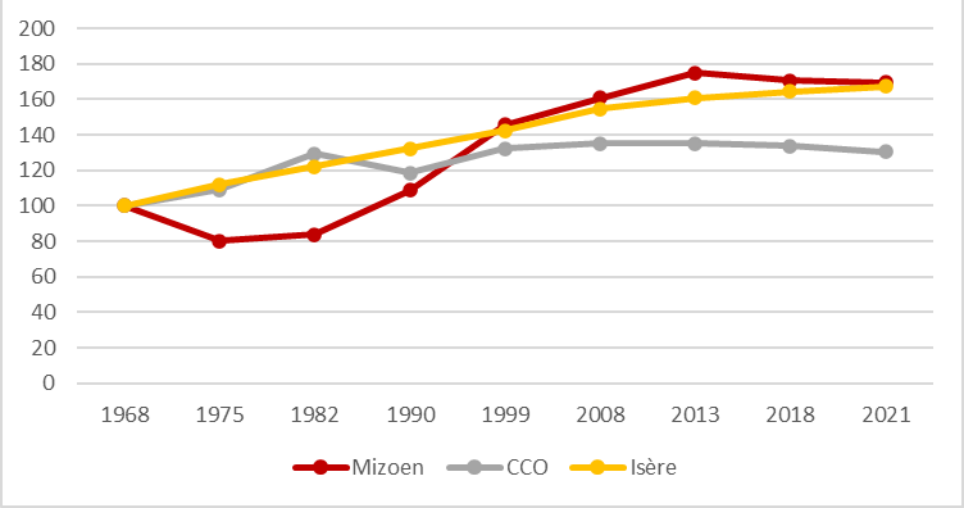
Evolution démographique de la commune (1836-2021)



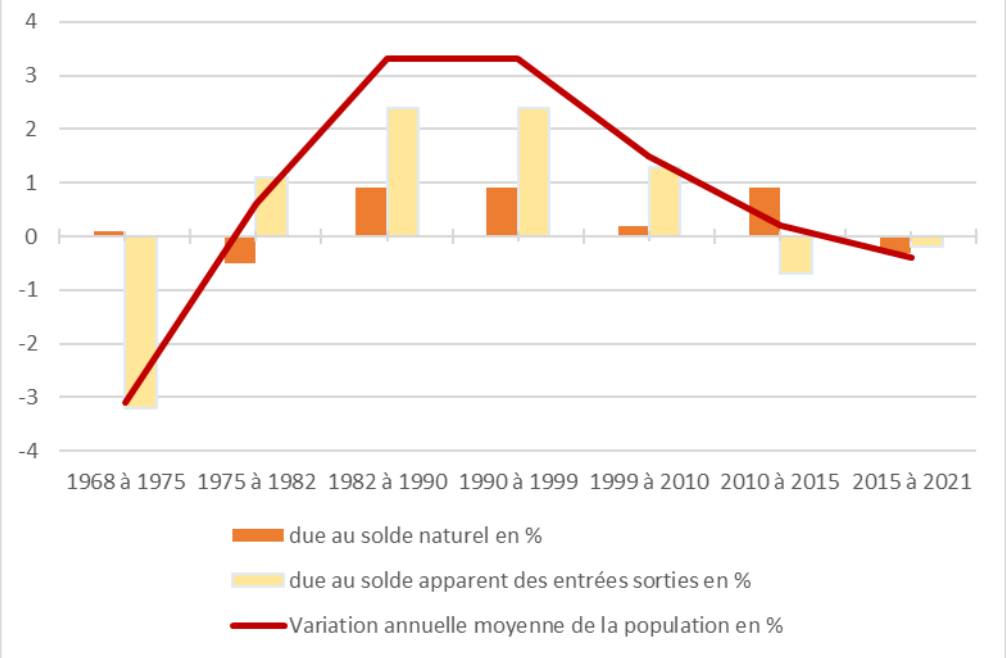
Evolution démographique de la commune (1968-2021)

Autrefois ville de marchands colporteurs, la population communale de Mizoën s'élevait à environ 680 habitants au milieu du XIXème siècle avant de connaître une période de décroissance démographique continue accentuée par les guerres et l'exode rural. Dans les années 1940, la mise en service du barrage de Chambon permet un léger ralentissement de ce phénomène de décroissance, mais ne permet pas d'inverser la tendance sur la commune. Ce n'est qu'à partir des années 1970 que la commune connait un regain de population. Son attractivité est en grande partie amorcée par l'évolution des usages des stations de ski et le tourisme de montagne. Sa proximité aux stations de ski de l'Oisans est alors vectrice d'attractivité.

Si l'on compare cette évolution à celle de l'intercommunalité et du département, on remarque que Mizoën est restée, jusque dans les années 1980, en deçà des rythmes de croissance constatés par ailleurs. Cependant, à partir du milieu des années 1980, la commune connait un développement démographique supérieur à celui des échelles de comparaison. Ce phénomène est notamment amorcé par l'attractivité de la commune due à sa proximité aux stations de l'Oisans, tout en concevant un prix du foncier abordable.



Evolution de la population de 1968 à 2021 (base 100)
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2016 et RP221 exploitations principales.



Variation annuelle moyenne de la population à Mizoën en %
Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2016 et RP2021 exploitations principales - État civil.

La croissance démographique de la commune tend à ralentir légèrement depuis la dernière décennie, en cohérence avec les communes alentours. La décroissance démographique observée est toutefois inférieure à la plupart des communes de comparaison.

	Mizoën	Freney d'Oisans	Clavans en Haut Oisans	Auris
Variation 2015-2021	-0.4	-0.1	-3.2	-1.9

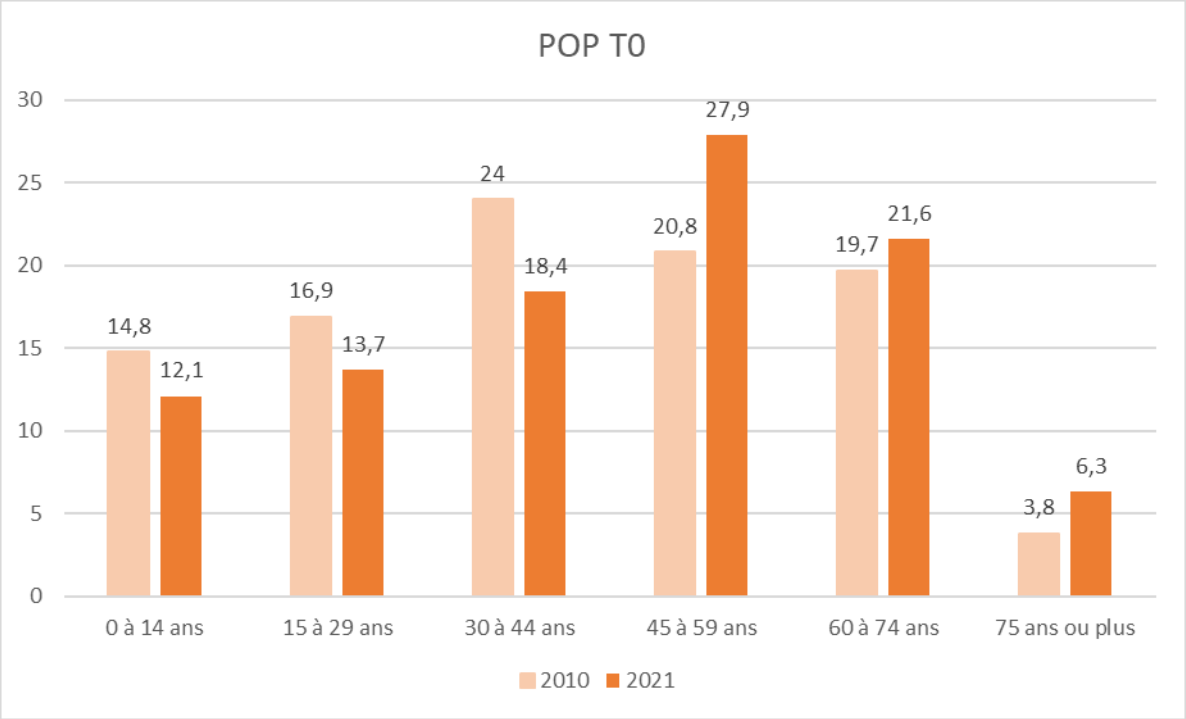
Comparaison de la variation annuelle de population entre 2015 et 2021

1.2. Structure de la population

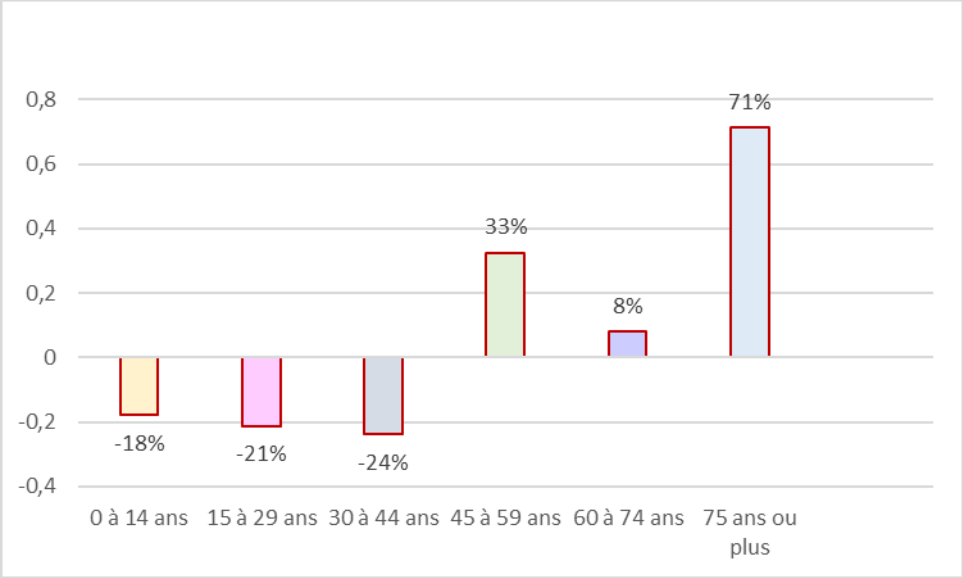
L'analyse de la structure de la population par âge indique un vieillissement de la population. L'ensemble des parts des tranches d'âges de moins de 60 ans baissent. Plus précisément :

- Les couples en âge d'avoir des enfants (30-44 ans) quittent le territoire (-5,6 points entre 2010 et 2021), ce qui induit une baisse mécanique des 0-14 ans (-2,7 point sur cette même période) ;
- Les jeunes (15-29 ans) partent pour trouver un premier emploi ou poursuivre leur étude ;
- A contrario, la tranche de 45-59 ans (+6,9 points) explose tandis que les plus de 60 ans connaissent eux aussi une certaine progression.

Ces changements, rapportés au ralentissement des soldes naturels et migratoires, peuvent être annonciateurs d'un vieillissement progressif entamé et pouvant perdurer dans les années à venir.



Comparaison de la population par grandes tranches d'âges entre 2010 et 2021(en %)
Sources : Insee, RP2010 et RP2021 exploitations principales.



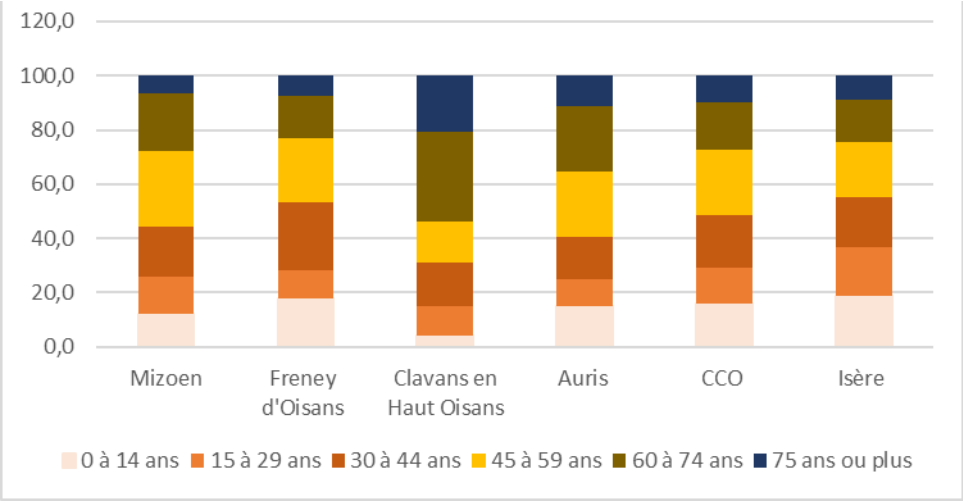
Evolution de la structure de la population par tranche d'âge entre 2010et 2021 (en %)
Sources : Insee RP2021 exploitations principales.

Par rapport aux territoires voisins (Le Freney d'Oisans, Clavans ou Auris) et aux échelles territoriales supérieures, on observe :

- Une part de jeunes retraités en niveau médian mais supérieure à celle du Freney d'Oisans;
- Des familles légèrement plus agées que celles du Freney (plutôt cinquantenaires avec adolescents ou jeunes adultes).

Ainsi, on peut en conclure :

- Une faible attractivité de la commune pour les jeunes et les couples ayant l'âge d'avoir des enfants. Cela peut s'appréhender par un manque d'offre d'hébergements ou de foncier adaptés ou disponible ;
- Une attractivité importante pour les jeunes retraités originaires de Mizoen et qui reviennent s'installer, et se maintiennent dans la commune grâce au cadre de vie et la proximité aux activités extérieures.



Comparaison de la structure de la population en 2021 (en %)
Sources : Insee RP2021 exploitations principales.

2. COMPOSITION DES MENAGES

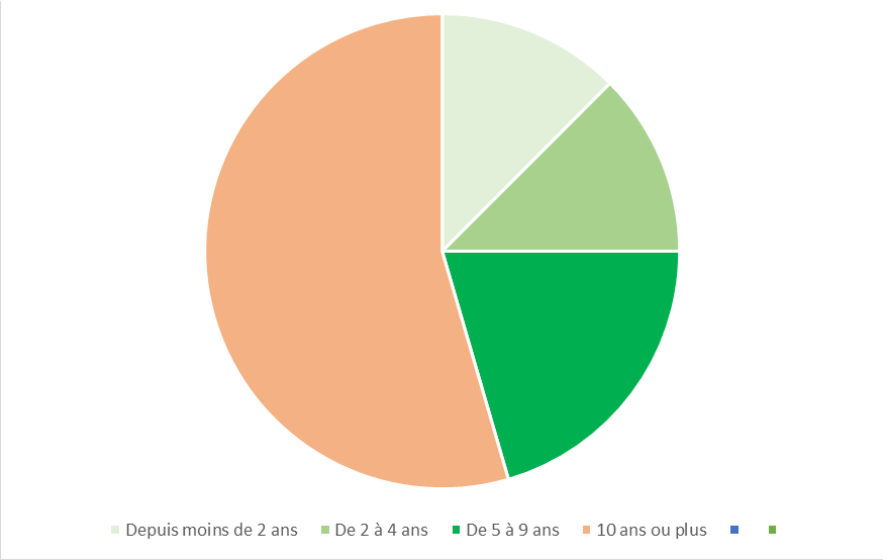
À noter : Mizoën comptant moins de 2000 habitants, peu de données sont disponibles sur l'INSEE concernant la typologie des ménages sur la commune.

La taille moyenne des ménages diminue progressivement en France depuis plusieurs décennies : entre 1968 et 2021, elle est passée de 3,1 occupants par résidence principale en moyenne à 2,16. Cette diminution s'explique d'une part, par un vieillissement de la population, qui s'observe à échelle nationale, mais également dans l'ensemble de l'Union européenne, et d'autre part par une évolution des comportements de cohabitation, avec le desserrement des ménages (augmentation des personnes seules et des familles monoparentales, etc.).

L'évolution des ménages à Mizoën, dans la CCO et dans le département, suit la tendance nationale, et passe pour la commune de 4,3 personnes par ménage en moyenne en 1968 à 2,16 en 2021. Autrefois, attractive pour les familles nombreuses, la tendance s'est aujourd'hui inversée, la taille des ménages de la commune a rejoint la moyenne nationale. 44,3% des habitants sont mariés à Mizoën, une part légèrement plus importante que la moyenne nationale.

En 2021, on constate une répartition relativement équilibrée dans l'ancienneté des ménages. Ainsi, 54,5 % ont emménagé depuis plus de 10 ans contre 45,4 % depuis moins de 10 ans.

Cela montre qu'on a à la fois sur la commune des ménages installés à long terme dans le même logement, mais aussi des installations nouvelles et un certain turn-over avec 25 % installés depuis 4 ans ou moins.



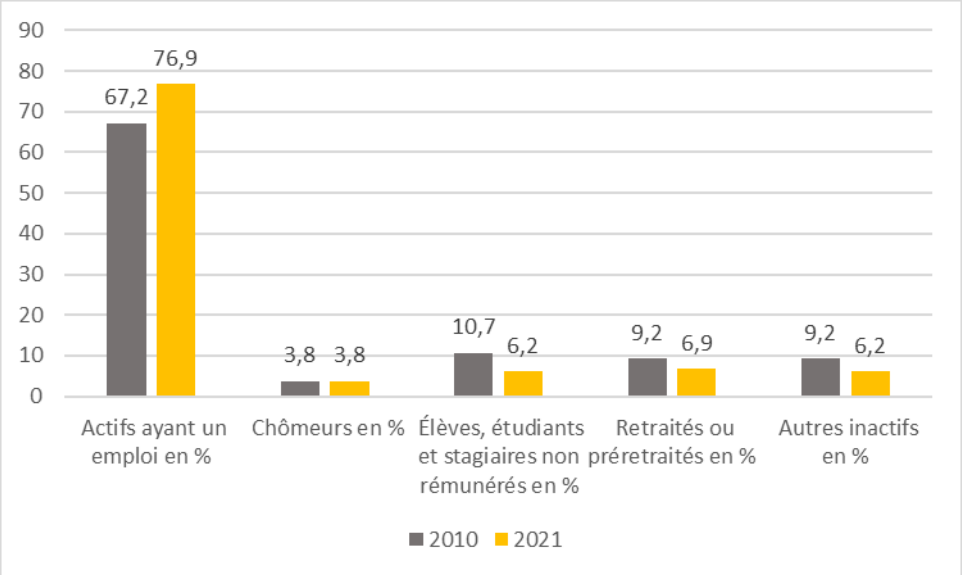
Ancienneté d'emménagement des ménages en 2018
Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

La dynamique de l'installation au sein des logements de Mizoën est représentative de la dynamique observée à l'échelle intercommunale et départementale. Le territoire est relativement dynamique et l'offre permet d'assurer un turn-over.

3. POPULATION ACTIVE, CHOMAGE ET FORMATION

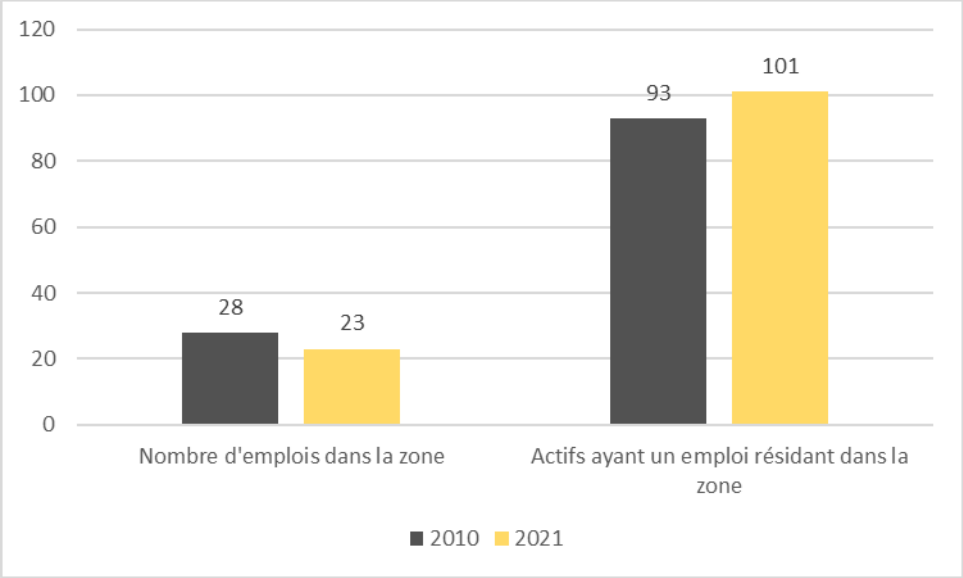
3.1. La population active

Entre 2010 et 2021, la part des actifs a augmenté de 10 points, uniquement par l'augmentation des actifs ayant un emploi et en corollaire de la baisse des retraités étudiants et autres inactifs. Ces derniers comprennent notamment les personnes qui ne sont ni en emploi ni au chômage (hommes et femmes au foyer, personnes en incapacité de travailler...). Cette évolution semble contradictoire avec les constats précédents marquant un vieillissement de la population mais celui-ci se retrouve notamment sur les 35-49 ans, en âge de travailler et généralement ayant trouvé une stabilité d'emploi.



Evolution de la population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2008 et 2018
Sources : Insee, RP2010 et RP2021 exploitations principales.

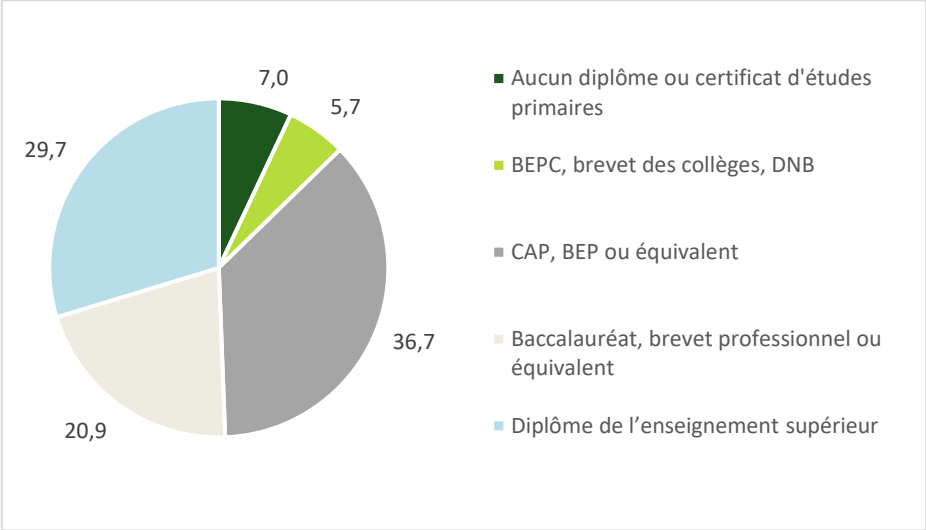
Néanmoins, la commune est peu polarisante en termes d'emploi puisqu'on observe une large majorité des actifs travaillant dans une commune différente de la commune de résidence. Cette tendance s'accentue cette dernière décennie avec une progression de 6.,7 points de cette catégorie. Ce phénomène est directement en lien avec un bassin d'emploi identifié sur les Deux-Alpes, et une commune de Mizoen destinée à héberger une partie de ceux qui travaillent sur la station, le cadre de vie à Mizoen étant plus attractif pour une partie des actifs. Cela recoupe une proportion des 35-74 ans en augmentation, population souvent en recherche d'un lieu de vie de qualité et plus authentique que les secteurs « station ». A cet égard, le nombre d'actifs ayant un emploi dans la zone est quatre fois supérieur au nombre d'emplois disponibles dans la zone. Cela signifie que seulement 25% des actifs peuvent trouver un emploi au sein de la commune. Les autres actifs sont alors contraints de se déplacer (pour la très grande majorité vers Les Deux-Alpes, premier bassin d'emploi de la population de Mizoen). Plus exactement, sur 86 actifs sur la commune, 15 travaillent à Mizoen, qui offre un total de 23 emplois. A contrario, 8 personnes ne résidant pas à Mizoen travaillent sur la commune.



Comparaison nombre d'emplois / actifs sur la commune en 2010 et 2021
Sources : Insee, RP2008 et RP2018 exploitations principales.

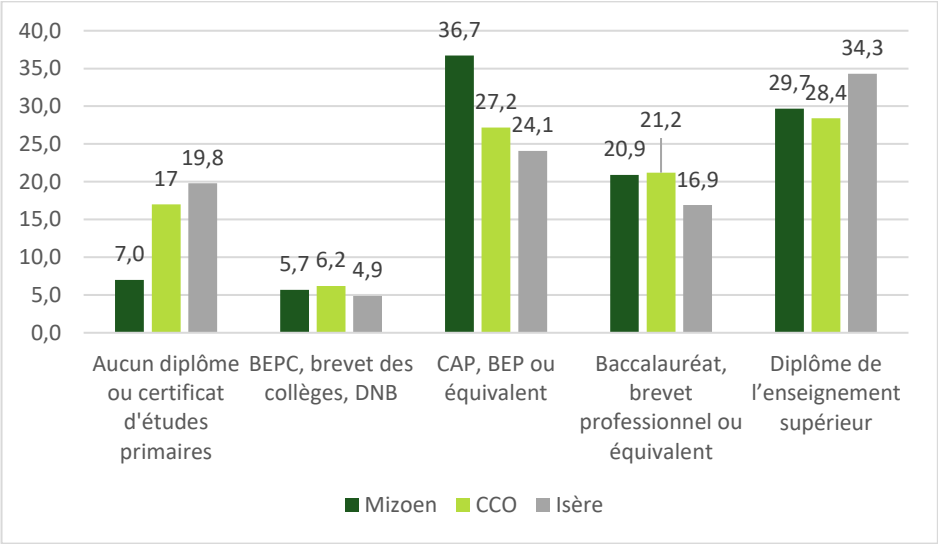
3.2. Formation

Le niveau général de formation sur la commune est relativement élevé. En effet, si les CAP et BEP (donc des niveaux de diplômes plus techniques et vecteurs d'emplois) sont surreprésentés, les niveaux de formations plus faibles sont moins présents sur la commune. Les diplômes de l'enseignement supérieur sont proportionnellement dans la moyenne intercommunale voire supérieure à cette dernière.



Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus à Mizoën en 2021

En comparaison avec les territoires englobant Mizoën, le niveau de diplôme technique est plus représenté sur la commune que sur les autres territoires, un phénomène qui est probablement en lien avec les emplois proposés sur le barrage du Chambon et la centrale de St Guillerme, mais majoritairement sur la commune des Deux-Alpes. En revanche, les niveaux de formation faibles sont bien moins représentés à Mizoën qu'à l'échelle intercommunale et départementale.



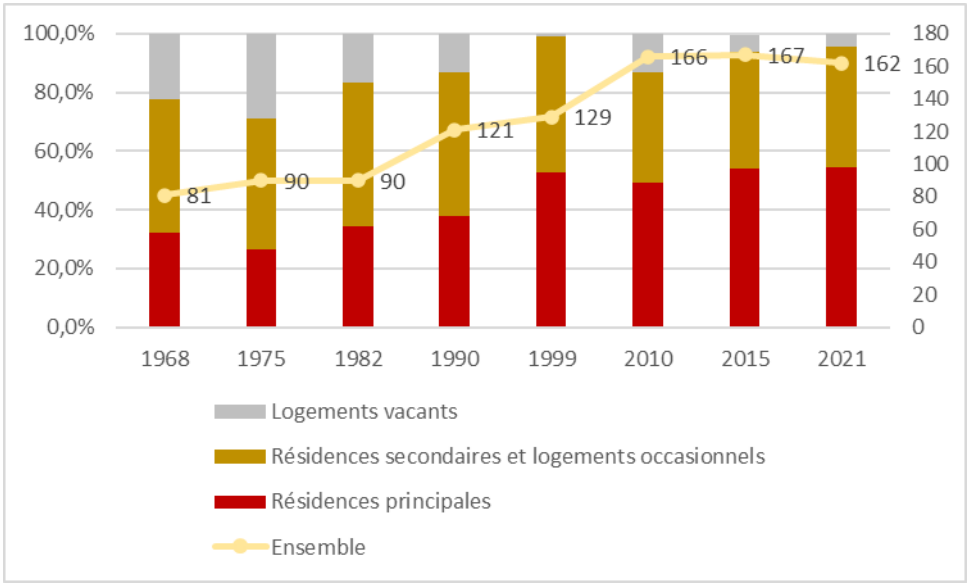
Comparaison du diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus (en %)
Sources : Insee, RP2021 (géographie au 01/01/2024), exploitation principale

4. HABITAT ET LOGEMENT

L'analyse de l'habitat et du logement de la commune de Mizoën est fondée sur les résultats des recensements de l'INSEE depuis 1968. A la date d'élaboration du diagnostic, les données les plus récentes publiées par l'INSEE portent sur l'année 2021.

4.1. Parc de logement et typologie dominante

Caractéristiques du parc de logements



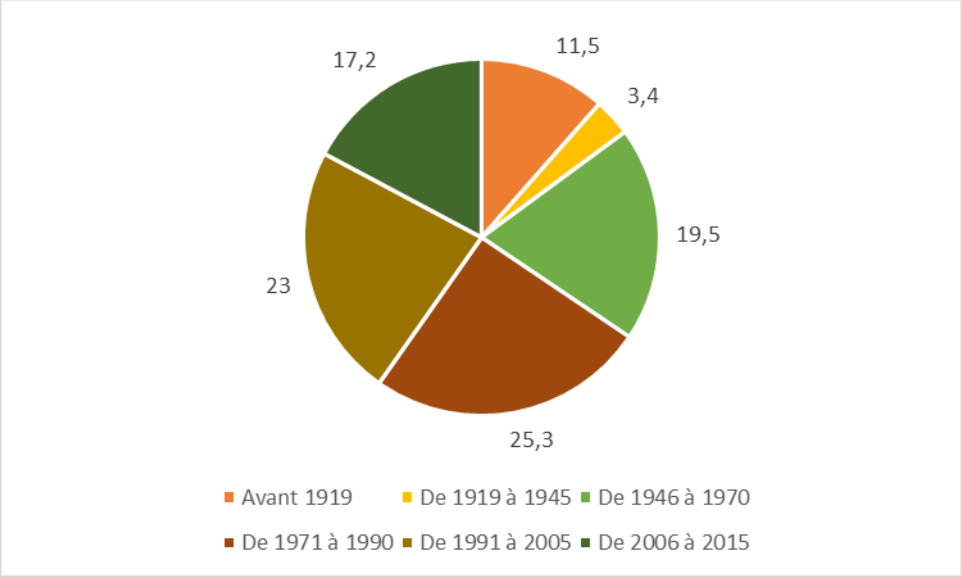
Evolution du nombre de logements par catégorie entre 1968 et 2021
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010, 2015 et 2021 exploitations principales.

La commune compte 162 logements en 2021, dont une légère majorité de résidences principales (54%). On remarque une inversion de la tendance : en 1968 les logements secondaires étaient majoritaires, pour une population qui ne souhaitait pas s'installer de façon permanente. C'est au cours des années 1990 que la tendance s'inverse, la commune devient attractive pour les habitants permanents, jusqu'à

créer une forte tension sur le logement vacant : la demande est alors plus importante que l'offre. Cela pourrait s'expliquer par une tendance depuis ces années-là, à une migration des populations en zones rurales proches des bassins d'emploi (ici les Deux-Alpes) venus chercher des biens immobiliers plus accessibles ou un style de vie plus rural. Ce phénomène traduit le retour à un développement endogène à l'année sur la commune qui perdure jusqu'à aujourd'hui, même si un ralentissement est remarquable ces dernières années.

Résidences principales selon la période d'achèvement

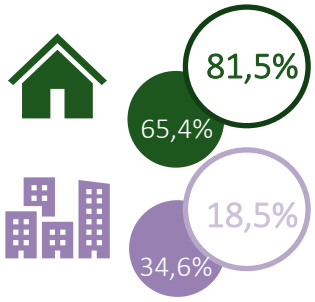
Concernant les résidences principales, près d'un quart d'entre elles ont été construites avant 1945. Entre 1919 et 1945, la production de résidences principales est très faible. En revanche, la production de résidences principales s'est accélérée entre 1971 et 1990 (25,6 %), période durant laquelle la périurbanisation est en essor en France et durant laquelle l'habitat pavillonnaire s'est également largement développé. Près de 40 % de la production totale des résidences principales s'est tout de même faite ces 30 dernières années, une statistique en lien avec le regain de population et l'attractivité de la commune durant cette période.

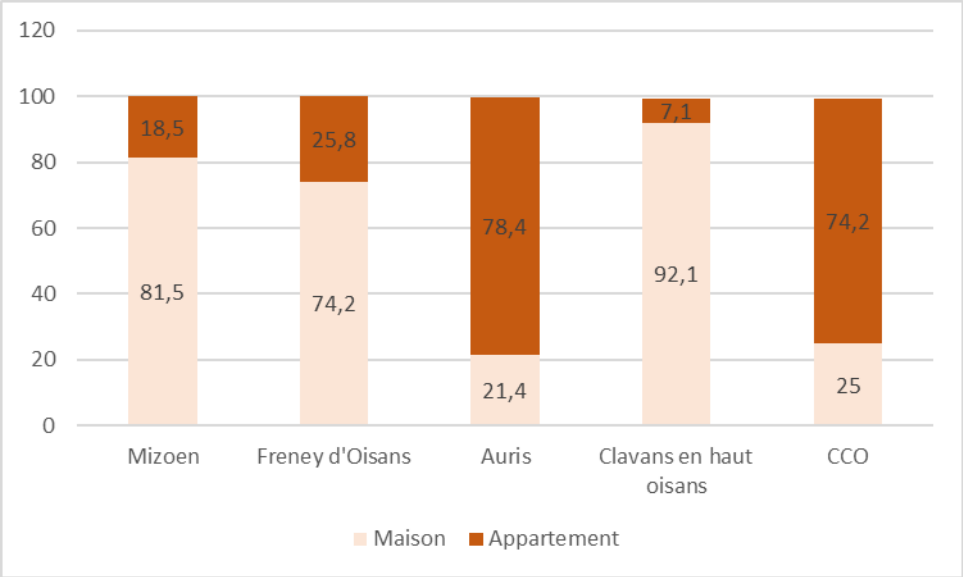


Résidences principales en 2021 selon la période d'achèvement (en %)
Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Typologie du parc de logements

2010-2021





Comparaison de la typologie des logements en 2021
Sources : Insee, RP2015, et RP2021 exploitations principales.

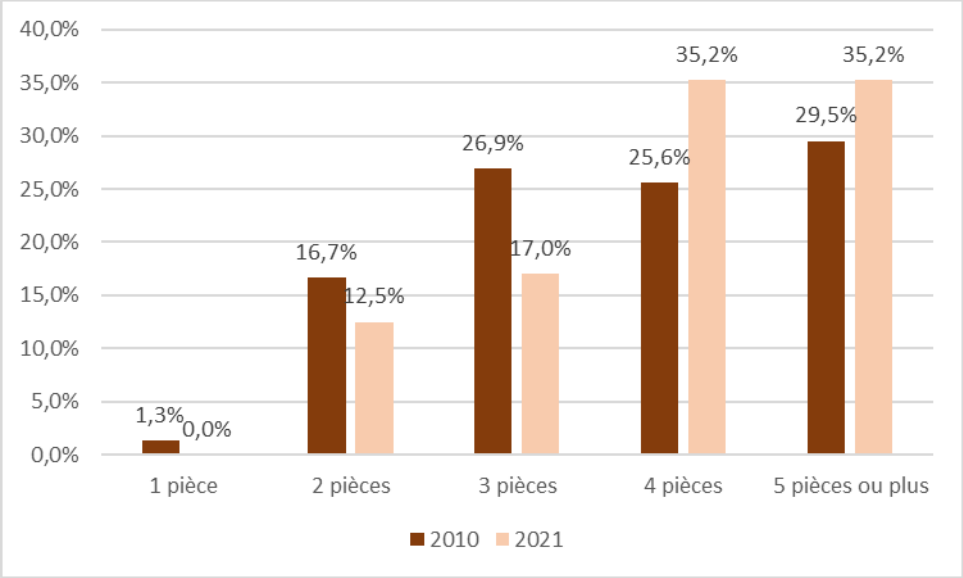
Contrairement à la majorité des communes de l'Oisans, le parc de logement est principalement tourné vers la maison individuelle à Mizoën. Il s'agit d'une caractéristique que l'on retrouve au sein des communes de proximité. Cela peut s'expliquer par un prix du foncier moins élevé que celui rencontré notamment sur les stations de ski de l'Oisans, ce qui permet de favoriser l'accès à une logement individuel, potentiellement plus grand.

Ce phénomène peut également s'expliquer par la présence du centre urbain, Le Bourg d'Oisans, qui regroupe une majorité de logements collectifs ainsi que par la configuration historique du village de Mizoën.

Enfin, ces chiffres sont à mettre en lien avec l'accueil récent de résidents permanents : ceux-ci sont à la recherche de plus de confort et d'espaces, contrairement aux populations saisonnières des zones touristiques de l'Oisans.

Taille des logements

Entre 2010 et 2021, on constate une mutation de la taille des logements avec davantage de T4 et plus, malgré une taille des ménages en régression. Il faut noter que les logements de petite taille (deux pièces et studios) sont en régression voire stagnation, voire indisponible en ce qui concerne les logements composés d'une seule pièce. L'offre n'est pas cohérente avec l'évolution sociétale et surtout les ménages présents sur la commune, il serait peut-être intéressant de rééquilibrer l'offre de logement afin de répondre aux besoins des plus petits ménages et d'attirer une nouvelle population : les jeunes, les familles monoparentales.



Résidences principales selon le nombre de pièces en 2018
Sources : Insee, RP2010, 2015, 2021, exploitations principales, géographie 01/01/2024.

4.2. Statut d'occupation

Le statut d'occupation a relativement peu évolué entre 2010 et 2021. Les propriétaires représentent plus de 75% des occupations de logements sur la commune,

Par ailleurs, la part des propriétaires est plus élevé à Mizoën, par rapport à la moyenne des communes de l'Oisans ou du département. L'achat du logement à Mizoën est favorisé par des prix plus accessibles, comparativement aux prix exercés sur les communes de l'Oisans ou sur les communes du Briançonnais.

4.3. Les logements locatifs sociaux

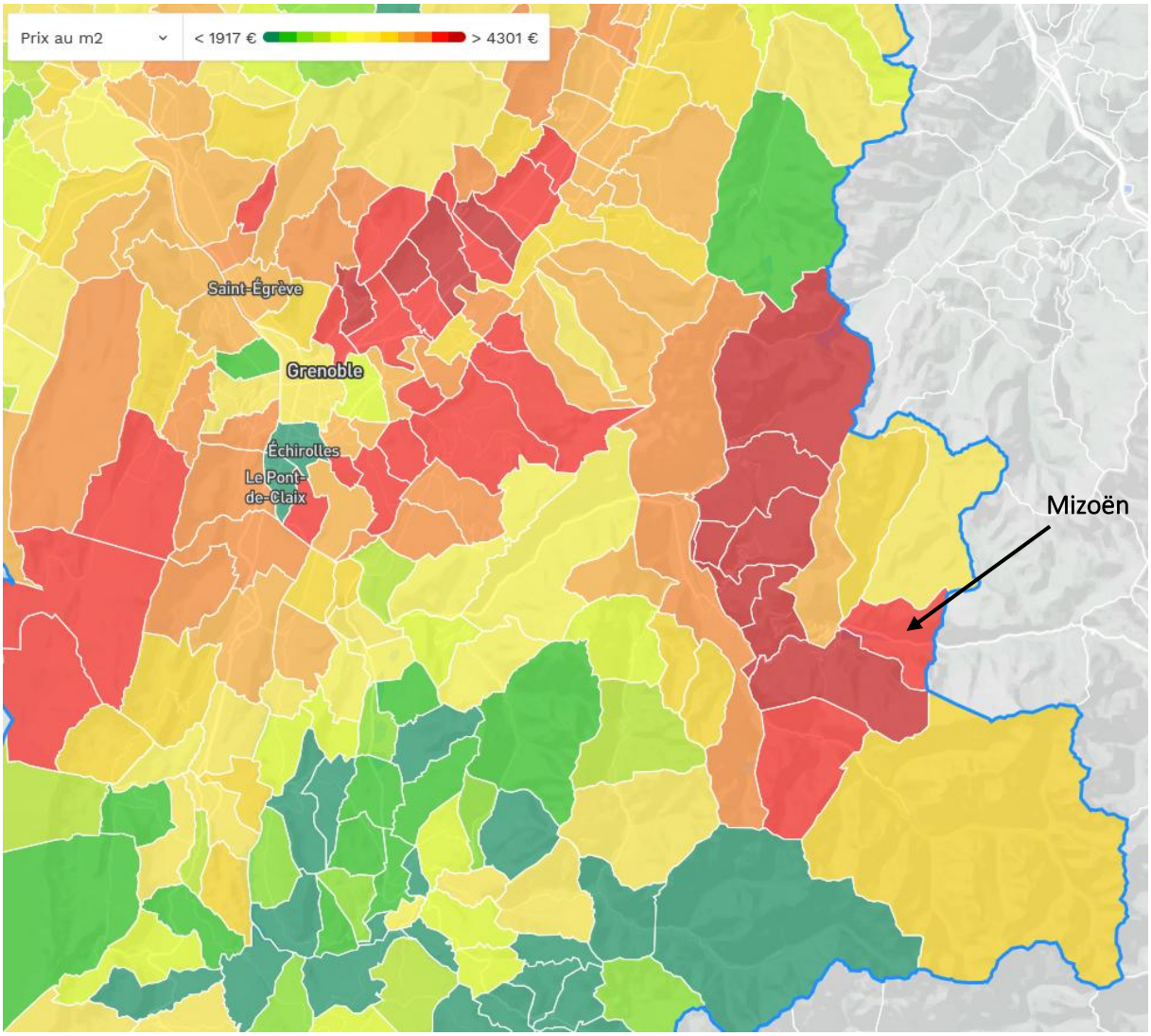
La commune ne possède aucune obligation de production de logements locatifs sociaux relative à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation, car :

- la commune ne fait pas partie d'une agglomération/EPCI de + de 50000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 15000 habitants;
- la commune est en dessous du seuil démographique de 3500 habitants pour lequel la loi impose 20 ou 25 % de logements locatifs sociaux dans le parc de logements.

D'après les données disponibles sur le site : *https://www.demande-logement-social.gouv.fr/offresParCommune.afficher* , Alpes Isère Habitat de l'Isère gère 6 logements sociaux en 2023 (deux T2, trois T3 et un T4), soit presque 7% des résidences principales.

4.4. Le marché immobilier

Depuis 2021, la commune a vu les prix immobiliers monter puisqu'elle est passée d'une tendance moyenne jaune à rouge clair.



Prix de l'immobilier en Isère et sur la commune de Mizoën
Source : meilleursagents.com, consulté le 29/01/2025

	Prix moyen (€/m²)		
Nom de la commune	**Appartement**	**Maison**	**Moyen**
Huez	7 485 €	9 622 €	8 553 €
Auris	4 818 €	5 661 €	5 240 €
Les Deux-Alpes	4 138 €	4 511 €	4 324 €
Clavans-en-Haut-Oisans	3 489 €	2 720 €	3 104 €
Le Freney d'Oisans	5 118 €	2 326 €	3 722 €
Mizoën	4 766 €	3 921 €	4 343 €
Allemond	3 535 €	3 465 €	3 500 €
Le Bourg d'Oisans	3 533 €	3 772 €	3 652 €

Prix de l'immobilier moyen (€/m²)
Source : meilleursagents.com, consulté le 29/01/2025

On constate que Mizoën a un marché immobilier moins onéreux que sur les communes supports de stations de ski mais plus cher que les communes vallées telles que Bourg d'Oisans ou Allemond, mais qui a augmenté de manière non négligeable depuis 2021 (+1500€/m²), au même titre que Huez, mais davantage que les autres communes du panel.

5. ÉCONOMIE LOCALE

5.1. Dynamique entrepreneuriale

La commune compte 21 établissements actifs en 2021 repartis sur 3 secteurs :

- Le commerce, transport, hébergement et restauration : 9 structures soit 43 %
- Les activités spécialisées, scientifiques et de services, représentent 33% des établissements.
- Enfin, la construction pour 5 établissements et 24% des activités.

En ce qui concerne la création d'établissements, on note 26 entreprises (dont 20 entreprises individuelles) créées entre 2012 et 2023.

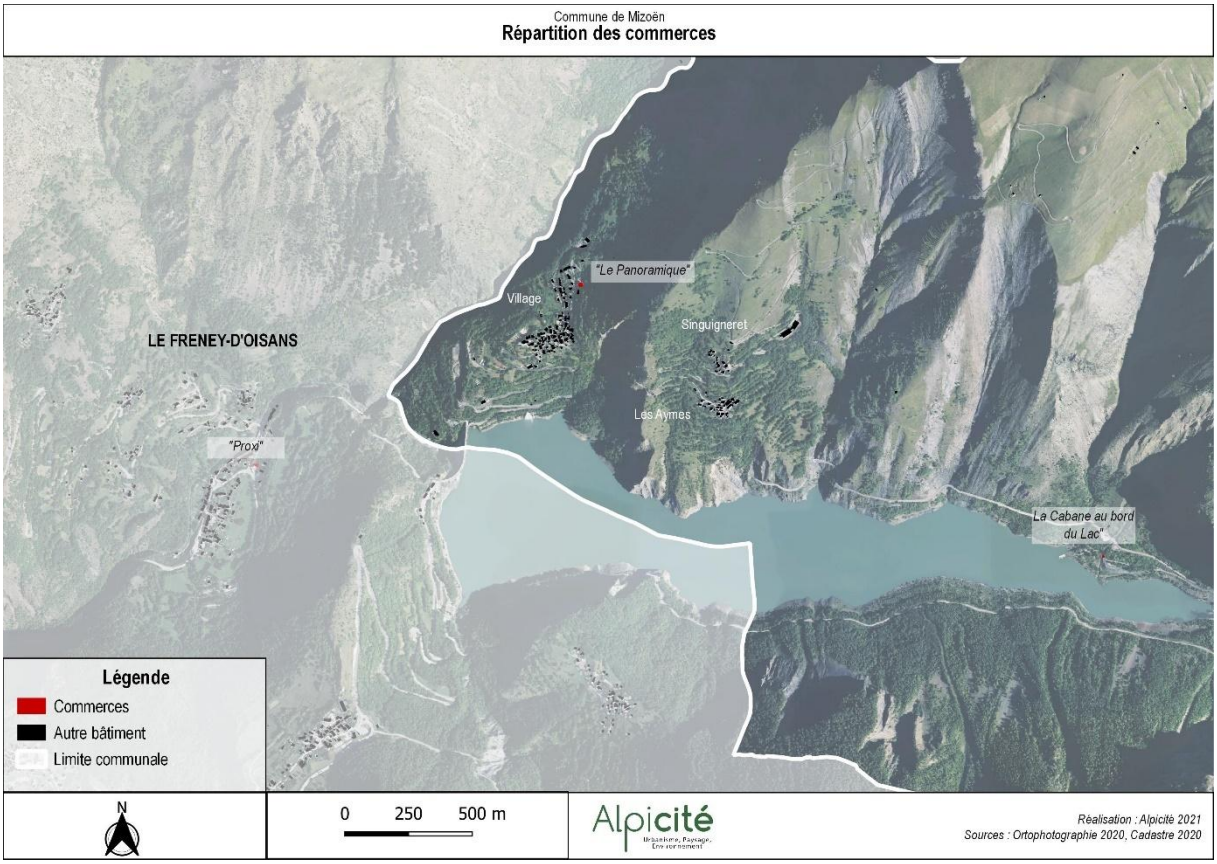
Il est à noter que les activités agricoles ne sont pas comptabilisées au sein de cette analyse.

5.2. Le commerce

La commune dispose d'un restaurant/bar/épicerie « Les Ors » ouvert à l'année avec des périodes de fermeture aux intersaisons. De plus, un restaurant « la cabane au bord du lac », situé comme son nom l'indique, sur les berges du lac de Chambon est ouvert pendant la saison estivale

Les habitants doivent se rendre à Bourg d'Oisans pour pouvoir accéder à une grande surface (15,3 km, soit 19 minutes par la route).

D'après l'Observatoire des territoires, le temps moyen d'accès aux services d'usage courant au plus près du domicile est de 34 minutes dans l'Oisans, ce temps est estimé à 17 minutes en moyenne pour la CC du Briançonnais. En effet, la dispersion des zones urbaines et la topographie du territoire ne permet pas un accès satisfaisant aux commerces de proximité. D'autre part, la saisonnalité de l'attractivité de l'Oisans a pour conséquence une saisonnalité des commerces et restaurants, qui ne s'adapte par forcément aux besoins de habitants permanents.



Répartition des commerces sur la commune Mizoën

5.3. Les activités artisanales et libérales

Peu d'activités commerciale ou artisanales sont présentes au sein de la commune. On peut noter un maraicher (producteur et vente directe de légumes) ainsi que 2 éleveurs d'ovin (producteurs et vente directe).

5.4. Le tourisme

Le village de Mizoën que l'on aperçoit depuis le Lac de Chambon et la vallée de la Romanche, jouit d'une attractivité touristique qui provient à la fois des caractéristiques architecturales et urbaines du village, mais aussi de sa situation géographique en tant que porte d'entrée de l'Oisans et de l'Isère depuis les Hautes-Alpes. Aussi, sa topographie et son implication au sein du parc national des Ecrins permet au village de rayonner en matière de tourisme.

La compétence tourisme relevant de la communauté de communes, celle-ci bénéficie de bureaux d'information touristique sur certains territoires. Un office de tourisme de la vallée du Ferrand, commun à Besse, Clavans et Mizoen, est situé sur la commune de Besse pour relayer les informations notamment sur ce secteur de l'Oisans.

Les activités touristiques au sein de la commune de Mizoën

Les activités pratiquées sur la commune sont principalement des activités de pleine nature respectant, le cadre environnant :

- La pratique de la randonnée, particulièrement adaptée sur le plateau d'Emparis. Les sentiers de Grande Randonnée 50 (tour du parc national des Ecrins) et 54 (tour de l'Oisans et des Ecrins) comptent parmi les itinéraires les plus connus ;
- Des courses pédestres et de VTT sont également organisées et notamment le Tour du Plateau d'Emparis des Hautes-Alpes à l'Isère, en partant du Chazelet ;
- Plusieurs itinéraires VAE (vélo à assistance électrique) existent afin de rendre plus accessible certains lieux d'exception de l'Oisans ;
- Sur la commune, la via Ferrata du Voile de la Mariée est classée comme D+ au niveau de la cascade de la Pisse ;
- Des animations existent ponctuellement sur la commune avec notamment : des ateliers pour les enfants, des sorties en alpage à la rencontre des bergers mais aussi le Festival des Randonnées Musicales du Ferrand née en 1999 qui permet d'offrir des prestations musicales dans un cadre préservé (église, refuge) afin de valoriser ces sites ;
- Des excursions à cheval ou du parapente au départ du plateau de l'Emparis ;
- La pêche sur le lac du Chambon et les torrents ou encore l'équitation sur le plateau de l'Emparis.

Les activités touristiques à proximité de Mizoën

Les activités touristiques sont nombreuses autour de Mizoën. L'Oisans comporte des espaces naturels conséquents où la pratique d'activités sportives est facilitée :

❖ Les activités hivernales :

- La station des Deux Alpes est la plus proche avec son glacier et le massif de la Meije. Elle compte 410 ha de pistes balisées et 42 remontées mécaniques et 90 pistes de ski (13 vertes, 49 bleues, 17 routes, et 11 noires). De nombreuses activités sont également présentes : freestyle, ski de fond, luge, etc…
- La station Alpe d'Huez Grand Domaine qui regroupe les stations de l'Alpe d'Huez, Auris-en-Oisans, Oz, La Garde, Vaujany et Villard-Reculas. Le domaine comporte plus de 110 pistes et 67 remontées mécaniques. De nombreuses activités sont offertes : cascade de glace, luge, raquette, patins à glace, etc…, mais aussi des évènements internationaux, tels que des festivals.
- La station La Grave/La Meije, située dans les Hautes-Alpes, est un vaste-secteur hors-piste. La station ne dispose que de 2 pistes ainsi qu'un téléphérique menant au glacier de la Meije.

Station de sport d'hiver	Distance depuis Mizoën	Temps de trajet
Station les 2 Alpes (Mont-de-Lans)	10,6 km	15 min
Station d'Auris-en-Oisans	16,3 km	25 min
La Grave/La Meije	14,8 km	18 min
Oz	33,7 km	40 min
L'Alpe d'Huez	29,2 km	39 min

Distance entre Mizoën et les stations de ski les plus proches

❖ Les activités estivales et toutes saisons :

- La découverte des vallées et des différents ouvrages de retenus d'eaux du Chambon, du Verney, l'Eau d'Olle ;
- Les villages de l'Oisans et du Ferrand et de leurs patrimoines architecturaux et urbains caractéristiques des milieux de montagne : Oz, Auris, le Freney d'Oisans, Clavans-en-Haut-Oisans… Le village de Besse, entièrement en pierre, est considéré comme un des plus beaux villages de l'Oisans. Inscrit aux bâtiments de France, la commune attire de nombreux touristes. L'accès au village se fait prioritairement par la commune de Mizoën et la D25. Cette proximité entre ces deux communes est également établie du fait de la

présence du plateau de l'Emparis. Besse comporte par ailleurs la maison des alpages qui propose de retracer l'histoire de l'agropastoralisme, des expositions …

- De très nombreuses activités sportives : cyclisme, parapente, accrobranche, escalade, trail (base d'accueil principale à Villard-Reculas et Auris), alpinisme, eaux vives (L'Alpe d'Huez, Saint-Christophe-en-Oisans Venosc), via ferrata (7 itinéraires dont 2 à Saint-Christophe), ski d'été (2 Alpes), les nombreuses randonnées dont certaines empruntant des refuges (au nombre de 25 en Oisans), etc.

Hôtellerie, hébergement

Plusieurs activités d'hôtellerie/hébergement sont implantées sur la commune.

Le Logis Hôtel « *Le panoramique* » (3 étoiles), situé au village de Mizoën, dispose de 9 chambres (pour 19 couchages) et propose la restauration à ses clients.

On note également la présence de différents gîtes :

- le gîte d'étape et de refuge « l'Emparis », situé au village, d'une capacité de 32 couchages répartis sur 8 chambres ;
- le gîte « La Sarveille » situé au village, d'une capacité de 9 à 11 personnes réparties dans 2 chambres ;
- le gîte « La Sitelle », labéllisé *Gîte de France*, situé au hameau du Singuigneret, dispose d'une capacité d'accueil de 4 personnes ;
- les gîtes « La Gribouillère » et « La Gribouillère 2 », labéllisés *Gîte de France*, situés au hameau du Singuigneret, disposent d'une capacité de 7 personnes, réparties dans 3 chambres.
- Le chalet Limondin d'une capacité de 10 personnes pour 3 chambres, situé aux Aymes
- Le gîte Jouanny d'une capacité de 4 personnes au village,

En complément, 3 refuges sont localisés sur la commune :

- Le refuge des Clots, situé, comme son nom l'indique, au hameau des Clots, sur les contreforts du plateau d'Emparis. Le refuge a une capacité de 20 places, réparties dans 3 dortoirs ;
- Le refuge Les Mouterres, est constitué de deux dortoirs pour une capacité totale de 27 couchages ;
- Le refuge du Fay, situé sur le plateau d'Emparis, le refuge dispose d'une capacité de 24 personnes.

On notera une aire municipale de bivouac de quelques places.

La commune dispose ainsi d'une certaine offre d'accueil touristique (environ 150 lits), sur un segment relativement binaire entre gîtes et refuges. L'offre d'hébergements touristiques est assez représentative de l'offre d'activités touristiques sur la commune, destinée pour majorité à un public de randonneur à la recherche de d'étapes ou de gîtes, et moins à la recherche d'appartements ou villages vacances. L'offre touristique tournée vers la randonnée et la nature permet de répondre aux besoins des visiteurs en période estivale.

5.5. Les activités agricoles

Sources : Agreste, diagnostic agricole et foncier de Ribiers, Ter'aménagement, 2010.

L'analyse des activités agricoles de la commune ci-après est basée sur les données des recensements agricoles 1988, 2000, 2010 et 2020 (date du dernier recensement) réalisés par AGRESTE Auvergne-Rhône-Alpes.
Les exploitations prises en compte sont celles ayant leur siège sur la commune, hors pâturages collectifs.

Sur cette base, l'analyse sur les terres communales est par nature incomplète puisque ces exploitations peuvent avoir potentiellement tout ou partie de leurs terres à l'extérieur du territoire, et à l'opposé, des exploitations extérieures à la commune peuvent exploiter des terres sur le territoire communal.

Enfin, les données du registre parcellaire graphique (RPG) permettent de connaitre les terres déclarées à la PAC (politique agricole commune) dans la partie 2 chapitre 1 paragraphe 2.3 « *Les espaces agricoles* ».

Etat des lieux de l'activité agricole en 2012

Autrefois terres de marchands colporteurs qui se livraient au commerce d'articles de mercerie, de tissus et de plantes de montagnes ou de cristaux, la commune de Mizoën a développé son activité agricole au cours du XVIIIème siècle. A cette période, les cultures prédominantes étaient le seigle, le froment, l'orge, l'avoine, la pomme de terre et d'autres légumes afin de subsister aux besoins alimentaires des habitants de la commune. Les alpages se développent dès lors à partir de 1 700 m d'altitude et s'étendent à travers les vallonnements, jusqu'à 2 400 m d'altitude, sur le plateau d'Emparis.

A l'image des communes de l'Oisans, Mizoën a connu une mutation aboutissant à une baisse du nombre d'exploitation agricole corrélée à une baisse des surfaces agricoles utilisées. Le tableau, ci-après, reprend l'évolution de l'activité agricole entre 1988, 2000, 2010 et 2020 au sein de la commune : on observe une déprise jusqu'en 2000 avec une baisse du nombre d'exploitation entre 2000 et 2010, mais une relance en matière de surfaces utilisées, celles-ci ont doublées sur cette même période.

		Ensemble des exploitations			
Type	**Unité**	**1988**	**2000**	**2010**	**2020**
Exploitation agricole	Nombre	5	5	2	2
Travail	Unité de travail annuel	4	6	2	2
Superficie agricole utilisées	Hectare	112	41	80	68
Cheptel	Unité gros bétail alimentation totale	39	48	47	33

Données de base des exploitation agricoles – Mizoën

Sources : http://recensement-agricole.agriculture.gouv.fr/ *et agreste.agriculture.gouv.fr consulté le 29/01/2025*

En 2020, à Mizoën, la superficie agricole utilisée par les exploitations qui ont leur siège sur la commune est de 68 ha. Depuis 1988, la SAU a donc baissé d'environ 40% avec une perte d'environ 63 % entre 1988 et 2000 puis une surface utile qui a doublé entre 2000 et 2010 pour rechuter en 2020.

À noter que la superficie mobilisée peut être située sur la commune ou en dehors de celle-ci.

En 2020, la SAU de Mizoën est uniquement composée de surfaces de prairies. Les terres labourables, représentant 6 ha de la SAU en 1988, ont complètement disparues dès 2000, faute d'une possible mécanisation. La baisse des SAU sur la commune a donc été principalement causée par une diminution

significative des superficies toujours en herbe utilisées généralement pour le pâturage de troupeaux ou la production de fourrage. Les exploitations agricoles à Mizoën sont principalement axées sur l'élevage.

À Mizoën, les UTA en 2020 équivalent à 2 temps complets annuels, contre 6 en 2000. À noter que le nombre d'UTA a diminué de 66% alors que la SAU a augmenté de 50 % sur la même période. Ainsi, ces variations peuvent être due à l'évolution par extension d'une exploitation agricole ou le rachat d'anciennes terres agricoles par un exploitant.

D'après les données de l'Agreste de 2020, Mizoen est uniquement concernée par des élevages (avec des surfaces agricoles toujours en herbe).
En 2018s'est installé néanmoins un maraicher utilisant une surface relativement restreinte d'environ 4ha.

Le secret statistique ne permet pas de connaître le cheptel 2020, mais permet d'affirmer la présence résiduelle de cheptels de chèvres et de brebis nourrices. En 1988, le nombre d'exploitations de brebis nourrices, principale activité agricole sur la commune, était de 5 contre 3 en 2000, soit une baisse d'environ 66%. Le nombre de bête à quant à lui légèrement augmenté, en passant de 109 à 112 bêtes (soit une augmentation de près de 3%). De même, les chèvres ont doublé entre 1988 et 2000.
Enfin, en 1988, on comptait 4 exploitations de poulets de chair et coqs ainsi que 3 exploitations de vaches laitières. L'évolution de l'exploitation de ces animaux n'a pas été recensée.
Ces données montrent bien que l'activité agricole de la commune était principalement axée sur l'élevage, en particulier de brebis.

La commune aujourd'hui recense directement 2 éleveurs ovins.

La commune de Mizoën se trouve dans le périmètre de plusieurs labels : 4 indications géographiques protégées (IGP). Le tableau ci-après indique les différents produits concernés par ces signes officiels d'identification de la qualité ou de l'origine.

Label	Produit
IGP	Emmental français
IGP	Isère blanc
IGP	Isère rosé
IGP	Isère rouge

Source : https://www.inao.gouv.fr/, consulté le 29/01/2025

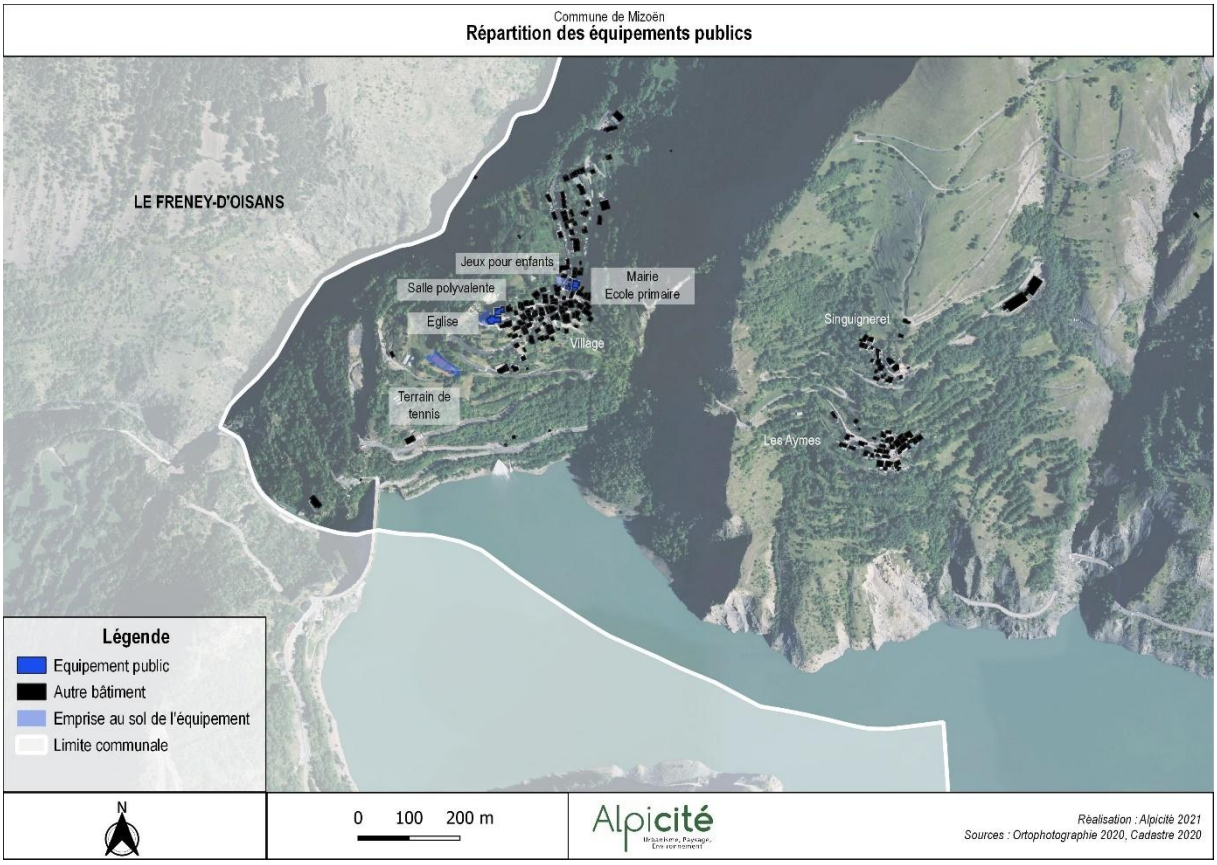
6. LES EQUIPEMENTS ET SERVICES PUBLICS

La commune compte certains équipements publics :

- Une mairie,
- Une église
- Une école maternelle : regroupement scolaire de Besse, Clavans, Le Freney et Mizoën
- Une cantine scolaire
- Une garderie et un centre de loisirs ;
- Un terrain de tennis disponible gratuitement
- Une bibliothèque ouverte toute l'année au centre-village ;
- Une salle polyvalente accueillant des loisirs
- Un terrain multisport et un miniskate park ;
- Un service de portage de repas à domicile pour les personnes âgées ;
- Une via ferrata.

Les équipements disponibles et proposés sont proportionnés à la taille démographique de la commune. Les services en lien avec l'éducation et l'accueil de jeunes enfants sont assurés, quelques installations culturelles sont à disposition, et des lieux d'activités de loisirs sont également disponibles. Eu égard au dimensionnement de la commune, celle-ci présente une liste d'équipements publics adaptés aux familles qu'elle abrite et démontre la volonté de maintenir cela dans le temps.

Les équipements structurants non présents dans la commune se situent, pour les plus près, à Bourg d'Oisans (16 km soit 21 minutes en voiture via la RD1091).



Répartition des équipements publics sur la commune Mizoën

7. LE TISSU ASSOCIATIF

La commune compte 6 associations :

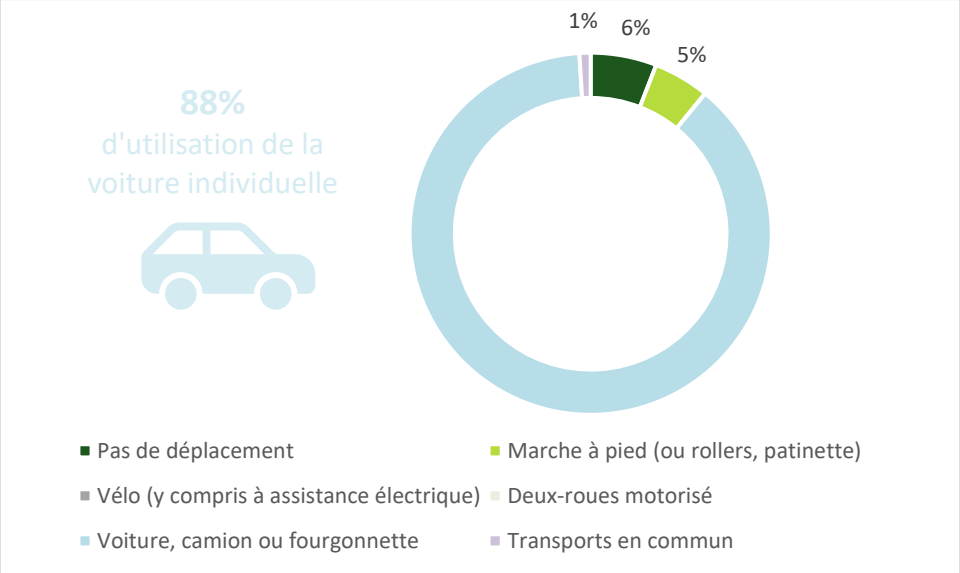
- La chorale « Les Cimes » ;
- Association des éleveurs de Mizoën ;
- Economie et développement local Mizoën ;
- UISSANWATT ;
- Z'Oisans Bikers ;
- Association communale de chasse agrée la diane de Mizoën ;
- Festival des randonnées musicales du Ferrand (FRM).

CHAPITRE 3 : DEPLACEMENTS

Selon l'INSEE, les déplacements domicile/travail en 2018 sont réalisés à 88% en voiture, camion ou fourgonnette. Seul 1% des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi s'y rendent en transport en commun. La faible densité ne favorise pas la mise en place d'un système de transport en commun performant.

De même, la faible concentration de l'emploi corrélée à une majorité des habitants travaillant dans une autre commune, contraint les habitants à dépendre de la voiture individuelle pour les déplacements domicile-travail.

Les modes actifs sont eux aussi peu utilisés : 5% de marche à pied contre aucune utilisation du vélo, qui est due à la topographie de la commune.



Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2021 des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi
Sources : Insee, RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024

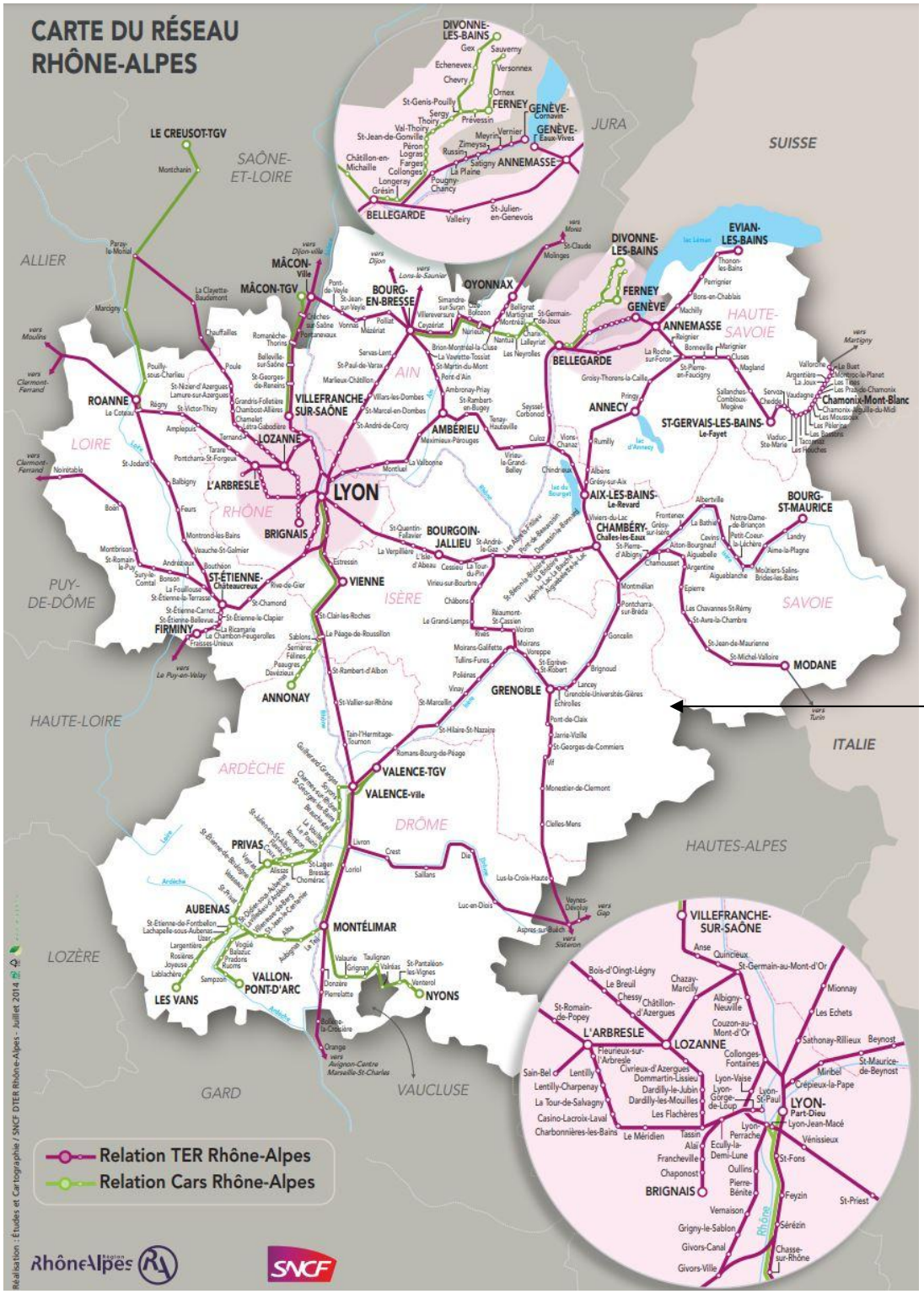
◆ Réseau aérien

L'aéroport le plus proche de Mizoën est celui de Grenoble Alpes Isère, situé à environ 107 km de la commune (trajet d'environ 1h30 via la route départementale 1090 et l'autoroute A480). Il s'agit du 36e aéroport au rang national en termes de trafic passager. Il dessert 14 destinations réparties dans 7 pays.

◆ Réseau ferroviaire

Mizoën n'est pas relié au réseau ferroviaire, et aucune voie ferrée ne traverse le territoire communal.

La gare la plus proche est la gare de Jarrie-Vizille, située sur la commune de Jarrie, à 49,8 km (soit 50 minutes de voiture) de Mizoën et environ 16 km de Grenoble. Cette gare est traversée par la ligne ferroviaire TER reliant Sisteron à Grenoble (1 arrêts en direction de Grenoble et environ 9 arrêts en direction de Sisteron, avec une correspondance en bus).



Carte du réseau TER et Cars Rhône-Alpes
Sources : http://cdn.ter.sncf.com

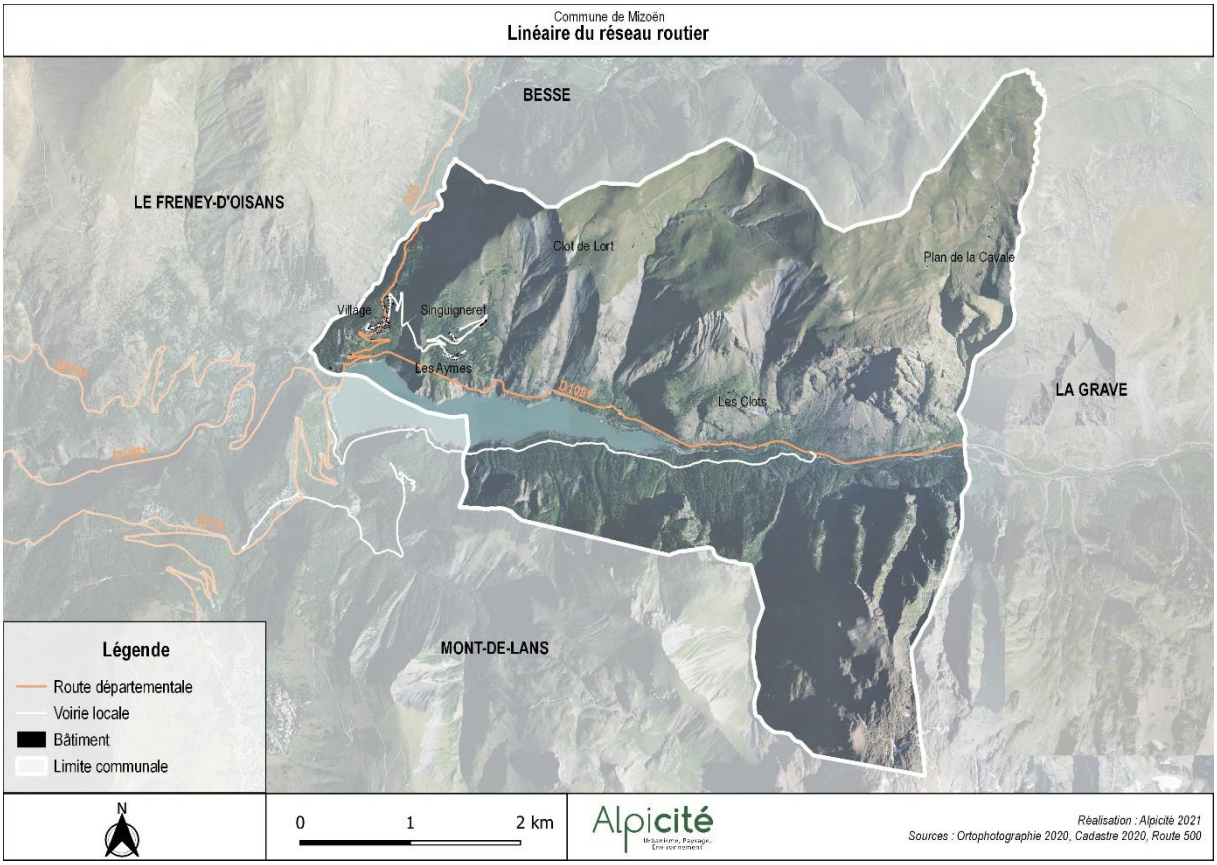
- Le réseau routier

Mizoën est traversée par une voie à grande circulation : la RD 1091, identifiée comme tel par le décret n°2010-578 du 31 mai 2010 fixant la liste des routes à grande circulation, soit loi Barnier. Cet axe départemental permet de relier Briançon à la commune de Vizille située à 17 km au sud de Grenoble (environ 30 minutes par la route).

Les axes départementaux qui maillent le territoire communal sont :

- La route D 1091 est située au sud du village de Mizoën et long le Lac de Chambon ;
- La route D 25, relie la route D1091 aux communes de Besse et Clavans, en traversant le village de Mizoën.

La voirie communale assure quant à elle un maillage satisfaisant du territoire : celle-ci dessert essentiellement les villages et hameaux locaux ainsi que les constructions isolées.



Carte du linéaire du réseau routier

◆ Les modes doux

Une piste cyclable a été créée sur la route de secours qui avait été mise en place lors des mouvements de terrain de 2015. Plusieurs sentiers VTT traversent la commune et permettent notamment de rejoindre la Plateau d'Emparis. Si des aménagements vélo existent aujourd'hui sur la commune, ils sont davantage liés à un usage de loisirs qu'à une utilisation à des fins de mobilité au quotidien. Ainsi, les sentiers existants sur la commune ne sont pas adaptés à une utilisation pour des déplacements domiciles – travail.

En 2023 des travaux de sécurisation ont été réalisés dans la traversée du village pour abaisser la vitesse des véhicules avec l'aménagement d'un cheminement piéton et de zones de partage de la chaussée (damier).



Route départementale D25 *Rue du Dauphin, village de Mizoën*



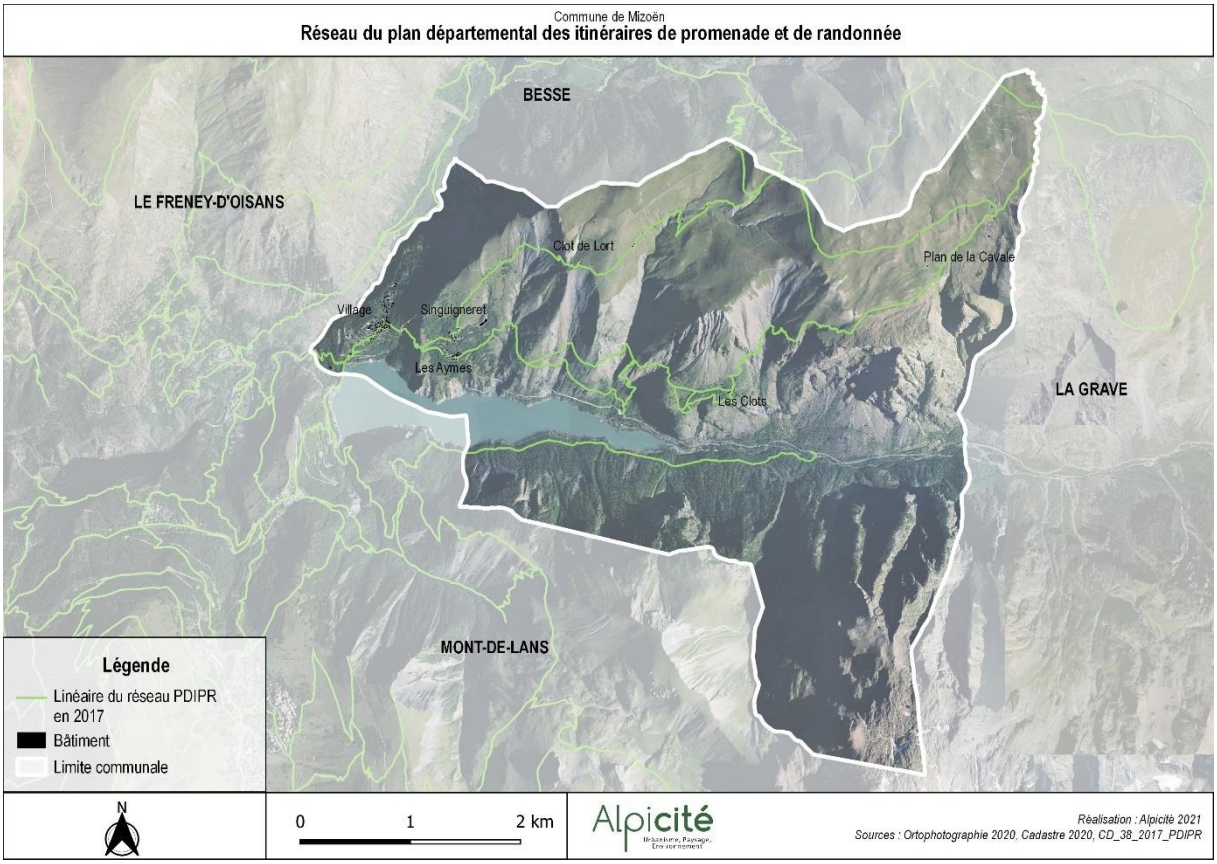
Voirie locale du hameau Les Aymes

Plusieurs sentiers de randonnée existent en dehors des zones urbaines. Trois sentiers partent du village de Mizoën :

- la montée jusqu'au refuge des Clots ;
- la montée jusqu'au refuge du Fay et Mouterres ;
- l'ascension vers le plateau d'Emparis.

Deux sentiers de trail traversent la commune :

- le tour du plateau d'Emparis (43,3 km);
- le tour des 3 monts (45,8 km).



Carte du linéaire du réseau PDRIPR de la commune de Mizoën

Les transports en commun

Mizoën est accessible toute l'année en bus via un réseau de transport routier de voyageur proposé par la Région (ligne BDO02). Cette ligne relie la commune à Bourg d'Oisans, Le Freney et Auris.

Il est possible d'accéder à la commune depuis Grenoble grâce à la ligne régionale : LER 35 qui relie Briançon et Grenoble. Cette ligne ne permet pas d'accéder au village, l'arrêt de bus le plus proche est situé au au Freney d'Oisans.

Depuis 2024, une navette estivale ValFerrand circule entre le 1er juillet et le 31 août en reliant les communes de Besse, Clavans, Mizoën, le Freney d'Oisans et Bourg d'Oisans.

Une navette hebdomadaire permet de transporter les habitants de la vallée du Ferrand vers le marché de Bourg d'Oisans tous les samedi matin.

En 2025 une navette estivale a été mise en place le mercredi matin pour transporter les habitants de la vallée du Ferrand vers le marché de Mont-de-Lans.

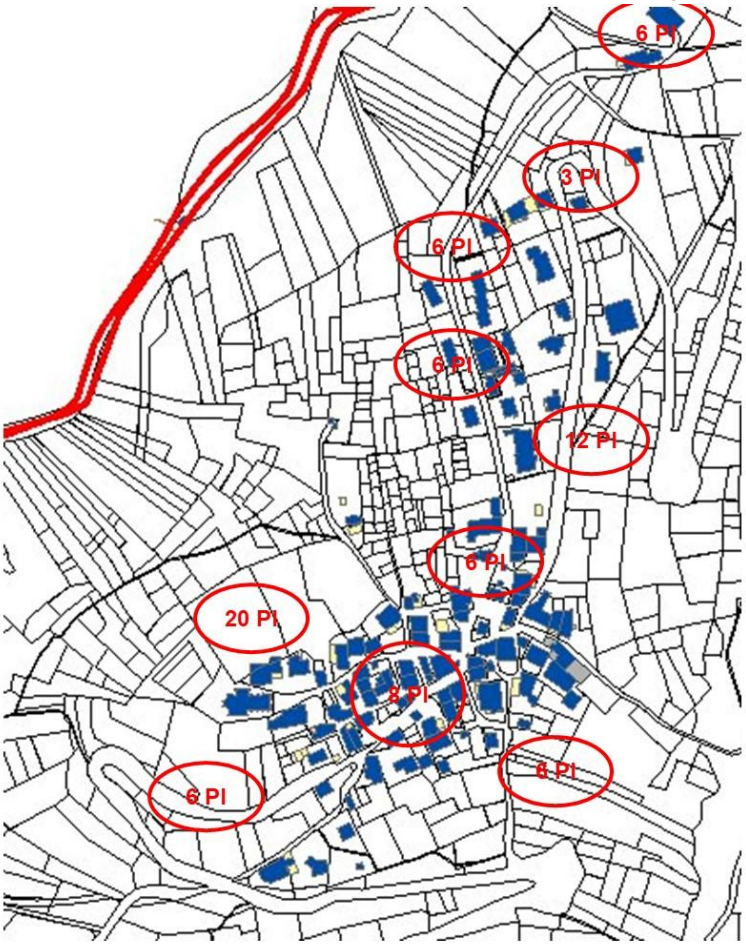
Le covoiturage

Aucune aire de covoiturage n'est recensée sur la commune. Néanmoins il est à noter le déploiement en 2022 sur l'Oisans du Rézo Pouce (système de mise en relation de conducteurs et d'autostoppeurs via des points de rencontre notamment).

Le stationnement

L'ensemble des places de stationnement public sont gratuites sur la commune.
79 places ont été identifiées sur le village (carte ci-dessous).

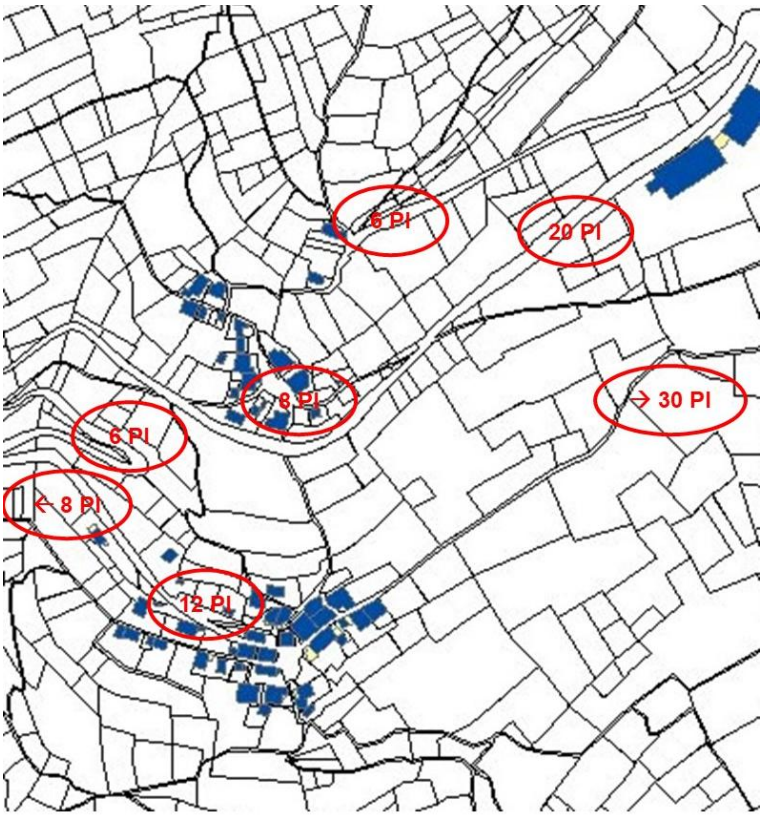
Implantation des parkings publics sur le village ; source : commune



MIZOËN LE VILLAGE : Places de parkings

88 places de parking ont été recensées par la commune sur le secteur des hameaux. Ils viennent assurer la possibilité de stationner pour les zones urbanisées mais également pour les départs de randonnée.

Localisation des places de parking sur les hameaux ; source : commune



MIZOËN LES HAMEAUX : Places de parkings

Il existe par ailleurs 1 borne électrique pour les vélos au niveau du Bar/Restaurant sur le village, libre d'accès avec des câbles d'adaptation pour presque toutes les marques de vélos (charge 7KW).
Il existe à cet emplacement également environ 8 places de stationnement vélo, uniquement accessible l'été.
Une borne de recharge de secours pour voiture électrique est également disponible au même endroit.

À RETENIR :

Dynamique démographique

- 190 habitants en 2021 ;
- Une augmentation continue de la population entre 1968 et 2013 avec un léger déclin depuis, plutôt générés par l'évolution du solde migratoire.

Composition des ménages

- Une taille des ménages (2,16) légèrement inférieure à la moyenne nationale ;
- Une ancienneté d'emménagement équilibrée entre les habitants résidents de longue date et les habitants récemment installés.

Population active, chômage, formation

- 81 % d'actifs en 2021 ayant un emploi mais dont 85% exercent leurs activités dans une autre commune.
- Si quelques entreprises sont présentes sur le territoire, la commune n'est pas polarisante en matière d'emploi.

Habitat et logements :

- 162 logements pour 190 habitants en 2021 dont :
  - 54 % sont des résidences principales ;
  - 42 % de résidences secondaires et logements occasionnels ;
  - 4 % de logements vacants ;
- 82 % du parc de logement est composé de maisons ;
- Près de la moitié des résidences ont été achevées entre 1946 et 1990.

Économie locale

- Peu de commerces (restauration essentiellement).
- Une activité agricole en déclin.

Équipements et services

- Présence d'équipements adaptés à la démographie de la commune. Les équipements structurants sont localisés sur les communes à proximité en particulier Bourg d'Oisans.

Déplacements

- Mizoën est située sur un axe routier traversant reliant les Hautes Alpes ;
- Transports en commun : peu développés sur le territoire. La ligne régionale reliant Grenoble à Briançon ne s'arrête pas dans le village.
- Une capacité totale de 167 places de stationnement « auto », ainsi que 1 borne de rechargement de secours pour véhicules hybrides et électriques ainsi que pour vélo. Une capacité de stationnement de 8 vélos située sur le village.

PARTIE 2 : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

CHAPITRE 1 : L'ENVIRONNEMENT NATUREL

1. CARACTERISTIQUES ENVIRONNEMENTALES

1.1. Topographie

Située dans la vallée très encaissée de la Romanche au niveau du Lac du Chambon, la commune fait partie du territoire de l'Oisans. La région du Haut Oisans, au cœur des Grandes Alpes dauphinoises, s'articule autour de la partie haute de la vallée de la Romanche et de ses deux affluents principaux : le Ferrand et le Vénéon. Etablie dans la partie sud-est du département de l'Isère, la vallée s'insère profondément à l'intérieur du massif alpin, la Romanche prenant sa source sur la partie orientale du Massif de la Meije. C'est une ambiance fortement minérale de haute montagne glaciaire et rocheuse qui prédomine sur la région du Haut Oisans.

Le territoire de la commune de Mizoën s'étend de part et d'autre de la Romanche : en rive droite à 1040 mètres au niveau du Lac du Chambon, à 2362 mètres d'altitude sur le petit sommet du Surre Saroi au sein du Plateau d'Emparis. En rive gauche, il culmine à 3000 mètres d'altitude non loin du glacier de Mont de Lans. Il est délimité à l'Ouest par le torrent du Ferrand et à l'Est par le Torrent du Rif Tort.

Le territoire communal, en rive gauche de la Romanche présente de très forts dénivelés rocheux, orientés au Nord où l'homme n'a pas pu s'installer. Vers le sommet, quelques petits lacs et neiges éternelles annoncent les prémices du célèbre glacier de Mont de Lans. Ce secteur difficile d'accès n'est parcouru par aucun sentier de randonnée.

L'homme a préféré s'installer sur la rive droite de la Romanche, plus ensoleillée, mais surtout qui présente davantage de petits replats et de plus faibles pentes plus propices à l'installation des villages et à l'agriculture. Néanmoins, ces conditions plus hospitalières restent rares ce qui explique la faible présence d'urbanisation dans cette commune.

C'est sur les hauteurs de la rive droite, entre 1800 et 2360 mètres d'altitude que l'on trouve de plus d'espaces à faible pente constituant le prolongement du Plateau d'Emparis. Ce grand paysage de pelouses alpines a offert les conditions idéales pour l'installation d'une multitude de chalets d'alpages et de grands troupeaux durant l'été. Aujourd'hui encore, même si les chalets n'ont plus la même utilité, ce plateau d'altitude reste un pâturage d'estive très fréquenté par le bétail.



La rive gauche du Lac



La rive droite depuis les 2 Alpes



Le lac du Chambon depuis le barrage



Pâturages près des villages



Le plateau d'Emparis

1.2. Géologie

Sources : GIDON M., http://www.geol-alp.com/

Le site Géol-alp, créé par Maurice GIDON, présente une analyse détaillée de la géologie de la commune. Les informations ici présentées sont extraites de ce site.

« La splendide voûte de béton du barrage du Chambon a un dessin concave vers l'aval : cela qui lui permet de s'appuyer, des deux côtés, sur les piliers rocheux naturels particulièrement rapprochés qu'offraient là les deux versants de la vallée. Ceux-ci sont formés par le bord oriental des affleurements de socle cristallin du bloc des Grandes Rousses. Ces roches y forment un verrou bien caractérisé, que la Romanche traverse par une gorge étroite qui débouche au village du Fréney et qui est limitée du côté oriental par le mur naturel édifié par la faille du Chambon. Les appuis du barrage ont d'ailleurs été emplacés à l'endroit exact où ce mur tranche vers le haut le contact entre les affleurements du socle cristallin et leur couverture sédimentaire triasique (ce qui limitait vers le haut la capacité de rétention de la retenue) ».*



Le barrage de Chambon vu du nord, depuis les pentes sud-orientales de la Croix de Cassini / f.Ch = faille du Chambon
Source : http://www.geol-alp.com/h_oisans/lieux/romanche/chambon.html

En amont de cette faille majeure la vallée s'est creusée dans les terrains plus ou moins marneux qui occupent l'hémigraben du Ferrand. Cela a favorisé son épanouissement latéral et augmente le volume du lac de retenue.



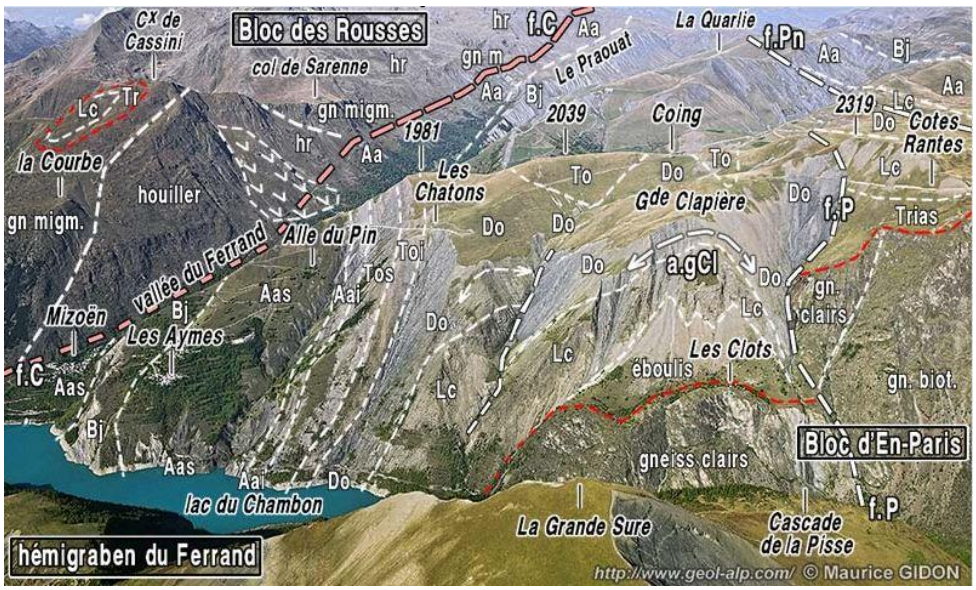
Le site du barrage de Chambon vu du sud (rive gauche de la Romanche), depuis l'échine du Fioc (ouest des Deux-Alpes) / f.Ch = faille du Chambon, s.P – syndicat du Praouat, f.Ca = faille de Cassini
Source : http://www.geol-alp.com/h_oisans/lieux/romanche/chambon.html

Mais, même dans la couverture sédimentaire qui affleure en amont du barrage, la vallée de la Romanche garde des versants très abrupts. La roche y est souvent à nu dans des ravines qui suivent les niveaux les plus marneux, ce qui met en évidence le fait que les couches y plongent dans l'ensemble fortement vers l'amont.



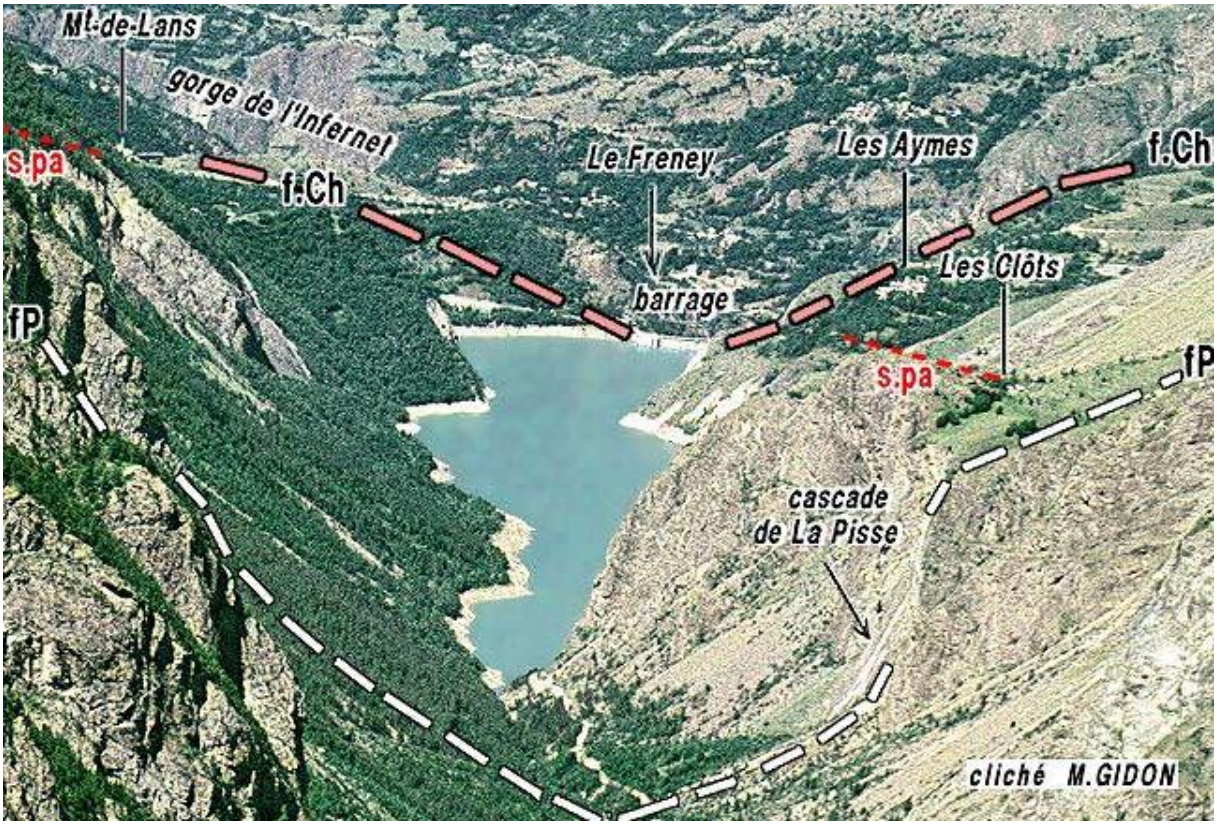
Le site du barrage de Chambon vu du sud (rive gauche), depuis les pentes sud-orientlales de la Croix de Cassini
f.Ch = faille du Chambon, s.P – syndicat du Praouat, f.Ca= faille de Cassini
Source : http://www.geol-alp.com/h_oisans/lieux/romanche/chambon.html

Cette disposition apparemment monoclinale masque le fait que la succession y est en réalité redoublée par un grand pli à dessin isoclinal* (c'est-à-dire à flancs presque parallèles). En effet les abrupts bajociens qui dominent Mizoën en rive droite et soutiennent le village de Cuculet en rive gauche sont encadrés de part et d'autre par les schistes aaléniens. Ils représentent le cœur d'un synclinal du Praouat (voir la page "Ferrand") dont le plan axial est fortement déjeté vers l'ouest.



La rive droite de la Romanche en amont du Chambon vue du sud, d'avion depuis l'aplomb de la Belle Etoile / f.Ch = faille du Chambon, a.gC= anticlinal de la Grande Clapière, f.P = faille de la Pisse, f.Pn = faille des Prés Nouveaux
Source : http://www.geol-alp.com/h_oisans/lieux/romanche/chambon.html

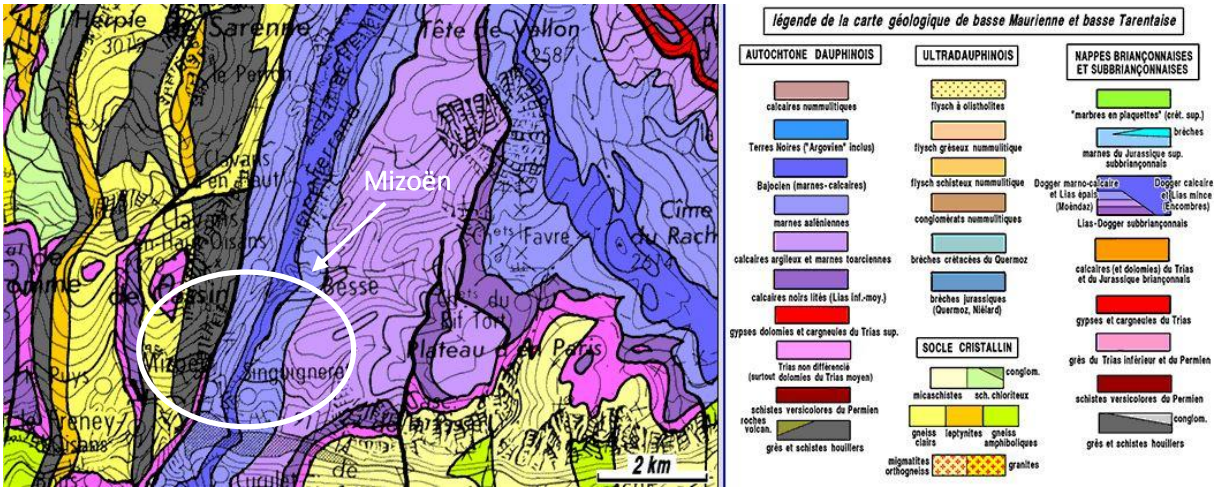
Cette vue, prise de plus haut, montre mieux les rapports avec les secteurs voisins, mais elle est plus oblique à l'axe des structures, sauf en ce qui concerne la faille de La Pisse ; noter la torsion de la surface de cassure de cette faille, résultat probable d'un "emboutissage de ses deux lèvres lors des serrages tardifs.
Le flanc oriental de ce grand pli correspond à l'ancienne surface de la pénéplaine anté-triasique, qui dessine, quant à elle, un gros anticlinal déjeté vers l'ouest au flanc ouest du bloc d'En-Paris (voir la page "En-Paris occidental"). La surface du socle cristallin de ce bloc est atteinte le long de la N.91 à l'endroit où, environ 3 km en amont du barrage, la route s'engage dans la "Combe de Malaval" par un court tunnel. En ce point la surface du socle, presque verticale, forme le flanc ouest d'un anticlinal en genou dont on trouve le flanc normal 500 m plus haut, déterminant le replat des Clots où le socle, dénudé forme un bel épaulement glaciaire (voir la page "En-Paris W").



La gorge de la Romanhe et la retenue du Chambon vues de l'est, depuis la crête du Peyrou d'aval (à l'ouest du refuge Chancel) / f.P = faille de la Pisse, f.Ch = faille du Chambon, s.pa = surface de la pénéplaine anti-triasique, Source : http://www.geol-alp.com/h_oisans/lieux/romanche/chambon.html

Le profil de la gorge, avec ses flancs trop abrupts pour converger vers le lit du torrent est typique de son modelage par le passage d'un glacier. Mais elle n'a pas un véritable profil en U car le fond d'auge est encombré par des jupes d'éboulis. D'autre part, l'emplacement des épaulements ne correpond pas au sommet du remplissage par la glace mais au changement de la nature de la roche (surface de la pénéplaine anti-triasique).
La surface de la pénéplane anté-triasique est nettement plus élevée en rive gauche qu'en rive droite ; mais cette dénivellation n'est aucunement en rapport avec la présence d'un mythique accident qui suivrait le tracé de la gorge : elle s'explique simplement par l'inclinaison de cette surface vers le nord, c'est-à-dire de gauche à droite (c'est ce qu'exprime bien le tracé des lignes de petits tirets rouges, qui correspondent parfaitement, d'une rive à l'autre).

D'autre part la surface supérieure de l'anticlinal s'élève sensiblement, de la rive droite vers la rive gauche de la vallée. C'est ainsi que, un peu plus à l'est, elle passe d'environ 2200 (à En-Paris) à environ 3200 au Jandri (glacier du Mont-de-Lans). Mais il n'y a aucun indice que cela résulte d'un accident tectonique et cette dénivellation est le fait de la seule inclinaison de cette surface, laquelle résulte du bombement du massif du Pelvoux : la localisation du tracé de la Combe de Malaval, en fait orthogonale aux structures de ce secteur, est donc certainement le résultat d'un phénomène de surimposition* d'un tracé sans doute antérieur à la surrection de ce massif.



Carte géologique simplifiée du versant septentrional de la Romanche en aval de La Grave
Source : http://www.geol-alp.com/h_oisans/lieux/romanche/chambon.html

1.3. Réseau hydrographique

❖ *La Romanche*

Le principal cours d'eau de la commune est la Romanche, qui compte 58 affluents référencés. Il s'agit d'une rivière qui prend sa source au glacier de la Plate des Agneaux, dans la partie nord du massif des Ecrins et conflue dans le Drac, en rive droite entre Champ-sur-Drac et Varces-Allières-et-Risset, au sud de Grenoble. Par conséquent, le cours d'eau est un affluent secondaire de l'Isère et tertiaire du Rhône, il traverse deux départements : les Hautes-Alpes (région Provence-Alpes-Côte d'Azur) et l'Isère (région Auvergne-Rhône-Alpes).

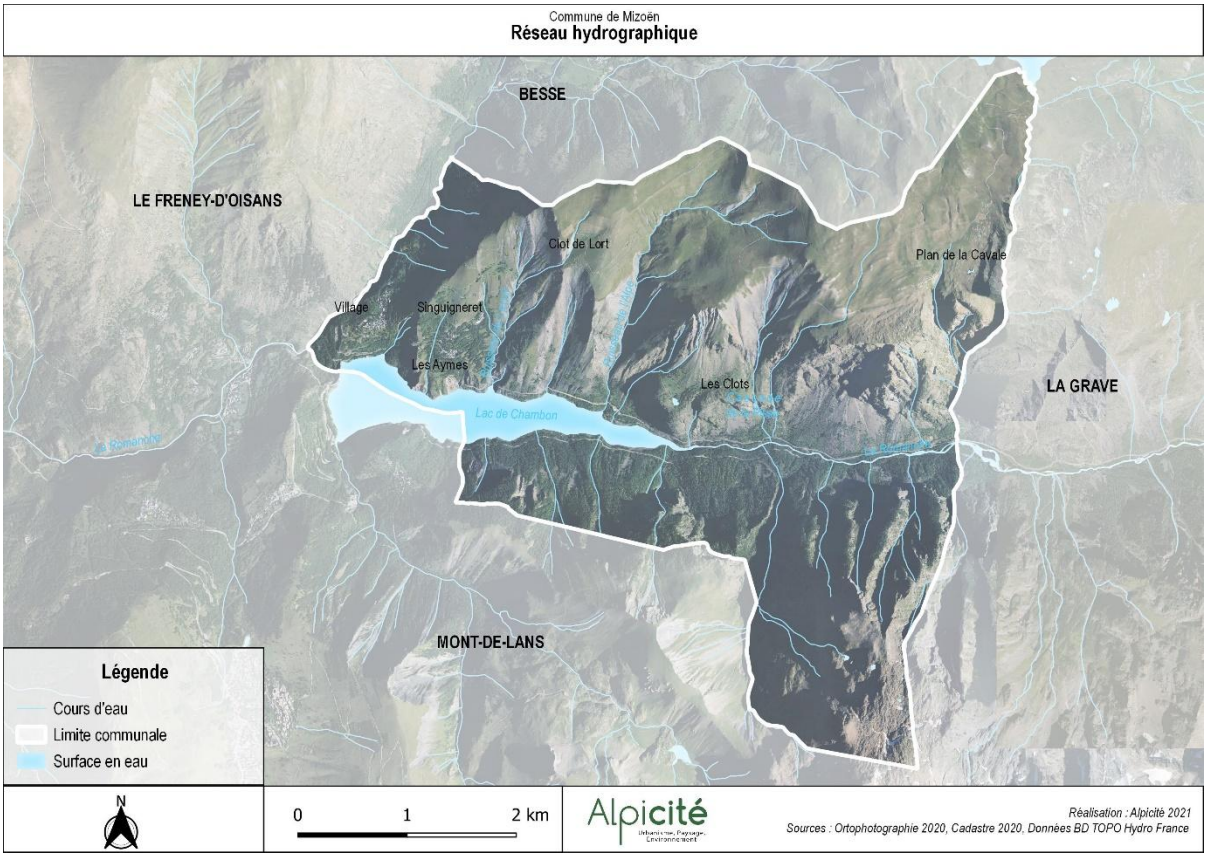
La Romanche est un torrent alpin dont le lit est préservé par sa localisation au sein du Parc national des Ecrins. Son cours inférieur est relativement artificialisé de par sa traversée de barrages formant des retenues, notamment le lac de Chambon, localisé sur la commune de Mizoën.

❖ *Le Lac de Chambon*

D'une superficie de 1,4 km² à 1 040 m d'altitude, le Lac du Chambon est une retenue créée par la construction du barrage de Chambon. Situé au sud de la route départementale D1091, le site accueillait autrefois les villages du Chambon, du Dauphin et de Parizet, qui ont progressivement été ensevelis par la mise en eau du barrage en avril 1935.

❖ *Réseau hydrographique communal*

Le réseau hydrographique communal est composé de nombreux cours d'eau intermittents qui constituent des torrents et eaux de ruissellements en fond de ravins. Le réseau hydrographique se compose de cours d'eau de type torrentiel, conséquence de leur environnement montagnard alpin.



Réseau hydrographique de la commune de Mizoën

1.4. Climat

Le climat correspond aux conditions météorologiques moyennes (températures, précipitations, ensoleillement, humidité de l'air, vitesse des vents, etc.) qui règnent sur une région donnée durant une longue période. Pour l'Organisation météorologique mondiale, celui-ci est à apprécier sur une période d'au minimum 30 ans.

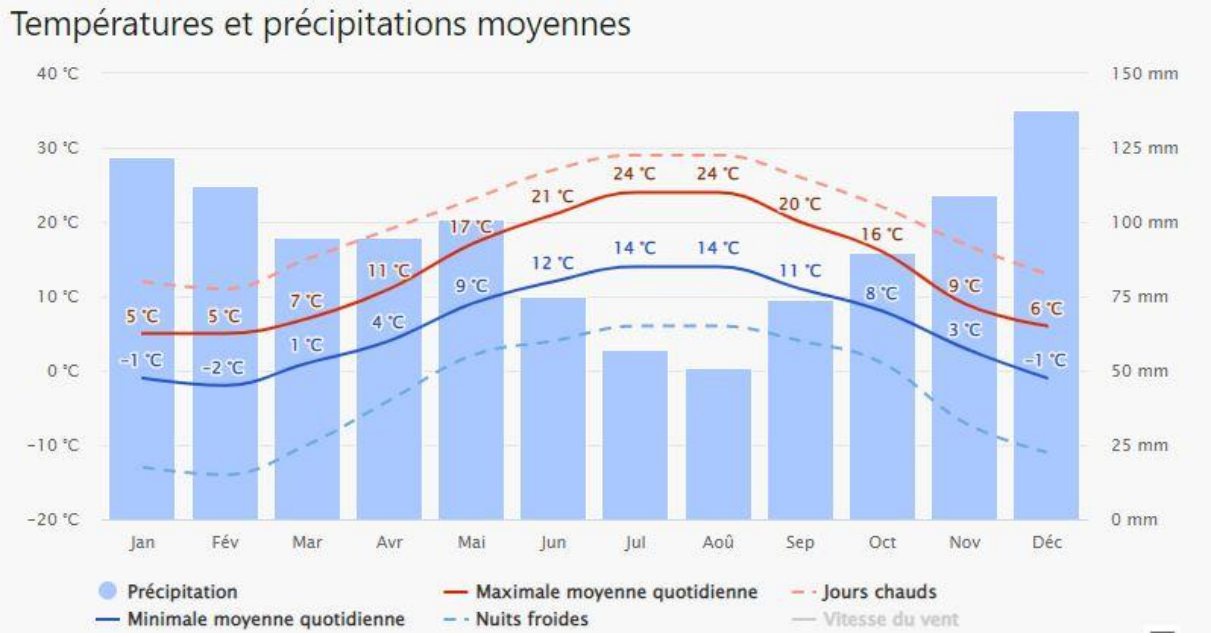
Le climat actuel de Mizoën

Mizoën est soumis à un climat de type montagnard continental. Le Haut Oisans est globalement soumis à ce type de climat, présentant des étés relativement secs et chauds et des hivers froids et connaît un phénomène d'ombre pluviométrique, avec seulement 800 millimètres de précipitations moyennes dans le secteur de Mizoën et de Saint-Christophe-en-Oisans.

Le climat montagnard continental se rapproche des caractéristiques du climat semi-continental. On retrouve ce type de climat sur les zones montagneuses telles que les Pyrénées, les Alpes, le Massif-Central, le Jura, Vosges et la montagne corse. En hiver les chutes de neige sont fréquentes et abondantes et le mercure peut descendre bien bas, parfois en dessous des -20°C. Il peut neiger du milieu de l'automne à la moitié/fin du printemps (cela varie en fonction de l'altitude).

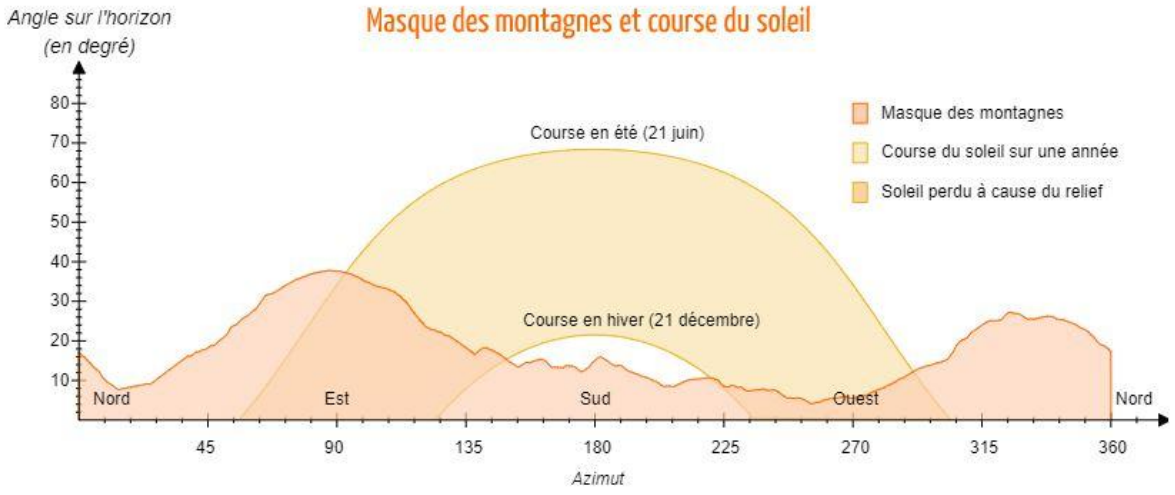
En été, les orages sont très fréquents (presque journaliers), les températures sont plutôt clémentes en altitude mais les vallées peuvent devenir de vraies fournaises, c'est ce que l'on appelle des trous à chaud (TAC). De la même manière, lors d'inversions thermiques, les vallées peuvent se transformer en "congélateur", c'est à dire des trous à froid ou TAF.

Le climatogramme Mizoën est reporté ci-après, et correspond à un climat montagnard, avec des hivers rudes accompagnées de chutes de neige, mais ainsi que des étés doux.



Climatogramme de la station climatique de Mizoën
Sources : Météofrance, http://www.meteofrance.com/climat/

La topographie de la commune induit des masques solaires importants à l'est et au nord. Néanmoins, l'orientation des espaces urbanisées vers le sud permet à cette commune, pourtant situé en fond de vallées, de disposer d'un bon ensoleillement



Masque solaire de Mizoën
Sources : Heliorama, http://www.heliorama.com

Le changement climatique à l'échelle globale

Sources : corpus, 2019, Réchauffement planétaire de 1,5 °C, résumé à l'intention des décideurs, GIEC, 26 p. [en ligne] https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/09/IPCC-Special-Report-1.5-SPM_fr.pdf

Le fait que les activités humaines ont des conséquences manifestes sur le climat fait consensus au sein du monde scientifique. Si la prise de conscience de ce changement climatique date des années 1970, peu a été fait jusqu'à présent pour limiter son ampleur. En novembre 2019, 11 000 scientifiques issus

d'un large éventail de disciplines appellent à intervenir face à l'urgence de contenir le changement climatique, dont les conséquences pourraient être dramatiques à l'échelle planétaire si les mesures prises ne sont pas à la hauteur des défis à relever.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a été créé en 1988 en vue de fournir des évaluations détaillées de l'état des connaissances scientifiques, techniques et socio-économiques sur les changements climatiques, leurs causes, leurs répercussions potentielles et les stratégies de parade. Les graphiques et autres données commentées dans les paragraphes suivants sont extraits du rapport « Réchauffement planétaire de 1,5°C du GIEC rédigé en 2019 (résumé à l'intention des décideurs).

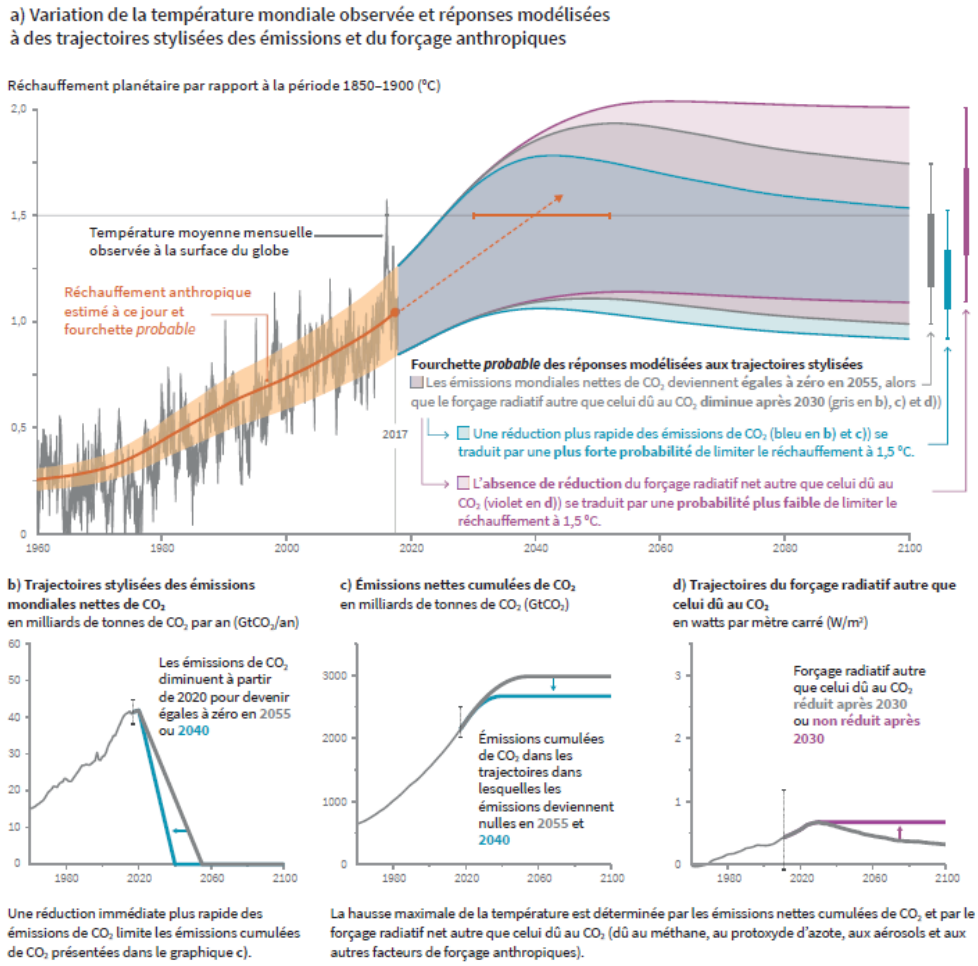
Les graphiques ci-après indiquent les températures moyennes mensuelles observées à la surface du globe jusqu'en 2017, puis présentent trois scénarios d'évolution de température :

- Un premier scénario, impliquant des émissions mondiales nettes de CO_2 nulles à partir de 2055, avec une diminution du forçage radiatif[2] autre que celui dû au CO_2 après 2030 (en gris) ;
- Un deuxième scénario, qui implique une réduction plus rapide des émissions de CO_2, avec des émissions mondiales nettes de CO_2 nulles à partir de 2040 (en bleu) ;
- Un troisième scénario, impliquant des émissions mondiales nettes de CO_2 nulles à partir de 2055 mais aucune diminution du forçage radiatif autre que celui dû au CO_2 ;

Les trois scénarios permettraient de limiter le réchauffement climatique à 1,5 ou 2°C par rapport aux niveaux préindustriels. Comme l'illustre le graphique b), les trois scénarios impliquent cependant une « réduction drastique » des émissions mondiales nettes du CO_2, qui continuent actuellement encore d'augmenter à l'échelle mondiale, malgré les accords internationaux visant une diminution des émissions de CO_2 (à l'échelle mondiale, le Protocole de Kyoto pour les périodes 2008-2012 et 2013-2020, l'accord de Paris pour l'après 2020). Sans changement systémique radical, aucun de ces trois scénarios ne semblent aujourd'hui atteignable. Des experts ont récemment indiqué que si rien n'est fait pour limiter les émissions de gaz à effet de serre, le réchauffement climatique pourrait atteindre 7 °C d'ici à la fin du siècle[3].

[2] Le forçage radiatif est « l'équilibre entre le rayonnement solaire entrant et les émissions de rayonnements infrarouges sortant de l'atmosphère ». Il se mesure en W/m². Le GIEC utilise ce terme afin d'évaluer l'impact de différents facteurs (les émissions de CO2, l'albédo, les aérosols, etc.) sur le bilan énergétique de la Terre.

[3] GARRIC A., *« Jusqu'à + 7 °C en 2100 : les experts français du climat aggravent leurs projections sur le réchauffement* » in Le Monde, 17 septembre 2019 [en ligne] https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/09/17/jusqu-a-7-c-en-2100-les-experts-francais-du-climat-aggravent-leurs-projections-sur-le-rechauffement_5511336_3244.html



Réchauffement planétaire par rapport à la période 1850-1900 et trajectoires stylisées des émissions et du forçage anthropique pour maintenir un réchauffement au-dessous de 2°C par rapport à la période de référence 1850-1900

Source : corpus, 2019, Réchauffement planétaire de 1,5 °C, résumé à l'intention des décideurs, GIEC, p. 8

✧ *Changements climatiques anticipés, impacts potentiels de ces changements et risques connexes*

Le GIEC indique, pour une augmentation de +1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels :

- Une augmentation des extrêmes de température sur les terres émergées (évaluée à environ +3°C aux latitudes moyennes) – *degré de confiance élevé* ;
- Une élévation du niveau de la mer qui se poursuivra bien au-delà de 2100 – *degré de confiance élevé* ;
- 9,6 % des insectes, 8 % des plantes et 4 % des vertébrés perdront plus de la moitié de l'aire de leur niche climatique (sur 105 000 espèces étudiées) – *degré de confiance moyen* ;
- Un été arctique sans glace de mer par siècle – *degré de confiance élevé* ;
- Un déplacement des aires de distribution de nombreuses espèces marines vers des latitudes plus élevées aggravant les dommages infligés à de nombreux écosystèmes (avec notamment une dégradation des récifs coralliens qui devrait se poursuivre et toucher 70 à 90 % d'entre eux – *degré de confiance très élevé* ;
- Une exposition de façon disproportionnée aux conséquences néfastes du réchauffement planétaire des populations défavorisées et vulnérables, de certains peuples autochtones et des communautés locales tributaires de moyens de subsistance liés à l'agriculture et aux ressources côtières – *degré de confiance élevé ;*
- Une augmentation de la morbidité et la mortalité liées à la chaleur (*degré de confiance très élevé*), de la mortalité liée à l'ozone si les émissions nécessaires à la formation d'ozone restent

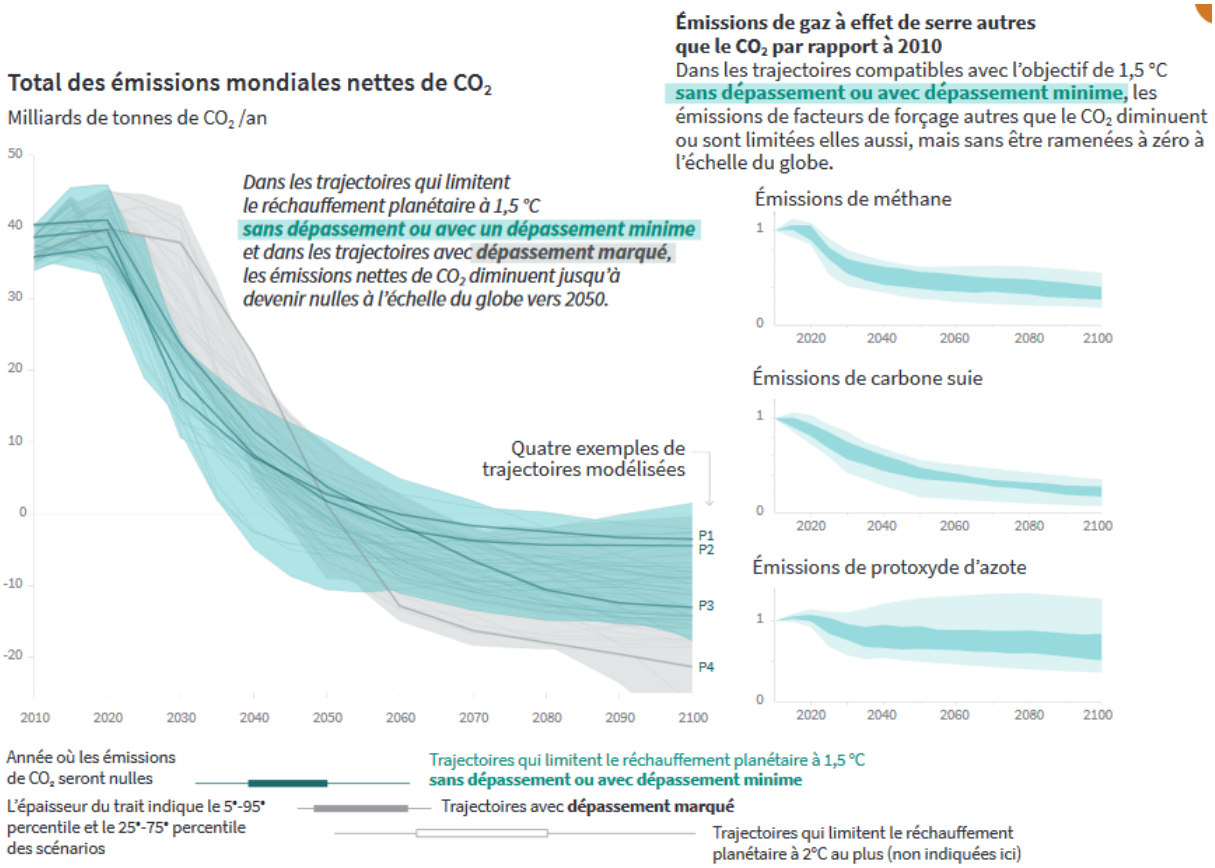
élevées (*degré de confiance élevé*) et une augmentation des risques associés à certaines maladies à transmission vectorielle telles que le paludisme ou la dengue, y compris par suite de déplacements potentiels de l'aire d'extension géographique de ces maladies (*degré de confiance élevé*) ;
- Une réduction du rendement des cultures de maïs, de riz et de blé et, potentiellement, des autres cultures céréalières, notamment en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud-Est et en Amérique centrale et du Sud, ainsi que de la qualité nutritionnelle – qui dépend de la concentration de CO_2 – du riz et du blé (*degré de confiance élevé*) ;
- Une augmentation de la population mondiale exposée à une intensification du stress hydrique due au changement climatique

Pour une augmentation de +2°C par rapport aux niveaux préindustriels, les mêmes tendances sont projetées, mais de façon plus marquée. Par exemple :
- L'augmentation des extrêmes de température sur les terres émergées est évaluée à environ +4°C aux latitudes moyennes avec un scénario de +2°C – *degré de confiance élevé* ;
- 18 % des insectes, 16 % des plantes et 8 % des vertébrés perdront plus de la moitié de l'aire de leur niche climatique (sur 105 000 espèces étudiées) – *degré de confiance moyen* ;
- Un été arctique sans glace de mer décennie – *degré de confiance élevé* ;
- La dégradation de plus de 99% des récifs coralliens – *degré de confiance très élevé* ;
- Une fraction de la population mondiale exposée à une intensification du stress hydrique due au changement climatique augmentée de 50% par rapport à un scénario à +1,5°C.

✧ *Trajectoires d'émissions et transitions systémiques compatibles avec un réchauffement planétaire de 1,5 °C*

Les trajectoires modélisées qui limitent le réchauffement planétaire à 1,5 °C sans dépassement ou avec un dépassement minime nécessitent d'importantes réductions des émissions de méthane et de carbone suie (35 % ou plus dans les deux cas d'ici à 2050 par rapport à 2010). Ces trajectoires impliquent également la réduction de la plupart des aérosols qui ont un effet refroidissant sur le climat, ce qui neutralise en partie les effets des mesures d'atténuation pendant deux à trois décennies. La forte demande de bioénergie peut augmenter les émissions de protoxyde d'azote dans certaines trajectoires axées sur l'objectif de 1,5 °C, ce qui souligne à quel point il importe d'adopter des méthodes de gestion appropriées.

Quant au CO_2, limiter le réchauffement planétaire impose de limiter le total des émissions anthropiques mondiales cumulées de CO_2 depuis l'époque préindustrielle, c'est-à-dire de rester dans les limites d'un budget carbone total (*degré de confiance élevé*). Les graphiques ci-après permettent d'illustrer la réduction des émissions mondiales nettes de CO_2, méthane, carbone suie et protoxyde d'azote nécessaires afin de rester dans une trajectoire de +1,5°C à l'échelle planétaire par rapport aux niveaux préindustriels.



Émissions de gaz à effet de par rapport à 2010 dans les trajectoires compatibles avec l'objectif de 1,5 °C (sans dépassement ou avecdépassement minime)

Source : corpus, 2019, Réchauffement planétaire de 1,5 °C, résumé à l'intention des décideurs, GIEC, p. 15

Les trajectoires qui limitent le réchauffement planétaire à 1,5 °C sans dépassement ou avec un dépassement minime exigeraient des transitions rapides et radicales dans les domaines de l'énergie, de l'aménagement des terres, de l'urbanisme, des infrastructures (y compris transports et bâtiments) et des systèmes industriels (*degré de confiance élevé*). Ces transitions systémiques sont sans précédent pour ce qui est de leur ampleur, mais pas nécessairement de leur rythme, et supposent des réductions considérables des émissions dans tous les secteurs, un large éventail d'options en matière d'atténuation et une hausse nette des investissements dans ces options (*degré de confiance moyen*).

Les évolutions du climat attendues à moyen terme à l'échelle de l'ancienne région Rhône-Alpes

Source : https://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/analyses-thematiques/climat/impacts-du-changement-climatique, site de l'Observatoire régional climat air énergie Auvergne-Rhône-Alpes, consulté le 21/09/2021

A l'échelle régionale, l'observatoire régional climat air énergie de la région Auvergne-Rhône-Alpes fait le bilan suivant :

La région Auvergne-Rhône-Alpes est soumise à des influences climatiques variées : méditerranéenne, océanique, continentale, montagnarde. C'est l'une des régions françaises où la variabilité spatiale et temporelle des paramètres climatiques est la plus grande.

Les reliefs exposés au nord et à l'ouest de la Région arrêtent la plupart des perturbations océaniques, ce qui conduit à des précipitations importantes sur les versants ouest et des épisodes de sécheresse sur les versants est (par exemple, sur la plaine de la Limagne).

L'influence continentale, caractérisée par des hivers froids et des étés chauds, couvre une bonne partie de la région. En zone de plaine, les inversions de températures sont fréquentes, provoquant des périodes de froid sec sur les villes, ainsi que le maintien de la pollution atmosphérique au niveau du sol,

limitant sa dispersion. C'est notamment le cas de Clermont-Ferrand, le Puy-en-Velay, Lyon, Grenoble ou Saint-Etienne. Le cumul annuel moyen des précipitations varie entre 700 mm et 1200 mm, avec un minima en hiver et un maxima en automne.
L'influence méditerranéenne, avec ses hivers doux, ses étés chauds et secs et ses pluies printanières et automnales, est sensible jusqu'à Valence, ainsi qu'en Haute-Loire, de manière atténuée. Dans les Préalpes du sud, les contreforts des Cévennes, et la Haute-Loire, les maximas de précipitations se produisent à l'automne avec les épisodes cévenols. Sur le flanc est de la Région, le climat montagnard domine avec des températures très froides et des chutes de neiges fréquentes.
Par conséquent, d'après cette étude indique les tendances des évolutions du climat suivantes :

- *Les températures*

L'évolution entre 1959 et 2019 des températures annuelles en Auvergne-Rhône-Alpes montre un net réchauffement en tout point du territoire régional. Les projections climatiques montrent une poursuite du réchauffement jusqu'aux années 2050, quel que soit le scénario climatique considéré. Sur la seconde moitié du 21e siècle, l'évolution de la température moyenne annuelle diffère significativement selon le scénario. Le seul qui stabilise le réchauffement est le scénario RCP2.6 (lequel intègre une politique climatique visant à faire baisser les concentrations en CO2). Selon le RCP8.5 (scénario sans politique climatique), le réchauffement pourrait dépasser 4°C à l'horizon 2071-2100.

- *Les précipitations*

Les précipitations annuelles présentent une grande variabilité d'une année sur l'autre. En moyenne sur la région, aucune tendance ne se dégage sur la période 1959-2019. Quant aux projections climatiques, quel que soit le scénario considéré, elles montrent peu d'évolution des précipitations annuelles d'ici la fin du 21e siècle. Cette absence de changement en moyenne annuelle masque cependant des contrastes saisonniers et géographiques. Sur la seconde moitié du 21e siècle, selon le scénario RCP8.5 (sans politique climatique), les projections indiquent une diminution des précipitations estivales.

- *La neige*

En matière d'enneigement, on constate une baisse de l'enneigement à moyenne altitude, en dessous de 1 700m. Les projections climatiques indiquent que, sous l'hypothèse d'une augmentation de la température moyenne de +2°C, le nombre de journées avec de la neige au sol diminuerait d'un mois à 1 500 m d'altitude, passant de 5 à 4 mois dans les Alpes du Nord. L'épaisseur du manteau neigeux diminuerait de 40 cm. A 1 200 mètres, l'enneigement serait très faible et les conditions de pratique des sports d'hiver ne seraient plus réunies. Au-dessus de 2 500 mètres, l'enneigement serait légèrement retardé, la fonte un peu plus rapide (12 jours d'enneigement en moins) et on verrait une légère diminution de l'épaisseur du manteau neigeux.

- *Les journées chaudes*

En Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre annuel de journées chaudes (températures maximales supérieures à 25°C) est très variable d'une année sur l'autre mais aussi selon les endroits. Sur la période 1959-2009, on observe une augmentation de ce paramètre. Les projections climatiques montrent une augmentation du nombre de journées chaudes en lien avec la poursuite du réchauffement. Sur la première partie du 21e siècle, cette augmentation est similaire d'un scénario à l'autre. À l'horizon 2071-2100, elle serait de l'ordre de 20 jours par rapport à la période 1976-2005 selon le scénario RCP4.5 (scénario avec une politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO2), et de 50 jours selon le RCP8.5 (scénario sans politique climatique).

✧ *Les jours de gel*

Le nombre de jours de gel est très variable d'une année à l'autre. En cohérence avec l'augmentation des températures, le nombre annuel de jours de gel diminue. Les projections climatiques montrent une diminution du nombre de gelées en lien avec la poursuite du réchauffement. Jusqu'au milieu du 21e siècle cette diminution est assez similaire d'un scénario à l'autre. À l'horizon 2071-2100, cette diminution serait de l'ordre de 22 jours en plaine par rapport à la période 1976-2005 selon le scénario RCP4.5 (scénario avec une politique climatique visant à stabiliser les concentrations en CO2), et de 37 jours selon le RCP8.5 (scénario sans politique climatique).

Les impacts de l'évolution climatiques sont variés et sont d'ores-et-déjà notables et ne vont que s'accroître :

✧ *Une ressource en eau plus rare et entraînant des conflits d'usages marqués*

Des températures en hausse et un couvert neigeux en baisse conduiront à des conditions asséchantes et donc à une pression accrue sur la ressource en eau en Auvergne-Rhône-Alpes. Ce déficit devrait toucher à terme tous les territoires, même ceux dont la ressource est aujourd'hui considérée comme abondante. La qualité des eaux pourrait également être impactée. Il convient donc, pour les acteurs de l'eau, de consolider la réflexion sur le changement climatique et de préciser les actions à mettre en œuvre, en intégrant cet enjeu dès la conception de tout nouveau projet d'installation ou d'aménagement. D'autant que les effets du changement climatique sur l'eau impacteront également les activités touristiques, l'agriculture, la sylviculture, l'industrie ou la production d'énergie.

✧ *Impacts sur la fréquentation touristique*

En Auvergne-Rhône-Alpes, deuxième région touristique en termes de fréquentation, et première destination pour la montagne, les enjeux économiques relatifs au tourisme sont importants. Une évolution significative du climat pourrait avoir des répercussions non négligeables sur le secteur, notamment sur le choix des destinations touristiques et sur la fréquentation. Il est par conséquent nécessaire pour les différents acteurs du tourisme d'avoir connaissance du changement climatique et ses impacts, afin d'assurer le maintien et le développement du tourisme dans la région.
Sous l'effet du changement climatique, le tourisme en Auvergne-Rhône-Alpes risque de faire face à une baisse de la fréquentation hivernale en moyenne montagne, venant d'une diminution de l'enneigement. La fréquentation des villes en été pourrait également être impactée par l'augmentation des températures et l'inconfort thermique qui en résulte (îlots de chaleur urbain).
Enfin, le tourisme d'eau (sports nautiques, canoë-kayak, thermalisme…) pourrait souffrir de la sécheresse induite par le changement climatique et du manque d'eau qu'il entrainera inévitablement en été (rivières, lacs…).

✧ *Impacts sur l'agriculture*

Risque de diminution de la ressource en eau, modifications des dates de récolte : le changement climatique peut profondément modifier les activités agricoles en Auvergne-Rhône-Alpes. Telles sont les conclusions que l'on peut tirer de travaux de recherches récents sur les effets du changement climatique sur l'agriculture.

Le rendement agricole serait potentiellement impacté de façon positive (cas du colza), ou au contraire négative (cas du maïs), alors que les systèmes fourragers pourraient voir leur rendement augmenter au printemps et baisser en été, en raison des sécheresses, avec des fluctuations importantes dans les zones d'interface climat tempéré/climat méditerranéen.

Les dates de récoltes pourraient être modifiées, ainsi que la qualité des productions, notamment viticoles.
Les besoins en irrigation des cultures actuellement irriguées pourraient augmenter, en raison d'épisodes de sécheresses plus intenses. L'augmentation serait de l'ordre de 50 mm par an pour le maïs irrigué entre le passé récent et le futur proche (2020-2049). L'augmentation de l'irrigation du blé concernerait uniquement les sols à faible réserve utile, c'est-à-dire une faible capacité de stockage en eau. De plus, de nouveaux besoins pourraient apparaître pour des cultures habituellement peu ou pas du tout irriguées, comme la vigne et les prairies.
Concernant l'élevage, trois effets majeurs sont attendus en lien avec le changement climatique :
D'abord le régime de pousse de l'herbe serait modifié, avec une production plus abondante en automne et au printemps, mais déficitaire en été. Cette modification impacterait d'autant plus fortement les systèmes qu'ils dépendent du pâturage.
Ensuite, l'emploi d'autres cultures fourragères, et plus particulièrement celui du maïs, peut devenir plus favorable dans certaines zones, mais peut être mis à mal dans d'autres. Les rations alimentaires du bétail s'en trouveraient modifiées.
Enfin, la possibilité de réaliser de nouvelles cultures pourrait amener à modifier la structure des différentes productions.

- *Impact sur les espaces forestiers*

Risques de dépérissement des arbres, d'augmentation de la fréquence et de l'intensité des incendies et extension de la forêt méditerranéenne : le changement climatique pourrait accroître la vulnérabilité des forêts en Auvergne-Rhône-Alpes. Des évolutions notables pour la filière sylvicole, première productrice de bois en France, sont donc à anticiper.
L'augmentation des températures, notamment en hiver, pourrait favoriser une extension de l'aire des ravageurs et des pathogènes. En Auvergne-Rhône-Alpes, cela concerne principalement le scolyte de l'épicéa et la chenille processionnaire, dont le développement est favorisé respectivement par les canicules et les étés chauds et secs pour le premier, et par les hausses de températures hivernales pour le second.
Le scolyte, qui pond ses œufs sur l'écorce des épicéas peut provoquer la mort d'un arbre déjà fragilisé.
La chenille processionnaire, dont l'aire de répartition s'étend vers le nord et en altitude, peut fragiliser les pins, dont elle mange les aiguilles.
L'augmentation de la fréquence des sécheresses et la diminution des précipitations en période estivale pourraient se traduire par une augmentation de la fréquence et de l'intensité des incendies. Le déplacement vers le Nord d'essences de type méditerranéennes rendrait vulnérable des territoires habituellement peu concernés par les feux de forêts.
L'augmentation prévisible des températures et la diminution des précipitations estivales favoriseraient l'extension de la forêt méditerranéenne au détriment des forêts alpines et subalpines.
Cela se traduirait par une diminution des peuplements de sapins et d'épiceas (sensibles à une variation de 2° C et demandant beaucoup d'eau) et une disparition des peuplements de mélèzes et de pins cembro, qui ne pourraient plus trouver de biotopes adaptés à des altitudes plus élevées. Or ces espèces constituent les espèces majoritaires de l'actuelle économie du bois.

- *Impact sur les risques naturels*

Les impacts du changement climatique sur la fréquence et l'intensité des risques naturels sont difficiles à évaluer et font l'objet de travaux de recherche tant au niveau régional que national. Il est cependant probable que le changement climatique entraînera une augmentation de la fréquence des inondations, des feux de forêt ainsi que du phénomène de retrait-gonflement des argiles. Par son caractère montagneux et la densité de son réseau hydrographique, la région est particulièrement exposée. L'enjeu pour les acteurs travaillant sur la prévention des risques sera d'intégrer le changement climatique dans leurs évaluations et plans d'action.

Si l'impact du changement climatique sur les tempêtes et avalanches est très incertain, une augmentation des phénomènes de retrait-gonflement des argiles, d'inondations et de feux de forêt est attendue.
La vulnérabilité des zones déjà exposées à ces risques aura donc tendance à augmenter. C'est notamment le cas :

- des Alpes du Nord,exposées aux risques de crues torrentielles, d'avalanches, de mouvements de terrain et de risque sismique,
- du sud de la région (Drôme, Ardèche), essentiellement concerné par les feux de forêt et les crues cévenoles,
- de la plaine de la Limagne, qui pourrait fortement être impactée par le phénomène de retrait-gonflement des argiles,
- de l'agglomération de Clermont-Ferrand, dont le Plan Climat annonce un risque inondation important lors des périodes de fortes pluies,
- du Velay, pour les feux de forêt.

→ Les conséquences seront directes sur de nombreux secteurs, qui devront donc anticiper les risques induits : assurances, urbanisme, transports, agriculture, sylviculture et tourisme pourraient ainsi être directement touchés à moyen terme.

✧ *Impacts sanitaires du changement climatique*

Les effets du changement climatique sur la santé concernent de nombreux domaines. En Auvergne-Rhône-Alpes, suite à la canicule de 2003, la surmortalité estivale reste le point de préoccupation prioritaire. Mais d'autres risques, comme la dégradation de la qualité de l'air, de l'eau et les risques naturels, sont également suivis. Les populations les plus exposées sont les personnes âgées et isolées, les enfants en bas âge ou les individus souffrant de troubles chroniques. Il s'agit donc pour les collectivités, acteurs locaux et professionnels de la santé, de mettre en place des actions permettant de prévenir les effets induits par le changement climatique sur les populations.

✧ *Impacts potentiels sur l'énergie et l'industrie*

Les impacts du changement climatique sur l'eau risquent d'affecter la production électrique, principalement hydraulique et nucléaire. De plus, le changement climatique aura un impact sur les consommations d'énergie (chauffage et climatisation) dont il faudra également tenir compte. Tout comme pour le secteur de l'énergie, les industries ont besoin d'une ressource en eau en quantité importante et de bonne qualité. Par ailleurs, une part non négligeable des entreprises d'Auvergne-Rhône-Alpes se situe dans des zones exposées à un risque naturel. Ces différents effets devront être pris en compte par les acteurs concernés afin de les intégrer à leur stratégie future.

L'augmentation des températures à Mizoen n'impactera pas directement le développement du territoire, hormis le fait que ce même réchauffement pourrait entraîner une requalification des objectifs de développement des Deux-Alpes (essentiellement lié à la station hivernale), et ainsi diminuer le bassin d'emploi correspondant et dont Mizoen profite.

Par ailleurs cela va entrainer une intensification, voire émergence, de risques naturels.

En matière d'agriculture, la commune pourrait voir, dans le changement climatique, une opportunité de redynamiser ce secteur économique et le développer en cohérence avec son territoire, plus intégré et plus diversifié.

D'autre part, le changement climatique aura un impact sur la biodiversité, notamment les espèces faunistiques et floristiques présentes sur le territoire de Mizoen.

1.5. Risques naturels

Sources : http://www.georisques.gouv.fr ; rapport de synthèse de la mise à jour de la carte des aléas à l'amont du village à l'aval de la route des Aymes août 2024

La commune n'est couverte par aucun plan de prévention des risques.

Une cartographie informative de risques naturels a été réalisée en 1992 par le RTM 38 et traite les aléas chutes de pierre, crues torrentielles, glissements de terrain, inondations, ravinement, avalanche, à échelle communale. Néanmoins sa lisibilité est limitée eu égard à l'échelle utilisée.





D'après cette carte, les village et hameaux ne semblent pas directement concernés par un aléa naturel.

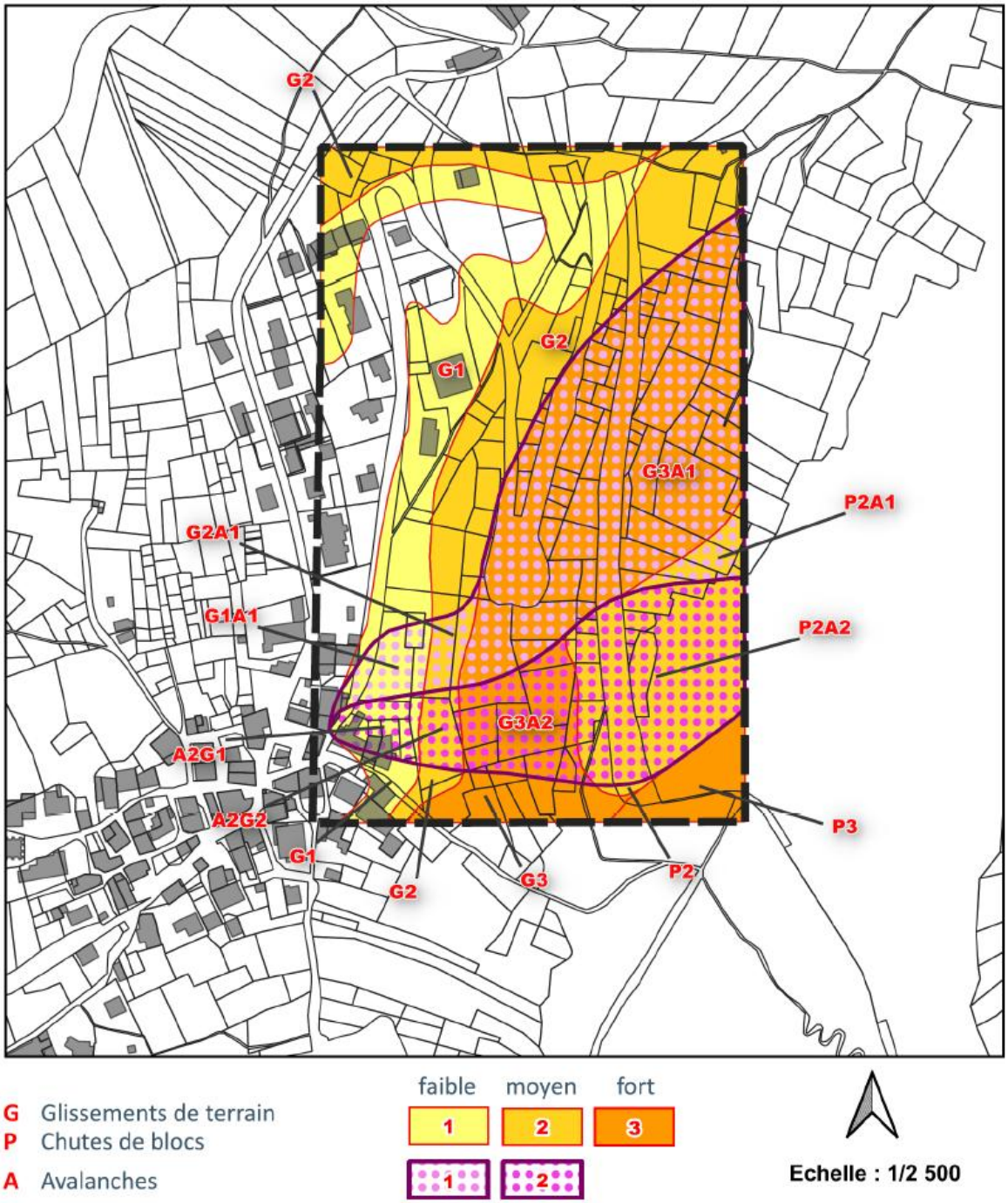
Eu égard au degré de connaissance des risques aux abords des espaces urbanisés, la commune a lancé une mise à jour de la carte des élas à l'amont du village à l'aval de la route des Aymes.



Périmètre de la mise à jour – source : rapport de synthèse 29/08/2024

Ainsi, la carte générale qui n'identifiait aucun aléa au niveau du bourg s'est vu modifiée sur le périmètre d'étude, selon la cartographie suivante :

Secteur du Bourg, modification de la carte des aléas



Secteur du Bourg, modification de la carte des aléas – rapport de synthèse 29 août 2024

Selon le courrier du préfet de l'Isère du 13 mars 2018 et ses annexes 4 (tableau des correspondances aléa – zonage sur la base du CCTP type « carte des aléas » d'ocotbre 2016)) et 5 (règlement PPRN type correspondant à ces cartes d'aléas du 31 octobre 2017) :

La coloration des cases des tableaux indique le principe dominant relatif à la réalisation de projets :
CASES ROUGES : projets interdits en dehors des exceptions prédéfinies par le règlement type, sous réserve d'analyse au cas par cas de correspondance avec ces dernières
CASES BLEUES : la plupart des projets sont possibles, sous réserve du respect de prescriptions

ALÉA GLISSEMENT DE TERRAIN

	Zones G0 (1)	Aléa faible G1	Aléa moyen G2, dont G2a, G2b, G2c et G2d	Aléa fort G3, dont G3im, G3a, G3b, G3c et G3d	Aléa très fort G4
Zone urbanisée*	Bgs	Bg	Bg	RG	RG
Zone non urbanisée*	Bgs	Bg	RG	RG	RG

– * : le caractère urbanisé s'apprécie en fonction de la réalité physique de l'urbanisation et non en fonction du zonage des documents d'urbanisme.
– (1) : les zones G0 sont les zones hors aléa situées en amont de zones de glissement de terrain actif ou potentiel, où certains travaux pourraient aggraver la probabilité d'occurrence en aval.

Commentaire :
Le choix de traiter différemment zones urbanisées et non urbanisées situées en aléa moyen « nouvelle qualification » est basé sur une proposition du groupe de réflexion national de 2013-2014. Cette distinction n'est pas applicable dans le cas de l'aléa moyen qualifié selon les principes antérieurs au CCTP-type d'octobre 2016. Pour cet aléa « ancienne qualification »,le zonage correspondant à l'aléa moyen G2 reste RG que l'on soit en zone urbanisée ou non.

ALÉA CHUTES DE PIERRES ET DE BLOCS

	Zones P0 (1)	Aléa faible P1	Aléa moyen P2	Aléa fort P3	Aléa fort P3r	Aléa très fort P4	Aléa très fort aggravé P5
Zone urbanisée*	Bps	Bp1	Bp2	RP2	RPr	RP2	RP2
Zone non urbanisée*	Bps	Bp1	RP1	RP2	RPr	RP2	RP2

– * : le caractère urbanisé s'apprécie en fonction de la réalité physique de l'urbanisation et non en fonction du zonage des documents d'urbanisme.
– (1) : les zones P0 sont des zones hors aléa où certains travaux pourraient aggraver le risque dans des zones urbanisées concernées par l'aléa chutes de pierres et de blocs ou dans les zones Bp1 où l'urbanisation est admise.

Commentaires :
– Le choix de traiter différemment zones urbanisées et non urbanisées situées en aléa moyen est basé sur une proposition du groupe de réflexion national de 2013-2014. Cette distinction n'est pas applicable dans le cas de l'aléa moyen qualifié selon les principes antérieurs au CCTP-type d'octobre 2016. Pour cet aléa « ancienne qualification »,le zonage correspondant à l'aléa moyen P2 reste RP que l'on soit en zone urbanisée ou non.
– La création de règles RPr est prévue pour répondre aux spécificités de la prise en compte de l'aléa P3r. Celui-ci correspond à la zone au-dessus des falaises menacée par le recul de celles-ci au cours des 100 prochaines années.

ALÉA AVALANCHE

	Aléa faible A1	Aléa moyen A2	Zones A2b à l'abri de forêt ancienne et A2p à l'abri d'ouvrages	Aléa fort A3	Aléa exceptionnel AEx	Forêt de protection historique AB	Forêt de protection ancienne Ab
Zone urbanisée*	Ba1	RA1	Ba2	RA2	BAEx	Sans objet	Sans objet
Zone non urbanisée*	Ba1	RA1	Sans objet	RA2	BAEx	VAB	VAb

* : le caractère urbanisé s'apprécie en fonction de la réalité physique de l'urbanisation et non en fonction du zonage des documents d'urbanisme.

Dans ce cadre, à la lecture de ces éléments, les zones concernées par les aléas A2 et G3, et les zones non urbanisées concernées par l'aléa G2 doivent être analysées comme en zone rouge. Ainsi de nombreux espaces à toute proximité de l'urbanisation existante à l'Est du village ne sont pas constructibles en dehors des exceptions prédéfinies par le règlement type (en zone RG et RA, les constructions d'habitation sont par exemple interdites).

Une carte de Localisation des Phénomènes d'Avalanches (CLPA) a également été établie et mise à jour en 2014. Des fiches EPA (Enquête Permanente Avalanche) ont été établies en 1998 et 2010 par l'ONF sur différents lieux-dits.

Selon le site Georisques.gouv.fr, la commune est exposée aux risques suivants :

- inondation ;
- mouvement de terrain (et notamment aux affaissements et effondrements liés aux cavités souterraines [hors mines], aux éboulements, chutes de pierres et de blocs, aux glissements de terrain et aux tassements différentiels) ;
- Retrait-gonflement des sols argileux ;
- radon ;
- avalanche ;
- séisme ;

Aucun risque technologique n'a été reporté sur la commune.

Inondation

L'inondation est une submersion, rapide ou lente, d'une zone habituellement hors de l'eau. Elle peut être liée à un phénomène de débordement de cours d'eau, de ruissellement, de remontées de nappes d'eau souterraines ou de submersion marine.

La commune n'est pas identifiée comme exposée à un territoire à risque important d'inondation (TRI). Elle n'est couverte par aucun programme de prévention (PAPI).
Sur le site internet géorisque.fr, il est indiqué « dans son Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), la préfecture a classé votre commune à risque pour les aléas et sous aléas inondation », mais aucune cartographie n'est disponible à ce jour.

Par ailleurs, le site recense un évènement qualifié de catastrophe naturelle a été recensé sur la commune en 1982 :

Code NOR	Libellé	Début le	Sur le journal officiel du
NOR19821118	Inondations et/ou Coulées de Boue	06/11/1982	19/11/1982

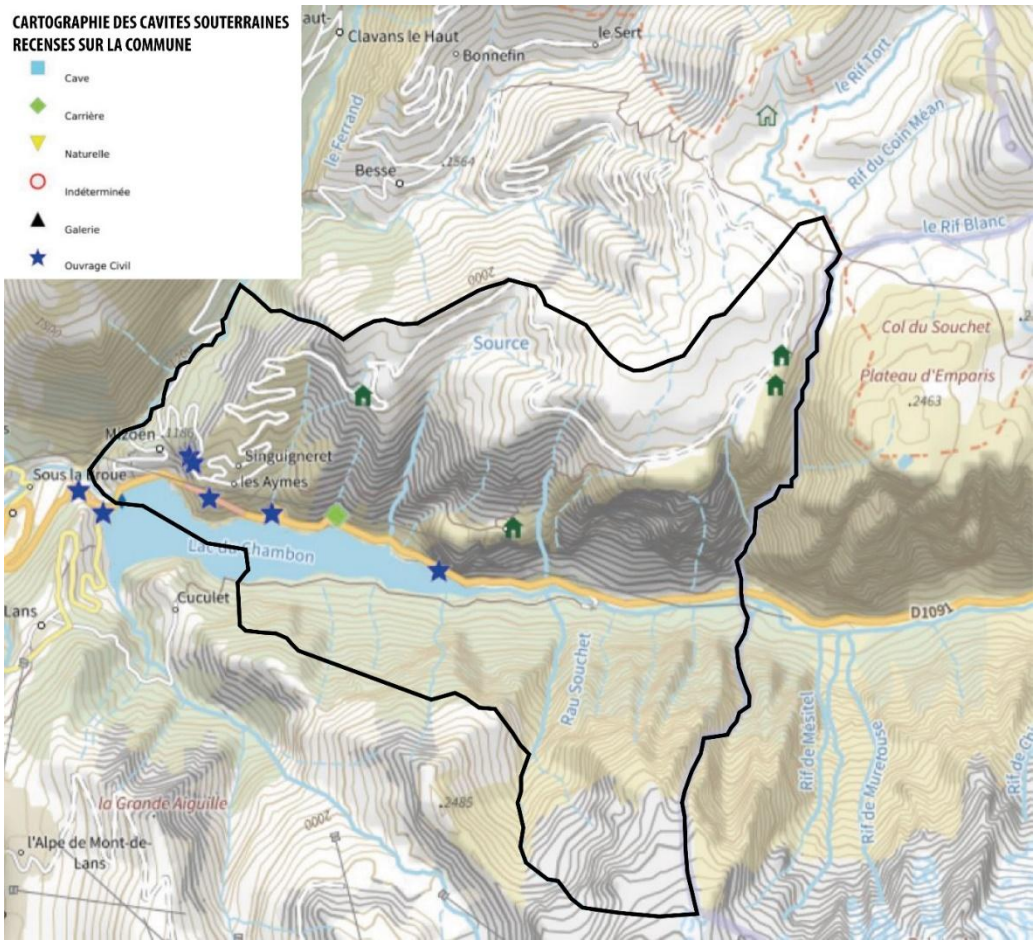
Tableau recensant l'historique des inondations sur le territoire de l'Isère
Source : géorisques.fr

Mouvements de terrain

Un mouvement de terrain est un déplacement d'une partie du sol ou du sous-sol. Le sol est déstabilisé pour des raisons naturelles (la fonte des neiges, une pluviométrie anormalement forte…) ou occasionnées par l'homme : déboisement, exploitation de matériaux ou de nappes aquifères… Un mouvement de terrain peut prendre la forme d'un affaissement ou d'un effondrement, de chutes de pierres, d'éboulements, ou d'un glissement de terrain.
Une cavité souterraine désigne en général un « trou » dans le sol, d'origine naturelle ou occasionné par l'homme. La dégradation de ces cavités par affaissement ou effondrement subite, peut mettre en danger les constructions et les habitants.

La carte ci-dessous, établie par le BRGM, représente les cavités présentes sur la commune de Mizoën. Au total, cinq cavités liées à un ouvrage civil ainsi qu'une carrière ont été recensés sur la commune. Ces cavités longent des axes routiers : la route d'Emparis, qui sépare le village et les hameaux de Singuigneret et Les Aymes ; ainsi que la route départementale RD 1091. La cavité liée à une carrière se situe à proximité du Lac du Chambon.

On se souvient également ici du mouvement de terrain ayant provoqué la fermeture du tunnel du Chambon en 2015.



Zone à risque entrainant une servitude d'utilité publique



Cartes de localisation des mouvements de terrain recensés sur la commune
Source : géorisques.fr consulté en février 2025

Globalement, les zones urbanisées ne sont pas impactées par la présence de cavités souterraines. En cas d'effondrement, ce sont les infrastructures routières qui seront concernées.

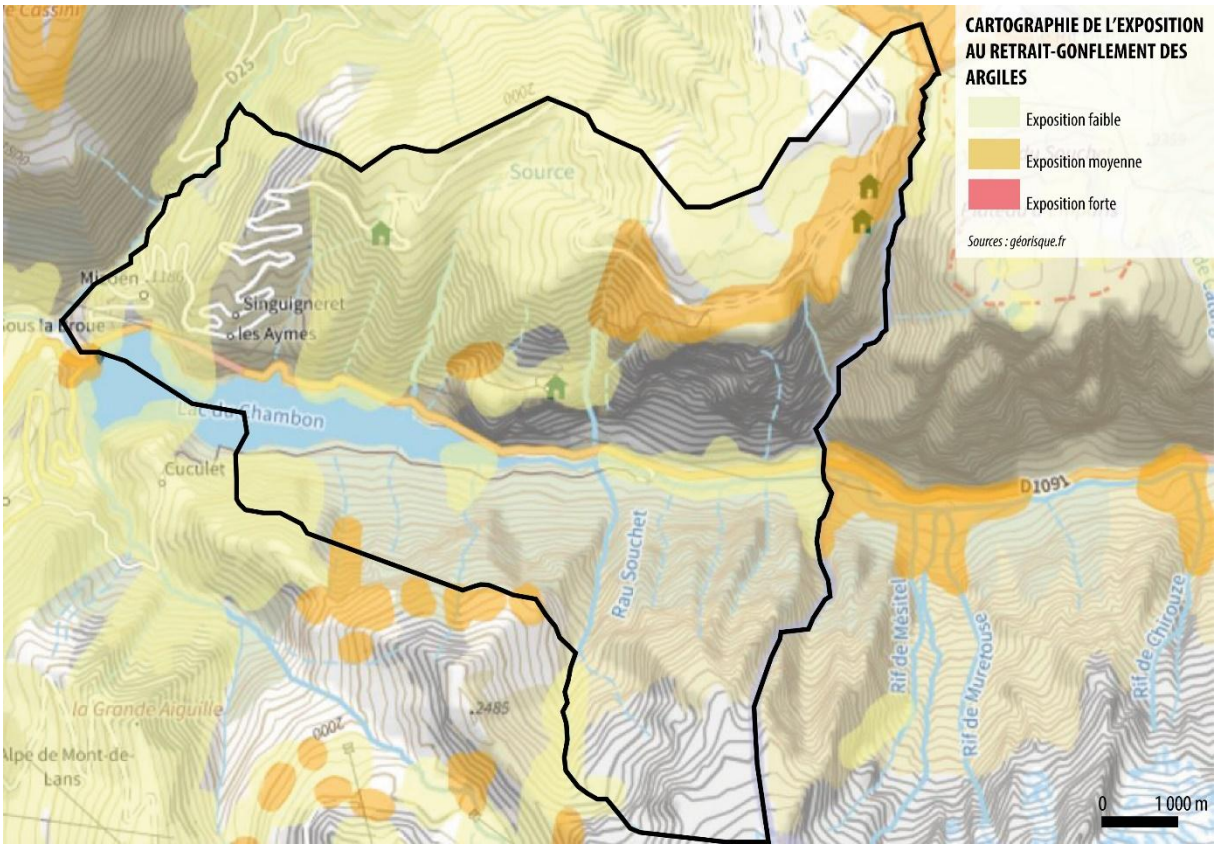
Retrait-gonflement des argiles

La consistance et le volume des sols argileux se modifient en fonction de leur teneur en eau :

- Lorsque la teneur en eau augmente, le sol devient souple et son volume augmente. On parle alors de « gonflement des argiles ».
- Un déficit en eau provoquera un asséchement du sol, qui devient dur et cassant. On assiste alors à un phénomène inverse de rétractation ou « retrait des argiles ».

D'après le site géorisques, la commune de Mizoën est soumise à une exposition faible à moyenne au retrait-gonflement des argiles.

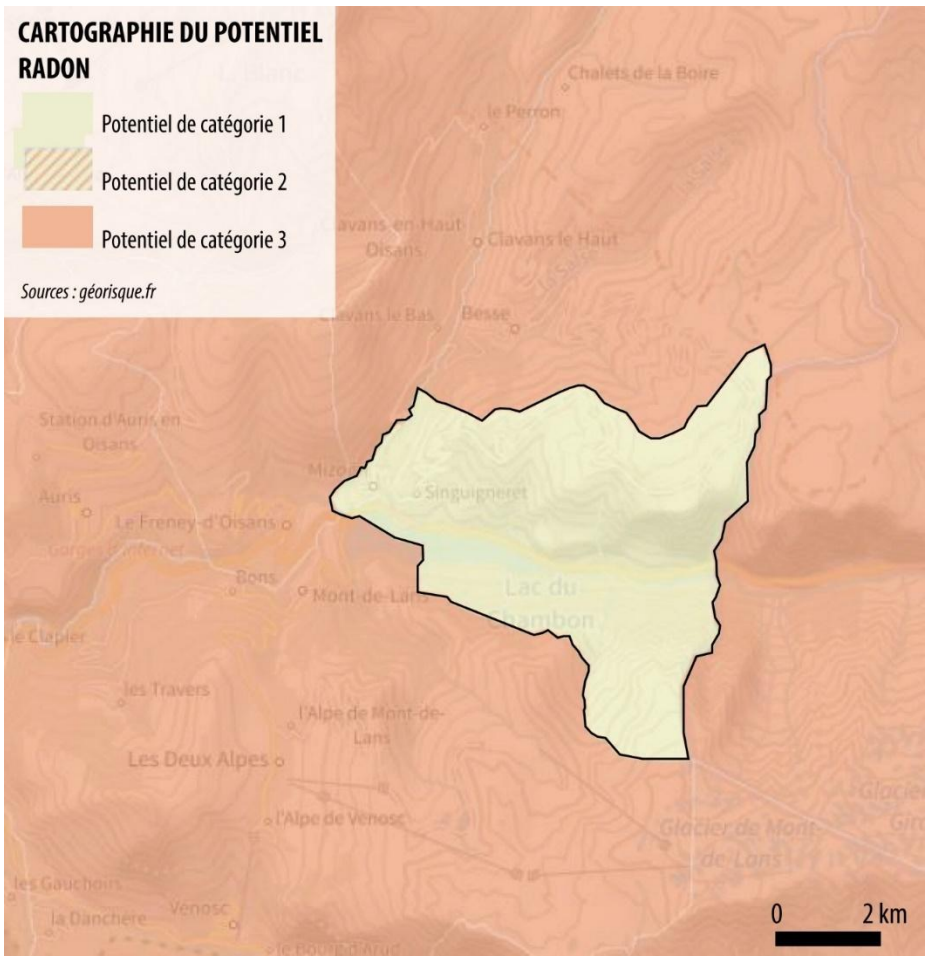
Le village ainsi que certaines habitations isolées telles que les refuges des Clots sont soumis à une exposition faible, de même qu'une grande partie des espaces naturels et agricoles. Le risque moyen d'exposition ne touche pas d'espaces urbanisés majeurs, cependant, certaines constructions y sont soumises : les refuges du Fay et Les Mouterres.



Carte de l'exposition au retrait-gonflement des argiles
Source : géorisques.fr février 2025

Le radon

Le radon est un gaz radioactif issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans le sol et les roches. En se désintégrant, il forme des descendants solides, eux-mêmes radioactifs. Ces descendants peuvent se fixer sur les aérosols de l'air et, une fois inhalés, se déposer le long des voies respiratoires en provoquant leur irradiation.
Dans des lieux confinés tels que les grottes, les mines souterraines mais aussi les bâtiments en général, et les habitations en particulier, il peut s'accumuler et atteindre des concentrations élevées atteignant parfois plusieurs milliers de Bq/m³ (becquerels par mètre-cube) (Source : IRSN).
La cartographie du potentiel du radon des formations géologiques établie par l'IRSN conduit à classer les communes en 3 catégories. Celle-ci fournit un niveau de risque relatif à l'échelle d'une commune, il ne présage en rien des concentrations présentes dans une habitation, celles-ci dépendant de multiples autres facteurs (étanchéité de l'interface entre le bâtiment et le sol, taux de renouvellement de l'air intérieur, etc.) (Source : IRSN).
Mizoen est située dans une zone de potentiel radon de catégorie 1, ce qui signifie que les formations géologiques présentent une teneur en uranium faible. Cependant, l'ensemble des communes limitrophes présentent un potentiel de catégorie 3, la teneur en uranium reste faible alors que certains facteurs géologiques particuliers peuvent favoriser l'infiltration du radon dans les bâtiments. Mizoën peut ainsi en être impactée.

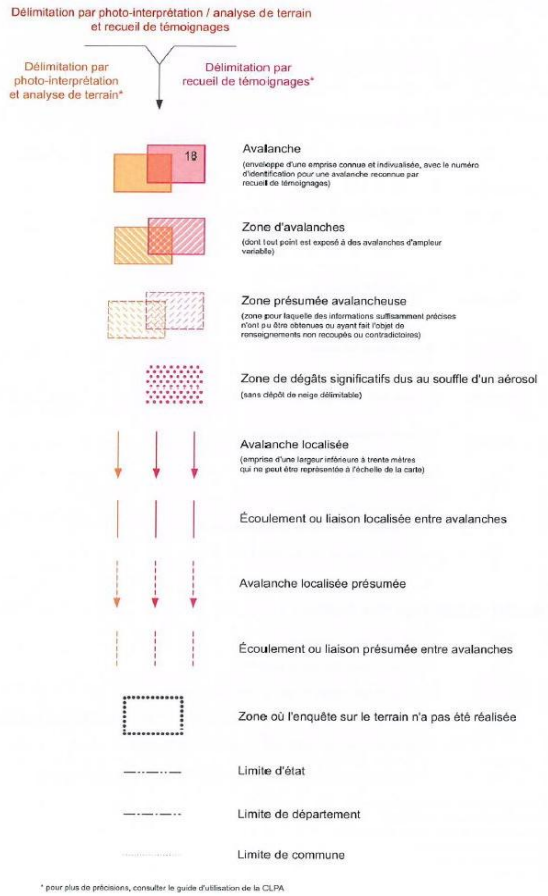


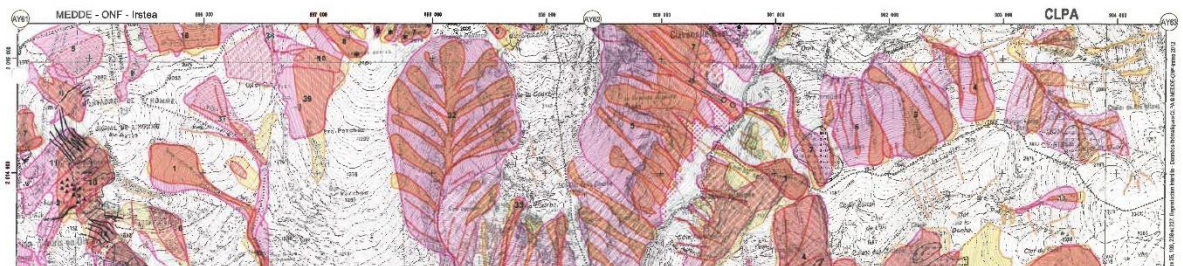
Carte du potentiel radon
Source : Carte du potentiel radon en France, irsn.fr

1.5.1. Avalanche

Des phénomènes d'avalanche ont été observés au sein de la commune. La carte de localisation des phénomènes d'avalanche (CLPA), réalisée par la direction générale de la prévention des risques, est une carte descriptive des phénomènes observés ou historiques, dont l'établissement ne fait l'objet d'aucune analyse prospective, et qui ne porte donc aucune appréciation de l'intensité ou la fréquence du phénomène dans les zones étudiées.
Il s'agit d'un document d'information, qui n'a pas de valeur réglementaire en lui-même, mais qui est fréquemment utilisé pour prendre les décisions relatives à la gestion du risque.
Sa vocation est de conserver une mémoire précise des zones où des avalanches se sont effectivement produites dans le passé, représentées par les limites extrêmes atteintes.
Sur la commune de Mizoën, on constate un faible dénivelé, mais des conséquences malgré tout. Avant 1960, une coulée dans ce vallon a atteint l'école en coupant la route des Aymes. Des banquettes ont été réalisées depuis. En 1990, une avalanche a emporté les dispositifs détecteurs routiers d'avalanche (DRA) : un feu placé sur la route ainsi que des capteurs à hauteur du sentier des Clots (emprise de l'avalanche sur la route de plus de 50 mètres).
Plusieurs zones d'avalanche ont été repérées au sein de la commune, les zones les plus exposées se trouvent en zone naturelle, notamment sur le plateau d'Emparis, ou la forêt communale du sud de la commune. A proximité des constructions, une zone d'avalanche sépare le village et les hameaux Singuigneret et Les Aymes. Une autre zone d'avalanche longe le ruisseau du Lavoir, à l'est des hameaux précédemment cités. Les zones urbaines sont à distance des couloirs et ne sont pas touchées par ce type d'évènement.

Légende de la carte CLPA







Cartes de localisation des phénomènes d'avalanche (CLPA)
Source : Direction générale de la prévention des risques
Légende

Séismes

Source : Ministère de la transition écologique

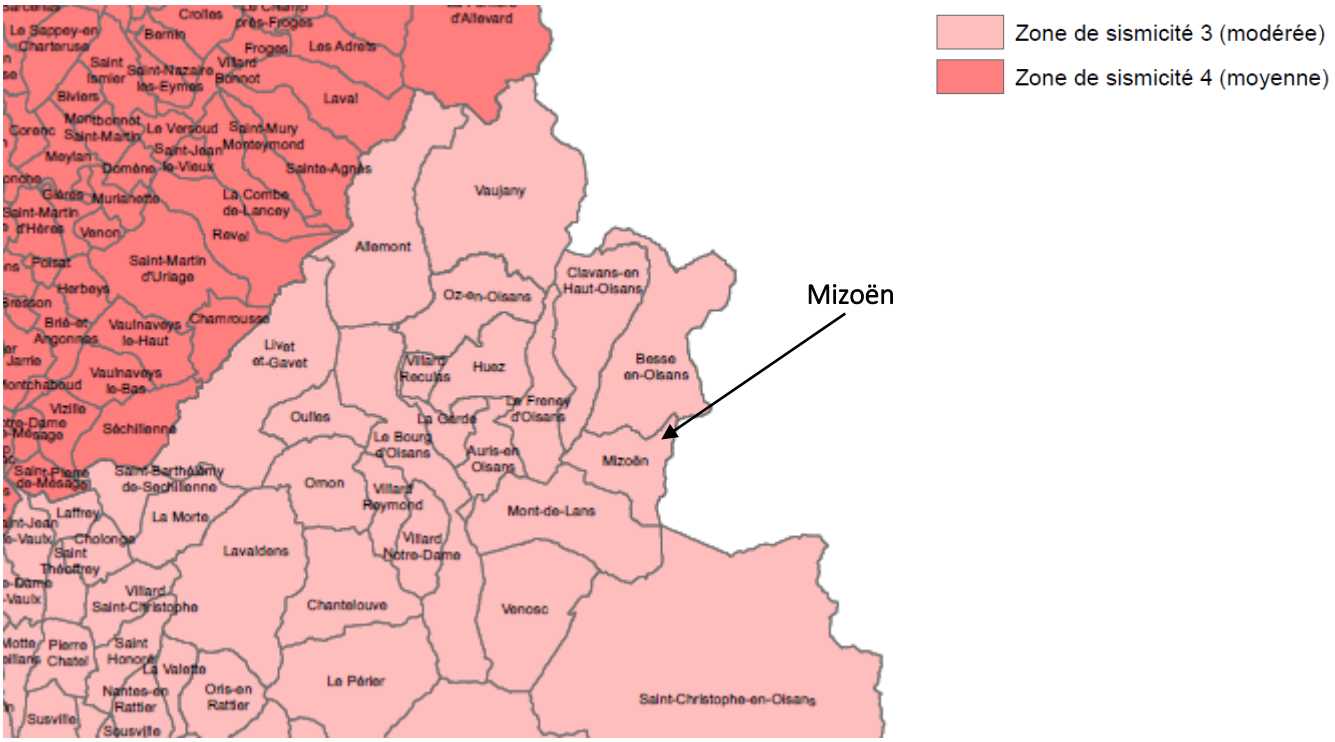
Le séisme, ou tremblement de terre, se traduit en surface par des vibrations du sol. Il provient de la fracturation des roches en profondeur. Cette fracturation a lieu au moment où le seuil de rupture mécanique des roches est atteint ce qui libère de l'énergie et crée des failles.

La commune est classée en zone de sismicité 3 (risque moyen) d'après le zonage sismique du BRGM. À ce titre, depuis le 1er mai 2011, les règles parasismiques faisant référence à l'Eurocode 8 s'appliquent aux nouvelles constructions ou lorsque le bâti ancien fait l'objet de modifications importantes.

La réglementation distingue deux types d'ouvrages :

- les ouvrages à risque normal, « bâtiments, équipements et installations pour lesquels les conséquences d'un séisme demeurent circonscrites à leurs occupants et à leur voisinage immédiat ». Ce sont des bâtiments de la vie courante (maisons individuelles, immeubles d'habitation collective, écoles, hôpitaux, bureaux, etc.).
- les ouvrages à risque spécial, « bâtiments, équipements et installations pour lesquels les effets sur les personnes, les biens et l'environnement de dommages même mineurs résultant d'un séisme peuvent ne pas être circonscrits au voisinage immédiat desdits bâtiments, équipements et installations ». Elle correspond à des installations de type nucléaire, barrages, ponts, industries Seveso, qui font l'objet d'une réglementation parasismique particulière.

Pour la commune de Mizoën, située en zone sismique 3, la règlementation s'applique sur l'ensemble des bâtiments, d'après le zonage sismique en vigueur depuis le 1er mai 2011.



Zonage sismique en vigueur sur le département de l'Isère
Source : Isère.gouv.fr – décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010

Conclusion : la commune n'est soumise à aucun plan de prévention des risques naturels ou technologiques. Par conséquent, aucun règlement ne régit les zones impactées par les risques naturels. Certaines cartographies permettent tout de même d'identifier les zones qui pourraient potentiellement être impactées par certains évènement naturels. Ces cartographies mettent en lumière des zones de vigilance, qui **ne concernent pas les zones urbanisées**, même si elles impactent parfois des constructions isolées ou en périphérie de l'espace urbain. La carte des aléas mise à jour à l'amont du village indique ainsi des aléas forts à toute proximité du bourg (avalanche et glissement de terrain).

Par ailleurs, les zones d'avalanche ainsi que la présence de certaines cavités peuvent avoir un impact sur le réseau routier et ainsi enclaver la commune, ou encore empêcher la circulation entre le village et les hameaux Singuigneret et Les Aymes.

2. OCCUPATION DES SOLS

2.1. Caractéristiques générales

Source : Base de données Occupation du sol à Grande Echelle (OCSGE) – 2021

L'OCS GE est une base de données vectorielle pour la description de l'occupation du sol de l'ensemble du territoire métropolitain et des départements et régions d'outre-mer (DROM). Elle est un référentiel national, constituant un socle national, utilisable au niveau national et au niveau local notamment pour contribuer aux calculs d'indicateurs exigés par les documents d'urbanisme. Elle s'appuie sur un modèle ouvert séparant la couverture du sol et l'usage du sol (appelé modèle en 2 dimensions) avec une précision

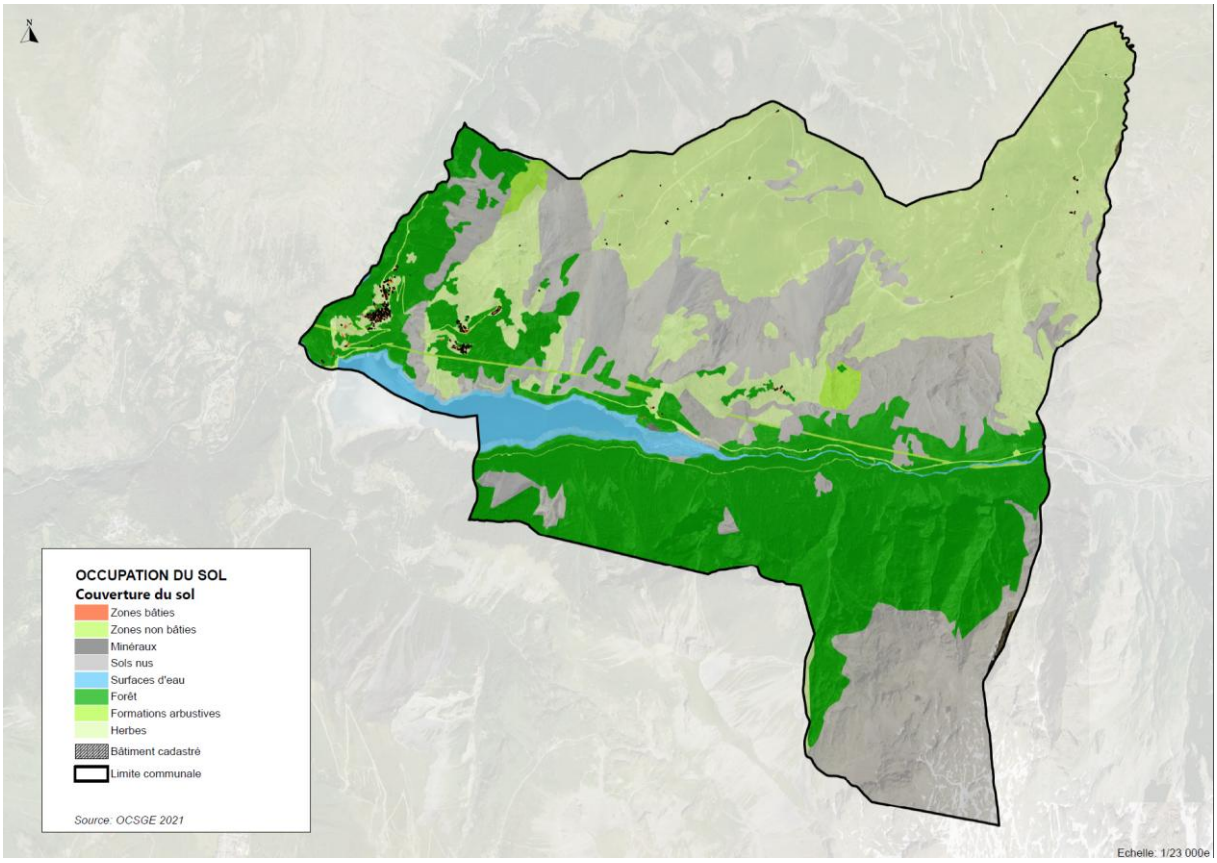
géométrique calquée sur les données socles et une cohérence temporelle (notion de millésime) qui, par le biais de mises à jour à venir, permettra de quantifier et de qualifier les évolutions des espaces. Le produit OCS GE contient deux couches de données :

- *l'occupation du sol qui décrit le territoire en couverture et usage du sol ;*
- *la zone construite, déduite de l'occupation du sol, qui englobe les zones bâties et leur environnement proche.*

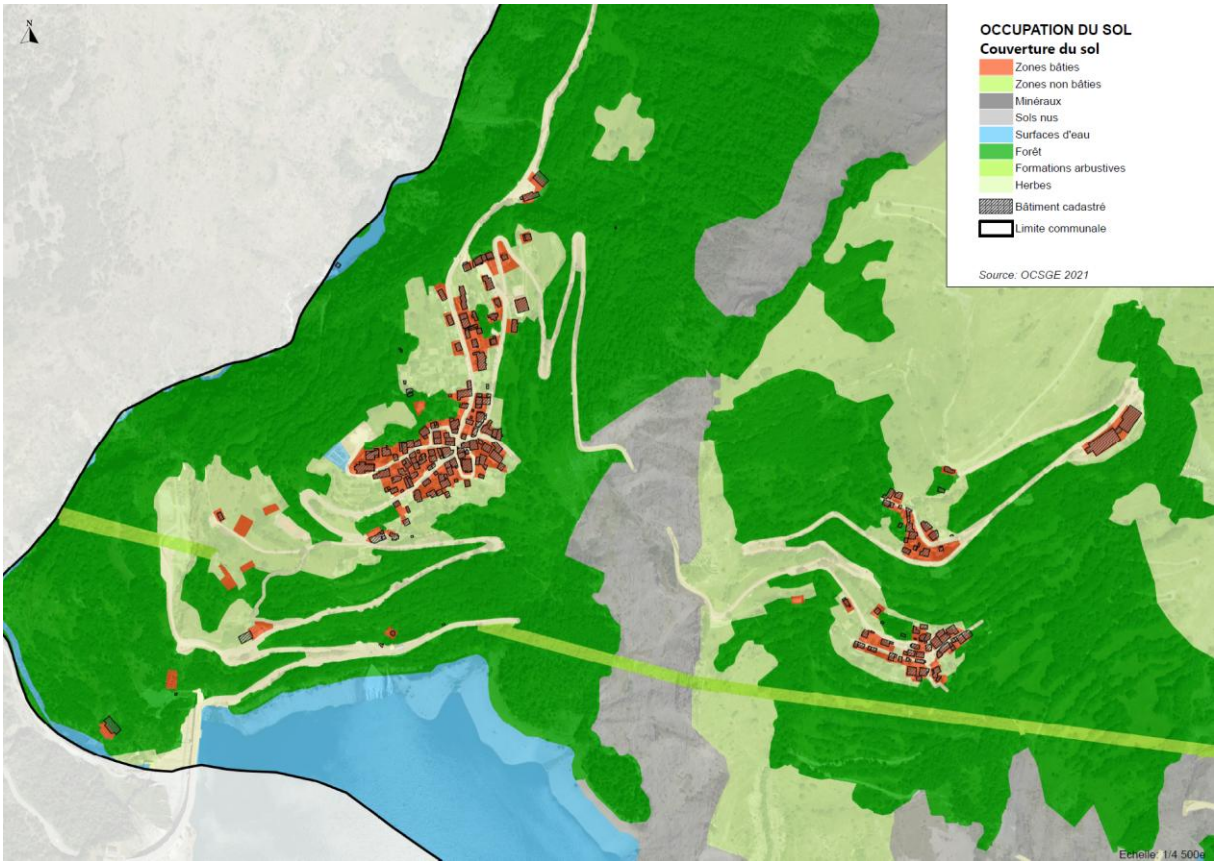
Selon les données OCSGE, la couverture du territoire de Mizoën serait ainsi composée :

- 4 ha de zones bâties soit 0.2% du territoire
- 12.8ha de zones non bâties soit 0.6% du territoire
- 0.5ha de zones à matériaux minéraux
- 597ha de sols nus soit 29 % du territoire
- 1.7ha de surfaces d'eau
- 647.5ha de forêts soit 31.5% du territoire
- 24.3ha de formations arbustives soit 1.2% du territoire
- 691.4 ha de formations herbacées soit 33.7% du territoire

Cette analyse permet de confirmer l'aspect naturel qui prédomine sur les installations artificielles de la commune de Mizoën.



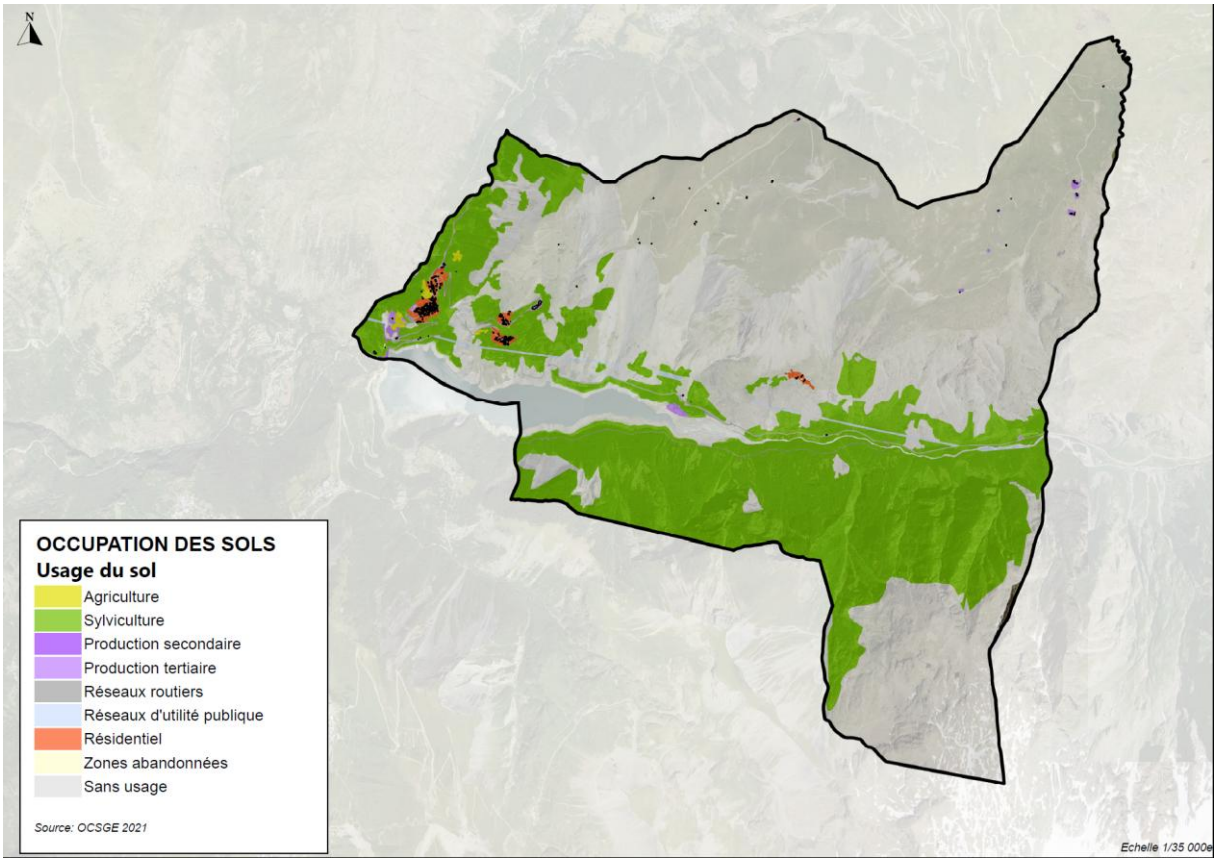
Carte d'occupation du sol en 2021 - couverture - commune
Source : OCSGE, 2021



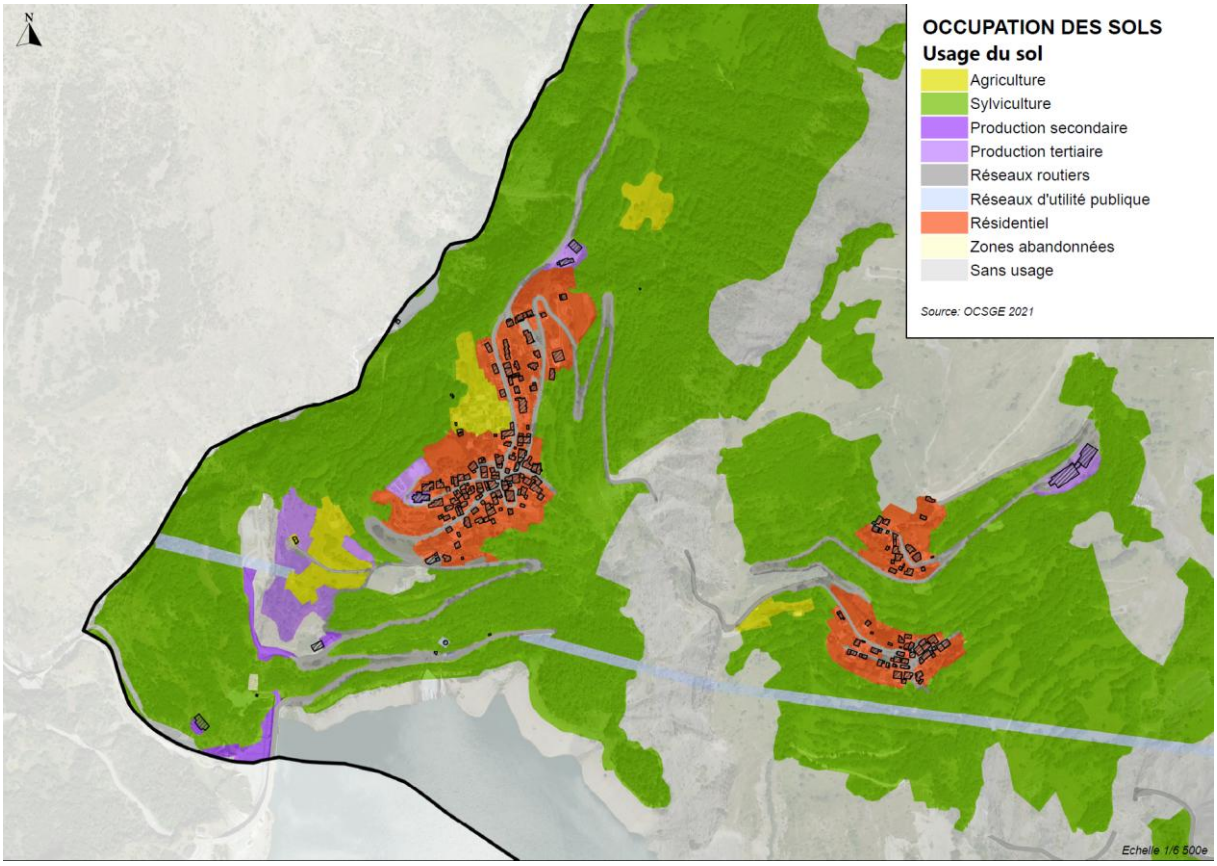
Carte d'occupation du sol en 2021 - couverture – zoom village
Source : OCSGE, 2021

Selon ces mêmes données OCSGE, l'usage des sols est réparti ainsi :

- 2.75ha d'usage agricole soit 0.01% du territoire
- 655.7ha d'usage sylvicole soit 31.9% du territoire
- 0.66ha d'usage secondaire
- 4.7ha d'usage tertiaire soit 0.02% du territoire
- 12.6ha d'usage routier soit 0.06% du territoire
- 7.8ha d'usage de réseaux d'utilité publique soit 0.04% du territoire
- 9.5ha d'usage résidentiel soit 0.05% du territoire
- 0.08ha de zones abadonnées
- 1359.5ha sans usage soit 66.2% du territoire



Carte d'occupation du sol en 2021 - usage - commune
Source : OCSGE, 2021



Carte d'occupation du sol en 2021 - usage – zoom village
Source : OCSGE, 2021

Les paragraphes suivants sur *Les espaces* et *Les espaces agricoles* viennent compléter cette analyse générale de l'occupation des sols.

2.2. Les espaces forestiers

Sources : carte forestière V2

L'Isère est un département forestier disposant de 296 000 ha de forêts qui représentent 38% de la surface départementale totale (source : inventaire forestier national, 2014). Dans cette surface 263 000 ha sont productifs.

D'après la préfecture de l'Isère ; la forêt appartient :

- à l'Etat pour 20 000 ha, soit 7 % de la surface forestière du département.

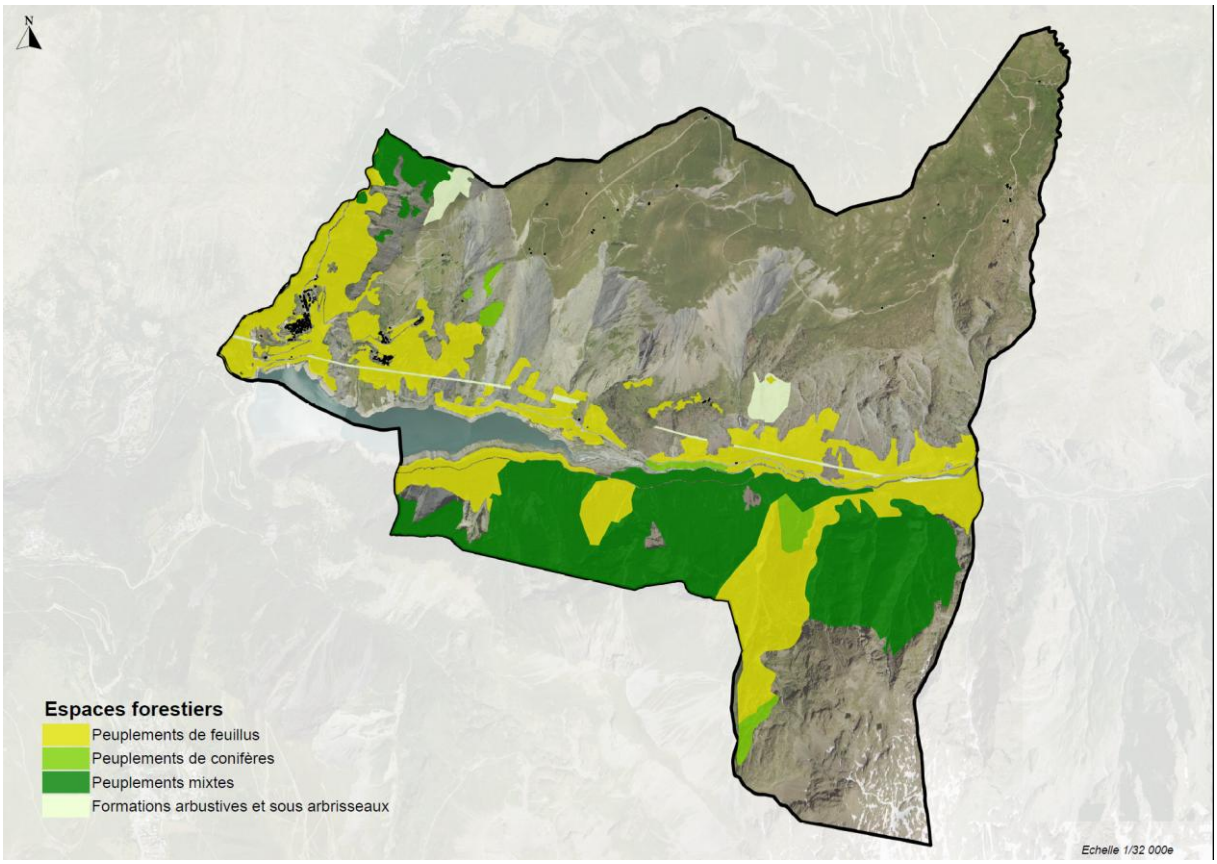
La forêt domaniale est vouée à la protection contre les risques naturels en montagne (forêts dites de restauration des terrains en montagne - RTM), à la production de bois (forêt de la Grande Chartreuse, de Saint Hugon, des Chambaran…) et aux continuités écologiques (toutes forêts du département et particulièrement dans le Nord Isère) ;

- aux collectivités pour 58 000 ha, soit 19 % de la surface forestière du département.

Les forêts relevant du régime forestier représentent 26% de la surface boisée (Etat et collectivités) et se répartissent sur 256 communes, majoritairement en montagne ;

- aux propriétaires privés pour 218 000 ha, soit 74 % de la surface forestière du département.

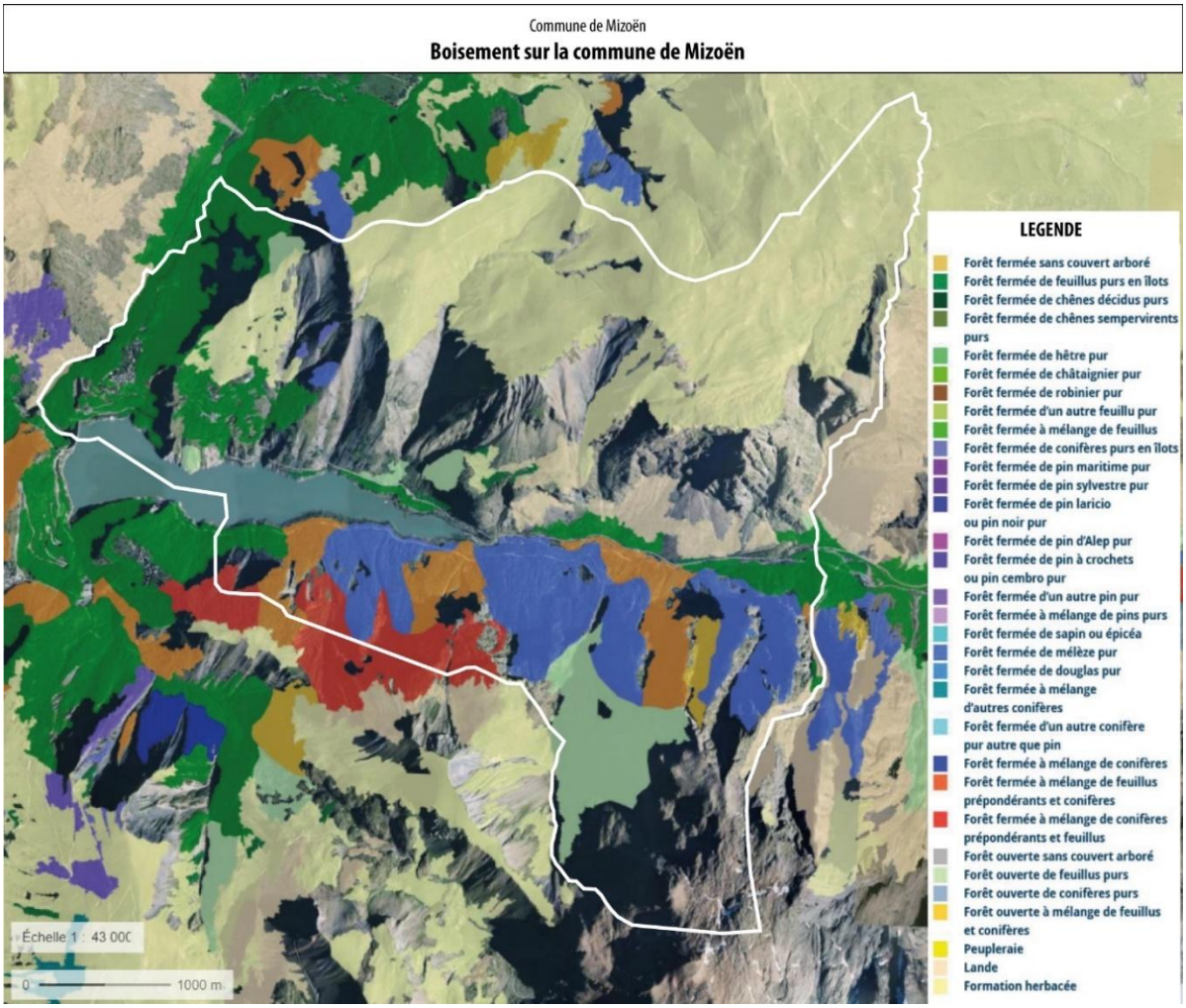
La forêt privée appartient à 92 400 propriétaires et la surface moyenne par propriétaire est inférieure à 2 ha. Seulement 39 propriétés ont une surface supérieure à 240 ha.



Espaces forestiers - commune
Source : OCSGE, 2021

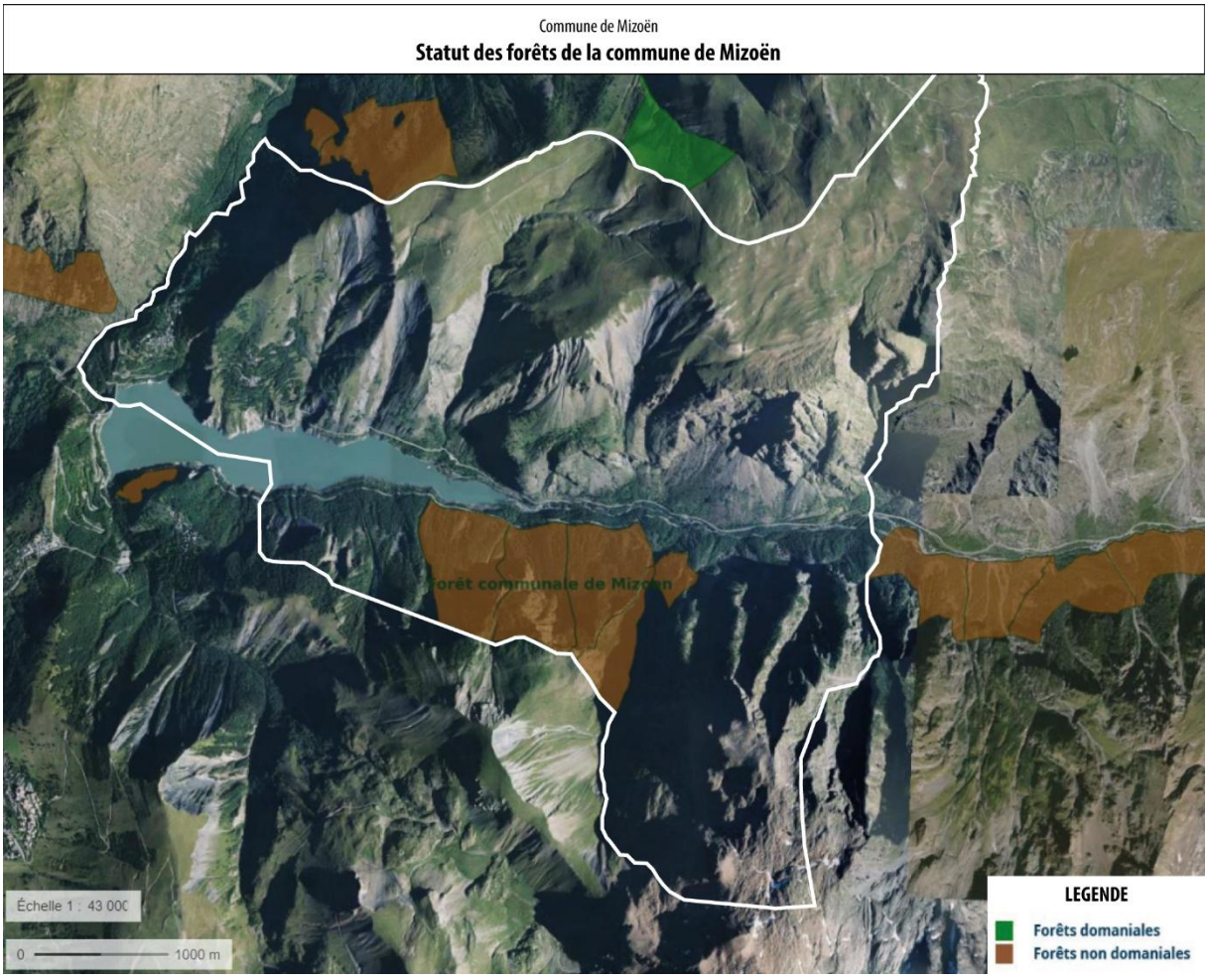
Les boisements sur le territoire de Mizoen sont principalement localisés sur la partie sud de la Romanche et du lac de Chambon, tandis que la partie nord, notamment du plateau d'Emparis, a une vocation d'estive. D'autre part, des espaces forestiers entourent le village et longent la limite est de la commune.
Les espaces forestiers sont globalement diversifiés au sud avec des boisements composés de mélanges de feuillus et conifères, et quelques forêts fermées de mélèzes purs. Cependant, la carte forestière fait ressortir une dominante de forêts de feuillus purs.

Les espaces forestiers autour du village ont quant à eux une diversité plus limitée : forêt fermée à mélange de feuillus et quelques forêts ouvertes de feuillus purs.



Carte des boisements sur la commune de Mizoën
Source : géoportail.fr : Carte forestière V2

Une grande partie des espaces boisés sur la commune sont a priori de propriété privée. Aucune n'est domaniale, et la frange centrale est de propriété communale.



Forêts communales sur la commune de Mizoën
Source : géoportail.fr : Carte forestière V2

2.3. Les espaces agricoles

Source : Registre parcellaire graphique 2022, OCSGE 2021.

« Le registre parcellaire graphique est un système de déclaration graphique des surfaces agricoles […]. Les exploitants dessinent sur des photos aériennes les contours de leurs "îlots de cultures". Ces îlots […] sont donc des unités de terrain exploitées par un même agriculteur, mais pouvant contenir plusieurs cultures. Ces exploitants précisent les cultures qui sont pratiquées sur ces îlots, ainsi que les surfaces associées. Ces informations, collectées et mises à jour annuellement, sont utilisées notamment pour instruire et enregistrer les dossiers de déclaration pour les aides dans le cadre de la politique agricole commune (PAC) »[4].

Si le registre parcellaire graphique permet d'appréhender l'utilisation des terres agricoles de manière assez fine, il présente la limite de comporter uniquement des informations renseignées par les agriculteurs lors de demandes de subventions.

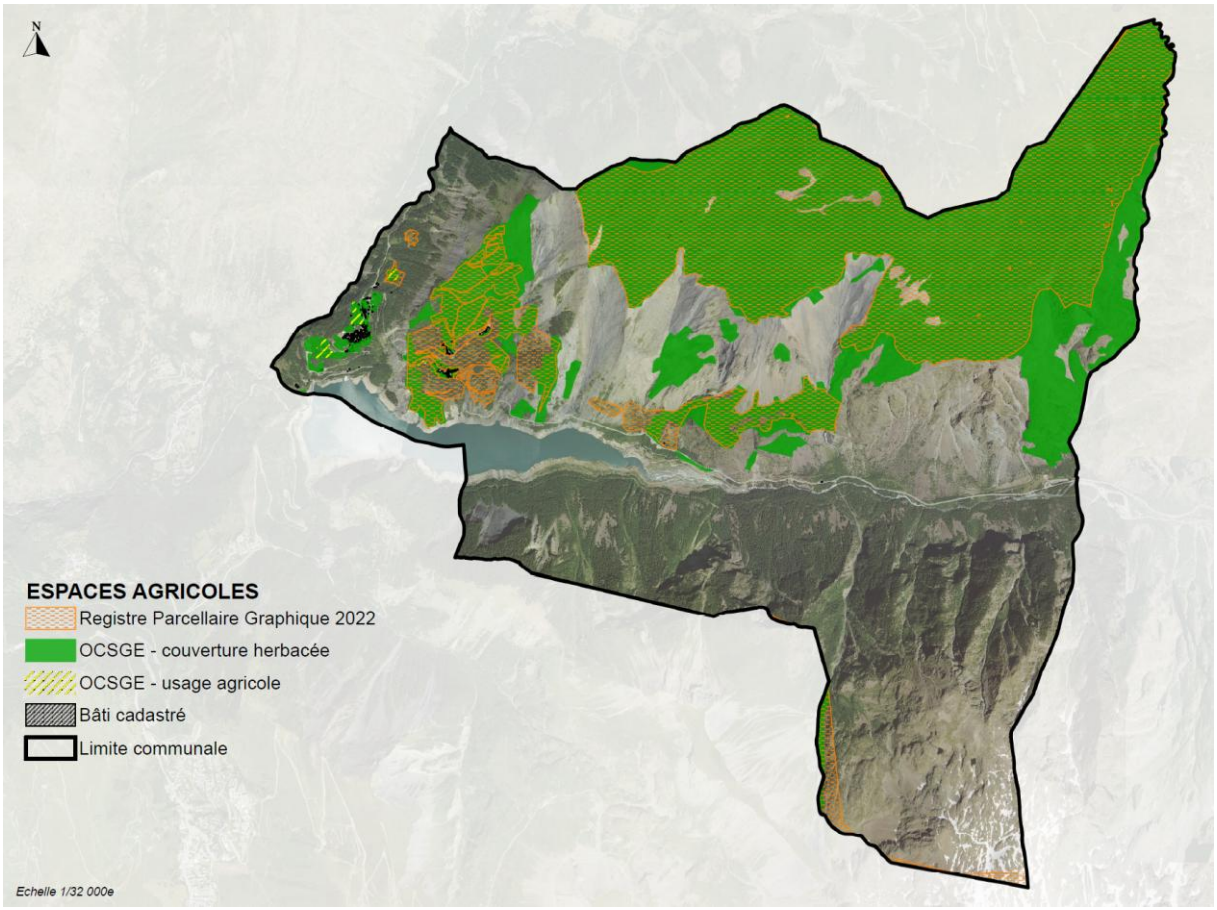
Ainsi, environ 617 ha ont été déclarés au registre parcellaire graphique de 2022, ce qui représente 30 % de la superficie communale totale. Ces superficies ont en grande majorité une vocation pastorale et sont exploitées de la façon suivante :

[4] Source : CANTELAUBE P., CARLES M., « Le registre parcellaire graphique : des données géographiques pour décrire la couverture du sol agricole », INRA, 2010.

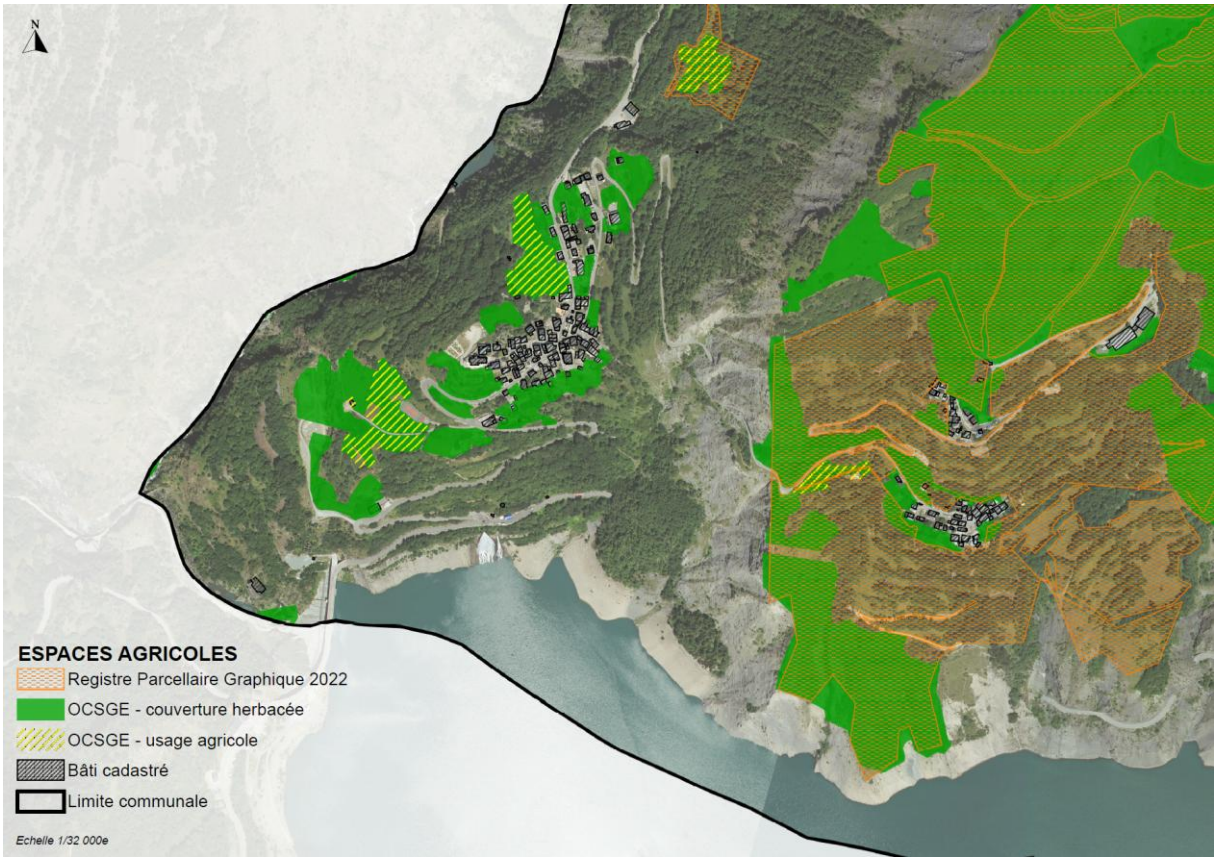
- 583.5ha de prairie avec herbe prédominante et ressources fourragères ligneuses présentes, ou estives et landes soit 28.5% du territoire
- 33.5ha de prairies de 6 ans et plus (couvert herbacé) ou prairies permanentes, soit 1.6% du territoire.

En parallèle, l'OSCGE recense 691ha de formations herbacées, et 2.75ha d'usage agricole.

On remarque que l'ensemble des ces données ne corèle pas exactement, le RPG recouvrant néanmoins les espaces d'usage agricole et la majorité des formations herbacées.



Répartition des espaces agricoles
Sources : OSCGE 2021 – registre parcellaire graphique 2022



Répartition des espaces agricoles – zoom village
Sources : OSCGE 2021 – registre parcellaire graphique 2022

3. ANALYSE ECOLOGIQUE

3.1. Zonages écologiques d'intérêt

Les zones d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF)

Les ZNIEFF ou zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristiques ne constituent pas des zonages réglementaires, mais sont représentées par des sites reconnus pour leurs fortes capacités biologiques et leur bon état de conservation. Ces secteurs du territoire sont particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces animales et végétales rares, caractéristiques du patrimoine naturel régional.

On distingue deux types de ZNIEFF :

- Les ZNIEFF de type 1, d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- Les ZNIEFF de type 2, qui sont des grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe.

La commune de Mizoën est concernée par 6 ZNIEFF de type 1 et 4 ZNIEFF de type 2.

	ZNIEFF			
Type	**Nom**	**Surface totale**	**Surface sur la commune**	**Caractères principaux - particularités**
Type I	**Versant montagneux de la Courbe**	288 ha	17,30 ha	Le site concerne un versant escarpé d'exposition sud à sud-ouest au lieu-dit Côte Alamèle. Diversité de milieux : boisements de feuillus ou de Pin sylvestre, fruticées et prairies sèches, pelouses sèches, éboulis vifs, etc. Les milieux naturels les plus remarquables sont composés de pelouses steppiques sub-continentales et de landes sèches d'adret. Ils recèlent une importante diversité floristique (Aéthionéma des rochers, l'Armoise blanche, l'Androsace à grands calices, l'Astragale faux sainfoin, ...). Le contingent faunistique comprend plusieurs espèces remarquables et spécifiques des milieux rocheux et rocailleux ou des pentes sèches et ensoleillées comme la Perdrix bartavelle, le Circaète Jean-le-Blanc, le Crave à bec rouge ou encore le Merle de roche. Le site fait également partie du territoire de chasse de l'un des couples d'Aigles royaux établis dans la vallée **1 Mammifère et 1 Oiseau déterminants.** **13 espèces végétales déterminantes.**
	Le Rif Tort, sous la Cime du Rachas	777 ha	41,28 ha	Il s'agit d'un vaste plateau creusé d'une ample cuvette au relief doux et aux pentes molles, au caractère pastoral (prairies subalpines à Fétuque paniculée, de pâturages à Nard raide et de pelouses alpines). L'intérêt principal du site résulte de la présence d'un vaste complexe de zones humides tourbeuses et semi-tourbeuses (bas-marais pionniers artico-alpins à Laîche bicolore, bas-marais alcalins à Laîche de Davall, mégaphorbiaies et prairies fraîches, herbiers aquatiques et palustres à Rubanier à feuilles étroites). Le site possède une très importante richesse floristique, puisqu'il comprend au moins 24 espèces végétales remarquables témoignant de la diversité des milieux naturels. La faune comprend plusieurs espèces animales représentatives ou typiques des grands massifs alpins (Chocard à bec jaune, Crave à bec rouge, Perdrix bartavelle, Tétras lyre et Lagopède. Le site fait également partie du territoire de chasse de l'un des couples d'Aigles royaux établis dans la vallée. Enfin, le Petit apollon, qui fréquente les tourbières et bas-marais, se trouve ici dans l'une de ses rares stations de l'Isère. **39 espèces animales déterminantes.** **42 espèces végétales déterminantes.**
	Plan de la Cavale et Clos du Pertuis	47 ha	Totalité	Le site englobe un petit plateau rocheux situé en rebord des gorges de la vallée de la Romanche et dont les altitudes oscillent entre 2100 m et 2260 m. Les principaux habitats naturels qui le constituent associent des pelouses alpines acidophiles, des landes froides d'altitude et des formations végétales d'éboulis et de ressauts rocheux. La pelouse à Fétuque de Haller constitue l'un des habitats les plus typiques de ce site. Les petites zones humides, dont plusieurs petits lacs-mares recelant des herbiers aquatiques

				à Rubanier à feuilles étroites, sont les milieux les plus remarquables. Le site recèle quelques autres plantes remarquables comme la Véronique d'Allioni, caractéristique des pelouses alpines sur silice. La faune du site comprend plusieurs représentants typiques des grands massifs alpins tels que l'Accenteur alpin, le Lagopède alpin, la Perdrix bartavelle et le Lièvre variable. **13 espèces animales déterminantes.** **11 espèces végétales déterminantes.**
	Versant adret de la vallée de la Romanche au lac du Chambon	509 ha	506,7 ha	Le site est composé principalement d'un système de falaises et d'escarpements rocheux d'exposition plein sud, étagés par des vires et entaillés de profondes gorges. Ces falaises abruptes sont bordées à leur pied de cônes d'éboulis et de déjections torrentielles. Aux abords des hameaux de la commune de Mizoën, la partie ouest du site, aux pentes moins raides, comprend également d'anciennes terrasses agraires, étagées sur le versant. Les principales unités végétales présentes combinent des prairies sèches et pelouses sèches aux affinités steppiques marquées, ainsi que leurs différents faciès d'embuissonnement, des landes et fruticées xérophiles d'adret à genévriers associées à divers arbustes, des pelouses pionnières sur rocailles et des associations d'éboulis et d'escarpements rocheux siliceux. Les milieux naturels les plus remarquables du site sont les pelouses steppiques sub-continentales, dont l'association à Armoise blanche, Lavande à feuilles étroites et Fétuque marginée est le groupement végétal le plus caractéristique. La flore de ces milieux est particulièrement riche, puisqu'une trentaine d'espèces végétales remarquables sont présentes. Parmi celles-ci, l'Achillée noble, l'Astragale faux sainfoin, l'Echinops à tête ronde, l'Odontites lancéolé, la Stipe chevelue et le Silène arméria constituent les éléments les plus remarquables des pelouses et landes sèches d'affinités steppiques. Parmi les autres plantes remarquables et représentatives des différents milieux du site, on peut citer la Gagée jaune, l'Ophioglosse des marais et la Raiponce de Charmeil. La faune compte également plusieurs espèces d'oiseaux particulières, caractéristiques des milieux rocheux et des pentes sèches et ensoleillées, comme la Perdrix bartavelle, le Merle de roche, le Crave à bec rouge et le Circaète Jean-le-Blanc. Enfin, le petit Lac Lovitel est un site de prédilection pour plusieurs espèces de batraciens ou amphibiens (Crapaud commun, Grenouille rousse et Crapaud alyte). **31 espèces animales déterminantes.** **80 espèces végétales déterminantes.**
	Versant ubac de la vallée de la Romanche au lac du Chambon	716 ha	500,88 ha	Le site comprend des mélézins presque purs et quasi inexploités, représentant les peuplements les plus occidentaux de l'Oisans avec ceux de Villard-Notre-Dame. Le site présente une flore très riche grand intérêt, notamment dans les couloirs d'avalanches, les landes subalpines et les zones rocheuses (Ail victorial, Ancolie des Alpes, Lis orangé, Pleurosperme d'Autriche, Dracocéphale de Ruysch…). Il recèle également plusieurs espèces animales représentatives et emblématiques des hautes montagnes comme le Chamois, le Bouquetin des Alpes, l'Aigle royal, le Lagopède alpin, ou encore le papillon Apollon. **13 espèces animales et 22 espèces végétales déterminantes.**

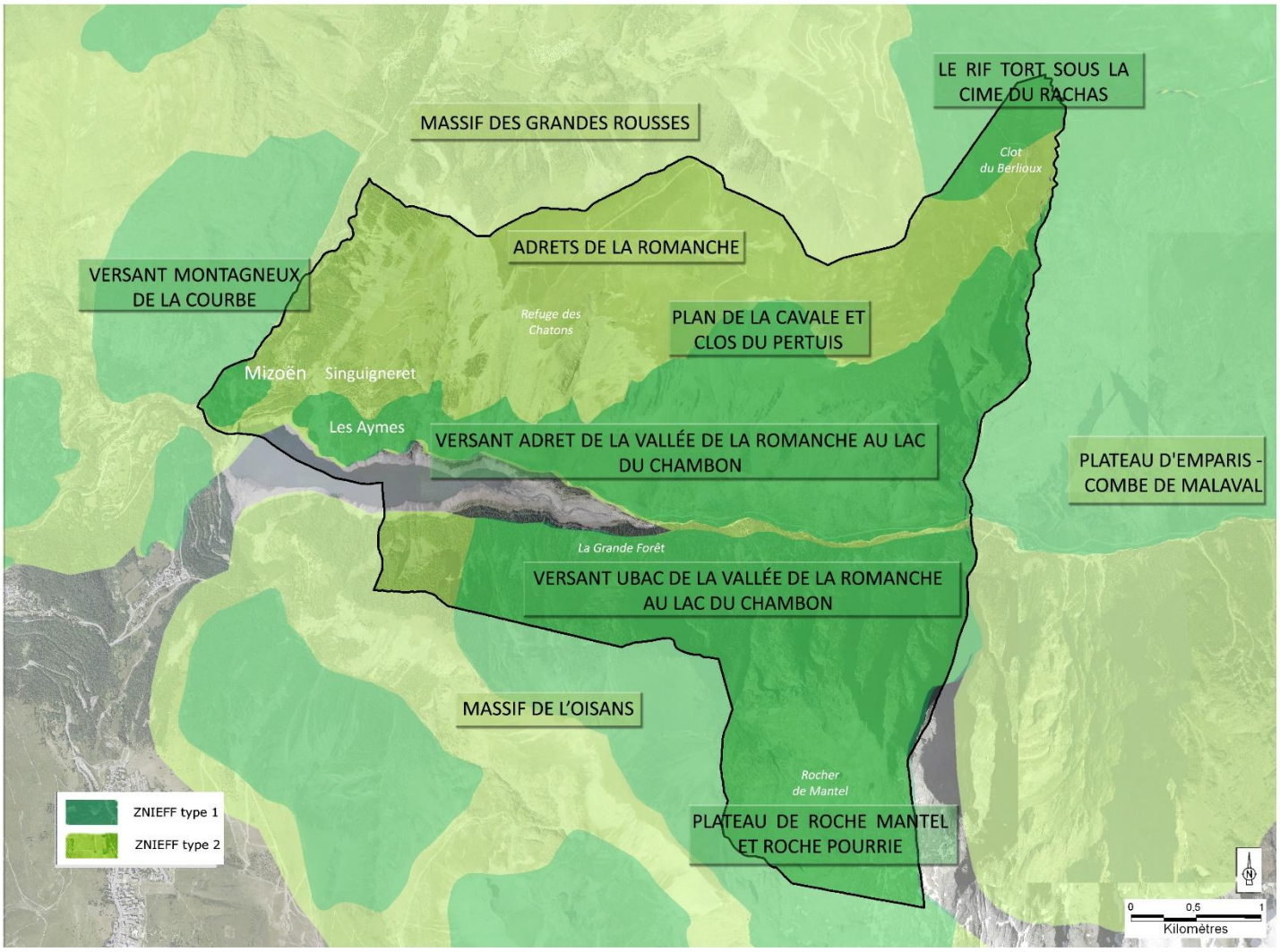
	Plateau de Roche Mantel et Roche pourrie	194 ha	91,63 ha	Les habitats naturels du site comprennent essentiellement des formations végétales pionnières des rocailles, éboulis et moraines de haute altitude. Des pelouses alpines fragmentaires peuvent être observées dans les secteurs les plus abrités. L'intérêt floristique est élevé. Plusieurs plantes rares des hautes altitudes y ont été observées. Il s'agit en particulier du Pavot des Alpes, aux spectaculaires corolles jaune orangé, de la Laîche des rochers, de la Potentille des frimas, du Genépi jaune et surtout de la Primevère à feuilles larges dont il s'agit ici de l'une des rares stations du département de l'Isère. La faune comprend des espèces rares et représentatives des milieux rocheux et rocailleux de haute comme le Lagopède alpin et la Niverolle alpine pour les oiseaux, le Lièvre variable, le Bouquetin des Alpes et le Campagnol des neiges pour les mammifères, et le Lézard vivipare parmi les reptiles. **4 espèces animales et 13 espèces végétales déterminantes.** **Superficie :** 194 ha.
Type II	**Adrets de la Romanche**	2383 ha	997,54 ha	Site très minéral de haute montagne. Importante variété d'habitats naturels associant prairies et pelouses sèches, éboulis rocheux, landes et fruticées xérophiles. Les adrets de la vallée accueillent notamment de remarquables formations steppiques sub-continentales, comprenant des pelouses et des landes sèches. Ces milieux sont très localisés dans le département de l'Isère, où ils se cantonnent pratiquement à ce secteur de la vallée de la Romanche. Ils sont typiques et caractéristiques de quelques vallées intra-alpines particulièrement sèches, telles qu'une partie du Valais, la Haute Maurienne ou la vallée de la Durance. Ils hébergent un cortège important d'espèces végétales rares ou particulièrement remarquables (Dauphinelle fendue, Achillée noble, Fétuque du Valais, Hysope officinal, Orlaya à grandes fleurs, Stipe plumeuse…). La faune, bien que moins spécifique, n'en est pas moins représentée par plusieurs espèces remarquables (papillon Apollon, Bouquetin des Alpes, Bruant ortolan, Crave à bec rouge, Perdrix bartavelle…). Le zonage de type II traduit les multiples interactions existant au sein de cet ensemble, dont les échantillons les plus représentatifs en termes d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits par une forte proportion de zones de type I. Il souligne particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales : - en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de multiples espèces, dont celles précédemment citées, ainsi que d'autres exigeant un large domaine vital (Bouquetin des Alpes …) ; - à travers les connections existant avec les massifs voisins (Grandes Rousses, Oisans…). **Espèces déterminantes : 88 espèces végétales, 9 Oiseaux, 5 Mammifères, 1 Insecte, 1 Amphibien.**
Type II	**Massif des Grandes Rousses**	31889 ha	328,18 ha	Le Massif des Grandes Rousses accueille désormais de multiples aménagements, notamment liés à la pratique des sports d'hiver. Il recèle néanmoins encore d'habitats naturels (pelouses riveraines arctico-alpines…). La flore est représentée par de nombreuses espèces remarquables : nombreuses androsaces, cypéracées

				caractéristiques des tourbières d'altitude et des formations arctico-alpines, Pensée du Mont Cenis, Clématite des Alpes, saules d'altitude, Saussurée déprimée, Woodsie des Alpes. Ceci est également vrai pour la faune associée aux écosystèmes de montagne : Lièvre variable, ongulés dont Cerf élaphe, Chamois et Bouquetin, galliformes, Chouettes de Tengmalm et Chevêchette, entomofaune très diversifiée, Omble chevalier. Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de ce réseau de forêts d'altitude, de pelouses et de zones humides, dont les échantillons les plus représentatifs en termes d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits par un grand nombre de zones de type I. En dehors de ces zones de type I, il existe par ailleurs souvent des indices forts de présences d'espèces ou d'habitats déterminants, qui justifieraient des prospections complémentaires. Il souligne particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales : - en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de multiples espèces, dont celles précédemment citées, ainsi que d'autres exigeant un large domaine vital (Bouquetin des Alpes, Aigle royal, Loup …) ; - à travers les connections existant avec d'autres massifs voisins (Belledonne, Aiguille d'Arves, Oisans…). Enfin, certains sites font l'objet d'un suivi glaciologique, permettant notamment une analyse de l'évolution climatique (glacier de Sarennes à proximité de l'Alpes d'Huez). **33 espèces animales déterminantes.** **123 espèces végétales déterminantes.**
	Plateau d'Emparis – Combe de Malaval	31889 ha	En limite communale est	Site en 2 secteurs : le Plateau d'Emparis où prédomine un paysage pastoral composé de formations herbacées, et les deux versants de la profonde entaille de la vallée de la Romanche s'opposant par un contraste d'exposition très marqué entre adret et ubac. Sur le versant adret, sont présentes des prairies sèches et pelouses sèches aux affinités steppiques marquées, ainsi que leurs divers faciès d'embuissonnement. A l'ubac, se remarque une grande diversité de formations végétales tels que boisements de Mélèze de bas de versant, aulnaies vertes des couloirs d'avalanches et pentes d'ubac, landes subalpines à Airelles, etc. Les 5 habitats déterminants sont : les bas marais cryophiles d'altitude des bords de sources et suintements à Laîche des frimas, les bas marais pionniers arctico-alpins à Laîche bicolore, les ceintures péri-lacustres des lacs froids et mares d'altitude à Linaigrette de Scheuchzer, les éboulis calcaires fins à Liondent des montagnes et les pelouses steppiques sub-continentales. 7 espèces végétales déterminantes sont protégées au niveau national, et 8 au niveau régional (PACA). Par ailleurs, le site comprend 7 autres espèces végétales remarquables, dont 3 sont protégées au niveau national (Sainfoin de Boutigny, Fausse Giroflée des montagnes et Ancolie des Alpes). Le site présente un intérêt faunistique élevé. Parmi les mammifères patrimoniaux, figurent en particulier le Murin de Brandt, le Vespère de Savi pour les chauves-souris, le Lynx boréal (dont la présence sur le site n'a pas été actualisée depuis 1997), le Loup, le Bouquetin des Alpes, le Lièvre variable, mais aussi la

				présence d'un petit mammifère insectivore méconnu, la Musaraigne du Valais. L'avifaune nicheuse comprend plusieurs espèces intéressantes : Aigle royal, Autour des palombes, Faucon pèlerin, Bondrée apivore, Perdrix bartavelle, Caille des blés, Tétras lyre, Lagopède alpin, Chouette de Tengmalm, Grand-duc d'Europe, Cincle plongeur, Monticole de roche, Rousserolle verderolle, Pie grièche écorcheur, Crave à bec rouge, Sizerin flammé. Cette ZNIEFF de type 2 englobe les deux ZNIEFF de type 1 suivantes : « Plateau d'Emparis, Petit Têt serre Bernard, les Masserelles, pré Veyraud » et « Versant adret de la combe de Malleval et milieux steppiques de la vallée de la Romanche jusqu'à la Grave ». **5 habitats déterminants.** **26 espèces végétales et 9 espèces animales déterminantes.**
	Massif de l'Oisans	64315 ha	634,78 ha	Massif de haute montagne présentant une diversité d'habitats naturels intéressante où se développent une faune et une flore remarquables avec de nombreuses espèces rares, parfois menacées. Le mélézin est l'habitat dominant en versant nord, accompagné de quelques sapinières dans la partie ouest du massif (Valbonnais) et, en altitude, de la présence disséminée du Pin cembro. En adret, forêts de Pin à crochets ou de Pin sylvestre, hêtraies et même chênaie pubescente sont bien représentées. De nombreuses espèces remarquables de la flore sont présentes dans le massif telles que plusieurs aconit et androsaces, l'Ancolie des Alpes, le Sabot de Vénus, le Dracocéphale d'Autriche, plusieurs genévriers, le Pavot des Alpes, les Saussurées déprimée et discolore, de nombreux saules d'altitude, le Trèfle des rochers, la Potentille du Dauphiné ou la Woodsia des Alpes. Quelques endémiques des Alpes sud-occidentales peuvent y être rencontrées comme la Bérardie laineuse ou le Choux de Richer. La richesse de la faune se vérifie en ce qui concerne les mammifères (Lièvre variable, Campagnol des neiges, fortes populations de Chamois et maintenant de nouveau de Bouquetin des Alpes et de Cerf élaphe, grande variété de chiroptères…), les oiseaux (210 espèces, parmi lesquelles le Crave à bec rouge, les galliformes de montagne, la plus importante population française d'Aigle royal, et de nombreux autres rapaces), les insectes (papillons Alexanor, Apollon, semi-Apollon et petit Apollon, azurés, Nacré des Balkans, Solitaire et autres…), les batraciens (Sonneur à ventre jaune), reptiles (Lézard vivipare) et poissons (Omble chevalier). Le massif est par ailleurs inventorié au titre des Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO). Le zonage de type II souligne les multiples interactions existant au sein de cet ensemble, dont les échantillons les plus représentatifs en termes d'habitats ou d'espèces remarquables sont retranscrits par de nombreuses zones de type I. Il souligne particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales : - en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de multiples espèces, dont celles précédemment citées, ainsi que d'autres exigeant un large domaine vital (Cerf élaphe, Bouquetin des Alpes, Aigle royal, voire Loup…) ;

				- à travers les connections existant avec d'autres massifs voisins (Taillefer, Grandes-Rousses, Dévoluy…). **76 espèces animales déterminantes.** **164 espèces végétales déterminantes.**

Le zonage ZNIEFF concerne la quasi-totalité du territoire communal (seul le lac du Chambon n'est pas concerné). Cela précise le fort intérêt écologique de la commune, notamment pour la mosaïque des milieux de montagne et haute montagne : pelouses alpines, milieux rocheux, zones humides ; mais aussi pour des milieux plus spécifiques et particuliers liés à l'exposition du versant adret : pelouses sèches, prairies sèches et faciès d'embuissonement associés.



Carte du zonage naturel d'intérêt écologique, floristique et faunistique (ZNIEFF)
Commune de Mizoën (38)

Réalisation : C. Guignier - Monteco
Février 2016
Fonds ortho IGN -
données : DREAL PACA

*Carte 1 : **localisation des ZNIEFF – commune de Mizoën***

3.1.1. Les zones humides

Le code de l'Environnement (art. L.211-1) définit des zones humides comme « des terrains exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou

temporaire », dans lesquels « la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

Les zones humides (marais, tourbières, vasières, forêts alluviales, etc.) sont des zones de transition entre le milieu terrestre et le milieu aquatique, caractérisées par la présence d'eau, en surface ou dans le sol. Cette position d'interface leur confère un rôle important dans la régulation des débits des cours d'eau et l'épuration des eaux. Elles contribuent donc à la gestion de la ressource en eau. Il s'y développe également une faune et une flore spécifique, adaptées aux conditions particulières de ces milieux, notamment de nombreuses espèces rares ou menacées. Cependant, ces milieux sont fragiles et sont en régression en France.

La préservation des zones humides, préconisée et réglementée au Code de l'environnement pour des raisons patrimoniales et le maintien de la biodiversité, est également un facteur favorable à la limitation des risques liés aux phénomènes pluvieux exceptionnels et à l'écrêtement des crues grâce à leur capacité de stockage et de ralentissement des flux qu'elles représentent.

L'inventaire des zones humides de l'Isère (source Avenir, données indicatives non exhaustives) indique la présence de 4 zones humides sur le territoire communal. Il s'agit essentiellement de de bas-marais alcalins et acides d'altitude. Le Lac du Chambon représente une surface importante dans les zones humides de la commune mais n'est pas marqué d'enjeux écologiques importants.

Zones humides de l'inventaire départemental			
Dénomination	Surface totale	Surface pour la commune de Mizoën	Présentation & intérêts
Marais du Rif Tort (38RD0116)	97,42 ha	1,24 ha, en limite nord	Bas-marais d'altitude alcalins et acides
Cascade de la Pisse (38RD0117)	2,07 ha	Ensemble de la zone humide	Bas-marais alcalins, tourbière, formations de tuff.
Lac Lovitel (38RD0118)	0,69 ha	Ensemble de la zone humide	Petite dépression d'asséchant en été présentant un intérêt particulier pour la reproduction du Crapaud alyte.
Lac du Chambon (38RD0119)	113,78 ha	73,32 ha, en partie ouest	Bordure de cours d'eau

La surface totale des zones humides sur la commune représente 77,32 hectares.

Marais du Rif Tort

Les marais du Rif Tort sont composés de bas-marais d'altitude alcalins et acides assez étroits (linéaires), généralement restreints aux bordures de torrents, et particulièrement remués par les crues.

Le site présente 4 habitats d'intérêt communautaire comme les bas-marais acides dont 2 sont prioritaires au titre de la directive européenne Habitats-Faune-Flore comme les pelouses riveraines arctico-alpines à Laîche bicolore.

On compte pour cette zone humide 200 espèces végétales dont 23 sont remarquables (dont 3 protégées au niveau national et 1 protégée au niveau régional) et 95 espèces animales dont plusieurs sont protégées au niveau national et d'autres remarquables en Isère.

Elle présente également un rôle de connexion biologique (échanges, passages) pour la faune et la flore.

Cette zone humide est un Espace Naturel Sensible (terrain acquis par le Département grâce à la Taxe Départementale sur les Espaces Naturels Sensibles, elle est en partie incluse dans le Site classé du plateau d'Emparis (SC710), décret du 10/09/91 et dans le Parc National des Ecrins. C'est également un secteur identifié au SDAGE comme zone humide remarquable.

Par ailleurs, les milieux naturels du site sont menacés par une pression anthropique de plus en plus importante (sur-fréquentation, pollution).

Cascade de la Pisse

Les intérêts paysagers et naturels du milieu sont forts. Cette tourbière surplombe la Romanche et fait face au massif de la Meije et des Ecrins.

Le site présente différents types d'habitats naturels dont des bas-marais alcalins et des pelouses acidiphiles alpines et subalpines. 2 habitats d'intérêts communautaires dont 1 prioritaire au titre de la directive européenne Habitats-Faune-Flore.

On compte pour cette zone humide 1 espèce d'amphibien protégé au niveau national.

Elle présente également un rôle de connexion biologique (échanges, passages) pour la faune et la flore.

La fermeture du milieu par les espèces ligneuses menace la survie des espèces les plus patrimoniales associées au bas-marais alcalins et aux formations de tuff.

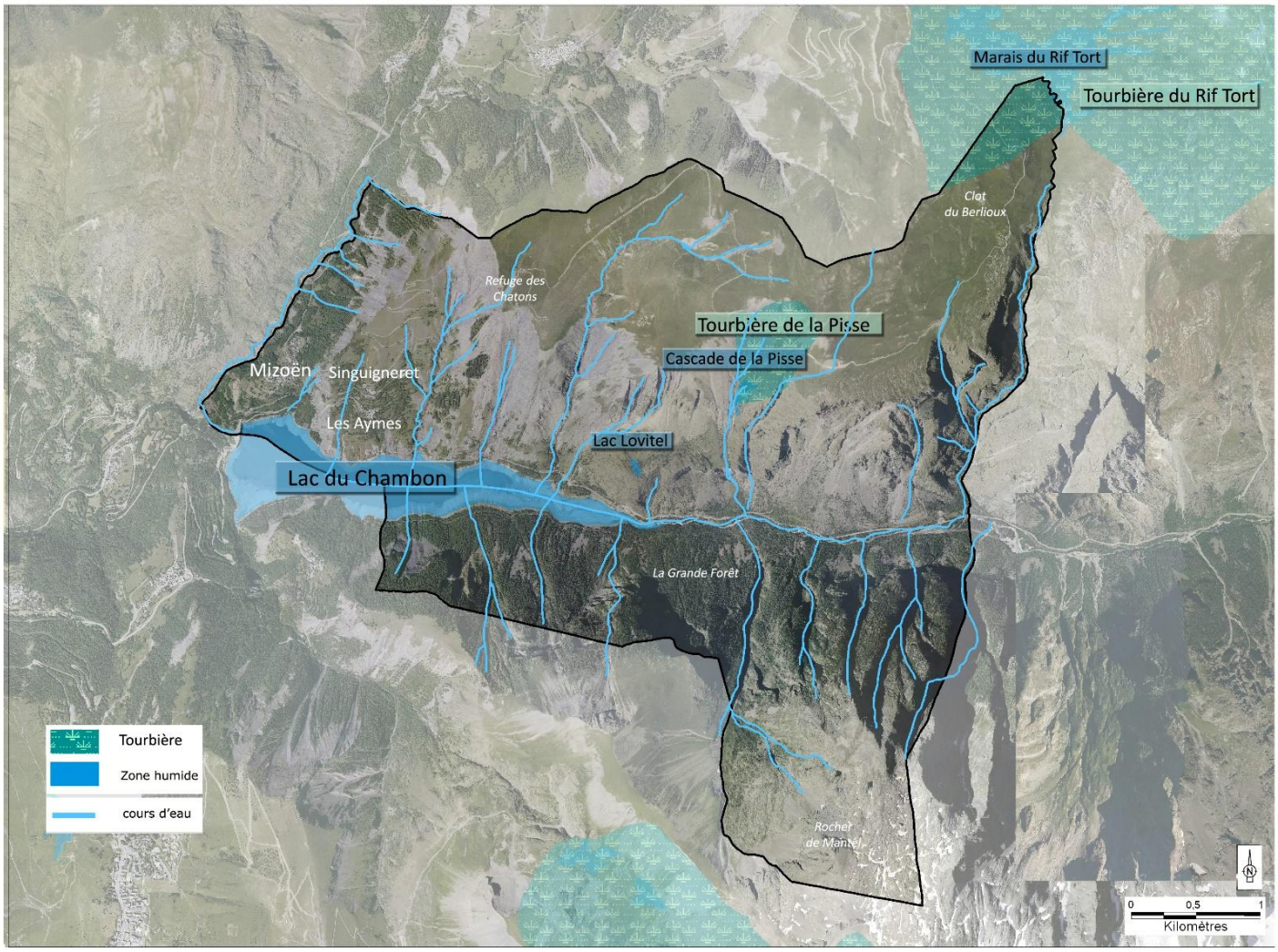
Lac Lovitel

Cette petite dépression est alimentée au printemps par un torrent divagant. De nombreuses espèces végétales en limite altitudinale supérieure de répartition sont présentes dont deux espèces rares en Isère et protégées au niveau régional. Ce site présente un grand intérêt pour les reptiles et les amphibiens. Il s'agit en effet de la station la plus haute pour la reproduction du Crapaud alyte en Isère.

Le site présente différents types d'habitats naturels comme des eaux dormantes eutrophes avec végétation aquatique flottante ou submergée, des prairies humides eutrophes, des formations à grandes Laîches, des pelouses permanentes denses.

Lac du Chambon

Ce lac est formé grâce à un vaste barrage EDF de la vallée de la Romanche. La valeur écologique patrimoniale est assez réduite si ce n'est le rôle de corridor écologique (continuum zone humide au REDI). Le lac assure un rôle de ralentissement du ruissellement grâce à sa grande capacité de stockage.



Carte du zonage de l'inventaire des zones humides et des tourbières
Commune de Mizoën (38)

Réalisation : C. Guignier - Monteco
Février 2016
Fonds ortho IGN - données : DREAL PACA

*Carte 2 : **Zones humides de l'inventaire départemental – commune de Mizoën***

Les enjeux liés aux zones humides sont assez importants sur la commune, avec des milieux remarquables, habitats d'espèces souvent patrimoniales.

3.1.2. Les tourbières

Les tourbières font partie des zones humides relevant d'un caractère prioritaire en termes de préservation par la charte en faveur des zones humides de l'Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse. Ces milieux sont par ailleurs classés comme habitats prioritaires par l'Europe dans le cadre de sa directive « Habitats naturels » qui fonde le réseau Natura 2000.

En Isère, force a été de constater que 80% des bas-marais de la vallée du Nord-Isère avaient disparu depuis 1949 et que nombre de sites actuels continuent d'être drainés, artificialisés voire totalement détruits par des remblais, des constructions ou la création de plans d'eau.

Afin de montrer l'importance de ces milieux et leur fragilité, le CREN conjointement avec le CEN de l'Isère (Avenir) ont réalisé un inventaire des tourbières de l'Isère (2000).

La commune de Mizoën est concernée par deux tourbières (voir carte précédente pour la localisation).

Tourbières de l'inventaire départemental de l'Isère			
Dénomination	Surface totale	Surface pour la commune de Mizoën	Présentation & intérêts
Tourbière du Rif Tort (338GR01)	83 ha	1,24 en limite nord	Diversité d'habitats tourbeux typique des conditions de haute altitude. Nombreuses espèces floristiques et faunistiques remarquables. Menaces anthropiques importantes.
Tourbière de la Pisse (38RD0117)	1,79 ha	Ensemble de la zone humide	Tourbières et formations de tuff. Milieu rare en Isère. Dégradations importantes.

Tourbière du Rif Tort

Le site présente une **diversité d'habitats tourbeux typique des conditions de haute altitude**. Les tourbières occupent des surfaces restreintes et étroitement localisées en cordons linéaires ou en chapelets au fond de talweg ou le long du réseau hydrographique. Les habitats sont étroitement dépendants des conditions hydrologiques et sont établis sur substrats meubles ce qui accroit d'autant leur vulnérabilité et les rend particulièrement sensibles aux différentes atteintes (modifications de l'hydrologie, piétinement, pollution ou eutrophisation de l'eau…).

Des formations de tourbières basses à *Carex davalliana* sont présentes sur ce site et sont des habitats d'intérêt communautaires prioritaires.

Pour la **flore**, on note la présence d'espèces remarquables comme la **Laîche bicolore** (6 stations connues en Isère), **l'Avoine odorante** (seule station en Isère), le **Potamot filiforme** (seule station connue en Isère), le **Souchet des Alpes** (seule station connue en Isère) et le **Saule de Suisse** (7 stations connues en Isère).

Pour la **faune**, on note la présence de **nombreuses espèces dont plusieurs espèces remarquables** comme l'Accenteur alpin, l'Alouette des Champs, la Niverolle alpine pour les oiseaux, le Lézard vivipare pour les reptiles, l'Apollon, le Semi-Apollon, le Petit Apolon et le Solitaire pour les papillons.

Depuis plusieurs années le marais du Rif Tort subit une pression anthropique très forte et d'origine multiple. Ces menaces directes sont importantes sur l'état de conservation des milieux naturels (existence d'une pollution domestique non négligeable).

Tourbière de la Pisse

Cette tourbière **originale** de petite superficie (1,79 ha) est située à l'aplomb de l'une des cascades du ruisseau de la Pisse. Elle résulte de multiples résurgences ayant un fort débit. Cette tourbière atypique est composée de deux parties : une partie de type **tourbière** et une autre partie de type plutôt **tufières**. En effet, l'écoulement des eaux fortement minéralisées et carbonatées a une influence sur la végétation. Elles déposent ces minéraux sur les mousses riveraines et forme des accrétions appelées « tufs ». Parmi ces milieux particuliers, on retrouve également une végétation plus caractéristique des marais calcaires et quelques arbres et arbustes (notamment saules et bouleaux) qui ont su s'adapter aux conditions particulières du milieu. Ainsi, on distingue plusieurs strates végétales : la strate

muscinale, avec les mousses où se forme le tuf, la strate herbacée composée de joncs et de laîches, la strate arbustive avec des saules bas et la strate arborée avec des arbres comme le bouleau.

On note la présence de deux habitats d'intérêt communautaire prioritaire : les sources d'eau dure (7240*) avec dépôt de tuf sur les mousses et les tourbières basses à *Carex davallianna* (7230*) développées le long du ruisseau, sur les mousses.

78 espèces végétales ont été inventoriées sur le site (hors bryophytes) ce qui présente une belle diversité pour une petite surface. 3 espèces remarquables ont été identifiées : la **Primevère farineuse et la Pyrole à feuilles rondes** (protection régionale, espèces rares en Isère) et le Saule bleuâtre (espèce rare en Isère).

Le site présente un potentiel intéressant pour divers groupes d'insectes (notamment papillons et orthoptères). On note la présence de la Grenouille rousse, protégée au niveau national.

Les intérêts paysagers et naturels du site sont forts. Il s'agit d'un **site original et unique** sur le massif des Grandes Rousses, mais aussi rare en Isère et en France.

Le site présente cependant un **état dégradé** du fait du fort piétinement exercé par les promeneurs (attirance du promeneur pour y pénétrer étant donné le fort intérêt paysager). A noter que des travaux de mise en protection ont été engagés en 2020 par le réseau Natura 2000.

Il est également répertorié comme « Zone humide remarquable au SDAGE Rhône-Méditerranée-Corse. Il appartient également au site classé du Plateau d'Emparis (SC710) et une portion de la tourbière est en réserve de chasse et de faune sauvage.

3.2. Zonages écologiques contractuels

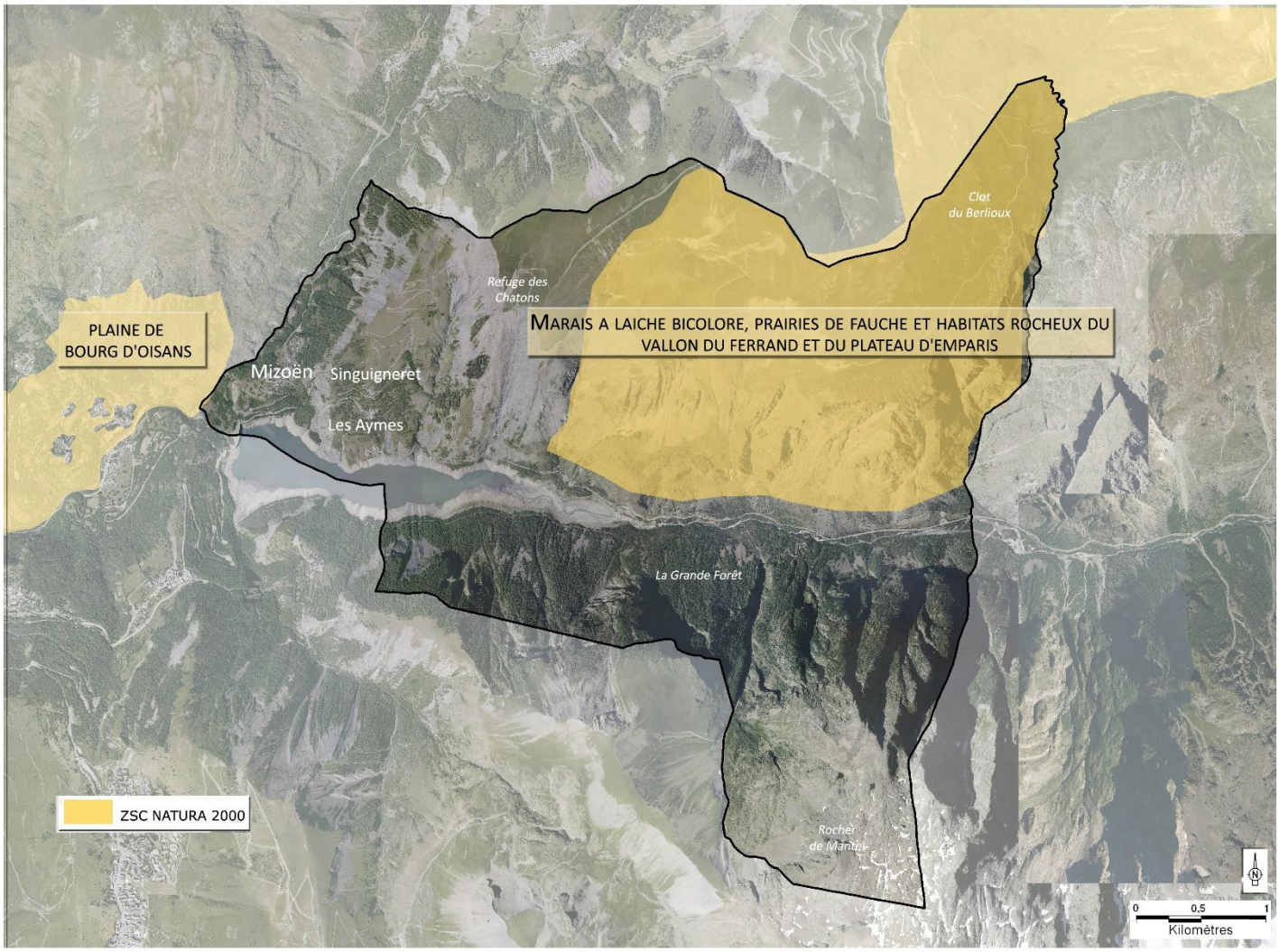
3.2.1. Sites Natura 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages et de leurs habitats. La mise en place de ce réseau s'appuie sur l'application des Directives européennes Oiseaux (ZPS ou Zone de Protection Spéciale) et Habitats (ZSC Zone Spéciale de Conservation ou SIC Site d'Importance Communautaire). Les sites Natura 2000 bénéficient d'un cadrage réglementaire. En France, chaque site est géré par un gestionnaire qui nomme ensuite un opérateur chargé d'animer un comité de pilotage, de réaliser le document de gestion du site (DOCOB) et de le faire appliquer.

La commune de Mizoën est directement concernée par 1 site Natura 2000 de la Directive Habitats. Il représente environ 40% de la surface communale. Le site Natura 2000 « Plaine de Bourg d'Oisans » se retrouve en limite communal, à l'ouest.

Natura 2000			
Nom	**Surface totale**	**Surface commune**	**Caractères principaux - particularités**
ZSC Marais à Laîche bicolore, prairies de	2412 ha	762,6 ha	La situation géographique du site, sa diversité géologique, ses altitudes élevées ont favorisé l'extension d'une flore

fauche et habitats rocheux du vallon du Ferrand et du Plateau d'Emparis			alpine très riche. De beaux amas de tuf et plusieurs zones de tourbières constituent un intérêt certain. Les marais à Laiche bicolore du Vallon du Ferrand et du Rif tord représentent les joyaux du site, puisque ce sont les seules stations de Laiche bicolore et d'Avoine odorante du département de l'Isère. Les habitats de tuffières et les versants méridionaux couverts de végétation steppique (station de lavande) complètent la richesse de cet ensemble et en font un site remarquable. **18 habitats d'intérêt communautaire dont 3 prioritaires, 3 espèces animales d'intérêt communautaire.**
ZSC Plaine de Bourg d'Oisans	3473 ha	En bordure des limites communales, à l'ouest	Plaine issue du comblement d'un lac, située sur le cours moyen de la Romanche, constituant un hydrosystème remarquable : ensemble remarquable de sources, résurgences, fossés, chenaux, mares, prairies humides et boisements humides. On retrouve des alluvions torrentielles où pousse le Trèfle saxatile, les coteaux steppiques, les nombreuses prairies de fauche fleuries et riches en insectes, les boisements humides qui occupent la plaine, en particulier autour du marais de Vieille Morte, et où l'on trouve encore de rares crapauds Sonneur à ventre jaune. Le site compte **26 habitats, 8 espèces animales** (dont 3 espèces de chauves-souris) et **2 espèces végétales** (le Trèfle des rochers et le Sabot de Vénus) **d'intérêt communautaire.**



Carte du zonage Natura 2000
Commune de Mizoën (38)

Réalisation : C. Guignier - Monteco
Février 2016
Fonds ortho IGN -
données : DREAL PACA

*Carte 3 : **Localisation du site Natura 2000 – commune de Mizoën***

Marais à Laiche bicolore, prairies de fauche et habitats rocheux du Vallon du Ferrand et du Plateau d'Emparis FR8201736	
Surface	2412 ha
Localisation	Le site est situé dans le département de l'Isère et concerne 3 communes (Besse, Clavans-en-Haut-Oisans et Mizoën).
Géologie	Le site se décline en deux zones structurales : à l'ouest, les versants de l'arête cristalline des Grandes Rousses coiffées de glaciers et parcourus d'éboulis, à l'est une vaste zone de "silence" tectonique dont l'épaisse couverture sédimentaire a été mollement plissée et où dominent de grandes coupoles et vastes auges peu profondes. La lithologie est très diversifiée : roches cristallines et cristallophyliennes (amphibolites, gneiss migmatiques, micaschistes, ...) et sédimentaires (grès, conglomérats, dolomies, gypse du Trias, Lias calcaires et schisteux à fossiles).
Zone biogéographique	Situé en limite biogéographique, sur la bordure ouest de la zone intra-alpine et à la transition entre Alpes du Nord et Alpes du Sud
Climat	Climat rude, caractérisé par des précipitations faibles, mais régulièrement réparties tout au long de l'année, et des températures rigoureuses où se dénote l'effet de continentalité intra-alpin. Amplitudes thermiques annuelles relativement élevées et ensoleillement important sur les versants bien exposés, créent des conditions d'aridité localement importantes. Climat de transition, d'une part entre les Alpes du nord et les Alpes du sud, et d'autre part entre les Alpes externes et les Alpes internes
Etages de végétation et altitude	Montagnard, subalpin et alpin et nival, entre 1500 m et 2600 m d'altitude
Gestionnaire	Mairie de la Grave / Parc national des Ecrins DOCOB : version 2019
Dernier arrêté	22/08/2006

Le document d'objectif du site est intégré au document d'objectif du Site Natura 2000 I15 « Vallée du Ferrand – Plateau d'Emparis ».

Habitats naturels

La situation géographique du site, sa diversité géologique, ses altitudes élevées ont favorisé l'extension d'une flore alpine très riche. De beaux amas de tuf et plusieurs zones de tourbières constituent un intérêt certain.

Les marais à Laiche bicolore du Vallon du Ferrand et du Rif tord représentent les joyaux de ce site, puisque ce sont les seules stations de Laiche bicolore et d'Avoine odorante du département de l'Isère.

L'activité humaine, en maintenant des prairies de fauche à des altitudes élevées, fait également partie du patrimoine à préserver. De même le pâturage extensif entretient les marais (Tourbières basses alcalines 7230, formations pionnières alpines du *Caricion bicolore*, *Caricion bicoloris-atrofuscae* 7240) en limitant notamment le développement des saules (*Salix* ssp). En revanche, une charge pastorale trop forte pourrait les dégrader, certains sols meubles étant très sensibles au piétinement.

Le maintien des pelouses sur calcaires (habitats 6170 et 6210) est tributaire du pastoralisme qui en limite l'embroussaillement. En cas d'abandon du pâturage, les formations herbeuses sèches 6210 évoluent en effet très rapidement vers des landes à Genévrier (*Juniperus nana* et *Juniperus sabina*) ou vers des fourrés arbustifs à églantiers (*Rosa* spp) et Epine vinette *(Berberis vulgaris*). Sans pâturage, les pelouses calcaires alpines et subalpines 6170 seraient soumises à une forte colonisation par les ligneux, notamment par les bouleaux (*Betula* ssp.).

Les habitats de tuffières (7220) et les versants méridionaux couverts de végétation steppique (station de lavande) complètent la richesse de cet ensemble et en font un site remarquable.
Plusieurs types d'habitats rocheux sont présents sur ce site en surface notable et en général en bon état de conservation, voire en très bonne état : éboulis siliceux (8110), éboulis calcaires et de schistes calcaires (8120), éboulis ouestméditerranéens et thermophiles (8130), ainsi que des pentes rocheuses avec végétation chasmophytique calcaires (8210) ou siliceuses (8220).
Comme l'ensemble des glaciers alpins, ceux de ce site sont en régression et connaissent un recul, peut-être une conséquence de l'effet de serre.

Le site comprend ainsi **18 habitats naturels d'intérêt communautaire dont 2 prioritaires**.

Code	Nom de l'habitat	Statut
3130	*Eaux stagnantes, oligotrophes à mésotrophes avec végétation des Littorelletea uniflorae et/ou des Isoeto-Nanojuncetea*	
3150	*Lacs eutrophes naturels avec végétation du Magnopotamion ou de l'Hydrocharition*	
3220	*Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée*	
3240	*Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à Salix elaeagnos*	
4060	*Landes alpines et boréales*	
6170	*Pelouses calcaires alpines et subalpines*	
6210	*Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (Festuco-Brometalia) (* sites d'orchidées remarquables)*	
6430	*Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin*	
6520	*Prairies de fauche de montagne*	
7220	*Sources pétrifiantes avec formation de tuf (Cratoneurion)*	PRIORITAIRE
7230	*Tourbières basses alcalines*	
7240	*Formations pionnières alpines du Caricion bicoloris-atrofuscae*	PRIORITAIRE
8110	*Eboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (Androsacetalia alpinae et Galeopsietalia ladani)*	
8120	*Eboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (Thlaspietea rotundifolii)*	
8130	*Eboulis ouest-méditerranéens et thermophiles*	
8210	*Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique*	
8220	*Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique*	
8340	*Glaciers permanents*	

Flore

Les inventaires sur le site ont permis d'identifier **855** espèces végétales.
59 espèces sont des endémiques, dont l'aire de distribution est étroitement localisée. Parmi ces endémiques locales ou régionales, il faut remarquer : l'Androsace pubérulente (*Androsace adfinis* subsp. *puberula*), la Campanule du Mont-Cenis (*Campanula cenisia*), l'Oxytropis de Suisse (*Oxytropis helvetica*), le Chou étalé (*Brassica repanda*) ou encore la Nigritelle rose *(Gymnadenia nigra* subsp. *corneliana*).

Faune

365 espèces animales, dont 146 espèces de vertébrés, ont été recensées sur le site. Plusieurs espèces visées par la Directive Habitats ont été recensées.

Quatre espèces sont désignées à l'annexe 2 de la Directive Habitats.

- Damier de la Succise : Ce papillon apprécie les prairies pauvres, les tourbières jusque 2 500 mètres d'altitude, les prairies, les lisières de feuillus. Il vit dans le steppique et sur les prairies humides.
- La Leucorrhine à gros thorax : fréquente les bordures de marais, bas marais, rivières à cours lent.
- Petit Murin : Les terrains de chasse de cette espèce sont les milieux herbacés ouverts jusqu'à 2000m d'altitude. Son affinité pour l'herbe haute l'amène à fréquenter en priorité les milieux de type steppe ouverte et les prairies humides, prairies denses et zones de pâturage extensifs, voire les pelouses sèches où l'herbe haute est moins dense.
- Loup gris : Depuis 1998, le loup fait des incursions sur le secteur du plateau d'Emparis depuis la vallée de la Maurienne (Savoie) où quelques individus, en provenance d'Italie suite à la reconstitution des populations naturelles après plusieurs décennies de protection, sont établis. Les surfaces boisées du site étant très restreintes, il semble toutefois peu probable que le Loup s'installe de façon permanente sur le site.

Enjeux et vulnérabilité

Les vulnérabilités sont :

- Localement intensification du pastoralisme.
- Risque d'abandon de la fauche.
- Accroissement de la fréquentation touristique.

Objectifs de conservation

Cinq grands objectifs de conservation prioritaires ont été déterminés pour le site :

OBJECTIF 1 : Préserver les milieux humides et aquatiques et leurs espèces associées

OBJECTIF 2 : Restaurer et préserver les landes et pelouses steppiques

OBJECTIF 3 : Concilier le développement d'activités avec le maintien des habitats et des espèces d'intérêt communautaire, des espèces patrimoniales et/ou des espèces menacées du site

OBJECTIF 4 : Préserver et/ou améliorer la qualité des habitats pastoraux (landes, pelouses)

OBJECTIF 5 : Maintenir les superficies de landes, de mégaphorbiaies et fourrés de saules ainsi que les mosaïques d'habitats

Quatre objectifs secondaires ont également été déterminés :

OBJECTIF 6 : Préserver et améliorer l'état de conservation des prairies de fauche de montagne

OBJECTIF 7 : Maintenir la qualité biologique des milieux rocheux

OBJECTIF 8 : Maintenir ou améliorer les effectifs de populations de chiroptères, galliformes, rapaces par la protection de leurs habitats

OBJECTIF 9 : Améliorer les connaissances, préserver et améliorer les peuplements des autres espèces animales et végétales, communautaires et patrimoniales du site.

Plaine de Bourg d'Oisans et ses versants
FR8201738

Surface	3473 ha
Localisation	Dans le département de l'Isère, s'étend sur la plaine alluviale de Bourg-d'Oisans et ses coteaux. Concerne 9 communes.
Géologie	Plaine issue du comblement d'un lac formé lors du retrait des glaciers. On retrouve des roches métamorphiques, magmatiques et des formations sédimentaires du primaire au quaternaire.
Zone biogéographique	Alpine
Climat	Climat montagnard
Etages de végétation et altitude	Depuis l'étage collinéen (710 m au niveau de Rochetaillée) à l'étage subalpin (1875 m au sommet des Sures).
Gestionnaire	Parc National des Ecrins DOCOB : version 2019
Dernier arrêté	03/09/2019

Description

Le site Natura 2000 s'étend sur la plaine alluviale de Bourg-d'Oisans et ses coteaux.

Ancien lac attesté par les archives du Moyen-Age, la plaine de Bourg-d'Oisans se situe sur le cours moyen de la Romanche, insérée entre les versants chauds et secs du massif des Grandes Rousses au nord et les puissants contreforts de l'Oisans au sud, qui alimentent plusieurs sources importantes (dont la source des Effonds).

La zone alluviale constitue un hydrosystème remarquable. En effet, cette zone présente un ensemble remarquable de sources, résurgences, fossés, chenaux, mares, prairies humides et boisements humides.

Les adrets, versants exposés au sud, sont colonisés par une végétation typique des zones arides ou steppiques des vallées alpines internes et particulièrement étudiée par les phytosociologues (travaux de Braun-Blanquet). Avec le boisement d'épicéa d'Auris, cet ensemble constitue un écocomplexe remarquable.

Cette mosaïque d'habitats naturels, entre milieux humides, milieux secs, zones exposées et zones boisées, est favorable au développement d'une biodiversité exceptionnelle.

Citons notamment le Vénéon avec ses alluvions torrentielles où pousse le Trèfle saxatile, les coteaux steppiques, les nombreuses prairies de fauche fleuries et riches en insectes, les boisements humides qui occupent la plaine, en particulier autour du marais de Vieille Morte, et où l'on trouve encore de rares crapauds Sonneur à ventre jaune.

Sur ce site ont été inventoriées **10 espèces d'intérêt communautaire** : 8 espèces animales (dont 3 espèces de chauves-souris) et 2 espèces végétales : le Trèfle des rochers et le Sabot de Vénus.

Vulnérabilité

Plusieurs problèmes et menaces ont été identifiés sur le site :

- Dégradation de la qualité des eaux superficielles et souterraines,
- Perturbation de la dynamique de la Romanche,

- Dégradation des forêts riveraines, atterrissement des boisements humides,
- Fermeture des milieux, notamment des milieux steppiques, en raison de la déprise agricole (progression de l'embroussaillement).
- Projets de gravières sur les alluvions torrentielles du Vénéon (secteurs à Trèfle des rochers).

Les principaux objectifs de gestion sont (extrait du DOCOB – synthèse, objectifs et mesures de gestion, novembre 2007) :

Principes de gestion	Objectifs
Ensemble du site	
Animation et mise en œuvre du document d'objectifs	• Suivi administratif : participation aux réunions de comité de suivi liés au site, y compris participation aux politiques connexes à mettre en synergie et conformité avec Natura 2000 ; réalisation de la programmation financière ; • Suivi des contrats : animation pour la signature de contrats Natura 2000, MAE territorialisées ou charte Natura 2000, relationnel général avec les agriculteurs pour l'application des prescriptions les concernant, relationnel général avec les propriétaires fonciers ou les structures en capacité de souscrire des contrats ou la charte • Animation pédagogique : préparation et mise en œuvre des programmes d'animation, de valorisation pédagogique, réalisation des panneaux d'information, de plaquettes… • Suivi scientifique : réalisation ou suivi de la sous-traitance pour réaliser les inventaires complémentaires et les suivis de population. Mise en place d'un protocole permettant l'évaluation de la mise en place du docob dans 6 ans.
Mise en place d'une signalétique indiquant le site Natura 2000	• Faire connaitre le réseau N2000 à la population et aux vacanciers
Réalisation de chantiers d'élimination des plantes invasives	• Prévenir l'installation et l'expansion d'espèces invasives et notamment Renouée du Japon, Ambroisie, Balsamine de l'Himalaya et Raisin d'Amérique…
Information de la structure animatrice de toute demande de travaux intervenant sur l'ensemble du site	• L'animateur du site Natura 2000 devra être informé de toute demande de travaux ou d'activité pouvant porter atteinte aux espèces ou habitats. • Préserver les espèces et les habitats
Proposition d'opération sur les habitats	
Maintien ou restauration des pelouses sèches des coteaux UE 6210	• Rouvrir les milieux par action mécanique • Préserver les espèces végétales hôtes de papillon patrimoniaux • Entretenir l'ouverture des milieux ouverts • Créer un sentier thématique papillon et espèces végétales des pelouses sèches des coteaux
Conservation des habitats rivières alpines UE 3220, UE 3230, UE 3240	• Empêcher toute atteinte à ces habitats et conserver la dynamique naturelle du Vénéon • Informer et sensibiliser sur la richesse et l'originalité de ce milieu
Conservation de l'habitat rivière planitiaire UE 3260	• Améliorer la qualité de l'eau dans la plaine • Restaurer et préserver les berges des béalières et cours d'eau • Entretenir les fossés et les béalières

Principes de gestion	Objectifs
Conservation de l'habitat forestier forêt alluviale UE 91E0*4	• Mettre en place l'espace naturel sensible de Vieille-Morte • Retour à une forêt alluviale à espèces feuillues uniquement
Propositions d'opération pour les espèces	
Mesures pour la conservation de l'habitat d'espèce Grand Murin	• Conserver et entretenir le réseau de haies de la plaine • Entretenir et renouveler les arbres têtards en haie ou isolés • Ouverture de parcelles enfrichées pour reconstitution de milieu herbacé ouvert en plaine alluviale • Conserver et favoriser une agriculture extensive de près de fauche ou pâturés
Mesures pour la conservation de l'espèce Grand Murin	• Améliorer les conditions de reproduction dans la plaine • Informer et sensibiliser le public • Améliorer les connaissances sur le fonctionnement de la population
Mesures pour la conservation de l'habitat d'espèce crapaud Sonneur	• Suivre le niveau de la nappe de la plaine alluviale de Bourg d'Oisans • Restauration d'habitats en mesure compensatoire de la déviation de la RD1091 à Bourg d'Oisans • Restauration et/ou entretien de mares et plans d'eau dans la plaine agricole
Mesures pour la conservation de l'espèce crapaud Sonneur	• Interdiction de circulation sur la piste de Vieille Morte d'Avril à Août • Interdiction de démoustication dans les secteurs de présence de crapaud Sonneur • Création d'habitat de substitution dans les secteurs de présence du crapaud • Information et sensibilisation • Amélioration des connaissances sur le fonctionnement de la population
Mesures pour la conservation de l'espèce Isabelle de France	• Amélioration des connaissances sur la taille et la répartition de la population • Diminution de la pollution lumineuse nuisible à l'Isabelle
Mesures pour la conservation de l'espèce Sabot de Venus	• Garder l'ouverture du couvert forestier favorable au Sabot-de-Vénus • Création ou rétablissement de clairières ou de landes • Travaux de marquage, d'abattage ou de taille sans enjeu de production • Investissements visant à informer les promeneurs
Mesures pour la conservation de l'espèce Trèfle des rochers	• Les mesures pour conserver les habitats des rivières alpines permettent également de protéger le Trèfle des rochers
Mesures pour la conservation de l'espèce Chabot	• Les mesures pour conserver les habitats des rivières planitiaires permettent • également protéger le Chabot.
Mesures pour la conservation de l'espèce Petit Murin	• Amélioration des connaissances sur le fonctionnement de la population
Mesures pour la conservation de l'habitat d'espèce Petit Murin	• Les mesures concernant le maintien ou la restauration des pelouses sèches des coteaux UE 6210 sont favorables au maintien en bon état des sites potentiels de nourrissage du Petit Murin • Les mesures pour conserver et entretenir les haies peuvent également être appliquées sur les versants pour les parcelles entourées de haies.

3.3. Zonages écologiques réglementaires

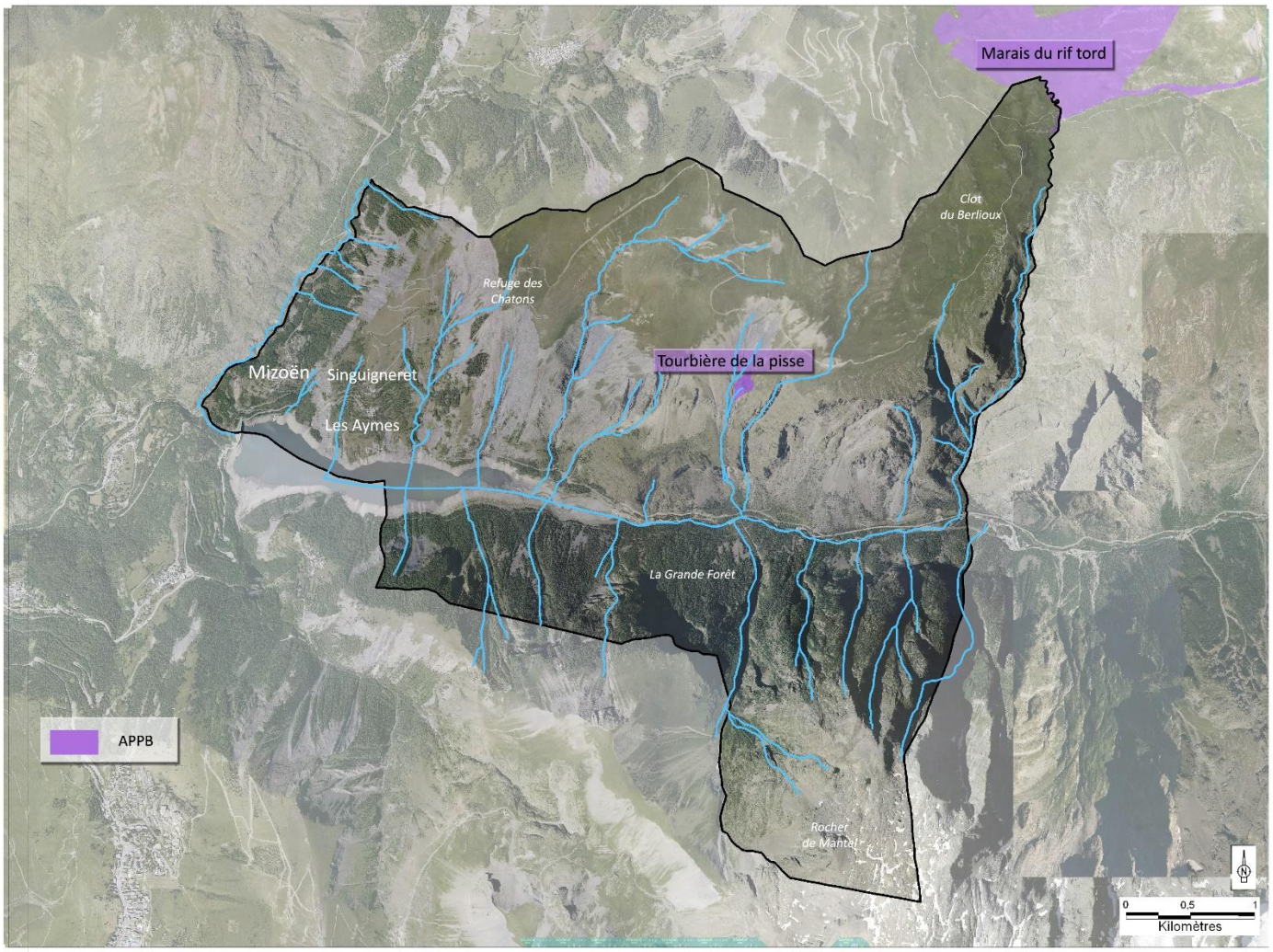
Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique présente une portée réglementaire. Sa présentation pour la commune est donnée dans le point consacré aux fonctionnalités écologiques du territoire (voir plus loin).

3.3.1. Arrêté préfectoral de protection du biotope

Les arrêtés préfectoraux de protection du biotope (APPB) sont pris par le Préfet de département et sont régis par les articles L 411-1 et L. 411-2 et la circulaire du 27 juillet 1990 relative à la protection des biotopes nécessaires aux espèces vivant dans les milieux aquatiques.

L'arrêté de protection de biotope a pour objectif la préservation des milieux naturels nécessaires à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces animales ou végétales protégées par la loi. Un biotope est une aire géographique bien délimitée, caractérisée par des conditions particulières (géologiques, hydrologiques, climatiques, sonores, …). Il peut arriver que le biotope soit constitué par un milieu artificiel (combles des églises, carrières, …), s'il est indispensable à la survie d'une espèce protégée. Cette réglementation vise donc le milieu de vie d'une espèce et non directement les espèces elles-mêmes.

La commune de Mizoën est directement concernée par l'Arrêté préfectoral de protection du biotope (APPB) « Tourbière de la Pisse ». L'APPB « Marais du Rif Tort » se trouve en bordure extérieur des limites communales, au nord.



Carte du zonage des Arrêtés préfectoraux de protection du biotope Commune de Mizoën (38)

Réalisation : C. Guignier - Monteco
Février 2016
Fonds ortho IGN - données : DREAL PACA

Carte 4 : zonage des arrêtés préfectoraux de protection de biotope

Tourbière de la Pisse FR3800832	
Surface	2,06 ha
Localisation	En rive droite, à l'adret de la Romanche, le long du Ruisseau de la Pisse.
Arrêté	APPB du 13/11/2012
Marais du Rif Tort FR3800826	
Surface	200,56 ha
Localisation	Sur la commune de Besse et de Mizoën. Situé dans la dépression, sous le col Saint-Georges et en descendant vers la Romanche. La zone de l'APPB remonte sur les affluents du marais, à savoir le Rif Tort, le Rif du Coin Méan et les sources qui l'alimentent, et le Rif Blanc
Description	Le site est composé d'un bas-marais d'altitude assez étroit, généralement restreint aux bordures de torrents, et partiellement remué par les crues (dépôts d'alluvions et de graviers). Ces zones humides sont entourées de pelouses alpines pâturées, sur terrains sédimentaires (schistes et calcaires), mais avec une végétation acidiphile partout où le sol a pu évoluer.
Habitats	Notamment prairies humides et nitrophiles, bas-marais alcalins, acides et arctico-alpins.
Flore	Diversité floristique importante, avec un certain nombre de groupes botaniques particulièrement représentés, tels que les *Carex* (18 espèces), les *Eriophorum* (3 espèces sur les 5 que comprend la flore française), *Leontodon* et *Pinguicula* (plus du tiers des espèces françaises).
Arrêté	APPB du 08/10/2012

3.3.2. *Parc national des Ecrins*

La commune de Mizoën fait partie de l'aire d'adhésion du Parc national des Ecrins.

Ce parc créé en mars 1973 s'étend sur une surface d'environ 918 km² et concerne 53 communes adhérentes.

Entre Alpes du Nord et Alpes du Sud, le massif des Ecrins est un vaste ensemble de haute montagne (150 sommets de plus de 3000 m et quelque 10 000 hectares de glaciers) compact, abrupt, sauvage que tempèrent les vastes étendues d'alpages à peine gagnées par les plus hardis mélèzes annonciateurs des forêts de résineux.

De profondes vallées ciselées par les glaciers s'échappent de cette forteresse de pierre et de glace, s'ouvrant sur des territoires patiemment conquis par l'homme. Cette société montagnarde d'abord agropastorale puis impliquée dans l'activité touristique a façonné avec humilité ces paysages admirables. C'est ce rapport entre la puissance des reliefs et la ténacité des hommes qui confère au massif des Ecrins son caractère à la fois secret et d'une sauvage beauté que rien n'est venu altérer.

Les missions du parc sont :

- La connaissance et la recherche scientifique,
- La préservation des espèces et des milieux,

- L'accueil et la sensibilisation du public,
- L'accompagnement du développement du territoire.

Le parc recense environ 2 500 espèces végétales, plus de 350 espèces de vertébrés et des centaines d'autres petites bêtes dont de très nombreux papillons.

3.4. Habitats et milieux naturels

La commune de Mizoën, ayant une altitude comprise entre 955 et 2964 m d'altitude, présente des milieux de type montagnard à alpin, caractéristiques des Alpes internes. En plus des variations d'altitude, la présence de deux versants, nord et sud, participent fortement à la diversité des milieux naturels.

Le tableau suivant synthétise les grands types d'habitats naturels présents sur le territoire communal :

Grands types d'habitats	Habitats	Typologie CORINE BIOTOPES	Habitats communautaires Natura 2000	Commentaires	Enjeu local
Milieux forestiers	Mélézins	42.34 Formations secondaire de Mélèzes x 42.3 Forêts de mélèzes et d'arolles	9430 Forêts alpines à *Larix decidua* et/ou *Pinus cembra*	Le mélézin est le milieu forestier le plus représenté sur la commune, en particulier en versant ubac (Grande Forêt, Petite Forêt). Ces milieux sont en bon état de conservation sur la commune.	Modéré
	Boisements mixtes	41.39 Bois de frênes post-culturaux x 42.34 Formations secondaire de Mélèzes x 42.3 Forêts de mélèzes et d'arolles x 41.D1 Bois de Trembles intra-alpins	-	Pouvant représenter des surfaces relativement importantes, en fond de vallon, en bordure de route, sur des parcelles abandonnées, talus, haies, …	Réduit
	Feuillus en mélange	41.B31 Bois de Bouleaux en limite forestière dans les Alpes x 31.8D Broussailles forestières décidues x 41.D1 Bois de Trembles intra-alpins x 41.39 Bois de frênes post-culturaux	-		Réduit
	Conifères	42.21 Pessières sub-alpines des Alpes	9410 Forêts acidophiles à *Picea* des étages montagnard à alpin (*Vaccinio-Piceetea*)	Quelques rares secteurs, en versant nord (Grande Forêt).	
	Pins sylvestres	42.53 Forêts steppiques intra-alpines à Ononis		Rares sur la commune et souvent en mélange avec d'autres résineux ou feuillus.	
Milieux ouverts et semi-ouverts	Landes et fruticées	31.8125 Fruticées intra-alpines à Epine vinette / 31.4 Landes alpines et boréales et déclinaisons (31.491, 31.431, 31.47) / 31.7E Landes	4060 Landes alpines et boréales 4090 Landes oroméditerranéennes	Sur la commune, essentiellement en situation de parcelles en déprise agricole (versant sud et partie aval) ou	Modéré

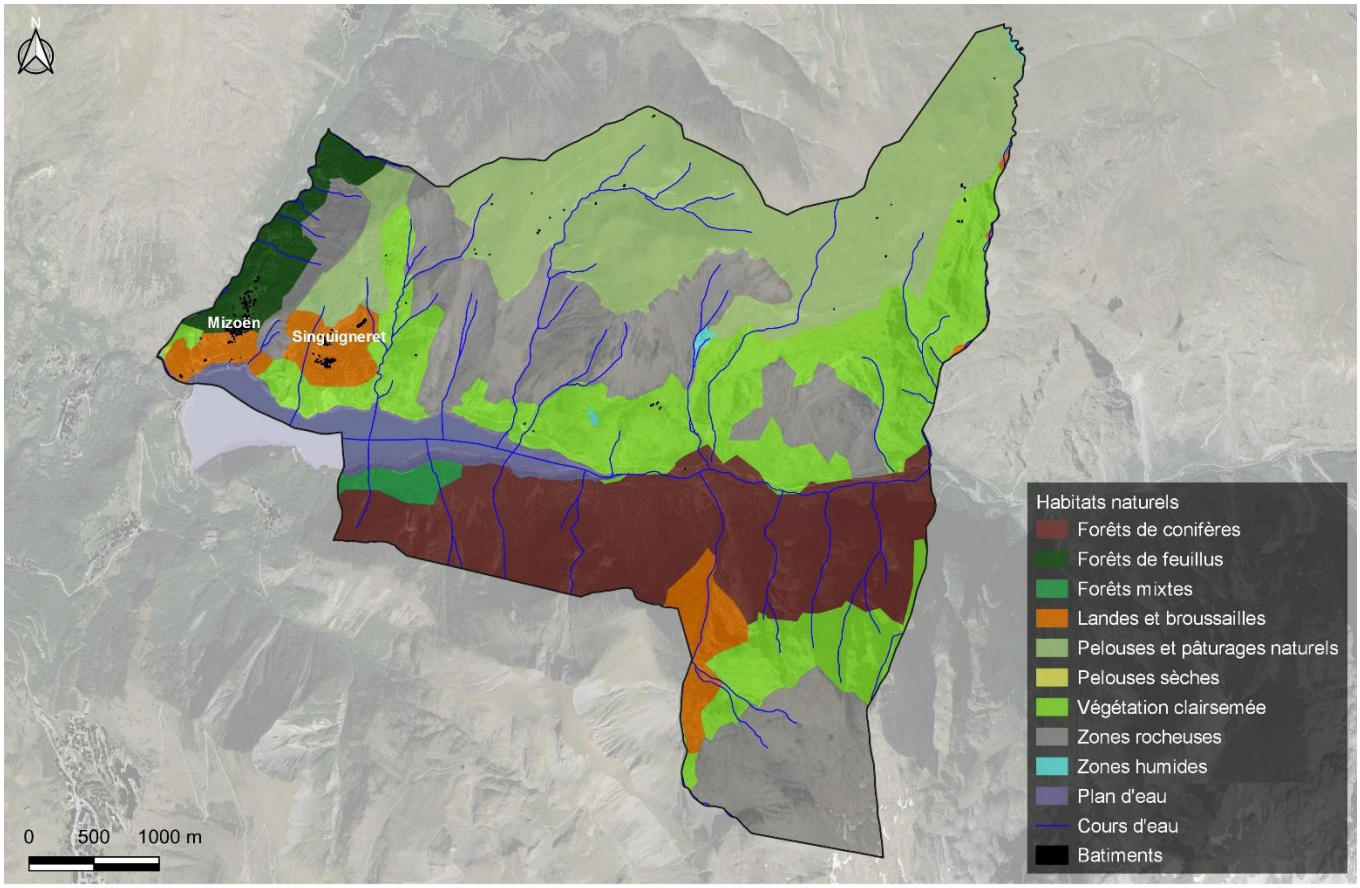
Grands types d'habitats	Habitats	Typologie CORINE BIOTOPES	Habitats communautaires Natura 2000	Commentaires	Enjeu local
		épineuses à *Astragalus sempervirens* 31.4 Landes alpines et boréales / 31.431 Fourrés à *Juniperus communis subsp. nana* / 31.44 Landes à *Empetrum* et *Vaccinium* / 31.42 Landes à Rhododendron / 31.412 Landes alpines à *Vaccinium*	endémiques à genêts épineux	landes alpines (secteur de Mantel en particulier).	
	Formations herbeuses à Nard	36.3 pelouses alpines et subalpines acidiphiles et déclinaisons (36.31, 36.311, 36.313)	6230 Formations herbeuses à *Nardus*, riches en espèces, sur substrats siliceux des zones montagnardes (et des zones submontagnardes de l'Europe continentale)	Les pelouses alpines sont largement présentes sur la commune, qui est d'ailleurs remarquable pour ses vastes étendues de pelouses d'un seul tenant, en larges plateaux peu vallonés (Clot du Berlioux, Clot du Piget, Chalet de Voyron, …).	Modéré
	Pelouses alpines	36.4 Pelouses calcicoles alpines et subalpines et déclinaisons (36.4141, 36.421, 36.4311, 36.432) x 36.52 Pâturages à Liondent hispide x 36.331 Pelouses à *Festuca paniculata* x 36.1112 Groupements des combes à neige alpines acidiphiles à Saule nain x 36.1113 Groupements de combes à neige alpines acidiphiles à *Carex-Gnaphalium* x 36.34 Pelouses à laîche incurvée et groupements apparentés et déclinaisons (36.341, 36.342) x 36.122 Groupements des combes à neige sur calcaires, à Saules en espaliers x 36.333 Pelouses en gradins à *Festuca varia*	6170 Pelouses calcaires alpines et subalpines 6150 Pelouses boréo-alpines siliceuses		Fort
	Prairies de fauche de montagne	38.3 Prairies à fourrage des montagnes	6520 Prairies de fauche de montagne	Les secteurs favorables au développement de ces milieux sont ici assez limités (pentes fortes puis altitude trop élevée). Quelques prairies sont encore présentes aux alentours des villages mais la déprise agricole implique un reboisement important de ces milieux.	Modéré

Grands types d'habitats	Habitats	Typologie CORINE BIOTOPES	Habitats communautaires Natura 2000	Commentaires	Enjeu local
	Pelouses sèches	34.322 Pelouses semi-arides médio-européennes à *Bromus erectus* x 34.323 Pelouses semi-arides médio-européennes dominées par *Brachypodium*	6210 Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires (*Festuco-Brometalia*) (* sites d'orchidées remarquables)	Surfaces assez restreintes, en versant adret, sur des sols très peu profonds (notamment au-dessus de l'Oratoire).	Fort
Milieux rocheux	Zones rocheuses et éboulis	61.2 Eboulis calcaires alpiens et déclinaisons (61.23, 61.21, 61.2321, 61.22) x 61.3 éboulis ouest-méditerranéens et éboulis thermophiles et déclinaisons (61.311) x 61.1 Eboulis siliceux alpins et nordiques et déclinaisons (61.11, 61.114, 61.1111) x 62.15 Falaises calcaires alpiennes et sub-méditerranéennes x 62.2 Végétation des falaises continentales siliceuses x 62.211 Falaises siliceuses pyrénéo-alpiennes x Végétation des falaises continentales calcaires	8120 Eboulis calcaires et de schistes calcaires des étages montagnard à alpin (*Thlaspietea rotundifolii*) 8110 Eboulis siliceux de l'étage montagnard à nival (*Androsacetalia alpinae* et *Galeopsietalia ladani*) 8130 Eboulis ouest méditerranéens et thermophiles 8210 Pentes rocheuses calcaires avec végétation chasmophytique 8220 Pentes rocheuses siliceuses avec végétation chasmophytique	Milieux relativement bien représentés sur la commune, notamment entre 1100 et 1700 m d'altitude pour le versant sud : ces habitats s'enrichissent la présence d'espèces rupicoles et de pelouses sèches. En versant nord (Rochers de Mantel, Roche Pourrie), les milieux rocheux sont beaucoup plus caractéristiques des milieux alpins froids.	Modéré
Milieux humides et milieux aquatiques	Rivières alpines et cours d'eau	24.1 Lits des rivières x 24.22 Bancs de graviers végétalisés et déclinaisons (24.221,24.224) x 44.11 Saussaies pré-alpines x 44.21 Galeries montagnardes d'Aulnes blancs	3220 Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée 3240 Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à *Salix elaeagnos* 91E0 Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior (Alno-Padion, Alnion incanae, Salicion albae)**	Ces milieux sont assez bien représentés sur la commune. Certains présentent des enjeux notables comme le Rif Tort, le ruisseau de la Pisse, le ruisseau de l'Alpe ou encore le Ferrand. Les fortes pentes et les milieux très rocheux ne permettent pas toujours le développement de milieux rivulaires.	Fort

Grands types d'habitats	Habitats	Typologie CORINE BIOTOPES	Habitats communautaires Natura 2000	Commentaires	Enjeu local
	Zones humides	54.12 Sources d'eaux dures / 54.23 Tourbières basses à *Carex davalliana et* déclinaison (54.231) / 54.28 Bas-marais à *Carex frigida* / 54.2A Bas-marais à *Eleocharis quinqueflora* / 54.46 Bas-marais à *Eriophorum angustifolium* / 54.451 Bas-marais acides alpiens à *Trichophorum cespitosum* / 54.421 Bas-marais alpins à *Carex fusca* / 31.6212 Brousses alpiennes à Saules prostrés / 53.216 Cariçaies à *Carex paniculata* / 53.2141 Cariçaies à *Carex rostrata* / 54.32 Gazons riverains arctico-alpins à *Carex maritima* / 31.6211 Brousses alpiennes à Saules bas / 37.72 Franges des bords boisés ombragés / 37.81 Mégaphorbiaies des montagnes hercyniennes, du Jura et des Alpes / 37.213 Prairies à Canche cespiteuse / 37.311 Prairies calcaires à *Molinie*	7220 Sources pétrifiantes avec formation de tuf (*Cratoneurion*)* 7230 Tourbières basses alcalines 4080 Fourrés de Salix spp. Subarctiques 7240 Formations pionnières alpines du *Caricion bicoloris-atrofuscae** 6430 Mégaphorbiaies hygrophiles d'ourlets planitiaires et des étages montagnard à alpin 6410 Prairies à *Molinia* sur sols calcaires, tourbeux ou argilo-limoneux (*Molinion caeruleae*)	Même si ces milieux représentent des surfaces restreintes, il n'en présente pas moins des enjeux écologiques majeurs, que ce soit en termes d'habitats naturels ou d'espèces floristiques et faunistiques. Sur la commune, les zones humides sont en globalement en relativement bon état de conservation.	Fort à très fort



Vastes zones de pelouses alpines (secteur du refuge des Mouterres)



Carte des grands types d'habitats naturels
Commune de Mizoën (38)

Réalisation : C.Delétrée, novembre 2021
Sources : AVENIR / DREAL Rhône-Alpes / Corine Land Cover 2018 / Fond Ortho google

*Carte 5 : **répartition des grands types d'habitats naturels de la commune de Mizoën***

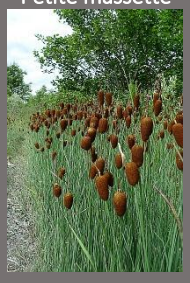
3.5. La flore

La diversité végétale du territoire est très importante, du fait de la diversité des milieux, des sols, des expositions, des pentes, des conditions hydriques et de l'altitude.

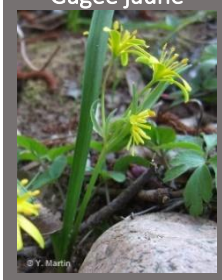
3.5.1. Espèces patrimoniales

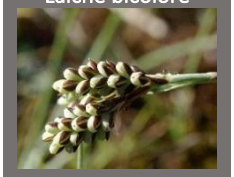
1179 espèces floristiques patrimoniales ont été identifiées sur la commune (source Biodiv'AURA août 2025) dont 12 espèces protégées en France et 12 protégées au niveau régional et plusieurs possèdent un statut de conservation inquiétant en Rhône-Alpes ou en France. Le tableau suivant présente les espèces protégées connues pour la commune de Mizoën.

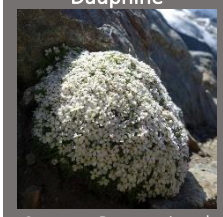
Espèces		Réglementation et statut de conservation	Enjeu local de conservation	Enjeu sur la commune
Gymnadenia odoratissima **Gymnadenie odorante**	Milieux / écologie	**PR Rhône-Alpes** Dét. ZNIEFF RA **VU LR FR** LC LR RA	Modéré	Modéré
	Orchidée à fleurs petites et très odorantes, à odeur de vanille, rose vif ou rose pâle. Pousse sur sol humide, plutôt calcaire, en milieu ouvert, bien exposé : pelouses et prairies inondées, zone de suintements. Pouvant former des populations abondantes mais généralement assez rare en France. Menacée surtout en plaine.			
	L'espèce sur la commune			

	L'espèce a été localisée en partie est de la commune, dans un secteur de pente rocheuse surement à la faveur d'un suintement.			
Gagea villosa Gagée des champs 	Milieux / écologie Plante de pleine lumière des terrains secs peu végétalisés, de basse et moyenne altitude, affectionne surtout les terrains cultivés, les friches, les pelouses sèches ouvertes souvent rocailleuses… L'espèce est en forte régression depuis la fin du 19e siècle, principalement victime des changements et de l'intensification des pratiques agricoles mais n'est pas menacée en Rhône-Alpes. L'espèce sur la commune Un pointage localisé au centre de la commune, dans un secteur rocailleux en surplomb des berges du lac du Chambon.	PN Det. ZNIEFF RA	Réduit à modéré	Réduit à modéré
Bombycilaena erecta Gnaphale dressé 	Milieux / écologie Espèce des pelouses arides sur terrains calcaires ou basaltiques, des étages mésoméditerranéen à montagnard. Floraison d'avril à août, entre 0 et 2000 m d'altitude. L'espèce sur la commune L'espèce a été notée à l'ouest du village de Mizoën, dans des pelouses bien exposées, et les pentes rocheuses en expositions ouest.	PR RA LC LR RA Det. ZNIEFF RA	Réduit à modéré	Réduit à modéré
Hackelia deflexa Bardanette courbée 	Milieux / écologie Cette espèce se rencontre dans les sites rocheux de préférence sous les bois de résineux. Floraison de juin à août, entre 1300 et 2100 m d'altitude. L'espèce sur la commune L'espèce est localisée en partie centrale de la commune (la Grande Clappière), dans des milieux rocheux.	PR RA **NT LR FR** **VU LR RA** Det. ZNIEFF RA	Modéré	Modéré
Typha minima Petite massette 	Milieux / écologie Plante de pleine lumière, des milieux pionniers humides de basse altitude, constitue des roselières basses sur les bancs d'alluvions des berges et dans le lit des cours d'eau à débit rapide. Colonise rapidement les alluvions récentes, sur des sols argilo-limoneux temporairement inondés. Elle craint la concurrence. L'espèce sur la commune L'espèce a été identifiée au niveau du lac du Chambon (la Berche).	PN **NT LR FR** **EN LR RA** Det. ZNIEFF RA	Fort	Fort
Allium strictum Ail dressé	Milieux / écologie Cet ail pousse dans les pelouses sèches de moyenne et haute altitude. Il peut former de grand groupe sur certains secteurs. Floraison de juillet à août, entre 1300 et 2500 m d'altitude. L'espèce sur la commune	PN **VU LR FR** **CR LR RA** Det. ZNIEFF RA	Très fort	Très fort

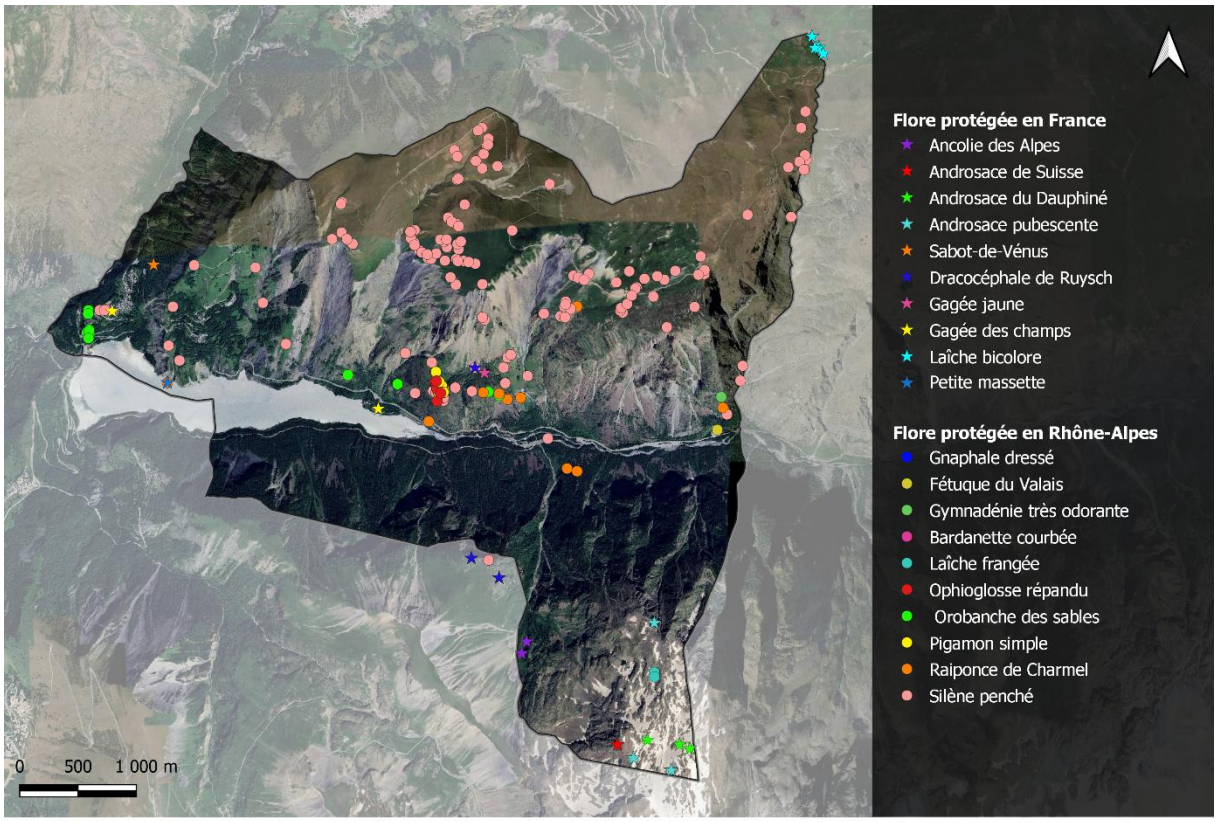
	L'espèce semble bien présente sur la commune notamment dans des secteurs de pelouses bien exposées, en partie nord-est de la commune (les Boliords, Clot du Pertuis).			
Hierochloe odorata Avoine odorante 	Milieux / écologie Cette rare graminée pousse dans les pelouses humides et les abords de marécages, entre 900 et 2000 m d'altitude. Floraison de mai à août. L'espèce sur la commune Aucune donnée de localisation précise de l'espèce n'est disponible.	PN **NT LR RA** **EN LR RA** Det. ZNIEFF RA	Fort	Fort
Allium scorodoprasum Ail de rocambole 	Milieux / écologie Ail mesurant jusqu'à 1 m, présentant une ombelle aux nombreuses bulbilles et aux fleurs de couleur pourpre. Floraison entre juin et juillet, dans les prés, talus, bords de route, lisières, pelouses. Assez répandue. L'espèce sur la commune L'espèce se localise au centre de la commune, à proximité d'un talus routier.	**PR Rhône-Alpes** Det. ZNIEFF RA	Modéré	Modéré
Thalictrum simplex subsp. tenuifolium Pigamon de Bauhin  *Source : FloreAlpes*	Milieux / écologie Cette sous espèce du Pigamon simple diffère du type par des feuilles découpées en folioles très étroitement linéaires. C'est une plante assez rare qui pousse dans les pelouses mésophiles ou un peu humides, entre 500 et 2000 m d'altitude. Floraison entre juin et juillet. L'espèce sur la commune L'espèce se localise au centre de la commune, dans des prairies.	**PR Rhône-Alpes**	Modéré	Modéré
Phyteuma charmelii Raiponce de Charmeil	Milieux / écologie Raiponce aux feuilles pétiolées au limbe allongé et denté. Elle pousse sur les rochers calcaires bien exposés et chauds, entre 800 et 2300 m d'altitude. Floraison de juin à août. L'espèce sur la commune	**PR Rhône-Alpes** Det. ZNIEFF RA	Réduit	Réduit

	L'espèce se localise dans différents secteurs rocheux de la commune.			
Phelipanche arenaria Phélypée des sables 	Milieux / écologie Orobanche parasitant *Artemisia campestris*, etc., dans une grande partie de la France. En milieux ouverts et tempéré. Floraison de juin à août. L'espèce sur la commune L'espèce a été notée à l'ouest du village de Mizoën, dans des pelouses bien exposées, et les pentes rocheuses en expositions ouest.	**PR Rhône-Alpes** Det. ZNIEFF RA NT LR Fr **EN LR RA**	Fort	Modéré
Ophioglossum vulgatum Ophioglosse commun 	Milieux / écologie Petite fougère ne possédant que deux feuilles. La première, ovale, entière et sans nervure, est stérile. La seconde, fertile, est réduite à un rachis allongé portant des spores. Plante menacée par la disparition de ses habitats. Entre 0 et 1400 m d'altitude. Floraison de mai à juillet. Plante des prairies humides ou inondables, des bas-fonds marécageux, des pannes d'arrière-dunes ; surtout sur sols neutres ou alcalins ; présente de la plaine à l'étage montagnard, peut s'élever jusqu'à 1600 mètres d'altitude. L'espèce sur la commune L'espèce se localise au centre de la commune (les Clots), dans des prairies humides.	**PR Rhône-Alpes** Det. ZNIEFF RA	Modéré	Modéré
Gagea lutea Gagée jaune 	Milieux / écologie Plante à bulbe unique, tige florifère grêle. 1 à 7 fleurs jaunes, en étoile, longuement pédicellées. Aire de répartition assez vaste mais populations souvent isolées et d'effectifs réduits. Espèce d'ombre et de demi-ombre, des lisières de forêts alluviales ou humides sur sol frais et riche, voire même (tendance nitrophile) dans les prairies pâturées ; généralement entre 500 et 1500 m. d'altitude. Population en régression significatives. L'espèce sur la commune L'espèce se localise au centre de la commune, à la lisères de petits bosquets d'arbres.	**PN** Det. ZNIEFF RA	Modéré	Modéré
Carex fimbriata Laîche frangée	Milieux / écologie Carex des rochers, fentes humides de rochers, pelouses, éboulis ; sur serpentine, caractérisée par des feuilles glauques et une tige scabre dans la partie supérieure. Epillets fins et allongés, le mâle terminant la tige. Cette espèce se rencontre sur quelques rares rochers siliceux frais et humides. Entre 1500 et 3100 m d'altitude, dans les Alpes centrales. Floraison entre juillet et août. L'espèce sur la commune	**PR Rhône-Alpes** Det. ZNIEFF RA VU LR RA	Fort	Fort

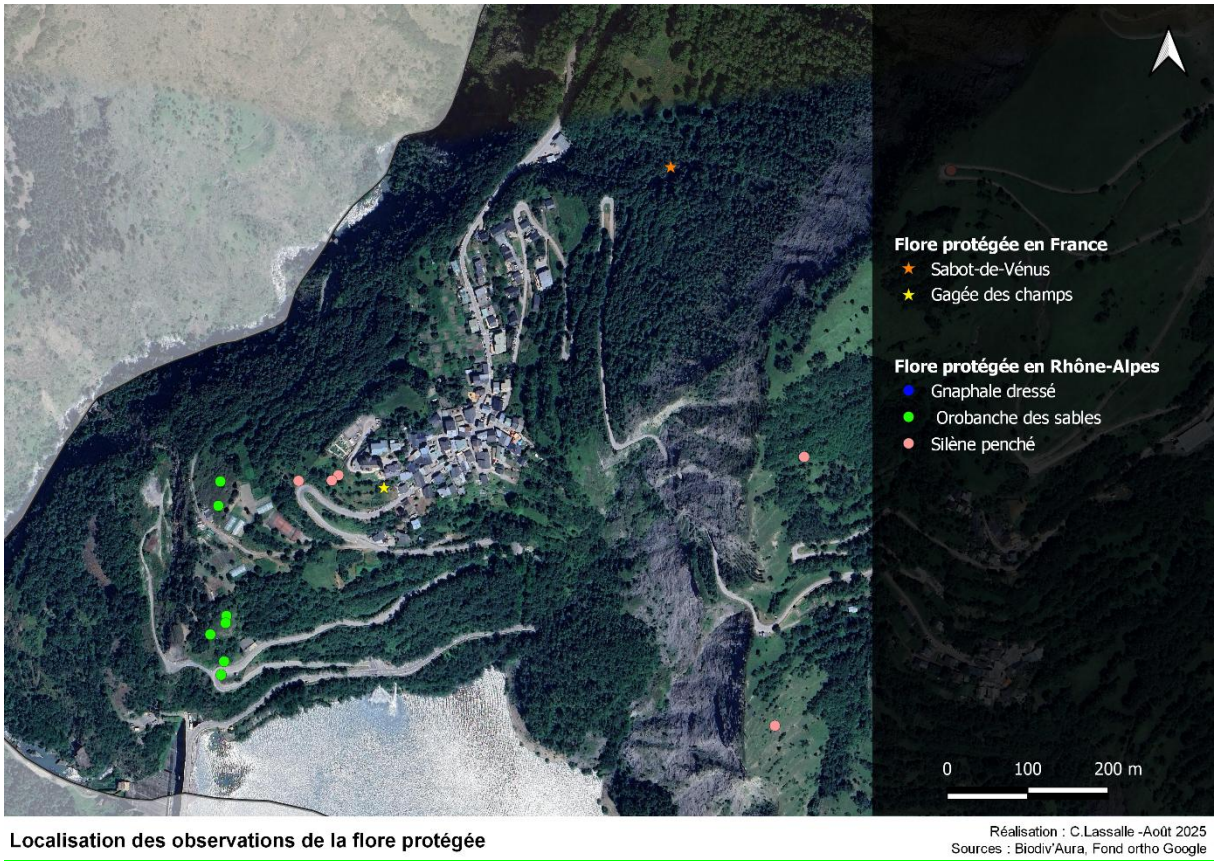
	L'espèce se localise à l'extrême sud-est de la commune dans des secteurs rocheux (Rochers de Mantel).			
Carex bicolor Laîche bicolore 	Milieux / écologie Espèce arctico-alpine de milieux humides d'altitude : alluvions fines de torrent d'altitude, bords de lacs et marais de haute montagne (Savoie, Dauphiné, Provence, Pyrénées centrales) entre 1500 et 3000 m d'altitude. Présence restreinte à quelques communes en Isère, du bassin amont de la Romanche. Ce carex possède au Rif Tort ses populations iséroises les plus fournies. L'espèce sur la commune L'espèce est identifiée à la marge nord-est de la commune au niveau du Marais de Rif Tort.	**PN** Det. ZNIEFF RA **EN LR RA**	Très fort	Très fort
Androsace pubescens Androsace pubescente 	Milieux / écologie Milieux rocheux et rocailleux de préférence calcaires des étages subalpin et alpin, entre 1 800 et 3 700 m. Parfois dans les pelouses rocailleuses écorchées et les éboulis stabilisés. L'espèce sur la commune L'espèce est identifiée à l'extrême sud-est de la commune (Roche Pourrie), dans des éboulis et zones rocheuses.	PN Det. ZNIEFF RA	Réduit	Réduit
Androsace helvetica Androsace de Suisse 	Milieux / écologie Primulacée se développant sur les parois calcaires et les arêtes rocheuses des étages alpin et nival (entre 2000 et 3500 m d'altitude). Fleurie de mai à août. Plante rare et endémique des Alpes. L'espèce sur la commune L'espèce est identifiée à l'extrême sud-est de la commune, dans des éboulis et zones rocheuses.	PN Det. ZNIEFF RA	Réduit	Réduit
Aquilegia alpina Ancolie des Alpes  Source : Tela-botanica, Liliane Roubaudi	Milieux / écologie Pâturages et bois de la région alpine, dans les Alpes de la Savoie, du Dauphiné et de la Provence, mont Ventoux. L'espèce sur la commune L'espèce a été localisée en 2017 et 2021 dans la combe du ruisseau de Malprésure.	**DH IV** **PN** Det. ZNIEFF RA LC LR Fr LC LR RA	Fort	Modéré
Cypripedium calceolus Sabot de Vénus  Source : A-H. Paradis INPN	Milieux / écologie Boisements mixtes et résineux de montagne, en situation de mi-ombre. L'espèce sur la commune Un pointage en 2022 localisé en amont du village de Mizoen, à l'est.	**DH II et IV** **PN** Det. ZNIEFF RA NT LR Fr LC LR RA	Fort	Modéré
	Milieux / écologie	**PN**		

Dracocephalum ruyschiana Dracocéphale de Ruysch  Source : Tela-botanica, mbenezech	Pâturages des hautes montagnes : Alpes de la Savoie et du Dauphiné, ainsi que Pyrénées centrales. **L'espèce sur la commune** L'espèce a été notée en 2014 et 2021 à proximité du refuge des Clots et sur le versant en face au niveau de Malprésure.	Det. ZNIEFF RA LC LR Fr LC LR RA	Réduit à modéré	Réduit à modéré
Androsace delphinensis Androsace du Dauphiné  Source : Parc national des Écrins	Milieux / écologie Plante pour l'instant connue dans le massif des Ecrins où elle se rencontre sur substrat acide à haute altitude. **L'espèce sur la commune** 3 données de 2008 localisées dans le secteur de la Roche Pourrie.	**PN**	Fort	Fort
Festuca valesiaca Fétuque du Valais  Source : Asters, CEN 74	Milieux / écologie Poacée xérophile : pelouses sèches, arides sablonneuses et rocailleuses (*Xerobromion*), de l'étage collinéen. **L'espèce sur la commune** 1 donnée de 2014 en fond de vallée de la Romanche en limite est de la commune, en adret au lieu-dit le Chardillon	PR RA **LC LR FR** **NT LR RA**	Modéré	Modéré
Silene nutans subsp. nutans Silène penché  Source : Tela-botanica, Liliane Roubaudi	Milieux / écologie Prés secs, côteaux et rochers siliceux, dans presque toute la France. **L'espèce sur la commune** 132 données localisées sur toute la moitié nord de la commune au-delà d'une limite formée par la Romanche.	PR RA **LC LR FR**	Réduit à modéré	Réduit à modéré

PN : Protection nationale ; PR RA : protection régionale en Rhône-Alpes ; PR ISERE : protection départementale en Isère ; DH II OU IV : Directive Habitats Annexe II ou IV ; Det. ZNIEFF RA : Espèce déterminante de l'inventaire ZNIEFF Rhône-Alpes ; LR : liste rouge nationale ou régionale Rhône-Alpes ; EN : En danger d'extinction ; VU : vulnérable, NT : Quasi-menacé, LC : Préoccupation mineure.



Carte 6 : Localisation des espèces végétales protégées



Carte 7 : Localisation des espèces végétales protégées – zoom sur le village

3.5.2. Espèces végétales exotiques envahissantes

L'introduction d'espèces exotiques envahissantes est l'une des causes majeures d'atteintes à la biodiversité au niveau international. Une espèce exotique envahissante est non indigène, dont l'introduction par l'homme, volontaire ou fortuite, sur un territoire menace les écosystèmes, les habitats naturels ou les espèces indigènes avec des conséquences écologiques, économiques et sanitaires négatives. Le danger de ces espèces est qu'elles accaparent une part trop importante des ressources dont les espèces indigènes ont besoin pour survivre, ou qu'elles se nourrissent directement des espèces indigènes. Les espèces exotiques envahissantes sont aujourd'hui considérées comme l'une des principales menaces pour la biodiversité.

La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages comprend une section relative au « contrôle et à la gestion de l'introduction et de la propagation de certaines espèces animales et végétales ». L'article L 411-5 interdit l'introduction dans le milieu naturel d'espèces animales et végétales dont la liste est fixée par arrêté. L'article L 441-6 interdit l'introduction sur le territoire national, la détention, le transport, le colportage, l'utilisation, l'échange, la mise en vente, la vente ou l'achat de tout spécimen vivant de ces espèces.

Quatre espèces végétales exotiques envahissantes sont signalées sur la commune (données Biodiv'Aura, août 2025) :

- L'Ambroisie à feuille d'Armoise (*Ambrosia artemisiifolia*), au fort pouvoir allergisant se développe dans les milieux rudéraux, les zones de cultures, les zones nouvellement remaniées.
- La Conyze du Canada (*Erigeron canadensis*), se développe dans les zones rudérales, les cultures, prairies, friches avec une densité plus ou moins importante sans toutefois dominer ou co-dominer la végétation.
- Le Panic capillaire (*Panicum capillare*), assez commun et modérément envahissant, se développe dans les champs et milieux sablonneux.
- Le Robinier faux-acacia (*Robinia pseudoacacia*), très envahissant, dominant ou co-dominant dans les milieux naturels ou semi-naturels, ayant un impact direct fort sur la composition, la structure et le fonctionnement des écosystèmes.

Les enjeux floristiques pour la commune concernent des milieux très différents. Ils restent particulièrement importants pour les zones humides et les zones sèches et bien exposées de rochers et de pelouses, mais ils concernent également les zones rocheuses froides d'altitude ou les bordures de haies.

3.6. La faune

Les données connues pour la commune sont assez intéressantes pour l'ensemble des groupes (sources : Biodiv'AURA août 2025, faune-isere.org). Les groupes des oiseaux, des reptiles, des amphibiens et des mammifères sont assez bien renseignés. Concernant les insectes, les données sont également importantes, mais de nombreuses espèces sont potentiellement encore à découvrir sur la commune.

Les listes rouges de la faune sauvage de l'Isère et celle des papillons rhopalocères et des odonates de la région Rhône-Alpes ont été consultées afin de déterminer les enjeux de conservation des espèces présentent sur la commune de Mizoën.

3.6.1. Espèces patrimoniales

La diversité faunistique est notable sur la commune, qui bénéficie par ailleurs d'un relativement bon état des connaissances. Etant donnée la qualité et la diversité des milieux naturels présents, les espèces patrimoniales sont également nombreuses.

Ont été recensées sur la commune (sources : Faune-Isère.org, Biodiv'AURA Expert août 2025) :

- 817 espèces de papillons (nocturnes et diurnes), 21 espèces de libellules, 42 orthoptères et 60 coléoptères inventoriés dont 6 espèces en annexe II ou IV de la Directive « Habitats » et 11 espèces protégées en France.
- **9 Amphibiens et Reptiles** protégés en France,
- 121 Oiseaux et parmi eux : **4 en danger critique, 4 en danger, 16 vulnérables** sur la liste rouge d'Auvergne-Rhône-Alpes,
- **52 Oiseaux en Annexe I** de la Directive Oiseaux,
- 19 Mammifères terrestres dont 2 protégés,
- 6 espèces de chiroptères, toutes inscrites en annexe IV de la Directive Habitats et une inscrite en annexe II.

Concernant l'entomofaune : plus de 987 espèces d'insectes sont recensées sur le territoire de Mizoën (sources : faune-isere.org, Biodiv'AURA Expert). Il s'agit pour la plupart d'espèces très communes et ne présentant pas de statut de conservation ni de protection particulier. Cependant quelques espèces protégées ou présentant un statut patrimonial sont identifiées :



• L'**Apollon*** (*Parnassius apollo*), papillon diurne, **protégé** en France et en annexe IV de la Directive « Habitats », affectionne les pelouses rocheuses d'altitude, il est quasi-menacé en Rhône-Alpes.

- Le **Semi-Apollon*** (*Parnassius mnemosyne*), papillon diurne **protégé** en France et en annexe IV de la Directive « Habitats » affectionnent toutes les formations herbacées riches en fleurs comme les mégaphorbiaies ou les prairies de fauche montagnardes. Les populations ne semblent pas menacées en Rhône-Alpes.



• L'**Azuré de la croisette*** (*Phengaris alcon*), papillon diurne, **protégé** en France, apprécie les pelouses bien exposées où se développe la Gentiane croisette, sa plante hôte. **L'espèce est quasi-menacée en Rhône-Alpes.**

- L'**Azuré du serpolet*** (*Phengaris arion*), papillon diurne, **protégé** en France, annexe IV de la Directive « Habitats ». L'espèce affectionne les pelouses sèches et les prairies. Il ne possède pas de statut de conservation inquiétant en Rhône-Alpes.



• **Le Damier de la succise*** (*Euphydryas aurinia*), papillon diurne, **protégé** en France et visé à l'annexe II de la Directive Habitats, se rencontre dans les prairies humides. Il est quasi-menacé en Rhône-Alpes.

- l'**Ecaille chinée** (*Euplagia quadripunctaria*), papillon nocturne non protégé et relativement commun dans toute la France, qui côtoie divers types d'habitats naturels. Il apparaît néanmoins à l'annexe II de la Directive Habitats.

Concernant les Amphibiens, deux espèces sont signalées sur le territoire communal (Biodiv'AURA Expert, Faune-isere.org) : l'**Alyte accoucheur*** (*Alytes obstetricans*) et la **Grenouille rousse*** (*Rana temporaria*). Ces espèces sont protégées en France et respectivement classées en préoccupation mineure et quasi-menacée sur la Liste rouge d'AuRA.

Concernant les Reptiles, 7 espèces sont connues sur la commune, toutes protégées en France mais ne présentant pas de statut de conservation inquiétant en Auvergne-Rhône-Alpes : le Lézard des murailles* (*Podarcis muralis*), la Coronelle lisse* (*Coronella austriaca*), la Couleuvre helvétique* (*Natrix helvetica*), le Lézard à deux raies* (*Lacerta bilineata*), le Lézard vivipare* (*Zootoca vivipara*), l'Orvet fragile* (*Anguis fragilis*) et la Vipère aspic* (*Vipera aspis*).

Pour les Oiseaux, 121 espèces ont été identifiées sur la commune (INPN). Pour ces espèces, la plupart sont protégées en France et **4 en danger critique d'extinction en Auvergne-Rhône-Alpes, 4 en danger, 16 vulnérables** :



Torcol fourmilier

Les milieux ouverts et semi-ouverts de pieds de versants sont le refuge d'espèces appréciant les terrains dégagés clairsemés d'arbres ou d'arbustes pour se percher tels que le Tarier des prés*(*Saxicola rubetra*) et la Chevêche d'Athéna* (*Athene noctua*), le Bruant fou*(*Emberiza cia*), le Bruant jaune*(*Emberiza citrinella*), la Pie-grièche écorcheur* (*Lanius collurio*), cette dernière fait partie des espèces visées par l'Annexe I de la Directive Oiseaux. Le **Bruant ortolan*** (*Emberiza hortulana*) est quant à lui classé en danger d'extinction en région AuRA.

En altitude, les milieux ouverts et semi-ouverts sont favorables à la présence d'espèce plus alpines comme la Niverolle alpine* (*Montifringilla nivalis*) et la Caille des blés* (*Coturnix coturnix*), affectionnent également les pelouses alpines parsemmées d'arbrisseau.

Les boisements diversifiés de Mizoën sont favorables à la présence d'espèces plus forestières comme le Bouvreuil pivoine* (*Pyrrhula pyrrhula*), l'Accenteur mouchet* (*Prunella modularis*), le Roitelet huppé*(*Regulus regulus*). Des espèces moins communes sont également présentes dans les boisements comme le **Gobemouche noir***(*Ficedula hypoleuca*), le **Pouillot siffleur***(*Phylloscopus sibilatrix*) et la **Grive litorne** (*Turdus pilaris*).



Gobemouche noir

Les milieux rocheux accueillent le Monticole de roche*(*Monticola saxatilis*), le Tichodrome échelette* (*Tichodroma muraria*), le Crave à bec rouge*(*Pyrrhocorax pyrrhocorax*). Le **Faucon pèlerin*** (*Falco peregrinus*), appréciant les secteurs de falaise, est visé par l'Annexe I de la Directive « Oiseaux ».

Les abords du Lac du Chambon sont favorables à la présence d'espèce appréciant les milieux humides comme la **Bergeronnette printanière***(*Motacilla flava*), le **Chevalier guignette*** (*Actitis hypoleucos*) et l'**Aigrette garzette*** (*Egretta garzetta*). L'**Aigrette garzette** est également visée par l'Annexe I de la directive « Oiseaux ».

Enfin, le territoire de la commune est favorable à la présence en chasse voir en nidification de plusieurs espèces de rapace à grand territoire comme l'Aigle royal* (*Aquila chrysaetos*) menacé vulnérable en Isère, le **Busard Saint-Martin*** (*Circus cyaneus*), et le **Milan royal*** (*Milvus milvus*). Notons également la présence du **Gypaète barbu*** (*Gypaetus barbatus*), désormais réinstallé dans la vallée de la Haute-Romanche depuis quelques années. Ils sont tous visés par l'Annexe I de la Directive Oiseaux.

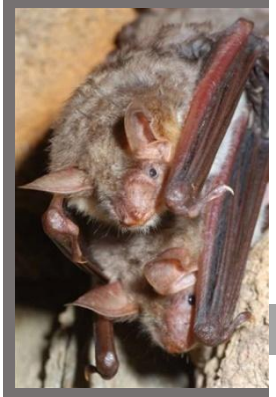
Espèces		Réglementation et statut de conservation	Enjeu local de conservation
***Gypaetus barbatus* Gypaète barbu** 	Milieux / écologie Ce rapace montagnard d'envergure imposante recherche les arêtes et les longs escarpements rocheux mais aussi les vallées chaudes où les ascendances thermiques lui permettent de glisser rapidement et sans effort sur de longues distances. La silhouette est caractéristique avec des ailes étroites et pointues et une queue cunéiforme. La tête est emplumée et orné d'un masque facial composé de plumes noires descendant sous le bec pour former une barbe. L'œil est cerclé de rouge. Il se nourrit surtout d'os et de viande provenant de cadavres frais de mammifères et d'oiseaux, ne s'interesse aux carcasses anciennes que si la nourriture est rare. Dans les Alpes, les causes de mortalités sont les collisions contre les câbles aériens et le tir. Les principaux dérangements menaçant la reproduction sont les activités sportives près des nids, la fréquentation touristique, les survols d'hélicoptère et la photographie. L'espèce sur la commune A priori, l'espèce est mentionnée nicheuse certaine sur le site faune-isère.org, l'espèce est très régulièrement observée sur la commune.	**CR LR AURA** Det. ZNIEFF RA DO I PN	Très fort

<u>20 espèces de Mammifères</u> terrestres sont signalées sur le territoire communal dont 3 sont protégées en France. Il s'agit du Muscardin* (*Muscardinus avellanarius*), de l'Ecureuil roux* (*Sciurus vulgaris*) et du Bouquetin des Alpes* (*Capra ibex*).

<u>Pour les chiroptères</u>, 6 espèces, toutes protégées en France, sont recensées sur la commune. Ce chiffre relativement interessant témoigne de la qualité et de la diversité des habitats naturels que l'on peut rencontrer sur la commune. Parmi les espèces inventoriées, deux espèces présentent des enjeux de conservation importants dans le département : le Grand Murin* (*Myotis myotis*) et le Petit Murin* (*Myotis blythii*).

Espèces		Réglementation et statut de conservation	Enjeu local de conservation
Myotis myotis **Grand Murin** 	Milieux / écologie C'est une des plus grandes chauves-souris d'Europe. Le pelage est épais, court, brun clair sur le dos contrastant nettement avec le ventre presque blanc. Elle est quasi identique au Petit Murin, une clé de détermination est nécessaire pour une identification rigoureuse. Chauve-souris de basse et de moyenne altitude, elle est essentiellement forestière mais fréquente aussi les milieux mixtes coupés de haies, de prairies et de bois. Pour la chasse, elle affectionne particulièrement les vieilles forêts, voire le bocage et les pâtures. **Menaces** : L'espèce est sensible aux dérangements et à la destruction, intentionnels ou non, des gîtes d'été (restauration de toitures, travaux d'isolation) et des gîtes d'hiver (surfréquentation humaine, aménagement touristique des	**PN** **DH II & IV** **VU LR ISERE**	Modéré

	mines / cavernes, extension de carrières, mise en sécurité des anciennes mines et comblement des entrées). L'éclairage nocturne sur les édifices publics est également source de perturbation des individus. La modification et destruction de milieux propices à la chasse comme le labourage pour le réensemencement des prairies, la conversion de prairies de fauche en culture, l'enrésinement des prairies marginales, l'épandage d'insecticides… **L'espèce sur la commune** La dernière observation date de 2020 (source : Faune-Isère.org). **Une colonie est connue pour nicher sur la commune proche du Bourg-d'Oisans.**		

Espèces		Réglementation et statut de conservation	Enjeu local de conservation
Myotis blythii **Petit Murin** 	Milieux / écologie Le Petit Murin est l'une des plus grandes chauves-souris d'Europe. Le pelage est gris-brun sur le dos, blanc pur à jaunâtre sur le ventre. Le museau et les oreilles sont caramel clair à rosé. Il est quasi identique au Grand Murin, une clé de détermination est nécessaire pour les différencier. Il fréquente les paysages ouverts soumis à un climat chaud : pâtures, prairies, steppes, paysages agricoles extensifs, milieux boisés, garrigues. Ses milieux de prédilection sont les steppes herbacées comme les milieux prairiaux, il évite les milieux trop fermés et les massifs forestiers. **L'espèce sur la commune** La dernière observation date de 2020 (source : Faune-Isère.org). **Une colonie est connue pour nicher sur la commune proche du Bourg-d'Oisans en compagnie du Grand Murin.**	PN DH an II et IV EN LR Isère Det. ZNIEFF	Fort

PN : Protection nationale en France, DH an II, IV : Directive Habitats annexe II et IV, Det. ZNIEFF : espèce déterminante ZNIEFF Rhône-Alpes, VU : Vulnérable sur la liste rouge Isère, EN : En Danger sur la liste rouge Isère.

3.6.2. Synthèse des espèces faunistiques à enjeu et statut de protection

Groupe	Espèces patrimoniales	Statut réglementaire	Listes rouges	ZNIEFF Rhône-Alpes	Evaluation de l'enjeu local de conservation
Invertébrés 	Ecaille chinée (*Euplagia quadripunctaria*)	DH II			Réduit
	L'Azuré de la croisette (*Phengaris alcon*),	PN	NT en Rhône-Alpes	Déterminant	Réduit à modéré
	Damier de la succise (*Euphydryas aurinia*)	PN DH II	NT en Rhône-Alpes	Déterminant	Réduit à modéré
	Apollon (*Parnassius apollo*)	PN DH IV	NT en Rhône-Alpes	Déterminant	Réduit à modéré
	Semi-Apollon (*Parnassius mnemosyne*)	PN DH IV		Déterminant	Réduit
	Azuré du serpolet (*Phengaris arion*)	PN DH IV		Déterminant	Réduit
	Aigle royal (*Aquila chrysaetos*)	PN DO I	VU en AURA	Déterminant	Modéré

Groupe	Espèces patrimoniales	Statut réglementaire	Listes rouges	ZNIEFF Rhône-Alpes	Evaluation de l'enjeu local de conservation
	Tarier des prés (*Saxicola rubetra*)	PN	VU en AURA	Déterminant	Modéré
	Sizerin cabaret (*Acanthis flammea*)	PN	VU en AURA	Déterminant	Modéré
	Bruant ortolan (*Emberiza hortulana*)	PN DO I	EN en AURA	Déterminant	Fort
	Bouvreuil pivoine (*Pyrrhula pyrrhula*)	PN	VU en AURA		Modéré
	Monticole de roche (*Monticola saxatilis*)	PN	EN en AURA		Fort
	Gypaète barbu (*Gypaetus barbatus*)	PN DO I	CR en AURA	Déterminant	Très fort
Mammifères terrestres 	Bouquetin des Alpes (*Capra ibex*)	PN DH V	NT en Isère	Déterminant	Réduit à modéré
Chiroptères 	Grand Murin (*Myotis myotis*)	PN DH II et IV	VU en Isère	Déterminant	Modéré
	Petit Murin (*Myotis blythii*)	PN DH II et IV	EN en Isère	Déterminant	Fort

3.7. Les continuités écologiques

La Trame verte et bleue a pour ambition première d'enrayer la perte de biodiversité. Par la préservation et la remise en état des sites à forte qualité écologique, riches en biodiversité (les réservoirs) et par le maintien et la restauration des espaces qui les relient (les corridors), elle vise à favoriser les déplacements et les capacités adaptatives des espèces et des écosystèmes, notamment dans le contexte de changement climatique.

La Trame verte et bleue désigne officiellement depuis 2007 un des grands projets nationaux issus du Grenelle de l'Environnement. Elle a pour ambition première d'enrayer la perte de biodiversité. Par la préservation et la remise en état des sites à forte qualité écologique, riches en biodiversité (les réservoirs) et par le maintien et la restauration des espaces qui les relient (les corridors), elle vise à favoriser les déplacements et les capacités adaptatives des espèces et des écosystèmes, notamment dans le contexte de changement climatique.

La mise en œuvre de la Trame verte et bleue fait partie d'un ensemble de mesures pour la biodiversité, introduites ou précisées dans la loi Grenelle II. Cette approche amorce une profonde mutation dans le regard porté sur les territoires. Il ne s'agit plus d'opposer conservation de la nature et développement des territoires, mais de les penser ensemble. Ce changement traduit la prise de conscience récente des services rendus par les écosystèmes pour le maintien de l'activité économique et le bien-être des populations.

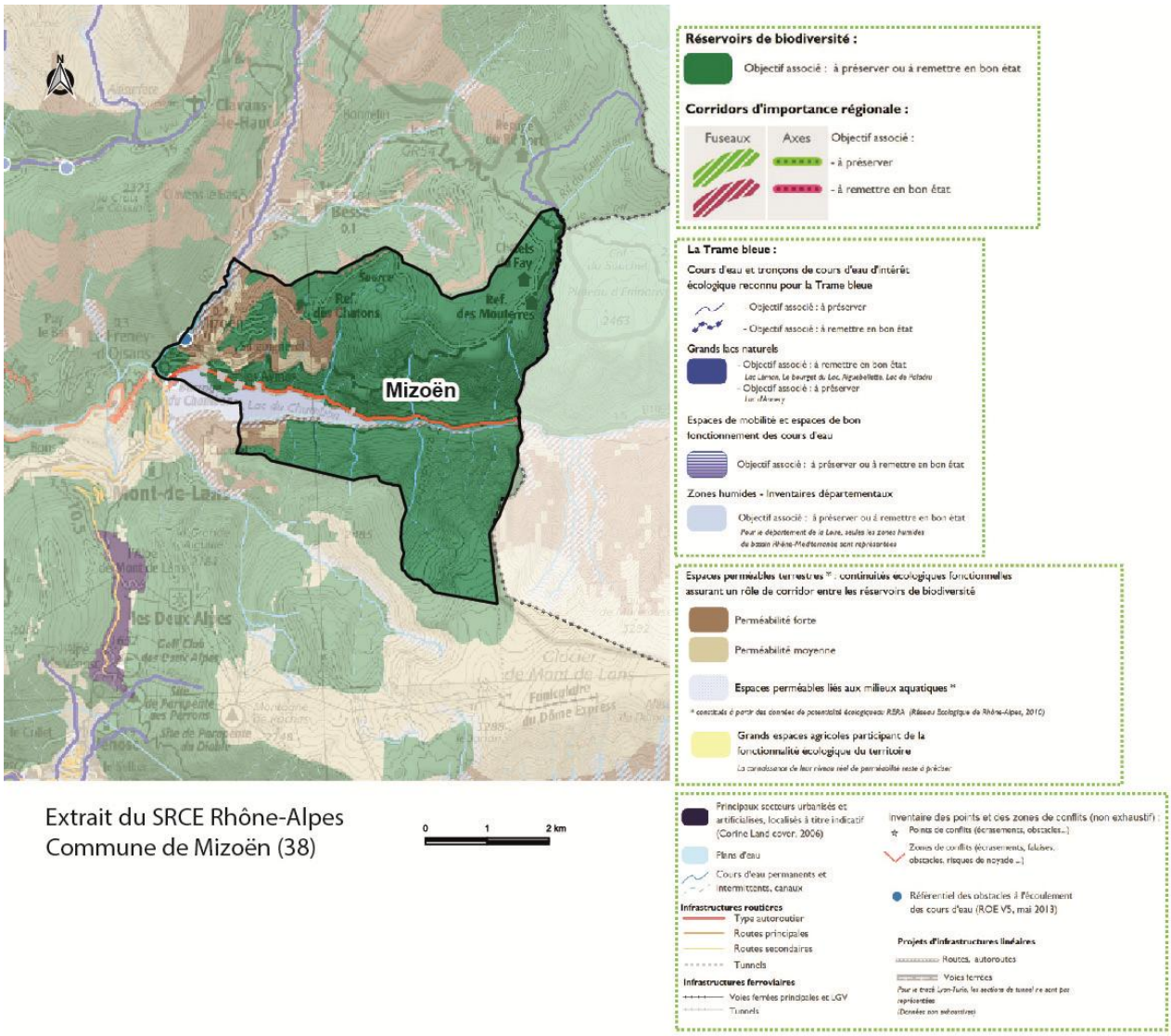
La constitution de la Trame Verte et Bleue nationale se fait à l'échelle de chaque région, via l'élaboration de schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) qui constituent de nouveaux documents dans la hiérarchie des outils de planification territoriale.

Le SRCE est élaboré conjointement par l'Etat et la Région (DREAL).

Ce diagnostic propose également une analyse de la Trame Verte et Bleue au niveau local.

3.7.1. TVB au niveau régional (SRCE)

La carte suivante indique comment le territoire communal s'inscrit dans le système de Trame Verte et Bleue régionale (source : SRCE Rhône-Alpes).



*Carte 8 :**schéma régional de cohérence écologique SRCE – commune de Mizoën***

La commune de Mizoën fait partie du territoire de l'Oisans. Ce territoire est inséré dans une zone cœur de biodiversité régionale (Belledonne – Taillefer – Ecrins) et représente une vaste zone montagneuse séparée par les grandes vallées de la Maurienne, du Grésivaudan et du Drac, qui concentrent les enjeux de continuités inter-massifs. L'enjeu pour l'Oisans est d'assurer la continuité interne au groupe de massif Ecrins-Taillefer-Grandes Rousses-Belledonne.

Dans le cadre du SRCE, la commune de Mizoën joue un rôle important dans les fonctionnalités écologiques du territoire. En effet, située à la frontière entre les départements de l'Isère et des Hautes-Alpes, et entre les régions Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur, il est important de préserver les fonctionnalités inter-massifs du secteur. Les milieux ouverts et semi-ouverts d'altitude (pelouses, landes

et zones rocheuses) ainsi que les boisements diversifiés sont reconnues comme véritable trame verte, jouant un rôle à la fois de réservoir de biodiversité et de corridor écologique. Les espaces boisés, de landes ou zones rocheuses non concernés par des réservoirs (secteurs localisés en partie ouest de la commune) sont reconnus comme secteurs à perméabilité moyenne à forte.

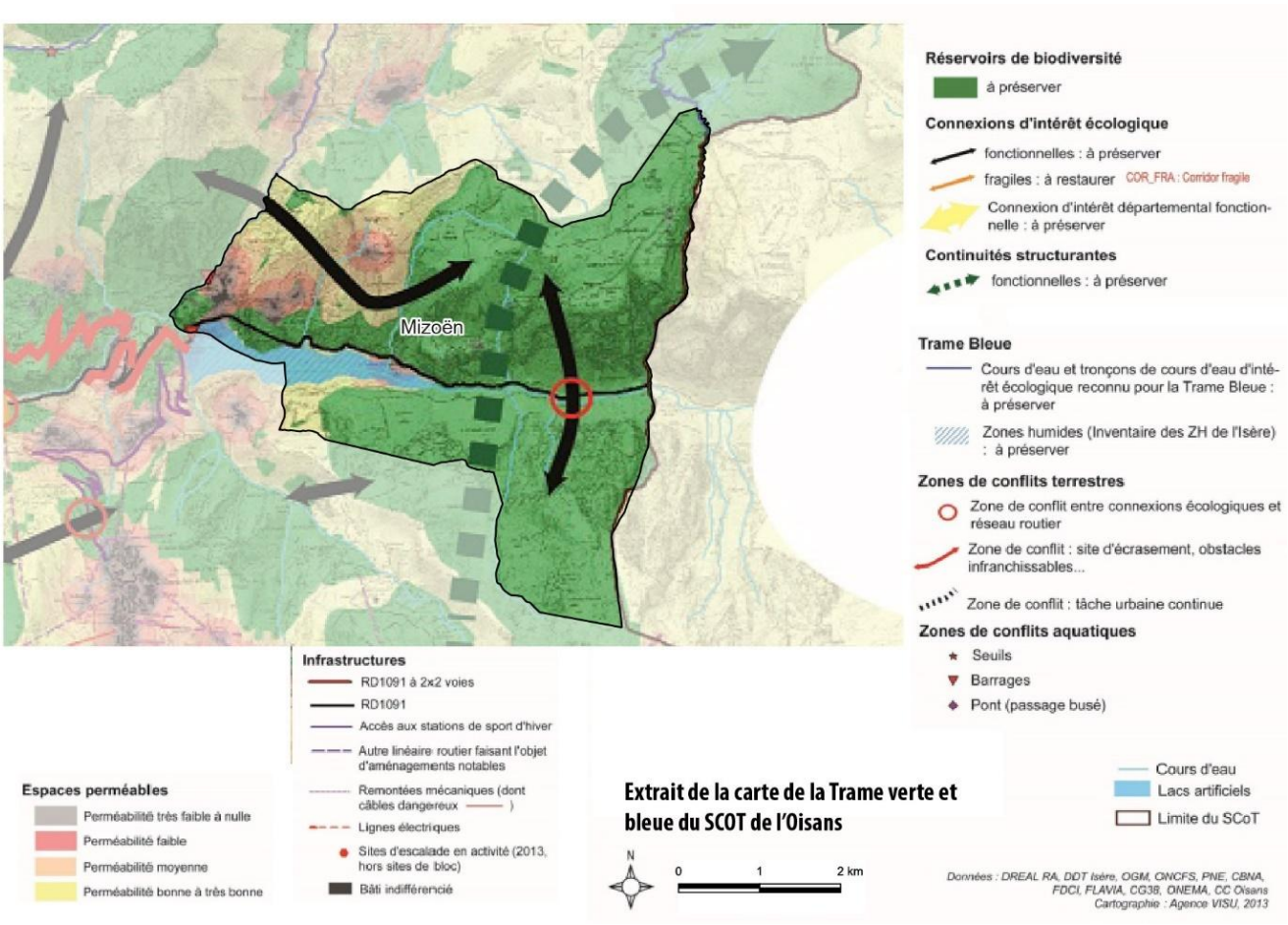
La trame bleue est représentée principalement par le Lac du Chambon et ses berges qui restent perméables aux déplacements des espèces et par le cours d'eau du Ferrand qui s'écoule en limite communale ouest avec un objectif associé à préserver. Un obstacle à l'écoulement des eaux est identifié sur ce cours d'eau (le barrage du Chambon). Aucune autre zone humide de la commune n'est identifiée comme d'intérêt pour la trame bleue à l'échelle régionale.

Aucune rupture de fonctionnalité (zone de conflit) importante n'est identifiée sur la commune.

3.7.2. TVB au niveau du territoire de l'Oisans

Un travail d'analyse de la Trame Verte et Bleue a été effectué à l'échelle du SCOT de l'Oisans.

Dans ce cadre, les zonages d'inventaires et réglementaires sont reconnus comme réservoirs de biodiversité. S'y ajoutent également certains espaces naturels non fragmentés et de surface suffisante pour assurer la survie des populations. Sur Mizoën, ces espaces correspondent principalement aux milieux naturels diversifiés présents dans les deux-tiers est de la commune. En partie nord-ouest, les secteurs proches des zones urbanisées sont quant à eux identifiés comme des espaces à perméabilités plus ou moins fortes en fonction de la distance avec les habitations.
La Trame Bleue correspond aux zones humides reconnues à l'inventaire départemental notamment les secteurs de tourbières et lacs d'altitudes. Elle est représentée par le lac du Chambon sur la commune de Mizoën.
Des connexions fonctionnelles à préserver sont identifiées ; une au nord de Mizoën et du hameau de Singuigneret ; et la deuxième à l'ouest du lac du Chambon où une zone de conflit est identifiée au niveau de la traversée de la départementale 1091. C'est dans ce secteur qu'une continuité structurante (à l'échelle de plusieurs massifs) est également identifiée.



Carte 9 : ***extrait de la carte TVB du SCOT de l'Oisans***

3.7.3. TVB au niveau local

L'analyse de la fonctionnalité écologique au niveau du territoire communal montre le rôle important de la commune comme réservoir de biodiversité notamment pour les milieux alpins de pelouses et de zones humides.

Les milieux forestiers sont peu présents sur la commune mais les secteurs des Grands Bois, Petite Forêt et Grande Forêt participent à un réservoir et corridor beaucoup plus vaste de la rive gauche de la Romanche. Ces secteurs sont par ailleurs préservés des activités anthropiques de par leur difficulté d'accès.

Les milieux rocheux ont également une place importante. Ils constituent d'important réservoirs de biodiversité, en particulier pour des espèces faunistiques et floristiques spécialisées. Ils participent à une trame plus large, intercommunale, notamment sur un axe est-ouest avec la commune voisine de la Grave. Ces milieux constituent également des obstacles naturels de franchissement pour les espèces terrestres. Ainsi, les vallons et les cours d'eau, sur un axe nord-sud, constituent des corridors importants (vallon du Ferrand, « crête » entre Mizoën et Singuigneret, vallon du ruisseau de la Pisse et vallon du Rif Tort).

Les zones humides constituent une importance notable pour la Trame Bleue, avec de nombreux enjeux liés aux habitats d'espèces inféodées à ces milieux. Les cours d'eau qui les alimentent et les relient jouent également un enjeu majeur dans leur équilibre, leur dynamique et leur préservation.

Le cours d'eau de la Romanche, bien que très altéré par la présence du lac et du barrage du Chambon, joue néanmoins un rôle majeur dans les fonctionnalités écologiques du territoire élargi : corridor notable, en particulier pour les espèces aériennes, sur un axe est-ouest.

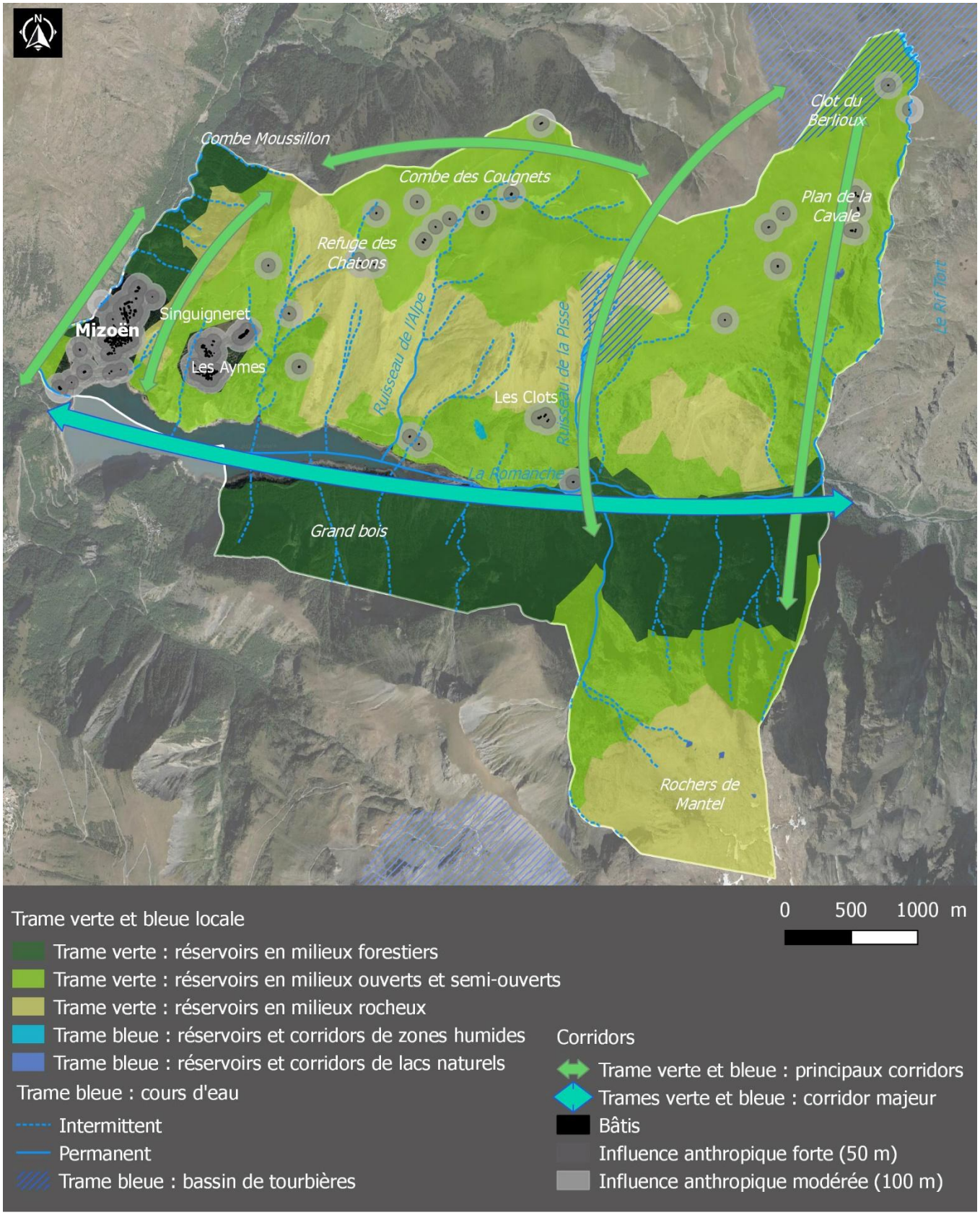
Les influences anthropiques sont peu importantes et plutôt localisées aux villages de Mizoën et des Aymes et de Singuigneret, en partie sud-ouest. Même si de nombreux bâtis sont présents en alpage, ils ne constituent pas de ruptures dans la TVB locale et ne représente que des effets très réduits.

Le barrage du Chambon reste un obstacle majeur sur le corridor constitué par la Romanche.

Les voies de circulation sont par ailleurs très limitées et peu impactantes sur la commune. La D1091 peut néanmoins représenter un obstacle pour le franchissement de certaines espèces au niveau des vallons.

Globalement, la Trame Verte et Bleue locale de la commune de Mizoën est de bonne à très bonne qualité est participe à une trame d'intérêt notable en secteur préservé, notamment pour les pelouses alpines et les zones humides. En dehors du barrage du Chambon, localisé sur le corridor de la Romanche, les ruptures de fonctionnalité sont très réduites sur le territoire.

La Trame noire sur la commune de Mizoen se révèle être de bonne qualité, l'urbanisation étant peu développée et se concentrant sur une zone limitée du territoire. L'éclairage présent sur la commune, n'influe ainsi que très peu les réservoirs de biodiversité et corridors écologiques y existant.



Carte de la Trame Verte et Bleue locale
Commune de Mizoën (38)

Réalisation : C. Guignier
Nov 2021
Source : C. Guignier
Fond : Google Earth

Carte 10 :Trame Verte et Bleue locale – commune de Mizoën

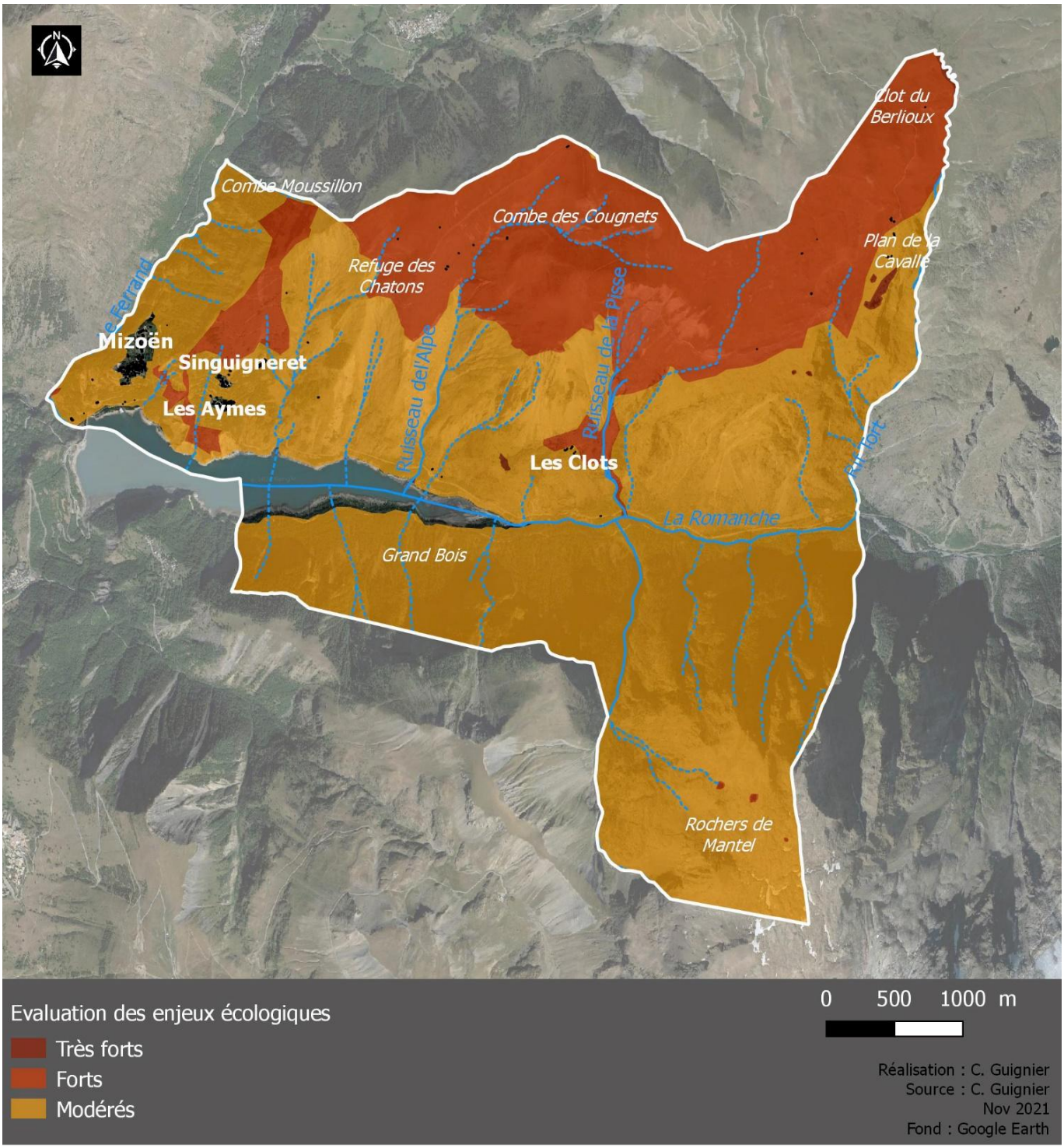
3.8. Synthèse des enjeux écologiques

Habitats naturels et zonages contractuels	Intérêts écologiques	Enjeux de conservation
Zones humides	• Forte valeur patrimoniale (habitats, espèces), rôle important pour la diversité faunistique et floristique et sa conservation ; • Habitats à préserver de par la nature des services rendus (dont régulation des crues et épuration de l'eau, réservoir d'eau potable, …) • Habitats protégés par la loi ; • Rôle important dans la fonctionnalité écologique du territoire.	Très forts
Cours d'eau	• Rôle important pour la diversité faunistique et floristique et sa conservation ; • Habitats protégés par la loi ; • Rôle important dans la fonctionnalité écologique du territoire.	Fort
Pelouses alpines	• Forte valeur patrimoniale (habitats, espèces), rôle important pour la diversité faunistique et floristique ; • Habitats d'intérêt communautaire dont certains prioritaires ; • Favorables au développement d'espèces patrimoniales, • Enjeu notable sur le territoire du fait de la surface très importante et en bon état de conservation	Fort
Pelouses sèches et faciès d'embroussaillement associés	• Forte valeur patrimoniale (habitats, espèces), rôle important pour la diversité faunistique et floristique ; • Habitats d'intérêt communautaire dont certains prioritaires ; • Favorables au développement d'espèces patrimoniales, • Malgré une surface réduite, enjeu notable sur le territoire du fait de la participation à un réseau intercommunal des versants adrets de la Romanche.	Fort
Milieux rocheux	• Forte valeur patrimoniale (habitats, espèces), rôle important pour la diversité faunistique et floristique ; • Habitats d'intérêt communautaire ; • Favorables au développement d'espèces patrimoniales.	Modéré
Mosaïque agraire de montagne	• Valeur patrimonial pouvant être importante pour la flore et pour la faune, • Participe à la fonctionnalité écologique du territoire (réservoir et corridors), • Pouvant intégrée des habitats d'intérêt communautaire.	Modéré

Les enjeux écologiques pour la commune de Mizoën sont diversifiés et nombreux. Ils concernent en particulier les zones humides, présentant ici une forte valeur patrimoniale, soulignée par la présence de 2 APPB sur le territoire pour ces milieux. Si leur état de conservation est globalement bon, ces milieux restent très vulnérables aux perturbations.

La commune de Mizoën présente également des paysages hautement remarquables de pelouses alpines, sur des surfaces très importantes et non morcelées, en bon état de conservation. Ces milieux sont favorables au développement de nombreuses espèces, parfois très spécialisées et participent au vaste réseau de plateau du massif des Grandes Rousses.

La commune reste préservée des influences anthropiques (en dehors du barrage du Chambon) et notamment des aménagements liés à la pratique des sports d'hiver. On note cependant que la déprise agricole entraine une fermeture progressive des pelouses et prairies sèches.



Evaluation des enjeux écologiques
Commune de Mizoën (38)

Carte 11 : synthèse des enjeux écologiques – commune de Mizoën

À RETENIR :

Environnement naturel

- Commune coupée en 2 par le lac et la Romanche, et une population installée en rive droite plus accueillante ;
- De nombreux cours d'eau
- Un climat montagnard occidental.

Risques naturels

- Aucun PPRN ne couvre le territoire ; une carte aléa avalanche.
- La commune est concernée par différents risques naturels (inondation, seisme, glissement de terrain, radon) ;
- Une carte des aléas a été réalisée et finalisée en août 2024 ;
- Les zones urbanisées ne sont pas directement concernées par des risques naturels mais le flanc est du vourg centre cotoie des aléas forts.

Occupation du sol

- 9.5ha d'usage résidentiel ;
- 4ha de zones bâties soit 0.02% du territoire communal ;
- 650ha de forêt ;
- 580ha d'estives et landes ;
- 33ha de prairies permanentes.

Ecologie :

- Tout le territoire communal (hors lac) est concerné par des ZNIEFF ;
- 3 zones humides et 2 tourbières sont identifiées sur le territoire ;
- 1 site Natura 2000 est présent sur le quart nord-est (Vallée du Ferrand et Plateau d'Emparis) ;
- 2 arrêtés préfectoraux de protection de biotope interviennent sur le territoire ;
- La commune est située en aire d'adhésion du parc nationale des Ecrins ;
- 17 espèces floristiques sont protégées au niveau national ou régional ;
- Quelques espèces faunistiques sont concernées par un enjeu local de conservation fort ;
- Les forts enjeux écologiques croisés sont globalement situés sur le nord de la commune et viennent s'intercaler entre les hameaux.

CHAPITRE 2 : L'ENVIRONNEMENT HUMAIN

1. ORGANISATION URBAINE ET TYPOLOGIE ARCHITECTURALE

1.1. Histoire de l'urbanisation de la commune

Source : Site internet de la commune : https://Mizoën.fr/petite-histoire-de-la-commune/

« Comme la plupart des communes de l'Oisans, Mizoën fut un pays de marchands colporteurs qui se livraient au commerce d'articles de mercerie, de tissus et peut-être, à l'occasion, de plantes des montagnes ou de cristaux.
Mizoën fut un fief protestant. Un pasteur fut envoyé par Calvin dès 1562. La Réforme s'établit en Dauphiné en 1522 par Guillaume Farel, compagnon de Calvin, on peut supposer que les gens de Mizoën furent rapidement conquis par cette religion nouvelle. Les « marchands » furent probablement les diffuseurs de ces idées et les sympathisants de la communauté protestante, parrainant les nouveau-nés, finançant le temple et l'école, constituant une sorte de « banque coopérative » dite du denier des pauvres, mais aussi d'entraide en faveur des « jeunes » partant au commerce. L'épisode protestant s'arrête avec les vexations ordonnées par Louis XIV autour des années 1680, la Révocation de l'Edit de Tolérance en 1685 et la suppression de tout statut légal aux « prétendus réformés ». Le dernier pasteur, Jean Bonnet, prend la route de l'exode, puis les familles et groupes de familles s'exilent les années suivantes en direction de la Suisse, de l'Allemagne voire des Pays-Bas. Ils gagnent la frontière de Savoie par le col des Prés Nouveaux, puis Genève, avant de se disperser dans les pays d'accueil. Certains sont emprisonnés, d'autres exécutés, certains envoyés aux galères… En 1689, la communauté a perdu les deux tiers de ses habitants. Les biens des « déserteurs » sont loués à de « bons catholiques » mais de nombreuses terres restent incultes.
Depuis le 18ème siècle et jusqu'à une période récente, les cultures principales étaient le seigle, le froment, l'orge, l'avoine, la pomme de terre, des légumes (choux, choux-raves, haricots, pois, poireaux, betteraves, bettes, carottes, etc...), tout le nécessaire pour subsister. Les alpages se développent à partir de 1700 mètres et s'étendent, à travers des vallonnements aux formes douces, jusque vers 2400 mètres d'altitude. Ce grand espace pastoral, dont une partie était fauchée encore au début du XXe siècle, se nomme « le Plateau d'Emparis ».
Le Plateau d'Emparis a été classé dès 1991 et une grande zone de 2400 ha, s'étendant sur 3 communes, Clavans, Besse et Mizoën a, elle, été déclarée Natura 2000. Ces deux classements ont permis et permettront à l'avenir de protéger les espèces menacées comme la laiche bicolore, l'avoine odorante, des tourbières et autres sites remarquables.
Il ne reste plus aujourd'hui que deux éleveurs d'ovins et de caprins, avec quelques 200 bêtes.
A la fin du XIXe siècle, une industrie électrochimique et électrométallurgique s'installe dans la basse vallée de la Romanche. Après la première guerre mondiale, notamment en 1921, les industriels de la Romanche créent une Société des Forces Motrices de la Haute-Romanche qui va entreprendre la construction d'une réserve hydraulique au Chambon pour garantir une fourniture régulière d'électricité. Les travaux préparatoires sont lancés. Le grand chantier bouleverse l'équilibre économique et social de la haute vallée, avec l'afflux de main-d'œuvre étrangère entre 1925 et 1935.

La construction du barrage du Chambon (1935) et sa retenue d'eau située en grande partie sur le territoire de Mizoën peut être considérée comme le passage de l'ère traditionnelle à l'ère moderne, de la société paysanne à la société industrielle.

Dans la foulée de « l'or bleu », le développement touristique, grâce à « l'or blanc », a permis la création de prestigieuses stations de sports d'hiver avec notamment l'Alpe d'Huez, rendue célèbre aussi en été par le Tour de France pour sa montée aux 21 lacets et les Deux Alpes, connue pour son ski d'été sur le

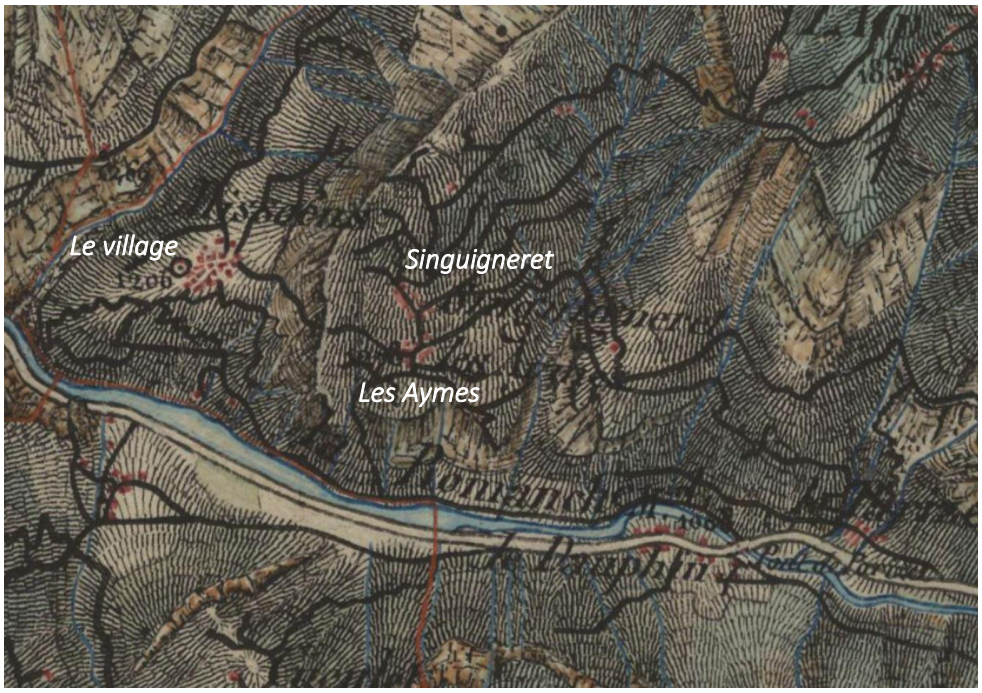
glacier à 3600m. Ces deux stations, qui toutes deux offrent de multiples activités sportives sont aujourd'hui devenues les poumons économiques de la vallée dont Mizoën bénéficie grâce à sa proximité ».



Carte de l'état-major (1820-1866)
Source : https://www.geoportail.gouv.fr/carte



Photographie aérienne (1950-1965)
Source : https://www.geoportail.gouv.fr/carte



Carte de l'état-major (1820-1866) zoom
Source : https://www.geoportail.gouv.fr/carte

La construction du barrage du Chambon a complètement modifié la structure géographique et urbaine de la commune. La carte de l'état-major permet de constater que malgré la disparition de deux hameaux, engloutis par le Lac du Chambon, la structure urbaine de la commune de Mizoën n'a, quant à elle, connu que peu de changements. Le village, ainsi que les hameaux Singuigneret et les Aymes formaient déjà une structure urbaine qui s'est, par la suite, étendue par la construction de quelques bâtiments supplémentaires.

1.2. Analyse typo morphologique du tissu urbain

Dans ce territoire de montagne où les conditions climatiques sont difficiles, les accès compliqués, les pentes sont souvent trop fortes pour pouvoir construire et où les expositions au soleil sont recherchées, les implantations urbaines sont plutôt rares sur la commune de Mizoën. De manière générale, les villages se sont établis sur les versants exposés au Sud, en dessous de 1400 mètres d'altitude, sur les pentes les plus faibles, en réservant quelques espaces agricoles autour d'eux, la plupart du temps en terrasses.

L'urbanisation est très faible sur le territoire communal avec seulement le village de Mizoën et les hameaux Les Aymes et Singuigneret.

Toutes les autres constructions sont des chalets d'alpages, occupés uniquement pendant la saison où on emmenait le bétail sur les pelouses d'altitude. Ceux-ci étaient présents en grand nombre sur le plateau d'Emparis, car quasiment chaque famille avait autrefois son chalet d'alpage. Ces chalets étaient souvent implantés en petits groupes de constructions isolées les unes des autres. Les nombreuses ruines qui ponctuent le plateau autour des chalets encore debout en témoignent. La plupart étaient situés entre 1800 mètres, et le sommet du territoire communal à 2210 mètres d'altitude. La seule exception est le hameau des Clots situé à 1520 mètres.

Ces chalets qui animent l'emblématique plateau d'Emparis étaient des constructions en pierres apparentes (aujourd'hui parfois enduites), constituées de volumes simples monoblocs qui, selon la richesse de la famille, pouvaient être un simple abri pour le berger, de plain-pied ou avec un étage pour les plus riches (ce qui permettait de loger les animaux au rez-de-chaussée). Plus rarement, ces constructions étaient accompagnées d'un deuxième bâtiment accolé qui constituait la bergerie, comme la Maison Coing. Si les toitures étaient autrefois constituées de lauzes, car le matériel était disponible à proximité, la grande majorité des chalets encore en bon état sont couverts de tôle ondulée ou de bacs-acier.

Ces maisons d'estive, même si la plupart ont été restaurées en gommant les caractéristiques architecturales traditionnelles (lauzes, pierres apparentes, ajouts de fenêtres, agrandissement des ouvertures, escaliers en ferraille, panneaux solaires mal intégrés, modification des balcons, couleurs des menuiseries et des enduits……), constituent encore un patrimoine architectural important pour la commune, témoin de l'usage ancestral des plateaux d'alpage, d'un mode de vie différent et qui animent le paysage du plateau d'Emparis.

Concernant l'état de l'architecture des villages, le constat est identique. La modernisation et l'entretien du bâti ancien à fait disparaitre bon nombre des détails qui constituait le charme et les particularités de ce patrimoine. Les éléments encore visibles sont la plupart du temps des maisons en mauvais état. Ce qui toutefois est encore bien visible sur les trois entités urbaines, est l'implantation du bâti dans la pente ou en cascade avec décalage latéral, accompagnant des ruelles de desserte très pentues et caractéristiques de nombreux villages de cette partie des alpes. Cette implantation en cascade permettait de développer des accès séparés, des vues et un ensoleillement optimisé.

Les toitures sont constituées de deux pans très inclinés pour ne pas retenir un trop gros poids de neige. Traditionnellement couvertes de lauzes et parfois d'ardoises pour les habitants plus aisés, elles sont aujourd'hui remplacées par de la tôle ondulée et au bac acier pour des raisons économiques et

pratiques. Certaines toitures présentent encore un "coyau" (terme qui désignait à l'origine une pièce de bois), une extension de la partie basse de la toiture avec une pente plus faible. Ce coyau servait souvent d'appentis pour abriter temporairement la charrette, le cheval, les outils ou les travaux extérieurs. Les lignes de faîtage sont le plus souvent parallèles à la pente et la façade pignon orientée "noble" plus ou moins vers le Sud avec ses balcons.



De grands balcons courant tout le long de la façade desservaient les pièces habitables et les greniers. Le balcon de séchage, le "pel" est constitué de planches de mélèze. Ce plancher est supporté par des solives, elles-mêmes supportées par des consoles ancrées profondément dans le mur. Ces consoles peuvent être renforcées par des jambes de force. Les balustres sont tournés ou en planches de bois découpées. Le balcon constitue un élément décoratif important de la façade. Les balcons, parfois sur deux étages, sont assemblés dans les lisses hautes et basses, elles-mêmes fixées par tenon et mortaises à des poteaux. Un "placard" constitué de planches de bois, vient parfois fermer l'extrémité du balcon pour le protéger du vent et des intempéries.

Les volumétries des bâtiments sont simples et monobloc. Comme la plupart des habitants vivaient autrefois de l'agriculture, le rez-de-chaussée bas était occupé par le bétail. Le grenier était, quant à lui, accessible de plain-pied par le pignon Nord, et aéré grâce à la fermeture du haut du mur pignon par de simples planches de bois ou par des ouvertures triangulaires dans le mur, renforcées par des ardoises.



A Singuigneret, chaque ferme était associée à construction de faible emprise au sol, sur plusieurs niveaux, communément appelée "chambre", réservée à l'activité de colportage.

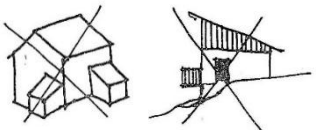


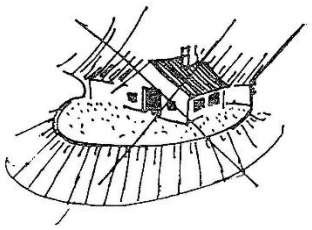
On trouve encore dans les villages de la commune, de nombreux portes et portails qui ont conservé leur aspect d'origine et apportent aux façades un attrait supplémentaire.

Afin de continuer à préserver le plus possible de caractéristiques architecturales traditionnelles ou d'assurer aux nouvelles constructions une intégration convenable dans le site, quelques conseils peuvent être importants à respecter :



- ✓ Le respect de l'environnement et une bonne intégration des volumes dans le site et dans la pente, en évitant les travaux de terrassement importants, préservant le plus possible l'environnement naturel du chantier ;

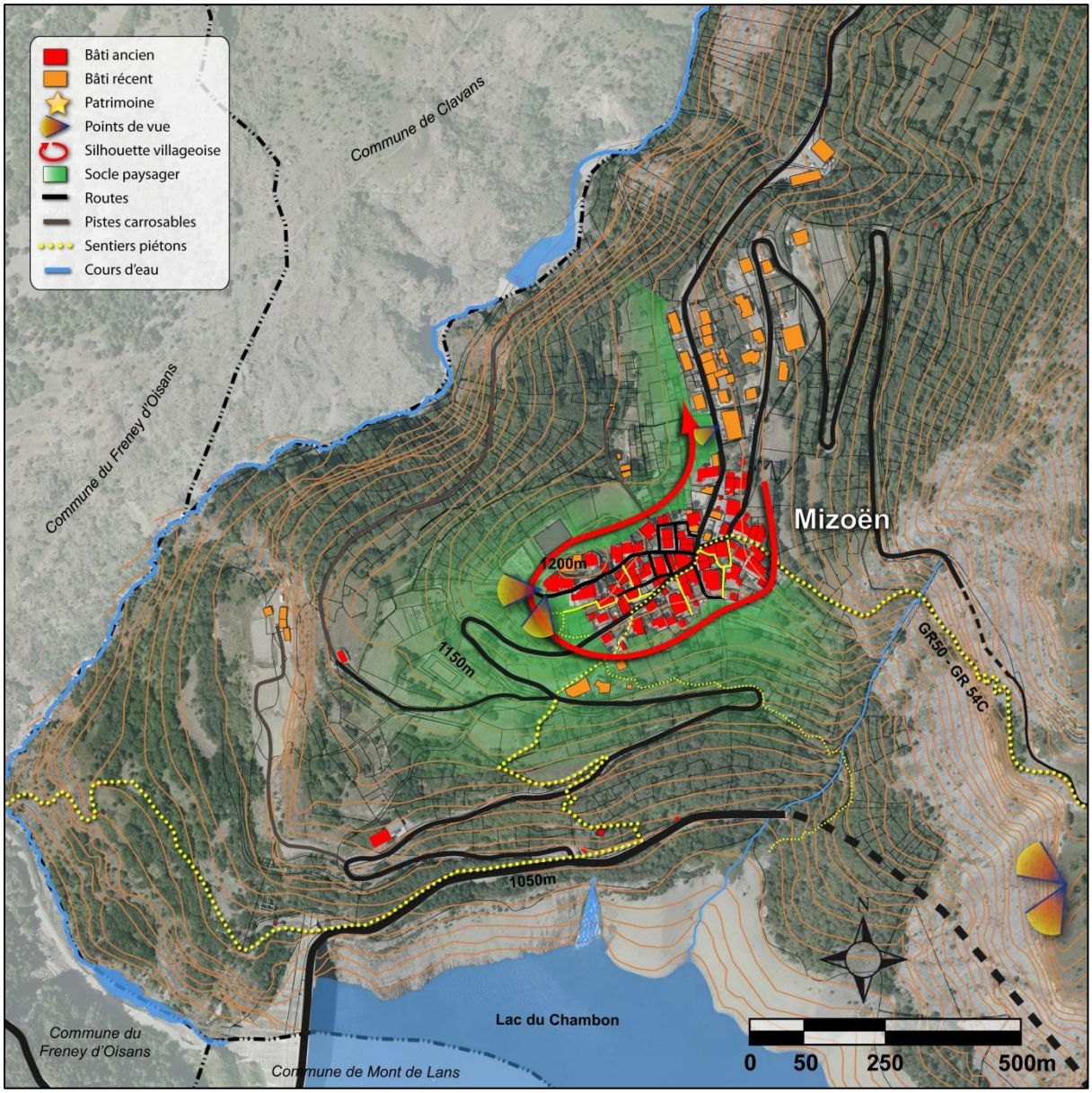




- ✓ La simplicité des volumes, une unité d'aspect et de matériaux compatibles avec le caractère des constructions traditionnelles locales et l'harmonie du paysage ;
- ✓ Dans le jardin d'ornement, éviter les espèces exotiques, pour les arbres et les haies, privilégier les essences locales.
- ✓ Selon la pente du terrain l'implantation de la route d'accès, et les constructions voisines, privilégier l'implantation de la ligne de faitage parallèlement à la pente, sauf en cas d'alignement général par rapport à une route suivant les courbes de niveau, ou pour une implantation de volume en L, ou dans le cas de création de hameaux pour quelques maisons ;
- ✓ Les toitures doivent présenter une pente comprise entre 40 et 45 °, en cas de création de coyau, sa pente ne devra pas être inférieure à 30° ; proscrire les toitures à un seul pan, les pans coupés ainsi que les ouvertures en saillie de grande dimension dans celle-ci ; s'assurer de leur proportion généreuse, par rapport au volume bâti ; utiliser de préférence des matériaux dont la teinte se rapproche des matériaux traditionnels que sont la pierre et l'ardoise, ne pas utiliser de tuiles ; les souches de cheminée doivent être large ;
- ✓ Chercher la simplicité et l'harmonie des couleurs et des matériaux au sein du projet et par rapport aux constructions voisines, éviter la multiplication de teintes et les artifices décoratifs ; proscrire les vernis brillants sur les menuiseries, préférer les lasures mates de teinte brunes ;
- ✓ Dans le cas de mur en pierre apparente, faire les joints avec du sable jaune et de la chaux blanche à la truelle, éviter les sables gris, les blancs même cassés ou de teinte plus foncée que les pierres ; ne pas utiliser d'imitation de fausses pierres ou fausses briques ainsi que les pierres collées en façade ;
- ✓ Les gardes corps des escaliers ou des balcons doivent être simples et en bois, inspirés du style traditionnel ; les clôtures seront des ouvrages simples, en bois et de section ronde.



❒ Le village de Mizoën



Structure villageoise de Mizoen

✓ Silhouette et implantation



Le village de Mizoën dont l'église est située à 1200 mètres d'altitude, est perché sur un éperon qui culmine à 160 mètres au-dessus de la vallée de la Romanche et du Lac du Chambon au sud et le vallon du Ferrand à l'ouest. L'église est implantée en proue du vieux village et caractérise fortement la silhouette du village dans le grand paysage. Les limites urbaines du village ancien sont assez nettes et on ne déplore aucune construction isolée qui viendrait perturber l'intégration du village dans le grand paysage. Le village est visible depuis de nombreux points de vue comme au barrage du Chambon, au belvédère de Mont de Lans et la route qui

mène aux Deux Alpes, depuis la route qui mène aux Aymes et Singuigneret ainsi que depuis le belvédère de Singuigneret et de Puy le Haut sur la commune du Freney d'Oisans.



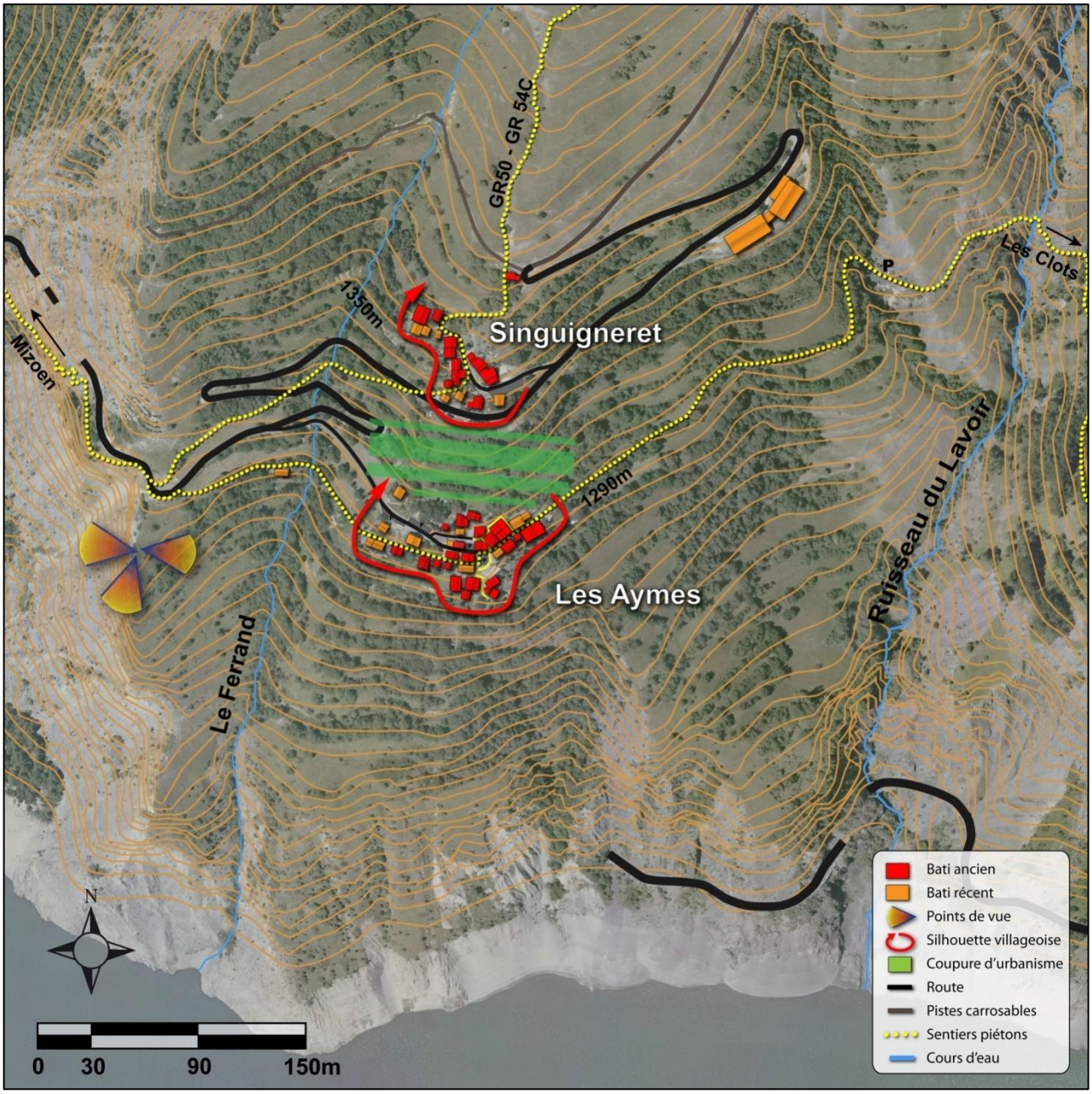
✓ Structure urbaine

La structure villageoise présente deux organisations différentes : celle du noyau ancien et celle des extensions récentes. Le vieux Mizoën est particulièrement dense, il s'articule autour de deux rues principales, plus ou moins parallèles entres elles et qui se rejoignent en un petit croisement en étoile de plusieurs rues. La première, la rue centrale du noyau ancien, est située sur la ligne de crête et mène à l'église. La deuxième est la route d'accès au village et monte en pente douce jusqu'au croisement. Elles distribuent une multitude de ruelles qui descendent face à la pente et le long desquelles s'étagent les maisons en escalier. Cette structure s'apparente à celle de l'arête de poisson ou du peigne. Si la majeure partie du vieux village est installée sur la ligne de crête, la moitié descend sur la pente exposée au sud. Le secteur de Mizoën où se sont construites les nouvelles maisons est situé au Nord-Est du village dans d'anciennes terres agricoles, le long de la route menant à Besse et le long de celle menant aux hameaux. Ce tissu urbain est plus lâche et si quelques maisons sont mitoyennes, la majeure partie est isolée avec de grandes parcelles de jardins. Ce secteur occupe une surface presque identique à celle du noyau ancien, mais avec un nombre d'habitations nettement inférieur.





❒ Les hameaux du Singuineret et Les Aymes



Structure villageoise des hameaux

✓ Silhouette et implantation

Les hameaux des Aymes et Singuigneret sont respectivement situés aux environs des altitudes de 1290m et 1350m, en balcon au-dessus du Lac du Chambon et de la vallée de la Romanche avec de larges vues panoramiques depuis les maisons. S'ils sont situés à plus de 500 mètres à vol d'oiseau du village chef-lieu de Mizoën et séparés de celui-ci par un gros pli de relief formant barrage visuel, ils sont en revanche très proches l'un de l'autre puisque à peine 90 mètres les séparent. La coupure d'urbanisation ainsi formée entre les deux hameaux, constituée de prairies en lanières entrecoupées de cordons boisés, permet à chacun de garder



son identité propre. Ces deux silhouettes sont visibles depuis plusieurs points de vue, notamment : depuis le belvédère de Mont de Lans ; depuis la route en Lacets montant aux Deux Alpes ; depuis la route d'accès venant de Mizoën et depuis le belvédère situé au bout de l'éperon voisin (voir carte).





Ces silhouettes, bien que quelques peu noyées dans un écrin de végétation entrecoupé de fines prairies présentant des contours flous, sont tout de même bien perceptibles et suffisamment compactes pour animer harmonieusement le paysage. Les points de vue proches, permettent de constater une implantation typique des maisons avec la ligne de faîtage parallèle à la pente et présentant ainsi des façades pignon au Sud.

✓ Structure urbaine

Ce sont des hameaux de taille raisonnable avec 4800 m^2 pour Singuigneret et 8700 m^2 pour les Aymes. Malgré les quelques constructions récentes, on peut noter que le tissu urbanisé est assez dense et que les nouvelles maisons s'y sont plus ou moins bien intégrées à une ou deux exceptions près. Les habitations isolées sont rares ; nous n'en comptons que trois (deux récentes au hameau des Aymes et une très ancienne à Singuigneret). Pour l'instant, elles ne portent guère atteinte aux silhouettes villageoises, d'autant que selon les points de vue, elles sont totalement masquées par la végétation.





A noter également à proximité de Singuigneret, au bord de la route qui mène au plateau d'Emparis, la présence de bâtiments d'élevage isolés. Grace à la forme du relief, et à la richesse du couvert boisé, ceux-ci ne sont pas en covisibilité avec les silhouettes villageoises.

Les deux villages sont structurés de manière légèrement différente :

Singuigneret est organisé autour d'une petite rue très en pente avec les maisons de part et d'autre en escalier, dans la pente et qui longe aussi une petite ruelle sur quelques mètres donnant ainsi une structure très simple en Y tête en bas, avec les deux branches reliées à la route d'accès.





Le hameau des Aymes de taille plus conséquente, présente aussi une structure plus complexe. La route principale suit la courbe de niveau 1300m et distribue des ruelles qui partent ensuite perpendiculairement et parallèlement à celle-ci. L'ensemble obtenu présente à la fois des bandes de maisons perpendiculaires et parallèles à la pente.

Pour les deux villages comme pour celui de Mizoën, la grande majorité des maisons présentent une ligne de faîtage parallèle à la pente, aussi bien pour le bâti récent.

1.3. Le patrimoine bâti et le petit patrimoine

❒ Le village de Mizoën

La majeure partie des anciennes maisons a été rénovée en perdant les caractéristiques architecturales qui lui conféraient un intérêt patrimonial. Néanmoins, il reste encore dans le village de nombreux petits détails intéressants et quelques bâtisses non rénovées et restées intactes. L'intérêt patrimonial du village de Mizoën est alors davantage constitué par son implantation et sa structure caractéristique ainsi que sa silhouette dans le grand paysage, le tout alimenté de quelques éléments d'architecture traditionnelle encore présents.



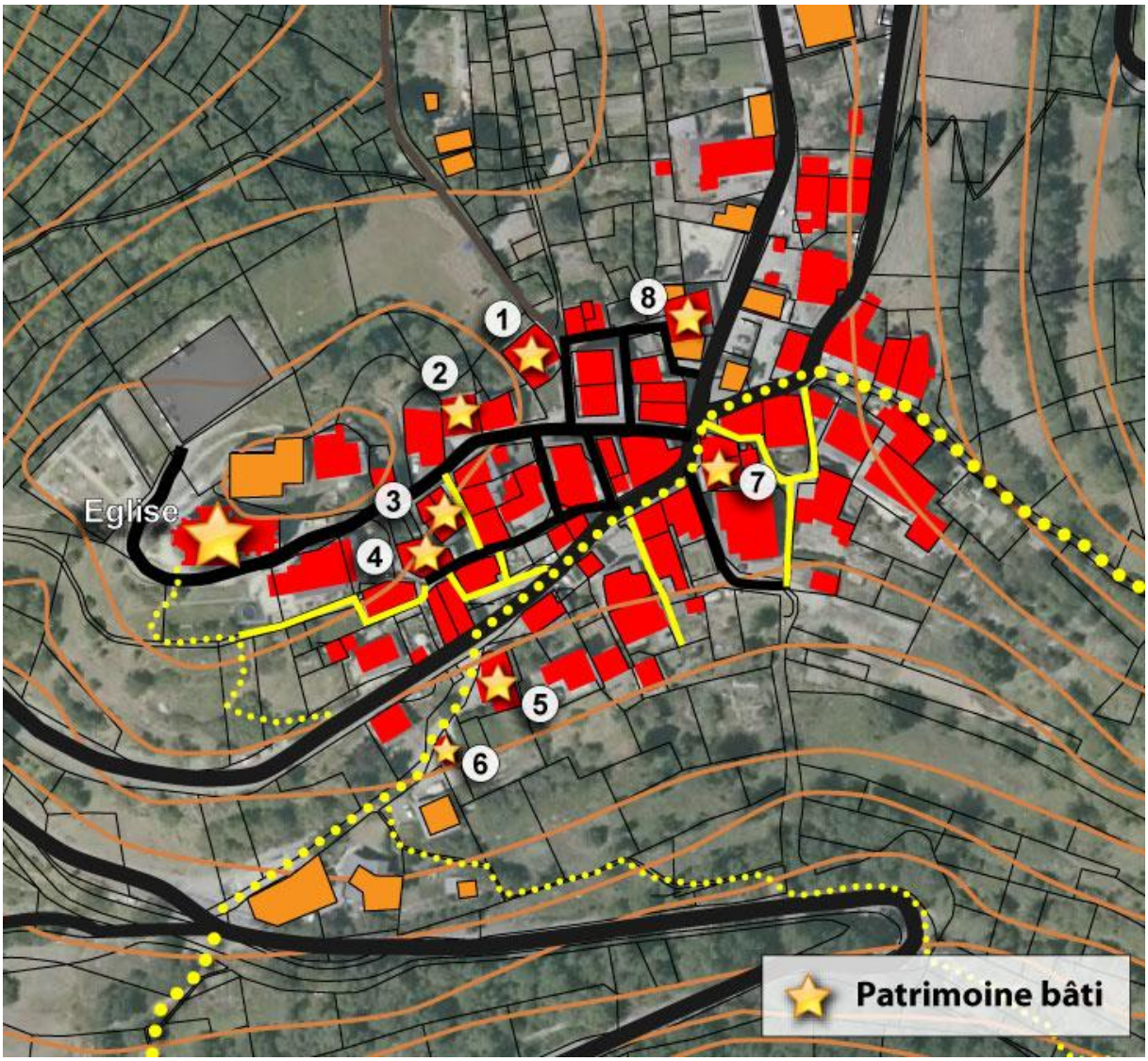






Les maisons récentes, quant à elles, présentent des types d'architectures différentes selon les époques de leur construction. Dans l'ensemble, elles ne présentent pas d'intérêt patrimonial et tendent plutôt vers une banalisation du modèle bâti et parfois vers une mauvaise intégration dans le site comme les pentes de toitures inversées par rapport au relief, des couleurs d'enduits ou de menuiseries inadaptées.





Localisation du patrimoine bâti - Village

L'inventaire du patrimoine des communes de la vallée du Ferrand réalisé en juillet 1995 (disponible en annexe) a recensé un certain nombre de bâtisses présentant un intérêt patrimonial noté de A pour les mieux notées à D pour celles qui ne présentent aucun intérêt visible. Ce relevé ayant plus de dix ans, certaines maisons ont pu être refaites entièrement et perdre ainsi leur aspect patrimonial (comme la 7 ou la 8). Sur la carte ci-dessus, les maisons repérées par une étoile sont celles qui ont obtenues une note A ou B.







❒ Les hameaux du Singuineret et Les Aymes

Les deux hameaux ont conservé plusieurs bâtisses témoignant de l'architecture ancienne. Dans l'ensemble, les maisons sont moins rénovées que celles de Mizoën, ce qui a aussi permis la conservation de ce patrimoine. Cependant, nombreuses sont celles qui nécessiteront bientôt de l'être au risque de voir ce patrimoine disparaitre ou modifié. Ainsi, de nombreux détails d'architecture intéressants sont encore visibles, comme les longs balcons en bois, les très belles portes, les hauts de murs pignons en bois, etc…





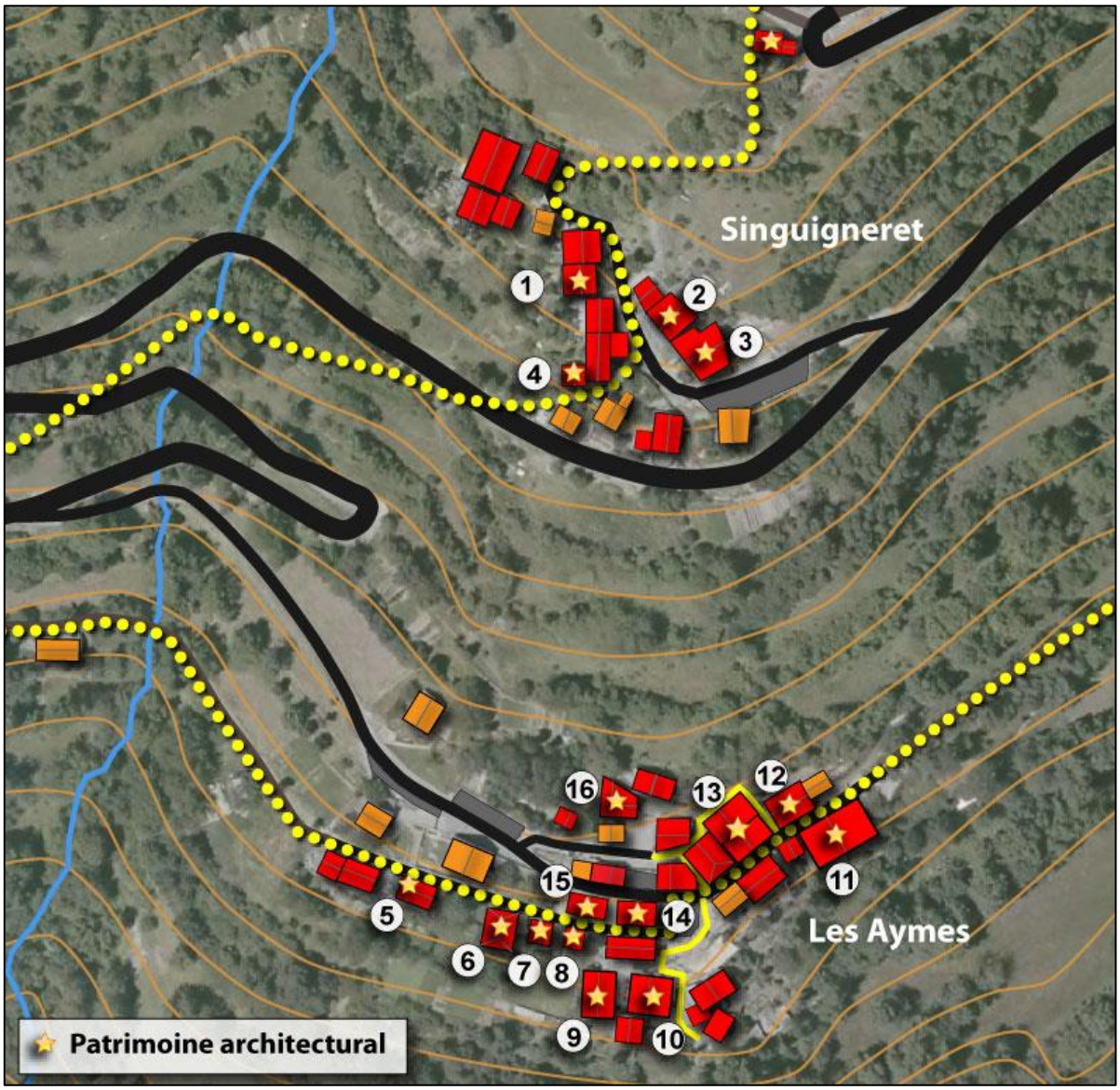












Localisation du patrimoine bâti - hameaux

L'inventaire du patrimoine de communes de la vallée du Ferrand réalisé en juillet 1995 (disponible en annexe) a recensé un certain nombre de bâtisses présentant un intérêt patrimonial noté de A pour les mieux notées à D pour celles qui ne présentent aucun intérêt visible. Ce relevé ayant plus de dix ans, certaines maisons ont pu être refaites entièrement et perdre ainsi leur aspect patrimonial. Sur la carte ci-dessus, les maisons repérées par une étoile sont celles qui ont obtenues une note A ou B.







2. LA CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

2.1. Interprétation de la loi montagne

La montagne joue un rôle écologique irremplaçable de réservoir agricole, hydrologique, de biogénétique et de sylviculture. C'est pourquoi, la loi montagne a été mise en place pour lutter contre les agressions nombreuses que les espaces de montagne peuvent subir. La loi montagne issue de la loi n°85-30 du 9 janvier 1985, qui a été « modernisée » par la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de « modernisation, de développement et à la protection de la montagne tente d'établir un équilibre entre le développement et la protection de la montagne. A cet effet, la liste de ces objectifs est la suivante :

- Faciliter l'exercice de nouvelles responsabilités par les collectivités et les organisations montagnardes dans la définition et la mise en oeuvre de la politique de la montagne et des politiques de massifs ;
- Engager l'économie de la montagne dans des politiques de qualité, de maîtrise de filière, de développement de la valeur ajoutée et rechercher toutes les possibilités de diversification ;
- Participer à la protection des espaces naturels et des paysages et promouvoir le patrimoine culturel ainsi que la réhabilitation du bâti existant ;
- Assurer une meilleure maîtrise de la gestion et de l'utilisation de l'espace montagnard par les populations et collectivités de montagne ;
- Réévaluer le niveau des services en montagne, assurer leur pérennité et leur proximité par une généralisation de la contractualisation des obligations.

En France, la loi Montagne définit les zones de montagne comme étant des communes ou parties de communes où l'utilisation de l'espace implique des investissements onéreux dus :

- Soit à des conditions climatiques très difficiles dues à l'altitude ;
- Soit à la présence, à une altitude moindre, dans la majeure partie du territoire, de fortes pentes telles que la mécanisation ne soit pas possible ou nécessite l'utilisation d'un matériel très onéreux ;
- À la combinaison des deux facteurs.

Chaque zone est délimitée par un arrêté ministériel. La loi reconnaît 7 massifs en France : Jura, Vosges, Alpes du Nord, Alpes du Sud, Corse, Massif central et Pyrénées. Différents dispositifs de la loi Montagne participent à la protection du patrimoine naturel et culturel :

- En définissant une spécificité naturelle et culturelle propre à chaque massif et en la valorisant ;
- En maîtrisant l'urbanisme : construction en continuité ou en hameau nouveau intégré, non-constructibilité dans certains cas ;
- En maîtrisant et en contrôlant le développement touristique grâce à la création d'UTN (Unité Touristique Nouvelle).

La commune de Mizoën est soumise à la loi Montagne. Les principes d'application de la loi Montagne sur la commune sont les suivants :

- la préservation des terres nécessaires aux activités agricoles, pastorales et forestières ;
- la préservation des espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard ;
- l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages et hameaux.

Des précisions sur l'interprétation de la Loi Montagne sont donc proposées dans cette partie.

Définition de bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants

La définition des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants permet d'identifier des secteurs à partir desquels une extension de l'urbanisation sera possible.

En cas d'étude démontrant la compatibilité de l'urbanisation avec les grands objectifs de protection (agriculture, paysage, milieux naturels et risques), une exception à la règle de continuité peut être cependant admise.

De nombreuses jurisprudences ont été établies sur l'application de la loi Montagne ce qui nous permet aujourd'hui d'avoir une vision plus précise de son application.

Au regard de ces différents éléments, nous prenons ainsi comme postulat les éléments suivants :

- Les bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants doivent au moins être constitués de 5 constructions à dominante d'habitation distantes les unes des autres d'une cinquantaine de mètres sans coupure artificielle ou naturelle dans l'urbanisation. Dans ce cadre, les cartes réalisées font apparaître des tampons de 25 m autour des bâtiments, afin de visualiser si la distance entre deux bâtiments est de moins ou plus de 50 m (en jaune) ;
- Les bâtiments agricoles en marge des hameaux, ont été exclus des « bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants » ;
- La présence d'espaces de centralités et d'éléments de patrimoine (par exemple, une place centrale, une fontaine, un four banal) sera un atout dans la caractérisation de ces entités (indispensable pour les villages et hameaux). Il en est de même concernant les équipements publics ;
- L'urbanisation ne pourra se réaliser qu'en continuité de ces entités dans une limite d'environ 60m sauf si :
    - Un élément géographique vient créer une limite naturelle telle qu'une haie, une lisière de forêt, un ruisseau, un talus, un élément de relief… ;
    - Un élément anthropique vient créer une barrière telle qu'une route ou un chemin avec une urbanisation qui n'est réalisée que d'un seul côté (ainsi, une voie de desserte interne, desservant 2 côtés déjà urbanisés n'est pas considérée comme une rupture).

Ces éléments sont confortés et affinés avec un travail de terrain (notamment pour la lecture des 50 m dans des cas limites) et la prise en compte par exemple des réseaux existants

Dans le cas de Mizoën, la loi Montagne permet d'identifier plusieurs villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations :

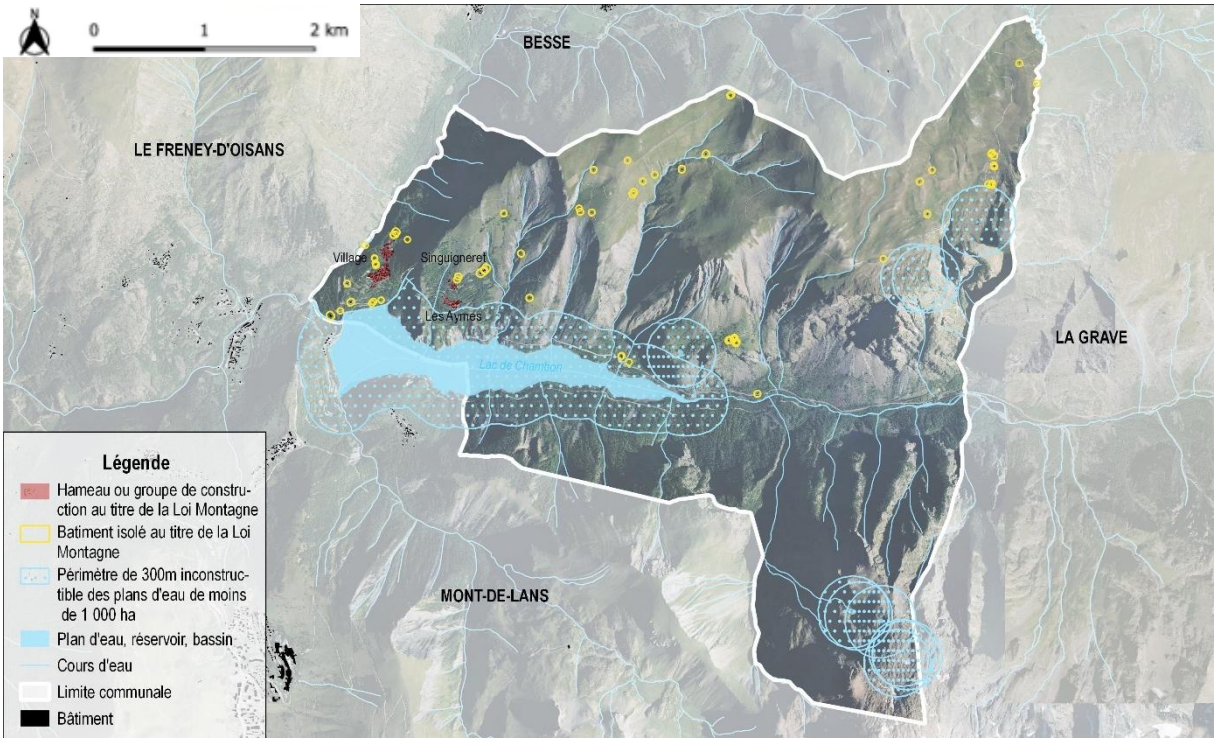
- Le village de Mizoën ;
- Le hameau du Singuigneret ;
- Le hameau Les Aymes.

Les constructions isolées

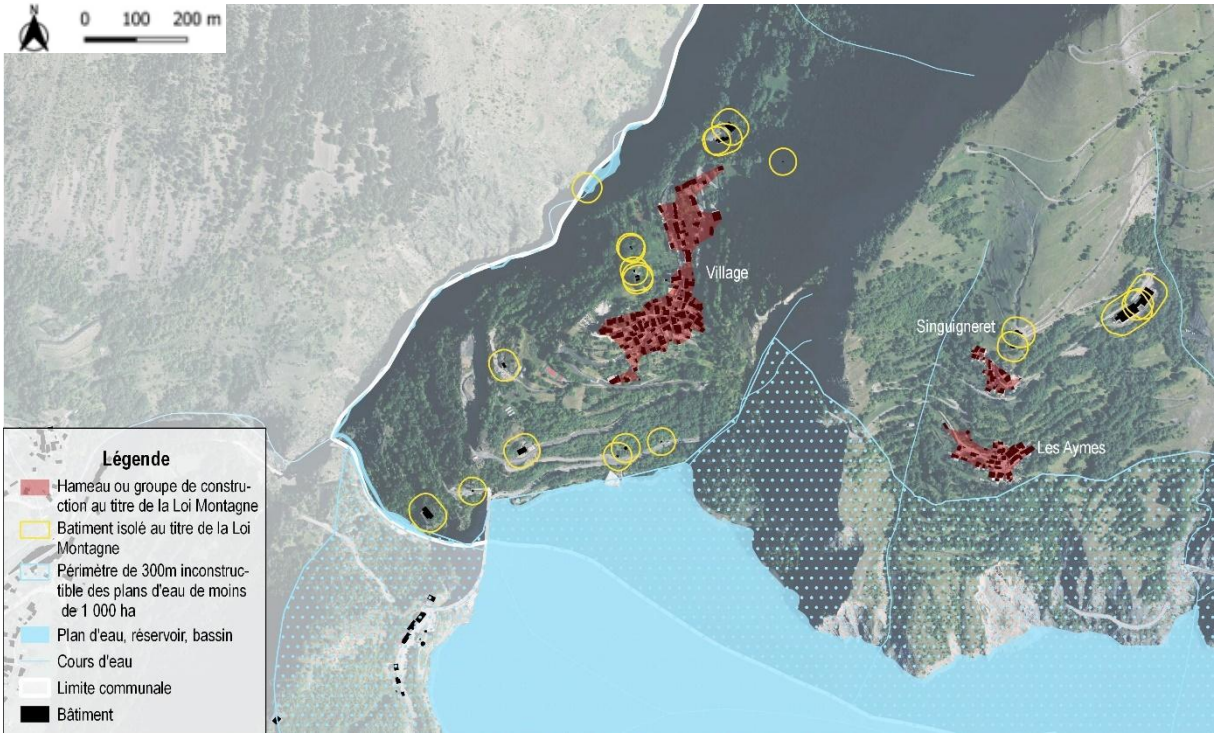
Les autres bâtiments de la commune sont considérés comme isolés. Il s'agit parfois de bâtiments agricoles, refuges, ou chalets d'alpages.

Préservation des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels

La loi Montagne prévoit la préservation des rives naturelles de tout plan d'eau d'une superficie inférieure à mille hectares, sur une distance de trois cents mètres à compter de la rive. Conformément à la Loi Montagne et aux différentes jurisprudences, l'ensemble des rives des plans d'eau (Lac de Chambon, Lac Lovitel, Lac des Mouterres) sont considérées comme naturelles.



Carte d'interprétation de la Loi Montagne sur la commune de Mizoën



Carte d'interprétation de la Loi Montagne sur la commune de Mizoën (zoom)

2.2. Analyse de la consommation d'espaces

Les parties actuellement urbanisées

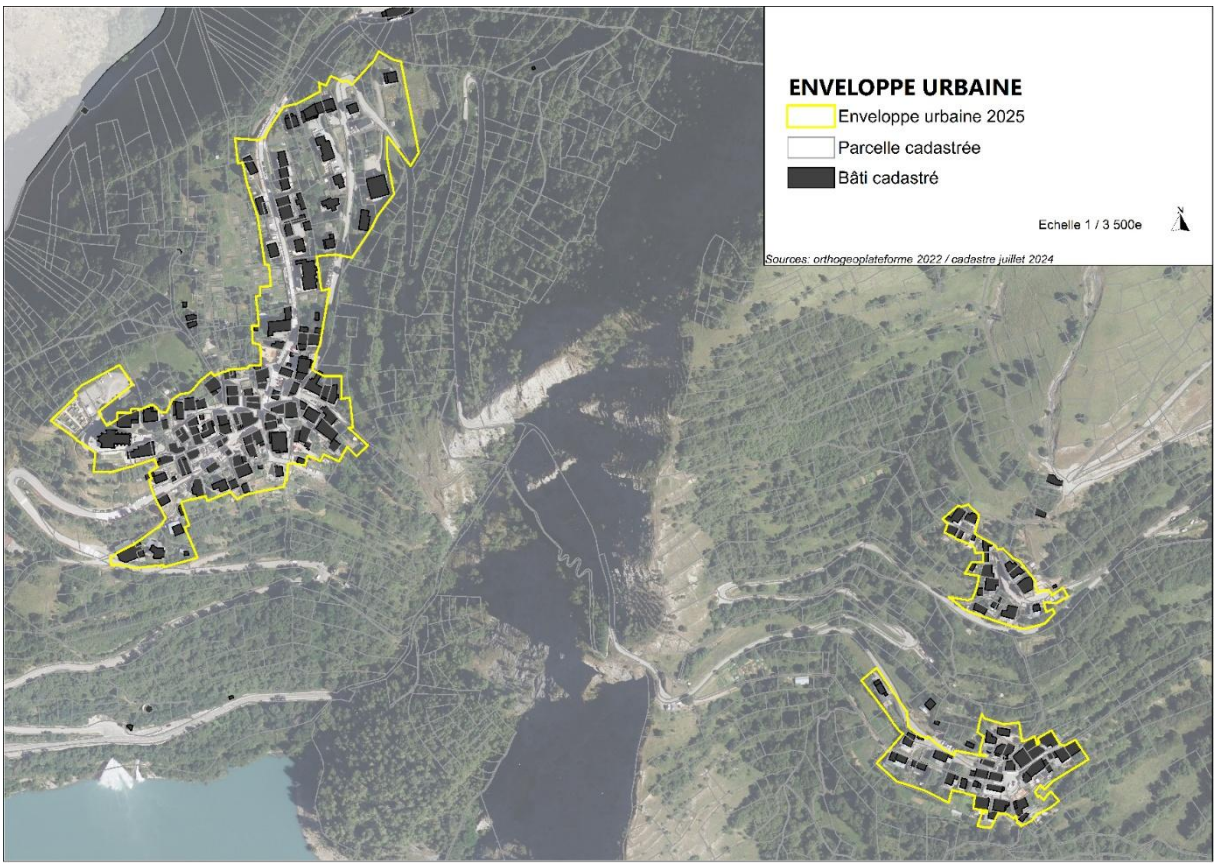
Avant tout, il convient de déterminer les Parties Actuellement Urbanisées (PAU) – aussi appelées « enveloppes urbaines », définies par l'ensemble des espaces urbanisés (espaces bâtis, friches, espaces artificialisés tels que les voies, équipements…). Elles peuvent comprendre des enclaves non bâties à l'intérieur des espaces urbanisés.

En termes de méthodologie, l'identification de l'enveloppe urbaine se base sur l'interprétation de la Loi Montagne qui a permis de définir les « villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations » (cf. Partie 2 Chapitre 2 – 3.1. Interprétation de la loi Montagne). Ceux-ci ont automatiquement été intégrés à l'enveloppe urbaine, celle-ci étant principalement définie à la parcelle. À cela s'ajoutent les espaces urbanisés ne répondant pas à la définition de « villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations » mais présentant tout de même un caractère urbain affirmé.

Les caractéristiques des sols ont également été prises en compte dans la définition de l'enveloppe urbaine. Ainsi, les parcelles situées en limite des parties urbanisées et dont la partie extérieure possède une superficie significative qui n'est pas artificialisée ont été découpées afin de gagner en précision.

Les éventuels bâtiments d'exploitation agricole situés en limite de l'enveloppe urbaine sont également exclus de cette dernière.

Certaines constructions sont récentes et ne sont pas cadastrées. Elles ont donc été ajoutées (lorsque les travaux ont substantiellement commencé ou sont finis) aux cartes suivantes et ont permis de délimiter plus précisément l'enveloppe urbaine : ce sont les bâtiments non cadastrés le cas échéant.



Enveloppe urbaine – 2021 et 2025

La consommation d'espaces : méthodologie

Les évolutions législatives récentes visent, en termes d'urbanisme, à diminuer la consommation d'espaces puis l'artificialisation des sols à échéance 2050. Plus précisément :

- La loi ENE du 12 juillet 2010 a obligé à fixer un objectif de modération de la consommation d'espaces ;
- La loi ALUR du 24 mars 2014 prévoyait de limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles, et est venue préciser que le rapport de présentation du PLU « analyse la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Il expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers ». La loi ALUR précise également dans l'article L151-4 la durée sur laquelle doit porter l'analyse de la consommation d'espace passée. Cette présentation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers, porte sur les « dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme » ;
- Enfin, plus récemment, la loi Climat et Résilience du 22 août 2021 a intégré la lutte contre l'artificialisation des sols. Plus précisément, l'article 191 prévoit que : « Afin d'atteindre l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050, le rythme de l'artificialisation des sols dans les dix années suivant la promulgation de la présente loi doit être tel que, sur cette période, la consommation totale d'espace observée à l'échelle nationale soit inférieure à la moitié de celle observée sur les dix années précédant cette date ».

La consommation foncière doit donc être, selon la loi Climat et Résilience et la loi ALUR, analysée sur dix années (soit 2011-2021 pour la Loi Climat et Résilience et 2014-2024 pour la Loi ALUR).

Pour répondre à cet objectif, la carte communale s'est appuyée sur la méthodologie définie dans le SCoT arrêté, et en conséquence par les guides ministériels qui a été adaptée aux caractéristiques du territoire. En décembre 2023, quatre fascicules ont été publiés par le ministère de la Transition écologique et de la cohésion des territoires permettant de mettre en oeuvre la réforme Zéro Artificialisation Nette (ZAN) des sols : https://artificialisation.developpementdurable.gouv.fr/fascicules-zan.

Ces guides permettent de définir une méthodologie de calcul de la consommation d'espaces et de la définition des espaces urbanisés, basée sur les fichiers fonciers retraités par le CEREMA. Les fichiers fonciers sont ceux de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFiP) qui décrivent de manière détaillée le foncier, les locaux, les différents droits de propriété qui leur sont liés, ainsi que l'occupation du sol.

A partir des fichiers fonciers, les espaces urbanisés ont été définis en intégrant :

- Les parcelles 100% artificialisées ;
- Les parcelles en partie artificialisées qui ont été redécoupées lorsque celles-ci étaient situées en bordure extérieure de l'espace urbanisé ;
- Les infrastructures, équipements publics (routes, parkings, infrastructures de remontées mécaniques, EnR, etc.) qui ne sont pas nécessairement pris en compte par les fichiers fonciers ;
- Les jardins d'agréments.

Les espaces urbanisés ont été définis pour les années 2011, 2014, 2021 et 2024. Les parcelles vierges ayant un caractère agricole ou naturel certain (en particulier celles déclarées au Registre Parcellaire Graphique, les zones humides ou les forêts) ont été exclues des espaces urbanisés.

Ces données ont également été complétées par une analyse des autorisations d'urbanisme et des orthophotographies. Les ressources utilisées pour les différentes années où les espaces urbanisés ont été définis sont les suivantes :

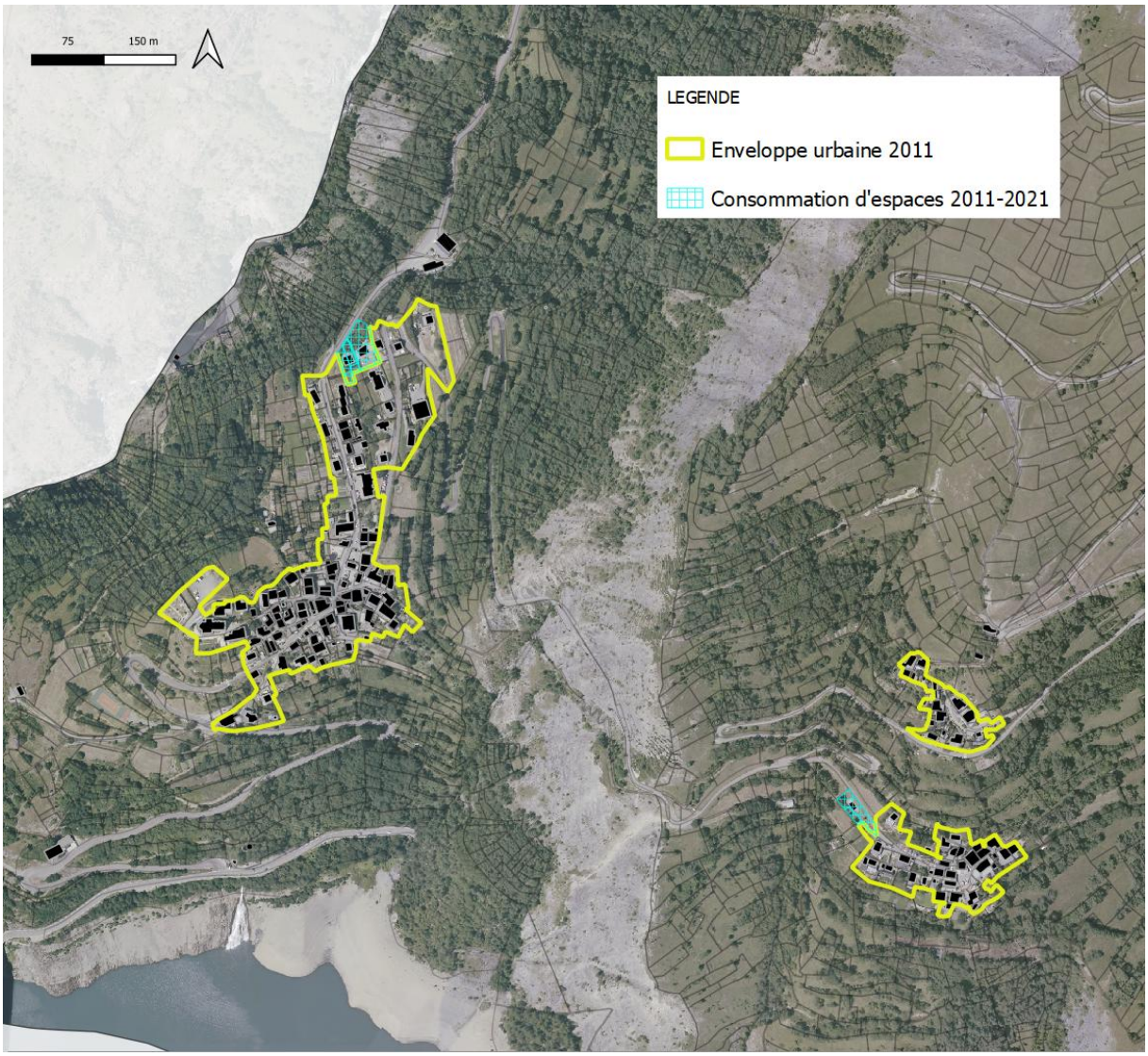
	Fichiers fonciers	Orthophoto	Autorisations d'urbanisme	RPG
Espaces urbanisés 2011	Millésime 2013	2006-2010 – IGN 2012 – IGN		RPG 2011 à 2024
Espaces urbanisés 2014	Millésime 2013	2012 – IGN		
Espaces urbanisés 2021	Millésime 2021	2021 – IGN	Autorisations 2017-2021 – données communales	
Espaces urbanisés 2024	Millésime 2021	Google Satellite	Autorisations 2021-2024 – données communales	

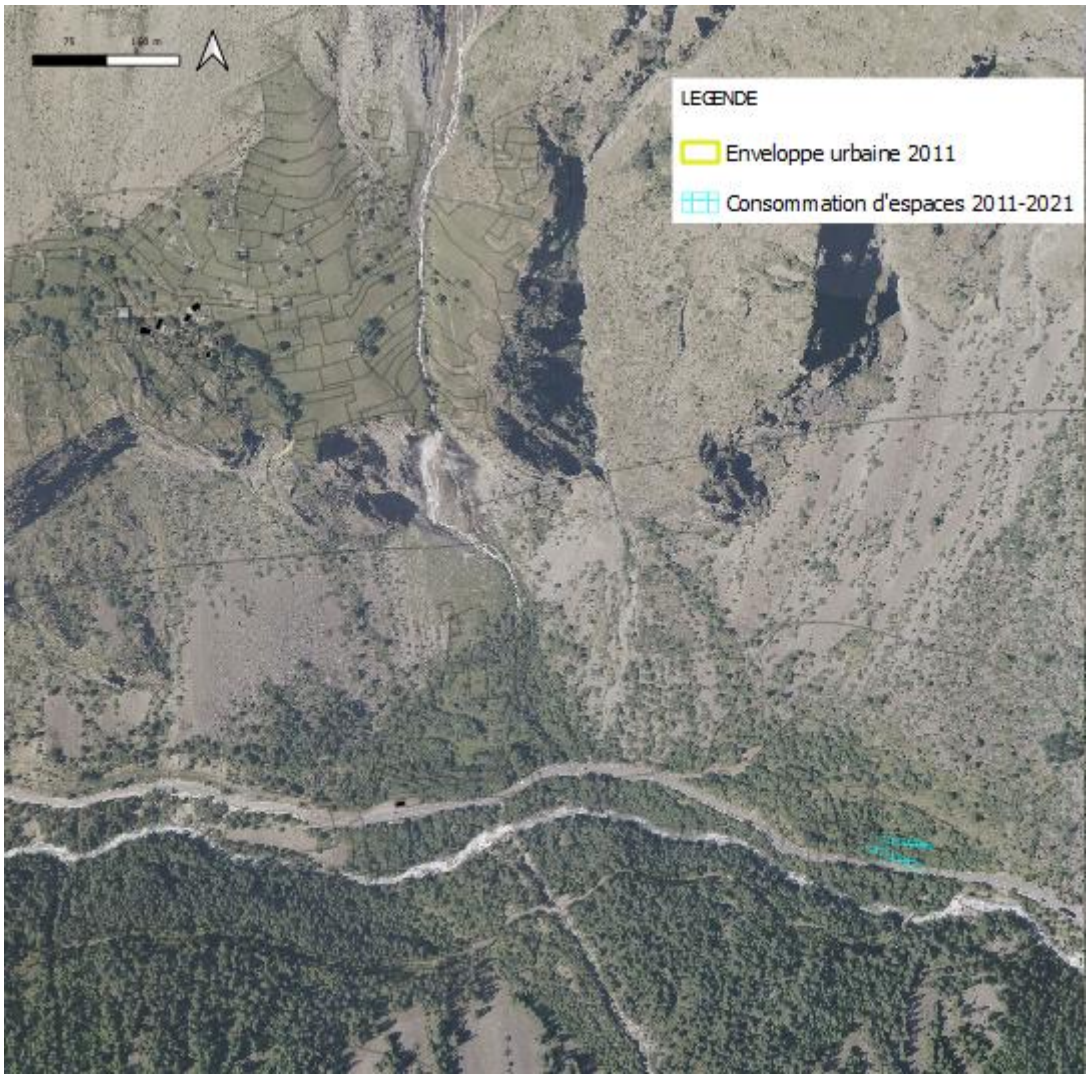
Sans oublier qu'étant soumise à la loi montagne, la commune a également délimité ces espaces urbanisés autour des bourgs villages, hameaux et groupes de constructions identifiés dans le paragraphe précédent.

La consommation d'espaces loi climat : 2011-2021

Les espaces urbanisés délimités de 2011 et 2021 ont été comparés. Les espaces non urbanisés en 2011 mais urbanisés en 2021 ont été considérés comme consommés. En plus, des espaces Naturels Agricoles ou Forestiers (NAF) urbanisés en dehors des espaces urbanisés ont été comptabilisés.

Les constructions agricoles ou liées à l'activité forestière ne sont pas comptabilisées.


75
150 m
LEGENDE
Enveloppe urbaine 2011
Consommation d'espaces 2011-2021



La consommation d'espaces ainsi calculée s'élève à 0.4ha. La totalité de cette consommation d'espaces s'est réalisée en extension de l'enveloppe urbaine et a concerné des espaces qualifiés de naturels.

La consommation d'espaces loi ALUR : 2014-2024

La commune n'a connu aucune construction entre 2011 et 2014 ni entre 2021 et 2024, ce qui implique une consommation d'espaces identique entre 2011 et 2021 puis entre 2014 et 2024.

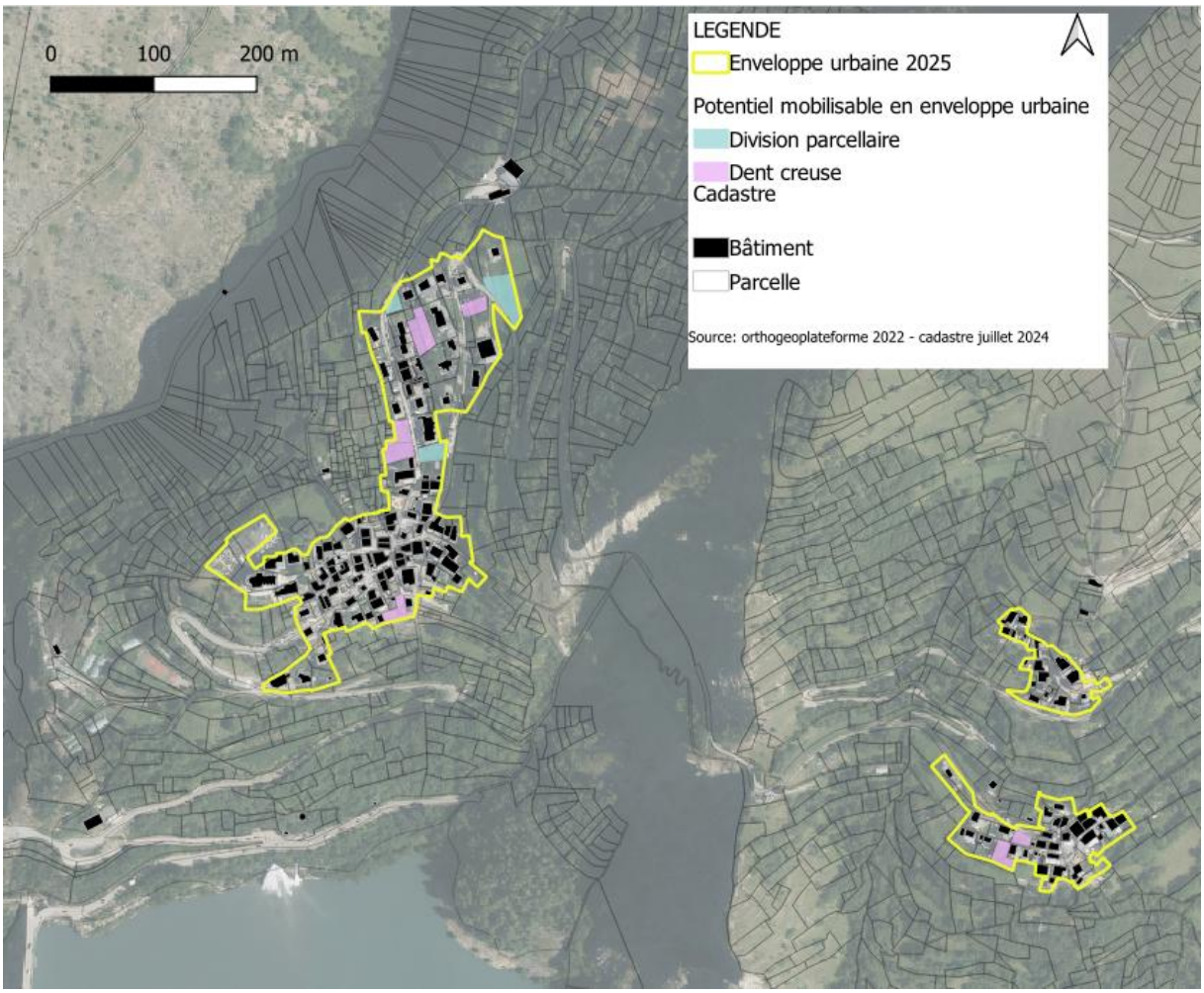
2.3. Le potentiel constructible au sein des parties urbanisées

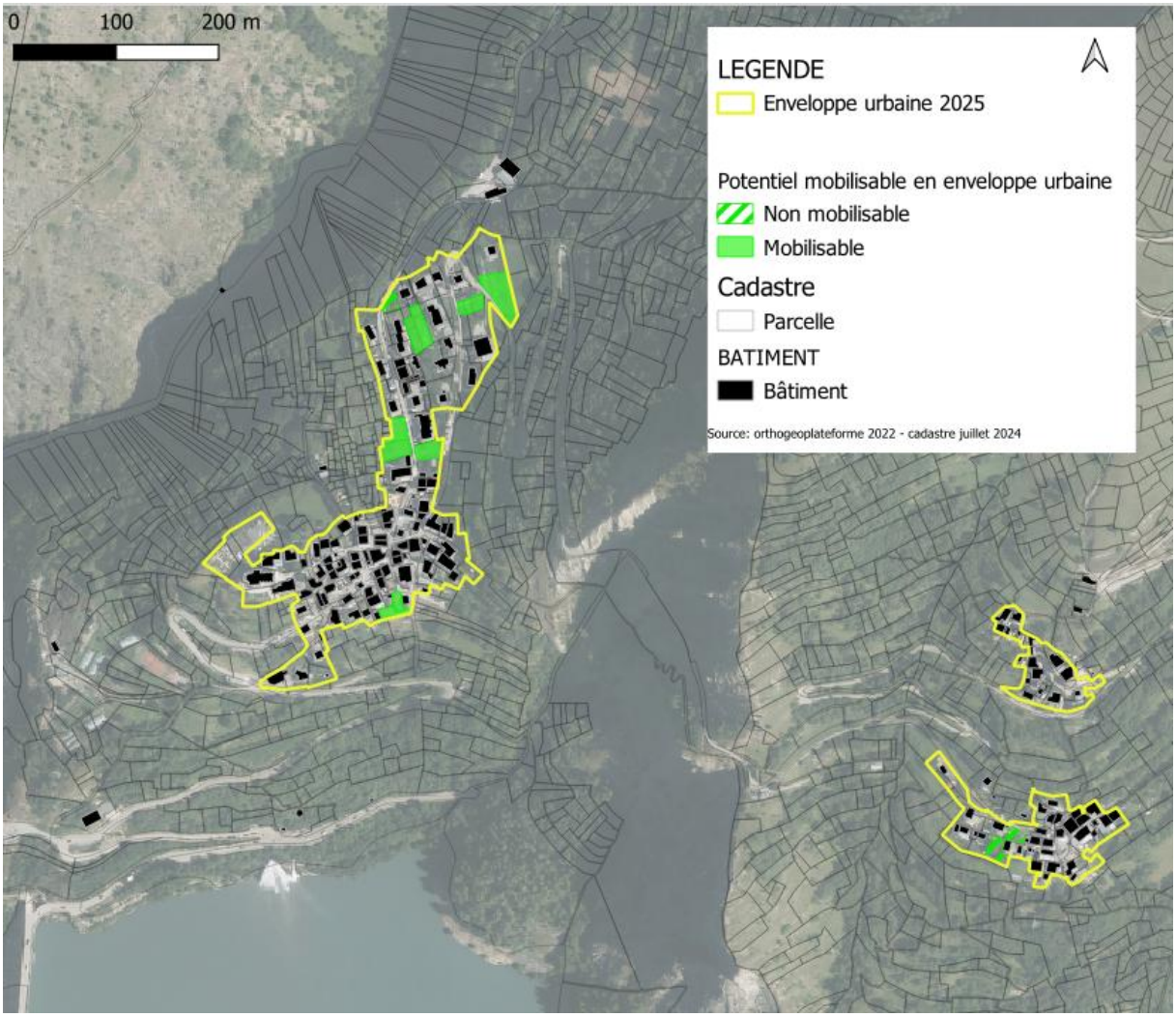
L'estimation du potentiel constructible consiste à définir les disponibilités foncières, c'est-à-dire les parcelles non bâties situées à l'intérieur des parties actuellement urbanisées (PAU) de la commune. La loi ALUR impose de densifier en priorité les PAU avant d'envisager des extensions urbaines.

La capacité de densification est analysée uniquement au sein des parties actuellement urbanisées. La surface et la géométrie sont prises en compte de manière à ce que seules les parcelles non bâties pouvant supporter la construction d'au moins un logement soient comptabilisées. La morphologie du tissu urbain environnant a également été prise en compte.

Il est fait le choix de ne comptabiliser dans ces dents creuses que les parcelles d'une surface supérieure à 250m² seules ou contigües à d'autres parcelles et pouvant former une dent creuse ensemble, soit un tènement de plus de 250m².
Les aléas naturels de chute de blocs, glissements de terrain, inondations, crues torrentielles et ravinement ont également été pris en compte et les superficies concernées par des aléas retranscrits en risques de niveau fort sont écartées du potentiel constructible.
Enfin, les dents creuses localisées aux Aymes ne sont pas comptabilisées car non mobilisables du fait d'une capacité insuffisante de traitement des eaux usées.

Ainsi, on retrouve dans l'enveloppe urbaine 3 700 m² de potentiel de densification constructible.





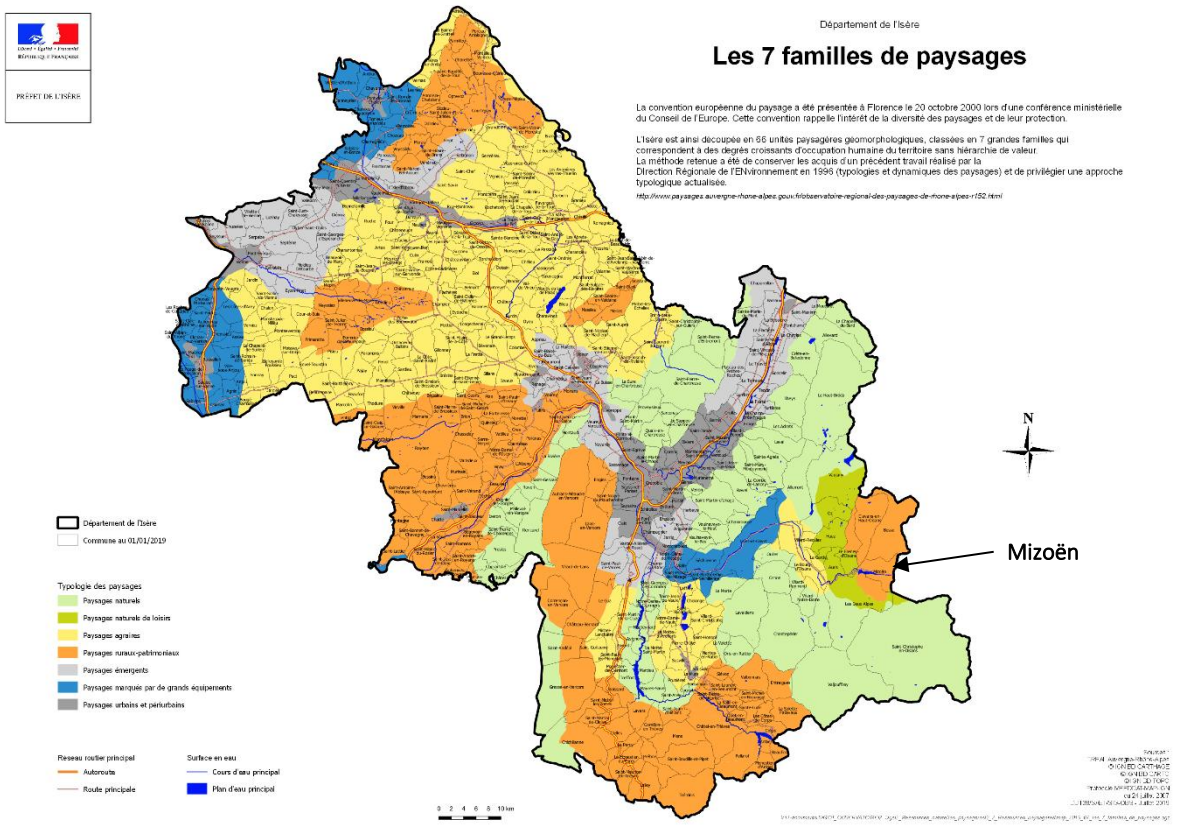
	Potentiel logement	Surface (en ha)
Dents creuses	5	0.23
Division parcellaire	2	0.14
Total	**7**	**0.37**

3. ANALYSE PAYSAGERE

3.1. Inscription de Mizoën dans le grand paysage

Source : http://www.paysages.auvergne-rhone-alpes.gouv.fr/isere-r173.html, disponible en ligne le 30/01/2025.

Le centre de ressources régional des paysages d'Auvergne-Rhône-Alpes indique que l'ensemble de la commune de Mizoën appartient à l'entité paysagère des paysages ruraux patrimoniaux et aux deux sous-unités : le complexe de l'Alpe d'Huez et des Deux Alpes et Bassin du grand Lac et hautes-vallées du Ferrand et de la Romanche.



Familles de paysages de l'Isère
Source : Département de l'Isère – Atlas des territoires : ressources naturelles et paysagères

Le paysage rural patrimonial : Complexe de l'Alpe d'Huez et des Deux-Alpes

Impression générale

Pas moins de 4 stations de ski alpin, dont les deux plus grosses stations iséroises : l'Alpe d'Huez et les Deux Alpes. Elles bénéficient d'un emplacement privilégié, avec des vues sur les sommets alpins de toute beauté. Stations créées ex-nihilo et non dans un village alpin traditionnel, elles sont représentatives de cette génération de stations très aménagées où la fonctionnalité prime. Très fréquentées l'hiver, elles offrent en été un visage tout différent ; le calme et les installations inusitées peuvent déranger, malgré l'effort des stations pour dynamiser les pratiques estivales. Les images, les impressions et les ambiances varient donc considérablement selon les saisons. La fréquentation des stations varie au gré des événements et notamment lors du tour de France cycliste, avec l'ascension mythique de la route jusqu'à l'Alpe d'Huez. Un événement qui laisse sa trace dans le paysage puisque

le goudron est bariolé de couleurs et des noms de coureurs légendaires, et ne laisse pas insensible même lorsque l'on ne s'intéresse pas à la petite reine.

Identification

Ce territoire mêle la naturalité et l'occupation de l'espace à des fins de loisirs, avec 4 stations de sports d'hiver, les Deux Alpes au sud, l'Alpe d'Huez et Auris en Oisans au centre, Vaujany au nord. Les Gorges de l'Infernet, et la partie nord du massif des Grandes Rousses font figure de haute montagne préservée des équipements. La station des 2 Alpes monte jusqu'au l'un des plus grands glaciers d'Europe : le glacier du mont de Lans à plus de 3300 mètres, d'où une ouverture plus large que sa voisine avec la pratique du ski d'été. L'Alpe d'Huez (altitude de 1860 m) se vante d'offrir la plus longue piste d'Europe !Au sein des Grandes Rousses, sur un balcon de roches roses compris entre 2000 et 2500 mètres, s'étale une ligne de lacs (lac Blanc, lac du Milieu et lac de la Fare, lac Besson, lac Faucille et lac Carrelet).Etiré entre une altitude moyenne de 900 mètres et les 3468 mètres du Pic de l'Étendard, le massif des Grandes Rousses présente l'étagement alpin caractéristique : l'étage boisé, avec des hêtres, épicéas et pins, l'étage de l'alpage avec ses vertes pelouses alpines, l'étage nival avec les sommets arides et les neiges éternelles.

Qualification

Deux sites sont classés depuis 1991 : le plan des Cavalles (1157 hectares) et les Lacs des Petites Rousses, une protection qui fait pendant à l'exploitation de la montagne dévolue à la station alpine voisine. L'Alpe d'Huez est une des plus anciennes stations de ski alpin. Créée dans les années 1920, elle a vu l'installation de la première remontée mécanique de type téléski en 1936 ! Mais, à la faveur de l'engouement pour le ski dans les années 1950, elle a été recomposée pour devenir, comme sa voisine des Deux Alpes, une station dite nouvelle. Sa conception est toute différente des stations traditionnelles qui se développaient autour d'un noyau villageois. Il en résulte une physionomie hétéroclite d'hébergements collectifs de différentes générations que viennent compléter, de manière plus récente, des chalets privés. Les constructions cohabitent et le manque de cohérence globale crée une confusion qui laisse perplexe. Cette perception se renforce en été puisque l'ambiance hivernale diffère totalement de la vision estivale. Tout a changé : les couleurs, les affluences, les usages,… La fréquentation hivernale est liée aux équipements, avec le « masque de beauté » que représente la neige. Par contraste, la perception estivale donne l'impression d'un décalage, avec une montagne truffée d'équipements inutilisés. Cependant, l'été est sur les routes un paradis pour les cyclistes avec, en point d'orgue, les fameuses montées du Tour de France. L'ascension de l'Alpe d'Huez, étape régulière de la compétition, crée l'événement. Cette route griffée des noms de coureurs et gloires du cyclisme est un paysage à part entière, un patrimoine un peu singulier.

Transformation

Quand un paysage naturel devient artificiel, par l'effet des équipements de loisirs, les marqueurs paysagers sont brouillés. Aujourd'hui terrain de jeu des 4*4 et des VTT, les pistes de montagne sont malmenées, malgré les efforts des communes et associations pour laisser des espaces pour le pâturage ; les bêtes se retrouvent à brouter sous les pylônes des remontées mécaniques. Les équipements et les habitats collectifs grignotent sans cesse du terrain, dans un irrépressible mouvement que rien ne semble pouvoir freiner. A l'Alpe d'Huez par exemple, la station, d'abord contenue derrière la route, l'a maintenant enjambée et les immeubles colonisent les espaces. La terre est griffée, tourmentée et remodelée, remblais et chemins d'accès recomposent sans cesse l'ensemble. Plus haut, la montagne est hérissée des pylônes des remontées mécaniques. Cernés, les lacs offrent en arrière-plan la vision d'un téléski, d'une cabine de pisteurs. Avec les aléas climatiques, les stations investissent dans les canons à neige, et pour les alimenter creusent des retenues d'eau qu'elles bâchent de plastique pour assurer leur imperméabilité. Cette course en avant gagne aussi les petites stations. Grâce à l'argent

rapporté par les barrages de Grand'Maison et du Verney, la commune de Vaujany est devenue dans les années 1980 une station de sports d'hiver, aujourd'hui reliée au domaine de l'Alpe d'Huez par téléphérique. Auris a trouvé un équilibre d'occupation de l'espace plus harmonieux ; les toits en terrasse épousent les reliefs, les lignes des immeubles gardent un effet de pente.

Objectifs de qualité paysagère

Paysage récent, objet de bouleversements rapides, il n'a pas bénéficié de toute l'attention nécessaire alors que les moyens le permettaient. Tout a été surdimensionné pour gérer de gros flux ponctuels, la forte valeur économique a nourri une conquête de l'espace démesurée. On fabrique des retenues d'altitude (lacs artificiels) pour alimenter des canons à neige, qui, eux-mêmes, hérissent les pentes de leurs pics métalliques. On en construit toujours plus dans un contexte de réchauffement climatique ! Les équipements de loisirs profitent de l'espace et des trésors naturels, lesquels sont bien peu pris en considération. Un décalage encore plus choquant sur le plan des questions liées au développement durable. Elles s'envisagent encore comme un bras de fer « protection de l'environnement » contre « considérations économiques ». Une réflexion profonde par l'entrée paysagère pourrait renouveler les valeurs attribuées à ce paysage et donner des pistes de réponse aux nombreuses interrogations. Comment contenir ce qu'il faut bien appeler une cacophonie architecturale ? Comment limiter les signes de modernité urbains (publicités, boutiques, signalisations) dans les stations ? Comment restreindre les infrastructures gourmandes en place mais sous-utilisées ? Comment anticiper la mutation des stations, dont l'enneigement est en décroissance, et la reconversion des équipements ? Le glacier des Deux Alpes est en régression depuis une vingtaine d'années, ce qui pourrait conduire à remettre en cause l'ouverture du ski l'été. La recherche de la réversibilité est un objectif important.

Le paysage rural patrimonial : Bassin du grand Lac et hautes-vallées du Ferrand et de la Romanche

Impression générale

Des paysages de toute beauté, dominés par la majesté des pics de haute montagne. La Barre des Ecrins, Les Grandes Rousses, la Meije, forment un écrin au cœur duquel se blottissent Besse, Mizoën, Clavans, des villages pittoresques et où se déroulent de vastes prairies d'alpage. Depuis le plateau d'Emparis, accessible aux marcheurs sans qu'ils soient même de grands alpinistes, la vue est grande ouverte sur les chaînes alpines. Les plus chevronnés pousseront jusqu'aux cimes et sommets, côté ouest, avec des vues plongeantes sur les glaciers qui se lovent au creux des montagnes. L'impression de naturalité est très présente, renforcée par la subsistance d'activités pastorales dans les alpages. Les bêtes, que l'on monte au printemps depuis le village de Besse ou par Mizoen via Parizet, trouvent aussi leur place dans ce grand espace encore préservé.

Identification

Tout au nord, le col de la Croix-de-fer (2068 mètres), qui marque la limite entre le massif des Grandes Rousses et le massif des Arves. Au sud, situé le long de la RD1091, route de traversée nord-sud des Alpes entre le Bourg d'Oisans et le col du Lautaret, le lac du Chambon ; à plus de 1000 mètres, il constitue une retenue EDF avec un imposant barrage. Mizoën, Clavans et Besse sont remarquablement groupés autour de leur clocher, avec une architecture de pierre aux toits de lauzes d'ardoise ou, pour les plus récents, de tôle grise. Cette vaste zone de 2900 hectares offre un paysage grand ouvert, avec un fort contraste entre les lignes arrondies du plateau et le panoramique des pics de haute montagne. D'ailleurs, l'ouverture est un trait dominant sur l'ensemble puisqu'il ne comporte ni parcelles ni clôtures, même dans les zones habitées. Elle est bordée de vallées étroites et encaissées où l'on retrouve le bois. Situé entre 2300 et 2500 mètres, le plateau d'Emparis dénudé, au relief nu de schiste gris, évoque une steppe avec des prairies rases et des ardoises luisantes. De nombreuses cabanes d'alpage gisent abandonnées, d'autres jouent leur rôle estival accueillant les bergers, d'autres encore sont réhabilitées

par de nouveaux résidents… L'été, y paissent de milliers de moutons venus de la Provence, plus sèche. Tout en buttes et bosses, le plateau offre tantôt une vue à 360 degrés sur les massifs alpins des alentours, tantôt la dérobe dans un creux.

Qualification

Les éléments qui composent ce territoire ont un caractère rural patrimonial affirmé et la présence humaine est variable : réduite l'hiver et amplifiée l'été, localisée dans quelques villages de petite taille (seulement 130 habitants pour le plus réputé d'entre eux, Besse-en-Oisans). Le Plateau d'Emparis est un site réputé pour son alpage, une activité encore très présente et liée à la transhumance des bêtes depuis le village de Besse ou même depuis Mizoen via Parizet. La maison des Alpages de Besse-en-Oisans en témoigne. La valeur patrimoniale s'exprime aussi à travers la forme circulaire des villages et un habitat traditionnel caractéristique, adapté aux conditions atmosphériques et aux reliefs. Très découpé dans ses traits par les reliefs de montagne, il présente une homogénéité et un équilibre qui l'adoucissent. Même dans les espaces désertiques comme au plateau d'Emparis, parfois appelé \'l'Oisans chauve\', aucun élément n'est inquiétant ni dérangeant. Ce contraste entre les premiers plans doux et plats et les reliefs en vues, l'impression d'être sur un balcon à la vue exceptionnelle confèrent indéniablement à ce paysage un caractère tant exceptionnel que singulier. Cette unité paysagère compte deux sites classés : le Lac et glacier des Quirlies (un site de 532 hectares classé en 1990) et le plateau d'Emparis (classé en 1991). Il n'est pas exagéré d'indiquer à quel point ces paysages participent à la diversité des paysages isérois.

Transformation

L'élément de transformation le plus fort est naturel : l'érosion qui façonne les motifs paysagers et modèle les matières. Ce paysage semble avoir été épargné jusqu'à présent par de grands bouleversements du fait même de son éloignement des agglomérations et des accès routiers. Il a été découvert tard du point de vue patrimonial, habité seulement par des bergers habitués aux rudes conditions de vie. Les ruines des chalets d'alpage dans les prairies (notamment sur le plateau d'Emparis) sont des témoins d'un pastoralisme jadis très développé. Les bêtes montent toujours en marchant, croisant aussi sur les hauteurs des VTTistes à la recherche de sensations fortes dans les pentes. Des pentes qui gardent les traces d'une exploitation agricole ancienne, les « ados » notamment autour de Besse. Les hameaux se sont très peu développés, très peu étendus, gardant leur forme circulaire pittoresque. La fréquentation touristique et sportive est assez récente. Conscientes de leur attrait, les communes ont lancé des initiatives plus ou moins heureuses ; dans la première catégorie, une maison des alpages à Besse qui rend hommage au pastoralisme, dans la seconde catégorie, des aménagements urbains (parkings, hauts lampadaires) ; ces images de modernité, qui plus est dans un petit bourg, paraissent démesurées en période de basse fréquentation. Une grave menace de transformation en paysage naturel de loisirs pèse sur la vallée de Clavans où des projets de liaison avec l'Alpe d'Huez ont été imaginés. En attendant, en hiver, les hélicoptères tournent des journées entières pour reprendre les skieurs hors-pistes qui descendent depuis le Pic Blanc. La qualité sonore d'espace vierge en est bien entendu affectée !

Objectifs de qualité paysagère

Ce paysage participe à la diversité des paysages isérois. Son intégrité est d'autant plus remarquable que cette unité paysagère côtoie en contraste les stations de l'Alpe d'huez et des Deux-Alpes. Territoire relativement préservé jusqu'ici, il est vulnérable au moindre aménagement. Un objectif de qualité qui se décline en de multiples attentions : réserver les pistes pastorales aux bergers évitant ainsi leur dégradation accélérée par les touristes, conserver les architectures traditionnelles (respect de la pente) et les matériaux nobles, rénover les chalets d'alpage avec des critères de maison passive, entretenir et sécuriser les routes en évitant le béton et les glissières acier, conserver dans la mesure du possible le

caractère ouvert des paysages, sans parcelles ni clôtures. A noter un service mis en place par le Syndicat Intercommunal (Mizoën, Besse, Clavans) en matière d'urbanisme : les conseils gratuits d'un architecte pour assurer la qualité architecturale des constructions et leur bonne insertion dans le site environnant. Dans cet objectif, une Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager est en cours d'étude dans ce bourg. La grande horizontalité du plateau supporterait mal tous les supports verticaux évocateurs de modernité (lignes électriques, pylônes de téléphonies). Cependant, de grands projets font craindre une modification de l'ambiance naturelle de ce territoire et notamment une liaison depuis la vallée du Ferrand vers l'Alpe d'Huez. Il conviendra d'en mesurer les conséquences, notamment sur le pastoralisme.

3.2. Les paysages et sites naturels remarquables de Mizoen

La commune de Mizoën est particulièrement riche d'un patrimoine remarquable, à l'origine d'une partie de l'attractivité du territoire.

Parmi les sites qui présentent un intérêt et enjeux paysagers particuliers, nous pouvons citer :

- ✓ **Le secteur protégé du Plateau du Riftord et les paysages de plateau d'altitude hors périmètre**

Avec ses grands paysages ouverts, tapissées de pelouses d'altitudes fleuries qui ondulent sur des pentes douces avec un arrière-plan de montagnes rocheuses et enneigées, ce plateau constitue un haut lieu du tourisme. La majeure partie est protégée par un périmètre de Site Classé et la zone Natura 2000. Une partie des plateaux d'altitude de la commune ne sont pas dans le périmètre protégé, mais ils présentent cependant la même qualité de paysage



Le Plateau du Riftord

- ✓ **La Fontaine Pétrifiante de La Pisse**

Cette impressionnante fontaine très remarquable dans le paysage est une curiosité géologique qui doit son nom aux concrétions de tuf qu'elle forme en ruisselant dans la pente, donnant ainsi cette couleur jaune au sol. Le site est également préservé par un arrêté de biotope.



La Fontaine Pétrifiante

- ✓ **Le Lac des Mouterres**

Ce lac magnifique situé en rebord du plateau d'Emparis, offre un panorama exceptionnel qui se reflète dans ses eaux cristallines comme dans un miroir.



Le Lac des Mouterres

- ✓ **Le Lac Lovitel**

Situé à proximité du refuge des Clots et desservi par un sentier de randonnée y menant, ce petit lac paisible est cerné d'un écrin boisé, il procure une ambiance intimiste et calme.

- ✓ **La cascade de La Pisse**

Cette cascade monumentale est située dans le fond de la vallée de la Romanche, cette cascade, accompagnée d'une via ferrata sportive, termine en beauté la course du ruisseau de la Pisse. Elle est visible depuis la RD 1091 qui longe le fond de la Vallée.

- ✓ **Les grandes perspectives visuelles**

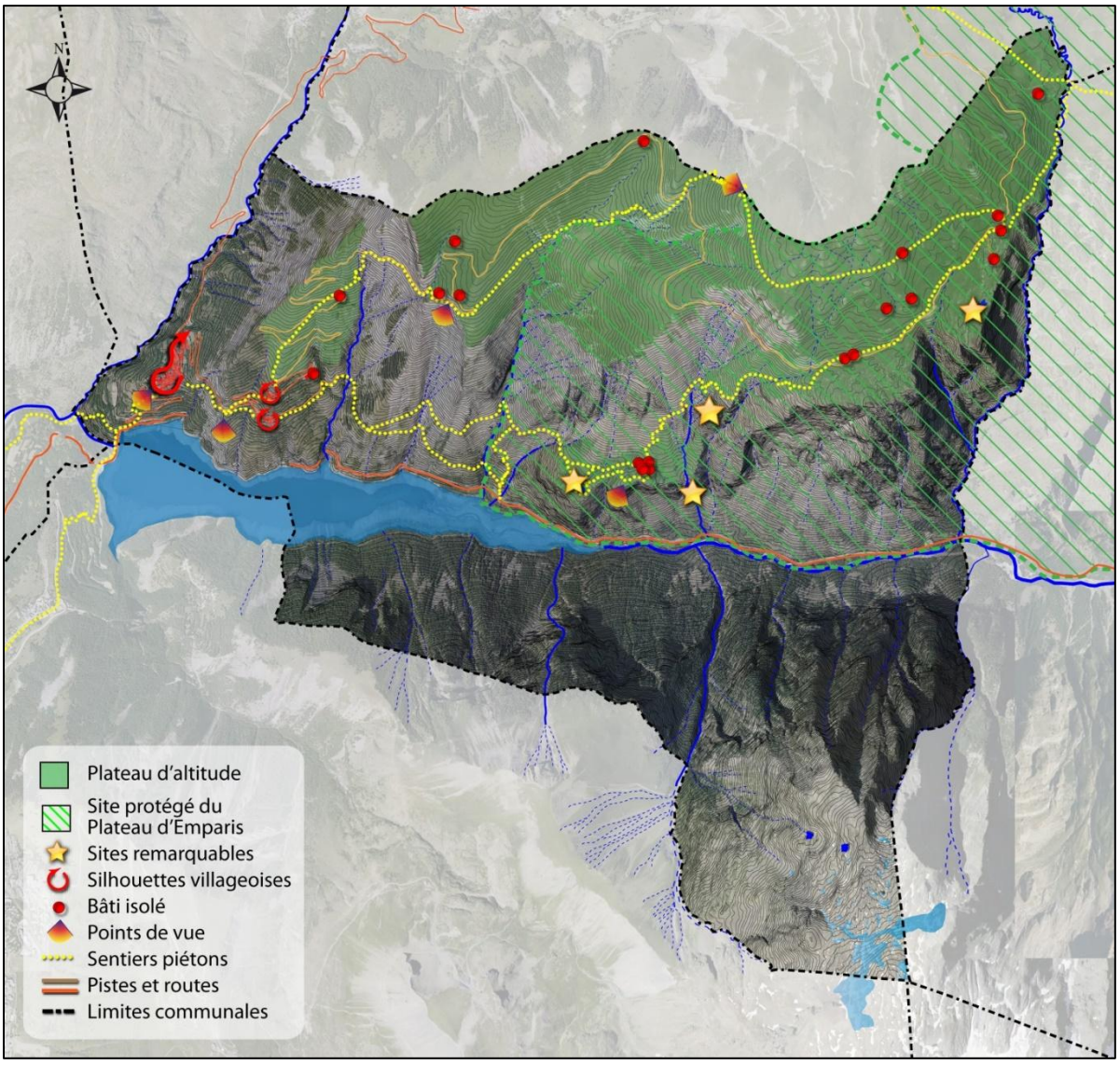
Le territoire de la Commune, de par son fort relief, et la qualité de ses paysages offre une grande quantité de panoramas qui ne peuvent être tous cartographiés. Nous retiendrons tout de même ceux qui sont situés près des voies de circulation et sur des points stratégiques avec des surplombs particuliers. Ceux que l'on peut citer donnent sur la vallée de la Romanche, de multiples points de vue depuis et sur le plateau d'Emparis.



Le Lac Lovitel

✓ Les cours d'eau et le Lac du Chambon

La présence de l'eau dans un paysage est toujours une source de valorisation. Plusieurs cours d'eau comme celui du Rif tort avec ses nombreux méandres qui serpentent sur le plateau d'Emparis, le ruisseau de la pisse avec ses cascades, sont autant de motifs qui participent à la qualité des paysages et qui créent eux même des sites remarquables. Il en est de même pour le Lac du Chambon qui, même s'il est un lac artificiel, valorise de nombreux panoramas.



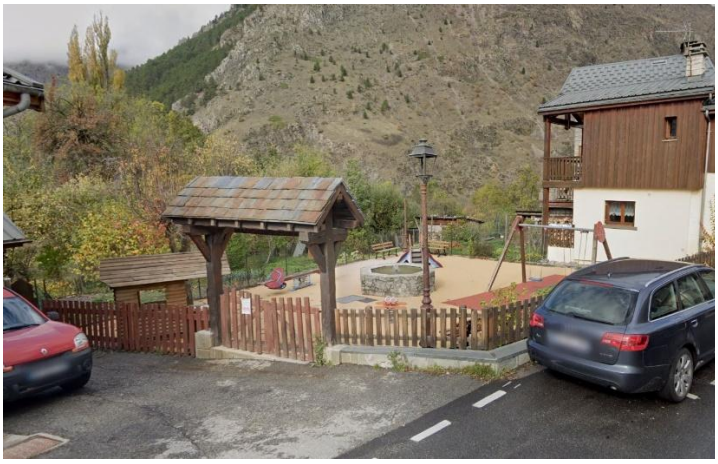
Bilan des entités paysagères sur la commune de Mizoen

3.3. Les entrées de villes et espaces publics

L'histoire, l'implantation et la topographie de la commune, n'a pas permis de favoriser l'implantation d'espaces publics de qualité.

La commune ne possède pas de véritable place publique, l'espace public se résume à la voirie et les espaces de stationnement.

Un banc public est installé en entrée de village (sud), quelques jeux pour enfants au village ainsi qu'un espace devant l'église représentent les espaces publics de Mizoen.



Jeux pour enfants, village de Mizoen



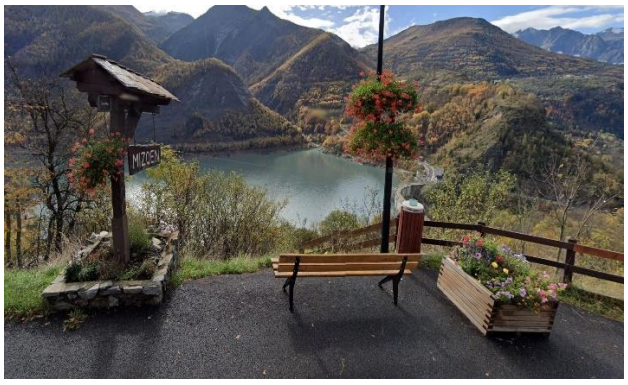
Espace public, village de Mizoen

❒ Le village de Mizoen

Les entrées de ville nord et sud du village sont nettement confrontées au contraste entre la voirie sinueuse qui traverse les espaces boisés et les constructions du village. Aucun aménagement particulier n'a été mis en place en entrée de ville, cependant en ce qui concerne l'entrée de ville sud, les premières constructions du village se sont implantées sur un replat dégagé, qui permet une vue remarquable sur le Lac de Chambon et le barrage.



Entrée de ville sud du village



Entrée de ville sud du village



Entrée de ville nord du village



Entrée de ville nord du village

❒ Les hameaux du Singuigneret et Les Aymes

L'entrée de ville au nord du hameau du Singuigneret est peu perceptible, de par le dénivelé qui ne permet pas au visiteur de se rendre compte de son entrée dans la zone urbanisée. On remarque un ensemble plus rural, en contraste avec le village du Mizoen. L'entrée de hameau de l'autre côté est signalée par un petit portillon en bois avec le nom du hameau (comme Les Aymes).



Entrée de ville du hameau Singuigneret

Le hameau Les Aymes ne dispose pas réellement d'aménagement particulier en entrée de ville, excepté un portillon en bois signalisant le hameau ainsi que quelques espaces de parking rapidement en arrivant dans la zone urbanisée.



Entrée de ville du hameau Les Aymes

3.4. Synthèse paysagère

Le territoire communal de Mizoen est doté d'un grand paysage montagnard et offre des perspectives remarquables sur les sommets (notamment la Meije) et sur le Lac du Chambon.

La commune de Mizoën présente un paysage à forts enjeux détaillés précédemment. Nous pouvons les résumer ainsi :

- Préservation du paysage du plateau d'altitude ;
- Valorisation, respect et entretien des sites remarquables (lacs, fontaines pétrifiante etc) ;
- Maîtrise de l'évolution des silhouettes villageoises et économie de l'espace ;
- Préservation des parcelles agricoles autour des villages ;
- Entretien et mise en valeur des grandes perspectives visuelles ;
- Aménagement des espaces publics des villages pour offrir un meilleur cadre de vie ;
- Valorisation et préservation du patrimoine architectural ancien (chalets et villages) ;
- Entretien des sentiers de randonnées, vecteurs de la découverte du patrimoine paysager.

À RETENIR :

Typologie urbaine

- Des cœurs de village et de hameaux denses et traditionnels, même s'ils ont perdu un peu de leur authenticité architecturale
- Du patrimoine bâti à préserver
- Une urbanisation plus aérée sur les dernières décennies.

Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

- 2011-2021 (loi climat) = 0.4 ha (en extension)
- 2014-2024 (loi ALUR) = 0.4 ha (en extension).

Potentiel constructible

- 0.37ha en enveloppe urbaine
- 7 logements
- 5 dents creuses, 2 divisions parcellaires.

Paysage :

- Des sites remarquables à préserver (plateau d'emparis, lacs, fontaines pétrifiantes etc)
- Des perspectives paysagères nombreuses
- Des silhouettes villageoises rythmant le paysage communal
- Des espaces publics relativement absents (en village) ou peu marqués (en entrées de ville).

CHAPITRE 3 : RESEAUX, ENERGIES, NUISANCES

1. GESTION ET PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU

1.1. Alimentation en eau potable

Les schémas directeurs

L'article L2224-7-1 du code général des collectivités territoriales prévoit que « Les communes sont compétentes en matière de distribution d'eau potable. Dans ce cadre, elles arrêtent un schéma de distribution d'eau potable déterminant les zones desservies par le réseau de distribution ». Ceci signifie a contrario qu'en l'absence de tel schéma, elles doivent desservir l'ensemble du territoire.

La commune possède un Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable (SDAEP) du Bassin Versant de la Romanche en date de janvier 2013 (commun avec Besse, Clavans et Le Freney). L'alimentation en eau potable de la commune est une compétence communale.

Une étude a été menée par la Syndicat d'Assainissement du Canton de l'Oisans (SACO) « Inventaire et diagnostic technique des réseaux d'alimentation en eau potable et d'eaux pluviales – amélioration de la connaissance, programmation et actualisation des schémas directeurs », et rendue en janvier 2020 en vue de la prise de compétence AEP par la communauté de communes de l'Oisans. Il est choisi d'intégrer dans cette partie également des éléments de cette étude qui permettent de renseigner des données plus actuelles que le SDAEP opposable. Il est à noter que le présent rapport ne reprend que certains éléments de cette étude, et n'intègre pas toutes les explications liées aux données exposées. Par conséquent, il est conseillé de se reporter directement au document de l'étude concernée en cas de besoin.

Les captages

Mizoën est alimentée par les captages du Vivier et des Allognerets situés sur la commune de Clavans en Haut Oisans. Les refuges du plateau du Riftord disposent de leurs propres ressources non raccordées au réseau collectif d'alimentation en eau potable.

Ces sources ne font cependant pas encore l'objet d'une déclaration d'utilité publique par arrêté prefectoral. Elles bénéficient en revanche de rapports de l'hydrogéologue et de la matérialisation des perimètres de protection.

Selon le SDAEP dans son rapport final de janvier 2013, les différentes ressources alimentant les communes du secteur d'étude sont listées dans le tableau suivant et sont repérées sur les plans des réseaux structurants.

collectivité	ressource	sources		
		débit étiage (m³/j)	débit moyen (m³/j)	débit réglementaire ARS (m³/j)
BESSE	Le Deil-Cabanotte-Pichail-Foumoutard	125		36
	Rif Tort	0		2
	Sert / Charlotte	3		2
CLAVANS-EN-HAUT-OISANS	Allognerets		34	41
	Vivier		34	41
LE FRENEY-D'OISANS	Bonnefond La Font	367		48
	Chazeaux	890		65
MIZOEN	source centre Bourg (fontaine)	4	6	non connu
	sources d'Emparis	non exploitées et non suivies		
	source des Aymes	non exploitée et non suivie		

La commune n'est pas concernée par un périmètre de protection éloigné, rapproché ou immédiat de captage, ceux-ci se trouvant sur Clavans et ne débordant pas sur le territoire communal.
En 2013, « *Aucune donnée précise sur la qualité des eaux brutes captées à Clavans-en-Haut-Oisans n'a pu être collectée (eaux subissant un traitement par désinfection aux rayonnements Ultra-Violets). Il est toutefois certain que l'ensemble des paramètres analysés par l'ARS Rhône-Alpes au niveau de l'eau brute répondent aux Limites de Qualité des eaux destinées à la production d'eau potable*. » (source SDAEP 2013). Par ailleurs il existe une unité de traitement (désinfection aux rayonnements Ultra-Violets + injection de chlore) des eaux brutes captées aux sources du Vivier et des Allognerets sur Clavans.
Toujours dans les années 2010, la qualité de l'eau potable distribuée est conforme pour les paramètres nitrates, fluor, pesticides et autres paramètres. L'eau distribuée sur l'ensemble de la commune est classée comme une eau moyennement minéralisée, voire même douce en 2008 lors de certaines analyses. Enfin, la qualité bactériologique est très bonne et s'améliore même depuis 2006. Globalement, le traitement par désinfection aux rayonnements Ultra-Violets est donc satisfaisant.

Selon le rapport de 2020 : Les résultats des analyses effectuées sur le réseau de distribution du Muret (celui qui alimente le village) montrent des eaux de bonne qualité bactériologique et physico-chimique. Les systèmes de traitement en place semblent efficaces.

Selon les codes indicateurs RPQS P101.1 et P102.1, l'eau distribuée fait état d'un taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbioloogie comme les paramètres physicochimiques à hauteur de 100%.

Voir analyse réalisée à compter de 2025 sur le réservoir de singuigneret.

Les ouvrages

Aucun ouvrage de pompage n'est recensé sur la commune.

Selon le SDAEP, Mizoën est alimentée par deux réservoirs :

Site	Radier (m NGF*)	Trop plein (m NGF*)	Nombre de cuves	Capacité totale (réserve incendie) (m^3)	Télésurveillance
Réservoir principal	1 246	1 250	1	120 (35)	non
Singuigneret	1 389	1 392	1	60 (0)	non
TOTAL			**2**	**180 (35)**	

** les cotes NGF sont indicatives*

Liste et capacités des réservoirs d'eau potable ; source SDAEP 2013

La capacité totale de stockage sur la commune représente les besoins de 2.9 journées de consommation moyenne et de 1.3 journée de consommation de pointe en 2013. Ces durées pouvaient être augmentées si les pertes étaient réduites et la consommation des fontaines limitée, d'où une certaine sécurisation possible de l'alimentation en eau potable de la commune en cas de perte de la ressource.

Selon le rapport de 2020 :

Depuis 2017, le réseau d'eau potable du chef-lieu dessert un nouveau réservoir d'eau destiné à la défense incendie du tunnel du Chambon. Construit sous la maîtrise d'ouvrage du Conseil Départemental de l'Isère et propriété du département, cet ouvrage présente une capacité de stockage de 200 m³. Sauf incendie ou fuite, la cuve reste pleine.

Réservoir	Altitude	Capacité de stockage			Télégestion	Compteur général	Age du compteur (ref. AgceEau < 9 ans)	Traitement	Qualité de l'eau distribuée bactériologie - taux de conformité	Qualité de l'eau distribuée physico-chimie - taux de conformité
		TOTAL	AEP	Incendie						
Muret (chef-lieu)	1 246 m	120 m³	85 m³	35 m³	non	1 cpt. distrib.	< 9 ans installé en 2015	Désinfection par ultra-violet et chloration (1 injection/min) au niveau de Clavans-le-Haut	100%	100%
Singuigneret	1 389 m	60 m³	60 m³	0 m³	non	1 cpt. distrib.	< 9 ans installé en 2015	Désinfection par ultra-violet et chloration (1 injection/min) au niveau de Clavans-le-Haut	Aucun résultat d'analyse communiqué Ressource en eau identique au réseau du Muret	

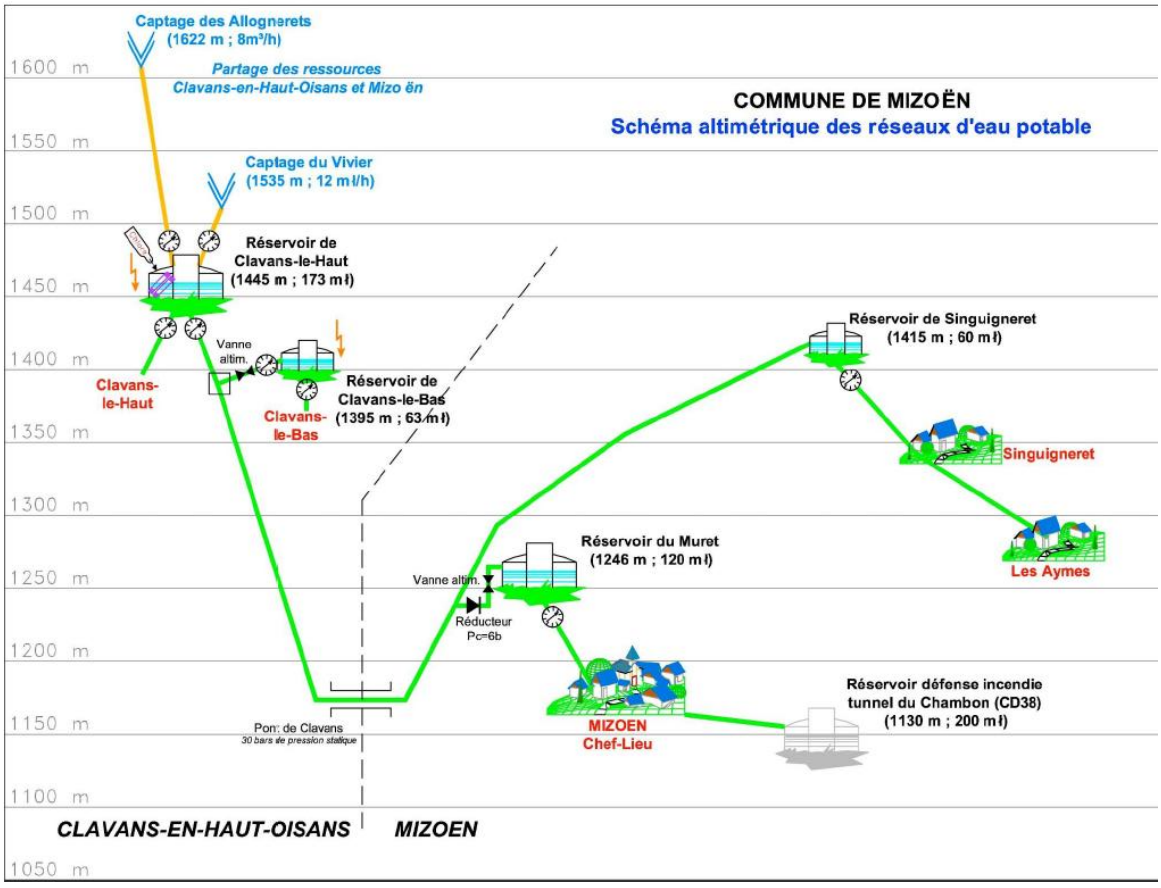


Schéma altimétrique des réservoirs ; source : rapport 2018 ; SCERCL

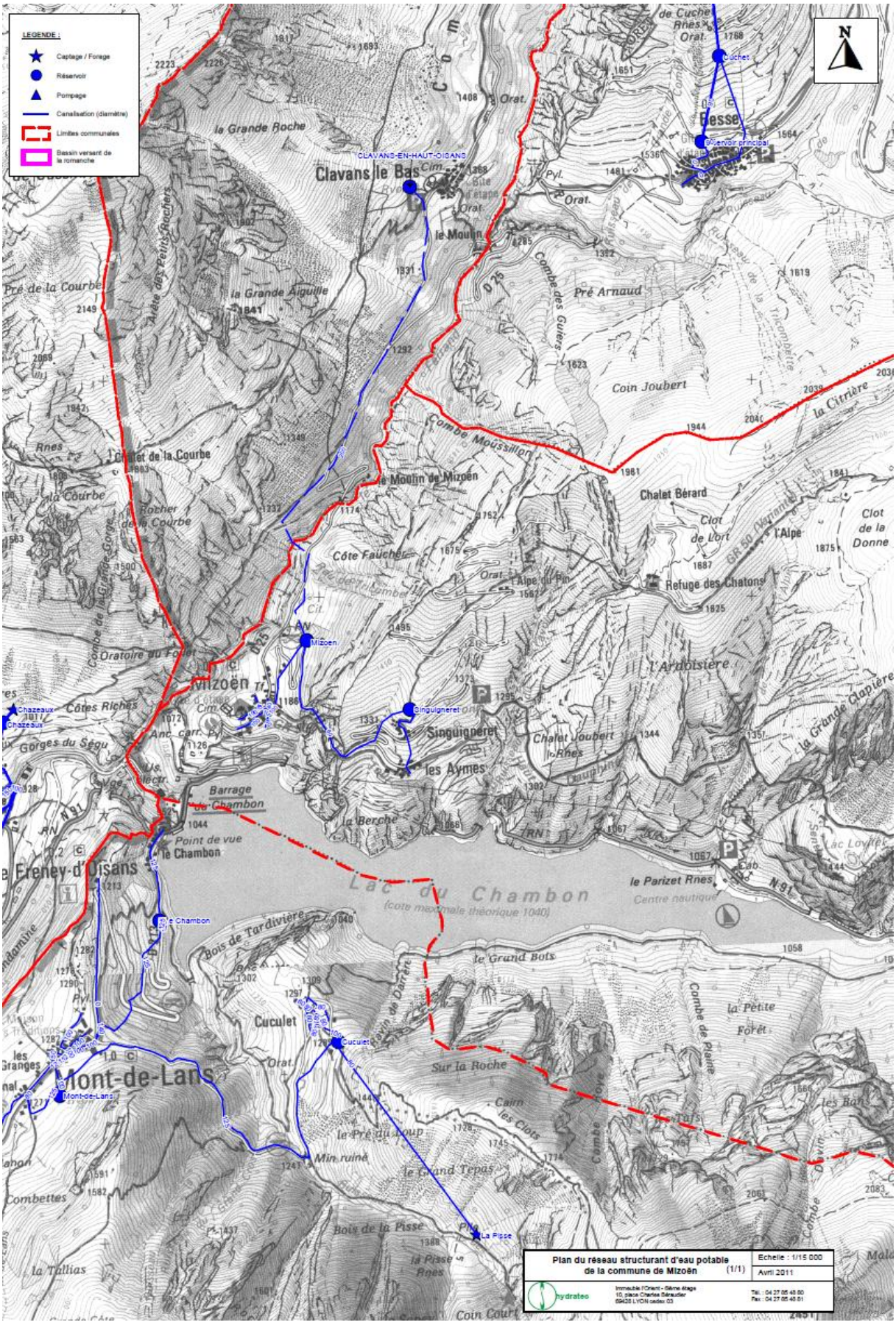
Le réseau

D'après le SDAEP de 2013, le linéaire total de canalisations composant le réseau structurant d'alimentation en eau potable de la commune (y compris la conduite d'adduction depuis le réservoir de Clavans le-Bas d'une longueur de 2 400 ml) est de 4 800 ml.

Les conduites sont principalement en fonte ; seules quelques antennes sont en PVC. La conduite d'adduction depuis Clavans-le-Bas date de 1980. D'une manière générale, l'ensemble des canalisations d'eau potable ont été renouvelées depuis 1977.

diamètre (mm)	linéaire (ml)	pourcentage
40	117	2%
60	1125	24%
100	441	9%
200	2413	51%
nc	664	14%

Typologie des canalisations d'eau potable



Plan du réseau structurant d'eau potable de Mizoen, source : SDAEP 2013

Tous les hameaux sont alimentés en eau potable.

A Mizoën, la sectorisation nocturne n'a révélé aucun tronçon fuyard (débit de fuite constant égal à 0.05 L/s). L'indice linéaire de perte est d'ailleurs assez faible sur la commune qui démontre la faiblesse des fuites du réseau (ILP de 5m3/j/km).

Selon le rapport de 2020 :

D'après la base de données du fichier SIG des réseaux d'eau potable, un inventaire des canalisations a été réalisé.

Type de conduite	Linéaire en ml	Pourcentage
Liaison entre ouvrages de distribution	1 260	28 %
Distribution	3 273	72 %
TOTAL	4 534	100%

Caractéristiques des canalisations – Rapport 2020

A la connaissance de la commune, il existe quelques branchements en plomb sur le réseau d'eau potable de Mizoën (au moins deux connus par Monsieur le Maire).
Le rendement théorique et les indices linéaires de perte sont indiqués dans le tableau ci-dessous.

Réseau	Débit moyen distribué (m³/h)	Débit minimum distribué (m³/h)	Ecoulements permanents (bassins) (m³/h)	Volumes perdus (fuites) (m³/h)	Rendement théorique (été 2018)	Linéaire de réseau (kml)	Indice linéaire de fuite (m³/j/km)
	A	B	C	D=B-C	E=(A-D)/Ax100	F	G=(Dx24)/F
Muret (chef-lieu)	5,35	4,20	1,63	2,57	52,0%	1,319	46,8
Singuigneret	2,75	1,90	0,78	1,12	59,2%	1,209	22,2
TOTAL	8,10	6,10	2,41	3,69	54,4%	2,528	35,0

Indice linéaire de fuite – rapport 2020

Ce sont des données estimées étant donné l'insuffisance de valeurs annuelles pour le calcul des indicateurs de performance.

	Mizoën	Référence	
Rendement des réseaux (P104.3)	54,4%	Seuil1 : 85%	Seuil2 : ?? %
Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)	35,0 m³/j/km	4 m³/j/km	

Performance des réseaux en 2018 – rapport 2020

Les équipements de réseau

Selon le SDAEP 2013, six fontaines alimentées par le réseau d'eau potable et toutes équipées de robinet d'arrêt sont recensées sur la commune (3 dans le bourg, 2 à Singuigneret et 1 aux Aymes). Le volume journalier moyen total consommé est estimé à environ 18 m³/j selon les jaugeages réalisés le 22 octobre 2009 (débit similaire pour chaque fontaine).

Les branchements ne sont pas équipés de compteur individuel. La facturation des abonnés est établie forfaitairement.

Selon le rapport de 2020 :

Les réseaux de distribution d'eau potable comportent sept fontaines à caractère ornemental en période estivale et pour les besoins du service (anti-gel) l'hiver, elles fonctionnent toute l'année. Les branchements ne sont pas équipés de compteur. Les débits sont connus et calibrés manuellement.

Réseau	Localisation	Données mairie de Mizoën (février 2017)			Résultats jaugeages A.T.EAU (aout 2018)
		Ecoulement (m³/j)	Ecoulement (m³/h)	Débit (L/s)	
Muret Chef-lieu	centre	9,6	0,82	0,11	1,63 m³/h (soit 39,1 m³/j)
Muret Chef-lieu	bas	3,2		0,04	
Muret Chef-lieu	jardin	6,9		0,08	
Singuigneret - Singuigneret	pointe du jour	3,5	1,23	0,04	0,78 m³/h (soit 18,7 m³/j)
Singuigneret - Singuigneret	jardin	9,6		0,11	
Singuigneret - Singuigneret	place	9,9		0,11	
Singuigneret - Aymes	place	6,5		0,08	

Consommation des fontaines – rapport 2020

Bilan des besoins/ressources

D'après le SADEP 2013, le besoin annuel est de 18 338 m3/an (données 2008) et le besoin journalier de pointe est de 115 m3/j si l'on prend le volume annuel mis en distribution et de 92m3/j si l'on prend le volume journalier moyen tout type de consommation confondu (hors pertes).
Le bilan Ressources / Besoins consiste à comparer le volume de ressource disponible à l'étiage aux besoins globaux en eau identifiés en période de consommation de pointe (avec ou sans fontaines).
Pour les communes de Clavans-en-Haut-Oisans et Mizoën, les débits d'étiage de la ressource ne sont pas connus. Les bilans ressources/besoins sont toutefois annoncés par les communes comme excédentaires (globalement et en période estivale).
A l'horizon 2025, chacune des communes du secteur d'étude prévoit une augmentation approximative de 5% de sa capacité d'accueil. L'accroissement de la demande en eau qui en résultera sera faible et ne remettra a priori pas en cause le bilan excédentaire constaté actuellement à Clavans-en-Haut-Oisans et Mizoën.

Selon le rapport de 2020 :

L'analyse de l'adéquation besoins/ressources pose le postulat que la population permanente et celle touristique n'augmentera pas, la différence entre la situation actuelle et celle future étant simplement le parti pris de considérer que l'indice linéaire de perte diminuerait de manière conséquente.

	Nom de la ressource (partage avec Clavans-en-Haut-Oisans ; Clavans prioritaire)	Situation actuelle Débit d'exploitation (L/s)	Situation actuelle Débit d'exploitation (m³/j)	Situation future Débit d'exploitation (L/s)	Situation future Débit d'exploitation (m³/j)	Situ. actuelle Débit d'exploitation (m³/j)	Situ. Future Débit d'exploitation (m³/j)
Ressources	Mélange des eaux Vivier et Allognerets, excédents de Clavans AVEC les consommations des fontaines	4.01	346.4	4.01	346.4	346.4	346.4
	Mélange des eaux Vivier et Allognerets, excédents de Clavans SANS les consommations des fontaines	4.02	347.1	4.02	347.1	347.1	347.1
						693.5	693.5

	Consommateurs	Situation actuelle Unité	Situation actuelle Besoins en eau actuels (m³/j)	Situation future Unité	Situation future Besoins en eau futurs (m³/j)	Campagne métrologie Besoins en eau réels (m³/j) - 12 août 2018	Campagne métrologie Besoins en eau futurs (m³/j)
Besoins	Population permanente (0,15 m³/j/habitant) *Actuel 198 habitants (INSEE 2014)* *Futur 198 habitants*	198	29.7	198	29.7		
	Population saisonnière (0,15 m³/j/habitant) *Résidences secondaires et logements occasionnels actuels* *Résidences secondaires et logements occasionnels futurs*	100	15.0	100	15.0		
	Consommations bâtiments communaux *Mairie et école : estimation 20 m³/an*		0.1		0.1	48.0	48.0
	Consommateurs particuliers *Extraits du rôle de l'eau - Néant*		0.0		0.0		
	Unité Gros Bétail (UGB) (0,10 m³/j/UGB) *3 équins, 150 ovins et 50 ovins/caprins avec 1 équin = 1UGB et 3 ovins/caprins = 1UGB*	70	7.0	70	7.0		
	Linéaire de distribution (km/)		2.55		2.55		
	Indice linéaire de perte (m³/j/km) calculé ou référence de l'Agence de l'Eau (4 m³/j/km)		35.00		4.00		
	Fuites (m³/j) = *ILP (m³/j/km) x linéaire de distribution (km)*		89.3		10.2	88.6	10.2
	Ecoulements permanents (m³/j) *Fontaines (jaugeages mairie 2017)* *Fontaines (jaugeages A.T.EAU 2018)*	7	49.2	7	49.2	57.8	57.8
	TOTAL BESOINS		190.2		111.2	194.4	116.0

	Conclusions AVEC les fontaines	Situation actuelle	Situation future	Situ. actuelle	Situ. future
Bilan	Bilan ressources-besoins (m³/j)	156.2	235.2	499.1	577.5
	Taux d'utilisation de la ressource	55%	32%	28%	17%
	Définition du bilan	Excédentaire	Excédentaire	Excédentaire	Excédentaire

	Conclusions SANS les fontaines	Situation actuelle	Situation future	Situ. actuelle	Situ. future
Bilan	Bilan ressources-besoins (m³/j)	206.1	285.1	556.9	635.3
	Taux d'utilisation de la ressource	41%	18%	20%	8%
	Définition du bilan	Excédentaire	Excédentaire	Excédentaire	Excédentaire

Bilan besoins/ressources, SCERCL 2020

D'après cette simulation, prise au 12 août 2018, qui constitue une journée relativement bonne à considérer comme valeur de référence, les ressources actuellement disponibles (excédents depuis le réseau de Clavans-en-Haut-Oisans) permettent très largement de couvrir les besoins de pointe en eau potable. Le bilan est excédentaire en situation actuelle et future, avec ou sans les fontaines en service et s'améliorera nettement en cas de résorbtion des fuites.

On peut néanmoins prendre en compte le changement climatique en anticipant une diminution de la ressource à hauteur de 15%.

Dans ce cas, le bilan en situation future à population égale, avec fontaines, diminution des fuites de 89% et diminution de la ressource de 15%, devient le suivant :

Conlusion avec les fontaines	Actuel	Futur *Diminution des fuites de 89% Diminution de la ressource de 15%*	Taux d'utilisation de la ressource actuel	Taux d'utilisation de la ressource futur (à population égale)
Consommation	190,2	111,2	55%	38%
Débit	346.4	294.5		

Programme d'actions

Le SDAEP de 2013 prévoyait les actions suivantes en vue d'améliorer la desserte en eau potable sur la commune :

Commune	Actions	Priorité	Orientations SDAGE	Objectifs	Coût d'investissement		Commentaires
					Coût unitaire (€ HT)	Coût total (€ HT)	
MIZOEN	Installation de compteurs généraux en entrée et sortie des réservoirs et mise en place d'une télésurveillance	1	7-01	Connaissance de la ressource Suivi et amélioration des rendements	3 500 € / compteur (+ équipements) + 20 000 € pour la télégestion	34 000 €	Aucun comptage actuellement
	Remplacement des éventuels branchements en plomb	2	7-05	Amélioration de la qualité de l'eau distribuée	1 500 € / branchement	-	Par obligation légale, tous les branchements en plomb doivent être remplacés avant le 31/12/2013
	Pose de compteurs individuels (y compris sur les fontaines) dans les habitations avec système de télérelève	3	7-01	Suivi et amélioration des rendements	700 € / compteur	74 200 €	100 abonnés + 6 fontaines
	Recherche d'une nouvelle ressource	4		Sécurisation de l'alimentation en eau potable	-	-	Existence de sources non exploitées actuellement sur le plateau d'Emparis, dans le hameau des Aymes et dans le bourg
	Création d'une réserve incendie de 60 m³ à partir de la source des Aymes	5		Amélioration de la défense incendie	-	200 000 €	Protection incendie des hameaux de Singuigneret et des Aymes assurée actuellement après manœuvres de 7 vannes

Source : SDAEP 2013

Selon le rapport de 2020 :

Etat de réalisation du programme d'actions hiérarchisées à mettre en œuvre dans le cadre du Contrat de Rivière (SDAEP 2013)						
Actions	Priorité	Objectifs	Coût d'investissement 2013		Commentaires	Etat de réalisation au 01/01/2017
			Coût unitaire (€HT)	Coût total (€HT)		
Installation de compteurs généraux en entrée et sortie des réservoirs et mise en place d'une télésurveillance	1	Connaissance de la ressource Suivi et amélioration des rendements	3 500 € / compteur (+équipements) +20 000 € pour la télégestion	34 000 €		2 compteurs de distribution installés en 2010 Installation de compteurs généraux en entrée des réservoirs et mise en place de la télésurveillance à réaliser
Remplacement des éventuels branchements en plomb	2	Amélioration de la qualité de l'eau distribuée	1 500 € / branchement	-	Par obligation légale, tous les branchements en plomb doivent être remplacés avant le 31/12/2013	Maitrise d'ouvrage privée Réalisation individuelle par les particuliers
Pose de compteurs individuels (y compris sur les fontaines) dans les habitations avec système de télérelève	3	Suivi et amélioration des rendements	700 € / compteur	74 200 €	134 abonnés + 7 fontaines	Non réalisé
Recherche d'une nouvelle ressource	4	Sécurisation de l'alimentation en eau potable	-	-	Existence de sources non exploitées actuellement ~~sur le plateau d'Emparis~~ dans le hameau des Aymes et dans le bourg	Intérêt discuté dans l'immédiat Non réalisé
Création d'une réserve incendie de 60 m³ à partir de la source des Aymes	5	Amélioration de la défense incendie	-	200 000 €	Protection incendie des hameaux de Singuigneret et des Aymes assurée actuellement après manoeuvres de 7 vannes	Non réalisé ; possibilité de créer une bâche pour chaque hameau. A confirmer en concertation avec le SDIS38

Etat en 2017 des réalisations de travaux envisagés en 2013

Un nouveau programme d'actions jusqu'en 2033 est proposé dans le rapport de 2020 :

Commune	1	2	3	4	5	6	7	8	9	
Mizoën	Amélioration de la qualité de l'eau	Travaux d'entretien sur les ouvrages d'adduction	Travaux sur les réservoirs	Aménagement des réseaux	Outils d'exploitation	Gestion de la ressource en eau	Défense incendie	Renouvellement du patrimoine	Investigations complémentaires	Total / priorité
Priorité 1	3 000	0	1 200	0	0	125 735	0	0	0	129 935
Priorité 2	0	0	0	0	90 150	3 978	100 000	0	0	194 128
Priorité 3	9 650	0	0	0	10 152	0	2 000	0	12 000	33 802
Priorité 4	0	0	0	0	0	0	0	407 165	0	407 165
TOTAL / thème	12 650	0	1 200	0	100 302	129 713	102 000	407 165	12 000	765 030

Programme d'action 2020-2033

1.2. Défense incendie

D'après le SDAEP de 2013, les réservoirs ont un marnage faible (débordement permanent par le trop-plein sauf en période d'étiage), d'où une protection incendie satisfaisante. Le réseau de Clavans-en-Haut-Oisans qui alimente directement les réservoirs de Mizoën offre par ailleurs une protection incendie complémentaire, sous réserve de manœuvre de vannes.

Communes du Contrat de rivière Romanche	Nbre total hydrants	Etat hydrant (diagnostic réalisé en 2009)			Etat hydrant (diagnostic réalisé en 2009)		
		Hors norme	Opérationnel mais non normalisé	Normalisé	Hors norme	Opérationnel mais non normalisé	Normalisé
BESSE	15	3	6	6	20%	40%	40%
CLAVANS-EN-HAUT-OISANS	10	0	2	8	0%	20%	80%
LE FRENEY-D'OISANS	22	3	1	18	14%	5%	82%
MIZOEN	16	2	9	5	13%	56%	31%
TOTAL	**63**	**8**	**18**	**37**	**13%**	**29%**	**59%**
		MINIMUM			0%	5%	31%
		MAXIMUM			20%	56%	82%

Moins de 40% des hydrants sont conformes sur les communes de Besse et de Mizoën, ce qui est jugé suffisant par le SDIS compte tenu du pourcentage important d'hydrants opérationnels mais non normalisés (autour de 50 %). La réserve incendie disponible à Mizoën est par ailleurs complétée par les réserves de Clavans-en-Haut-Oisans qui sont disponibles en totalité en permanence sauf en période d'étiage.
Néanmoins lors d'une vérification des points d'eau incendie (PEI) existants pour l'année 2015 le SDIS recensé les points d'eau incendie existants et a dressé le tableau ci-dessous.
Cette étude précise que « *Les valeurs obtenues lors du contrôle technique des poteaux et bouches d'incendie ne sont que des valeurs indicatives. Elles ne sont représentatives que du moment où l'épreuve a été réalisée. Les anomalies de PEI relevées à l'occasion de la vérification par les sapeurs-pompiers sont surlignées, dans le tableau ci-joint, en orange lorsqu'elles représentent une gêne importante ou en rouge lorsqu'elles rendent l'utilisation du PEI impossible par les sapeurs-pompiers.* »

Les points d'eau de : MIZOËN (38237)

Num	Adresse	Privé/ Public (*)	Type	Date de verification	Vérificateur	Débit à 1 bar	Débit maxi	Pression Statique	Anomalies	Observation d'Anomalie
0001	Entrée village	1	PI de 70 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	45.0	46.0	7,20	08 Débit insuffisant (inférieur à 60m3/h) ou capacité de la réserve incendie inférieur à 120m3 ou niveau des eaux trop bas pour les réserves naturelles	
0002	Chemin de Lane Martin	1	PI de 100 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	74.0	78.0	6,70		
0003	Chemin d'exploitation	1	PI de 70 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	55.0	60.0	6,00	08 Débit insuffisant (inférieur à 60m3/h) ou capacité de la réserve incendie inférieur à 120m3 ou niveau des eaux trop bas pour les réserves naturelles 21 Reconnaissance opérationnelle avec reprise des valeurs hydrauliques du contrôle technique de l'année précédente	Pas trouvé sur le site est inaccessible aux engins !!
0004	Parking de l'Ecole	1	PI de 100 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	75.0	83.0	6,00	15 Manque bouchon obturateur de Ø 65	
0005	Voie des Ors/Eglise	1	PI de 70 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	57.0	60.0	6,00	08 Débit insuffisant (inférieur à 60m3/h) ou capacité de la réserve incendie inférieur à 120m3 ou niveau des eaux trop bas pour les réserves naturelles	
0006	Salle polyvalente	1	PI de 100 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	34.0	58.0	4,00	08 Débit insuffisant (inférieur à 60m3/h) ou capacité de la réserve incendie inférieur à 120m3 ou niveau des eaux trop bas pour les réserves naturelles	
0007	Proximité des HLM	1	PI de 70 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	28.0	30.0	5,20	08 Débit insuffisant (inférieur à 60m3/h) ou capacité de la réserve incendie inférieur à 120m3 ou niveau des eaux trop bas pour les réserves naturelles	
0008	Route des Aymes /Hôtel panoramique	1	PI de 100 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	79.0	88.0	4,90		
0009	CT Route de Clavans	1	Autre	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER		32.0	5,50		
0010	Chemin de l'Ecole "Les Aymes"	1	PI de 100 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	34.0	36.0	12,00	08 Débit insuffisant (inférieur à 60m3/h) ou capacité de la réserve incendie inférieur à 120m3 ou niveau des eaux trop bas pour les réserves naturelles	
0011	Les Aymes "Bassin"	1	PI de 100 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	81.0	92.0	10,80		
0012	Chemin du Clot	1	PI de 70 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	40.0	41.0	10,70	08 Débit insuffisant (inférieur à 60m3/h) ou capacité de la réserve incendie inférieur à 120m3 ou niveau des eaux trop bas pour les réserves naturelles 15 Manque bouchon obturateur de Ø 65	
0013	Village Singulgneret "milieu"	1	PI de 100 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	116.0	127.0	4,90		
0014	Parking Singulgneret Eret	1	PI de 100 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	41.0	46.0	4,80	08 Débit insuffisant (inférieur à 60m3/h) ou capacité de la réserve incendie inférieur à 120m3 ou niveau des eaux trop bas pour les réserves naturelles	

(*) 1-Point d'eau public sur réseau public; 2- Point d'eau privé sur réseau public dans un ETARE; 3- Point d'eau privé sur réseau privé dans un ETARE; 4- Point d'eau privé sur réseau public dans un etab. non répertorié; 5- Point d'eau privé sur réseau privé dans un etab. non répertorié

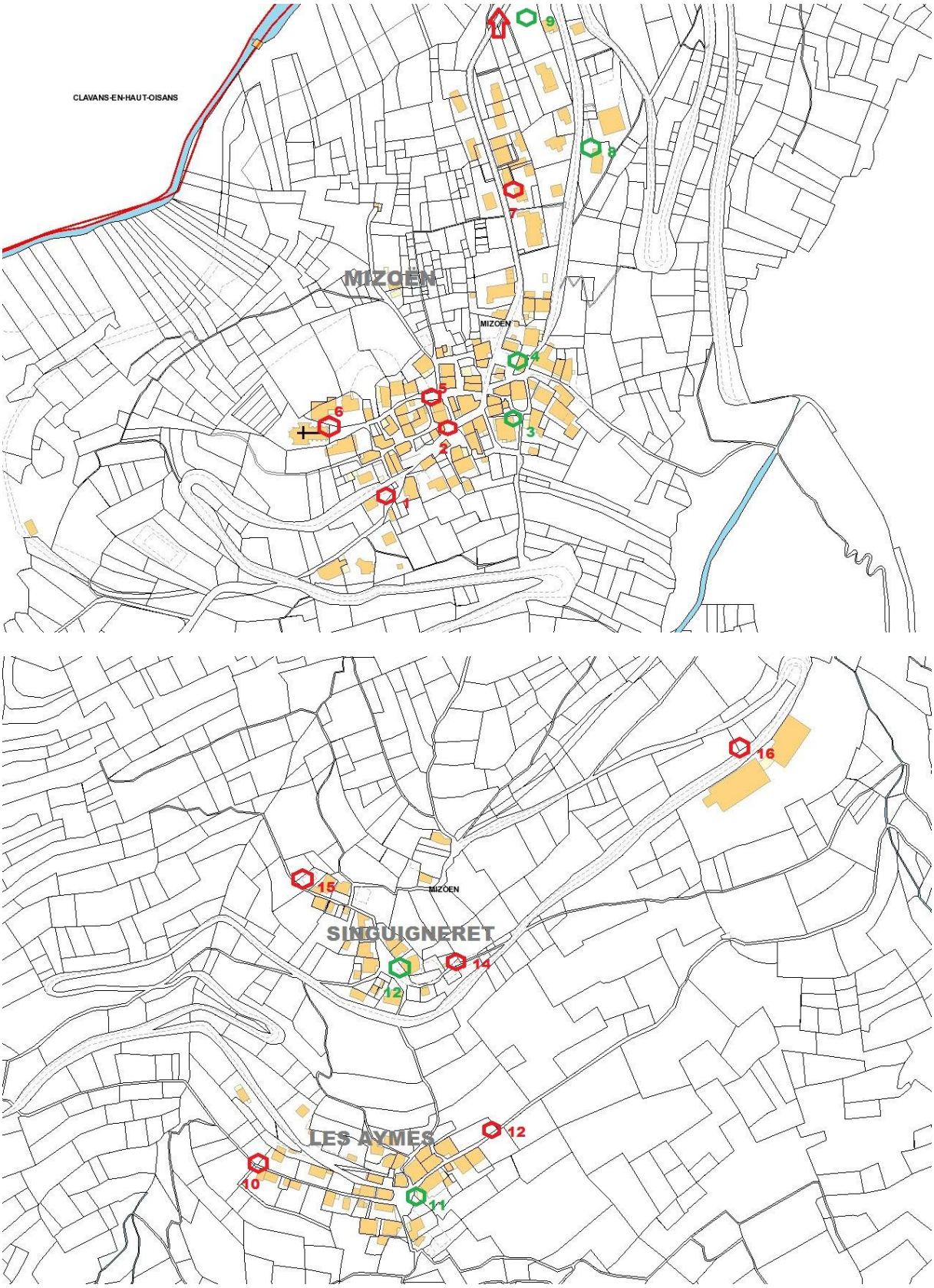
Page 1 de 2

Num	Adresse	Privé/ Public (*)	Type	Date de verification	Vérificateur	Débit à 1 bar	Débit maxi	Pression Statique	Anomalies	Observation d'Anomalie
									13 Coffre, porte ou couvercle cassé	
0015	Chemin des Grand Fond	1	PI de 70 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	45.0	53.0	4,10	08 Débit insuffisant (inférieur à 60m3/h) ou capacité de la réserve incendie inférieur à 120m3 ou niveau des eaux trop bas pour les réserves naturelles	
0016	PI Bergerie	1	PI de 100 mm	25/09/2014	BIANCO/MAGDINIER	46.0	57.0	3,40	08 Débit insuffisant (inférieur à 60m3/h) ou capacité de la réserve incendie inférieur à 120m3 ou niveau des eaux trop bas pour les réserves naturelles	

Ci-dessous un tableau récapitulatif du nombre de points d'eau par type sur la commune de : MIZOËN (38237)

Autre	PI de 100 mm	PI de 70 mm	Total
1	9	6	16

Source SDIS 38



Localisation et qualification des poteaux d'incendie (en vert ceux conformes, en rouge ceux utilisables mais non conformes) ; source : SDIS/mairie

Selon le rapport de 2020 :

La Défense Extérieure Contre l'Incendie (D.E.C.I) est aujourd'hui régie par le Décret n°2015-235 du 27 février 2015 et le référentiel national du 15 décembre 2015.

Pour être opérationnels et applicables directement sur le terrain, ces textes doivent être complétés par :

- un règlement départemental, fixant les règles, dispositifs et procédures de défense contre l'incendie, instauré pour chaque département par Arrêté Préfectoral,
- un arrêté municipal ou intercommunal de défense extérieur contre l'incendie accompagné éventuellement d'un schéma communal ou intercommunal de D.E.C.I. Ce dernier document prospectif établi en concertation avec le SDIS est facultatif.

Le département de l'Isère a défini son règlement de la défense extérieure contre l'incendie en vigueur à compter du 1er janvier 2017, par Arrêté Préfectoral n°38-2016-12-02-013 du 02 décembre 2016.
Aucun arrêté municipal n'a été pris pour réglementer la défense extérieure contre l'incendie sur le territoire de Mizoën.
A l'échelle de la commune ou de l'intercommunalité, l'analyse de risque doit être étudiée en concertation avec le SDIS local. Cette réflexion doit faire l'objet d'une mission spécifique dissociée de la présente étude sur l'eau potable.
Dans le cadre du dernier rapport de 2025 (basé sur une reconnaissance opérationnelle de 2024les résultats des analyses sont les suivants :.

Statistiques des points d'eau

	DISPONIBLE	NON CONFORME	INDISPONIBLE	Total
PI 100	15	0	1	16
PI 70	7	0	0	7
Total	22	0	1	23
Pourcentage	95.65	0.00	4.35	100

Explication de l'état opérationnel
débit de l'hydrant >= 30 m³/h (état opérationnel fixé par le règlement départemental de la DECI / RDDECI)
15 m³/h <= débit de l'hydrant < 30 m³/h (état opérationnel fixé par le guide opérationnel sapeurs-pompiers / GOSP)
Débit de l'hydrant < à 15 m³/h à 1 bar de pression dynamique ou pression statique < 1 bar ou anomalies relevées lors des reconnaissances opérationnelles (état opérationnel fixé par RDDECI ou GOSP)

Conformité des poteaux incendie ; rapport du SDIS 2025 « etat des vérifications des points d'eau incendie existants »

1.3. Gestion des eaux usées

Le schéma directeur

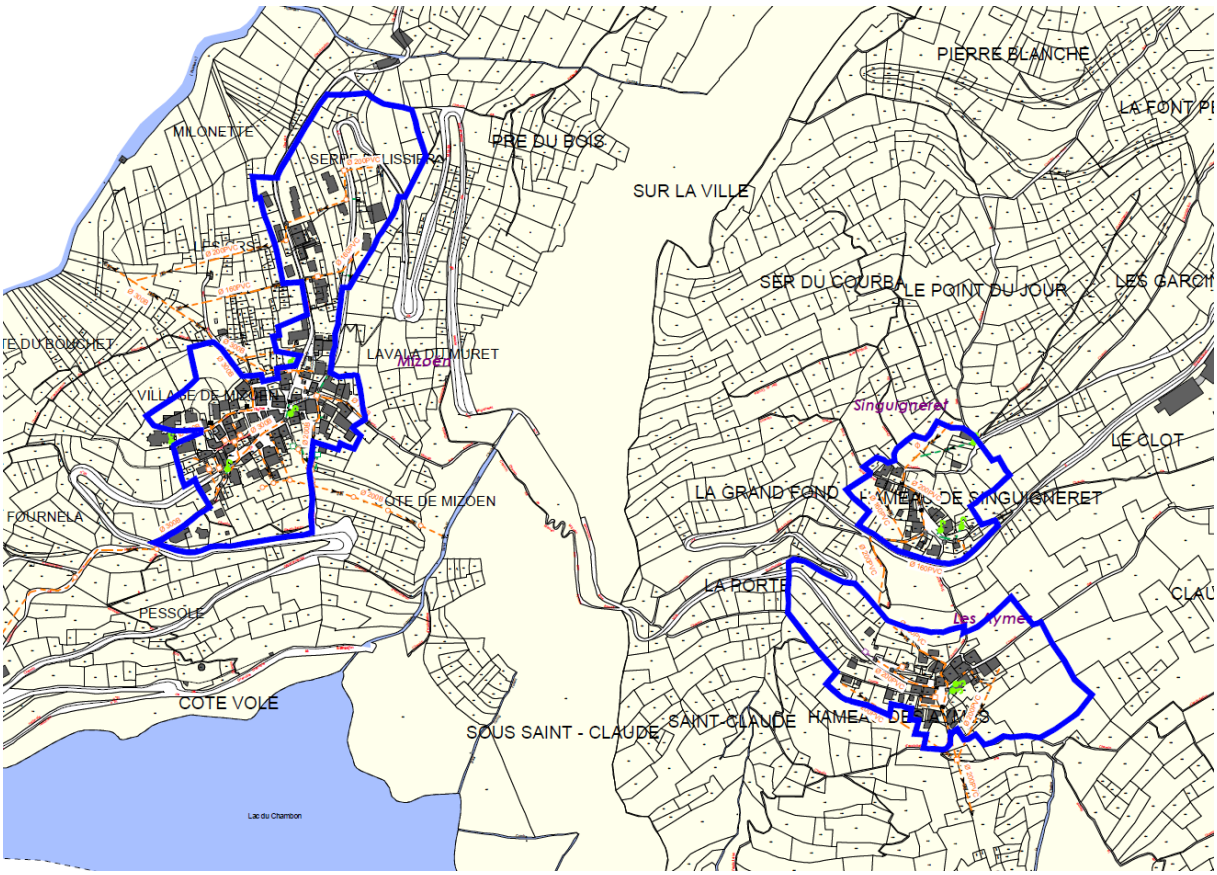
L'article L2224-8 du CGCT prévoit que les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées. L'article L2224-10 stipule à ce titre : « *Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement :*
1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

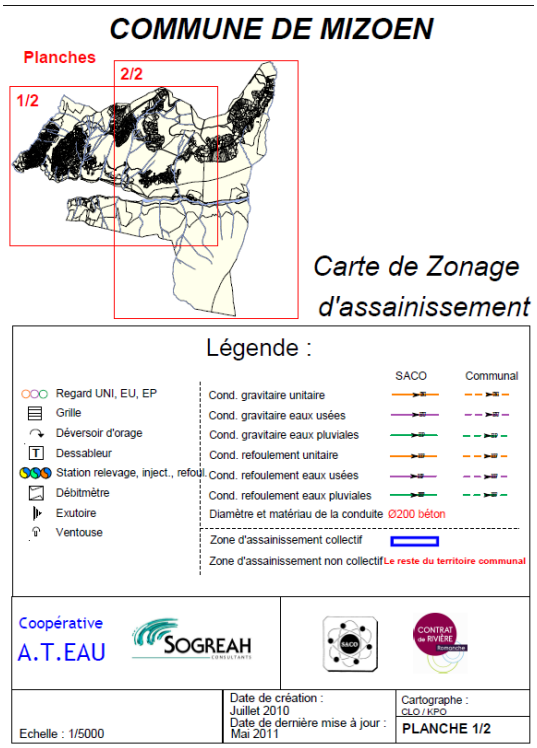
2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.»

La commune de Mizoen possède un Schéma Directeur d'Assainissement de mai 2011. Elle est adhérente au Syndicat d'Assainissement du Canton de l'Oisans et de La Basse Romanche (SACO). Le SACO est un syndicat à la carte, ce qui signifie que chaque membre doit adhérer au minimum à une des compétences à la carte.
Le SACO détient la compétence obligatoire d'assainissement collectif (eaux domestiques et assimilées) et une compétence optionnelle, l'assainissement non collectif.
Depuis 2012, le SACO est compétent pour la collecte, le transport et le traitement des eaux usées (il gère l'ensemble du réseau d'eaux usées de la commune).

L'assainissement collectif

Sources : SDA Mizoen de Mai 2011, SACO.





Zonage d'assainissement ; source : SDA 2011

Depuis 2019 le village de Mizoen est raccordé à la station d'épuration d'Aquavallées, ce qui n'est pas le cas des Hameaux de Singuigneret et des Aymes. La Step d'Aquavallées a connu une extension en 2019 portant sa capacité d'épuration à 86 000 équivalents habitants. Elle regroupe désormais 13 communes de l'Oisans.

En septembre 2021 le SACO a diligenté une étude, menée par Artélia, sur la mise en séparatif du réseau d'assainissement et sur le traitement des eaux usées des hameaux car à ce jour la commune dispose sur ces deux hameaux d'un réseau d'assainissement unitaire dont le rejet s'effectue sans traitement dans le milieu naturel.

Deux solutions ont été étudiées l'une consistant à créer une STEP sur le hameau des Aymes et l'autre consistant à raccorder les hameaux au réseau de Mizoen. Néanmoins aucune n'a encore à ce jour été mise en œuvre.

	Solution 1 **STEP au niveau des Aymes**	**Solution 2** **Raccordement au village**
Couts d'investissement	Coûts travaux 880 000 €	Coûts travaux 860 000 €
	Coûts d'opération 1 012 000 €	Coûts d'opération 989 000 €
Fonctionnement	Coûts annuels 16 100 €	Coûts annuels 4 100 €
Avantages	- Contraintes techniques réseaux limitées	- Exploitation beaucoup plus simple que solution STEP - Coûts de fonctionnement réduits
Inconvénients	- Contraintes d'exploitation d'une station d'épuration - Coûts de fonctionnement importants	- Fortes contraintes techniques de pose de la conduite de transit : avis RTM ou géotechnicien nécessaire pour fiabiliser la solution

Résultats de l'étude sur l'assainissement des hameaux ; source : Artelia 2021

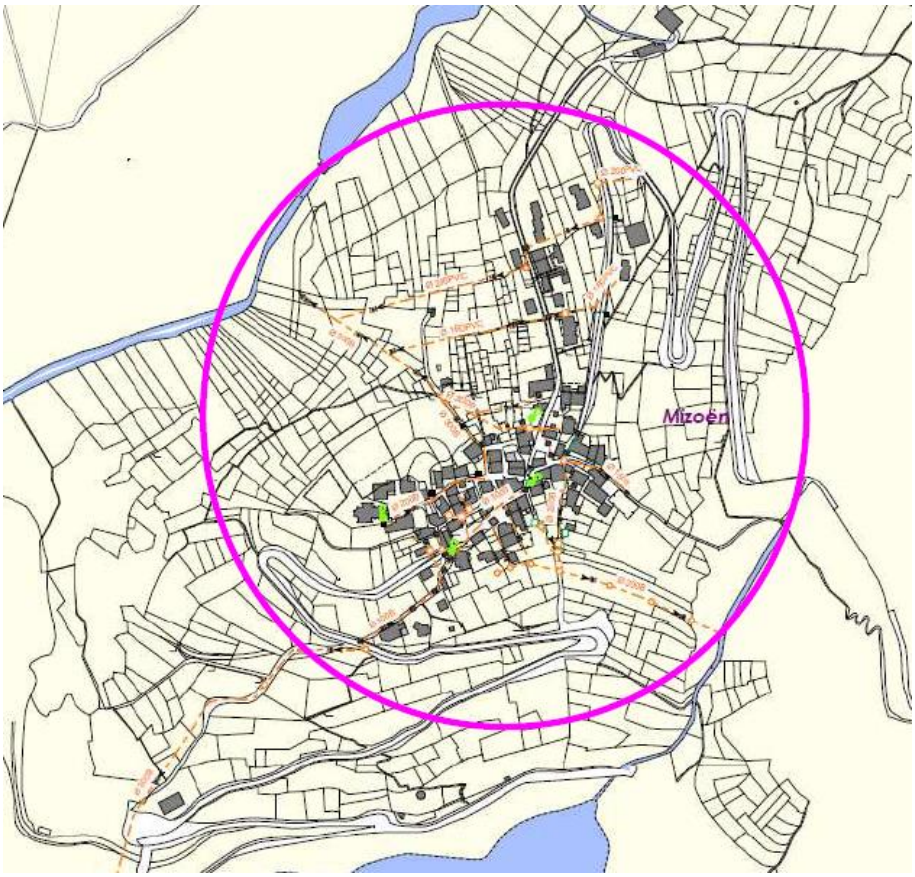
L'assainissement autonome

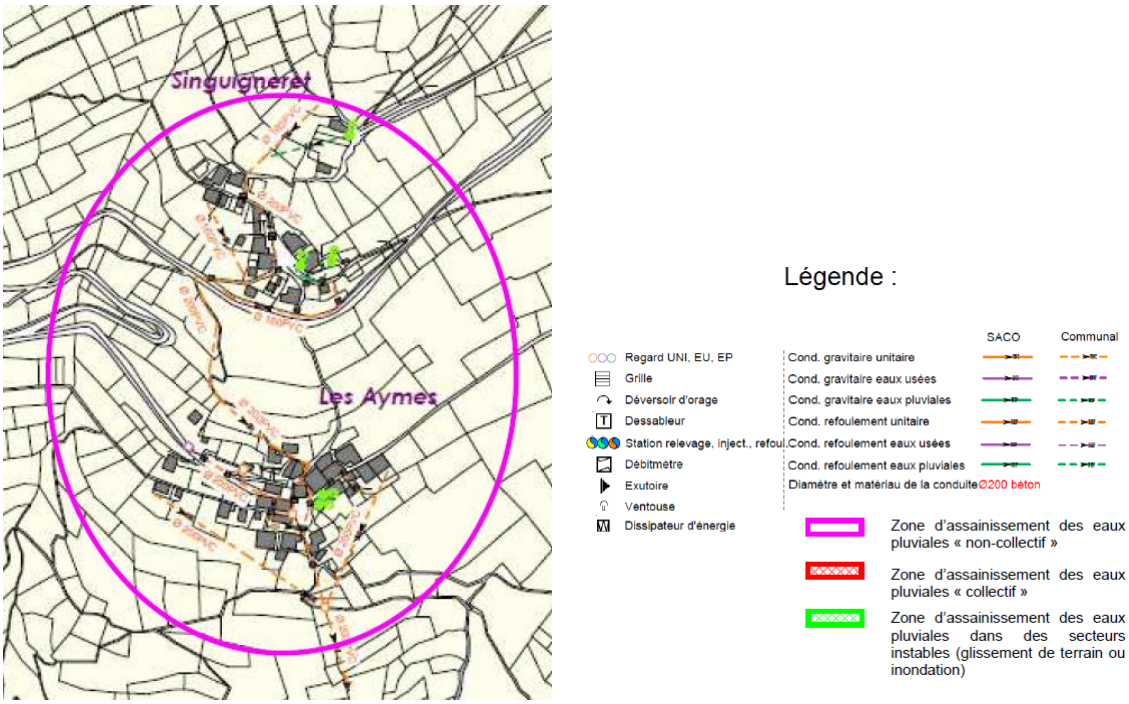
Selon le zonage de 2011, tout le reste du territoire communal (en dehors des hameaux) est en assainissement non collectif. Aucun assainissement non collectif n'a été répertorié en 2011.

Toutefois on peut noter que les chalets d'alpage et les refuges communaux sont identifiés par la commune en assainissement non collectif.

1.4. Gestion des eaux pluviales

Le schéma directeur d'assainissement de 2011 dispose d'un volet « pluvial » dans lequel le réseau est décrit comme unitaire sur l'ensemble du village, ce qui signifie que les réseaux d'assainissement des eaux usées collectent également les eaux pluviales. Le rapport ne dénote aucun problème particulier quant à la gestion des eaux pluviales. Sur l'ensemble des secteurs urbanisés et urbanisables de la Commune de Mizoën, est privilégié un traitement des eaux pluviales « non-collectif » (secteurs où des mesures doivent être prises par les propriétaires pour limiter l'imperméabilisation des sols et assurer la maîtrise du débit des écoulements d'eaux pluviales et de ruissellement). Toutefois, il n'est pas exclu de mettre en place un réseau de collecte pour les eaux pluviales. Notamment sur le bourg centre, lors de la mise en séparatif des réseaux, le tuyau existant pourra être réutilisé pour l'évacuation des eaux pluviales.





Zonage d'assainissement des eaux pluviales ; SDA 2011

2. ÉNERGIES

2.1. La consommation/production énergétique dans l'Oisans

Le rapport de l'ORCAE AURA de septembre 2024 et reprenant des données de 2022 pour ce qui concerne la consommation énergétique démontre qu'en Oisans le secteur le plus consommateur d'énergie est l'industrie du fait de sa consommation d'électricité.

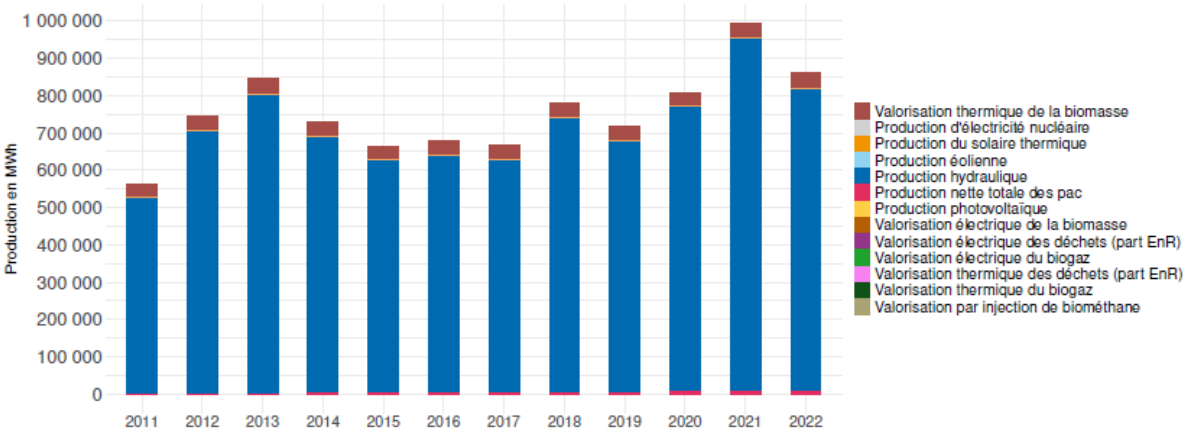
	Chauffage et froid urbain	CMS	Déchets	Electricité	ENRt	Gaz	Organo-carburants	Produits pétroliers	Toutes énergies
Résidentiel	0	0	0	63	39	0	0	42	145
Tertiaire	0	0	0	120	7	0	0	33	160
Industrie hors branche énergie	0	S	0	381	S	0	0	S	S
Gestion des déchets	0	S	0	1	0	0	0	S	1
Branche énergie	0	0	S	0	S	0	0	S	S
Transport routier	0	0	0	0	0	0	8	86	95
Autres transports	0	0	0	0	0	0	0	2	2
Agriculture, sylviculture et aquaculture	0	0	0	0	0	0	0	1	2
Tous secteurs	0	S	S	566	45	1	8	S	796

Consommation d'énergie finale par secteur et par énergie (en GWh) – ORCAE 2024

La dynamique d'évolution globale de 2022 par rapport aux périodes précédentes montre une stagnation depuis 2015 après une forte baisse sur la décennie précédente. Tous les secteurs sont en stagnation ou diminution depuis 2005 sauf le secteur résidentiel et le secteur gestion des déchets qui sont en hausse sur la dernière année (2021). A noter que les résultats en baisse depuis 2015 peuvent également être en partie dus à la crise du COVID.

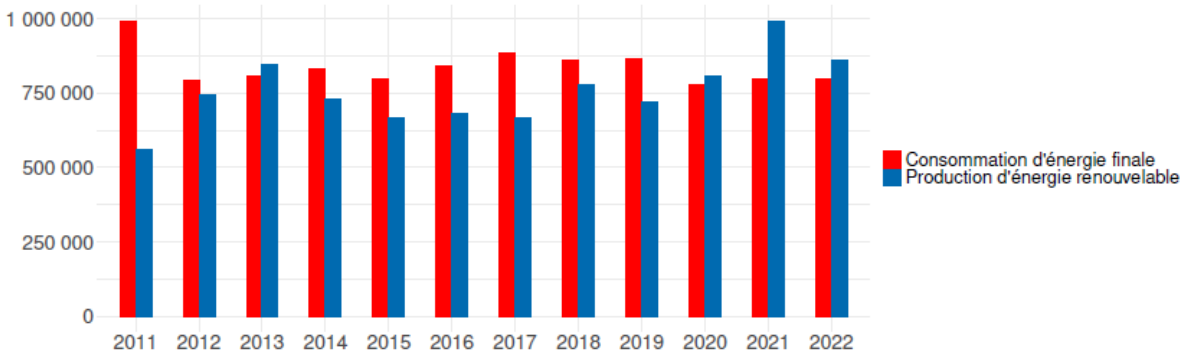
Par rapport à l'année précédente	-1%
Depuis 2015	0%
Depuis 2005	-14%
Depuis 1990	-3%

La production d'énergie s'élève à plus de 850 000MWh en 2022, en quasi-totalité en hydraulique, grâce aux barrges et centrales sur le territoire de l'oisans.



Evolution de la production d'énergie sur le territoire en MWh – ORCAE 2024

La comparaison entre la consommation et la production d'énergie renouvelable sur le territoire uissan montre une bascule en faveur de la production depuis 2020, due simultanément à une hausse de la production et une légère baisse de la consommation.



Evolution comparée de la consommation d'énergie finale et de la production d'énergie renouvelable locale – ORCAE 2024

2.2. Potentiel de développement des énergies renouvelables

Potentiel solaire

Sources : Profil climat air énergie CCO – ORCAE 09/2024.

Le rayonnement global sur plan horizontal correspond au rayonnement direct et au rayonnement diffus reçu sur un plan horizontal. Il se mesure en kWh/m^2. La topographie a une forte incidence sur ce rayonnement, puisque le rayonnement direct en ubac et en fond de vallée est plus faible.

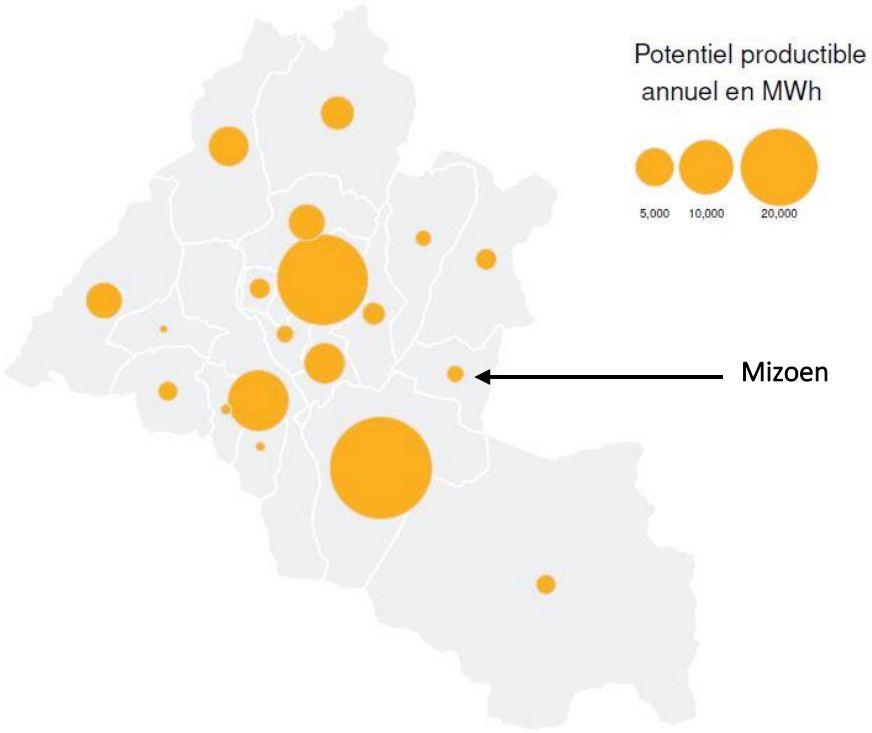
Du fait de la position d'une partie de la commune en fond de vallée et la présence de masque solaire, le potentiel solaire apparaît peu intéressant dans la plupart des secteurs urbanisés.

❖ *Potentiel solaire thermique productible*

Il s'agit du potentiel de production annuelle de chaleur par l'installation de panneaux solaires thermiques dans les secteurs résidentiel et industrie. La méthodologie est fondée sur une approche par besoin en chaleur. Il est considéré ici que ces deux secteurs ont des besoins suffisamment importants pour qu'il soit intéressant de mettre en place des installations solaires thermiques. Les secteurs tertiaire et agriculture ne sont pas abordés ici. Sur la base de plusieurs hypothèses, le potentiel (productible annuel) de ces différents secteurs est calculé et exprimé à l'échelle communale. Pour le secteur résidentiel, l'hypothèse est faite que tous les bâtiments sont équipés de panneaux solaires thermiques. Pour le secteur industrie, on fait l'hypothèse d'un potentiel égal à 10% de la consommation énergétique de ce secteur.

A noter :

- Le potentiel ne tient pas compte des installations existantes ;
- La concurrence entre le photovoltaïque et le solaire thermique n'est pas prise en compte ;
- L'alimentation de réseaux de chaleur par le solaire thermique n'est pas abordée ici ;
- Pour l'industrie, le gisement de chaleur fatale disponible est difficile à estimer et interagit avec des besoins de chaleur très variables.



Potentiel solaire thermique productible par commune de la CCO en MWh
Source : Profil climat air énergie CCO – ORCAE 09/2024

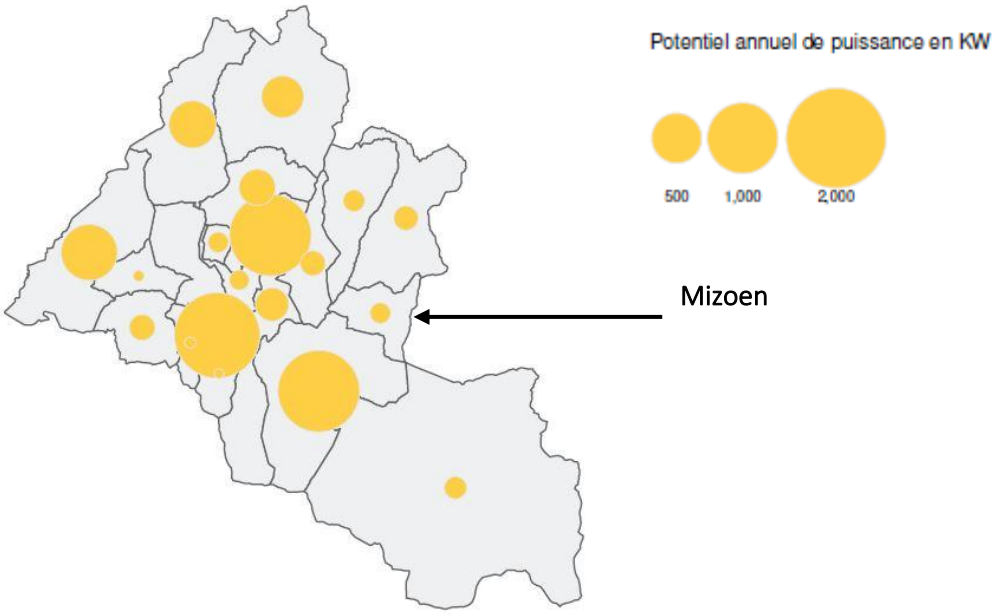
❖ *Potentiel solaire photovoltaique*

Il s'agit de l'estimation de la production photovoltaïque annuelle en considérant qu'un maximum de panneaux photovoltaïques est installé sur les bâtiments existants et les parkings (ombrières) du territoire.

Dans un premier temps, les bâtiments et parkings favorables au développement du PV sont identifiés et caractérisés (type de toit, orientation, présence de contraintes patrimoniales). Les installations de panneaux ailleurs que sur des bâtiments et parkings (par exemple des champs ou des friches industrielles) ne sont pas considérées ici. Puis, sur la base de plusieurs hypothèses, le potentiel (productible annuel) est calculé, notamment en fonction du rayonnement solaire, et exprimé à l'échelle communale. L'hypothèse est faite que tous les bâtiments sont équipés de panneaux photovoltaïques. En effet, les masques proches (ombrage lié aux bâtiments, à la végétation ou à la topographie locale) ne sont pas considérés ici.

A noter :

- le potentiel ne tient pas compte des installations existantes ;
- la concurrence entre le photovoltaïque et le solaire thermique n'est pas prise en compte.



Potentiel solaire photovoltaïque de puissance par commune de la CCO en MWh
Source : Profil climat air énergie CAPV – ORCAE 04/2021

Le potentiel solaire thermique productible de la commune ainsi que le potentiel solaire photovoltaïque de puissance sont parmi les plus bas, respectivement inférieur à 5000 MWh et 500 Kw, des valeurs faibles par rapport à certaines communes de l'Oisans, disposant d'une meilleure exposition.

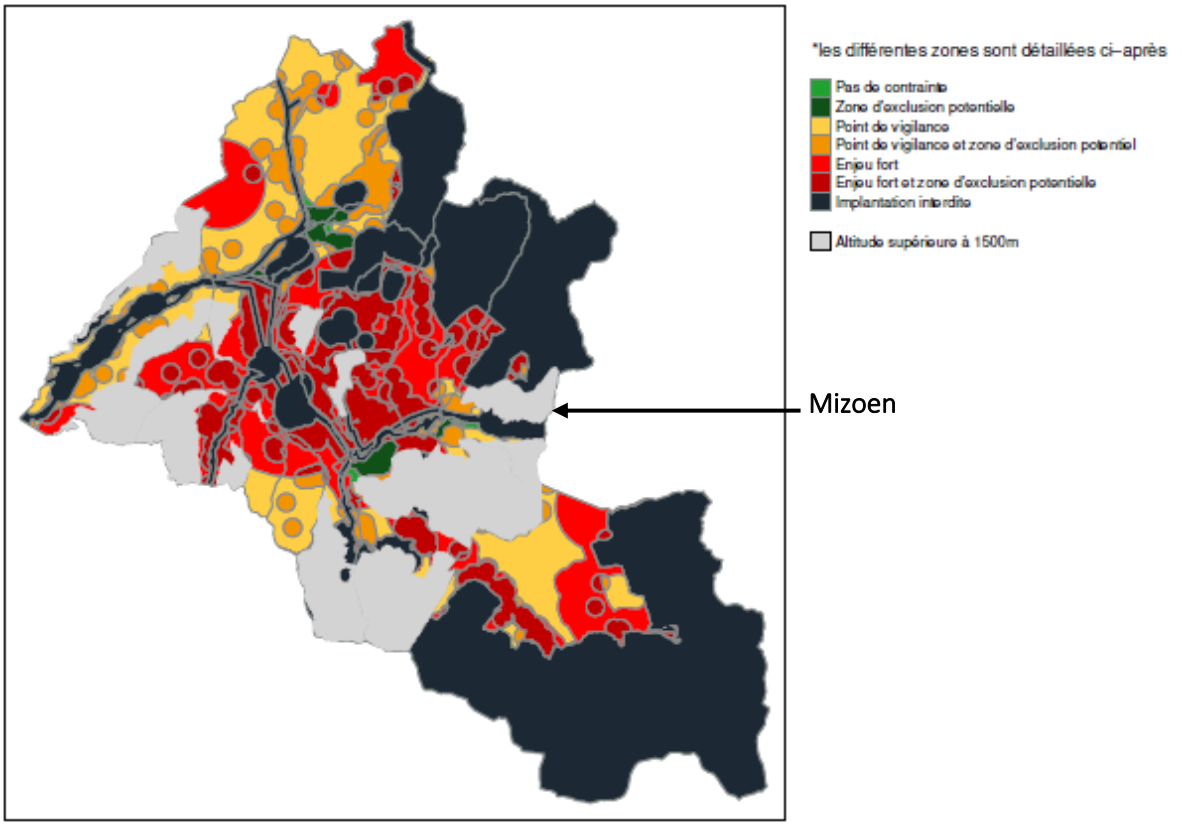
Potentiel éolien

Sources : Profil climat air énergie CCO– ORCAE 09/2024

L'étude définie les zones favorables au développement de l'éolien au regard de différentes contraintes croisées sur les thématiques du « patrimoine culturel et historique », « patrimoine naturel », « servitudes et contraintes aériennes et terrestre » et « infrastructures ».

Trois zones ont été identifiées au sein de la commune : les berges du lac de Chambon sont situées en zone d'implantation interdite ; a l'extrêmité ouest de la commune, juste au dessus des berges du lac, une zone de vigilance et d'exclusion potentielle, contigüe d'une petite zone de vigilance. Le reste de la commune étant situé à plus de 1500 m d'altitude, l'implantation d'éolienne y est par conséquent interdite.

Le développement potentiel de l'énergie éolien est quasi nul sur la commune.



Estimation de la surface de forêts exploitables en hectares sur le territoire
Source : Profil climat air énergie CCO– ORCAE 04/2021

Potentiel hydro-électrique

Le potentiel hydroélectrique n'est pas étudié dans le rapport de l'ORCAE AURA.

La commune accueille sur son territoire une partie du barrage du Chambon, installation de production d'hydroélectricité construite en 1935. La production annuelle moyenne est d'environ 210 GWh.

Une centrale hydroélectrique dite « nid d'aigle », à l'est de la commune à proximité de la commune de La Grave, avec une production maximale estimée à 3.1MW, a été réalisée et mise en service en 2024.

La société GEG (Gaz Electricité de Grenoble) gère par ailleurs une centrale hydroélectrique installée au lieu-dit les côtes de Mizoën. L'eau turbinée du Ferrand est captée sur la commune de Clavans. La restitution est faite dans le lac du Chambon au niveau de la bifurcation RD1091 – RD025.

Bois-énergie

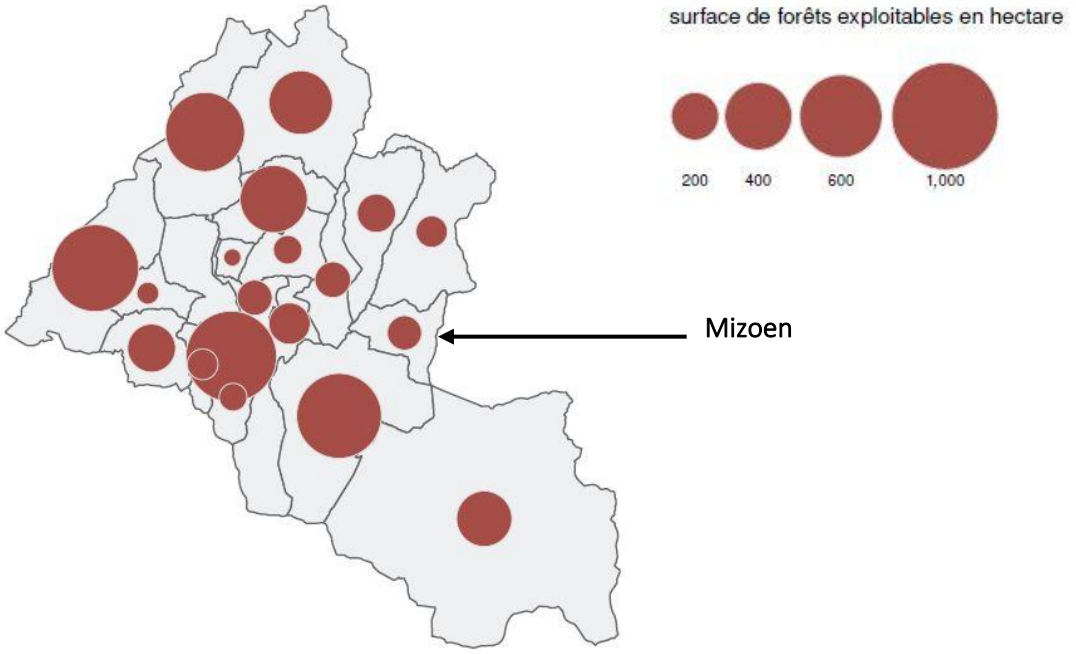
Sources : Profil climat air énergie CCO– ORCAE 09/2024

Il s'agit de caractériser les surfaces de forêts exploitables sur le territoire. Dans un premier temps, les zones de forêt où l'exploitation forestière est possible sont identifiées puis, dans un second temps, les surfaces de forêts exploitables potentielles sont exprimées à différentes échelles spatiales avec plusieurs filtres possibles.

A noter :

- la méthode ne prend pas en compte l'existant : les forêts déjà exploitées sont comptées dans les forêts exploitables.

- aucune distinction bois d'œuvre / bois énergie n'est faite.



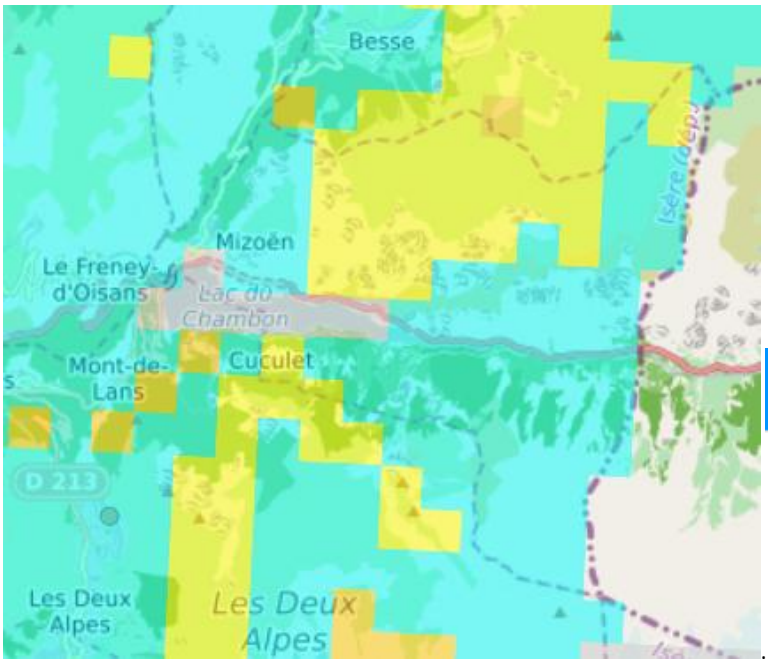
Consommation finale d'énergie primaire – commune de Mizoen
Source : Profil climat air énergie CAPV – ORCAE 09/2024

La commune possède une surface forestière exploitable de l'ordre de 200 ha, un potentiel non négligeable qui pourrait être valorisé dans les prochaines années.

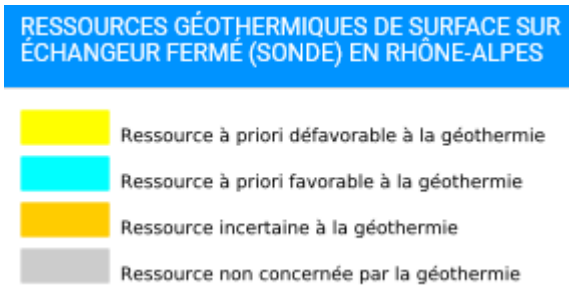
Géothermie

Sources : http://www.geothermie-perspectives.fr/cartographie, consulté le 03/02/2024.

Le site « Géothermie Perspective » présente une cartographie à petite échelle des caractéristiques géothermiques du sous-sol (en et hors nappe) sur l'ensemble du territoire français. Le niveau de précision ne permet pas une analyse approfondie du potentiel énergétique par la géothermie sur la commune, toutefois, il permet d'établir des hypothèses de ressource geothermique sur le territoire, de manière imprécise. Ainsi la commune connait 1/3 de son territoire nord en ressource a priori défavorable à la geothermie, et le reste (hors lac du Chambon) en ressource a priori favorable, y compris sur les village et hameaux. Egalement que l'ensemble de la commune est concerné par le zonage règlementaire d'éligibilité à la GMI et ce jusqu'à 200m. Enfin, aucun ouvrage de géothermie n'est recensé sur le territoire communal.

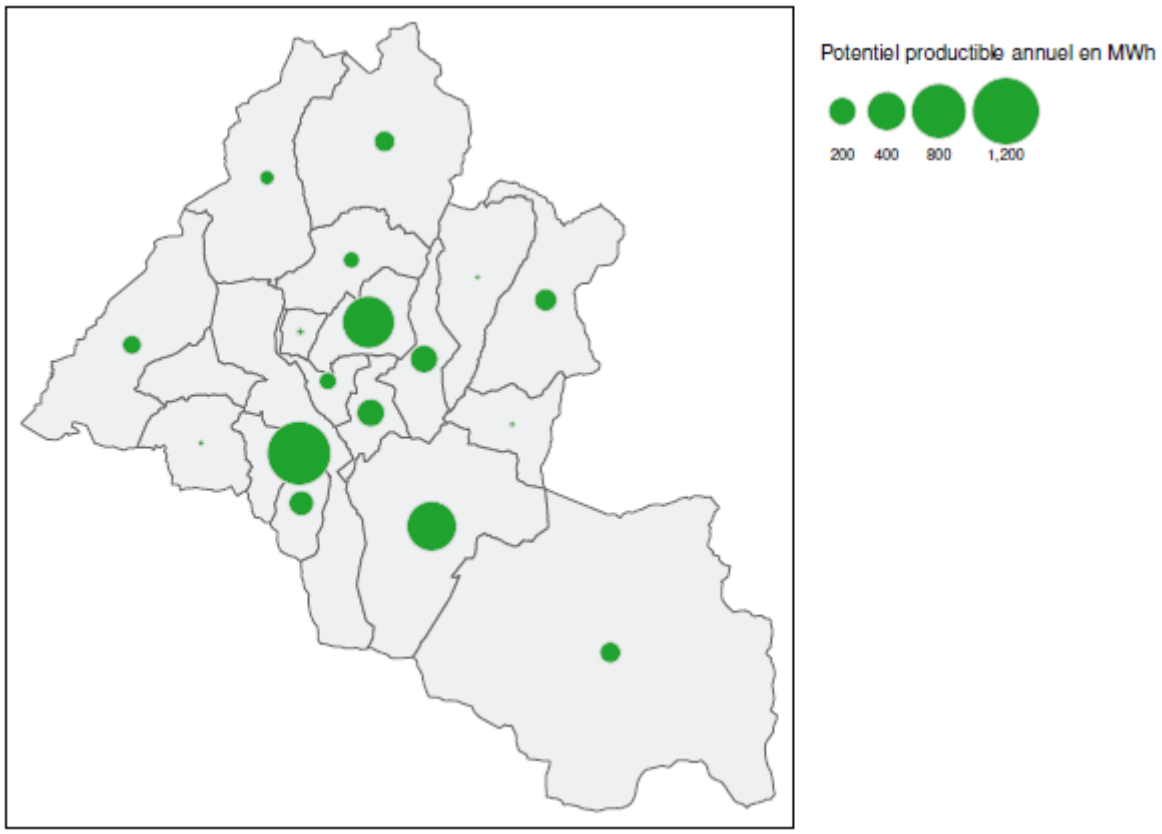


Echelle 1/100000



Le biogaz

Il s'agit du potentiel annuel de méthanisation des différents gisements présents sur le territoire. Dans un premier temps, les quantités de matières sont déterminées par filière. Les gisements méthanisables déjà exploités par les installations de méthanisation sont ensuite retranchés. La part mobilisable restante de ces différentes quantités de matières est ensuite estimée puis convertie en volume de méthane et en énergie (MWh).
La commune de Mizoen ne bénéficie que d'un potentiel particulièrement minime sur son territoire.



Localisation du potentiel biogaz en oisans – source : ORCAE 09/2024

3. RESEAUX DE COMMUNICATIONS NUMERIQUES

Sources : https://www.ariase.com/couverture/isere-38/mizoen, consulté le 03/02/2024

La fibre optique a commencé à être installée en 2023. La ville est située en zone peu dense où le déploiement de la fibre optique est assuré par un réseau d'initiative publique (RIP). Un opérateur s'occupe alors de créer un réseau très haut-débit unique et neutre pour le compte d'une collectivité locale, et sur lequel les opérateurs commerciaux proposent leurs offres de fibre aux particuliers et aux entreprises. La fibre optique à Mizoën concerne 168 locaux raccordables. Aucun point de mutualisation (PM) n'est installé dans la ville. Les foyers éligibles à la fibre sont raccordés à un équipement dans une commune limitrophe.

Le réseau ADSL de la ville de Mizoën repose sur des centraux téléphoniques installés dans une ou plusieurs communes limitrophes. Ils permettent à Orange, Free, SFR et Bouygues Telecom de fournir des connexions haut débit ADSL aux foyers qui ne sont pas encore éligibles à la fibre. Ces nœuds de raccordement abonnés sont positionnés à Besse, Auris et les Deux-Alpes notamment.

Entre 2023 et 2030, le réseau « cuivre » de Mizoën sera progressivement fermé. Dans un premier temps, la fermeture « commerciale » bloquera les nouveaux abonnements aux offres ADSL, puis dans un second temps, la fermeture « technique » définitive du réseau ADSL interviendra une fois que le déploiement de la fibre optique sera achevé.

4. GESTION DES DECHETS

La collecte des déchets est réalisée par les services de la CCO (compétence optionnelle). Elle concerne les déchets résiduels (ordures ménagères), le verre, le papier, cartons et les emballages.

La Communauté de communes gère 6 déchèteries sur le territoire : elles sont à Bourg d'Oisans, Livet et Gavet, Allemond, Vaujany, l'Alpe d'Huez et Les Deux Alpes (avec ressourcerie à Huez et Bbourg d'Oisans). Elles assurent le recyclage ou la valorisation des encombrants, des gravats, des végétaux, du bois, des papiers/cartons, des ferrailles, des batteries et des déchets dangereux. Toutes les déchetteries acceptent les déchets professionnels ;

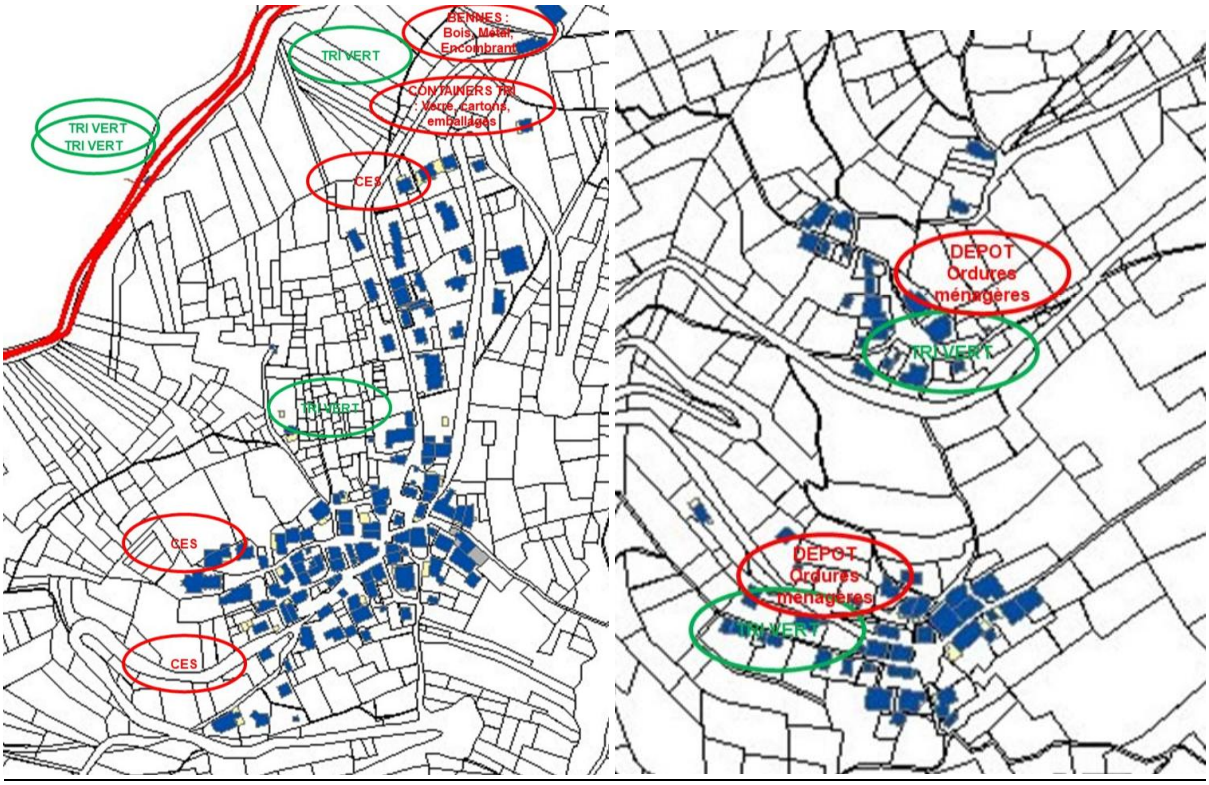
La collecte sélective est effectuée via la mise à disposition de 250 Points d'Apports Volontaires (PAV), répartis sur toutes les communes hormis Villard Notre-Dame et Oulles. Ils permettent la récupération du verre, du papier, des cartons et des emballages en vue de leur recyclage ou de leur valorisation.
La collecte est réalisée en régie (excepté pour le verre dont la collecte est en prestation privée). Depuis 2021, la CCO collecte 4 flux de déchets sur tout le territoire : emballages ménagers et papiers (journaux, revues, magazines…), verre, cartons, ordures ménagères résiduelles.
Depuis le 1er janvier 2024, conformément à la loi anti-gaspillage pour une économie circulaire (loi AGEC) de 2020, le tri à la source des biodéchets est obligatoire, tant pour les particuliers que pour les professionnels.
La CCO a choisi le compostage de proximité, une solution simple à mettre en œuvre, efficace, peu coûteuse et peu émettrice de CO2 (les déplacements de matières sont réduits). Les composteurs sont doublés d'un bac à broyat afin de pouvoir ajouter des éléments carbonés si besoin avec les biodéchets ; c'est parfois nécessaire pour assurer un bon équilibre carbone/azote.

Depuis 2017 et la requalification de l'usine d'incinération de Livet et Gavet en quai de transfert, les ordures ménagères des dix neuf communes de l'Oisans ainsi que La Grave et Villar d'Arène, sont acheminées vers l'agglomération grenobloise pour être valorisées. Les autres déchets à valoriser sont dirigés vers différents lieux, plus ou moins éloignés : pour le bois, les végétaux et les encombrants à

Saint Quentin en Isère (70 km), les papiers/cartons à Varces (45 km), le verre à Lavilledieu (217 km) et la ferraille au Fontanil Cornillon (58 km).
Les emballages recyclables sont envoyés vers des filières spécialisées. Les particuliers peuvent accéder gratuitement aux déchetteries, dans la limite de la production normale d'un ménage.
Pour les professionnels, le dépôt de déchets est facturé au prix coûtant, selon le type et le cubage. Selon la CCO il y a 4 points d'apport volontaire sur la commune d'Auris destinés au recyclage ou au traitement des déchets.

Au sens de l'article R.541-8 du Code de l'Environnement, les déchets dangereux regroupent des natures de déchets allant des terres polluées aux piles, en passant par les déchets de l'industrie chimique, hormis les déchets radioactifs, les déchets explosifs et les sous-produits animaux. Sur l'Oisans, ils étaient principalement produits par l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères (REFIOM) de Livet-et-Gavet (et enfouis en zone d'enfouissement de classe 1). Ils le sont encore en moindre mesure par certaines activités artisanales et industrielles puis les ménages. Les déchetteries de Bourg d'Oisans, d'Allemont et de Livet-et-Gavet assurent la collecte de certains de ces déchets (on trouve des points de collecte amiante et Déchets ménagers spéciaux) : les déchets ménagers spéciaux (DMS) (piles et accumulateurs usagés, les déchets et résidus de peintures, décapants, solvants, colles, mastics, vernis, produits phytosanitaires, huiles de vidanges et filtres, huiles végétales) et les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).
Les déchets dangereux sont acheminés vers des lieux de traitement situés principalement en Rhône-Alpes : Izeaux (83 km) pour une valorisation matière des métaux des piles, Fontanil (58 km) pour une valorisation matière des Huiles alimentaires usagées, Lillebonne (787 km) pour une valorisation matière des huiles de vidange, Chambéry (103 km) pour un traitement physico-chimique des DMS (Batteries, peintures, acide …).

Le traitement des déchets en Oisans se fait désormais en quasi-totalité par le centre de tri et de valorisation des déchets Althanor à Meylan. Il collecte historiquement les déchets des communes de Grenoble Alpes Métropole, mais aujourd'hui également ceux de tout le Sud Isère (Grésivaudan, Pays Voironnais, Saint-Marcellin-Vercors-Isère, Trièves, Matheysine et l'Oisans). Les déchets qui sortent d'Athanor sont envoyés aux industriels pour recyclage et revalorisation en France ou en Italie.
La CCO est membre du Conseil d'Administration de la société Althanor.



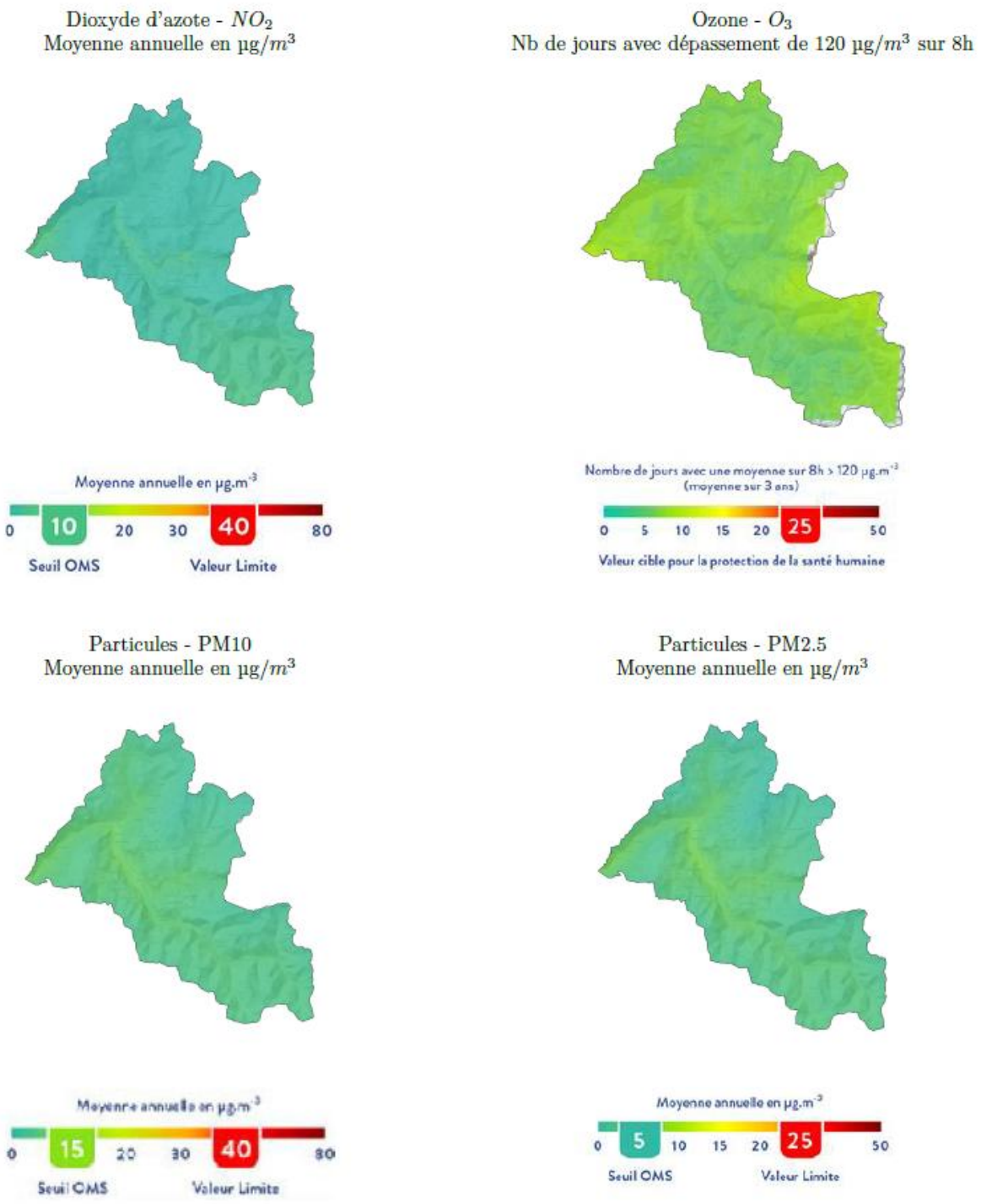
Localisation des points d'apport volontaires sur la commune ; source : mairie

5. POLLUTIONS ET NUISANCES

5.1. Qualité de l'air

D'après le site atmo-auvergnerhonealpes.fr, l'intercommunalité fait partie des territoire sensibles, à savoir des territoires moins peuplés à enjeux de qualité de l'air avérés (EPCI de moins de 50 000 habitants les plus exposés ou avec des enjeux de qualité de l'air avérés).

Le profil « climat-air » établi par ORCAE AURA en septembre 2024 sur les données de 2023, a cartographié les concentrations de polluants dans l'air en Oisans :



Localisation des secteurs de pollution sur l'Oisans en 2023– ORCAE 2024

On constate que Mizoen et l'Oisans plus globalement possèdent une qualité de l'air plutôt bonne, excédent peu les valeurs limites reconnues pour chaque type de polluant. L'ozone reste le gaz sur lequel les seuils ont été le plus « souvent » dépassés. Il s'agit d'une variété gazeuse allotropique de l'oxygène (O), plus lourde que l'air. On parle du ''bon'' c'est-à-dire ozone stratosphérique et du ''mauvais'' c'est-à-dire ozone à la surface de la terre, également appelé ozone troposphérique. L'ozone stratosphérique ou ''bon ozone'' est retrouvé à assez haute concentration dans la stratosphère terrestre, essentiellement à une altitude comprise entre 15 et 20 km. Cet ozone absorbant fortement les rayons ultraviolets, protège les organismes vivants de radiations U.V. Il est détruit par des aérosols, notamment

issus de l'activité humaine, parmi lesquels les CFC, entraînant ainsi un trou dans la couche d'ozone. L'ozone troposphérique ou ''mauvais ozone'' est engendré par la pollution près de la surface de la terre. Initialement, on pensait que l'ozone troposphérique était de l'ozone stratosphérique qui serait descendu, étant donné que l'ozone est beaucoup plus lourd que l'air. Or, il est reconnu aujourd'hui que, si le phénomène de descente d'une partie de l'ozone de la stratosphère vers la troposphère existe bien, il n'est responsable que d'une petite partie de l'ozone troposphérique. L'ozone des basses couches de l'atmosphère est un gaz extrêmement irritant et incolore qui se forme juste au-dessus de la surface de la terre. L'ozone troposphérique est formé par une réaction chimique impliquant le dioxyde d'azote avec l'oxygène de l'air. Or, pour former du dioxyde d'azote (NO2), il faut du monoxyde d'azote (NO) directement rejeté par les automobiles, combiné à des composés organiques volatils (COV) provenant principalement des industries. On l'appelle donc polluant secondaire parce qu'il est produit lorsque deux polluants primaires réagissent au soleil et à l'air stagnant. Ces deux polluants primaires sont les oxydes d'azote (NOx) et les composés organiques volatils (COV). Chez l'homme ou l'animal, il est à l'origine d'irritation des muqueuses oculaires et respiratoires, de crises d'asthme chez les sujets sensibles.
Les pics d'ozone se produisent toujours en cours d'après-midi, selon le même cycle diurne que celui de la température : minimum vers 8h et maximum vers 17h. La pollution par l'ozone augmente régulièrement depuis le début du siècle dans l'atmosphère de l'hémisphère nord, et nos régions sont couramment soumises en été à des pointes de pollution par l'ozone, en milieu urbain et rural.

- Effets sur la santé : l'ozone est un oxydant puissant. Il altère les fonctions cellulaires aux points d'impact que constituent les muqueuses (oculaires et pulmonaires en particulier). Il perturbe, dans certaines conditions, la fonction respiratoire non seulement chez les asthmatiques, mais chez les adultes sains et les enfants. Des études ont montré qu'il peut entraîner une irritation des yeux et des voies aériennes supérieures, provoquant toux et maux de tête.
- Effets aigus : diminution de la fonction respiratoire observée chez des enfants et des adultes, rhumes, maux de tête possibles, irritation des yeux, déclenchement de crises d'asthme et symptômes respiratoires. La réaction la plus forte se produit au bout de 2 jours d'épisode. Après 4 ou 5 jours d'exposition, la réaction n'est plus perçue (l'organisme a réagi pour se protéger). Il existe une synergie additive pour les effets sur la santé entre NO2, O3 et d'autres polluants.
- Effets sur les végétaux : les grands processus physiologiques de la plante (photosynthèse, respiration) sont altérés par l'ozone et la production des cultures agricoles peut être significativement réduite.
- Effets sur les matériaux : l'ozone altère les caoutchoucs et certains polymères. La résistance à l'ozone d'un polymère est considérée comme un paramètre essentiel dans les applications où il se trouve exposé sous tension au vieillissement atmosphérique.

L'ozone est un gaz à effet de serre, tout comme le dioxyde de carbone. Il est susceptible de bloquer une partie du rayonnement tellurique et de le renvoyer vers le sol. On estime actuellement que la part relative de l'ozone dans l'effet de serre additionnel pourrait être comprise entre 10 et 20 %.

Pour le reste les données recensées démontrent une encore plus faible exposition aux autres polluants.

5.2. Nuisances sonores

Le préfet de département définit par arrêté la catégorie sonore des infrastructures, les secteurs affectés par le bruit des infrastructures de transports terrestres, et les prescriptions d'isolation applicables dans ces secteurs. La direction départementale des territoires (DDT) conduit les études nécessaires pour le compte du préfet. Le classement sonore de l'Isère a été révisé par l'arrêté n° 38-2022-04-15-00007 portant révision du classement sonore des infrastructures de transports terrestres du département de l'Isère signé le 15 avril 2022. Cette révision ne concerne que les routes.

Les infrastructures de transports terrestres sont ainsi classées en 5 catégories selon le niveau de bruit qu'elles engendrent, la catégorie 1 étant la plus bruyante. Un secteur affecté par le bruit est défini de

part et d'autre de chaque infrastructure classée, dans lequel les prescriptions d'isolement acoustiques sont à respecter.
Le calcul s'appuie notamment sur le trafic, la part des poids lourds, le revêtement de la chaussée, la vitesse. Le tableau de classification est lui suivant :

Niveau sonore de référence LAeq(6h00-22h00) en dB(A)	Niveau sonore de référence LAeq(22h00-6h00) en dB(A)	Catégorie de l'infrastructure	Largeur maximale des secteurs affectés par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure
L > 81	L > 76	Catégorie 1 - la plus bruyante	300 m
76 < L≤81	71 < L≤76	Catégorie 2	250 m
70 < L≤76	65 < L≤71	Catégorie 3	100 m
65 < L≤70	60 < L≤65	Catégorie 4	30 m
60 < L≤65	55 < L≤60	Catégorie 5	10 m

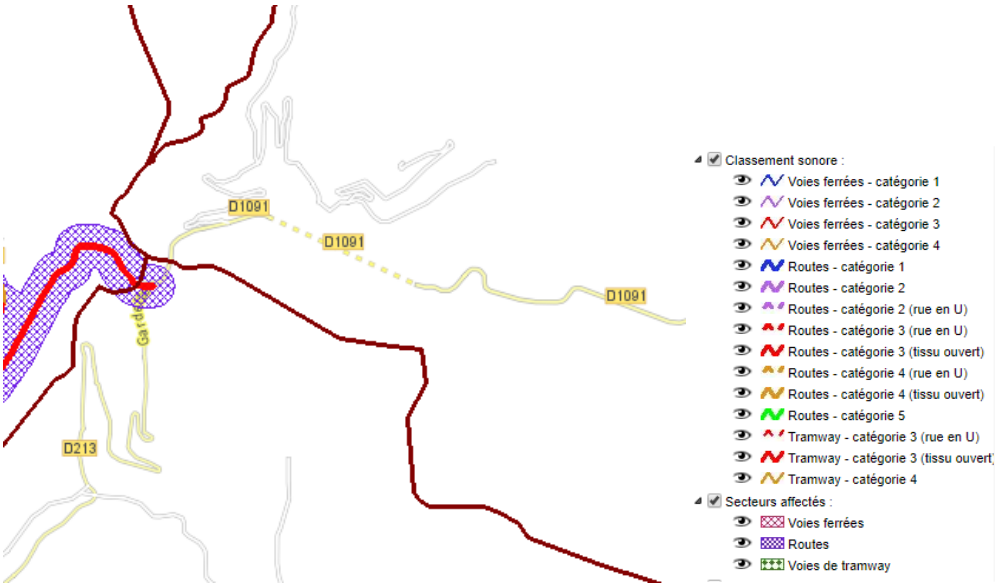
Tableau du classement sonore du réseau routier et incidence sur les règles des bâtiments d'habitation
Sources : Service de l'Etat dans le Rhône

Le règlement du classement sonore des voies, prévu par l'article L571-10 du code de l'environnement, vise à faire en sorte que les nouvelles constructions soient suffisamment insonorisées. Des prescriptions d'isolement acoustique doivent être respectées par les constructeurs. Les bâtiments concernés sont les habitations, les établissements d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les hébergements à caractère touristique.

La RD 1091 est concernée par ce classement d'après l'annexe 1 de l'arrêté susvisé, sur la section entre le village et la Gardette, et sur une largeur affectée par le bruit de part et d'autre de l'infrastructure de 100m.
Sur ce tronçon, et dans les zones concernées, l'arrêté préfectoral du 15 avril 2022 prévoit les prescriptions suivantes :

- Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément à l'article R.571.43 du code de l'environnement.
- Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996.
- Pour les bâtiments d'enseignement, de santé et les hôtels, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les arrêtés du 25 avril 2003.

Toutefois, sur les cartographies interactives actuelles (site national), aucun tronçon n'est identifié sur Mizoen.



Classement sonore des voies ; source : carto.gei-ide.application.developpement-durable.gouv.fr consulté le 03/02/2025

Par ailleurs, au vu du point de début (village) et du point de fin (Gardette), il semble que ce tronçon compte la D25 si l'on va jusqu'au village.

On peut donc penser que le tronçon concernant Mizoen court du croisement entre la RD25 etla RD1091 sous le village, jusqu'à la limite communale avec les Deux-Alpes



Localisation des début et fin du tronçon sonore sur Mizoen ; source : geoportail

Cette cartographie laisse penser que le tronçon qui concerne Mizoen ne touche ainsi aucune zone habitée.

5.3. Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Source : http://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/, consulté le 03/02/2025.

Aucune installation classée pour la protection de l'environnement.

5.4. Sites et sols pollués

Sources : https://www.georisques.gouv.fr/risques/sites-et-sols-pollues/ consulté le 03/02/2025

Aucune pollution des sols, sis et anciens site industriel recensés sur la commune d'après le site georisques.gouv, ni aucune installation industrielle, canalisation de matières dangereuses ou sites installations nucléaires recensées au sein de la commune ou à proximité.

À RETENIR :

Environnement humain

- La construction du barrage a modifié la structure de la commune, qui passe d'une ère agricole à une ère industrielle ;
- Il existe 3 zones urbanisées que sont le village et les hameaux du Singuigneret et des Aymes, ainsi que de nombreuses bâtisses isolées, souvent identifiées comme des chalets d'alpage ;
- En termes architecturaux, on remarque une architecture traditionnelle omniprésente même si bien souvent rénovée ; avec une simplicité de volumes ;
- Le village est implanté sur un éperon rocheux et bénéficie d'une silhouette nette avec une partie développée plus récemment vers la pente, exposée sud ;
- Les hameaux sont en balcon du lac, séparés l'un de l'autre par une bande végétale de 90m constituée essentiellement de prairies ;
- On retrouve une trentaine de bâtis identifiés comme remarquables, essentiellement constitués de bâtisses anciennes ;
- La consommation d'espaces de 2011 à 2021 a été de 0.46ha ;
- Le potentiel constructible identifié dans les parties actuellement urbanisées est de l'ordre de 0.37ha.

Paysage

- La commune se situe dans les paysages ruraux et patrimoniaux, en sous-secteurs « Complexe de l'Alpe d'Huez et des Deux-Alpes », et « Bassin du grand lac et des hautes vallées du Ferrand et de la Romanche » ;
- Sept sites remarquables sont identifiés sur le territoire communal ;
- Les entrées de village et de hameaux ne sont pas clairement identifiables ;
- Des perspectives remarquables sont identifiées par des points de vue sur les sommets et le lac du Chambon.

Energies et nuisances

- La commune est alimentée en eau potable par des captages situés sur la commune de Clavans en Haut Oisans ;
- Les espaces urbanisés de la commune sont en zonage d'assainissement collectif, avec le village qui est relié à la STEP d'Aquavallées, et les hameaux qui possèdent un réseau unitaire avec rejet des effluents en milieu naturel sans prétraitement ;
- L'hydroélectricité constitue l'énergie renouvelable la plus accessible vu la typologie de la commune, qui possède sur son territoire une partie du barrage du Chambon, la centrale hydroélectrique installée au lieu-dit les côtes de Mizoën gérée par GEG et la centrale hydroélectrique du Nid d'aigle sur la Romanche ;
- Les déchets sont gérés par l'intercommunalité ;
- La commune connaît une qualité de l'air correcte;
- La commune est très peu concernée par les nuisances sonores dues à la RD1091 ;
- Aucun site ou sol pollué n'a été recensé sur la commune, ni aucune installation classée pour la protection de l'environnement.

PARTIE 3 : PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT, NOTAMMENT EN MATIERE ECONOMIQUE ET DEMOGRAPHIQUE

CHAPITRE 1 : PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT DEMOGRAPHIQUE

Les perspectives de développement démographiques sont projetées à l'horizon 2035.

1. RAPPEL DES DONNEES DE CADRAGE

Le Chapitre 4 : dynamique démographique, économique et immobilière : analyse comparative de la Partie 1 : diagnostic territorial, permet d'appréhender les dynamiques démographiques et immobilières. Les principales données qui nous intéressent sont les suivantes :

Données démographiques

- Population recensement 2021 : 190 habitants
- Taille moyenne des ménages en 2021 : 2.16
- Taux de croissance annuel moyen observé ces dernières années :

Indicateurs démographiques	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015	2015 à 2021
Variation annuelle moyenne de la population en %	-3,1	0,6	3,3	3,3	1,5	0,2	-0,4

Données logements

- Nombre de logements en 2021 : 162
- Nombre de résidences principales : 88 (soit 54,3%)
- Nombre de résidences secondaires : 67 (soit 41.4%)
- Nombre de logements vacants : 7 (soit 4.3%)

2. POSTULAT

Au vu de la démographie actuelle et des dynamiques récentes observées, et au vu des caractéristiques du parc de logements, afin de déterminer la superficie non bâtie en extension des parties actuellement urbanisées, sont établis les postulats suivants :

- une densité de logements de 15 log/ha, un taux crédible au vu de la densité actuelle observée, et un taux qui correspond aux prescriptions du SCoT arrêté. En revanche, l'élaboration de la carte communale ne permet pas de cadrer la densité des futurs logements;
- une taille des ménages de 2.1 occupants par ménage, au taux crédible au vu du léger déclin continu observé à échelle locale et de manière plus importante nationale;
- le nombre de résidences secondaires ne peut être contraint et une augmentation doit être anticipée.

3. LE POINT MORT DEMOGRAPHIQUE

La notion de « point mort » permet de mesurer à l'horizon 2035 la production de logements qui est nécessaire à la stabilité démographique (en l'absence de croissance de la population et sans pertes). En d'autres mots, le calcul du point mort sert à anticiper le nombre de logements à construire (ou rendu disponibles) à l'horizon 2035 afin de pouvoir loger la population déjà présente sur le territoire en 2021.

Le point mort est calculé sur la base du desserrement attendu de la population, du renouvellement du parc de logements et de l'évolution de la part des logements vacants.

En prenant en compte le desserrement attendu de la population, un taux de logements vacants de 4,3% (similaire à celui actuel) et un taux de renouvellement du parc immobilier négatif du fait de constructions moins nombreuses que l'évolution négative du parc de logements, il sera nécessaire de créer 3 logements pour assurer le maintien de la démographie actuelle sur le territoire à l'horizon 2035.

4. LE SCENARIO RETENU : UN TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN DE +0.5%

Le scénario retenu prévoit un taux de croissance annuel moyen (TCAM) de 0,5 %, qui s'appuie sur le constat que la croissance démographique de Mizoen est en berne du fait de l'application du RNU sur son territoire interdisant toute extension de son enveloppe urbaine. Les dents creuses sont peu nombreuses et n'offrent pas de réelles opportunités de construction.

Ce TCAM amène une augmentation du nombre d'habitants d'environ 14 personnes depuis les données 2021. Eu égard à la taille des ménages retenue, cela revient à produire 7 logements.

En prenant en compte le point mort (+ 3 logements nécessaires), le nombre de nouvelles résidences principales attendues est de 10 auquel on ajoute 6 résidences secondaires en considérant approximativement un maintien de la répartition des taux actuels de résidences principales (55%), de logements vacants (4.3%) et de résidences secondaires (40.7%).

Soit un total de 16 logements supplémentaires attendus jusqu'en 2035.

CHAPITRE 2 : PROJETS D'EQUIPEMENTS ET PREVISIONS DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

La commune ne porte actuellement aucun projet d'équipement majeur de nature à engendrer de fortes variations de population. On note cependant le projet de requalification de certains espaces publics (sécurisation de la traversée et réalisation de parkings) ainsi que de certains bâtiments communaux.

Le « Chapitre 2 : dynamique démographique, économique et immobilière : analyse comparative de la Partie 1 : diagnostic territorial » permet d'appréhender le profil économique de la commune.

Le secteur agricole n'est pas négligeable dans la structuration de la commune. Trente pour cent de sa surface est recensée au registre parcellaire graphique qui reprend les surfaces déclarées par les exploitants agricoles. Un hangar agricole est présent non loin du hameau de Singuigneret. Dans le cadre d'une carte communale, les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole sont autorisées même en dehors de la zone constructible définie, il n'est donc pas nécessaire d'anticiper les projets.

Au moment de l'élaboration de la carte communale la commune n'a connaissance d'aucun autre projet particulier d'activité économique nécessitant la construction de nouveaux locaux sur son territoire.

PARTIE 4 : EXPLICATION DES CHOIX RETENUS POUR LA DELIMITATION DES SECTEURS OU LES CONSTRUCTIONS SONT AUTORISEES

L'article R161-2 du code de l'urbanisme prévoit que le rapport de présentation « […] *Explique les choix retenus, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L. 101-1 et L. 101-2, pour la délimitation des secteurs où les constructions sont autorisées* […] ».

Les perspectives de développement sont explicitées dans la Partie 3 : « Prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ».

Pour rappel, la commune prévoit en matière de développement démographique l'arrivée d'une quinzaine de personnes sur une croissance annuelle moyenne de 0.5%. Toutes les surfaces constructibles sont consacrées uniquement aux besoins en logements.

Compte tenu des caractéristiques du parc de logements, du desserrement des ménages et des tendances passées, il est envisagé la création de 16 logements en tenant compte du fait que le nombre de logements vacants est aujourd'hui d'un niveau satisfaisant, permettant le renouvellement foncier et l'absence d'une tension trop forte sur le marché immobilier, et que ce taux sera maintenu dans la décennie à venir. Ce volume de logements se répartit entre résidence principale (10) et résidences secondaires (6) conformément aux taux actuellement constatés sur la commune.

Pour une densité théorique de l'ordre de 15 logements / ha, il est alors nécessaire de mobiliser un foncier de l'ordre de 1 ha. Pour rappel on retrouve en potentiel de densification 0.37 ha dans les parties actuellement urbanisées.

Ainsi, eu égard aux faibles et insuffisantes opportunités de construction en enveloppe urbaine, aggravé par un phénomène de rétention foncière jouant notamment sur les dents creuses nécessitant des remembrements afin de réunir plusieurs petites parcelles contigües ainsi que sur les divisions parcellaires, il est impératif pour le projet de carte communale de venir en extension de l'enveloppe urbaine actuelle afin d'être en mesure d'accueillir de nouvelles populations (le RNU interdisant l'extension). La rétention urbaine a ainsi été appliquée au cas par cas, considérant les surfaces, le nombre de parcelles concernées, l'état des terrains (jardins, abri etc), et l'accès. Sont ainsi considérées non mobilisables au projet de carte communale, 2 dents creuses qui nécessitent des remembrements parcellaires, présentent un accès complexe et semblent constituer en tout ou partie des jardins de propriétés voisines. Il s'agit des dents creuses suivantes (pour respectivement 723 et 393 m² soit 1100m² au total) :





Pour rappel, compte tenu des caractéristiques de la commune, en particulier du fait que les hameaux des Aymes et de Singuigneret ne seront pas raccordés à une station d'épuration aux normes rapidement, il n'est pas envisagé d'y construire, et les seules possibilités existantes en dents creuses

seront rejetées pour cause d'inadaptation des capacités d'assainissement. Et aucune extension n'est prévue sur ces secteurs. L'ensemble des terrains à construire sera donc concentré au village.

Dans ce contexte, la commune recense environ 0.26 ha de potentiel mobilisable en enveloppe urbaine pour 6 logements. Avec un point mort à 3 logements, les résidences secondaires à prévoir et le souhait d'une légère croissance démographie, la commune doit donc prévoir des secteurs en extensions.

Sur le chef-lieu, la prise en compte des aléas récemment étudiés sur le versant Est du village a permis de ne pas s'étendre trop loin sur ce secteur, sujet aux glissements de terrain et avalanches.

De manière globale les secteurs choisis en extension ne présentent pas d'enjeux écologique ni agricole particulier. Aucune exploitation forestière ni agricole n'a été recensée sur ces différents secteurs.

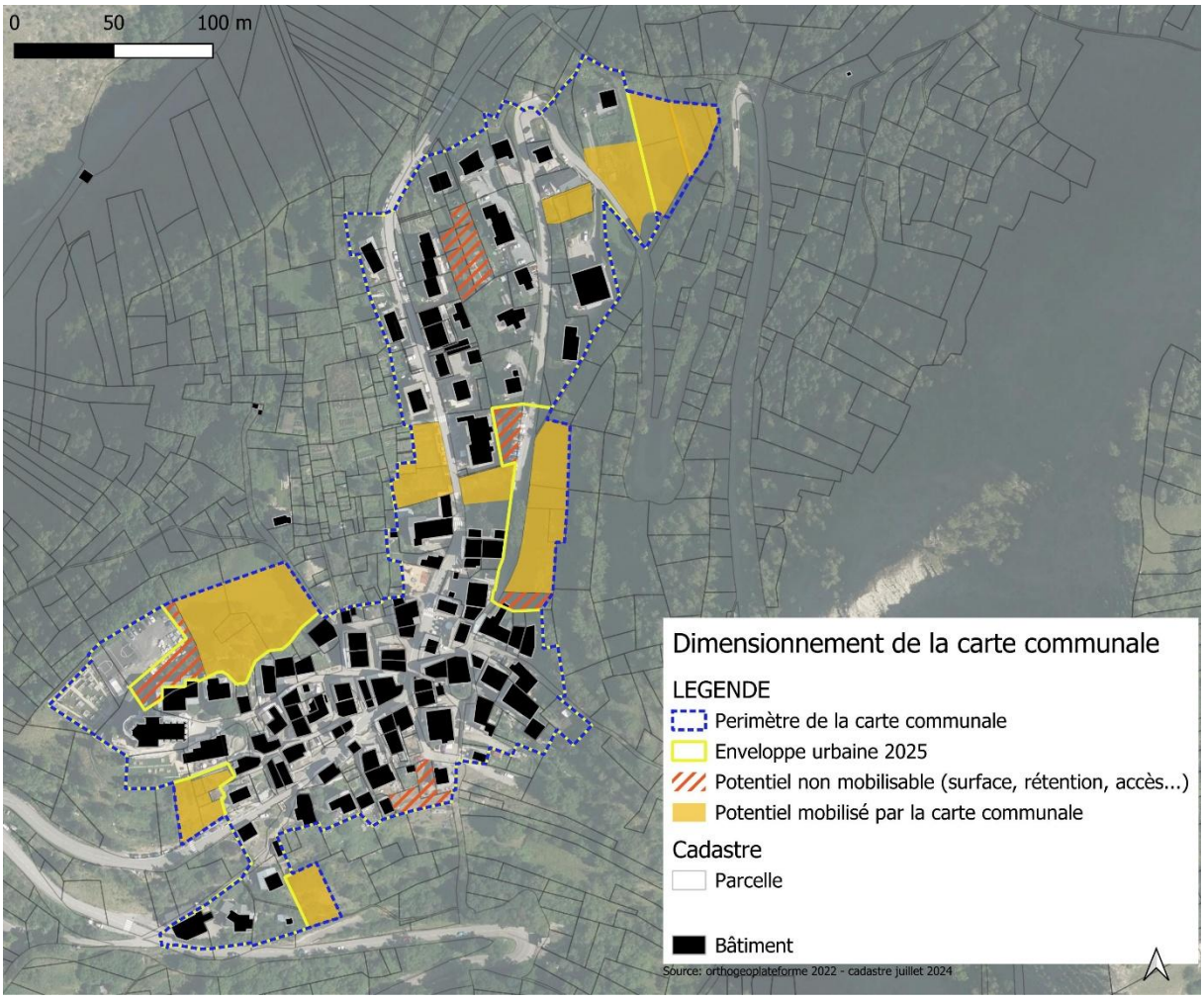
Il est donc choisi de développer le village sur ces extensions après prise en compte de l'ensemble des dents creuses, intégrées dans le calcul des besoins de surfaces eu égard aux perspectives de développement en particulier démographique.

Ces choix permettent, conformément à l'article L101-2 du code de l'urbanisme :

- la lutte contre l'étalement urbain ;
- une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- La diversité des fonctions urbaines et rurales;
- La sécurité et la salubrité publique ;
- La prévention des risques naturels ;
- La protection des milieux naturels et des paysages;
- La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;
- La lutte contre le changement climatique.

Le tableau suivant récapitule le dimensionnement du PLU :

	Surface en ha	Nombre de logements
Densification	0.26	6
Extension pour de l'habitat :	0.7	11
Total	0.96	17



Secteurs concernés par le dimensionnement de la carte communale

PARTIE 5 : LES CHOIX DE LA CARTE COMMUNALE ET SES INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA MANIERE DONT LA CARTE PREND EN COMPTE LE SOUCI DE SA PRESERVATION ET DE SA MISE EN VALEUR.

CHAPITRE 1 : LES PERSPECTIVES DE L'EVOLUTION DE L'ENVIRONNEMENT

1. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR LA CONSOMMATION D'ESPACE

1.1. Adéquation des surfaces consommées avec les objectifs communaux

Les perspectives de développement sont précisées dans la Partie 3 : « Prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ».

Pour rappel, la commune prévoit en matière de développement démographique l'arrivée d'une quinzaine de personnes sur une croissance annuelle moyenne de 0.5% à horizon 2037.
Considérant qu'il n'y a aucun projet structurant de développement économique ou d'équipement, les surfaces constructibles sur ce thème sont nulles. Le reste des surfaces nécessaires au projet de la commune sont donc calculées uniquement en fonction des besoins en logements.
Compte tenu des caractéristiques du parc de logements, du desserrement des ménages et des tendances passées, il est envisagé la création de **16 logements** en tenant compte du fait que le taux de logements vacants est aujourd'hui à un niveau satisfaisant et qu'il est opportun de le maintenir à ce niveau (4,3%). Ainsi le point mort se situe à environ 3 logements, et l'accueil d'une qunizaine de personnes requiert, avec une taille des ménages de 2 personnes, la création de 7 logements. Soit la nécessité de créer a minima 10 logements principaux.
Le volume de logements porojeté se répartit donc entre résidences principales (10) et résidences secondaires (6), en considérant que le taux de celles-ci se maintient.

Pour rappel, le potentiel en densification fait état des disponibilités suivantes :

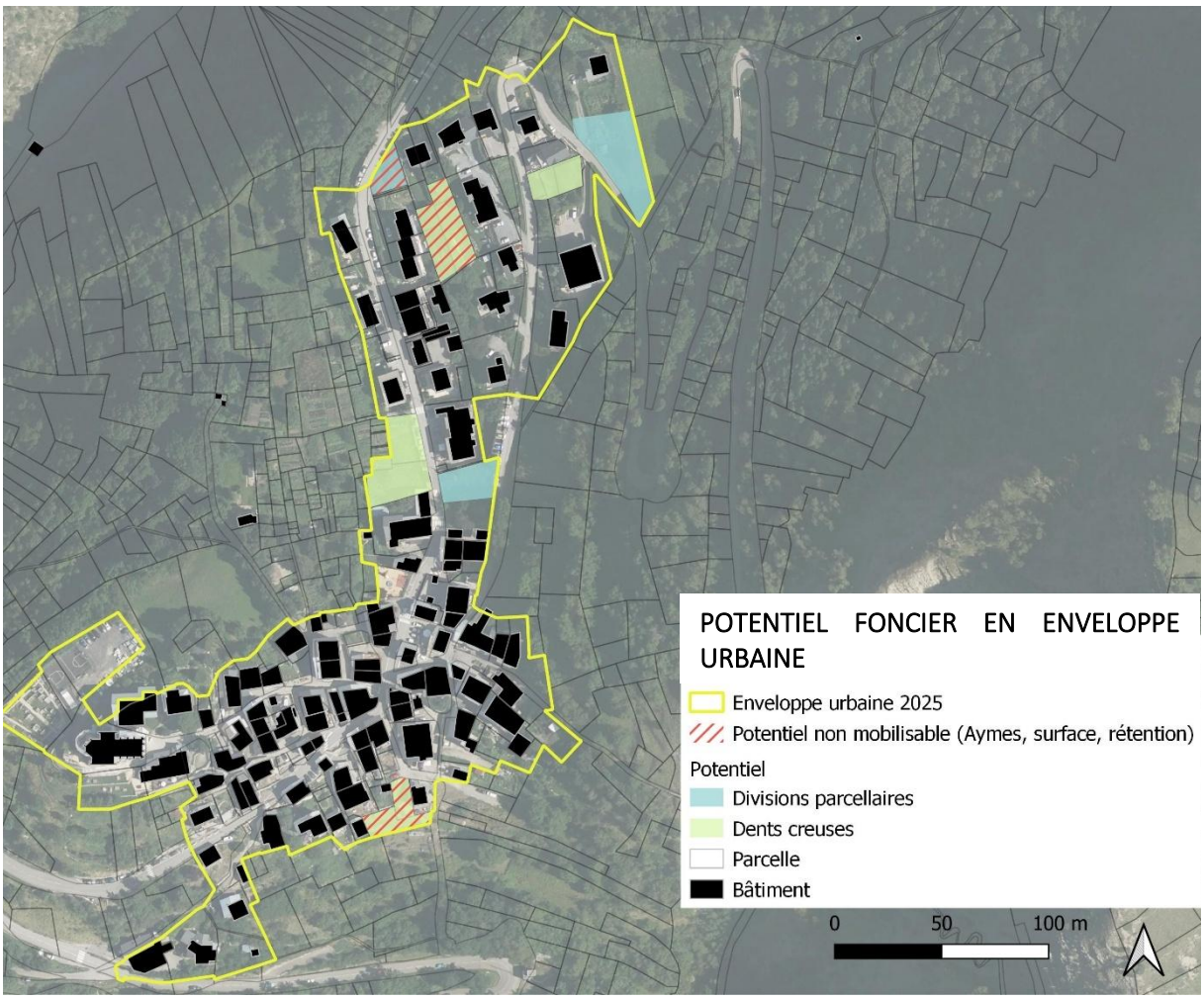
	Surface (en ha)	Non mobilisables	Mobilisable
Dents creuses	0.29	0.06 (Aymes)	0.23
Division parcellaire	0.16	0.023 (surface)	0.14
Total	0.45	0.083	**0.37**

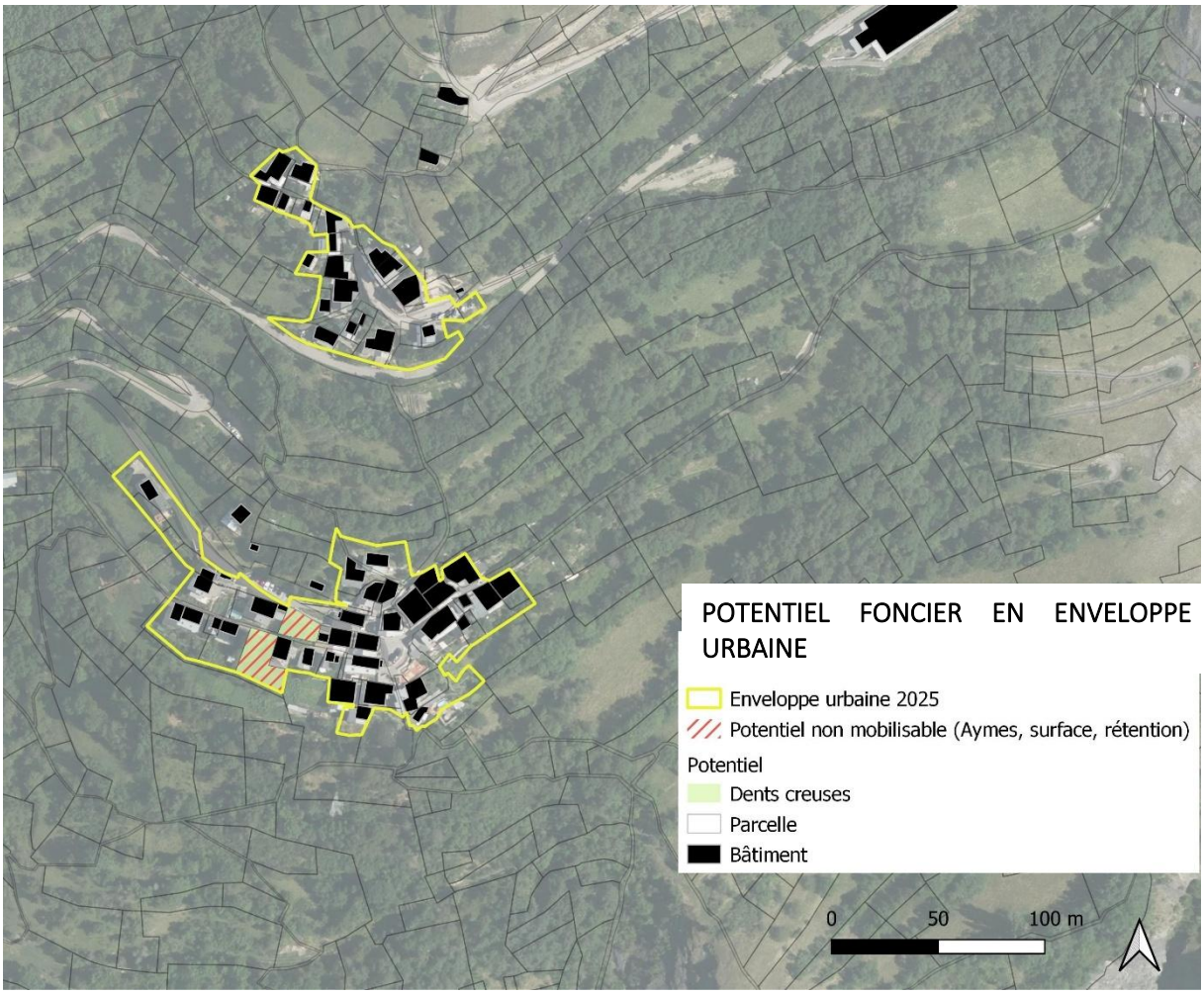
On retrouve en potentiel de densification 0.37ha dans les parties actuellement urbanisées. Sur ces espaces, et sans prendre en compte une rétention foncière, le nombre de logements potentiels estimés équivaut à 7.
Néanmoins le foncier est très morcelé, susceptible de rétention foncière, impliquant que seules des opérations de remembrement (achat amiable de terrain par la collectivité par exemple ou AFUL) pourront développer des formes urbaines plus compactes.
La rétention foncière sur les divisions parcellaires et les dents creuses à remembrer est estimée concerner les 0.11ha de dents creuses (car celles-ci impliqueraient la mobilisation de 3 ou 4 parcelles différentes en création de tènement). Soit une rétention foncière de 30%, et 2 logements. Les divisions foncières, mieux positionnées en termes d'accès et ne nécessitant qu'une division parcellaire, sont toutes maintenues dans le dimensionnement.
Les dents creuses exclues du dimensionnement sont les suivantes :





Dès lors ci-dessous la cartographie de la densification retenue au dimensionnement du projet de carte communale :

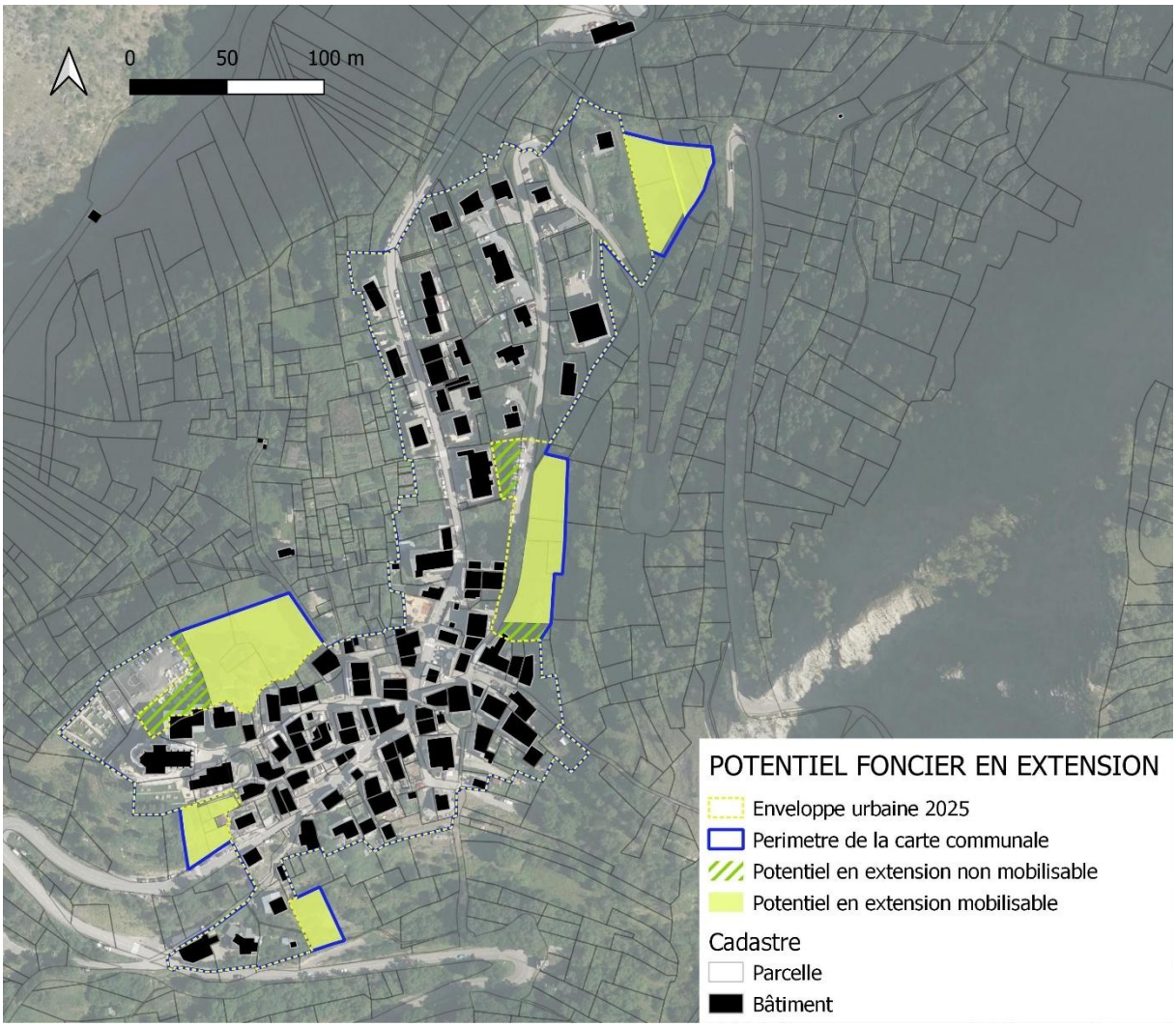




Cela implique alors en cette phase de projet, une densification en enveloppe urbaine potentielle à hauteur de **0.26ha pour 6 logements**.

Dans ce contexte, la commune prévoit certaines zones d'extension, au sein desquuelles certains fonciers sont exclus du dimensionnement soit en raison de leur agencement et des surfaces qu'ils offrent, ne permettant pas d'accueillir une construction, soit en raison d'une traduction des risques les plaçant en zone rouge en principe inconstructible.

Le potentiel mobilisé en extension est le suivant :



Dans ce contexte, le dimensionnement devient le suivant :

	Densification		Extension		Total mobilisable
	Rétention 30%	*Mobilisable*	*Non mobilisable*	*Mobilisable*	
Potentiel en ha	0.11	0.26	0.13	0.7	0.96
Nb de logts		6		11	17

La carte communale prévoit ainsi des extensions de l'enveloppe urbaine de 2024 sur une surface de 0.71ha mobilisables pour une estimation de 11 logements.

Le total du dimensionnement atteint donc moins d'une vingtaine de logements sur 0.96 ha soit une densité de l'ordre de 17lgts /ha.

En conclusion la carte communale identifie une consommation d'espace qui permette l'arrivée d'une quinzaine d'habitants supplémentaires, sur la base d'une densité de logements proche de 17/ha. Au-delà de cette volonté de limiter l'étalement urbain, on peut noter également les risques de rétention foncière auxquels la carte communale pourra être amenée à faire face, et qui n'ont pas impliqué la délimitation de zones constructibles supplémentaires.

Les surfaces consommées sont en adéquation avec les objectifs communaux.

1.2. Bilan de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

La mise en œuvre de la carte communale engendre une consommation d'espaces naturels, agricoles forestiers qui reste limitée au regard de la superficie de la commune (1 ha constructible sur 2000ha de superficie communale).

Afin d'appréhender le plus finement possible l'analyse de la consommation d'espaces engendrée par la carte communale, il est important de préciser la définition de chaque terme :

- Espaces agricoles : sont considérés comme des espaces agricoles les secteurs ayant aujourd'hui une fonction agricole reconnue (et notamment les terrains inscrits au registre parcellaire graphique – RPG), ainsi que les éventuels espaces identifiés comme des jardins cultivés, qui sont donc utilisés à des fins agricoles, mais pour l'autoconsommation ;
- Espaces naturels : ce sont des espaces non urbanisés et non utilisés par l'agriculture.
- Espaces forestiers : ce sont des espaces classés comme tels dans le diagnostic (carte forestière V2).

Pour rappel, dans les parties actuellement urbanisées établies dans l'état initial de l'environnement, 2600 m² de disponibilités foncières mobilisables ont été identifiés. Ainsi sur les 0.96 ha du potentiel mobilisable à la carte communale, 0.26 ha sont en dents creuses et 0.7 ha en extension.

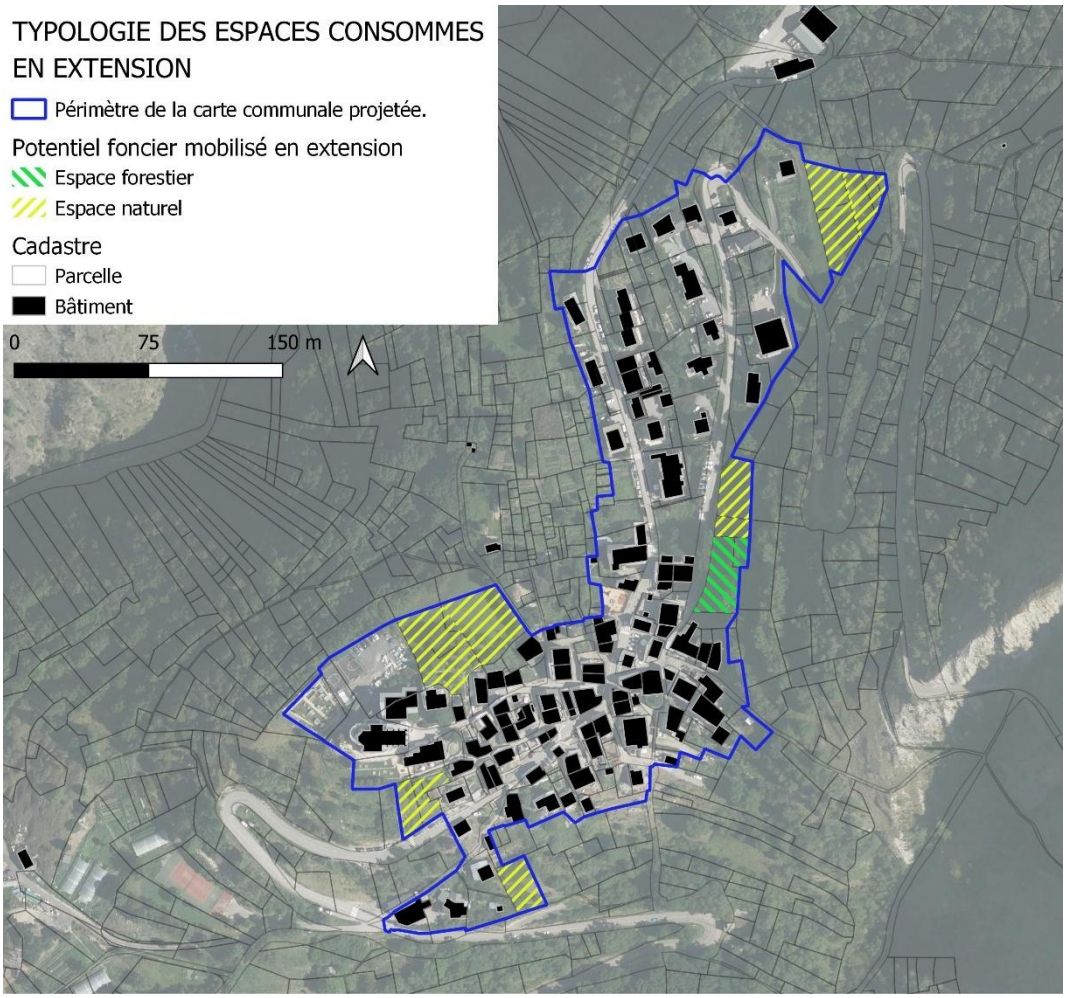
Mais, la notion de consommation d'espace diffère de celle du potentiel mobilisable. En effet, le premier fait état de toutes les disponibilités foncières qui vont permettre au projet de développement de se réaliser. La deuxième fait état des espaces naturels, agricoles et forestiers concernés par ce potentiel mobilisable et engendrant donc une consommation d'espaces. Il s'agit donc d'identifier sur ce potentiel mobilisable quels sont les espaces qui sont naturels, agricoles ou forestiers.

Dans cette analyse, les fichiers fonciers (données MAJIC) recensent l'ensemble de l'enveloppe urbaine comme des espaces urbanisés. C'est-à-dire que tous les espaces situés dans cette enveloppe urbaine ne constituent des espaces ni naturels, ni agricoles, ni forestiers. Par conséquent, le potentiel mobilisable identifié en enveloppe urbaine ne constitue pas une consommation d'espaces naturels, agricoles ou forestiers.

Ainsi les dents creuses et les divisions parcellaires situées en enveloppe urbaine n'engendrent pas de consommation d'espaces. Au total, cela représente 0.26 ha.

Par conséquent, le potentiel mobilisable restant, identifié en dehors de l'enveloppe urbaine et susceptible d'engendrer une consommation d'espace, est de 0.7ha.

En termes de typologie, cette consommation d'espaces se fait majoritairement sur des espaces naturels (0.61ha), et accessoirement sur des espaces forestiers (0.09ha). Aucun espace agricole n'est concerné par le périmètre de carte communale.



1.3. Modération par rapport aux dix dernières années :

La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers constatée sur les dix dernières années (2013-2023) s'élève à 0.4 hectare, soit 400 m² par an.

La consommation passée s'est faite entièrement en dehors des parties actuellement urbanisées, et a représenté 0,4. Or dans la carte communale projetée, le potentiel mobilisable en extension représente 0.7ha. Le projet ne permet donc pas de diminuer la consommation d'espace par rapport aux dix dernières années.

Le projet de PLU s'inscrit néanmoins dans une logique d'optimisation foncière et de maintien du rôle octroyé par le SCoT arrêté (commune la plus peuplée de communes villages du SCoT).

Par ailleur et pour rappel, le SRADDET Auvergne Rhone Alpes est un document intégrateur de la loi ALUR. La carte communale doit être compatible avec les SRADDET. Ainsi, cette compatibilité ayant été démontrée, la carte communale doit être considérée également compatible avec la loi ALUR.

1.4. Inscription dans les objectifs de la loi climat et résilience – ZAN

La loi Climat et Résilience du 22 août 2021 a intégré la lutte contre l'artificialisation des sols. Plus précisément, l'article 191 prévoit que : « Afin d'atteindre l'objectif national d'absence de toute

artificialisation nette des sols en 2050, le rythme de l'artificialisation des sols dans les dix années suivant la promulgation de la présente loi doit être tel que, sur cette période, la consommation totale d'espace observée à l'échelle nationale soit inférieure à la moitié de celle observée sur les dix années précédant cette date ».

La loi Climat et Résilience met en place à l'échelle régionale l'obligation de diviser par 2 (au minimum) la consommation d'espaces future (2021-2031) par rapport à celle de 2011-2021, pour tendre vers le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) des sols à l'horizon 2050.

La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers constatée sur la période 2011-2021 s'élève à 0.4 hectares soit une consommation annuelle de 400m², la totalité en extension de l'enveloppe urbaine de 2011. L'application stricte de la Loi Climat et Résilience impliquerait une division par deux de cette consommation pour la période 2021-2031.

Prévue par l'art. 4 de la loi n° 2023-630 du 20 juillet 2023, modifiant la loi n° 2021-1104 *Climat et résilience* du 22 août 2021 (art. 194 III 3° bis), la garantie de l'ha est envisagée à l'origine comme une garantie « rurale », mais elle bénéficie finalement à toutes les communes. Ainsi, une commune couverte par un PLU(i) (ou un document en tenant lieu ou par une carte communale) prescrit, arrêté ou approuvé avant le 22août 2026 ***«ne peut être privée»*** par l'effet de la déclinaison territoriale des objectifs du ZAN d'une surface minimale de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) évaluée à un hectare pour la 1ère tranche de dix années (soit jusqu'en 2031). La commune ayant lancé sa carte communale avant 2026 (en 2015), elle est donc concernée par cette « garantie » d'1ha de consommation foncière, soit 1 ha en extension.

Dans ce contexte, avec 0.7ha de consommation en extension de l'enveloppe urbaine, la commune respecte l'objectif ZAN et la loi climat et résilience modifiée.

NB : Il est toutefois rappelé que la commune n'a pas l'obligation d'être compatible avec les principes de la loi Climat et Résilience, tant que ces derniers ne sont pas inscrits dans le SRADDET AURA.

2. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES ESPACES NATURELS

2.1. Effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les zonages d'intérêt écologique

L'extension de l'urbanisation en lieu et place des espaces naturels est susceptible de provoquer la dégradation de ces derniers. Les effets de l'urbanisation projetée par la carte communale sur le milieu naturel seront d'autant plus importants que les enjeux environnementaux des secteurs ouverts à la construction sont élevés.



Zonages d'inventaires écologiques et zone constructible

Réalisation : C.Lassalle -Août 2025
Sources : Biodiv'Aura, Fond ortho Google

Carte 12 : zone constructible et zonages d'inventaires écologiques – secteur de Mizoën

Les zones où les constructions sont autorisées (tout secteur) sont entièrement concernées par les zonages :

- ZNIEFF de type 2 : Adrets de la Romanche : ce site concerne en particulier des associations végétales inféodées aux éboulis et escarpements rocheux siliceux secs et ensoleillés, des formations steppiques sub-continentales comprenant des pelouses et des landes sèches. **Aucun de ces milieux n'a été identifié au sein du zonage constructible et le zonage constructible ne remet pas en compte la fonctionnalité de la ZNIEFF.**
- ZNIEFF de type 2 : Massif des Grandes Rousses : ce site se caractérise par un réseau de milieux alpins : forêts d'altitude, pelouses, zones humides, éboulis de haute montagne, etc. **Aucun de ces milieux n'a été identifié au sein du zonage constructible et le zonage constructible ne remet pas en compte la fonctionnalité de la ZNIEFF.**
- ZNIEFF de type 1 « Versant montagneux de la Courbe » : site composé principalement par des milieux rocheux (escarpements, éboulis vifs) présente également une importante mosaïque d'habitats naturels associant prairies sèches, pelouses d'affinité steppique, landes et fruticées

sèches d'adret, secteurs de bocage montagnard à Frêne, Peuplier tremble et Bouleau. **Aucun de ces milieux n'a été identifié au sein du zonage constructible et le zonage constructible ne remet pas en compte la fonctionnalité de la ZNIEFF.**

Aucune zone humide, tourbière ou pelouse sèche connue des différents autres inventaires départementaux n'est concernée par le zonage constructible.
Le zonage constructible n'entraine donc pas d'effets significatifs sur les zones d'inventaires écologiques.

2.2. Effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les habitats naturels

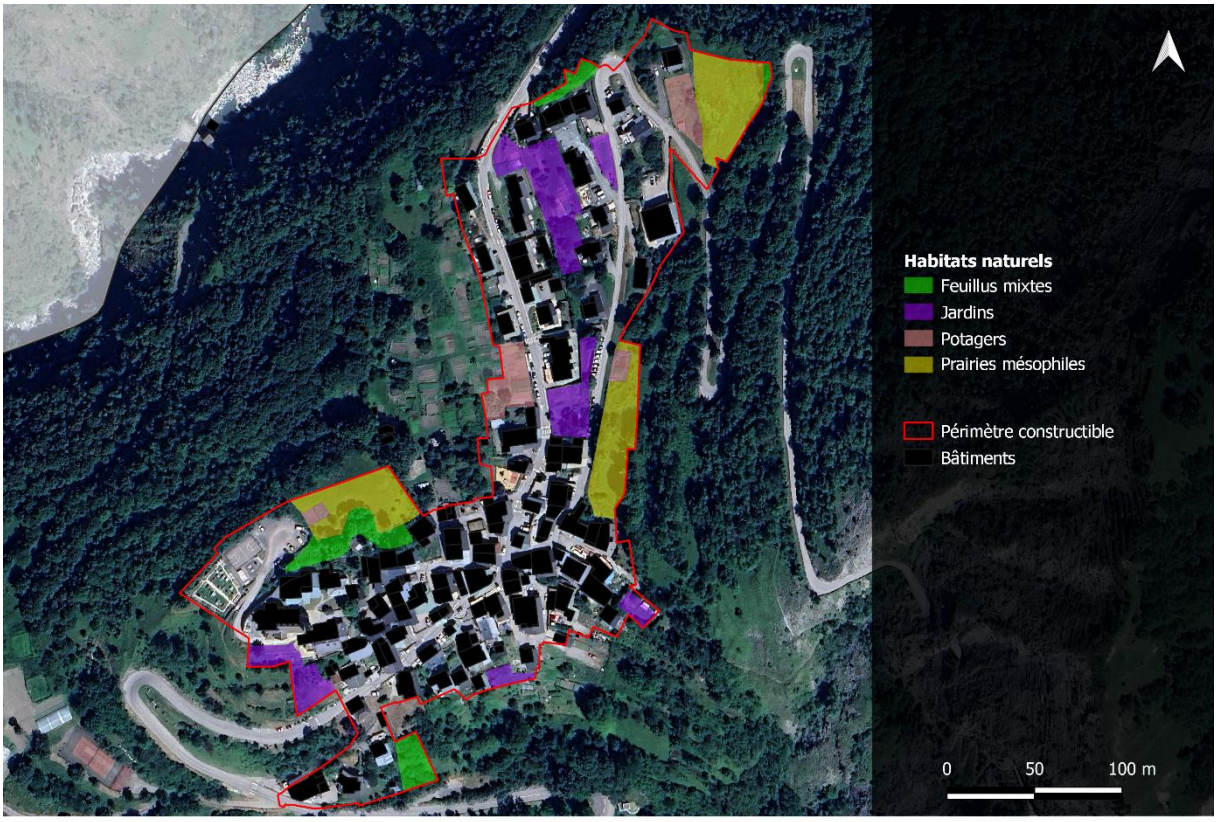
Pour le secteur de Mizoën, **les espaces en milieux naturels sont assez réduits dans la zone constructible** et représentent environ un peu plus d'un hectare (environ 12 300 m²).

Ces espaces se caractérisent par :

- Des prairies de fauche à tendance mésophile, souvent en cours d'abandon ou entretenues de façon jardinées, plutôt en orientation nord ici,
- Des bosquets de feuillus mixtes (Bouleau, Frêne élevé, Peuplier tremble).

Des potagers complètent les espaces de pleine terre de la zone constructible.

Ces milieux ne présentent pas d'enjeux locaux significatifs. Ils peuvent rentrer dans la composition d'une mosaïque d'habitat écologiquement interessante mais au niveau du village de Mizoën, ils sont déjà directement inclus dans un environnement urbanisé.
Les effets de la carte communale sur les espaces naturels sont donc évalués comme non significatifs.



Habitats naturels et zone constructible

Réalisation : C.Lassalle -Août 2025
Sources : Biodiv'Aura, Fond ortho Google

Carte 13 : habitats naturels – zone constructible – secteur de Mizoën

3. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES ESPECES VEGETALES ET ANIMALES

3.1. Espèces patrimoniales

Les espèces patrimoniales sont nombreuses pour la commune et se rencontrent dans des milieux très divers : zones humides, pelouses, milieux rocheux, landes et prairies sèches, ….

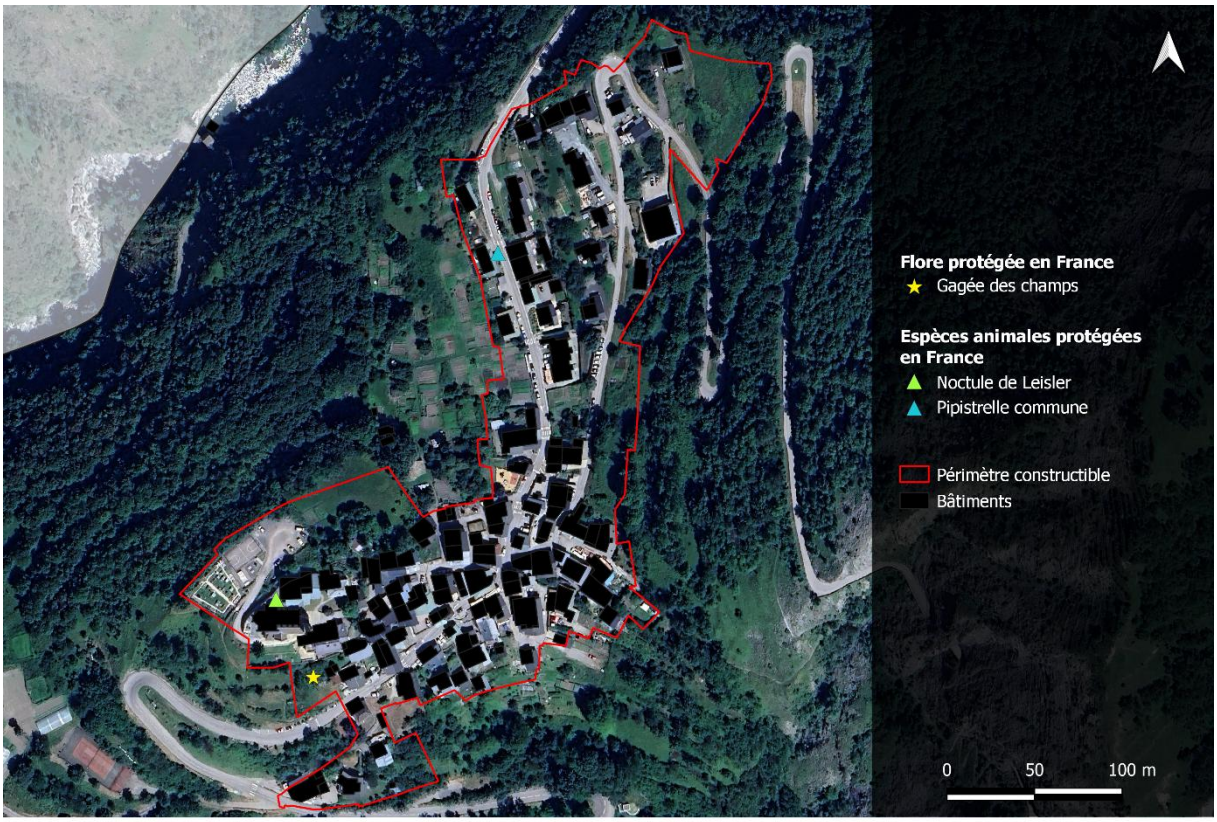
Une espèce végétale, la **Gagée des champs** (*Gagea villosa*) a été observée en 2007 sur une parcelle concernant un jardin (F. Gourgues – Gentiana). Le passage de terrain de 2025 n'a pas permis de statuer sur la présence actuelle de l'espèce (espace privé et période non favorable à l'observation de l'espèce). La parcelle concernée est en partie en friche et les habitats restent peu favorables à l'espèce.

Cette espèce semble peu abondante sur la commune (seulement 2 localisations) et relèvent d'observations anciennes (1993 et 2007). **Les effets du projet de carte communale sur cette espèce sont alors évalués comme réduits pour cette espèce.**

Pour la faune, **deux espèces de chauves-souris** (protégées en France mais sans enjeu particulier de conservation) ont également été identifiées sur le secteur, la Noctule de Leisler en 2009 et la Pipistrelle commune en 2020. D'une manière générale, concernant les chauves-souris, des effets sont possibles sur des gîtes non inventoriés de chiroptères au sein de la zone constructible (démolition ou rénovation de bâtis). Néanmoins, ils ne dépendent pas du projet de carte communale.

Les effets du projet de carte communale sur les espèces animales patrimoniales sont évalués comme réduits.

Les quelques milieux naturels présents au sein de la zone constructible ne sont pas favorables à la présence d'autres espèces patrimoniales, ou peut être seulement en passage ponctuel pour quelques-unes (oiseaux, insectes, chiroptères par exemple).



Carte 14 : espèces végétales et animales protégées et zone constructible

Ainsi, les effets du projet de carte communale sur les espèces floristiques et faunistiques patrimoniales, ainsi que sur la biodiversité d'une façon générale, sont évalués comme réduits à modérés pour la Gagée velue.

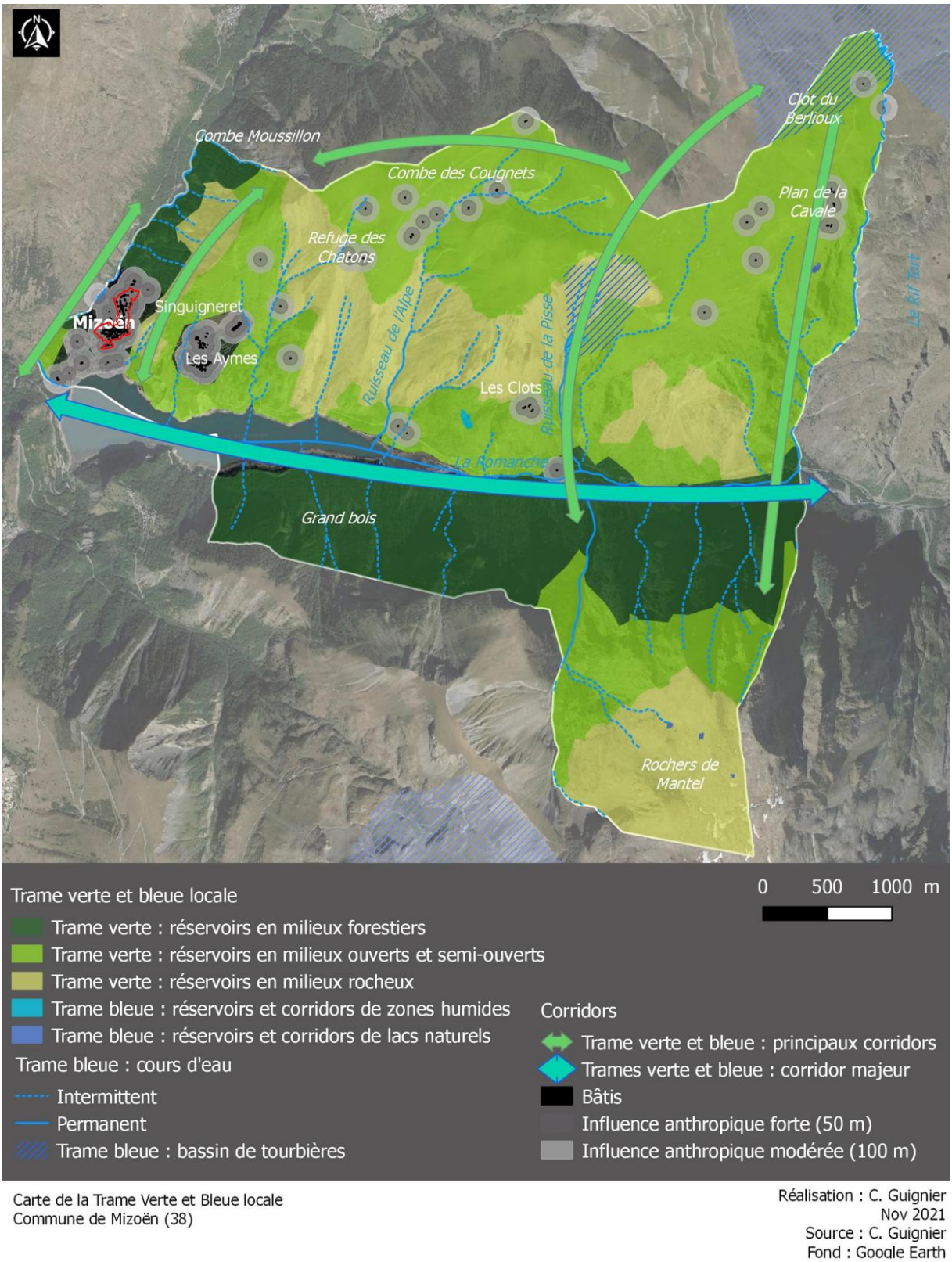
3.2. Espèces exotiques envahissantes

Les effets directs de l'application de la carte communale sur les espèces exotiques envahissantes connues (et notamment l'Ambroisie à feuilles d'armoise, la Conyze du Canada, le Panic capillaire et le Robinier faux-acacia) sont évalués comme non significatifs.

4. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES CONTINUITES ECOLOGIQUES

Aux vues des espaces naturels disponibles sur la commune, présentant d'autant plus une bonne à très bonne qualité écologique, **les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les continuités écologiques sont évalués comme très réduits**. D'autre part, la fonctionnalité existante des principaux corridors identifiés à proximité des zones urbanisées n'est pas remise en cause car ses secteurs sont tenus en dehors des zones constructibles.

Concernant la trame noire, le projet de carte communale n'apporte aucun changement significatif sur ces fonctionnalités.



Carte 15 : zone constructible et TVB locale

En conclusion, les effets de la carte communale sur les fonctionnalités écologiques sont qualifiés de réduits.

5. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR LA RESSOURCE EN EAU

5.1. Alimentation en eau potable

Pour évaluer l'adéquation des ressources aux besoins, nous prendrons les hypothèses suivantes, basées sur le rapport d'étude de 2020 pour certaines données :

- Nombre d'habitants : pour rappel le projet de la commune prévoit d'accueillir 15 habitants permanents supplémentaires par rapport à 2022 et environ 30 en résidences secondaires (6 résidences secondaires supplémentaires sur la base de 5 personnes par logement), soit un total de 45 EH supplémentaires ;
- Nombre de saisonniers : 100 ont été identifiés dans le rapport de 2020 ;
- Volumes consommés en pointe : nous prendrons la valeur de référence moyenne supérieur à celle constatée le 12/08/2018 dans le rapport, à savoir 150L/j/hab ;
- Consommation de Clavans en Oisans : la commune compte une centaine d'habitants en 2018, et en a perdu 13 depuis 2007 ; nous partons du principe qu'elle gardera sur les 10 prochaines années le même nombre d'habitants ;
- Fontaines : nous considérons l'hypothèse incluant les fontaines dans l'analyse des besoins soit 57.8m3/j ;
- ILP : nous prendrons en compte le taux de perte réel (35m3/j) et non celui de l'Agence de l'eau (4m3/j) soit 88.6m3/j de fuites ;

Soit un total d'EH supplémentaires de 45 personnes, ajoutées aux 190 habitants et 100 saisonniers, pour une consommation journalière de 150L/personne.

Le rapport d'étude du SCERCL de 2020 énonce un débit d'exploitation de 346.4m3/j en excédent, soit après soustraction des consommations de Clavans en Oisans, fontaines comprises. Nous allons donc vérifier qu'en consommation de pointe, la ressource est suffisante par rapport aux besoins de Mizoen.

L'analyse de l'adéquation des ressources par rapport aux besoins en repartant du tableau de SCERCL présenté en diagnostic, peut donc être formulée ainsi :

Analyse besoins/ressources	235 habitants	100 saisonniers	Fuites	Fontaines	Gros bétail	Bâtiments communaux
Consommation (m3/j)	35.25	15	88.6	57.8	7	0.1
Sous total	203.75 m3/j					
Débit d'exploitation	346,4 m3/j					
Bilan ressource - besoins	142,7 m3/j					
Taux d'utilisation de la ressource	59% - Excédentaire					

5.2. Assainissement

Le village est relié à la station d'épuration d'Aquavallées qui gère les eaux usées de 13 communes de l'Oisans pour une capacité de 86 000EH.

Les communes concernées sont l'Alpe d'Huez, Bourg d'Oisans, Auris, Allemont, Oz, Vaujany, La Garde, Villard Reculas, Les Deux-Alpes, Le Freney, Mizoen, Besse et Clavans.

En 2018, la population totale de ces communes représentait 8962 habitants. L'extension de la STEP en 2019 pour passer de 61 000 à 86 000Eh avait pour objectif de traiter les effluents de 25 000 lits supplémentaires.

Avec l'arrivée de Mizoen qui s'est raccordée suite à cette extension, et ses 45 Eh supplémentaires (résidents principaux et résidents secondaires), on peut considérer que cela n'est pas de nature à impacter la qualité de traitement des eaux usées de la STEP.

Si l'on essaie de pousser le raisonnement plus avant en s'attachant à prévoir le développement total subit par la STEP, on s'appuie sur les données ci-dessous reprises des analyses et évaluations environnementales du SCoT CCO en cours, seules permettant d'analyser de manière globale et en totalité les futurs besoins de l'intercommunalité confrontés aux capacités de sa STEP intercommunale. « Pour l'exercice 2024, les indices globaux de conformité « équipement » et « performance » des ouvrages d'épuration du territoire intercommunal sont de 100. Pour ce qui concerne la station principale du territoire (Aquavallées), sur la base des données de bilan de l'année 2024 (qui peuvent être prises comme référence, puisqu'après une mise en service de la station rénovée en 2019, des années 2020 et2021 particulières du fait du COVID, les années 2022, 2023 et 2024 présentent une stabilité en termes de charges), les charges entrantes sont assez éloignées des charges maximales admissibles tant du point de vue de la charge hydraulique (le débit moyen arrivant à la station représente 61% du débit de référence retenu par la Police de l'eau) que du point de vue de la charge polluante. Le projet du SCoT prévoit une augmentation maximale de 4 845 habitants à horizon 2045. En termes de gestion des eaux usées, cette population prospective supplémentaire sera raccordée à 93% sur la station d'épuration Aquavallées. Aussi, il est étudié plus en détail l'impact de cette augmentation sur le système de traitement. En faisant l'hypothèse d'une proportionnalité en fonction de la population supplémentaire, le tableau ci-dessous montre que les charges de pollution extrapolées sont encore bien inférieures aux charges maximales admissibles, ce qui montre que la station Aquavallées sera en mesure de traiter les effluents supplémentaires.

Système d'assainissement	Population maximale actuelle	Population maximale 2045	Charge DBO5 maximale extrapolée pour 2045 / capacité nominale (en kg/jr)	Charge DCO maximale extrapolée pour 2045 / capacité nominale (en kg/jr)	Charge MeS maximale extrapolée pour 2045 / capacité nominale (en kg/jr)	Charge NTK maximale extrapolée pour 2045 / capacité nominale (en kg/jr)	Charge Pt maximale extrapolée pour 2045 / capacité nominale (en kg/jr)
STEU Aquavallées	94545	99030	3742/5160	9807/11180	4701/5160	978/1118	117/155

En termes de planification, le SACO lance un nouveau schéma directeur d'assainissement (à compter d'octobre 2025 et pour une durée d'étude de 19 mois), qui permettra d'actualiser l'état des lieux des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées et de définir un programme pluriannuel d'investissements pour la décennie suivante. » Le PLU de la commune étant compatible avec le SCoT, le projet communal entre dans les prévisions de celui-ci.

Pour les hameaux de Singuigneret et des Aymes, en assainissement collectif mais avec rejet des eaux dans le milieu naturel, seules 3 parcelles représentant potentiellement 3 habitations sont concernées en dent creuse sur le hameau des Aymes. Ces parcelles sont déjà en partie urbanisée, mais elle ne sont pas constructible puisque n'intègrent pas le périmètre de la carte communale, contrairement au régime du RNU où elles serient constructibles.

6. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES PAYSAGES

Les enjeux identifiés sur le volet paysage sont les suivants :

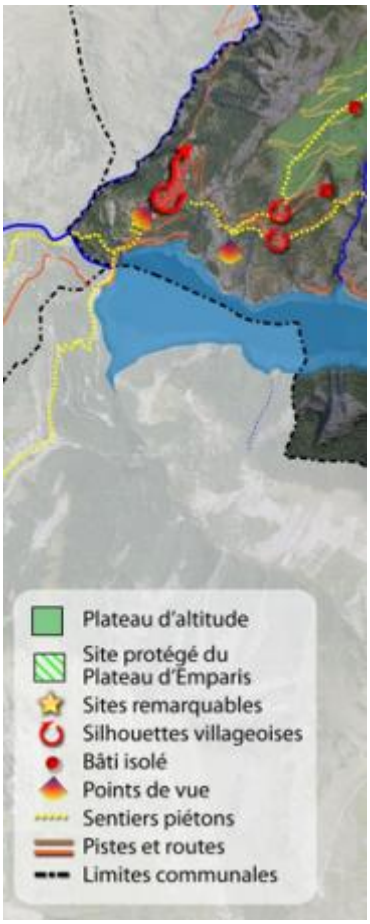
- Préservation du paysage du plateau d'altitude ;
- Valorisation, respect et entretien des sites remarquables ;
- Maîtrise de l'évolution des silhouettes villageoises et économie de l'espace ;
- Préservation des parcelles agricoles autour des villages ;
- Entretien et mise en valeur des grandes perspectives visuelles ;
- Aménagement des espaces publics des villages pour offrir un meilleur cadre de vie ;
- Valorisation et préservation du patrimoine architectural ancien (chalets et villages) ;
- Entretien des sentiers de randonnées, vecteurs de la découverte du patrimoine paysager.

La carte communale, en intégrant des zones d'extension du village à l'est et au sud de celui-ci, ne vient potentiellement impacter que la question de la silhouette de ce dernier.

Les grands paysages et la question de la préservation du patrimoine bâti ne relèvent pas de la carte communale qui n'impacte pas les premiers et ne peut règlementer les seconds.

Le périmètre de la carte communale ne vient pas impacter le plateau d'altitude qui reste donc soumis aux règles du RNU, comme en l'état.

Les grandes perspectives visuelles ne peuvent être réellement valorisée par une carte communale, mais pour celles qui sont tournées vers les silhouettes villageoises, on peut noter que d'après la carte de l'Etat initial de l'environnement, les silhouettes villageoises à protéger sont celles cartographiées ci-dessous La silhouette du village semble devoir être préservée sur ses versants sud, ouest et nord ouest. Le SCoT semble de son côté s'attacher davantage au versant Sud de la silhouette villageoise.



Dans ce contexte, au regard des extensions envisagées :

- L'extension en partie Est paraît libre de tout enjeu paysager. Néanmoins elle est marquée par un espace forestier permettant d'absorber ce versant urbain. Ce boisement n'est impacté qu'en partie et le restant permet de conserver cette esthétique visuelle.
- L'extension en partie ouest va permettre de conjurer l'urbanisation peu paysagère existante au niveau du parking et du city stade, en même temps que de redéssiner un pourtour urbain plus cohérent face à l'excroissance existante.
- Les deux secteurs d'extension au sud viennent enrichir le paysage d'arrivée et d'entrée de ville. Ces secteurs destinés à accueillir chacun 1 logement ne semblent pas de nature à impacter massivement le paysage proche ou lointain.
- Enfin le secteur ouvert au nord est, cumulé à la division parcellaire retenue sur la parcelle directement contigüe en enveloppe urbaine, s'inscrit en continuité de ce qui a déjà été autorisé et vient combler un secteur qui pourrait laisser une impression « d'isolement » par rapport au reste du village.
- Les jardins potagers sur l'ouest du village sont globalement préservés excepté sur 2 parcelles venant combler le trou visuel existant dans l'urbanisation et recréer une linéarité urbaine faisant écran entre la route et les jardins.

L'impact de la carte communale sur le paysage apparaît donc relativement faible voire potentiellement positif sur la silhouette du village qui connaît des anfractuosités. Le redessinement des pourtours et le comblement des dents creuses viendront offrir une meilleure lisbilité urbaine favorable à une lecture facile et cohérente du paysage.

7. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR LES DECHETS

La production de déchets devrait logiquement augmenter avec la croissance démographique prévue dans les prochaines années. Pour rappel, la croissance démographique envisagée est d'une vingtaine d'habitants supplémentaires à l'horizon 2032.

Selon l'ADEME, 1 habitant produit environ 370 kg de déchets ménagers par an. Soit globalement 1kg /jour. Si l'on applique ce ratio aux objectifs de Mizoen, cela fait ressortir que

- 6290 kg supplémentaires annuels sont à prévoir pour la population permanente nouvelle (17 habitants)
- 5950 kg supplémentaires annuels pour la population de résidences secondaires sur la base d'une l'hypothèse forte suivante : cette population resterait environ 170 jours par an sur la commune soit la moitié de l'année

Soit au total 12 240 kg de déchets supplémentaires.

La CCO a collecté en 2020, 6236 tonnes de déchets ménagers.

Ainsi, les incidences de la mise en œuvre de la carte communale sur le traitement des déchets doit être qualifiée de très faible puisqu'elle représente 0.0001% du tonnage total de la CCO. Par ailleurs l'urbanisation reste compacte autour des points de collectes existants ce qui facilitent la récupération des déchets supplémentaires.

8. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR LA POLLUTION DE L'AIR

D'après le site « atmo-auvergnerhônealpes.fr, la qualité de l'air est jugée correcte sur la commune de Mizoen. Il est constaté des pics de pollution à l'O3, qui apparaissentt du fait des rejets automobiles ou industriels.

Le projet communal ne prévoit pas l'implantation d'entreprises ou d'industries polluantes susceptibles de porter atteinte à la qualité de l'air et d'augmenter sensiblement les émissions de gaz à effet de serre.

L'augmentation de la population prévue dans les prochaines années implique nécessairement une augmentation du nombre de déplacements. Ces transformations contribuent à accroître la demande énergétique et les émissions de gaz à effet de serre qui leur sont liées, dans des proportions qui ne sont toutefois pas de nature à influer significativement sur le changement climatique qui s'étudie en réalité à une échelle bien plus large que celle de la commune. A son modeste niveau, si le volume de véhicules sera par nature légèrement plus élevé, les distance ne le seront que très faiblement étant donnée l'urbanisation concentrée sur le village et en continuité urbaine, impossible sur les hameaux.

9. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR LA POLLUTION DES SOLS ET SOUS-SOLS

Aucune construction, ni aucun projet prévu dans le cadre de la carte communale n'est susceptible d'induire une pollution du sol ou du sous-sol. La constructibilité des parcelles sur le hameau des Aymes est déjà actée par le règlement national d'urbanisme. Par ailleurs la commune travaille sur cette problématique afin de mettre en place le traitement des eaux usées de ces hameaux.

Les captages se situent sur la commune de Clavans, la carte communale de Mizoen n'a donc pas d'impact sur leur protection.

La carte communale n'a ainsi pas d'effets sur la pollution des sols et du sous-sol.

10. LES EFFETS DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR LA POLLUTION SONORE

Aucune nuisance sonore n'a été identifiée sur la commune. Il est estimé que la mise en œuvre de la carte communale révisée ne devrait pas avoir d'effets significatifs sur la pollution sonore.

CHAPITRE 2 : LES INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA CARTE COMMUNALE SUR L'ENVIRONNEMENT

1. EVALUATION DES INCIDENCES SUR LES HABITATS NATURELS ET LES ESPECES

L'évaluation du projet de carte communale sur les milieux naturels et les espèces intègre les notions d'habitats naturels (dont valeur patrimoniale), d'espèces (dont espèces patrimoniales) et de diversité spécifique, d'habitats d'espèces, de fonctionnalité.

L'évaluation est conduite sur les habitats, les espèces ou les fonctionnalités pour lesquels un effet a été identifié (voir précédemment).

Principaux enjeux du territoire	Incidences de l'application de la carte communale	Evaluation des effets de la carte communale au niveau du territoire
Pelouses et landes sèches	Milieux non concernés par la zone constructible. Pas d'effet indirect pour les zones humides identifiées.	Nul à très réduits
Pelouses alpines		
Zones humides		
Milieux rocheux		
Espèces patrimoniales : faune et flore	Concernant les espèces végétales, la Gagée des champs a été notée en 2007 au sein de la zone constructible. Les effets peuvent être localement modérés pour cette espèce en dehors de la parcelle concernée. Les milieux naturels au sein de la zone constructible restent toutefois peu favorables à la présence d'espèces végétales et animales patrimoniales. Quelques animaux patrimoniaux peuvent se rencontrer en déplacement ponctuel au sein de la zone constructible notamment des chiroptères tels que la Noctule de Leisler et la Pipistrelle commune (mais également oiseaux et insectes) mais aucun effet significatif n'est attendu.	Réduits à modérés
Enjeux de biodiversité	Préservation globale d'un vaste territoire favorable au maintien d'une biodiversité en état de conservation favorable. La carte communale ne remet pas en compte la bonne fonctionnalité écologique du territoire.	Nul à très réduits

Ainsi, d'une façon générale, les enjeux de biodiversité, importants pour cette commune, sont pris en compte et les effets négatifs ont été évités :

- Evitement des zones de pelouses sèches et des anciennes terrasses agraires,
- Evitement des zones de corridors écologiques identifiés,
- Zones humides non concernées directement ou indirectement par l'urbanisation.

Les effets apparaissent comme non significatifs à l'échelle du territoire et sa qualité écologique n'est pas remise en cause.

2. EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

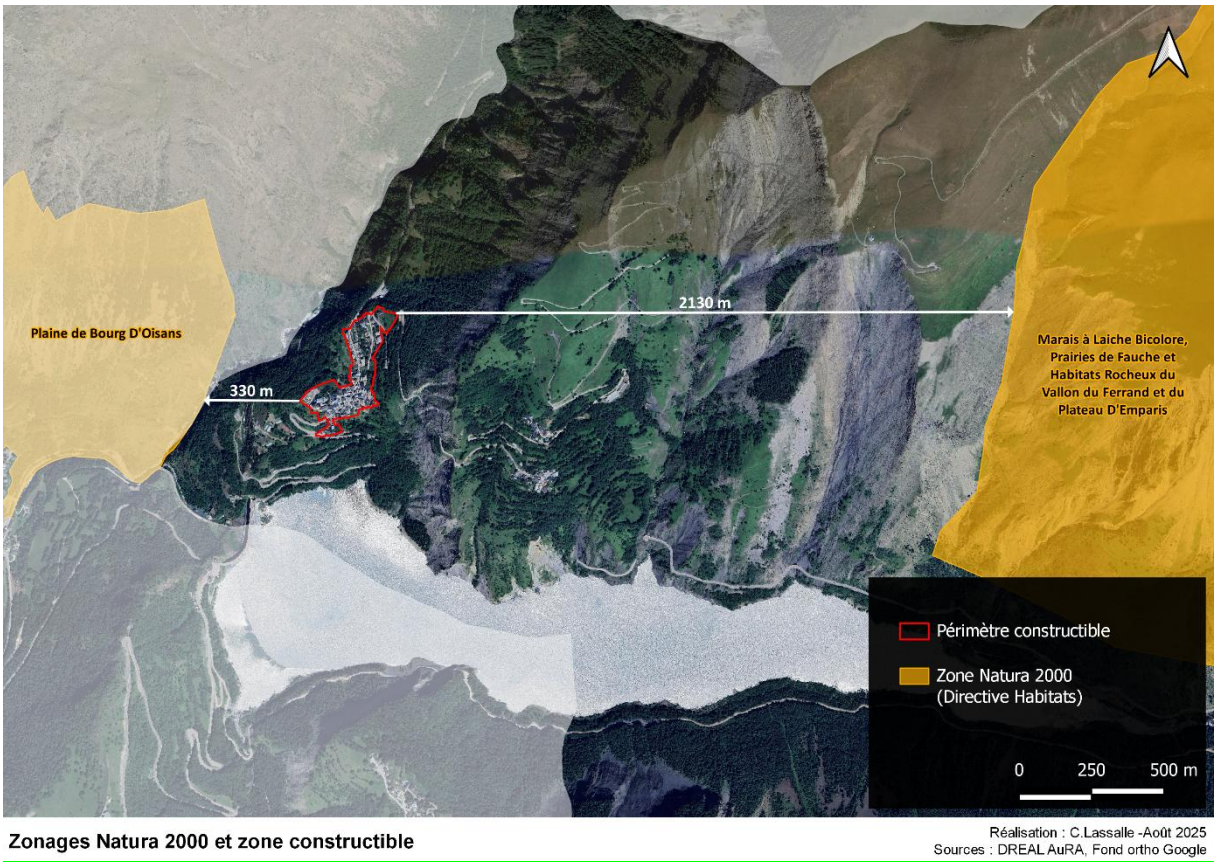
La commune de Mizoën est directement concernée par 1 site Natura 2000 de la Directive Habitat « Marais à Laîche bicolore, prairies de fauche et habitats rocheux du vallon du Ferrand et du Plateau d'Emparis » et se localise à proximité directe du site Natura 2000 (ZSC) « Plaine de Bourg d'Oisans ». (Aucun site Natura 2000 de la Directive Oiseaux).

Aucun de ces sites Natura 2000 n'est directement concerné par la zone constructible de la carte communale de Mizoën.

Nom	Surface totale	Surface commune	Distance au plus près de la zone constructible	Caractères principaux - particularités
ZSC Marais à Laîche bicolore, prairies de fauche et habitats rocheux du vallon du Ferrand et du Plateau d'Emparis	2 412 ha	762,6 ha	2130 m	La situation géographique du site, sa diversité géologique, ses altitudes élevées ont favorisé l'extension d'une flore alpine très riche. De beaux amas de tuf et plusieurs zones de tourbières constituent un intérêt certain. Les marais à Laiche bicolore du Vallon du Ferrand et du Rif tord représentent les joyaux du site, puisque ce sont les seules stations de Laiche bicolore et d'Avoine odorante du département de l'Isère. Les habitats de tuffières et les versants méridionaux couverts de végétation steppique (station de lavande) complètent la richesse de cet ensemble et en font un site remarquable. **18 habitats d'intérêt communautaire dont 3 prioritaires, 3 espèces animales d'intérêt communautaire.**
ZSC Plaine de Bourg d'Oisans	3473 ha	En bordure des limites communales, à l'ouest	330 m	Plaine issue du comblement d'un lac, située sur le cours moyen de la Romanche, constituant un hydrosystème remarquable : ensemble remarquable de sources, résurgences, fossés, chenaux, mares, prairies humides et boisements humides. On retrouve des alluvions torrentielles où pousse le Trèfle saxatile, les coteaux steppiques, les nombreuses prairies de fauche fleuries et riches en insectes, les boisements humides qui occupent la plaine, en particulier autour du marais de Vieille Morte, et où l'on trouve encore de rares crapauds Sonneur à ventre jaune. Le site compte **26 habitats, 8 espèces animales** (dont 3 espèces de chauves-souris) et **2 espèces végétales** (le Trèfle des rochers et le Sabot de Vénus) **d'intérêt communautaire.**

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages et de leurs habitats. La mise en place de ce réseau s'appuie sur l'application des Directives européennes Oiseaux (ZPS ou Zone de Protection Spéciale) et Habitats (ZSC Zone Spéciale de Conservation ou SIC Site d'Importance Communautaire). Les sites Natura 2000 bénéficient d'un cadrage réglementaire. En France, chaque site est géré par un gestionnaire qui nomme ensuite un opérateur chargé d'animer un comité de pilotage, de réaliser le document de gestion du site (DOCOB) et de le faire appliquer.

L'évaluation des incidences a pour but de vérifier la compatibilité du PLU avec les objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000. Plus précisément, il convient de déterminer si le projet peut avoir un effet significatif sur les habitats et les espèces végétales et animales ayant justifié la désignation du site Natura 2000.



Carte 16 : zonage de la carte communale et sites Natura 2000

2.1. Rappel des enjeux des sites Natura 2000

« Marais à Laîche bicolore, prairies de fauche et habitats rocheux du vallon du Ferrand et du Plateau d'Emparis »

Le site présente une flore alpine très riche et des milieux humides, notamment des tourbières, remarquables dont le marais à Laîche bicolore du Vallon du Ferrand et du Rif Tort est un joyau. Les tuffières et les habitats naturels de végétation steppique (station de lavande) complètent la richesse du site.

L'activité humaine permet ici le maintien de prairies de fauche à des altitudes élevées et le pâturage extensif entretien les marais et les pelouses.

Espèces végétales en annexe II de la Directive Habitats présentent sur le site : Aucune.

Espèces animales en annexe II de la Directive Habitats présentent sur le site : Petit Murin (chauve-souris), Damier de la succise (papillon), Loup gris (mammifère).

Les plus grandes vulnérabilités du site sont l'intensification locale du pastoralisme, le risque d'abandon de la fauche, l'accroissement de la fréquentation touristique.

Les principaux objectifs de conservation sont :

- Objectif 1 : Préserver les milieux humides et aquatiques et leurs espèces associées
- Objectif 2 : Restaurer et préserver les landes et pelouses steppiques
- Objectif 3 : Concilier le développement d'activités avec le maintien des habitats et des espèces d'intérêt communautaire, des espèces patrimoniales et/ou des espèces menacées du site
- Objectif 4 : Préserver et/ou améliorer la qualité des habitats pastoraux (landes, pelouses)
- Objectif 5 : Maintenir les superficies de landes, de mégaphorbiaies et fourrés de saules ainsi que les mosaïques d'habitats.

« Plaine de Bourg d'Oisans »

Le site concerne la plaine de Bourg d'Oisans, zone alluviale à l'hydrosystème remarquable, et ses coteaux, en adrets, avec une végétation typique des zones arides ou steppiques des vallées alpines internes. Cette mosaïque d'habitats est favorable au développement d'une biodiversité exceptionnelle.

Les problèmes et les menaces les plus notables du site sont la dégradation de la qualité des eaux superficielles et souterraines, la perturbation de la dynamique de la Romanche, la dégradation des forêts riveraines, la dynamique des plantes invasives, la fermeture des milieux steppiques en raison de la déprise agricole, les projets de gravières sur les alluvions torrentielles du Vénéon.

Espèces végétales en annexe II de la Directive Habitats présentent sur le site : Trèfle des rochers et Sabot de Venus.

Espèces animales en annexe II de la Directive Habitats présentent sur le site : Petit Murin, Murin à oreilles échancrées et Grand Murin (chauves-souris), Sonneur à ventre jaune (amphibiens), Chabot (poisson), Ecrevisse à pattes blanches (crustacé), Isabelle (papillon de nuit), Ecaille chinée (papillon).

Les principaux objectifs de conservation sont :

- Maintien ou restauration des pelouses sèches des coteaux calcaires,
- Conservation des habitats de rivières alpines,
- Conservation des habitats de rivières des étages planitiaire à montagnard,
- Retour à une forêt alluviale à espèces feuillues uniquement,
- Mise en place de mesures pour la conservation des Grand et Petit Murin et de leurs habitats,
- Mise en place de mesures pour la conservation du Sonneur à ventre jaune et de ses habitats,
- Mesures pour la conservation du Sabot de Venus,
- Réalisation de chantier d'élimination des plantes invasives,
- Mise en place de la signalétique Natura 2000.

2.2. Application de la carte communale sur les sites et le réseau Natura 2000

Les sites Natura 2000 ne sont pas directement concernés par la zone constructible de la carte communale.

Aucun habitat d'intérêt communautaire n'a été identifié au sein de la zone constructible.

Aucune espèce animale ou végétale en annexe 2 de la Directive Habitat n'est connue au sein de la zone constructible.

Le projet de carte communal ne remet pas en cause les fonctionnalités écologiques existantes au sein des sites Natura 2000, ni même entre les sites ou entre des habitats pouvant servir de corridors pour des espèces d'intérêt communautaire.

Des effets possibles sur des gîtes non inventoriés de chiroptères subsistent (démolition ou rénovation de bâtis). Néanmoins, ils ne dépendent pas du projet de carte communale.

Ainsi, aucune incidence significative au titre de Natura 2000 n'est attendue suite à la réalisation du projet de carte communale.

2.3. Mesures complémentaires prises pour éviter et réduire les incidences sur les sites Natura 2000

Aucune mesure d'évitement ou de réduction complémentaire n'est évaluée comme nécessaire dans le cadre du projet de carte communale.

CHAPITRE 3 : LES MOTIFS DE LA DELIMITATION DES SECTEURS AU REGARD NOTAMMENT DES OBJECTIFS DE PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Les enjeux écologiques ont été pris en compte lors de la délimitation des secteurs constructibles. Ceux-ci sont détaillés dans la Partie 2 : Etat initial de l'environnement, Chapitre 1:, « 3. Analyse écologique du territoire ».

Les motifs de la délimitation des secteurs ont été détaillés dans la Partie 4 : « Explication des choix retenus ».

La commune étant soumise à la loi Montagne, l'extension de l'urbanisation doit être réalisée en continuité des bourgs, villages, hameaux, groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants, sauf dérogation.

Les zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) couvre l'intégralité des secteurs urbanisés. Néanmoins l'analyse écologique a permis de dégager qu'aucun des milieux à l'origine du classement de la zone en ZNIEFF n'est présent au sein du zonage constructible et le zonage constructible ne remet en cause la fonctionnalité d'aucune ZNIEFF.

Les milieux naturels concernés par l'extension des zones constructibles prévue à la carte communale ne sont pas significatifs.

Ls zones constructibles sont tenues en dehors des continuités écologiques identifiées par l'analyse écologique.

Pour ce qui concerne le réseau Natura 2000 le projet de carte communal ne remet pas en cause les fonctionnalités écologiques existantes au sein des sites Natura 2000, ni même entre les sites ou entre des habitats pouvant servir de corridors pour des espèces d'intérêt communautaire. Des effets possibles sur des gîtes non inventoriés de chiroptères subsistent (démolition ou rénovation de bâtis). Néanmoins, ils ne dépendent pas du projet de carte communale.

Enfin, les zones humides, qui constituent des enjeux importants sur la commune, ne sont pas concernées par le tracé des zones constructibles qui restent en extension des parties urbanisées et ne viennent perturber aucune zone humide ou tourbière.

Par conséquent le projet communal ne s'est pas positionné sur des secteurs pouvant impacter l'environnement.

PARTIE 6 : ARTICULATION AVEC LES AUTRES DOCUMENTS DE RENAG SUPERIEUR

Rappel : la commune n'est pas couverte par un schéma de cohérence territoriale (SCOT) approuvé. De ce fait, en application des articles L131-1, L131-2 et L131-7 du code de l'urbanisme, la carte communale de Mizoen doit être compatible ou doit prendre en compte les documents suivants :

Document	Date d'entrée en vigueur	Articulation de la carte communale avec le document
La loi Montagne n° 85-30 du 9 janvier 1985	Publication au journal officiel au 10 janvier 1985	Compatibilité de la carte communale avec la loi Montagne.
SRADDET AURA	10 avril 2020	Compatibilité de la carte communale avec les règles générales du fascicule
Charte du Parc National des Ecrins	28 décembre 2012	Compatibilité de la carte communale avec les objectifs de protection édictés dans la charte
Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée 2016-2021	21 mars 2022	Compatibilité de la carte communale avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux
SAGE Rhône Méditerranée	Décembre 2018	Compatibilité de la carte communale avec les objectifs de protection
Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée	21 mars 2022.	Compatibilité de la carte communale avec les objectifs de gestion des risques d'inondation, les orientations fondamentales et les dispositions du PGRI.
Schéma régional des carrières	8 décembre 2021	Compatibilité de la carte communale avec le SRC.
Le schéma régional de cohérence écologique (SRCE) AURA	Approbation par arrêté préfectoral du 26 novembre 2014.	Compatibilité de la carte communale (SRCE annexé au SRADDET, document intégrateur)
SRADDET AURA	10 avril 2020	Prise en compte des objectifs par la carte communale.
Le plan climat-énergie territorial (PCET) de l'Oisans 2015-2020	Adoption en 2014.	Prise en compte par la carte communale.

NB : le SRCE est annexé au SRADDET AURA qui et un document intégrateur. La carte communale, si elle est compatible avec le SRADDET, est compatible avec le SRCE.

1. COMPATIBILITE DE LA CARTE COMMUNALE

SRADDET		
Règle	Application	Justification
Aménagement du territoire et de la montagne		
1.Règle générale sur la subsidiarité SRADDET / SCoT	La carte communale devra décliner quantitativement, dans	Démonstration réalisée dans le paragraphe « prise en compte

SRADDET		
Règle	Application	Justification
	la limite de ses compétences, à l'échelle de son périmètre, et en cohérence avec ceux voisins, l'ensemble des objectifs du SRADDET.	des objectifs du schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) »
2. Renforcement de l'armature territoriale	Cette règle vise à encourager les territoires qui ne l'ont pas encore fait à définir une armature ; et pour l'ensemble des territoires, de développer les conditions de son renforcement et de s'assurer de leur bonne cohérence avec celle des territoires voisins	La définition de l'armature territoriale doit être pensée à un échelon supérieur à celui communal. La mise en œuvre de la carte communale de Mizoen n'a toutefois pas vocation à modifier la place de la commune dans la hiérarchie urbaine de la CCO qui sera finalisée à travers le futur SCoT.
3. Objectif de production de logements et cohérence avec l'armature définie dans les SCoT	Les documents de planification et d'urbanisme sont tenus de définir des objectifs quantitatifs en termes de logement. Néanmoins, par cette règle il est souhaité que les modalités de définition de ces objectifs soient mieux justifiées et explicitées, pour davantage de lisibilité au service de la mise en œuvre du projet, et de sa cohérence avec les projets voisins. La production de logements neufs reste bien entendu possible, toutefois elle ne sera acceptable qu'à la condition que le territoire ait démontré au préalable avoir engagé un travail (qui peut être terminé ou toujours en cours) sur les autres axes d'intervention.	La commune n'est pas couverte par un SCoT approuvé. En l'absence de SCoT, la commune a défini un objectif démographique plausible au regard des tendances passées. La justification du projet de carte communale comprend une estimation de la production de logement réalisables lors de la mise en œuvre de la dite carte. Le détail de ces objectifs est justifié dans les parties 3 et 4 du présent rapport de présentation. Par ailleurs, il est néanmoins démontré la compatibilité du projet de carte communale avec le SCoT arrêté.

SRADDET		
Règle	**Application**	**Justification**
4. Gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière	Mobiliser prioritairement, avant tout projet d'extension ou de création, les opportunités existantes à l'intérieur des enveloppes bâties et aménagées. Orienter le développement dans les limites urbaines existantes et les secteurs les mieux desservis, avant toute extension ou création. A défaut, ces dernières (extensions et créations) devront être justifiées au vu des évolutions démographiques des dix dernières années, se feront en continuité urbaine, et seront préalablement conditionnées à la définition d'objectifs.	Afin de limiter l'étalement urbain et de favoriser une densification de l'existant, le diagnostic de la carte communale présente une analyse de la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales. Le parc de logements vacants ainsi que les capacités de densification et de mutation de l'enveloppe urbaine ont été pris en compte dans la définition des besoins de la commune pour la mise en œuvre de son projet d'aménagement et de développement durables. La carte communale a été pensée de manière à limiter l'étalement urbain.

SRADDET		
Règle	Application	Justification
5. Densification et optimisation du foncier économique existant	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent : - rechercher l'intégration prioritaire des activités n'engendrant pas de nuisances dans les secteurs déjà bâtis afin de développer une mixité des fonctions ; - prioriser, avant toute création ou extension de zones d'activités économiques, y compris logistiques, la densification et l'optimisation des zones d'activités existantes, en cohérence avec les opportunités de complémentarités entre territoires limitrophes. Par ailleurs, lorsqu'un un projet de création ou d'extension s'avère justifié au regard des éléments ci-dessus, ce dernier devra être dimensionné, phasé, motivé et encadré en promouvant notamment les principes de l'écologie industrielle.	Cf. Justification de la règle n°4. Aucune zone d'activité économique n'existe sur le territoire communal.

SRADDET		
Règle	Application	Justification
6. Encadrement de l'urbanisme commercial	Les documents de planification et d'urbanisme doivent contribuer à éviter les nouvelles implantations commerciales diffuses, et enrayer la multiplication des surfaces commerciales en périphérie (y compris les petites unités en entrée de ville et les commerces de flux) en : - priorisant les implantations nouvelles de surfaces commerciales dans les centres-villes et centres bourgs, et les zones existantes et déjà dédiées aux commerces, et en limitant la mutation de fonciers dédiés à l'activité économique/productive vers du foncier à vocation commerciale, notamment hors tissu urbain dense ; - priorisant le renouvellement et la densification avant toute extension et toute nouvelle création de surface commerciale Il faudra également veiller à la réintroduction des surfaces de stockage ou de transit au cœur des zones de livraison y compris dans les centres-villes.	La commune de Mizoen ne compte aucune zone commerciale et aucune zone commerciale n'a été inscrite au projet de carte communale.
7. Préservation du foncier agricole et forestier	- Protéger les espaces agricoles et forestiers stratégiques et nécessaires à la production agricole - Définir les modalités d'implantation des unités de transformation, de logement des exploitants, et de développement de la pluriactivité	Les terrains identifiés au RPG ne sont pas concernés par les zones constructibles.

SRADDET		
Règle	Application	Justification
8. Préservation de la ressource en eau	- Mettre en œuvre une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau préservant les milieux aquatiques et permettant de satisfaire au mieux l'ensemble des usages - Démontrer l'adéquation de leur projet de développement territorial avec la ressource en eau disponible actuelle et future de leur territoire - Plus spécifiquement dans les territoires les plus vulnérables, notamment ceux identifiés en déséquilibre quantitatif dans le cadre des SDAGE, ou plus localement dans les SAGE, prendre des mesures visant à favoriser : les économies d'eau, les limitations des prélèvements en fonction de la ressource disponible et l'élaboration de plans de gestion de la ressource en eau à l'échelle des bassins versants concernés - S'assurer de l'adéquation de leur projet de développement territorial avec les capacités des réseaux d'assainissement et de distribution de l'eau potable - Démontrer que leur projet de développement territorial ne compromet pas la préservation de la qualité des ressources en eau (souterraines ou superficielles) et est compatible avec les programmes de mesure des SDAGE	L'adéquation de la carte communale avec la préservation de la ressource en eau et les capacités des réseaux d'assainissement est démontrée dans la partie 5 chapitre 2. La compatibilité de la carte communale avec le SDAGE est démontrée dans le présent chapitre, ci-dessous. La compatibilité de la carte communale avec le SAGE Drac Romanche est démontrée dans le présent chapitre, ci-dessous.
9. Développement des projets à enjeux structurants pour le développement régional	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront faire évoluer ou adapter les règles de planification et d'urbanisme notamment pour tenir compte des fonciers stratégiques pour les projets qualifiés par le SRADDET de structurant	Aucun projet identifié comme structurant par le SRADDET ne concerne le territoire objet de la carte communale.
Infrastructures de transport, d'intermodalité et de développement des transports		

SRADDET		
Règle	Application	Justification
10. Coordination et cohérence des services de transport à l'échelle des bassins de mobilité	Non concernée	-
11. Cohérence des documents de planification des déplacements ou de la mobilité à l'échelle d'un ressort territorial, au sein d'un même bassin de mobilité	Non concernée	-
11. Contribution à une information multimodale voyageurs fiable et réactive et en temps réel	Non concernée	-
13. Interopérabilité des supports de distribution des titres de transport	Non concernée	-
14. Identification du Réseau Routier d'Intérêt Régional	Non concernée	-
15. Coordination pour l'aménagement et l'accès aux pôles d'échanges d'intérêt régional	Non concernée	-
16. Préservation du foncier des pôles d'échanges d'intérêt régional	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, veillent à identifier et préserver le foncier nécessaire à l'évolution des équipements et au développement des pôles d'échanges d'intérêt régional	Aucun pôle d'échange d'intérêt régional n'a été identifié sur le territoire de Mizoen.
17. Cohérence des équipements des Pôles d'échanges d'intérêt régional	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, et collectivités concernées, intègrent les mesures nécessaires pour assurer la cohérence des niveaux d'équipements au sein des pôles d'échanges d'intérêt régional concernant la gestion des correspondances, des services voyageurs et des services dédiés aux opérateurs de mobilité	

SRADDET		
Règle	Application	Justification
18. Préservation du foncier embranché fer et/ou bord à voie d'eau pour la logistique et le transport de marchandises	Les territoires, via leurs documents de planification et d'urbanisme dans le respect de leurs champs d'intervention, et en partenariat avec les gestionnaires d'infrastructures et d'équipements multimodaux, identifient des sites à enjeux urbains et périurbains pour de la logistique et du transport de marchandises utilisant les modes ferroviaire et fluvial. Ils mobilisent – dans le respect de leurs compétences – les outils fonciers permettant de préserver ces sites stratégiques embranchés fer et/ou bord à voie d'eau (ou susceptibles de l'être), de sorte que leurs possibilités de développement à venir ne soient pas obérées.	Aucun site à enjeu pour de la logistique et du transport de marchandise n'a été identifié sur le territoire objet de la carte.
19. Intégration des fonctions logistiques aux opérations d'aménagements et de projets immobiliers	Les collectivités territoriales – dans le respect de leurs compétences –, en lien avec les opérateurs publics et privés concernés, identifient les mesures nécessaires à l'intégration des fonctions logistiques lors de la conception des opérations d'aménagement et de projets immobiliers (application aux centres-villes des agglomérations de plus de 100 000 habitants).	La commune ne fait pas partie d'une agglomération de plus e 100 000 habitants et n'est donc pas concernée par la règle.
20. Cohérence des politiques de stationnement et d'équipements des abords des pôles d'échanges	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, et les collectivités concernées, devront identifier et mettre en œuvre les mesures nécessaires à la cohérence des politiques de stationnement (parcs relais P+R, etc.) et d'équipements nécessaires aux rabattements alternatifs à l'usage de la voiture individuelle aux abords des pôles d'échanges, a minima à l'échelle d'un axe de transport	Aucun pôle d'échange n'est situé sur la commune ou à proximité.

SRADDET		
Règle	Application	Justification
	comportant une ou des offres de mobilité structurantes.	
21. Cohérence des règles de circulation des véhicules de livraison dans les bassins de vie	Non concernée	-
22. Préservation des emprises des voies ferrées et priorité de réemploi à des fins de transports collectifs	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent permettre la préservation de l'emprise des infrastructures de transport ferré et équipements dédiés désaffectés en vue d'un réemploi à des fins de transports collectifs de voyageurs ou de marchandises et, à défaut, permettre le développement de modes de circulations en mobilités douces ou de nouveaux services de mobilité.	Les infrastructures de transport ferrées ne sont pas remises en causes par la carte communale.
Climat, air, énergie		
23. Performance énergétique des projets d'aménagements	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront établir des objectifs performanciels en matière d'énergie (développer la production des renouvelables et réduire la consommation) pour tous les projets d'aménagements (projets urbains, opérations d'aménagement, etc.), neufs ou en requalification.	La carte communale ne peut régir ou dicter des règles relatives à la performance énergétique. La carte communale prévoit des zones constructibles restreintes aux seuls besoins des habitants futurs estimés. Elle ne vise pas le développement d'activité ou de projet particulièrement consommateurs d'énergie
24. Trajectoire neutralité carbone	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront viser une trajectoire neutralité carbone à l'horizon 2050 en soutenant le développement des énergies renouvelables sur le territoire régional et la lutte contre les émissions de GES, tout en préservant, voire développant les puits de captation du carbone.	Cf n°23

SRADDET		
Règle	Application	Justification
	Pour se faire, ils inciteront les maîtres d'ouvrage à identifier et mettre en place pour chaque projet d'aménagement (privé ou public), le potentiel de végétalisation, le potentiel de production en énergie renouvelable (en particulier à base d'énergie solaire produite en toiture) et les modalités de diminution des émissions de GES.	
25. Performance énergétique des bâtiments neufs	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront inciter, dans leurs documents opposables, à la construction de bâtiments neufs à des niveaux ambitieux de performance énergétique selon les référentiels en vigueur visant à diminuer la consommation d'énergie et baisser l'impact carbone. Les bâtiments publics devront être particulièrement exemplaires.	Cf n°23
26. Rénovation énergétique des bâtiments	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront inciter, dans leurs documents opposables, à réduire les consommations d'énergie dans les bâtiments par la réalisation de travaux de rénovation énergétique à des niveaux compatibles avec une trajectoire BBC rénovation.	Cf n°23
27. Développement des réseaux énergétiques	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront prévoir que le développement de l'urbanisation se fasse en cohérence avec l'existence ou les projets de réseaux énergétiques (de chaleur ou de froid) en privilégiant les énergies renouvelables et de	La commune de Mizoen n'a pas de tel réseau sur son territoire et n'en projette pas.

SRADDET		
Règle	Application	Justification
	récupération pour leur alimentation. Les réseaux de chaleur et de froid peuvent être classés dans les PLUi ou PLU pour rendre obligatoire le raccordement.	
28. Production d'énergie renouvelable dans les zones d'activités économiques et commerciales	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, sont invités à conditionner les projets de création ou d'extension de toutes les zones d'activités économiques et commerciales à l'intégration de dispositifs de production d'énergie renouvelable (électrique et/ou thermique) ou de récupération de l'énergie fatale (sauf impossibilité réglementaire ou technique avérée).	Aucune zone d'activités économique/ commerciale n'existe ni n'est prévue sur la commune.
29. Développement des énergies renouvelables	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront prévoir, dans leurs documents opposables, les potentiels et les objectifs de production d'énergie renouvelables et de récupération permettant de contribuer à l'atteinte du mix énergétique régional. La priorité est donnée au développement des filières bois-énergie, méthanisation et photovoltaïque. Les réseaux de chaleur et de froid constituent un vecteur pertinent à développer pour l'intégration des énergies renouvelables thermiques.	Cf n°23.

SRADDET		
Règle	Application	Justification
30. Développement maîtrisé de l'énergie éolienne	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront définir des stratégies de développement de l'éolien qui prendront en compte les enjeux liés à la protection des paysages et du patrimoine bâti, du foncier et de la biodiversité (notamment au sein des composantes de la trame verte et bleue), qui distingueront les installations industrielles et domestiques et qui inciteront au recours à des financements participatifs. En termes de bonne pratique, ces stratégies pourraient utilement être élargies à tous types d'énergie renouvelable.	Aucun projet de développement du parc éolien n'a été identifié sur la commune.
31. Diminution des GES	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent favoriser la diminution drastique des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), notamment dans les secteurs les plus émetteurs (mobilité, bâtiments, etc.), et la préservation voire le développement des puits de captation du carbone, notamment par la préservation et l'entretien des prairies et des espaces forestiers.	En concentrant les extensions sur le village en continuité de celui-ci, le projet veille à ne pas allonger les déplacements des habitants et visiteurs de la commune.
32. Diminution des émissions de polluants dans l'atmosphère	De manière à améliorer durablement la qualité de l'air sur leur territoire, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, définissent les dispositions permettant de réduire les émissions des principaux polluants atmosphériques (visés dans le sous-objectif 1.5.1 du rapport d'objectifs) issues des déplacements (marchandises et voyageurs), du bâti résidentiel	Les effets de la carte communale sur la pollution de l'air ont été analysés dans la partie 5.

SRADDET		
Règle	Application	Justification
	et d'activités mais également des activités économiques, agricoles et industrielles présentes sur leur territoire	
33. Réduction de l'exposition de la population aux polluants atmosphériques	De manière à limiter l'exposition des populations sensibles (enfants, personnes âgées ou fragilisées) à la pollution atmosphérique, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, prévoient des dispositions visant à prioriser l'implantation de bâtiments accueillant ces publics hors des zones les plus polluées. Ils devront privilégier l'implantation d'immeubles d'activités (bureaux, petites entreprises, etc.) plutôt que des logements dans les zones très exposées.	La qualité de l'air à Mizoen est jugée satisfaisante. Des pics en O3 ont toutefois été constatés. (« atmo-auvergnerhonealpes.fr »).
34. Développement de la mobilité décarbonée	Dans un marché de la mobilité décarbonée dont le développement doit être encouragé, il convient de mailler le territoire avec des bornes GNV, électriques et H2/hydrogène. Afin de maintenir un équilibre économique pérenne autour d'une station de distribution et/ou de production d'énergie (ou d'une station multi énergies) permettant une mobilité décarbonée efficace sur le territoire d'Auvergne-Rhône-Alpes, les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, devront prévoir un zonage permettant de respecter une zone de chalandise dans laquelle il ne sera pas possible d'installer une autre station d'avitaillement du même type. Cette zone de chalandise, propre à chaque station,	La carte communale n'est pas le document adéquat pour prévoir un zonage permettant de respecter une zone de chalandise. Aucune borne GNV, et H2/hydrogène n'a été recensée sur le territoire. Des places réservées aux vélos et véhicules électriques ont été recensées sur le village.

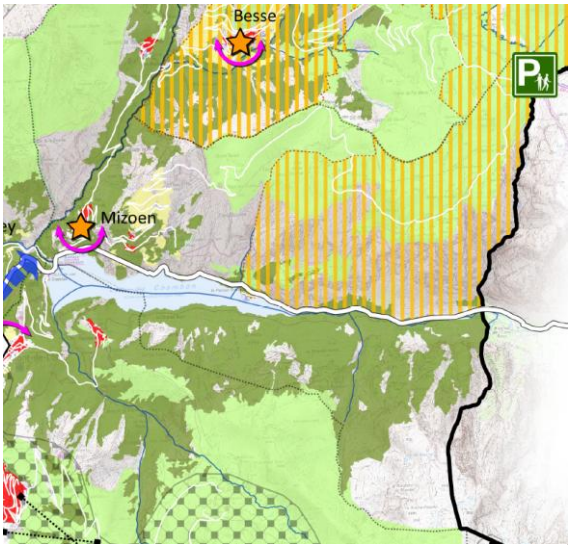
SRADDET		
Règle	Application	Justification
	dépendra de la densité de population et d'une distance minimum entre stations.	
Protection et restauration de la biodiversité		
35. Préservation des continuités écologiques	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser les continuités écologiques à l'échelle de leur territoire, sur la base de la trame verte et bleue régionale du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils doivent garantir leur préservation par l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques, et éviter leur urbanisation, notamment dans les sites Natura 2000, afin de ne pas remettre en cause l'état de conservation des habitats et espèces ayant servi à la désignation des sites. La représentation cartographique de leur trame verte et bleue doit se faire en cohérence avec celle des territoires limitrophes.	La définition de la trame verte et bleue a été précisée dans la partie diagnostic du présent rapport. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les continuités écologiques sont analysés dans la partie 5.
36. Préservation des réservoirs de biodiversité	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser à l'échelle de leur territoire les réservoirs de biodiversité sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils affirment la vocation des réservoirs à être préservés de toute atteinte pouvant remettre en cause leur fonctionnalité écologique. Ils garantissent cette préservation dans l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques.	

SRADDET		
Règle	Application	Justification
37. Préservation des corridors écologiques	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser à leur échelle les corridors écologiques du territoire, sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils préconisent leur préservation ou leur restauration selon leur fonctionnalité.	
38. Préservation de la trame bleue	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent préciser, à leur échelle, la trame bleue de leur territoire, sur la base de la trame bleue régionale du SRADDET, et des investigations locales complémentaires qu'ils réalisent. Ils doivent assurer sa préservation ou préconiser sa restauration selon sa fonctionnalité, en cohérence avec les objectifs et les mesures des SDAGE et des SAGE. Ils doivent prendre en compte notamment : - les cours d'eau issus de la trame bleue du SRADDET, leurs espaces de mobilité et leurs espaces de bon fonctionnement ou à défaut un espace tampon de part et d'autre du cours d'eau ; - des cours d'eau complémentaires en bon état écologique, notamment de petits cours d'eau de têtes de bassin versant, y compris les secteurs de source, en fonction des connaissances locales ; - les zones humides identifiées par les inventaires départementaux et des investigations locales,	Concernant la trame verte et bleue : la définition de la trame verte et bleue a été précisée dans le diagnostic du présent rapport. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les continuités écologiques sont analysés dans la partie 5. La compatibilité de la carte communale avec le SDAGE et le SAGE est démontrée dans le présent chapitre, ci-dessous

SRADDET		
Règle	Application	Justification
	notamment pour les zones humides de têtes de bassin versant.	
39. Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, identifient, sur leur territoire, les secteurs à vocation agricole et forestière supports de biodiversité et garants du bon fonctionnement territorial, notamment : - les forêts anciennes, mâtures et à enjeu écologique ; - le maillage bocager et les linéaires de haies ; - les zones agro-pastorales, estives et alpages ; - les prairies naturelles ; - les coteaux thermophiles et les pelouses sèches ; - les zones de maraîchage proches des centres urbains. Ils mobilisent les zonages spécifiques pour les protéger et préconisent également une gestion durable de ces espaces.	Les caractéristiques de l'occupation des sols ont été analysées dans la partie 2, chapitre 1. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les habitats naturels sont analysés dans la partie 5.
40. Préservation de la biodiversité ordinaire	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, assurent la préservation de la biodiversité dite ordinaire comme un élément fondamental participant de la qualité du cadre de vie en : - Limitant fortement la consommation des espaces perméables relais identifiés dans le SRADDET. - Préservant en zone urbaine, périurbaine et rurale, des espaces naturels, agricoles et forestiers, supports de biodiversité. - Favorisant un développement de la nature en ville par une végétalisation massive des espaces urbains et des aménagements favorables à la	Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les habitats naturels sont analysés dans la partie 5. La carte communale ne règlemente pas l'utilisation pratique des sols, elle ne fait qu'identifier les zones constructibles.

SRADDET		
Règle	Application	Justification
	faune. - Prenant des mesures de restauration d'une « trame noire » permettant de diminuer l'impact de l'éclairage sur la faune nocturne : diminution de l'intensité lumineuse, horaires d'extinction, zones non éclairées, etc.	
41. Amélioration de la perméabilité écologique des réseaux de transport	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent contribuer à améliorer la perméabilité écologique des réseaux de transport en : - identifiant les principaux secteurs de rupture des continuités écologiques (trame verte et bleue) par les infrastructures de transport à leur échelle, sur la base des ruptures de continuités identifiées par le SRADDET et des investigations menées localement ; - préconisant dans la limite de leur domaine de compétence la restauration des continuités écologiques impactées par les infrastructures de transport dans les secteurs identifiés. Les projets d'infrastructures et ouvrages de transport doivent tenir compte des enjeux de continuités écologiques dans l'application de la séquence Eviter-Réduire-Compenser, en amont du choix définitif des emprises. Ils doivent privilégier l'évitement pour préserver le trame verte et bleue.	La définition de la trame verte et bleue a été précisée dans la partie 2. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur les continuités écologiques sont analysés dans la partie 5.
Prévention et gestion des déchets		
42. Respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets	Les documents de planification et d'urbanisme doivent prévoir des réserves foncières dans le cadre de l'implantation d'installations de prévention, de valorisation et de traitement des déchets conformément aux	Aucun projet d'implantation d'installations de prévention, de valorisation et de traitement des déchets n'a été identifié sur la commune de Mizoen.

SRADDET		
Règle	Application	Justification
	prescriptions et recommandations du fascicule des règles – tome déchets.	
43. Réduction de la vulnérabilité des territoires vis-à-vis des risques naturels	Les documents de planification et d'urbanisme, dans le respect de leurs champs d'intervention, doivent prendre en compte les aléas auxquels ces territoires font face. Pour se faire, leur déclinaison opérationnelle devra privilégier les principes d'aménagement exemplaires et innovants (comme la mise en place d'OAP spécifiques aux risques ou à l'adaptation du bâti lorsqu'il est situé en zone à risque) qui permettent de diminuer la vulnérabilité et d'accroitre la résilience du territoire. Par ailleurs, les différents dispositifs de prévention des risques naturels devront prendre en compte les principes d'aménagement réduisant l'artificialisation et l'imperméabilisation des sols, et soutiendront les actions œuvrant en ce sens tant en milieu urbain qu'en milieu périurbain.	L'analyse des risques naturels et technologiques identifiés sur le territoire de Mizoen a été réalisée dans la partie 2. Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur la prise en compte des risques naturels et technologiques sont justifiés dans la partie 5.

SCoT Oisans arrêté		
Item	**Objectif SCoT (DOO)**	**Compatibilité**
Consommation d'espaces	Le SCoT prévoit pour Mizoen une consommation d'espace à hauteur de 1ha entre 2021 et 2041, dédié à de l'habitat ou des espaces mixtes.	La commune prévoit une consommation d'espace à hauteur de 0.7 ha, dédié à de l'habitat.
Logements	Le SCoT accorde 120 logements (principaux et secondaires) aux communes villages entre 2021 et 2040, soit 120 logements au total pour les communes suivantes : Ornon, Saint Christophe en Oisans, Besse, Oulles, La Garde, Clavans, Villard Reymond, Villard Notre Dame et Mizoen. Les communes doivent donc se répartir les 120 logements accordés, sans toutefois qu'aucune commune ne puisse bénéficier d'un minimum de 5 logements.	Mizoen prévoit une quinzaine de logements sur la période 2021-2035. Or Mizoen est la plus peuplée des communes villages, et représente sur ce point 22% du total de la population des communes villages. Uniquement sur ce critère, la commune pourrait donc bénéficier d'environ 25 logements. Mizoen est donc bien dans un rapport de compatibilité avec le SCoT
Logements saisonniers	Le SCoT impose des règles de création de logements saisonniers en lien avec la création de lits touristiques, et n'impose aucun minimum à la commune de Mizoen.	La commune n'a pas de problématique sur les lits saisonniers et n'est en réalité pas concernée par cet item. Par ailleurs la carte communale ne comprenant pas de règlement, il n'est pas possible d'intégrer des prescriptions en lien avec ce sujet.
Carte de synthèse		Le projet comprend dans son rapport de présentation un diagnostic paysager et un diagnostic patrimonial. EN revanche la carte communale ne peut prévoir de règles de préservation puisqu'elle ne contient pas de règlement. Son périmètre a été en revanche dessiné afin d'avoir le moins d'impact possible sur la silhouette villageoise avec la prise en compte de tous les fonciers disponibles en enveloppe urbaine, et d'ouvrir à l'urbanisation des secteurs à la fois à l'abri des risques naturels mais également constituant des prolongements cohérents avec l'enveloppe existante. Ainsi la majorité des extensions se font en arrière du village et en continuité dans la forêt, celle-ci conservant une frange séparant le village de la route. Les extensions en entrée de village ne viendront pas changer la physionomie de celui-ci.

Carte trame verte et bleue		Mizoen est actuellement soumise au RNU. L'objectif de la carte communale est de prévoir une urbanisation dans un périmètre spécifique, prévoyant quelques extensions (ce qui est interdit au RNU en principe). Pour le reste, les règles du RNU sont toujours applicables en dehors du périmètre de la carte communale. Les espaces naturels, agricoles et forestiers à préserver le sont puisque le périmètre de la carte communale n'empiète sur aucune d'eux.

Le Scot de l'Oisans par prescriptions / recommandations :

Listes des prescriptions et recommandations du SCoT Oisans arrêté
P-1 Réaliser un Plan Climat Air Energie Territorial
RAS
P-2 Etablir un diagnostic des performances énergétiques
Concernant le parc de logements, le diagnostic de performance énergétique (DPE) disponible sur le site de l'Observatoire National des Bâtiments ne dispose pas de données suffisantes pour produire un état de lieux représentatif des performances énergétiques des logements de Mizoen. Le taux de logements vacants sur Mizoen est relativement faible, indiquant une certaine fluidité du par sans pour autant être à l'origine d'une marge de renouvèlement urbain.
P-3 Réaliser un audit énergétique des bâtiments publics
Le SCoT anticipe une demande à venir au PCAET mais ne l'impose pas d'ores et déjà aux Document d'Urbanisme locaux (DUL).
R-1 Inciter à la rénovation énergétique du bâti en renforçant la stratégie actuelle
Aucun moyen offert par une carte communale ne permet à la commune d'inciter à la rénovation énergétique.
P-4 Favoriser la réhabilitation énergétique
La carte communale ne dispose pas de règlement et ne peut donc répondre à cette prescription
P-5 Développer l'architecture bioclimatique
La carte communale ne dispose pas de règlement et ne peut donc répondre à cette prescription
P-6 Limiter les consommations énergétiques liées à l'éclairage
La carte communale ne prévoit des extensions qu'en continuité de l'enveloppe urbaine du village. Globalement toutee l'urbanisation se fait sur les espaces urbanisés existants. Pour le reste la carte communale n'est pas l'outil permettant de gérer la mise en place ou le démontage d'appareils d'éclairage.
R-3 Diagnostic du patrimoine de l'éclairage public
La TVB analysée dans la partie 2, chapitre 3, présente la trame noire.

P-7 Localiser et encadrer le développement des dispositifs en énergies renouvelables
Le SCoT identifie le village et les hameaux comme zone d'accélération de l'énergie solaire sur ombrières et toitures ainsi que sur la géothermie. La carte communale n'a pas vocation à règlementer l'utilisation des espaces.
R-4 Intégrer les réflexions quant aux évolutions technologiques sur le gisement éolien
Non concerné
P-8 Favoriser le développement des dispositifs d'énergies renouvelables en milieu urbain
La commune n'a pas fait le choix d'instaurer des secteurs dans lesquels imposer le respect de preformances énergétiques et environnementales. Petite commune de montagne, au profil urbain structuré autour de 3 hameaux assez denses, il n'apparaît pas enivsageable d'imposer ce type de prescription sans créer d'importantes difficultés sur le foncier restant disponible. Le RT 2020 pose aujourd'hui de nombreuses contraintes sur ce plan, qui paraissent adéquates eu égard à la taille de la commune sans qu'il soit nécessaire d'aller plus avant sauf à contraindre le développement et le maintien du dynamisme communal.
P-9 Intégrer les dispositifs en énergies renouvelables
La carte communale ne comporte pas de secteur identifié au titre du II de l'article L161-4 du code de l'urbanisme, et ne peut pas poser de règles génériques sur les installations de production d'ENR car n'est pas dotée d'un règlement.
P-10 Permettre la structuration de la filière bois énergie et une gestion durable de la forêt
Seules 900m² d'espaces forestiers sont concernés par le périmètre de la carte communale, cela n'étant pas de nature à empêcher la structuration de la filière bois énergie.
R-5 Favoriser la création de réseaux de chaleur biomasse efficaces et peu émetteurs en particules fines.
La commune n'est pas dotée d'un tel réseau et n'en projète pas.
P-11 Développer les centrales photovoltaïques
La carte communale ne peut imposer de dispositif d'ENR sur les parkings.
P-12 Équiper les toitures importantes
La carte communale ne peut règlementer l'équipement des toitures importantes de manière générique et n'a pas choisit d'utiliser l'article L161-4 du code de l'urbanisme.
P-13 Encourager l'installation des dispositifs photovoltaïques
La carte communale ne dispose pas des outils permettant ce type d'encouragement.
R-6 Favoriser les installations autonomes en particulier sur les sites isolés (refuges, restaurants d'altitude, chalets d'alpage…).
Il n'existe que très peu de sites isolés sur la commune. La carte communale n'est pas l'outil qui permet de favoriser les installations autonomes.
P-14 Permettre l'équipement des cours d'eau
Mizoen ne détient pas de cours d'eau identifiés comme zone d'accélération de production d'ENR au SCoT. Aucune donnée locale n'a par ailleurs permis de réaliser un diagnostic précis d'éventuels potentiels hydroélectrique sur la commune. Elle comprend uniquement une partie du barrage du Chambon sur son territoire.
P-15 Développer les pico centrales
Non concerné
R-7 Installer des micro-turbines sur les réseaux d'alimentation en eau potable et d'enneigement existant dans le respect de la réglementation et en lien avec les différents partenaires (ARS, etc.).
Cette étude de faisabilité ne concerne pas les cartes communales.
P-16 Protéger les aquifères à fort enjeu pour l'alimentation en eau potable
Mizoen n'est pas concernée par cette prescription.
P-17 Protéger les captages en eau potable
Mizoen ne possède pas de captage sur son territoire
P-18 Préserver la durabilité des captages en eau potable

Mizoen ne possède pas de captage sur son territoire
P-19 Gagner en sobriété dans les usages de l'eau dans un contexte de changement climatique
La carte communale n'est pas l'outil pour ce type de prescription. Elle a cependant vérifié l'adéquation ressource besoin entre son projet de développement et ses ressources en eau potable disponibles.
P-20 Permettre un partage de la ressource entre les différents besoins (alimentation en eau potable, milieu naturel, agriculture, neige de culture, hydroélectricité…).
La carte communale ne peut poser les conditions énoncées par le SCoT, elle n'est pas l'outil adapté.
P-21 Assurer un développement du territoire compatible avec la disponibilité des ressources en eau et de son évolution
La carte communale ne peut poser les conditions énoncées par le SCoT, elle n'est pas l'outil adapté.
P-22 Encadrer l'aménagement des retenues d'eau
Aucune retenue d'eau n'est projeté sur la commune. La carte communale ne peut poser les condition énoncées par le SCoT, elle n'est pas l'outil adapté.
P-23 Disposer de schémas directeurs d'alimentation en eau potable et de schémas de distribution pou tout le territoire
La commune de Mizoen dispose d'un schéma directeur d'alimentation en eau potable de 2013
R-8 Poursuivre les échanges avec tous les acteurs de l'eau au sein de la Commission Locale de l'Eau Drac Romanche
La coordination des politiques publiques ne relève pas des cartes communales.
P-24 Garantir le traitement des eaux usées.
L'adéquation du développement projeté avec les capacités d'épuration a été démontrée. La carte communale prévoit l'inconstructibilité des hameaux des Aymes et de Singuigneret au titre d'une insuffisance des capacités de gestion des eaux usées.
P-25 Disposer de schéma directeur d'assainissement et de zonages d'assainissement sur tout le territoire
Le schéma directeur d'assainissement de Mizoen a été réalisé en 2011
P-26 Elaborer des Schémas Directeurs de Gestion d'Eaux Pluviales (SDGEP)
La commune ne dispose pas encore de SDGEP qui n'a pas de lien procédural direct avec la carte communale.
P-27 Gérer les eaux pluviales
La carte communale ne peut instaurer de conditions d'urbanisme liées à la gestion des eaux pluviales, en revanche avec son périmètre elle permet l'arrêt de l'imperméabilisation des sols sur le secteur des hameaux, et limite le développement futur de l'urbanisation sur le village.
P-28 Récupérer et stocker les eaux pluviales
La carte communale n'est pas l'outil permettant de fixer ces objectifs.
R-9 Développer des systèmes de filtration des polluants des eaux pluviales
La procédure n'est pas concernée par cette recommandation.
P-29 Déterminer les espaces urbanisés
La définition des espaces urbanisés est basée sur les fichiers fonciers retraités par le CEREMA, selon la méthodologie prescrite par le SCoT. L'application de cette méthodologie est présentée dans l'analyse de la loi montagne.
P-30 Déterminer les capacités de densification
Le rapport de présentation détaille le recensement des capacités de densification au sein des espaces urbanisés, recensement conforme à la méthodologie édictée par le SCoT.
R-10 Limiter la rétention foncière
Cette disposition ne concerne pas les cartes communales.
R-11 Gestion des friches
Aucune friche n'a été identifiée sur Mizoen.
P- 31 Densités minimales et formes urbaines
La carte communale n'est pas concernée par l'OAP puisque cet outil n'existe pas dans cette procédure.

Sur le village, la densité du dimensionnement est de l'ordre de 23 lgts/ha. La densité actuelle sur le village est de 25 lgts/ha (sur des bases de calcul prises à partir des fichiers fonciers). Si le projet de carte communale ne parvient pas à augmenter la densité actuelle, elle s'en approche sensiblement. Densité d'ores et déjà relativement élevée et pour laquelle il est difficile de prévoir dès ce jour une augmentation théorique. En effet, les potentiels de logements ont été estimés à hauteur de 1 logements pour 400m², sans prendre en compte d'éventuels cumuls de logements sur une même parcelle, ce qui est certainement le cas sur d'autres tènements du village. Aussi, le ratio proposé paraît le plus honnête et vraisemblable, mais la réalité sera surement plus favorable à une densité relativement plus élevée. En extension, la carte communale prévoit 11 lgts pour 0.7ha, soit une densité de près de 16 lgts/ha, en accord avec cet objectif du DOO.
P-32 Imposer des densités minimales sur les opérations stratégiques
Mizoen n'est pas concernée.
P-33 Prescriptions relatives à la consommation d'espace et à l'artificialisation des sols
Sur la période 2022-2031, le SCoT alloue une enveloppe de 0.5 ha pour de l'habitat, services et espaces mixtes. Sur la période 2032-2041, le SCoT alloue une enveloppe de 0,5 ha pour de l'habitat, services et espaces mixtes. Le projet de carte communale va s'étaler sur la totalité de la première période et une partie de la seconde puisque dimensionné jusqu'en 2037. En faisant un prorata, la commune dispose de 0.5ha entre 2021 et 2031, et de 0.25ha entre 2032 et 2036. Soit 0.75ha jusqu'en 2036. La carte communale s'inscrit exactement dans ce dimensionnement.
P-34 Renaturer les espaces
La commune de Mizoen n'est pas concernée par cette prescription.
P-35 Respecter les mesures de protection et de gestion des espaces naturels protégés
Les espaces naturels protégés ne sont pas concernés par le périmètre de la carte communale.
P-36 Déterminer les réservoirs de biodiversité avérés et potentiels
D'après la cartographie du SCoT l'ensemble de la commune est en réservoir avéré et potentiel à déterminer. L'état initial de l'environnement détermine les types de réservoirs de biodiversité et plus globalement la trame verte et bleue sur l'ensemble du territoire communal.
P-37 Constructibilité limitée des réservoirs de biodiversité avérés de la trame verte dans les documents d'urbanisme locaux
Les réservoirs de biodiversité ne sont pas concernés par le périmètre de la carte communale.
P-38 Constructibilité limitée des réservoirs de biodiversité potentiels de la trame verte dans les documents d'urbanisme locaux
Les réservoirs de biodiversité ne sont pas concernés par le périmètre de la carte communale.
P-39 Définition de la trame bleue
La trame bleue est identifiée dans l'état initial de l'environnement et n'est pas concernée par le périmètre de la carte communale.
P-40 Préserver les zones humides du territoire
Les zones humides sont identifiées dans l'état initial de l'environnement. Elles ne sont pas concernées par le périmètre de la carte communale.
P-41 Maintenir et préserver les corridors écologiques
Les corridors écologiques sont identifiés dans l'état initial de l'environnement. Ils ne sont pas concernés par le périmètre de la carte communale.
P-42 Garantir une Trame Verte et Bleue urbaine de proximité en lien avec les espaces naturels, agricoles et forestiers proches
Aucun espace dit de proximité n'a été identifié sur la commune.
P-43 Assurer le maintien d'une trame noire y compris dans les milieux urbains
La trame noire est identifiée dans l'état initial de l'environnement. Le développement autorisé reste extrêment limité et n'est pas de nature à impacter celle-ci.

P-44 Préserver les structures éco-paysagères
La carte communale ne met aucune structure de ce type en pérmiètre constructible.
P-45 Gérer les flux touristiques aux abords des sites sensibles
Le SCoT évoque ici les principaux sites touristiques uissans. Mizoen est un point de départ vers le plateau d'Emparis. La carte communale ne prévoit pas de périmètre constructible sur le parking identifié par le SCoT, mais le code de l'urbanisme autorise les équipements collectifs en dehors des périmètre de carte communale.
R-12 Poursuivre la sensibilisation des habitants et des visiteurs aux richesses écologiques et aux activités traditionnelles (pastoralisme…) du territoire
Cette disposition ne relève pas des cartes communales
R-13 Poursuivre le partenariat avec les acteurs de l'environnement
Cette disposition ne relève pas des cartes communales
P-46 Maintenir les capacités de production des matériaux locaux en pérennisant voire en développant des carrières de proximité
Mizoen n'est pas concernée par les capacités de production de matériaux locaux. Elle n'a donc pas de site à pérenniser.
P-47 Inscrire dans la durée et la gouvernance locale la restitution des sites en milieu naturel
Mizoen n'est pas concernée
R-14 Mise en place d'un observatoire de l'approvisionnement en matériau
Mizoen n'est pas directement concernée.
P-48 Permettre la transformation et la production des matériaux localement (centrale à béton, enrobé, plateforme de concassages de matériaux, etc.)
Mizoen n'est pas concernée
P-49 Réduire la production de déchets induits par les nouveaux aménagements
Une carte communale ne peut répondre à cette prescription.
R-15 Favoriser la réduction des déchets dans le cadre de la commande publique
Les cartes communales ne sont pas l'outil adapté pour répondre à cette recommandation.
P-50 Gérer la collecte des déchets
Une carte communale ne peut répondre à cette prescription.
P-51 Mettre en place en Oisans des dispositifs tels qu'une ressourcerie, une matériauthèque Bourg d'Oisans et Livet et Gavet
Mizoen n'est pas concernée
P-52 S'appuyer sur les potentiels de stockage de déchets inertes autorisés dans le cadre des remises en état des carrières existantes notamment la carrière du Peuye aux Deux Alpes / Bourg d'Oisans et de Livet et Gavet (site de l'Infernet).
Mizoen n'est pas concernée
P-53 Identifier les zones de modelage foncier pour éviter les dépôts sauvages de déchets inertes ou de végétaux Livet et Gavet
Mizoen n'est pas concernée
R-16 Consolider la filière bois
La carte communale n'empiète que sur 900m² de boisements ce qui n'est pas de nature à déstructurer la filière bois le cas échéant.
P-54 Encadrer l'urbanisation en zone d'aléa
La carte d'aléas a été traduite sur le plan de zonage.
P-55 Inscrire dans les documents d'urbanisme locaux les risques naturels et technologiques pour assurer leur prise en compte
La carte d'aléa a été traduite sur le plan de zonage. et le périmètre constructible évite toutes les zones rouges.

P-56 Améliorer la connaissance des risques
La carte d'aléa a été réalisée sur le territoire aux abords Est du village. La carte d'aléa a été traduite sur le plan de zonage. et le périmètre constructible évite toutes les zones rouges.
P-57 Protéger les populations du risque inondation
La carte d'aléa a été traduite sur le plan de zonage. et le périmètre constructible évite toutes les zones rouges.
P-58 Se prémunir des risques de glissement de terrain /chute de blocs
La carte d'aléa a été traduite sur le plan de zonage et le périmètre constructible évite toutes les zones rouges.
P-59 Intégrer le risque incendie dans les zones urbanisées ou à urbaniser
Aucun risque feu de forêt n'est identifié sur la commune.
P-60 Maîtriser le risque radon
L'état initial de l'environnement établit le diagnostic concernant le risque radon. Toute la commune est en risque radon faible, et la carte communale n'a pas d'emprise sur cette question.
P-61 Intégrer l'aléa retrait et gonflement des argiles
L'état initial de l'environnement établit le diagnostic concernant le risque de retrait et gonflement des argiles faible sur tout le secteur du village et le périmètre constructible ; la carte communale n'a pas d'emprise sur cette question.
P-62 Protéger les populations des risques technologiques
Mizoen n'est pas concernée par cette disposition, le village se situant en amont et au dessus du barrage du Chambon.
P-63 Intégrer les risques miniers
Mizoen n'est pas concernée.
P-64 Protéger les populations des nuisances sonores Bourg d'Oisans, Livet & Gavet et Le Freney, Huez
Mizoen n'est pas concernée.
P-65 Se prémunir des nuisances liées à la pollution
Le diagnostic fait état des sites et sols pollués potentiels sur le territoire communal. Aucun secteur dédié aux entreprises génératrices de nuisances n'est programmé.
P-66 Protéger les populations contre les plantes allergènes
La carte communale n'est pas l'outil adapté pour gérer cette problématique.
P-67 Se prémunir du risque vectoriel
La carte communale n'est pas l'outil adapté pour gérer cette problématique.
P-68 Travailler sur durabilité, la polyvalence et la réversibilité des projets
La carte communale n'est pas l'outil adapté pour gérer cette problématique.
R-17 Développer une stratégie intercommunale de résilience
Échelle intercommunale
R-18 Réfléchir à l'avenir du site de La Bérarde Saint Christophe en Oisans
Non concernée
P-69 Établir un diagnostic paysager
L'état initial de l'environnement expose un diagnostic paysager. Grâce à cet état des lieux, les éléments paysagers marquants du territoire communal ont pu être identifiés et préservés ensuite à travers un zonage adapté.
P-70 Préserver les silhouettes villageoises remarquables et prévoir le développement urbain au regard des enjeux paysagers (lisières d'urbanisations et sens de développement)
Le village est identifié comme possédant une silhouette villageoise remarquable ; les extensions sont situées sur des secteurs variés, sans venir impacter un endroit spécifiquement, et venant plutôt combler les anfractuosités.

P-71 Mettre en valeur les points de vue remarquables
La carte communale n'est pas l'outil adapté pour cela.
P-72 Valoriser les départs de randonnées et les sites remarquables
La carte communale n'est pas l'outil adapté pour cela.
P-73 Accompagner la densification des zones d'activité économique
Mizoen n'est pas concernée car ne possède aucune zone d'activité économique.
P-74 Veiller à la requalification des zones d'activités
Mizoen n'est pas concernée car ne possède aucune zone d'activité économique.
P-75 Améliorer la qualité paysagère des entrées de ville
Le périmètre de la carte communale prévoit 2 extensions en entrée de ville, qui pourront permettre une redéfinition plus appropriée du contour.
R-19 Elaborer une stratégie de gestion des friches agricoles
Aucune friche agricole n'a été identifiée au diagnostic du territoire.
R-20 Accompagner les associations foncières pastorales et les groupements pastoraux
La carte communale n'empêche pas cela en prévoyant une extension de 0.7ha entre espaces naturels et espaces forestiers aux abords du village.
R-21 Réglementer la signalétique et les dispositifs de publicité
Ces recommandations ne relèvent pas de la carte communale.
R-22 Définir des schémas directeurs des espaces publics
Mizoen ne fait pas partie des polarités principales.
P-76 Etablir un inventaire patrimonial
Le diagnostic fait état du patrimoine communal La carte communale ne peut permettre de les protéger comme le ferait un PLU.
P-78 Préserver les caractéristiques architecturales traditionnelles de l'Oisans
Les mêmes règles architecturales continuent de s'appliquer dans le périmètre de la carte communale qui n'est pas l'outil permettant de règlementer ces éléments.
R-23 Renforcer les partenariats avec le Parc National des Ecrins et le centre de géologie de l'Oisans
Cette disposition ne relève directement pas des cartes communales.
R-24 Mettre en valeur l'histoire du territoire
Cette disposition ne relève directement pas des cartes communales.
P-78 Rôle des communes au sein de l'armature urbaine
Mizoen fait partie des villages, pour lesquels il faut éviter la décroissance démographique. Le périmètre prévoit une légère relance démographique.
P-79 Organisation des territoires communaux
Les extensions et seuls secteurs constructibles sont situés sur le village, renforçant ainsi son rôle de centralité communale.
P-80 Répartition des logements
La répartition n'est pas faite par commune mais par polarité. Ainsi 9 communes se partagent la création de 120 logements. Mizoen prévoit une quinzaine de logements sur la période 2021-2035. Or Mizoen est la plus peuplée des communes villages, et représente sur ce point 22% du total de la population de celles-ci. Uniquement sur ce critère, la commune pourrait donc bénéficier d'environ 25 logements.
P-81 Logements permanents
La carte communale ne permet pas de maîtriser la création de logements permanents.
R-23 Stratégie foncière et outil opérationnel
Cette disposition ne concerne pas les cartes communales.
P-82 Mixité sociale et logements abordables
Les tènements fonciers disponibles ne dépassent pas 2 logements chacun. Et la carte communale ne permet pas de maîtriser la création de logements permanents, ni leur typologie.
P-83 Logements vacants

Mizoen n'est pas concernée par cette disposition puisqu'elle dispose d'un taux de logements vacants assez bas, de 4.3%.
R-26 Lutter contre les logements vacants
Mizoen n'est pas concernée
P-84 Garantir une production minimale de logements séniors **Bourg d'Oisans, de Livet et Gavet, d'Allemond et du Freney d'Oisans**
Mizoen n'est pas concernée
P-85 Renforcer l'offre en logements pour les travailleurs saisonniers
Le SCoT ne fixe pas de minimum de nombre de lits pour les saisonniers à créer sur Mizoen s'appuyant notamment sur l'étude des logements saisonniers réalisée par la CCO.
P-86 Mixité des formes urbaines
Cette prescription est une recommandation pour les communes villages. La carte communale n'est pas un outil permettant la mise en place d'une mixité des formes urbaines.
R-27 Configuration des logements
Ne concerne pas les cartes communales.
P-87 Site préférentiel de localisation des équipements publics
Une carte communale ne peut localiser les équipements.
P-88 Déployer les outils numériques de dernière génération sur le territoire (fibre, 5G…).
Une carte communale ne peut favoriser ce type de déploiement ; si ce n'est en densifiant et en urbanisant en extension sur la centralité, ce qu'elle fait.
P-89 Équipements et services publics
Cette problématique ne se pose pas sur cette commune.
R-28 Développer les services de la santé à l'année en s'appuyant sur l'armature urbaine et en particulier les maisons médicales.
Cette recommandation rappelle les actions prévues à l'échelle de la CCO.
P-89 Développer l'offre de formation
Mizoen n'est pas concernée
R-29 Vie sociale
Il s'agit d'un espace de vie sociale itinérant. La carte communale n'est pas directement concernée par cette prescription.
R-30 Soutenir l'offre culturelle
Mizoen ne possède pas réellement d'offre culturelle sur son territoire.
P-91 Faciliter l'accès au territoire de l'Oisans en proposant une offre de transport en commun performant et décarboné entre les gares de la métropole grenobloise et notamment le Pôle d'Echanges Multimodale (PEM) du Bourg d'Oisans
Pas de traduction dans les documents d'urbanisme locaux
R-31 Renforcer les synergies entre les acteurs du territoire (Région, département, Etat, Métropole Grenoble) et s'impliquer dans le déploiement du SERM grenoblois (Services Express Régionaux Métropolitains)
Cette disposition n'a pas de lien direct avec les cartes communales.
P-92 Travailler sur un report modal interne au territoire
Mizoen n'est pas concernée
P-93 Développer des outils de covoiturage et d'autopartage
Une carte communale ne peut réellement y veiller.
R-29 S'appuyer sur des outils numériques existants (ou en développer) pour faciliter l'usage d'alternatives à la voiture individuelle
Une carte communale ne peut réellement y veiller
P-94 Limiter l'usage de la voiture lors des séjours touristiques
Le diagnostic fait état des stationnements existants sur la commune. La carte communale ne peut aller au-delà.

R-33 Limiter les stationnements gratuits en station
Cela relève de politique publique et non d'une carte communale.
R-34 Instaurer une offre de mobilité en libre-service pour les habitants et touristes (vélo et/ou voiture)
Cela relève de politique publique et non d'une carte communale.
P-95 Déployer une stratégie globale de mobilité à l'échelle des zones urbanisées
Le diagnostic fait état des stationnements existants sur la commune. Le périmètre constructible se concentre sur le village et quelques extensions, permettant ainsi de concentrer les flux et les services.
P-96 Urbanisme et mobilité
Mizoen ne dispose pas de service de transports publics régulier. Son projet de carte communale prévoit néanmoins une urbanisation en densification du village et quelques extensions en continuité de celui-ci.
P-97 Etablir un schéma des mobilités douces
Une carte communale ne poursuit pas ce type de vocation.
P-98 Développer les modes doux dans les nouvelles opérations d'aménagement
Aucune nouvelle opération d'aménagement n'existe dans le projet.
P-99 Permettre la finalisation de la voie verte
Une carte communale ne permet pas de mettre en place ce type de prescription.
P-98 Déployer une politique vélo
Les déplacements à vélo ne sont pas très adaptés au territoire. Le périmètre constructible est concentré sur le village, ce qui a le mérite de ne pas éparpiller les habitations et services et donc favoriser autant que possible la pratique cycliste.
R-35 Poursuivre le développement de l'offre vélo
La plupart de ces recommandations ne sont pas applicables aux cartes communales.
P-101 Apaiser les centres bourgs
La question de l'apaisement des espaces publics et du développement des mobilités douces ne se pose pas vraiment sur cette commune. La carte communale n'obère pas cet objectif mais celui-ci n'est pas à ce jour celui de la commune au vu de sa structuration urbaine.
P-102 Développer une filière outdoor
Bourg d'Oisans est pressentie sur cette prescription
P-103 Développer l'économie productive
Mizoen n'est pas concernée
R-36 Inciter au développement de la filière bois
Le périmètre constructible vient consommer 0.09ha de boisements. Cela n'est pas de nature à déstructure une filière bois non existante sur la commune.
P-104 Renforcer la filière tertiaire
Mizoen n'est pas concernée
P105 Favoriser le développement de l'économie sociale et solidaire
Mizoen n'est pas concernée
P-106 Armature économique
Mizoen n'est pas concernée
P-107 Travailler au renouvellement urbain et à la densification des zones économiques existantes
Mizoen n'est pas concernée
P-108 Mettre en œuvre une stratégie foncière à vocation économique
Mizoen n'est pas concernée
P-109 Développer une offre foncière
Mizoen n'est pas concernée
P-110 Réalisation d'Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur les ZAE
Mizoen n'est pas concernée
P-111 Fonctionnement urbain et accessibilité des ZAE
Mizoen n'est pas concernée

P-112 Insertion architecturale, paysagère et environnementale
Mizoen n'est pas concernée
P-113 Définir une ambition environnementale et climatique pour les ZAE
Mizoen n'est pas concernée
P-114 Réaliser un diagnostic agricole
Le rapport de présentation fait état d'un diagnostic agricole.
P-115 Etablir des périmètres de fonctionnalité autour des exploitations
Le périmètre constructible projeté ne concerne aucun espace agricole ceux-ci étant relativement éloignés du village.
P-116 Assurer les possibilités d'installation de nouvelles exploitations
Le périmètre constructible projeté ne concerne aucun espace agricole ceux-ci étant relativement éloignés du village.
R-37 Accompagner la création, le développement et la transmission d'exploitations agricoles
Cela ne concerne pas directement les cartes communales.
R-38 Assurer un maintien des activités agricoles de qualité
Cela ne concerne pas directement les cartes communales.
R-39 Optimiser et rationnaliser les ressources disponibles
Cela ne concerne pas directement les cartes communales.
R-40 Inciter à la montée en gamme des productions par une meilleure valorisation des produits
Cela ne concerne pas directement les cartes communales.
P-117 Limiter le morcellement des unités foncières
Le périmètre constructible projeté ne concerne aucun espace agricole ceux-ci étant relativement éloignés du village.
P-118 Organiser les constructions agricoles afin d'en assurer l'intégration paysagère
Le périmètre constructible projeté ne concerne aucun espace agricole ceux-ci étant relativement éloignés du village. Les constructions agricoles sont soumises aux mêmes règles que précédemment.
P-119 Identifier et préserver les terres agricoles
Tous les espaces agricoles identifiés au diagnostic ont été exclus de la zone constructible.
P-120 Eviter, réduire ou compenser la consommation ou l'artificialisation des terres agricoles
Les quelques parcelles en extension le sont en continuité des espaces urbains du village et ne consomment que 0,7 ha.
R-41 Développer une politique foncière de préservation des espaces agricoles
Cela ne concerne pas directement les cartes comunales.
P-122 Identifier les espaces irrigables
Le diagnostic n'identifie aucun canal d'irrigation.
P-123 Maintenir et développer l'Abattoir Intercommunal Bourg d'Oisans
Mizoen n'est pas concernée
P-124 Accueillir des projets innovants en transformation de productions agricoles de l'Oisans
La carte communale n'obère pas cela
R-42 Faciliter l'accès pour la population permanente aux produits issus de l'agriculture uissane, vers une politique alimentaire territoriale
Cela ne relève pas directement d'une carte communale
R-43 Créer de nouveaux débouchés pour les produits agricoles prêts à la consommation ou transformés
Cela ne relève pas directement d'une carte communale
P-125 Maintenir et favoriser le pastoralisme en Oisans
Le périmètre constructible projeté ne concerne aucun espace agricole ceux-ci étant relativement éloigné du village.
P-126 Gérer les paysages agricoles et ouvrir les milieux

Le périmètre constructible projeté ne concerne aucun espace agricole ceux-ci étant relativement éloigné du village.
R-44 Soutenir le pastoralisme par des dispositifs d'animation et de valorisation
Cela ne relève pas directement d'une carte communale
P-127 Localisations préférentielles pour le commerce de proximité *(moins de 300m² de surface de vente).*
Une carte communale ne permet pas de règlementer cela.
R-45 Délimiter les secteurs de centralité dans les documents d'urbanisme locaux
Le périmètre constructible projeté ne concerne que le village et ses extensions.
P-128 Localisations préférentielles pour les nouvelles implantations de commerces d'importance *(plus de 300m² de surface de vente)*
Mizoen n'est pas concernée
P-129 Favoriser le commerce dans les centralités des communes identifiées comme localisations préférentielles
Le périmètre constructible projeté ne concerne que le village et ses extensions.
R-46 Mettre en place les conditions favorables au commerce de centralité
Une carte communale n'est pas concernée.
P-130 Favoriser en périphérie l'accueil des commerces d'importance *(+ de 300m² de SV)*
Mizoen n'est pas concernée
P-131 Déclinaison des localisations préférentielles pour les commerces d'importance, selon la réponse aux fréquences d'achats et par formats (surfaces de vente*)
Mizoen n'est pas concernée par les commerces d'importance sur son territoire.
P-132 Proscrire les nouvelles implantations de commerces d'importance en dehors des localisations préférentielles
Mizoen n'est pas une localisation préférentielle pour les commerces d'importance
P-133 Permettre et encadrer l'extension des commerces d'importance existants isolés
Mizoen n'est pas concernée
P-134 Réserver les nouvelles implantations commerciales de proximité aux localisations préférentielles
Le périmètre constructible projeté ne concerne que le village et ses extensions.
P-135 Assurer la desserte en mode doux et collectifs des pôles commerciaux
Mizoen ne possède aucun pôle commercial.
P-136 Assurer les conditions d'insertion urbaine, naturelle et paysagère harmonieuse des équipements implantés au sein des pôles commerciaux
Mizoen ne possède aucun pôle commercial.
P-137 Proscrire l'implantation d'équipement logistique commerciale sur le SCoT
Cela ne relève pas de la carte communale.
P-138 Cadrer l'implantation d'équipement logistique commerciale de proximité
Mizoen n'est pas concernée
P-139 Travailler sur la complémentarité des équipements touristiques
Mizoen ne dispose pas de projet touristique ni d'équipement spécifique.
R-47 Développer des outils de compréhension de l'activité touristique
Cela ne relève pas d'une carte communale
P-140 S'adapter aux évolutions climatiques
La commune à travers sa carte communale ne bénéficie pas d'une grande marge de manœuvre sur cette question. Elle vient expressément poser des limites à l'urbanisation contrairement au RNU qui en pratique laisse parfois s'étendre les enveloppe urbaines. Elle stoppe l'urbanisation sur ses hameaux. Dans ce contexte, elle participe à limiter les effets connexes d'une urbanisation non maîtrisée.
P-141 Faciliter la réhabilitation/relocalisation des refuges
Une carte communale ne permet pas ce type de prescription
R-48 Diversifier l'activité touristique afin d'élargir les ailes de saison

cela ne relève pas d'une carte communale
P-142 Qualifier les offres existantes de loisirs de montagne : "L'Oisans des trésors à ciel ouvert"
Une carte communale ne permet pas ce type de prescription
R-49 Identifier, entretenir et développer les sites d'escalade (bloc ou sites naturels)
Mizoen ne possède pas de site d'escalade
P-143 Développer un projet innovant autour du vélo
Mizoen n'est pas la commune pressentie pour les grosses infrastructures liées à ce projet.
P-144 Conforter et qualifier l'offre d'excellence cyclo pour les spécialistes et les non-initiés
Une carte communale ne permet pas ce type de prescription
R-50 Qualifier l'offre VTT pour atteindre une offre d'excellence en développant les itinéraires de balade à partir d'itinéraires existants en plaine et en stations
Le territoire communal ne se prête pas beaucoup à la pratique VTT pour les non-initiés.
P-145 Structurer l'offre territoriale Cyclo à assistance électrique
Une carte communale ne permet pas ce type de prescription
P-146 Développer le réseau de services vélos
Une carte communale ne permet pas ce type de prescription
R-51 Poursuivre la communication et la sensibilisation autour du vélo
Cela ne concerne pas directement la carte communale.
P-147 Valoriser le patrimoine
Le diagnostic propose un inventaire du patrimoine. Une carte communale ne permet pas ce type d prescription.
R-52 Structurer l'offre muséale
Mizoen n'est pas concernée
R-53 Mettre en scène la diversité de l'offre des patrimoines du territoire
Une carte communale ne permet pas ce type de recommandation
R-54 Valoriser et structurer un terroir pour renforcer l'identité du territoire en favorisant l'artisanat et les productions locales
Cela ne concerne pas directement la carte communale.
P-148 Développer des activités complémentaires liées à l'eau
Une carte communale ne permet pas ce type de prescription
P-149 Développer la diversification multi- activités / indoor des stations / pôles
Une carte communale ne permet pas ce type de prescription
P-150 Développer des activités à sensations complémentaires
Mizoen ne dispose pas de projet de ce type et a dimensionné sa carte communale au regard de besoins e logements.
P-151 Conforter l'offre de ski
Mizoen n'est pas concernée par cet objectif
P-152 Adapter les installations et équipements touristiques et de loisirs aux exigences environnementale et paysagères
Mizoen n'est pas concernée par cet objectif
P-153 Délimiter les domaines de montagne pour le ski alpin
Mizoen n'est pas une commune support de domaine de montagne
P-154 Extension des domaines de montagne pour le ski alpin
Mizoen n'est pas concernée.
R-55 Instaurer des servitudes de pistes
Cela ne concerne pas directement la carte communale
R-56 Travailler sur l'accueil client et le marketing autour de l'activité ski
Cela ne concerne pas directement la carte communale
P-155 Rénover et remettre en Tourisme l'Immobilier de Loisir (RRETIL) le parc de lits existants par des opérations de renouvellement urbain

Aucun espace de type friche ou secteur où favoriser la réhabilitation n'a été identifié sur la commune.
P-156 Encadrer le changement de destination des hébergements marchands
Une carte communale ne permet pas ce type de prescription
P-157 Limiter l'extension de l'urbanisation pour la création de lits touristiques
Mizoen n'a aucun objectif de lits touristiques
P-158 Accompagner l'évolution des hébergements de plein air (camping)
Une carte communale ne permet pas ce type de prescription.
R-57 Développer des mesures d'accompagnement pour favoriser la mise en tourisme
Cela ne concerne pas directement les cartes communales.
P-159 Capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation
Il s'agit d'un rappel de la loi faisant correspondre les besoins en urbanisation et la préservation des espace agricoles, forestiers et naturels
P-160 Définition des bourgs, villages, hameaux et groupes de constructions traditionnelles ou d'habitations existants
Il s'agit de la définition de la méthodologie appliquée par le SCoT pour l'identification dans les PLU
P-161 Urbanisation en continuité
Aucune urbanisation n'est engagée en discontinuité.
P-162 Urbanisation en discontinuité
Aucune urbanisation n'est engagée en discontinuité.
P-163 Identification des terres nécessaires au maintien des activités agricoles, pastorales et forestières
Cela est réalisé dans le diagnostic mais une carte communale ne permet pas ce type de prescription.
P-164 Identifier les chalets d'alpage
Une carte communale ne permet pas ce type de prescription

A la lueur de ces éléments, la carte communale de Mizoen s'inscrit pleinement dans un rapport de compatibilité avec le projet de SCoT de l'Oisans.

Les autres document supra communaux :

Document	Philosophie du document	Carte Communale de Mizoen
Loi Montagne	Engager l'économie de la montagne dans des politiques de qualité, de maîtrise de filière, de développement de la valeur ajoutée et rechercher toutes les possibilités de diversification ; Participer à la protection des espaces naturels et des paysages et promouvoir le patrimoine culturel ainsi que la réhabilitation du bâti existant ; Assurer une meilleure maîtrise de la gestion et de l'utilisation de l'espace montagnard par les populations et collectivités de montagne Réévaluer le niveau des services en montagne, assurer leur pérennité et leur proximité par une généralisation de la contractualisation des obligations.	La carte communale identifie les zones constructibles en extension du village uniquement et utilise les dents creuses existantes. Aucun secteur n'a fait l'objet d'une dérogation Loi Montagne. Par ailleurs les autres constructions d'habitations ont été considérées comme isolées et sont donc soumises à la règle de l'extension limitée.
SDAGE	Les 8 orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de l'eau et des milieux aquatiques édictées par le SDAGE sont les suivantes : 0. S'adapter aux effets du changement climatique. 1. Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité.	La carte communale ne s'oppose pas à ces orientations fondamentales. La commune ne possède pas de ressource en eau utilisée pour

	2. Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradations milieux aquatiques. 3. Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau. 4. Renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux. 5. Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé. 6. Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides 7. Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir. 8. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques.	l'alimentation en eau potable sur son territoire. Elle prévoit des extensions uniquement sur le village, seul secteur raccordé à la station d'épuration d'Aquavallées. Elle a pris en compte les risques naturels pour établir les zones d'extension en continuité du village. Par ailleurs, elle ne s'oppose pas aux mesures territorialisées établies pour la Romanche permettant le respect des objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le SDAGE. La carte communale est donc compatible avec le SDAGE.
SAGE Drac Romanche	Les différents enjeux de protection dans le cadre du Sage Drac Romanche sont: ▪ La qualité de l'eau Orientation 1 : Suivre la qualité des eaux de surface et des eaux souterraines Orientation 2 : Traiter les rejets domestiques sur l'ensemble du bassin versant Orientation 3 : Lutter contre les pollutions par des substances dangereuses Orientation 4 : Limiter les perturbations de la qualité de l'eau dues à divers usages Orientation 5 : Gérer les eaux pluviales en milieu urbain en secteurs sensibles ▪ Le partage de l'eau – la quantité Orientation 6 : Concilier l'usage de l'hydroélectricité avec les autres usages et les objectifs de quantité Orientation 7 : Concilier l'activité économique, touristique et sociale avec les objectifs de quantité et de qualité du milieu ▪ La ressource en eau potable Orientation 8 : Garantir la pérennité de la qualité et de la quantité des ressources patrimoniales Orientation 9 : Aboutir à une gestion équilibrée de la ressource notamment en améliorant la coordination des acteurs de l'eau Orientation 10 : Garantir et sécuriser la distribution d'une eau potable de qualité. ▪ La préservation des milieux et l'organisation de la fréquentation Orientation 11 : Préserver et mieux gérer les milieux aquatiques	La carte communale ne s'oppose pas à ces objectifs de protection. La commune n'est concernée par aucune zone humide prioritaire ni aucun secteur vulnérable pour la préservation des nappes stratégiques identifiées par le SAGE. Elle a défini des zones constructibles qui n'impactent pas les ressources en eau qui ne sont d'ailleurs pas sur son territoire. Elle identifie les zones constructibles sur le secteur qui est raccordé à Aquavallées afin de ne pas augmenter les rejets des eaux usées dans les milieux naturels. Les risques dont l'inondation sont pris en compte. La carte communale est donc compatible avec le SAGE dans la limite de ses champs d'intervention.

	Orientation 12 : Améliorer le potentiel écologique et piscicole du Drac, de la Romanche et de leurs affluents Orientation 13 : Améliorer la gestion du transport solide Orientation 14 : Organiser la fréquentation des rivières ▪ La prévention des inondations et des risques de crues Orientation 15 : Renforcer la prévention, protéger et agir contre les inondations en Drac et en Romanche ▪ La gestion locale de l'eau : entre aménagement du territoire et gestion de l'eau Orientation 16 : Assurer l'animation et la coordination du SAGE Orientation 17 : Veiller au respect du SAGE ▪ L'adaptation au changement climatique Orientation 18 : Définir une politique d'adaptation du bassin versant au changement climatique.	
PGRI Rhône Méditerranée	Les cinq grands objectifs de ce document sont les suivants : 1. Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation. 2. Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques. 3. Améliorer la résilience des territoires exposés. 4. Organiser les acteurs et les compétences. 5. Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation.	La carte communale a positionné les zones constructibles sur des secteurs qui n'ont pas été concernés par le passé par des évènements liés aux risques naturels et qui sont en dehors des aléas forts identifiés dans la carte réalisée en 2024. La carte communale ne s'oppose pas non plus aux orientations fondamentales du plan de gestion des risques d'inondation. Pour rappel, Mizoen ne fait pas partie de territoires à risque : de ce fait, la commune n'est pas concernée par des objectifs et dispositions pour les TRI (partie opposable aux stratégies locales). La carte communale est donc compatible avec le plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Rhône-Méditerranée.
SRC AURA	Le schéma pose les objectifs, orientations et mesures suivants : • Limiter le recours aux ressources minérales primaires ; • Préserver la possibilité d'accéder aux gisements dits "de report " et de les exploiter : hors zones de sensibilité	La carte communale ne s'oppose pas aux objectifs et mesures ci-contre. Aucune carrière n'est exploitée sur le territoire. Le projet de carte communale ne prévoit aucune création de carrière.

	majeure ; hors alluvions récentes ; hors gisements d'intérêts national ou régional ; • Ne pas exploiter les gisements en zone de sensibilité rédhibitoire ; • Éviter d'exploiter les gisements de granulats en zone de sensibilité majeure, (…) ; • Préserver les intérêts liés à la ressource en eau • Permettre l'accès effectif aux gisements d'intérêt nationaux et régionaux ; • Privilégier le renouvellement et/ou l'extension des carrières autorisées ; • Approvisionner les territoires dans une logique de proximité ; • Respecter un socle commun d'exigences régionales dans la conception des projets, leur exploitation et leur remise en état ; • Remettre en état les carrières dans l'objectif de ne pas augmenter l'artificialisation nette des sols ; • Prendre en compte les enjeux agricoles dans les projets ; • Inscrire dans la durée et la gouvernance locale la restitution des sites au milieu naturel • Éviter d'exploiter les gisements de granulats en zone de sensibilité majeure, (…) ;Préserver les intérêts liés à la ressource en eau.	Le Projet de carte communale est donc compatible avec le SRC.

2. PRISE EN COMPTE PAR LA CARTE COMMUNALE

Document	Philosophie du document	Carte communale de Mizoen
PCET Oisans	Le PCET a pour objectif d'identifier les principales activités responsables d'émissions de gaz à effet de serre de façon à déployer un plan d'action sur l'ensemble du territoire. Ce plan d'action tourne autour de 4 axes : L'aménagement du territoire : autour notamment de la mobilité avec un schéma opérationnel des transports collectifs, la mutualisation de véhicules écologiques et le confortement des modes doux L'énergie : avec des actions d'incitation et de conseil relatifs à la sobriété et la rénovation énergétique, et la création d'une structure de financement des centrales d'exploitation d'énergies renouvelables et le développement de la filière bois énergie.	Les zones constructibles en extension sont toutes identifiées sur le village, limitant ainsi la dispersion de la production de déchet, l'allongement des transports. Le reste ne relève pas du champ d'intervention de la carte communale, qui est compatible avec le PCET de l'Oisans.

	Les collectivités territoriales : avec des objectifs de recyclage et de collecte des déchets, des ambitions de mutualisation et d'organisation des services territoriaux, être exemplaire sur la qualité environnementale des bâtiments. La gouvernance : avec des actions de formation des agents, de coordination avec les autres acteurs, la mise en place d'un observatoire climatique…	

SRADDET	
Objectif	**Justification de la prise en compte de l'objectif dans la carte communale**
Objectif général 1 : Construire une région qui n'oublie personne	
Objectif stratégique 1 : Garantir, dans un contexte de changement climatique, un cadre de vie de qualité pour tous	
1.1. Redynamiser les centres bourgs, les centres villes et les quartiers en difficulté	La commune concentre ses zones constructibles sur le village, centre bourg de la commune.
1.2. Répondre à la diversité et à l'évolution des besoins des habitants en matière d'habitat	La commune connaît un pourcentage de logements vacants déjà faible. La carte communale n'est pas en capacité de prévoir des règles de nature à guider les types d'habitats en devenir.
1.3. Consolider la cohérence entre urbanisme et déplacements	Du fait du caractère rural de la commune, la commune ne comporte pas d'arrêts de bus réguliers. Une navette gratuite relie Le Bourg-d'Oisans aux villages de la vallée du Férand (dont Mizoen) durant l'été (juillet et août) à hauteur de 3 aller-retour chaque jour et 7j/7. De ce fait et notamment tout le reste de l'année, les déplacements en voiture restent dominants en intra et infra commune. Les zones constructibles sont concentrées au village et permettent ainsi de ne pas allonger les transports routiers.
1.4. Concilier le développement des offres et des réseaux de transport avec la qualité environnementale	
1.5. Réduire les émissions des polluants les plus significatifs et poursuivre celle des émissions de gaz à effet de serre aux horizons 2030 et 2050	Les effets de la carte communale sur la pollution de l'air sont analysés dans la partie 5.
1.6. Préserver la trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans l'urbanisme, les projets d'aménagement, les pratiques agricoles et forestières	Les effets de la carte communale sur la trame verte et bleue sont analysés dans la partie 5. La carte communale n'a pas d'impacts négatifs.
1.7. Valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables et ordinaires de la région	Les effets de la carte communale sur le paysage, le patrimoine et les espaces naturels sont analysés dans la partie 5. La carte communale n'a pas d'impacts négatifs.
1.8. Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés	Les zones constructibles sont prévues en extension du village pour une surface de 0.7ha, ce qui n'est pas de nature à impacter les équilibres visés.

SRADDET	
Objectif	Justification de la prise en compte de l'objectif dans la carte communale
1.9. Développer une approche transversale pour lutter contre les effets du changement climatique	Les cartes communales ne disposent pas de moyens concrets pour engager ce type d'approche. Le choix des zones constructibles, en continuité du village, permettent simplement de concentrer les habitats ce qui facilitent les transports, la gestion des déchets, des eaux usées etc.
Objectif stratégique 2 : Offrir l'accès aux principaux services sur tous les territoires	
2.1. Couvrir 100 % du territoire en Très Haut Débit (THD) et diviser par deux les zones blanches de téléphonie mobile	La carte communale n'a pas vocation à interférer sur ces sujets. La concentration des zones constructibles sur le village facilitera l'accès des nouveaux habitants aux réseaux de communication.
2.2. Agir pour le maintien et le développement des services de proximité sur tous les territoires de la région	Les objectifs du projet d'aménagement et de développement durables de la commune sont notamment de favoriser l'accueil d'une population permanente et dynamique, de conforter les équipements et services communaux, de maintenir les services de proximité… Les outils mobilisés par la carte communale pour la réalisation de ces actions sont détaillés dans la partie 4.
2.3. Répondre aux besoins de mobilité en diversifiant les offres et services en fonction des spécificités des personnes et des territoires	La carte communale ne peut agir sur l'existence ou la fréquence de transports en commun ou transports de marchandises, ni sur l'incitation à l'intermodalité ou la sûreté des voyageurs.
2.4. Simplifier et faciliter le parcours des voyageurs et la circulation des marchandises	
2.5. Renforcer l'attractivité, la performance et la fiabilité des services de transports publics	
2.6. Renforcer la sécurité des déplacements pour tous les modes	
2.7. Renforcer la sûreté pour les voyageurs dans les transports collectifs et dans les lieux d'attente	
2.8. Développer une offre de santé de premier recours adaptée aux besoins des territoires (infrastructures, attraction des professionnels de santé)	La commune repose sur les communes voisines en termes d'offre de santé (pharmacie, médecin…).
2.9. Accompagner la réhabilitation énergétique des logements privés et publics et améliorer leur qualité environnementale	La carte communale n'a pas vocation à interférer sur ces problématiques.
Objectif stratégique 3 : Promouvoir des modèles de développement locaux fondés sur les potentiels et les ressources	
3.1. Privilégier le recyclage du foncier à la consommation de nouveaux espaces	Dans sa consommation d'espaces, la commune prévoit d'utiliser les dents creuses existantes. Elle n'intervient en extension que dans la limite de ses besoins.

SRADDET	
Objectif	**Justification de la prise en compte de l'objectif dans la carte communale**
3.2. Anticiper à l'échelle des SCoT la mobilisation de fonciers de compensation à fort potentiel environnemental	Les cartes communales ne sont pas concernées par cet objectif.
3.3. Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et sylvicole viable, soucieuse de la qualité des sols, de la biodiversité et résiliente face aux impacts du changement climatique	Les terrains utilisés à des fins agricoles ou présentant un potentiel agricole ne sont pas classés en zone constructible. La consommation d'espaces agricoles potentiellement engendrée par la mise en œuvre de la carte communale est inexistante.
3.4. Faire de l'image de chaque territoire un facteur d'attractivité	La carte communale n'est pas concernée.
3.5. Soutenir spécifiquement le développement des territoires et projets à enjeux d'échelle régionale	Aucun projet à enjeux d'échelle régionale n'est situé ou ne traverse le territoire communal.
3.6. Limiter le développement de surfaces commerciales en périphérie des villes en priorisant leurs implantations en centre-ville et en favorisant la densification des surfaces commerciales existantes	La carte communale ne prévoit aucune surface commerciale.
3.7. Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergie renouvelable en accompagnant les projets de production d'énergie renouvelable et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à + 100 % à l'horizon 2050	La carte communale ne peut agir sur ce volet.
3.8. Réduire la consommation énergétique de la région de 23 % par habitant à l'horizon 2030 et porter cet effort à -38 % à l'horizon 2050	Aucun outil ne peut spécifiquement mis en place dans une carte communale visant à la réduction de la consommation énergétique.
3.9. Préserver les espaces et le bon fonctionnement des grands cours d'eau de la région	La commune n'est traversée par aucun grand cours d'eau à l'échelle de la région. Toutefois : - les zones humides sont protégées puisque non incluses dans le périmètre de la carte communale ; - les eaux usées concentrées sur un secteur relié à Aquavallées et la consommation d'eau potable attendue permettent une préservation de la ressource en eau.
Objectif général 2 : Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires	
Objectif stratégique 4 : Faire une priorité des territoires en fragilité	
4.1. Désenclaver les territoires ruraux et de montagne par des infrastructures de transport et des services de mobilité adaptés	La carte communale ne peut agir sur l'existence ou la fréquence de transports en commun, ni sur l'incitation à l'intermodalité.

SRADDET	
Objectif	Justification de la prise en compte de l'objectif dans la carte communale
4.2. Faire de la résorption de la vacance locative résidentielle et touristique une priorité avant d'engager la production d'une offre supplémentaire	Pour rappel, le parc de logements de la commune est composé d'une faible part de taux vacants (4.3%). De manière générale, selon le rapport Robert de 1992 sur « le fonctionnement du marché du logement et la vacance », trois types de logements vacants existent : - une vacance de rotation inévitable entre deux occupants et nécessaire à la fluidité du marché. Il s'agit de logements offerts à la location ou à la vente. - une vacance de transformation, qui concerne les logements pour lesquels des travaux lourds sont en projets ou en cours ; - une vacance de dévalorisation, d'obsolescence ou encore d'inadaptation. Il est estimé qu'un taux d'au moins 4 à 5% est nécessaire à la fluidité du marché. La commune de Mizoen se situe dans cette tranche.
4.3. Accompagner les collectivités à mieux prévenir et à s'adapter aux risques naturels très présents dans la région	Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur la prise en compte des risques naturels sont détaillés dans la partie 5.
4.4. Préserver les pollinisateurs tant en termes de biodiversité qu'en termes de filière apicole	Il est rappelé qu'aucun outil de la carte communale ne permet de règlementer l'emploi de produits phytosanitaires. Néanmoins, aucun produit phytosanitaire n'est utilisé par la commune : fleurs, cimetière, …
4.5. Préserver la ressource en eau pour limiter les conflits d'usage et garantir le bon fonctionnement des écosystèmes notamment en montagne et dans le sud de la région	Les effets de la mise en œuvre de la carte communale sur la ressource en eau sont analysés dans la partie 5.
Objectif stratégique 5 : Interconnecter les territoires et développer leur complémentarité	
5.1. Promouvoir une organisation multipolaire qui renforce les complémentarités des territoires et qui favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle locale	La carte communale n'a pas vocation à intervenir sur les transports.
5.2. Identifier les itinéraires d'intérêt régional pour un maillage cohérent et complémentaire des infrastructures de transport tous modes	Aucun itinéraire d'intérêt régional ne traverse la commune.
5.3. Veiller à la cohérence des aménagements pour la connexion des offres et services de mobilité au sein des pôles d'échanges	Aucun pôle ou lieu de connexion pour les voyageurs n'est situé sur la commune.
5.4. Veiller à une performance adaptée des infrastructures de transport en réponse au besoin d'échanges entre les territoires	La carte communale ne peut agir sur la performance des transports en commun (bus, trains...)

SRADDET	
Objectif	**Justification de la prise en compte de l'objectif dans la carte communale**
5.5. Inciter à la complémentarité des grands équipements portuaires et d'intermodalité fret	La commune n'est pas concernée par cet objectif, aucune activité de logistique n'étant observée sur la commune.
5.6. Inciter à la complémentarité des grands équipements aéroportuaires	La commune n'est pas concernée par cet objectif, aucun aéroport n'étant situé sur la commune.
Objectif général 3 : Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes	
Objectif stratégique 6 : Développer les échanges nationaux source de plus-values pour la région	
6.1. Développer des programmes de coopération interrégionales dans les domaines de la mobilité, de l'environnement et de l'aménagement	Aucun outil de la carte communale ne permet la concrétisation de cet objectif. Elle n'entrave toutefois pas la réalisation de cet objectif.
6.2. Soutenir les grands projets de liaisons supra régionales (infrastructures, équipements, services) renforçant les échanges est-ouest et nord-sud	Aucun projet de liaison suprarégionale n'a été identifié sur le territoire de la commune.
6.3. Exploiter le potentiel des fleuves dans une logique interrégionale	Aucun fleuve ne traverse le territoire de la commune.
Objectif stratégique 7 : Valoriser les dynamiques européennes et transfrontalières et maîtriser leurs impacts sur le territoire régional	
7.1. Renforcer les échanges transfrontaliers	Aucun projet visant le renforcement des échanges transfrontaliers n'a été identifié sur la commune de. La carte communale n'entrave toutefois pas la réalisation de cet objectif.
7.2. Renforcer la mobilité durable à l'échelle du Grand Genève ;	La commune de Mizoen ne fait pas partie du Grand Genève.
7.3. Développer et renforcer une vision commune de l'aménagement du territoire du Genevois français afin de permettre des échanges équilibrés et des coopérations constructives au sein du Grand Genève et du territoire lémanique ;	
7.4. Valoriser le corridor Rhône-Saône et renforcer la performance des ports pour les échanges intercontinentaux et l'ouverture maritime de la région ;	La commune de Mizoen ne fait pas partie du corridor Rhône-Saône.
7.5. Faire une priorité du maintien de la biodiversité alpine, en préservant et restaurant les continuités écologiques à l'échelle des Alpes occidentales, en lien avec la Région Sud PACA et les régions italiennes (Val d'Aoste, Ligurie, Piémont).	Les effets de la carte communale sur la biodiversité sont détaillés dans la partie 5. La carte communale n'a pas d'impact négatif sur la biodiversité alpine.
Objectif général 4 : Innover pour réussir les transitions (transformations) et mutations	
Objectif stratégique 8 : Faire de la Région un acteur des processus de transition des territoires	
8.1. Animer, encourager ou accompagner les processus innovants des territoires ;	La carte communale n'entrave pas cet objectif.
8.2. Accompagner les collectivités dans leur PCAET et dans le développement des solutions alternatives, la sensibilisation du public et la mobilisation des professionnels pour amplifier les	Si la carte communale n'est pas l'outil adapté pour la concrétisation de cet objectif, celle-ci n'en entrave toutefois pas la réalisation.

SRADDET	
Objectif	Justification de la prise en compte de l'objectif dans la carte communale
changements (comportement, production, ingénierie, etc.)	
8.3. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes une région leader sur la prévention et la gestion des déchets ;	La prévention et la gestion des déchets n'est pas de la compétence de la commune mais de celle de l'EPCI.
8.4. Assurer une transition équilibrée entre les territoires et la juste répartition d'infrastructures de gestion des déchets ;	La prévention et la gestion des déchets n'est pas de la compétence de la commune mais de celle de l'EPCI. Aucun projet lié au développement de nouvelles infrastructures de gestion des déchets n'a été porté à la connaissance de la commune durant la phase d'élaboration de la carte communale.
8.5. Faire d'Auvergne-Rhône-Alpes la région de l'économie circulaire	Si la carte communale n'est pas l'outil adapté pour la concrétisation de cet objectif, celle-ci n'en entrave toutefois pas la réalisation.
8.6. Affirmer le rôle de chef de file climat, énergie, qualité de l'air, déchets et biodiversité de la Région	Les éléments relatifs aux thèmes du climat, de l'énergie et de la qualité de l'air, des déchets et de la biodiversité ont été traités en amont, se référer aux justifications précédentes.
8.7. Accompagner les mutations des territoires en matière de mobilité	Les éléments relatifs au thème de la mobilité ont été traités en amont, se référer aux justifications précédentes.
Objectif stratégique 9 : Préparer les territoires aux grandes mutations dans les domaines de la mobilité, de l'énergie, du climat et des usages, en tenant compte des évolutions sociodémographiques et sociétales	
9.1. Accompagner l'autoconsommation d'énergie renouvelable et les solutions de stockage d'énergie ;	La carte communale n'est pas l'outil adapté pour permettre de traiter de l'accompagnement des particuliers.
9.2. Mobiliser les citoyens et acteurs sur le changement climatique et l'érosion de la biodiversité en soutenant et diffusant les bonnes pratiques ;	La carte communale n'est pas l'outil adapté pour permettre de traiter de l'accompagnement des particuliers.
9.3. Développer le vecteur énergétique et la filière hydrogène tant en termes de stockage d'énergie que de mobilité ;	Si la carte communale n'est pas l'outil adapté pour la concrétisation de cet objectif, celle-ci n'en entrave toutefois pas la réalisation.
9.4. Expérimenter, déployer et promouvoir les innovations technologiques, organisationnelles et les initiatives privées et publiques pour la mobilité	Si la carte communale n'est pas l'outil adapté pour la concrétisation de cet objectif, celle-ci n'en entrave toutefois pas la réalisation.
Objectif stratégique 10 : Développer une relation innovante avec les territoires et les acteurs locaux	
10.1. Permettre les coopérations interrégionales voire internationales pour développer un réseau de bornes d'avitaillement en énergies alternatives pour les transports	Si la carte communale n'est pas l'outil adapté pour la concrétisation de cet objectif, celle-ci n'en entrave toutefois pas la réalisation.

SRADDET	
Objectif	Justification de la prise en compte de l'objectif dans la carte communale
10.2. Encourager des initiatives de coopération entre les acteurs de l'aménagement, de la mobilité et de l'environnement à l'échelle des bassins de vie	L'élaboration de la carte communale a été menée en associant les différents acteurs de l'aménagement, de la mobilité et de l'environnement, en conformité avec les dispositions du code de l'urbanisme.
10.3. Encourager de nouvelles formes de mutualisation de l'ingénierie territoriale	
10.4. Repenser le positionnement de la Région comme acteur facilitant l'action des acteurs locaux	Si la carte communale n'est pas l'outil adapté pour la concrétisation de cet objectif, celle-ci n'en entrave toutefois pas la réalisation.